Histoire officielle de l'Armée canadienne en Corée

SINGULIER CHAMP DE BATAILLE

AVERTISSEMENT

Dans la préparation du présent ouvrage, l'auteur a eu libre accès aux documents officiels conservés au ministère de la Défense nationale; toutefois, il prend à son compte les conclusions qu'il a tirées et les opinions qu'il exprime, sans engager en rien la responsabilité du Ministère quant à l'interprétation ou la présentation des faits.

Version française établie

par le

BUREAU DES TRADUCTIONS

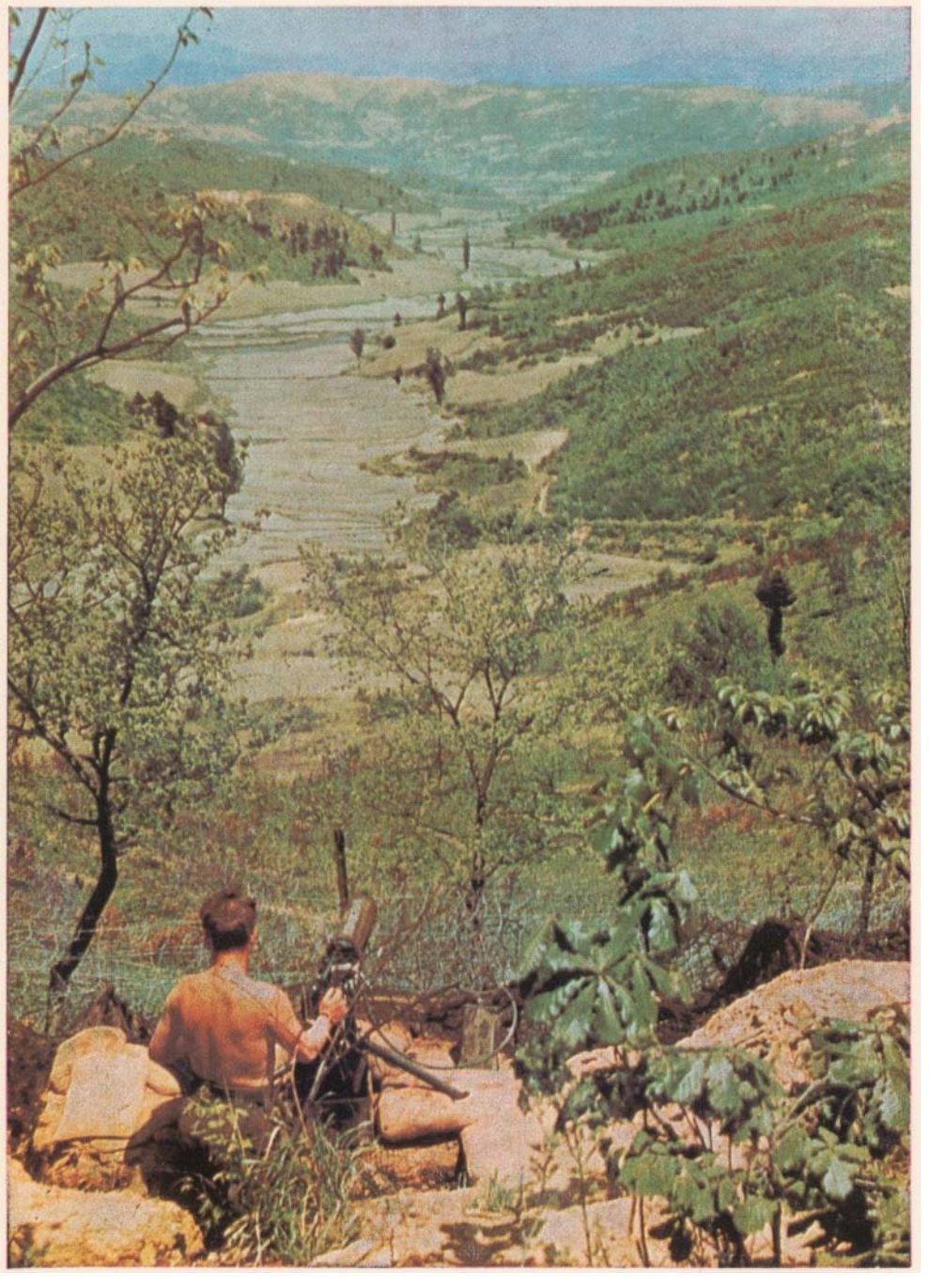
du

SECRÉTARIAT D'ÉTAT

sous la direction

de

Jacques Gouin
Chef adjoint, Bureau des traductions
Ministère de la Défense nationale



P.J. Tomelin

SINGULIER CHAMP DE BATAILLE

HISTOIRE OFFICIELLE DE L'ARMÉE CANADIENNE

SINGULIER CHAMP DE BATAILLE

LES OPÉRATIONS EN CORÉE ET LEURS EFFETS SUR LA POLITIQUE DE DÉFENSE DU CANADA

par
LE LT-COL. HERBERT FAIRLIE WOOD
de la
Section historique de l'Armée

Cartes
par le
Sergent E. M. ELLWAND
du
Génie royal canadien

Publié d'ordre du Ministre de la Défense nationale

IMPRIMEUR DE LA REINE, OTTAWA, 1966

©Droits de la Couronne réservés

En vente chez l'Imprimeur de la Reine à Ottawa,
et dans les librairies du Gouvernement fédéral
dont voici les adresses:

OTTAWA
Édifice Daly, angle Mackenzie et Rideau

TORONTO
Édifice Mackenzie, 36 est, rue Adelaide

MONTRÉAL
Édifice AEterna-vie, 1182 ouest, rue Ste-Catherine

WINNIPEG
Édifice Mall Center, 499, avenue Portage

VANCOUVER
657, avenue Granville

ou chez votre libraire.

Des exemplaires sont à la disposition des intéressés
dans toutes les bibliothèques publiques du Canada.

Prix: $8.50 N° de catalogue DA3-4965

Prix sujet à changement sans avis préalable

ROGER DUHAMEL, M.S.R.C.
Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie
Ottawa, Canada
1966

PRÉFACE DE L'AUTEUR

Le présent ouvrage traite du rôle qu'a joué l'Armée canadienne au cours de l'intervention des Nations Unies dans la guerre de Corée. Pendant ces hostilités, il n'y a eu aucune déclaration de guerre de la part du Canada, non plus d'ailleurs que de la part des 15 autres nations qui, en réponse à l'appel de l'O.N.U., ont fourni des troupes. Il s'agissait d'une «action collective de résistance à l'agression». Néanmoins, on y trouvait tous les éléments de la guerre, et pour ceux qui y ont participé, cette action ne leur a pas paru moins guerrière du seul fait de porter un autre nom. Le contingent canadien était peu de chose comparativement aux armées que le Canada envoya outre-mer lors de la première et de la seconde guerres mondiales. Aussi, a-t-il été possible d'inclure et la politique de défense et les opérations militaires dans un seul volume, et de consacrer un plus grand nombre de pages tant à l'étude des problèmes administratifs qu'à une analyse plus approfondie du champ de bataille que ce ne fut le cas dans les volumes précédents consacrés à l'histoire de l'Armée. L'objet du présent ouvrage n'en reste pas moins le même, savoir: informer le public canadien tout en aidant ceux qui se consacrent aux études militaires.

Les deux guerres précédentes du XXe siècle auxquelles participèrent des forces canadiennes avaient mobilisé l'attention de la nation tout entière. Or, la guerre de Corée n'était qu'une de plusieurs préoccupations du Canada en matière de défense au début des années 50. La menace soudaine d'une nouvelle guerre en Europe, la formation de l'OTAN, les conflits au sein des Nations Unies et les problèmes de défense nationale découlant du perfectionnement des engins à longue portée se partageaient la vedette et compliquaient tout, de la répartition des fonds aux priorités en matière d'effectifs. Par conséquent, le présent récit des opérations militaires du Canada en Corée englobe des événements survenus ailleurs, dans la mesure où ils influèrent sur ce champ de bataille lointain ou dans la mesure où celui-ci influa sur eux.

Les sources utilisées, outre les nombreux ouvrages publiés qui sont facilement accessibles, ont été les journaux de marche des unités en cause, les rapports des officiers historiens envoyés sur place, les dossiers du ministère de la Défense nationale, les journaux d'unité et rapports de combat si gracieusement mis à notre disposition par le Bureau du Chef de l'Histoire militaire du Département de l'Armée des États-Unis, ainsi que, grâce à la générosité de la Section historique du Bureau du cabinet britannique, les rapports officiels et journaux de marche des unités britanniques qui ont participé au combat. Les principales sources sur lesquelles se fonde l'examen de la politique de défense, outre les dossiers du Ministère, ont été les archives officielles des Nations Unies, les documents publiés du Parlement canadien et les publications du Congrès des États-Unis. Le ministère des Affaires extérieures nous a également été utile, en nous confirmant certains points de

politique et en nous soumettant des commentaires sur l'ensemble du manuscrit.

C'est un plaisir pour l'auteur que de rendre hommage à la collaboration du capitaine F. R. McGuire et du lieutenant R. I. Martin. Non seulement le capitaine McGuire a-t-il rédigé la première ébauche des chapitres XI et XIII, mais sa connaissance des événements de 1950 à 1953, acquise lors de la rédaction du Sommaire des opérations en Corée, publié en 1956, a été très précieuse. Le lieutenant Martin a rédigé la première ébauche des chapitres X et XII, tout en poursuivant ses nombreuses autres recherches. L'auteur tient aussi à remercier le colonel C. P. Stacey et les officiers de tous grades, trop nombreux pour qu'il puisse les énumérer, dont les commentaires ont beaucoup aidé à combler les lacunes des archives et à étoffer le récit.

La liste des personnes à remercier serait incomplète sans le nom du major H. W. Thomas, dont le rapport détaillé sur la participation du Canada à la guerre de Corée, terminé en 1953, a été d'une aide inestimable.

L'auteur tient aussi à exprimer sa reconnaissance envers Mme R. Côté et Mme W. L. Power pour la patience et la compétence avec lesquelles elles ont dactylographié les nombreuses ébauches de notre texte, et il ne saurait être trop élogieux à l'égard du labeur du sergent d'état-major A. A. Azar et du sergent P. R. Marshall, le premier pour sa mise au point de l'index, et le second pour sa maîtrise de la documentation sur la Corée. Dans la préparation des cartes, qui se passent de commentaires, le sgt E. H. Elfwand a été aidé par le caporal D. S. Kesselring.

Avec tous ces collaborateurs, l'auteur est heureux de partager toute satisfaction qui puisse découler de la publication du présent ouvrage, mais, pour répéter les paroles de ses prédécesseurs à la Section historique, «il doit assumer l'entière responsabilité des chapitres, tels que présentement publiés, car il les a tous remaniés considérablement».

L'auteur doit beaucoup de reconnaissance aussi aux photographes, tant militaires que civils, qui ont reproduit avec tant de succès l'atmosphère de la campagne. Comme aucun artiste n'a été chargé de mission en Corée, c'est grâce à la maîtrise de leur métier que ces photographes ont pu illustrer les dures réalités de ce petit pays étrange et fascinant.

Enfin, il conviendrait de dire un mot des traducteurs du Bureau des traductions du Secrétariat d'État qui, sous la direction de M. Jacques Gouin, chef adjoint du Bureau des traductions du ministère de la Défense nationale, ont mis au point une version française, à la fois fidèle et élégante, de notre ouvrage.

Les lecteurs qui relèveront des erreurs dans ce volume sont priés de bien vouloir communiquer avec l'auteur.

H.F.W.

Section historique de l'Armée
Ottawa, Canada.

NOMS GÉOGRAPHIQUES CORÉENS

Certains noms de localités coréens sont suivis d'un suffixe lié par un trait d'union. «Bong», «pong» ou «san» dénote une montagne; «ch'on», «gang» ou «kang», un fleuve; «do», une île; et «dong», «gol», «kol», «li», «ni» ou «ri» un établissement.

CHAPITRE I

MALAISE EN CORÉE

L'invasion

A QUATRE HEURES du matin, le dimanche 25 juin 1950, les forces armées de la République populaire démocratique de Corée, État communiste, franchissaient le 38e degré de latitude nord pour pénétrer dans la République voisine de Corée. Pendant que deux colonnes principales, appuyées par des chars, poussaient vers Séoul, capitale de la République de Corée, de petites formations immobilisaient les troupes de défense en s'attaquant à plusieurs points de la frontière à la fois. Plus tard ce matin-là, la Corée du Nord déclarait officiellement la guerre, accusant la République de Corée de lui avoir forcé la main par un acte d'agression.

Les origines du conflit

C'est au Caire, en novembre 1943, au moment où Franklin Roosevelt, Winston Churchill et Tchang Kaï-chek se réunissaient pour décider du sort du Japon, que commençait la série d'événements qui devait porter la guerre moderne jusque dans ce petit appendice accidenté du continent asiatique. «Le moment venu, la Corée deviendra libre et indépendante», disait la déclaration du Caire[1].

La Corée avait été longtemps le champ de bataille de nations asiatiques rivales. Dominé pendant un millénaire par la Chine, le petit royaume avait récemment servi de tremplin à l'Empire du Japon dans ses attaques contre la Mandchourie. Copiant les tactiques des nations commerçantes de l'Occident, les Japonais avaient commencé par négocier un traité commercial avec la Corée en 1876 avant de s'y infiltrer. L'heureuse issue de la guerre sino-japonaise de 1894, dont ces empiétements avaient été la cause dans une large mesure, laissa le champ libre aux Japonais en Corée. Ils y raffermirent graduellement leur influence et finirent par l'annexer, pour en faire une colonie japonaise en 1910, après leur victoire de 1905 sur la Russie[2].

En 1945, après la défaite du Japon par les puissances occidentales, la paix semblait possible en Corée. La situation géographique du pays, cependant, ne tardait pas à le transformer une fois de plus en champ de bataille.

Au moment de la capitulation du Japon en août 1945, les Alliés avaient pour première tâche en Corée de désarmer les forces japonaises, cette responsabilité devant être partagée entre l'Union soviétique et les

États-Unis. Le choix du 38e parallèle comme ligne de démarcation s'est fondé sur des considérations administratives: les stratèges militaires américains voulaient se ménager deux ports d'accès. Comme Pusan et Inchon offraient les meilleures installations, les Américains, en discutant les points de détail avec l'Union soviétique à la conférence de Potsdam, songeaient à proposer une ligne passant au nord de Séoul[3]. Le 38e parallèle fut donc suggéré comme ligne de démarcation appropriée[4].

L'Union soviétique accepta et ordonna à ses troupes de s'arrêter à cet endroit. Mais les forces américaines, prises en quelque sorte au dépourvu par l'effondrement japonais, furent d'avis que cette ligne était trop éloignée et que leurs effectifs étaient insuffisants. Près d'un mois s'écoula avant que le général Douglas MacArthur, commandant suprême des puissances alliées en Extrême-Orient, débarquât à Inchon une force organisée à la hâte qui accepta la capitulation de la totalité des troupes japonaises au sud du 38e parallèle et se dit en frais de rétablir l'ordre. La tâche se trouvait compliquée par la méfiance d'une population qui réclamait son indépendance immédiate, par la prolifération de partis politiques instables et par la présence de forces soviétiques à une cinquantaine de milles au nord de Séoul.

Les États-Unis et l'Union soviétique se faisaient alors face de part et d'autre de plusieurs lignes de démarcation artificielles dans le monde. La défaite des puissances de l'Axe en 1945 ne devait pas aboutir à la paix. Une lutte nouvelle, plus subtile niais aussi décisive, devait bientôt s'engager entre les peuples occidentaux et leur ancienne alliée, l'Union soviétique. Après quatre années de confrontation en Grèce, en Turquie, en Iran, à Trieste et à Berlin, la Grande Alliance allait se désintégrer; en 1950, ses anciens membres étaient sur le point de s'affronter dans une lutte ouverte. En 1945, cependant, on ne prévoyait pas ces malheureux événements.

Division de la péninsule de Corée

Les États-Unis, qui avaient depuis longtemps des intérêts en Extrême-Orient, du fait de l'acquisition des Philippines de l'Espagne et de leurs incursions commerciales dans la Chine d'avant-guerre, doutaient de la valeur stratégique de certains des archipels, îles et péninsules placés sous leur protectorat après la seconde guerre mondiale[5]. Il semblait donc qu'une solution hâtive, pour la Corée du moins, dût consister en une tutelle de quatre puissances: les États-Unis, l'Union soviétique, la Grande-Bretagne et le Gouvernement de Tchang Kaï-chek. M. Mackenzie King, premier ministre du Canada, avait acquiescé à un accord anglo-américain en ce sens dès novembre 1945[6]. A la conférence de Moscou, qui eut lieu le mois suivant, l'Union soviétique sembla se rallier à cette idée et recommanda qu'une commission mixte, composée de représentants des commandements américain et soviétique en Corée, soumît des propositions aux quatre puissances en vue de

l'établissement d'une tutelle d'une durée maximum de cinq ans[7].

De part et d'autre du 38e parallèle, cet accord fut très mal accueilli par les Coréens. Une «tutelle» ressemblait beaucoup trop à leur récente association avec le Japon. Mais l'Union soviétique ne tarda pas à persuader les Coréens du Nord de s'enfermer dans un mutisme revêche. Les États-Unis décidèrent de miser sur Syngman Rhee*.

Rhee était un rebelle en exil aux États-Unis depuis de longues années. A son arrivée à Séoul en octobre 1945, il avait soixante-dix ans, mais le prestige de son nom et de sa réputation lui permit de rallier sous sa bannière tous les petits partis du Sud à l'exception des communistes. Lorsque la nouvelle d'une tutelle précipita des émeutes et des grèves, Rhee, se pliant à contre-coeur aux demandes américaines, ordonna qu'on y mette fin. Son succès en cette occasion fit de lui un homme indispensable.

Durant les quelques mois suivants, le 38e parallèle se mua en frontière. Les deux groupes de la Commission mixte ne purent s'entendre sur les partis politiques coréens qu'il y avait lieu de consulter; la délégation russe écartait tous les groupes apparentés à la droite et les Américains ne voulaient pas de communistes. L'impossibilité de s'entendre tenait avant tout à ce que chacune des deux nations voulait un gouvernement qui lui fût bien disposé. Le 6 mai 1946, la délégation américaine au sein de la Commission mixte déclara que sa mission avait échoué, le représentant russe refusant de négocier avec tout groupement de la collectivité sud-coréenne qui s'était opposé à l'entente de tutelle de Moscou. Comme à peu près tous les partis de la Corée du Sud, à l'exception des communistes, avaient manifesté leur opposition, cette restriction était inacceptable pour la puissance américaine occupante[8]. Prise dans cette impasse, la Commission ajourna ses délibérations sans en prévoir la reprise, et la délégation soviétique se retira derrière le 38e parallèle.

Progrès vers le gouvernement autonome

La première tentative d'unification avait échoué. Chacune des puissances occupantes se donna dès lors pour tâche de mettre fin à la confusion qui régnait dans sa zone et d'y rétablir l'ordre et la stabilité. La frontière artificielle gênait les travaux de reconstruction; les vingt millions de Coréens du Sud produisaient le gros des denrées alimentaires du pays tandis que la force motrice, la houille et les minéraux étaient largement aux mains des neuf millions d'habitants de la zone industrialisée du Nord. A la fin de 1946, Syngman Rhee lançait un appel aux Nations Unies, les priant soit de mettre fin à la division du pays, soit de prendre des mesures spéciales pour aider ses chômeurs affamés. En mai 1947, après un échange de notes où les

*Règle générale, en Corée, on écrit d'abord le nom de famille. Dans le cas de Rhee, un exil olongé en Occident l'incita à écrire son nom à l'occidentale.

deux camps semblaient prêts à composer, la Commission mixte se réunit de nouveau mais sans succès. La Doctrine Truman et le Plan Marshall, qui visaient à contrecarrer les visées expansionnistes de l'Union soviétique en Europe, avaient fatalement des répercussions à Séoul. L'Union soviétique revint alors à son attitude initiale[9].

Le gouvernement américain prit ensuite l'initiative. En septembre, il annonça son intention de soumettre la question aux Nations Unies. C'était une mesure habile, et l'Union soviétique ne tarda pas à réagir; elle proposa, comme solution de rechange, le retrait de Corée des troupes des deux camps avant janvier 1948, ce qui laisserait les Coréens libres de se choisir un gouvernement, sans intervention étrangère. A première vue, cette solution semblait judicieuse, niais elle fut rejetée par les Américains qui savaient depuis un certain temps que l'Union soviétique était à former de puissantes forces armées en Corée du Nord.[10] Une évacuation aussi soudaine de la péninsule aurait laissé la majorité sud-coréenne à la merci d'un Nord puissamment armé. Le 13 novembre 1947, la délégation américaine exposa l'attitude de son Gouvernement à l'Assemblée générale, demandant à celle-ci d'intervenir. L'Assemblée approuva cette proposition par un vote et donna instruction à une Commission provisoire des Nations Unies de se rendre en Corée pour y surveiller la tenue d'élections libres et secrètes en vue du choix d'une Assemblée nationale.[11]

A son arrivée à Séoul en janvier 1948, la Commission provisoire constata que les communistes de la Corée du Nord refusaient de communiquer avec elle, pendant que la délégation soviétique aux Nations Unies ne voulait pas non plus discuter la question. En conséquence, le 26 février, le Comité provisoire intérimaire de l'Assemblée générale donna instruction à la Commission de procéder à des élections dans la partie de la Corée occupée par les États-Unis.[12] Le 10 mai 1948, les élections eurent lieu, dans un climat de protestations communistes. Les électeurs se rendirent en grand nombre aux urnes et la coalition Rhee obtint un mandat décisif; en août, les autorités américaines d'occupation lui remettaient les rênes du gouvernement de la «République de Corée». L'Union soviétique riposta en constituant, dans la Corée du Nord, une «République populaire démocratique de Corée» dirigée par un chef de guérilla communiste, venu de Mandchourie, qui s'était approprié le nom d'un célèbre patriote coréen, Kim Il Sung.

Les deux régimes réclamèrent le droit de gouverner toute la Corée, mais le gouvernement nord-coréen s'implanta plus solidement en établissant sur son territoire un régime à parti unique de même qu'une force armée puissante, moderne et bien équipée.

Le débat sur le retrait des troupes étrangères occupa le reste de l'année 1948. Dans cet échange, l'Union soviétique prit l'offensive; lorsque Rhee demanda publiquement le maintien des troupes américaines sur les lieux, le Nord communiste l'accusa de trahison envers le peuple coréen. Les États-Unis se trouvaient devant un dilemme. Il était évident que le régime finan-

cièrement vacillant et de plus en plus autocratique de Rhee, bien que ralliant encore l'appui de la majorité, n'était pas encore assez solide pour résister par ses propres moyens à une propagande dévastatrice et à l'infiltration d'agitateurs communistes du Nord. D'autre part, les chefs d'état-major interarmes des États-Unis en étaient venus à la conclusion, en 1947, que la Corée n'offrait que peu d'intérêt stratégique.[13] L'Union soviétique ayant déclaré en décembre qu'elle avait retiré toutes ses troupes de la Corée du Nord, les États-Unis, forcés de prendre une décision, entreprirent de retirer graduellement les leurs. Cependant, au mois de février suivant, ils annoncèrent que les troupes non encore évacuées resteraient sur les lieux, à la demande du président Rhee, pour initier les recrues sud-coréennes aux fonctions constabulaires et à la défense de la frontière. Au début de l'été, MacArthur était convaincu que les Coréens du Sud pouvaient assurer leur propre sécurité intérieure, et il acquiesça à un retrait général. Au moment où les victoires des communistes chinois délogeaient Tchang Kaï-chek de la Chine continentale et chassaient les équipes de conseillers américains de leurs ports de base, les dernières unités américaines de campagne quittaient les rives de la Corée du Sud. Les Sud-Coréens étaient laissés à leurs propres ressources, exception faite d'une poignée de conseillers militaires américains, de la Commission des Nations Unies et de divers groupes de conseillers techniques et économiques. Les Américains laissaient derrière eux une armée sud-coréenne munie d'armes portatives et de mortiers, mais dépourvue de chars, de gros canons et d'avions.

On a invoqué plusieurs raisons pour expliquer comment il se fait que l'armée sud-coréenne ait été laissée si mal équipée. Témoignant devant un comité mixte des forces armées et des relations étrangères du Sénat en 1951, M. Dean Acheson, secrétaire d'État, déclarait que les Coréens du Sud ne savaient pas se servir de l'équipement lourd moderne et que les États-Unis n'en avaient pas à leur donner. M. Acheson n'apporta aucune confirmation à la déclaration d'un membre du comité, portant que les Coréens du Sud n'avaient pas été suffisamment armés parce que le gouvernement des États-Unis craignait qu'ils attaquent la Corée du Nord.[14]

Peu après le retrait des États-Unis, les difficultés commencèrent le long du 38e parallèle; des patrouilles nord-coréennes, grosses et petites, pénétrèrent en Corée du Sud. La frontière fut bientôt en état d'alerte continuelle, et la Commission des Nations Unies pour la Corée, qui avait remplacé la Commission provisoire, prévint à maintes reprises les Nations Unies que la guerre civile pouvait éclater d'un moment à l'autre.[15] Lorsque les Coréens du Nord dissipèrent tous les doutes en proférant des menaces d'invasion, les pouvoirs de la Commission furent immédiatement étendus aux enquêtes sur les violations de frontière. Les preuves ne manquaient pas, mais l'échange quotidien de feu de mitrailleuses qu'elle signala masquait une menace encore plus grave. Le 10 mars 1950, le câblogramme hebdomadaire de renseignements transmis à Washington par le quartier général de

MacArthur à Tokyo mentionnait certains indices d'importants mouvements de troupes immédiatement au nord du 38e parallèle; on avait entendu dire que l'Armée populaire envahirait la Corée du Sud en juin 1950. En commentant ces nouvelles, cependant, le Service américain de renseignements de Tokyo n'était pas porté à prendre au sérieux les possibilités de guerre; il avait été témoin de plusieurs fausses alertes au cours de l'hiver.[16] L'état-major de MacArthur continua d'affirmer que les Coréens du Nord limiteraient leur activité à la subversion et à la guérilla. Ce sentiment avait incontestablement contribué à l'optimisme exagéré qui avait abouti au retrait militaire; de fait, lorsque l'invasion eut effectivement lieu, Tokyo et Washington réagirent avec étonnement et consternation. Les signes prémonitoires n'avaient pas fait défaut; il semble, cependant, qu'on ait été incapable de distinguer les rumeurs et la propagande de la réalité.

Il se peut que la date de l'invasion ait été décidée à la suite des élections de 1950 en Corée du Sud. La constitution de 1948 précisait que des élections générales seraient tenues en 1950 en vue du choix d'une Assemblée nationale pour une période de quatre ans. Cependant, le 31 mars, le président Rhee, dont le gouvernement se savait en butte à de violentes critiques dirigées contre ses mesures fiscales inflationnistes et contre sa politique autoritaire de répression, publia un décret retardant les élections jusqu'à novembre. Il allégua qu'il fallait plus de temps pour préparer le budget qu'il devait présenter à la nouvelle Assemblée. Le gouvernement des États-Unis, toutefois, n'était pas d'humeur à emboîter le pas; ce retard risquait de discréditer une constitution qui n'avait pas encore été mise à l'épreuve. On fit donc savoir au président Rhee qu'il perdrait l'appui des États-Unis si les élections étaient différées.[17] Le Président annula son décret et, le 30 mai, des élections eurent dûment lieu. Comme on pouvait s'y attendre, presque tous les adeptes de Rhee furent écartés de l'Assemblée. Mais peu de communistes avaient été élus; règle générale, les Coréens du Sud avaient choisi des modérés pour les représenter. Tous les espoirs des Coréens du Nord de mettre la main sur la Corée du Sud par la voie électorale se trouvaient engloutis; l'invasion semblait donc le seul moyen qui restait de transformer la péninsule en un unique État communiste.

Réaction devant l'invasion

En juin 1950, l'écart horaire était de treize heures entre Séoul et New York. Vers 9 h. 30 du soir le 24 juin, le gouvernement des États-Unis fut informé de l'invasion par son ambassadeur auprès de la République de Corée. Les États-Unis demandèrent aux Nations Unies de convoquer le Conseil de sécurité, qui se réunit à Lake Success dans l'après-midi du 25 juin*. Après que le Conseil eut pris connaissance d'un rapport de la Com-

*A ce moment-là, le Canada ne faisait pas partie du Conseil de sécurité, lequel comptait cinq

mission des Nations Unies et d'une demande d'assistance de la Corée du Sud, le représentant des États-Unis donna lecture d'un projet de résolution ainsi conçu (nous omettons le préambule):

> Le Conseil de sécurité, –
>
> «I *Demande* la cessation immédiate des hostilités et invite les autorités de la Corée du Nord à retirer immédiatement leurs forces armées sur le trente-huitième parallèle;
>
> II *Prie* la Commission des Nations Unies pour la Corée:
>
> *a*) de communiquer, après mûr examen et dans le plus bref délai possible, ses recommandations au sujet de la situation;
>
> *b*) d'observer le retrait des forces de la Corée du Nord sur le trente-huitième parallèle;
>
> *c*) de tenir le Conseil de sécurité au courant de l'exécution de la présente résolution;
>
> III *Invite* tous les États Membres à prêter leur entier concours à l'Organisation des Nations Unies pour l'exécution de la présente résolution et à s'abstenir de venir en aide aux autorités de la Corée du Nord[18].»

Les délégués soviétiques, qui s'abstenaient systématiquement d'assister aux réunions de tous les organismes et agences des Nations Unies où des représentants de la Chine nationaliste étaient présents, mirent le Conseil de sécurité au défi d'intervenir en leur absence pour arrêter l'invasion, soutenant que cinq votes affirmatifs étaient requis par la Charte pour que les décisions du Conseil soient juridiquement valables en pareilles circonstances. Les Américains répliquèrent que l'abstention ne constituait pas un veto; ils citèrent de nombreuses occasions antérieures où l'Union soviétique s'était abstenue de voter sans, par la suite, mettre en doute la validité des résolutions.[19] Le lieu de l'invasion et l'absence du délégué soviétique du Conseil de sécurité sont deux considérations qui devaient avoir des conséquences importantes, voire décisives, sur les événements futurs. De graves possibilités d'une guerre générale se dessinaient à l'horizon, puisque le 38e parallèle était la ligne de démarcation entre les sphères d'influence des États-Unis et de l'Union soviétique. Cependant, en l'absence du délégué soviétique, il était possible d'espérer que le Conseil de sécurité, libéré des entraves du veto, pût agir dans le sens envisagé par ses membres occidentaux en opposant une résistance armée à l'agression. La présence de la Commission des Nations Unies en Corée au moment de l'invasion permit aux Nations Unies d'obtenir, de source autorisée, un rapport sur l'invasion et contribua à la décision de l'Inde et d'autres pays neutralistes d'accorder leur appui aux résolutions ultérieures.

Le 26 juin, la 21e législature canadienne était sur le point de terminer sa deuxième session. La fin de semaine précédente avait été ensoleillée et chaude, et la plupart des personnages officiels d'Ottawa l'avaient passée

---

membres permanents: Chine, France, U.R.S.S., Royaume-Uni et États-Unis. En juin 1950, les membres non permanents étaient Cuba, l'Égypte, la Norvège, l'Équateur, l'Inde et la Yougoslavie.

loin de la capitale, sur les plages et dans les endroits de villégiature. Ceux qui avaient écouté la radio à deux heures de l'après-midi le dimanche avaient appris la nouvelle de l'invasion et étaient revenus en toute hâte à leurs bureaux. Par une curieuse coïncidence, les Communes devaient reprendre le débat sur les crédits de la défense le lundi mais, avant que la Chambre ne se formât en comité des subsides, M. George Drew, chef de l'Opposition, demanda alors des renseignements «sur la situation extrêmement grave qui a surgi au cours de la fin de semaine en Corée[20]».

M. L. B. Pearson, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, répondit que le Canada n'avait pas de représentant en Corée et ne pouvait compter que sur les Nations Unies comme source de renseignements. Il donna ensuite lecture de la résolution adoptée la veille*. Bien que le Canada ne fît pas partie du Conseil de sécurité, son représentant permanent auprès des Nations Unies, M. John Holmes (qui avait appris la nouvelle de l'invasion à la radio), assistait aux réunions et tenait Ottawa au courant des délibérations.[21] Le ministre rassura les députés qui exprimaient des inquiétudes quant à la sécurité des ressortissants canadiens en Corée**.

Plus tard, la Chambre reprit le débat sur les crédits de la défense, qu'elle étudiait à intervalles irréguliers depuis le 8 juin; plusieurs députés demandèrent au ministre de la Défense, M. Brooke Claxton, si, à la lumière des graves nouvelles reçues de Corée, les crédits d'environ 425 millions qu'il proposait seraient suffisants. Le ministre répondit que «compte tenu de nos ressources, de nos possibilités et de nos engagements, nous croyons que la somme que nous dépensons représente à tous égards un juste apport à la sécurité collective[22]». Il ajouta que le gouvernement suivait de près les événements et qu'il ne manquerait pas de prendre les mesures qui pourraient s'imposer. Le débat se poursuivit et les crédits de la défense furent adoptés. Moins d'un mois plus tard, ils devaient se révéler insuffisants.

Le comité interarmes de renseignements des chefs d'état-major canadiens avait immédiatement entrepris d'étudier la gravité de la menace. Le président de l'état-major interarmes du Canada à Londres, le major-général S. F. Clark, avait écrit que les chefs d'état-major du Royaume-Uni soulignaient l'importance de «faire comprendre à l'U.R.S.S., à ses satellites et au Japon que l'OTAN et les pays du Commonwealth appuyaient sans réserve les mesures prises par les États-Unis en Corée[23]». Le major-général Clark ajoutait:

> Les chefs d'état-major du Royaume-Uni doutent que les forces de la Corée du Nord puissent être repoussées sans l'aide de forces terrestres, mais ils n'ont pas jugé à propos de recommander pour le moment l'expédition de forces terrestres ou

---

*Sur les onze membres du Conseil, neuf avaient appuyé la résolution; la Yougoslavie s'était abstenue de voter et l'U.R.S.S. était absente.

**Les Canadiens étaient peu nombreux en Corée. Nous savons que 10 ou 12 missionnaires et qu'un groupe de 10 préposés aux foreuses à diamant, à l'emploi d'une société américaine, furent évacués.

> aériennes de Hong-Kong. Cependant, ils sont à étudier la situation d'Extrême-Orient, dans son ensemble, afin de déterminer si des troupes terrestres pourraient être transférées de Hong-Kong.[24]

Le 29 juin, le comité interarmes de renseignements, après avoir obtenu de l'état-major de l'Armée canadienne à Washington une estimation des effectifs et des ressources des forces en présence en Corée, décida qu'une aide «était nécessaire immédiatement» et suggéra que la priorité soit accordée aux avions de combat, aux armes et à l'artillerie antichars, aux bombardiers de combat, aux chars, à l'artillerie de D.C.A. et aux navires. Rien n'y donnait à entendre que la tâche de remédier à l'une ou l'autre de ces lacunes, ou à leur totalité, dût retomber sur le Canada; la liste devait simplement servir de guide dans l'éventualité d'une intervention. Aucune mention ne fut faite à ce moment-là du besoin de forces terrestres.[25] Après une étude des deux armées en présence, ces priorités crevaient les yeux. En Corée du Nord, l'armée de 95,000 hommes et la force constabulaire de 12,000 hommes étaient munies de plus d'une centaine de chars moyens et de nombreuses pièces d'artillerie de campagne et d'artillerie lourde. L'armée de 96,000 hommes de la République de Corée était dépourvue de blindés; elle n'avait que quelques canons antichars et une artillerie insuffisante. D'après les estimations, l'aviation nord-coréenne se composait de plus d'une centaine d'avions de combat russes *Yak-3* et d'avions d'attaque au sol *IL-10.* La Corée du Sud n'avait pas d'aviation.

Les États-Unis interviennent

En Corée, les envahisseurs progressaient rapidement. Munie de chars soviétiques *T-34,* d'armes soviétiques et de véhicules soviétiques, l'armée populaire de la Corée du Nord surprit et écrasa en un tour de main les troupes mal armées et mal aguerries de la République de Corée. Le 27 juin, les assaillants avaient franchi les cinquante milles qui séparent Séoul du 38e parallèle; ils avaient pris la capitale et s'étaient installés sur la ligne du fleuve Han, immédiatement au sud de Séoul. Après s'être emparés d'une tête de pont sur le fleuve, ils s'étaient arrêtés un moment pour refaire leurs rangs.

Se rendant compte que seule une intervention immédiate pourrait empêcher les forces communistes d'occuper rapidement la totalité de la péninsule de Corée, les États-Unis réagirent sans tarder. Le président, M. Harry S. Truman, jugea que son pays devait s'interposer en Corée, que les Nations Unies décident ou non de prendre quelque mesure directe pour faire échec à l'invasion. Selon lui, «si nous permettions que la Corée du Sud succombe, les chefs communistes s'enhardiraient et se lanceraient à la conquête de nations plus rapprochées de nous[26]». Le 27 juin, il fit la déclaration suivante:

CARTE 1

INVASION ET RIPOSTE

25 JUIN - 26 NOVEMBRE 1950

CHONGJIN
HYESANJIN
MANP'OJIN
Yalu
KANGGYE
CHOSAN
FRONT DE L'ONU 26 NOV
MANDCHOURIE
CORÉE
SINUIJU
IWON
UNSAN
TOKCHON
HUNGNAM
SUNCHON
DÉBARQUEMENT 26 SEPT
WONSAN
PYONGYANG
FRONT DE L'ONU 7 OCT
CHORWON
38°
HAEJU
KAESONG
MUNSAN
KANGNUNG
SÉOUL
INCHON
SAMCH'OK
WONJU
OSAN
MER
JAUNE
MER
DU
JAPON
DÉBARQUEMENT 15 SEPT
CHONGJU
ANDONG
YONGDOK
TAEJON
KUNSAN
TAEGU
CHONJU
NAMWON
MASAN
PUSAN
KWANGJU
MOKPO
KOJE DO

Offensive nord-coréenne 25 juin - 1er août
Contre-offensive des troupes de l'ONU 16 sept - 26 nov.

INTERVENTION DES COMMUNISTES CHINOIS

OCTOBRE 1950

CHONGJIN
HYESANJIN
MANP'OJIN
Yalu
KANGGYE
CHOSAN
ROUTES D'ARRIVÉE DES F.C.C. DURANT OCTOBRE
FRONT DE L'ONU 26 NOV
MANDCHOURIE
CORÉE
SINUIJU
IWON
CHONGSANJANGSI
UNSAN
TOKCHON
HUNGNAM
SUNCHON
WONSAN
PYONGYANG
MER
DU
JAPON
CHORWON
FRONT DE L'ONU 21 AVRIL 1951
38°
HAEJU
KAESONG
MUNSAN
TONGDUCH'ON
KAP'YONG
KANGNUNG
UIJONGBU
HONGCH'ON
SÉOUL
INCHON
SAMCH'OK
WONJU
SUWON
YOJU
MER
JAUNE
CHANGHOWON-NI
OSAN
P'YONGT'AEK
CHONGJU
ANDONG
TAEJON
KUNSAN
TAEGU
CHONJU
NAMWON
MASAN
PUSAN
KWANGJU
KOJE DO
MOKPO

Offensive des F.C.C. 26 nov 1950 - 24 janv 1951
Limite de l'avance principale des F.C.C.
Contre-offensive des troupes de l'ONU 25 janv - 21 avril 1951

En Corée, les forces du Gouvernement, armées pour prévenir les raids le long de la frontière et pour préserver la sécurité intérieure, ont été attaquées par des envahisseurs venus de la Corée du Nord. Le Conseil de sécurité des Nations Unies a demandé aux troupes d'invasion de cesser les hostilités et de se replier derrière le 38e parallèle. Elles ne l'ont pas fait; au contraire, elles ont intensifié leur attaque. Le Conseil de sécurité a engagé tous les États membres de l'Organisation des Nations Unies à aider par tous les moyens les Nations Unies à donner suite à cette résolution. Dans ces circonstances, j'ai ordonné aux forces aériennes et navales des États-Unis de protéger et de soutenir les troupes du gouvernement de Corée.

Par son attaque contre la Corée, le communisme démontre à l'évidence qu'il ne se contentera plus de recourir à la subversion pour asservir des nations indépendantes mais que, dorénavant, il aura recours à l'invasion armée et à la guerre. Il a défié les ordres donnés par le Consul de sécurité des Nations Unies pour préserver la paix et la sécurité internationales. Dans ce contexte, l'occupation de Formose par les forces communistes constituerait une menace directe à la sécurité du Pacifique et des forces américaines qui s'acquittent de fonctions légitimes et nécessaires dans ce secteur.

En conséquence, j'ai donné ordre à la Septième Flotte d'empêcher toute attaque contre Formose. En contrepartie, je demande au gouvernement chinois de Formose de s'abstenir de toute opération aérienne et navale contre la Chine continentale. La Septième Flotte verra à ce que ces ordres soit exécutés.[27]

Cette déclaration d'intention marquait l'abandon de la politique américaine de retrait du continent asiatique, et passait outre à l'opinion militaire officielle selon laquelle la Corée n'était pas appelée à jouer un rôle capital dans les plans stratégiques américains.

L'avenir dépendait dans une large mesure de l'attitude des autres membres des Nations Unies. Il était clair que l'U.R.S.S., à supposer qu'elle revînt, manifesterait une violente opposition, tandis que l'appui de l'Inde, sur qui se modelait l'opinion asiatique, était incertain. Le Canada, tout en approuvant la teneur générale de cette déclaration, prit bien soin de se soustraire à tout nouvel engagement qui pût découler de la politique des États-Unis à l'égard de Formose. C'est ce que M. Pearson précisait nettement au mois d'août lorsque, en faisant à la Chambre des communes la revue des événements dramatiques de juin et juillet, il soulignait que le Canada se préoccupant uniquement «d'honorer ses engagements envers les Nations Unies[28]». L'allusion du Président à la possibilité «d'une menace directe à la sécurité du Pacifique et des forces américaines qui s'acquittent de leurs fonctions légitimes et nécessaires dans ce secteur» pouvait signifier qu'il était prêt, à propos de la Corée, à engager une lutte armée pour la défense d'intérêts nationaux menacés. Mais la résolution adoptée par le Conseil de sécurité quelques heures après la publication de la déclaration présidentielle portait exclusivement sur la Corée, en des termes propres à rallier l'appui le plus général.

Le Conseil de sécurité

Ayant constaté que l'attaque dirigée contre la République de Corée par des forces armées venues de la Corée du Nord constitue une rupture de la paix,

Ayant demandé la cessation immédiate des hostilités,

Ayant invité les autorités de la Corée du Nord à retirer immédiatement leurs

forces armées sur le 38e parallèle,

Ayant constaté dans le rapport de la Commission des Nations Unies pour la Corée que les autorités de la Corée du Nord n'avaient ni suspendu les hostilités ni retiré leurs forces armées sur le 38e parallèle et qu'il faut prendre d'urgence des mesures militaires pour rétablir la paix et la sécurité internationales,

Ayant pris acte de l'appel adressé aux Nations Unies par la République de Corée qui demande que des mesures efficaces soient prises immédiatement pour assurer la paix et la sécurité.

Recommande aux Membres des Nations Unies d'apporter à la République de Corée toute l'aide nécessaire pour repousser les assaillants et rétablir dans cette région la paix et la sécurité internationales.[29]

Le dilemme canadien

Le gouvernement canadien, tout en approuvant en principe les mesures prises pour enrayer l'agression, semblait désireux d'éviter toute action précipitée; l'Extrême-Orient n'avait jamais été une région où le Canada eût des intérêts nationaux particuliers. Pendant que les États-Unis dépêchaient en toute hâte des forces dans ce secteur, le Canada apportait sa contribution par bribes, uniquement à la suite de demandes officielles de la part des Nations Unies. Le 28 juin, au moment où les Coréens du Nord consolidaient leur emprise sur Séoul, M. Pearson faisait part à la Chambre des événements de Corée. Le Canada, disait-il, entendait conférer avec les autres membres des Nations Unies quant au rôle qu'il pourrait et devrait jouer. Les crédits des Affaires extérieures devant être débattus le lendemain, la Chambre convint qu'il serait bon de remettre à ce moment-là le débat sur la crise de Corée.[30] Le lendemain, peu après le début des délibérations, M. Pearson annonça que les Nations Unies avaient demandé au Gouvernement de désigner un ou deux observateurs militaires qui seraient rattachés à la Commission des Nations Unies pour la Corée*. Cette demande avait été acceptée.[31] Une étude du hansard de ces jours-là atteste que les députés n'avaient pas grand-chose à discuter. Tous les partis à la Chambre reconnaissaient que le gouvernement devait faire quelque chose, sans délai; tous étaient d'accord pour appuyer toute action que le gouvernement pourrait juger nécessaire pour démontrer l'efficacité de la sécurité collective; mais les députés ne pouvaient guère faire plus qu'exprimer leur inquiétude.

Dès que les armées nord-coréennes eurent débouché de leur tête de pont sur le Han pour s'enfoncer vers le sud, leurs succès continuèrent d'occuper les manchettes et l'impression d'une crise imminente se fit de plus en plus nette. Le 27 juin, le président des États-Unis avait ordonné aux unités aériennes et navales américaines de protéger et d'appuyer les troupes sud-coréennes. Deux jours plus tard, donnant suite aux résolutions du Conseil de sécurité, il avait autorisé le général MacArthur qui, à titre de

---

*Les officiers désignés, le lt-col. F. E. White et le cdt d'escadre H. Malkin, arrivèrent en Corée le 24 juillet 1950.

«commandant suprême des puissances alliées», dirigeait l'occupation du Japon, à utiliser aussi des troupes de terre; des éléments de la 24e division américaine d'infanterie, affectés à l'occupation du Japon, furent dépêchés en toute hâte en Corée pour prêter main-forte aux forces sud-coréennes défaillantes. Qu'allait faire le Canada? On avait choisi le 30 juin comme date de la prorogation du Parlement, et aucune déclaration positive n'avait encore été faite.

Dans ce climat d'urgence croissante, le premier ministre, M. Louis St-Laurent, fit une déclaration. Son discours du 30 juin révélait au moins l'un des problèmes auxquels se heurtait le Gouvernement.

> ... Toute part que prendrait le Canada à la mise à exécution de la résolution des Nations Unies ne constituerait pas, – et je tiens à souligner ce point bien nettement, – une participation à la guerre contre des États, quels qu'ils fussent. Ce serait notre apport à la police collective qui agirait sous le contrôle et l'autorité de l'Organisation des Nations Unies afin de rétablir la paix ... Ce n'est que dans de telles circonstances que notre pays serait mêlé à une action de ce genre.

M. St-Laurent ajouta que, si le Gouvernement était informé par les Nations Unies que cette action de police sous le commandement de l'O.N.U. pourrait favoriser la cause de la paix, le Canada songerait immédiatement à fournir cet apport. Dans l'intervalle, trois destroyers de la division du Pacifique, qui s'apprêtaient à quitter leur base d'Esquimalt pour entreprendre une croisière en Europe, se rendraient dans les eaux d'Extrême-Orient pour s'y tenir en disponibilité et collaborer, au besoin, avec d'autres unités navales des Nations Unies*. Le premier ministre termina ses observations en déclarant que l'attitude adoptée par la Chambre au cours des deux derniers jours donnait en quelque sorte au Gouvernement un mandat, celui d'entreprendre une action collective de concert avec les autres membres des Nations Unies pour rétablir la paix en Corée.[33] Après de brefs discours des chefs des partis d'opposition, la Chambre adopta le bill habituel des subsides et le Parlement fut prorogé.

Le 6 juillet, le quartier général de MacArthur à Tokyo fit savoir que sept divisions et trois brigades constabulaires frontalières de la Corée du Nord avaient été identifiées parmi les troupes qui combattaient contre les forces désorganisées de la Corée du Sud. La mise sur pied de forces terrestres américaines en Corée du Sud se continuait, et on préparait des divisions aux États-Unis en vue de leur embarquement. Le 1er juillet, les éléments de tête de la 24e division débarquaient à Pusan et remontaient vers le nord, par rail et par route, pour prêter main-forte à l'armée sud-coréenne. Pendant qu'on transportait vers la Corée le reste de cette division, deux autres divisions qui avaient participé à l'occupation du Japon, la 1re de cavalerie et la 25e d'infanterie, se préparaient à suivre. Pour compléter l'effectif des autres divisions, on dégarnit de ses combattants la seule qui restait au Japon, la 7e.

---

*Le 5 juillet, les navires *Cayuga, Athabaskan* et *Sioux* quittèrent Esquimalt pour se rendre à Pearl Harborl.[32]

L'élément d'avant-garde de ces forces, appelé «Groupement opérationnel Smith», du nom de son commandant, le lt-col. Charles Smith, entra en contact avec les forces nord-coréennes au nord d'Osan le 5 juillet 1950. Le 15 juillet, l'ambassadeur du Canada aux États-Unis signalait que la crise de Corée avait précipité les événements dans d'autres domaines. L'opinion publique américaine, qui avait eu tendance à résister à une augmentation des crédits de la défense, était en train d'évoluer, et le gouvernement des États-Unis profita de l'occasion pour grossir ses effectifs insuffisants. Le Président avait demandé au Congrès un supplément de 260 millions pour des armes atomiques, y compris la mise au point d'une bombe à hydrogène; le 13 juillet, il déclara à une conférence de presse qu'on songeait à la mobilisation tant de l'industrie que de la main-d'oeuvre, qu'on accélérait la production d'avions et qu'on était à mettre la dernière main à des plans visant à accroître de 250,000 hommes l'effectif des forces armées.[34]

La tension caractérisa les semaines qui suivirent. Pendant que les armées nord-coréennes poursuivaient leurs attaques vers le sud, l'aviation américaine s'assurait le contrôle des airs au-dessus de la péninsule, mais les assauts aériens contre les colonnes blindées ne parvenaient pas à enrayer leur avance. De nouvelles troupes américaines furent détachées en toute hâte des effectifs d'occupation au Japon pour être jetées dans la mêlée. Ces troupes avaient été constituées pour maintenir l'ordre plutôt que pour effectuer des opérations militaires; leur formation et leur équipement étaient insuffisants. Quoi qu'il en soit, dans un effort visant à ralentir la poussée des armées du Nord et à sauver les débris des forces sud-coréennes en pleine désintégration, on les lança dans la lutte indistinctement. Les opérations d'arrière-garde qui suivirent auraient ébranlé le courage des troupes les plus aguerries; pendant quelques semaines infernales, les forces terrestres des États-Unis firent face à une armée mieux équipée et mieux entraînée qu'elles.[35]

Ce mélange de forces américaines et sud-coréennes devait continuellement reculer vers le sud; toutefois, à mesure que de nouvelles troupes américaines étaient dépêchées sur les lieux, le rythme de l'avance nord-coréenne ralentissait. Quoi qu'il en soit, inférieur en nombre et en artillerie, le commandement des Nations Unies, comme on l'appelait désormais, continuait de battre en retraite. Dans le désordre du combat, le major-général William Dean, qui commandait l'infortunée 24e division, fut capturé par l'ennemi.

Pendant tout le mois de juillet, les nouvelles furent uniformément mauvaises. A la fin du mois, trois divisions américaines et cinq divisions sud-coréennes réorganisées étaient acculées au coin sud-est du pays, dos au port de Pusan, dans une tête de pont dont le périmètre était délimité par une ligne allant de Yongdok, sur le littoral oriental, en direction de l'intérieur sur une distance d'une cinquantaine de milles jusqu'à la vallée du Naktong, et vers le sud jusqu'à la mer à proximité de Masan. D'après les estimations

du service américain de renseignements, les forces combinées des Nations Unies, y compris les unités de base et les effectifs des quartiers généraux, comprenaient environ 160,000 hommes. Une armée de 200,000 Coréens du Nord, répartie en quinze divisions et en une brigade blindée, leur faisait face sur un front de 150 milles. Il semblait tout à fait possible que les défenseurs de la Corée du Sud fussent délogés du pays à brève échéance. Le 21 juillet, le gouvernement canadien annonça qu'une escadrille de transport de l'A.R.C. avait été affectée au soutien du commandement des Nations Unies*.

Accroissement des forces des Nations Unies

Après la démobilisation consécutive aux victoires de 1945, les démocraties occidentales souffraient d'une grave pénurie de soldats. Néanmoins, le 2 août, les Américains avaient en Corée trois divisions d'infanterie et deux équipes régimentaires de combat, tandis qu'une division de fusiliers marins et une quatrième division d'infanterie (la 2e) avaient quitté les États-Unis pour la Corée. Ces effectifs représentaient plus de la moitié des troupes américaines de campagne. La Grande-Bretagne, dont les forces étaient éparpillées sur une très vaste étendue, y compris le Nord-Ouest de l'Europe, l'Autriche, Trieste, le Moyen-Orient et l'Extrême-Orient, avait ordonné avec hésitation le transfert en Corée d'une petite brigade d'infanterie de Hong-Kong, en attendant qu'un groupe de brigade, comprenant un régiment blindé, puisse être mobilisé et transporté d'Angleterre. La mise sur pied des unités de génie, de D.C.A. légère et d'artillerie moyenne pour cette nouvelle formation posait cependant des difficultés, et le *War Office* avait demandé officieusement aux pays du Commonwealth ce qu'ils pensaient de l'idée de compléter les effectifs au moyen de contingents des dominions.[36] A ce moment-là, l'Australie n'avait pas pris d'engagement précis, mais songeait à la levée d'un groupe de brigade, composé d'Australiens et de Néo-Zélandais, qui pourrait faire partie d'une division du Commonwealth. La Nouvelle-Zélande avait promis une unité d'artillerie, et l'Inde, une ambulance de campagne et des unités chirurgicales. Le Pakistan et Ceylan n'avaient pris aucun engagement[37], et l'Afrique du Sud avait promis une escadrille d'avions de combat *Mustang* alors affectée à l'occupation du Japon. Peu de nations du Commonwealth avaient sur pied des effectifs qui pouvaient être envoyés outre-mer sans affaiblir la défense territoriale. C'était vrai en particulier pour le Canada.

---

*La 426e escadrille de l'A.R.C., composée de six *North Star*, exécuta des vols réguliers entre la base aérienne de McCord, État de Washington, et l'aéroport d'Haneda, à Tokyo, à partir du 27 juillet 1950. Plus tard, le nombre des appareils fut porté à 12.

CHAPITRE II

LE CANADA FACE À L'EXTRÊME-ORIENT

État de l'Armée canadienne en 1950

LE PREMIER ministre, le 7 août, s'adressant au pays par la radio, exposait l'état des forces armées du Canada.

«Depuis la démobilisation de nos forces du temps de guerre, disait-il, nous n'avons pas cherché à maintenir, au sein de l'Armée canadienne, une force expéditionnaire parfaitement entraînée et prête à entrer en action à l'extérieur du Canada. Nous visions à tirer le meilleur parti possible de chaque dollar affecté à la défense; dans le cas de l'Armée, nous avions besoin avant tout d'assurer notre défense territoriale immédiate et de posséder un effectif de base pour l'entraînement[1].»

L'Armée du début de 1950 avait été organisée après la seconde guerre mondiale. Deux rôles lui avaient alors été dévolus: premièrement, assurer la défense de l'Amérique du Nord, de concert avec les forces des États-Unis, et deuxièmement, pouvoir, au besoin, organiser la mobilisation générale. Le 24 juin 1948, le ministre de la Défense nationale avait exposé brièvement ces rôles à la Chambre des communes:

> Il n'en reste pas moins que nos forces armées ne pourraient seules arrêter les Russes, ni porter un coup décisif dans un conflit général. Nous désirons mettre sur pied une force armée qui pourra défendre le Canada et nous permettre de jouer le rôle que le Parlement et la population détermineront en vue de participer à la défense de nos intérêts communs avec les autres pays.
>
> Ces prémisses posées, nous pouvons maintenant exposer les objectifs du Canada en matière de défense. Ils visent à: 1) assurer les effectifs jugés nécessaires à la défense du Canada contre toute attaque soudaine et directe dont il pourrait être l'objet dans un avenir rapproché; 2) assurer les effectifs nécessaires aux opérations et à l'administration, ainsi que le matériel, le personnel enseignant et les effectifs de réserve qu'on pourrait augmenter, au besoin, aussi rapidement que l'exigerait toute circonstance critique; 3) élaborer, de concert avec d'autres nations libres, des projets de défense conjoints fondés sur l'effort personnel et l'aide mutuelle, comme partie intégrante d'efforts conjugués en vue de sauvegarder la paix et de prévenir l'agression.

Tandis que M. Claxton exposait ainsi le rôle de l'Armée de l'après-guerre, le sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures soulignait aux Nations Unies les avantages qu'offrirait l'affectation, par les États membres, de forces appelées à jouer un rôle de police internationale. Si cette idée avait été adoptée, pourtant, le Canada aurait eu du mal à trouver les effectifs nécessaires dans son Armée étriquée du temps de paix. Aucun rôle de ce genre n'avait été prévu.

A cette époque, on estimait généralement que toute attaque contre l'Amérique du Nord présenterait forcément le caractère d'une simple diversion, et que, même si elle avait les moyens de lancer de telles attaques limitées de diversion contre les États-Unis, l'Union soviétique n'utiliserait probablement pas d'engins atomiques contre un grand nombre de cibles au Canada. Encore le 11 novembre 1949, le ministre de la Défense nationale, exprimant l'avis général des milieux militaires de l'époque, déclarait à la Chambre des communes que «toute guerre entraînant la participation du Canada serait un conflit mondial auquel participeraient toutes les nations occidentales[2]».

Bref, l'opinion officielle, au Canada, sur la nature probable d'une guerre éventuelle était qu'elle se déroulerait principalement en Europe et que l'U.R.S.S. et les États-Unis figureraient parmi les principaux belligérants. Il s'ensuivait que le rôle du Canada dans un tel conflit ressemblerait assez à celui qu'il avait joué dans la seconde guerre mondiale. Le gros de la contribution du Canada à l'effort militaire des Alliés, tant en effectifs humains qu'en production matérielle, serait mobilisé après l'ouverture des hostilités, et le rôle principal des forces régulières, du moins au début, consisterait à assurer la défense territoriale du Canada contre les attaques de diversion, ainsi qu'à organiser et à instruire les effectifs fournis par la mobilisation.

Les programmes de défense de l'époque s'inspiraient nettement de cette conception. Au cours de cette période, les projets jugés les plus importants avaient été: l'organisation des forces, l'instruction des officiers et des réserves, les recherches intéressant la défense et l'organisation de l'industrie canadienne en prévision des besoins de la défense.[3] Comme aucune attaque ne paraissait possible contre le Canada, si ce n'est par la voie des airs ou par mer, on mit naturellement l'accent sur les matériels aériens et navals dont l'utilité était surtout défensive. De fait, on insista sur la défense aérienne du Canada à un tel point qu'en 1948 les crédits affectés à l'Aviation royale du Canada et à l'Aéronavale canadienne dépassaient ensemble ceux de la Marine ou de l'Armée.[4]

Lors des discussions qui suivirent la fin de la seconde guerre mondiale, en 1945, la Marine avait demandé deux porte-avions, quatre croiseurs, deux flotilles de destroyers modernes et 20,000 officiers et hommes de troupe. L'Aviation demandait 30,000 hommes, et l'Armée, 55,000, à obtenir par le maintien du service militaire obligatoire.[5] On estime que tout cela aurait coûté 290 millions de dollars par année.[6] Toutefois, le Comité de la défense du cabinet, qui avait succédé au Comité de guerre du cabinet, adopta une attitude prudente. Le 28 septembre 1945, il recommandait au cabinet qu'il était alors impossible de juger des besoins de la défense du Canada, et qu'il n'y `avait pas lieu, par conséquent, de prendre de décisions définitives quant à l'importance des forces à tenir sur pied dans l'après-guerre. Le cabinet avait approuvé cette recommandation, mais avait permis

aux ministres des trois Armes de déclarer à la Chambre des communes qu'à des fins de planification la Marine devait compter sur 10,000, l'Armée sur 20,000 à 25,000, et l'Aviation sur 15,000 à 20,000 hommes.[7] C'était pour ainsi dire repousser l'idée du service militaire obligatoire.[8]

A la fin de 1945, le cabinet avait approuvé en principe une Marine de 10,000, une Aviation de 16,000 et une Armée de 27,000 hommes. Chacune des trois Armes disposerait d'une nombreuse réserve volontaire. Le coût annuel, une fois effectuées certaines dépenses initiales, s'établirait à 172 millions de dollars.[9] Ces chiffres ne furent pas atteints. M. Brooke Claxton, qui devint ministre de la Défense nationale le 12 décembre 1946, en remplacement des ministres des trois Armes, appliqua aussitôt des mesures d'économie. Le 16 janvier 1947, il annonçait que les trois Armes ne recruteraient que 75 p. 100 des effectifs précédemment autorisés. Pour sa part, l'Armée se vit attribuer pour la défense du Canada trois bataillons de parachutistes, deux régiments blindés et un régiment d'artillerie de campagne. Les bataillons de parachutistes furent groupés, en théorie, dans une organisation appelée Force mobile d'intervention, qui s'entraînerait, lorsque des avions pourraient lui être affectés, avec l'A.R.C., qui disposait à cette fin de 27 *Dakotas Mark IV*.[10] Bien que le brigadier d'état-major général (Plans), au Q.G. de l'Armée, fût nommé commandant de cette Force mobile, celle-ci ne possédait pas de quartier général organisé, chacune de ses unités relevant de l'officier général commandant la région où elle se trouvait.[11]

Ces unités de l'Active, comme on les appelait, avaient leurs cantonnements dans des camps de l'Armée, un peu partout au Canada. Les deux régiments blindés (le *Royal Canadian Dragoons* et le *Lord Strathcona's Horse,* dotés de chars *Sherman* et ne possédant qu'un effectif réduit) étaient au camp de Petawawa (Ontario) et aux casernes Currie de Calgary (Alb.). Le 1er *Royal Canadian Horse Artillery* était au camp de Shilo (Man.) et possédait des canons de campagne à obus de 25 livres. L'infanterie était organisée en régiments d'un bataillon chacun: le *Royal Canadian Regiment* au camp de Petawawa, le *Princess Patricia's Canadian Light Infantry* aux casernes de Currie, et le *Royal 22e Régiment* au camp de Valcartier, à Québec. A ces bataillons s'ajoutaient quelques unités d'appui: transmissions et génie, ne possédant que des effectifs réduits. Un programme à long ternie de construction avait été mis en chantier à chacun de ces camps, mais dans l'ensemble les installations consistaient en des casernes provisoires du temps de guerre.

Pour le reste, l'Active était organisée en écoles d'instruction, en unités de service statique et en quartiers généraux de cinq Régions. Le rôle principal des Régions, outre la direction de la Force active au sein de chacune d'elles, consistait à entraîner et entretenir la Milice, appelée alors Force de réserve. Il existait dans chaque Région des dépôts de personnel, répartis par province, qui assuraient le recrutement pour l'Active et la libération des soldats qui ne se rengageaient pas. En général, il s'agissait de très petites

unités, composées seulement d'un officier ou deux et de quelques commis.

L'année 1949 avait vu l'Armée, secouée encore par les contrecoups de la seconde guerre mondiale, revenir enfin à la normale du temps de paix. On se préoccupait désormais de resserrer la discipline, d'améliorer la tenue et de perfectionner les conditions de vie et de travail. En septembre 1949. le chef d'état-major général, le lt-gén. C. Foulkes, ordonnait l'adoption, pour septembre 1950 au plus tard, d'une tenue de cérémonie par la Force active.[12] Même le ministre, qui veillait aux dépenses, déclara au Conseil de la défense que le temps était venu pour les unités de se mettre en grande tenue pour les rassemblements de cérémonie dans tous les cas où les stocks étaient suffisants. On construisait des logements pour militaires mariés dans les camps, et l'on démolissait certaines casernes du temps de guerre afin d'en construire des permanentes. Les soldes avaient été relevées en octobre 1948, et il était question de les relever de nouveau.[13]

Ces efforts visant à rendre attrayante la carrière des armes, doublés d'une campagne de recrutement, commencèrent vers la fin de 1949 à donner de bons résultats. Au cours de l'hiver 1949-1950, les enrôlements dans l'Active furent plus nombreux que jamais depuis la guerre. Dès février, l'Adjudant général reçut l'ordre de cesser toute publicité de recrutement, de réduire l'effectif des dépôts de personnel et de ne plus engager d'hommes que pour combler les pertes ordinaires.[14] En même temps, on relevait les normes d'enrôlement. Le 30 juin 1950, jour de la prorogation du Parlement, la Force active comptait 20,369 hommes de tous grades; ce qui ne suffisait même pas à compléter les effectifs réduits.[15]

Au début de juillet 1950, le Directeur des opérations et plans militaires procéda à une estimation de l'efficacité opérationnelle du Groupe de brigade de la Force active. Il ressortait de cette étude que les unités, si elles recevaient immédiatement leur effectif complet et concentraient leur activité sur l'entraînement, seraient à peu près efficaces au bout de six mois.[16] C'est dire que l'Armée régulière (appelée alors Force active), non seulement n'était pas en mesure de fournir immédiatement une force expéditionnaire, mais ne pouvait même pas espérer s'acquitter avec le moindre succès de ses deux rôles du temps de paix.

Le choc de la crise

Dès qu'il parut évident, au début de juillet, que le Canada pourrait être appelé à fournir des forces armées pour appuyer les résolutions de l'O.N.U., les chefs des trois Armes se mirent à étudier le problème. Un élément psychologique compliqua dès le début la situation: un des chefs d'état-major estimait que l'U.R.S.S., par l'aventure nord-coréenne, cherchait peut-être à attirer les forces occidentales dans cette partie inaccessible du monde afin de pouvoir frapper ailleurs impunément[17]. Cette crainte explique sans doute

le caractère fragmentaire des contributions du Canada, même s'il faut tenir compte surtout, à cet égard, du peu de goût qu'avait le Canada pour les aventures en Extrême-Orient.

Le 12 juillet, le gouvernement informait le secrétaire général des Nations Unies que les trois destroyers qui avaient appareillé depuis Esquimalt allaient être mis à la disposition du commandant en chef des forces de l'O.N.U. Le 14 juillet, le secrétaire général revenait à la charge, demandant au Canada s'il lui serait possible de fournir de plus importantes forces de combat, terrestres en particulier, pour servir en Corée.[18] Le ministre tint conseil avec les chefs d'état-major avant une réunion du Comité de la défense du cabinet convoquée pour le 19 juillet, afin d'étudier la réponse à donner au secrétaire général.

Le point de vue de la Marine, exprimé par le contre-amiral F. L. Houghton, chef suppléant de l'état-major naval, était que l'envoi des trois destroyers constituait une contribution raisonnable et que, de toute façon, les navires du littoral atlantique étaient déjà affectés à l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord. Le maréchal de l'Air W. A. Curtis, chef de l'état-major de l'Air, étant d'un autre avis, offrit une escadrille de transport de l'A.R.C. composée de cinq *North Star,* chiffre qui pourrait être porté ultérieurement à dix.[19] Le chef d'état-major général songeait déjà à l'envoi de forces recrutées expressément à cette fin. Lors d'un entretien avec ses principaux officiers d'état-major, avant son entretien avec le ministre, le lt-gén. Foulkes avait demandé un rapport sur le nombre d'hommes qui se présentaient aux dépôts pour servir en Corée.[20] Exposant au ministre les quatre manières dont il lui paraissait possible d'utiliser la Force active, il lui déclara n'en aimer aucune mais que, des quatre, il préférait l'envoi d'une brigade d'infanterie qui ferait partie d'une division du Commonwealth. Cette brigade comprendrait trois bataillons d'infanterie, dotés d'un minimum d'armes et de services de soutien. Les trois autres manières envisagées comportaient l'envoi de formations à peu près assimilables à un groupe de brigade, qui pourraient, au besoin, agir indépendamment. Même la manière préférée du chef d'état-major général, – celle qui avait le moins d'ampleur, – obligerait à envoyer en Corée tous les fantassins déjà formés. Il conseilla d'envisager le recrutement d'une force spéciale pour la Corée. Ainsi resterait intacte la Force mobile d'intervention, chargée avec les forces des États-Unis de défendre l'Amérique du Nord. De toute façon, le chef d'état-major général conseilla d'attendre pour voir s'il serait question de former une division du Commonwealth. Le ministre doutait, pour sa part, qu'on puisse lever assez tôt une force spéciale, compte tenu du haut niveau de l'emploi, comparativement à 1939[21]. C'est dans cet état d'esprit que le ministre et le chef d'état-major général participèrent à la réunion du Comité de la défense du cabinet, le 19 juillet.

Le ministre informa le Comité qu'il n'était venu aucune demande officielle de forces terrestres canadiennes. Le chef d'état-major général décla-

ra que le président de l'État-major interarmes du Canada à Washington lui avait fait savoir que les chefs de l'État-major interarmes des États-Unis n'avaient pas été consultés au sujet d'une aide de la part des États membres de l'O.N.U., et qu'ils ne savaient pas exactement de quelle façon les forces terrestres seraient intégrées dans l'organisation du général MacArthur. Le chef d'état-major général recommanda la création d'une division du Commonwealth[22].

A l'issue de la réunion du 19 juillet, les journalistes pressèrent le premier ministre de leur dire si l'on allait annoncer la création d'une force canadienne de l'O.N.U. M. St-Laurent se borna à répondre que l'envoi de forces terrestres en Corée exigerait l'approbation du Parlement.[23]

> . . . Tenant compte des autres exigences qui influent sur l'emploi de notre armée de terre, le cabinet a décidé qu'il ne serait pas bon d'envoyer en ce moment en Corée des éléments de première ligne de notre armée active. Toutefois, en vue de renforcer l'armée canadienne afin qu'elle puisse parer à d'autres éventualités le Cabinet a autorisé le recrutement d'effectifs dépassant les chiffres maximums actuellement prévus et l'accélération de l'exécution des autres points du programme de l'Armée. Si le Conseil de sécurité des Nations Unies décide de recruter une armée internationale destinée à servir en Corée sous le Commandant pour l'ONU, le gouvernement canadien étudiera immédiatement la participation éventuelle du Canada à cette entreprise ... [24].

Le même jour, le chef d'état-major général informait ses collègues du quartier général de l'Armée que le Comité de la défense du cabinet avait décidé de ne pas envoyer de force terrestre pour l'instant, mais que, s'il devenait nécessaire d'en envoyer une, il serait souhaitable qu'elle fasse partie d'une formation du Commonwealth. En outre, on n'enverrait pas de forces terrestres à moins que leurs effectifs ne soient complets et qu'elles ne soient accompagnées de renforts suffisants.[25] Décision sage, mais qui accentuait le fait brutal qu'aucune force terrestre de quelque importance n'était prête à entrer en action.

Le 22 juillet, le très honorable W. L. Mackenzie mourait à l'âge de soixante-seize ans. Le lendemain soir, s'adressant au pays par le réseau national de radiodiffusion, M. St-Laurent déclarait que c'était la fin de l'ère de Mackenzie King. «M. King, dit-il, ... s'était fixé, dans les affaires publiques, trois buts principaux. Le premier visait à faire parvenir le Canada à l'autonomie complète sans rompre ses liens historiques. Le deuxième visait à renforcer l'unité du pays en respectant scrupuleusement les droits et les traditions de tous les éléments de notre population et en favorisant une fierté authentique envers notre patrie commune, notre histoire commune et notre citoyenneté commune. Le troisième, enfin, visait à inspirer à tous les Canadiens le sentiment authentique de jouir de l'égalité des chances, grâce au perfectionnement de la justice sociale.» Le premier ministre ajoutait qu'il fallait une période de paix pour réaliser un tel programme. Il n'y a aucun doute que le cabinet était profondément peiné d'avoir à débattre de nouveau des questions de guerre, si peu de temps après 1945.

Comme le premier ministre l'avait déclaré le 19 juillet, le Comité de la défense du cabinet avait décidé de porter le plus tôt possible les unités de campagne de la Force active à leur effectif total et d'accroître l'élément anti-aérien de l'Armée. Les plafonds fixés jusqu'alors aux effectifs des forces furent relevés et les restrictions applicables aux contingents furent supprimées. Les résultats furent décevants. A la fin de juillet, les effectifs totaux de l'Armée avaient diminué de 350 hommes, du fait de «pertes» diverses, y compris les libérations de toute nature et les refus de rengagement. Le ministre s'alarma. Au cours d'une réunion avec ses chefs d'état-major, il déclara que l'on refusait beaucoup trop de candidats.[26] On décida, à la suite de cette réunion, d'abaisser les normes d'instruction au niveau du temps de guerre et de recourir de nouveau à la publicité pour le recrutement.[27] L'Armée active, une fois les plafonds supprimés, avait besoin de 4,000 hommes pour remplir les cadres de ses unités de campagne.

Le Parlement avait été prorogé le 30 juin, comme il avait été prévu, malgré l'opinion de divers journaux qui souhaitaient le prolongement de la session. Aussitôt, les journaux d'opposition protestèrent contre cette initiative du gouvernement:

> Les Canadiens doivent se sentir frustrés et déçus aujourd'hui devant la manière d'agir d'Ottawa dans l'affaire de Corée ... Le Canada, à la grande consternation de ses citoyens, gâche une fois de plus une belle occasion d'agir sur la scène internationale. (*Globe and Mail*, 1er juillet 1950.)
>
> Les politiciens qui siègent au Parlement, – toute la chambre et non pas seulement les ministériels, – doivent montrer au pays qu'ils affrontent carrément les problèmes. *(Vancouver Province*, 7 juillet 1950.)

Les journaux libéraux, néanmoins, continuaient d'appuyer le gouvernement:

> Le Parlement a montré vendredi qu'il est, lui aussi, solidaire du Conseil de sécurité ... Notre pays fera son devoir comme tout membre honorable des Nations Unies. *(Winnipeg Free Press,* 3 juillet 1950.)

Les journaux de langue française n'avaient pas de position commune. Pour un qui demandait la non-intervention complète, un autre appuyait le gouvernement, et les autres se situaient entre ces deux positions. Il ne vint du Québec que peu d'appels en faveur d'un appui immédiat et important aux Nations Unies.

Demandes insistantes d'envoi de forces terrestres

Le 12 juillet, dès que le suppléant du représentant permanent du Canada aux Nations Unies informa le secrétaire général de la mise à la disposition des Nations Unies des trois destroyers canadiens, la plupart des journaux se mirent à réclamer davantage:

> On ne saurait différer longtemps une décision majeure au sujet de la Corée. La coopération du Canada avec les forces des États-Unis ... lui offre la meilleure pos-

sibilité de fournir un appui efficace. *(Ottawa Evening Citizen,* 28 juillet 1950.)

Les journaux accueillirent à peu près de la même manière l'annonce, faite par M. St-Laurent, de l'envoi d'une escadrille de transport de l'A.R.C. Ceux qui s'étaient opposés à l'intervention continuèrent de s'y opposer, et ceux qui l'approuvaient réclamèrent davantage encore:

> Si le gouvernement fédéral écoute ses vrais amis, il se montrera plus disposé à reconnaître l'erreur de son attitude ... *(Beacon Herald,* de Stratford, 21 juillet 1950.)
>
> Le Canada n'est pas moins fidèle aux Nations Unies et à la cause de la paix et de la sécurité mondiales que ses associés du Commonwealth britannique ... *(Toronto Star,* 27 juillet 1950.)

A mesure que juillet s'écoulait, et que les journaux conservateurs et libéraux réclamaient de plus en plus la convocation du Parlement, une nouvelle question commençait à occuper la vedette: l'état des préparatifs de défense du Canada. Vers la fin du mois, la clameur se fit pressante pour l'envoi de forces terrestres en Corée:

> Des informations d'Ottawa assurent que le gouvernement canadien songe à recruter un contingent spécial de volontaires pour service actif en Corée. Il y aura lieu de se féliciter si le cabinet comprend enfin le devoir qu'a notre pays d'envoyer en Corée des forces terrestres; mais la méthode que l'on se propose d'utiliser appelle les plus grandes réserves ...
>
> Plus on y songe, plus paraît insultant et absurde le projet du gouvernement ... Le cabinet devrait renoncer sans délai à ce misérable plan et en dresser un autre qui, à la fois, tiendrait compte des obligations du Canada et assurerait à l'O.N.U. un appui maximum. *(Globe and Mail,* 31 juillet 1950.)

Le 27 juillet, M. Pearson fit savoir au cabinet que le gouvernement des États-Unis, par l'entremise de son ambassade, avait remis au Canada une note demandant un groupe de brigade pour une force des Nations Unies.[28] Bien qu'aucune décision immédiate ne fût prise à ce sujet, en apprenant que le Royaume-Uni, l'Australie et la Nouvelle-Zélande avaient offert des unités d'armée aux Nations Unies, le cabinet entreprit de réviser la position du Canada.[29] Dans l'intervalle, le Royaume-Uni commença à se renseigner. Dans un câblogramme de Londres, en date du 28 juillet, le président de l'état-major interarmes du Canada écrivait que le *War Office* avait demandé qu'on lui donnât une idée de l'importance de l'apport éventuel du Canada. Le même jour, l'officier de liaison du Royaume-Uni à Ottawa eut avec le vice-chef d'état-major général un entretien qui parut avoir le même caractère de sondage.[30] Les autorités, en fait, n'arrivaient pas facilement à voir ce que l'O.N.U. attendait du Canada. Il fallait évidemment agir rapidement, mais cette nécessité limitait par le fait même les dimensions de la force que le Canada serait en mesure d'envoyer en Corée, car il faudrait la prélever sur les effectifs réduits de la Force mobile d'intervention. Le chef d'état-major général nota qu'à la suite de nouveaux entretiens avec le ministre et le sous-ministre il avait nettement l'impression que l'apport du Canada se limiterait à un groupe de bataillon spécialement organisé à cette fin.[31] Tout

en s'engageant à fournir une unité de ce genre en puisant à même la Force active, il continua à recommander le recrutement d'une force spéciale, estimant qu'il y avait au Canada assez de «soldats de fortune» pour organiser au moins une brigade. Il faudrait leur promettre qu'ils serviraient outre-mer, et ne les engager que pour un temps assez bref, dix-huit mois, par exemple, car l'Armée ne voudrait certes pas garder pendant trop longtemps des soldats de ce genre[32]. L'état-major du quartier général de l'Armée reçut ordre d'étudier les avantages et inconvénients de la constitution d'une telle force.[33]

Pendant que se déroulaient ces entretiens, les journaux continuaient de tempêter contre l'apparente inaction du gouvernement. Il n'y avait eu aucune déclaration nouvelle depuis le 19 juillet, et dix-huit jours devaient s'écouler avant que le premier ministre se prononçât de nouveau.

On se remit à critiquer le gouvernement de n'avoir pas prolongé la session de juin. Le *Winnipeg Tribune,* dans un éditorial du 18 juillet, mit peut-être le doigt sur la véritable raison de cette décision:

> On peut regretter que le Parlement ait été prorogé au moment même où les combats de Corée s'intensifiaient mais depuis lors députés et sénateurs ont eu l'avantage de retourner dans leurs circonscriptions et d'y tâter le pouls de l'opinion.

Autorisation du contingent spécial

Les gouvernements canadiens ont toujours eu le don de baptiser leurs armées d'outre-mer d'incommodes euphémismes. Lors de la première guerre mondiale, ce fut le «Corps expéditionnaire canadien», et lors de la seconde, ce fut «l'Armée active du Canada». Et maintenant, le 7 août, le premier ministre passait à l'action et annonçait la décision de recruter le Contingent spécial de l'Armée canadienne. Ce contingent devait être «entraîné et équipé expressément en vue que le Canada puisse s'en servir pour s'acquitter de ses obligations aux termes de la Charte des Nations Unies ou du Pacte de l'Atlantique nord[34]». Le premier ministre ajouta qu'on avait besoin de jeunes gens en bon état physique, et, de préférence, des anciens combattants. Dans ce même discours du 7 août, le premier ministre expliquait assez longuement les raisons pour lesquelles l'organisation de la défense du Canada n'avait pas prévu le maintien d'une force expéditionnaire prête à servir. Plus tard, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'exprimait lui aussi à ce sujet, dans les termes suivants:

> Notre programme de défense jusqu'au mois de juin de cette année visait à tenir en disponibilité une petite armée régulière bien dressée qui pourrait faire immédiatement sa part dans la défense de l'Amérique du Nord, surtout dans la région arctique, et qui pourrait, d'autre part, agrandir rapidement ses cadres dans le cas d'une guerre générale où le Canada serait obligé de se défendre en dehors de ses frontières. Fournir aux Nations Unies, à brève échéance, un corps expéditionnaire capable de se déployer rapidement dans des régions éloignées où une agression au-

> rait lieu, cela, je l'admets, ne faisait pas partie de notre programme ni de celui d'aucun autre pays[35].

Cette déclaration du gouvernement fut accueillie favorablement à l'étranger. Le lt-gén. A. M. Gruenther, alors chef d'état-major adjoint aux plans de l'Armée des États-Unis, traduisait sûrement l'opinion officielle de Washington lorsqu'il écrivit au chef d'état-major général:

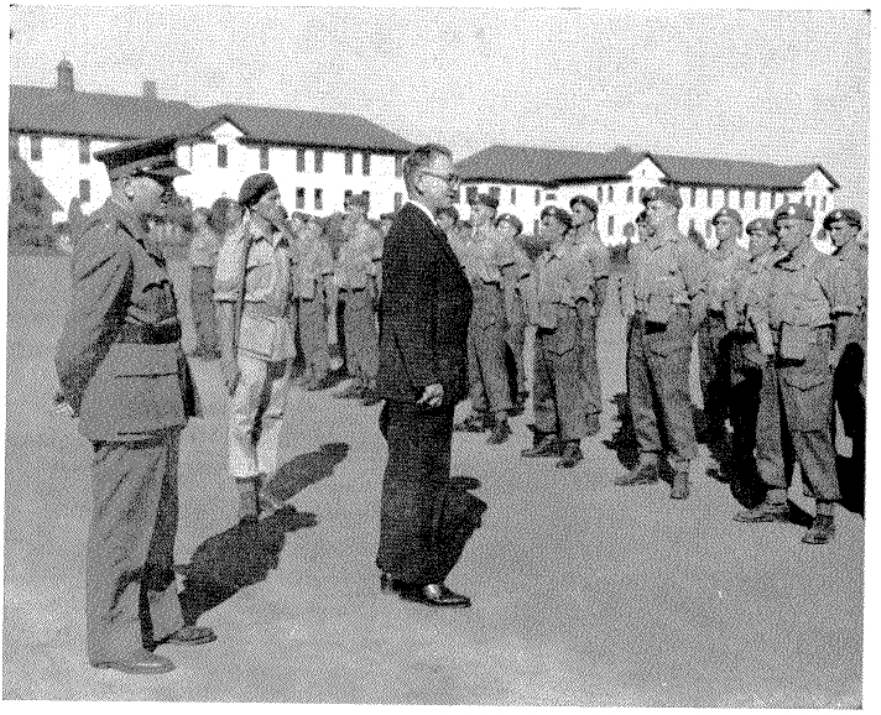
> Je suis ravi d'apprendre que votre gouvernement a décidé de répondre à la demande de l'O.N.U. visant l'envoi des forces terrestres en Corée. Vous n'ignorez pas que cette question commence à préoccuper l'opinion des États-Unis et qu'elle pourrait bien avoir jeté une note discordante dans nos rapports actuellement harmonieux[36].

Certains journaux canadiens y virent une décision heureuse, mais qui apportait trop peu et qui venait trop tard. D'autres voyaient des objections à la méthode choisie pour le recrutement:

> Ce contingent spécial constitue un premier pas, un très bon et utile commencement, mais rien de plus ... Maintenant que nous avons démarré, ne commettons pas l'erreur, une fois de plus, de faire les choses en trop petit et trop lentement. Faudra-t-il six mois? Et 4,000 hommes, est-ce assez? *(Montreal Star,* 8 août 1950.)
>
> Le recrutement d'une brigade canadienne spéciale pour les Nations Unies répond aux voeux du public. La plupart des gens, dans notre pays, commençaient à trouver que le Canada parlait beaucoup de l'action de police des Nations Unies mais ne faisait pas grand-chose pour l'appuyer. Nombreux étaient nos amis de l'étranger qui commençaient à avoir le même sentiment ... *(Vancouver Sun,* 8 août 1950.)

Bien que les décrets du conseil autorisant la constitution de ce contingent soient datés du 7 août, le compte rendu des conférences du chef d'état-major général révèle que les plans n'étaient pas encore au point le 31 juillet. Ce qui importe davantage, du point de vue du présent récit, c'est que les décisions concernant les détails d'organisation de la campagne de recrutement ne furent prises que le 7 août, au cours d'une réunion groupant le ministre, l'adjudant général, le maj.-gén. W. H. S. Macklin, et le juge-avocat général, le brig. W. J. Lawson. Ces décisions, approuvées le même jour par le cabinet, donnaient à l'Armée, pour la première fois, des instructions détaillées.[37]

Le recrutement d'un contingent spécial pour la Corée posait des problèmes d'ordre juridique. Il fallait prévoir une période «de précaution» entre le recrutement proprement dit du contingent et le moment où celui-ci serait mis officiellement à la disposition de l'O.N.U. C'est le juge-avocat général qui inventa l'expression «période de précaution», le Contingent spécial ne pouvant être placé en service actif et remis aux Nations Unies avant la convocation du Parlement. Comme le Parlement ne siégeait pas à ce moment-là, la méthode à suivre dépendrait entièrement de la façon dont il serait convoqué en session. Les deux solutions possibles furent exposées dans un mémoire du chef d'état-major général au ministre:



P. Plastow

À L'INSTRUCTION À LA CASERNE CURRIE

L'hon. Brooke Claxton, ministre de la Défence nationale, accompagné du lt.gén. C. Foulkes, s'adresse aux troupes du 2e bataillon du *P.P.C.L.I.*, le 12 septembre 1950.

W.H. Olson

GARE À VOUS !

Des soldats canadiens s'initient aux difficultés que posent les collines abruptes et les rivières humides de la Corée, février 1951.

W.H.Olson

LE SERVANT N° 2 DE LA “BREN”

> ... on ne saurait considérer qu'il existe un état d'urgence motivant la levée d'un contingent sans que le Parlement ne soit réuni d'ici dix jours. .. Donc, à moins que le Parlement ne soit convoqué, le contingent canadien ne peut être mis en service actif, ni être constitué en contingent ou force en service actif ...
>
> L'autre solution suggérée serait de mettre le contingent sur pied sous forme d'unités supplémentaires de la Force de réserve. Dans ce cas, on pourrait recourir à une formule d'attestation de la Force de réserve, et dès lors qu'il y aurait déclaration d'un état d'urgence, le contingent pourrait être appelé à servir pendant la durée de cet état d'urgence, plus un an. Il serait mis en service actif ... et il faudrait convoquer le Parlement.[38]

Les règlements applicables aux militaires «en service actif» différaient sur de nombreux points de ceux qui étaient applicables à ceux qui étaient simplement «en service.» La discipline du service actif était plus stricte, les punitions étaient plus sévères, les transferts d'un corps à un autre n'étaient pas volontaires, et l'engagement devait durer aussi longtemps que la période d'«urgence». Le Parlement avait adopté le 7 juin une nouvelle loi sur la défense nationale, mais les articles qui auraient permis la levée d'un tel contingent n'avaient pas encore été promulgués.[39] Ils pouvaient l'être, toutefois, d'un jour à l'autre. S'ils ne l'étaient pas, il faudrait lever le Contingent spécial en vertu de la loi sur le service naval, de la loi sur la milice ou de la loi sur le corps d'aviation royal canadien. Le juge-avocat général préférait recourir à la nouvelle loi plutôt qu'aux anciennes. Le gouvernement, croyait-il, préférerait sans doute invoquer la nouvelle loi. Comme celle-ci répondait mieux par ailleurs aux nécessités du service, c'est de ce côté que se portait son choix. Il souhaitait, d'autre part, éviter la confusion que risquait de produire un changement en pleine crise.

L'étape suivante consisterait en ce que le ministre, en vertu de l'article 18 de la loi (unités et autres éléments), donnerait des noms aux nouvelles unités dans lesquelles seraient versés les soldats nouvellement recrutés. Le vice-chef d'état-major général, le maj.-gén. H. D. Graham, voulait que la plus grande attention fût apportée au choix des noms. Il préférait pour sa part des numéros. Ainsi seraient évitées les complications provenant de l'existence de deux unités du même nom, l'une étant d'active et l'autre de réserve ou constituant une force spéciale. Il prévoyait des difficultés notamment en ce qui concerne l'attribution des renforts et celle des biens des régiments et l'affectation des officiers.[40]

Le 4 août, le juge-avocat général adressa un deuxième mémoire au chef d'état-major général:

> Il semble maintenant que diverses considérations d'ordre pratique s'opposent à ce que les recrues soient versées dans la Force de réserve ... et que l'on envisage, en conséquence, d'accroître la Force active autant qu'il le faudra pour qu'elle puisse être chargée du rôle de l'Armée dans l'exécution des obligations internationales du Canada.[41]

En définitive, on décida de lever le Contingent spécial de l'armée canadienne dans le cadre de la Force active, c'est-à-dire dans le cadre de l'Armée régulière[42]. Une fois cette décision prise, les unités de campagne

devinrent de nouvelles unités de régiments existants de la Force active, et il ne fut plus question de leur donner des numéros. Les soldats enrôlés dans le Contingent spécial firent partie, sous certaines réserves, de la Force active. Ils étaient engagés pour 18 mois ou pour «telle autre période qui pourrait être requise par suite de toute action entreprise par le Canada en conformité d'un accord international ou dans le cas où la durée du service se terminerait pendant une situation exceptionnelle ou dans un délai d'un an après l'expiration de la dite situation». Les officiers s'attendaient, sans équivoque, à servir pendant la même période de temps[43]. Certains avantages étaient accordés aux membres du Contingent spécial, mais sous certaines réserves. Les normes de recrutement furent abaissées, et l'âge minimum permettant de bénéficier des indemnités conjugales (25 ans pour les officiers et 23 ans pour les soldats) furent supprimé. Les soldats du Contingent spécial eurent droit également de toucher des indemnités familiales séparées, tout comme ceux de la Force active. Ils ne furent pas autorisés, toutefois, à déménager aux frais de l'État les personnes à leur charge, et il ne leur fut pas attribué de logements familiaux ni d'écoles.[44]

Quelques problèmes se posèrent quant à la solde et aux indemnités. Ni dans la Force active ni dans le Contingent spécial, il n'était accordé d'indemnités pour les personnes à charge. Il n'était possible d'assurer des versements aux personnes à charge que par délégation de solde. Dans un mémoire adressé au ministre, le 1er août, le chef d'état-major général avait soulevé la question:

> Nous estimons qu'il serait peut-être indispensable d'accorder aux membres d'une Force en service actif une indemnité pour personnes à charge en plus de la solde et des indemnités actuelles. Il est évident que bien des membres de la Force active complètent leur revenu par un second salaire. Leur présence et leur travail à la maison réduisent d'autre part les dépenses familiales. On peut s'attendre à de nombreux drames si les chefs de famille partent pour la Corée sans qu'un revenu suffisant soit garanti aux personnes à leur charge. Beaucoup d'hommes s'engageraient en faisant fi de leurs responsabilités familiales. Cela est arrivé en 1914 et en 1939.[45]

Il fut décidé qu'en attendant l'approbation du ministre il ne serait déduit aucun montant pour pension de retraite sur la solde des membres du Contingent spécial.[46] Un ordre rendit obligatoire, pour les membres du Contingent spécial, de céder partie de leur solde aux personnes à leur charge, ce qui en laissait au soldat un peu moins de la moitié. Celui qui avait des enfants non logés par l'Armée gardait pour lui-même moins de $75 par mois. C'était tout de même mieux que les $22 qu'il eût pu conserver cinq ans plus tôt, pendant la seconde guerre mondiale.[47]

C'est ainsi que, dans le tâtonnement, la hâte et l'improvisation, naquit le Contingent spécial, Cendrillon de la famille de la Force active. On verra combien ceux qui considéraient le Contingent spécial comme un expédient provisoire destiné à répondre à une obligation momentanée se trompaient profondément sur la nature et la puissance des influences qui s'exerçaient

sur le Canada. Un besoin continu et croissant de forces destinées à servir outre-mer, besoin dont on ne pouvait prévoir la fin, obligea à modifier d'importante façon le rôle de l'Armée régulière et la situation du Contingent spécial. Un peu moins de deux ans plus tard, les unités du Contingent spécial étaient considérées comme aussi permanentes que celles de la Force active, et remplaçaient celles-ci comme bataillons de parachutistes dans leurs cantonnements du Canada. En même temps, les unités de la Force active, considérées désormais comme des éléments du Contingent spécial, s'en allaient occuper des postes de combat en Corée.

CHAPITRE III

DOULEUR DE CROISSANCE

Formation et organisation du contingent

L'AUTORISATION d'établir le Contingent spécial de l'Armée canadienne se trouvait dans un décret du conseil du 7 août 1950*. Les nouvelles unités comprenaient primitivement trois bataillons d'infanterie, un régiment d'artillerie, une ambulance de campagne, un atelier d'infanterie, une compagnie de transport et deux détachements légers de réparations de campagne.[1] L'effectif devait être d'environ 4,960 hommes de tous grades, plus un. groupe de renforts de 2,015 hommes.[2] «Le plan de mobilisation ... [était] fondé sur le recrutement du Contingent parmi les anciens combattants retournés à la vie civile, la Réserve, la Réserve supplémentaire et parmi le public[3]». On ne devait recourir aux membres de l'Active que lorsque ce serait nécessaire pour compléter le Contingent spécial.[4]

Ce n'est que le samedi 5 août que l'Adjudant général fut autorisé à expédier les instructions de mobilisation, les principes d'engagement et les modalités de documentation.[5] L'annonce fut faite à la radio par le premier ministre le soir du lundi 7 août. Il y déclarait que le recrutement commencerait dans deux jours. Dans bien des parties du Canada, ce premier lundi d'août était congé municipal, circonstance qui contribua à compliquer le recrutement. Les instructions de recrutement devaient être ouvertes sur réception du mot convenu «Lotus». Le mot fut transmis le lundi, accompagné du texte du discours que le premier ministre devait prononcer ce soir-là. Dans bien des cas, par suite de la non-livraison du courrier le jour de congé, les instructions, le mot convenu et le texte du discours arrivèrent ensemble.[6] Un des exemples les plus frappants du retard intervenu dans la transmission des renseignements est celui de la traduction française de la déclaration supplémentaire à faire au moment de l'assermentation, déclaration sans laquelle les engagés ne pouvaient s'enrôler légalement; cette traduction ne fut envoyée qu'à 8 h. 10 du soir le 12 août**.[7]

Ce retard de préavis compliqua la tâche d'enrôlement de toutes les Régions militaires, mais c'est la plus populeuse d'entre elles, la Région du Centre, qui peut le mieux servir à montrer la confusion qui régnait dans tout le pays.

---

*C.P. 3860/50

**Il se peut que ce fut là la cause d'une situation constatée vers la fin de septembre, selon laquelle près de 1,400 hommes qui n'avaient pas été formellement enrôlés se trouvaient au camp de Valcartier.

La situation dans la Région du centre

Le matin du 8 août, en pleine vague de chaleur, le commandant du 6e Dépôt de personnel, à Toronto, se trouva, à son arrivée au travail, en présence de plusieurs centaines d'hommes réunis à l'extérieur de ses bureaux. Il demeurait à une certaine distance de Toronto, il n'avait pas écouté la radio la veille au soir et n'avait pas lu le journal du matin. Étant donné que cinq ou six recrues se présentaient ordinairement chaque jour à ce petit dépôt, on peut imaginer quelle fut sa consternation. La foule qui se trouvait à sa portée était composée d'hommes qui n'avaient pas attendu au mercredi pour se renseigner sur l'enrôlement.[8] Quand il fut entré dans son bureau, on lui remit les instructions de mobilisation du Contingent spécial qui avaient été livrées à 8 h. 45 du matin. Sans attendre au mercredi, il commença immédiatement à recevoir les enrôlements. Le quartier général de la Région fit appel à des commis du camp Borden, emprunta des dactylos de la fonction publique et fit appel à des médecins, agents du personnel et commis de la Réserve. L'arrivée de modificatifs et de suppléments importants aux instructions reçues dans l'enveloppe «Lotus» ajouta aux difficultés du dépôt dans les préparatifs qu'il faisait à la hâte.[9]

Ce soir-là, le *Daily Star* de Toronto présentait des photos et un compte rendu qui donnaient l'impression que des centaines d'hommes s'étaient engagés. Toutefois, le rapport quotidien que le dépôt avait reçu ordre d'envoyer chaque soir à Ottawa révélait qu'une poignée d'hommes seulement avaient été assermentés le mardi, et quelques autres le mercredi. Cet écart apparent tenait à la longueur des formalités d'enrôlement des recrues. Il fallait aux officiers de la sélection du personnel près d'une heure pour contrôler les antécédents de service, les convictions civiques, les autres antécédents, les aptitudes et le caractère de chaque recrue. Il fallait remplir une vingtaine de formules et procéder aux radiographies ainsi qu'aux examens médicaux. Tout cela prenait plusieurs jours. Les rapports expédiés à Ottawa pour les 8 et 9 du mois ne portaient que sur les hommes qui s'étaient présentés avant l'annonce de la mobilisation.

Le 10 août, le ministre de la Défense nationale décidait de se rendre à Toronto pour constater par lui-même comment allait la campagne de recrutement. Irrité par l'apparence de contradiction entre la version des journaux et la version officielle, M. Claxton craignait la possibilité d'une réaction défavorable chez le public devant une attitude qui équivalait à considérer la mobilisation comme "une affaire de tous les jours[10]». Parti d'Ottawa dans un *CF-100* de l'A.R.C., il descendit à l'aéroport de Malton où l'on s'était porté à sa rencontre pour le conduire au 6e Dépôt de personnel. Ce sont ses propres paroles qui décrivent le mieux comment il réagit devant ce qu'il constata à son arrivée. Voici ce qu'il écrivait à son retour, dans un mémoire adressé au Chef d'état-major général et à l'Adjudant général.

> ... J'ai dû trouver en tout quatre ou cinq cents recrues. Ce sont des jeunes gens

de 18 à 25 ans en général, exceptionnellement aptes à l'examen médical, 3 seulement sur 253 ont été rejetés, qui dans l'ensemble ont de bons antécédents et sont assez intelligents. A peu près la moitié étaient d'anciens combattants.

... Au cours des deux journées en question, on en avait examiné et admis environ 50 par jour, alors que, jusqu'au mercredi soir, 657 s'étaient présentés ... ce dépôt va graduellement être submergé.[11]

Le ministre exprimait ensuite l'avis que les formalités étaient trop compliquées. Les entrevues de sélection devaient être réduites à cinq ou dix minutes. On pouvait fort bien compléter la documentation après l'arrivée de la recrue à son unité. Le ministre voulait que les dépôts fussent ouverts sept jours par semaine.

On accélère le recrutement

Le lendemain du retour du ministre, l'Adjudant général, dans une avalanche de télégrammes «d'opération immédiate», donnait suite aux instructions du ministre.[12] Au 6e Dépôt de personnel, les lignes d'attente commencèrent à avancer plus rapidement, les trains se remplirent de recrues qu'on expédiait aux camps disséminés ici et là dans la province, et le télégramme expédié tous les jours à Ottawa commença à témoigner de l'accélération du recrutement.

La pointe de l'affluence passa assez rapidement. Le 23 août, on commença à contingenter le recrutement[13] et, deux jours plus tard, le nombre des nouveaux venus commença à diminuer, à tel point qu'on permit aux dépôts de rester fermés le dimanche.[14] La dernière inscription dans le Registre du mois d'août de la Division «A» de la Région du Centre se lit ainsi qu'il suit:

«Le 31 août – Le recrutement s'est poursuivi au 6e Dépôt de personnel, mais à un rythme beaucoup plus lent, onze personnes seulement s'étant engagées aujourd'hui. Depuis le 8 août, 2,075 recrues se sont engagées dans le Contingent spécial de l'Armée canadienne au 6e Dépôt du personnel[15].»

La situation dans les quatre autres Régions ressemblait beaucoup à celle de la Région du Centre, mais les problèmes n'avaient pas atteint les mêmes proportions. Le 6e Dépôt de personnel avait recruté à peu près 25 p. 100 du Contingent spécial.[16] Un tableau des demandes reçues aux 12 dépôts du pays durant la première journée et demie de recrutement révèle que Montréal suivait de près Toronto, alors que Vancouver, Calgary, London et Halifax obtenaient des résultats à peu près égaux, mais beaucoup plus faibles que dans les deux autres grandes villes.[17]

Aux 11e et 3e Dépôts de personnel, à Vancouver et Québec, se posait un problème de transport. A Vancouver, la plupart des recrues se présentaient au bureau qui se trouvait en ville et où on leur posait quelques questions essentielles avant de les transporter jusqu'au dépôt dans la seule voiture mixte que possédait l'unité. Aux périodes de pointe, cette voiture ne

cessait de transporter des recrues, mais ne pouvait vraiment pas transporter toutes celles qui se présentaient.[18] À Québec, le dépôt ne pouvait loger que vingt hommes. «Tous les soirs, un autobus de l'Armée quittait la Baraque 41 de Cove-Fields, à 2100 h., a destination de Valcartier où l'on disposait de dortoirs et, le lendemain matin à 7 h., on ramenait les recrues à Québec pour le petit déjeuner.» On ne pouvait servir que vingt-quatre hommes à la fois, ce qui obligeait la cuisine à fonctionner dix-huit heures par jour.[19]

A la fin d'août, les casse-tête du recrutement étaient terminés, mais les résultats de la précipitation commençaient à se faire sentir. De nombreux indésirables s'étaient fait admettre dans l'Armée et devaient poser des problèmes administratifs pour des mois à venir. A mesure que l'Armée se mit à examiner plus soigneusement les milliers de nouvelles recrues, des problèmes individuels se firent jour. Il existe un ordre qui permet d'accorder des congés de commisération pour «régler des affaires commerciales et personnelles[20]». Il va sans dire que bien peu de tout cela ressort des documents; la situation était de nature à faire naître des légendes. Cependant, parmi les anomalies de cette singulière méthode de recrutement, l'engagement d'un homme muni d'une jambe artificielle et celui d'un autre qui avait atteint sa soixante-douzième année ressortent comme des cas vraiment remarquables[21]. Les archives mentionnent au moins le cas d'un civil qui, sous l'impulsion du moment, monta dans un train de troupes à Ottawa en compagnie d'un ami qui venait de s'engager, et qu'on retrouva des semaines plus tard à Calgary en train de s'exercer avec le *P.P.C.L.I.*[22].

Par la suite, à l'automne de 1950, l'Adjudant général mobilisa l'aide du Conseil de recherches pour la défense afin de définir les leçons apprises au cours de la mobilisation. Dans le rapport, qui confirmait l'avis de l'Adjudant général, les chercheurs du Conseil résumaient ainsi qu'il suit leurs constatations:

> ... la précipitation avec laquelle cette mobilisation spéciale a été mise en marche, l'ordre d'examiner sans délai et rapidement tous ceux qui se présentaient .... ont été des aspects regrettables qu'il faudra éviter dans tout programme semblable à l'avenir. On a admis bien des hommes qu'on n'aurait pas dû admettre, d'autres n'ont pas eu assez de temps pour mettre ordre à leurs affaires commerciales ou personnelles, il y a eu des malentendus relatifs au contrat, des erreurs et des omissions ... toutes choses dont on pouvait attendre, plus tard, une foule de difficultés sur le plan de l'administration et de l'instruction.[23]

Une fois prise la décision de recruter parmi la population civile, il était de la plus grande importance de le faire rapidement pendant que la population était disposée à soutenir un tel effort. Toutefois, si l'on avait retardé de quelques jours le discours du premier ministre, afin de permettre à l'Armée de prendre les dispositions administratives suffisantes pour accueillir la ruée de recrues, on aurait évité bien des ennuis qui se sont produits par la suite.

Le gouvernement, semble-t-il, ne s'était pas rendu compte qu'aucune armée ne peut, en temps de paix, être tout à fait prête à assumer n'importe quel rôle imaginable et qu'aucun gouvernement ne peut non plus en assu-

mer les frais qui seraient vraiment prohibitifs. Néanmoins, il semble évident que l'Armée aurait été bien plus en mesure de relever ce défi imprévu si son effectif avait été au complet. En 1950, l'effectif était presque impotent, ce qui était dangereux. Toutefois, cet état de choses n'était pas particulier au Canada. La plupart des pays avaient été pris au dépourvu par la guerre de Corée, leurs forces étant insuffisantes et leurs populations non préparées à agir.

Le 18 août, le Chef d'état-major déclarait au cabinet que le Contingent spécial avait été recruté au complet. Il conseillait de poursuivre le recrutement jusqu'à ce qu'on ait obtenu des renforts suffisants pour douze mois. Le cabinet accepta ce conseil et autorisa le recrutement de 9,979 hommes de tous grades.[24] On émit des ordres qui prévoyaient la concentration des excédents de troupes à Petawawa où elles pouvaient être réunies en compagnies spéciales dans un groupe de renfort.[25] Dans le calcul du nombre de recrues nécessaires pour maintenir le Contingent spécial, on s'était arrêté à un chiffre arbitraire. On employa le «taux d'épuisement» de chaque corps fondé sur l'expérience de la seconde guerre mondiale. Ces «taux d'épuisement» étaient gradués d'après le rythme d'activité («intense», «ordinaire» et «calme»)[26]. Ces données eurent tôt fait de perdre toute valeur quant au Contingent spécial de l'Armée canadienne. Les libérations furent exceptionnellement nombreuses durant la période d'instruction au Canada et aux États-Unis et, lorque la brigade fut à l'oeuvre en Corée, les pertes attribuables au combat et à la maladie furent beaucoup plus faibles qu'on ne l'avait prévu. Ainsi, alors qu'il y eut recherche constante de recrues durant la période d'instruction, il n'y eut jamais insuffisance de renforts à compter du moment où la brigade entra en campagne, sauf durant une courte période où les enrôlements de recrues de langue française diminuèrent.

La décision de recruter une réserve de renforts, pendant qu'affluaient encore les candidats, devait exiger des mesures spéciales avant la fin de l'année 1950. Dans un mémoire daté du 17 août, le vice-chef d'état-major général signalait au Chef d'état-major général que, si l'Armée allait de l'avant et recrutait jusqu'à 10,000 hommes, elle aurait ces renforts sur les bras durant tout l'hiver, alors que les taux d'épuisement indiquaient comme souhaitable l'admission d'environ 325 recrues par mois seulement.[27] Cependant, le Chef d'état-major général était profondément conscient de l'expérience acquise en 1944-1945 et n'était pas disposé à engager la brigade au combat à plus de 3,000 milles de distance sans des renforts assurés.[28] En définitive, la décision de recruter les renforts supplémentaires se révéla sage, parce que les engagements militaires du Canada grandissaient et que les effectifs supplémentaires, qui furent ultérieurement formés en bataillons, se révélèrent essentiels à l'exécution de ces engagements.

Le 22 août, d'autres ennuis vinrent affliger les planificateurs. Les employés sédentaires des deux grands chemins de fer du Canada, le National-Canadien et le Pacifique-Canadien, se mirent en grève. Pour bien compren-

dre l'effet de cette grève sur la mobilisation, il faut décrire dans ses grandes lignes l'étape suivante qui était projetée, c'est-à-dire l'instruction du Contingent. Pour faire vite, l'état-major général avait décidé que les soldats du Contingent spécial recevraient leur instruction élémentaire de l'Active, pendant que les nouveaux officiers du Contingent suivraient des cours de récapitulation. La grève des chemins de fer interrompit le mouvement des recrues vers les camps de l'armée active à travers le Canada.

L'Adjudant général agit rapidement pour éviter le bouleversement qui menaçait de se produire. Les Régions et les Secteurs furent chargés de l'administration des soldats restés en arrière dans les limites de leurs territoires respectifs, et ordre fut donné d'envoyer au camp de Petawawa pour la durée de la grève, par autobus ou par camions là où c'était possible, par avion dans les autres cas, tous les hommes enrôlés dans l'Est du Canada.[29] La grève des chemins de fer et le plan d'affectation des renforts entraînèrent ensemble une concentration qui remplit vite à capacité le camp de Petawawa. Ainsi que l'exprimait un officier d'état-major qui se trouvait à ce moment-là au quartier général du camp, «là où il n'y avait auparavant que chaos méthodique, c'était désormais l'essence même du désordre militaire[30]».

On ne possède pas de données précises qui permettent de faire un exposé complet de la situation qui existait immédiatement après la première ruée des recrues, mais voici, en général, comment se présentait la situation. Environ 8,000 hommes s'étaient engagés[31]. Ces recrues se trouvaient dans des dépôts, en cours de transport ou réunies, à cause de la grève, dans ce qui équivalait à des points de rassemblement à Chilliwack, Calgary, Shilo, Borden, Petawawa, Barriefield et Valcartier. Le groupe le plus considérable se trouvait à Petawawa. On avait perdu complètement trace d'autres recrues, étant donné qu'elles avaient été envoyées des dépôts de personnel surchargés à des unités qui n'avaient pas le personnel administratif réglementaire.[32] La documentation n'était pas complète et, dans bien des cas, ainsi qu'on l'a signalé, les examens médicaux avaient été faits à la hâte et on avait enrôlé des hommes de catégories médicales inférieures.[33]

La campagne accélérée de recrutement se traduisait, entre autres résultats, par un fort roulement de soldats. Il fallut libérer les hommes qui n'auraient jamais dû être admis, alors que d'autres en étaient venus à la même conclusion de leur propre chef et avaient déserté. Le 31 mars 1951, dernier mois de recrutement pour le Contingent spécial, 10,208 hommes s'étaient engagés, 2,230 avaient été libérés ou attendaient de l'être et 1,521, avaient déserté. Parmi ces derniers, 1,020 avaient été appréhendés et 501 étaient encore au large. Il y avait, le 28 mars, 141 soldats tant au Contingent spécial que de l'Active sous le coup de sentences dans les prisons militaires, comparativement à 25 en tout pour la Marine et pour l'Aviation.[34] Les libérés et les déserteurs non appréhendés représentaient plus de 25 p. 100 de tous ceux qui s'étaient engagés, comparativement à 7 p. 100 durant les sept

premiers mois de la première guerre mondiale et à 12 p. 100 durant la même période de la seconde guerre mondiale.[35]

Si la nécessité de faire sanctionner la formation du Contingent spécial par le Parlement rendait nécessaire la convocation des Chambres, la grève des chemins de fer la rendait essentielle. Le 29 août, le Parlement se réunit et, après un discours du trône sans précédent par sa brièveté, se mit à la tâche avec célérité pour adopter la loi sur le maintien de l'exploitation des chemins de fer, ordonnant aux grévistes de se remettre au travail et d'aviser à l'arbitrage. Le 9 septembre, après avoir pendant cinq jours délibéré sur les répercussions financières de la mesure, le Parlement adoptait la loi sur les forces canadiennes, qui recevait la sanction royale peu après. La loi accordait au cabinet l'autorisation qu'il lui fallait pour adopter le décret qui placerait 15,000 hommes des forces régulières en service actif.[36]

Le lecteur ne doit pas conclure de ce triste compte rendu que la campagne de recrutement du Contingent spécial avait échoué complètement. On avait recruté plusieurs milliers de jeunes gens en bonne santé et à l'esprit éveillé, qui allaient prouver leur valeur au combat longtemps avant l'expiration de leur engagement de dix-huit mois. En outre, le ministère de la Défense nationale n'avait pas oublié la leçon d'août 1950 et lorsque, en 1951, il devint nécessaire de recruter un contingent semblable pour l'OTAN, les états-majors reçurent un préavis suffisant et eurent le temps de préparer leur plan de mobilisation.

En résumant l'activité du mois d'août dans un mémoire adressé au ministre, l'Adjudant général décrivait le contingent qu'on venait de recruter. L'appel aux anciens combattants n'avait pas été lancé en vain. Environ 45 p. 100 des volontaires avaient servi d'une manière ou d'une autre durant la seconde guerre mondiale; 20 p. 100 d'entre eux étaient d'anciens sous-officiers. Quant aux spécialistes, 20 p. 100 des nouveaux possédaient un métier utile à l'Armée. Malgré le fardeau administratif imposé par la précipitation, le Contingent spécial était bien lancé et possédait le gros de ses effectifs.[37]

Les officiers du contingent spécial

Le 8 août, le brig. J. M. Rockingham «acceptait le commandement de la Brigade d'infanterie canadienne pour servir sous les ordres de l'O.N.U.[38]». Durant la plus grande partie de la campagne du nord-ouest de l'Europe, le brig. Rockingham avait commandé la 9e Brigade d'infanterie canadienne, après quoi il avait été nommé commandant de brigade dans la division formée en vue de la participation du Canada à la guerre contre le Japon. À la fin de la guerre dans le Pacifique, il était retourné à la vie civile à titre d'administrateur d'une société de services d'utilité publique de la côte du Pacifique. On avait, semble-t-il, décidé de trouver un commandant

hors des rangs de l'armée régulière parce que le ministre voulait un chef qui fût un ancien combattant tiré de la vie civile au même titre que les hommes que le gouvernement invitait à rendosser l'uniforme.[39] En outre, le brig. Rockingham s'était révélé un commandant de brigade remarquable dans le nord-ouest de l'Europe et, en le recommandant, le chef d'état-major général estimait que le nouveau commandant possédait l'habileté nécessaire pour bien s'entendre avec les autorités militaires des États-Unis.[40]

Le brig. Rockingham dirigeait des négociations très délicates avec des représentants de syndicats ouvriers au moment où, à 6 h. du soir, le 7 août, le chef d'état-major général téléphonait à son bureau. Il lui répondit qu'il donnerait une réponse dans les vingt-quatre heures, estimant de son devoir de consulter sa famille et le président de sa société. En réalité, plus de vingt-quatre heures s'écoulèrent avant que les deux hommes pussent s'entretenir de nouveau, le brig. Rockingham ayant tenté plusieurs fois sans succès de rejoindre le chef d'état-major général qui assistait à une série de réunions. Quoi qu'il en soit, le soir du 8 août, le gén. Foulkes pouvait dire au premier ministre que le brigadier avait accepté le commandement.

Le commandant du Contingent spécial ne tarda pas à se mettre au travail. Les ordres de l'Armée canadienne indiquent qu'il fut nommé au commandement de la 25e Brigade d'infanterie le 9 août 1950.[41] Le 10 août, il arrivait à Ottawa et entreprenait aussitôt la tâche de choisir les officiers parmi les candidats qui n'avaient cessé d'affluer depuis l'annonce faite par le premier ministre. Le vendredi 11 août, il assistait à une réunion du Comité de sélection du commandement et de l'état-major et commença à choisir des commandants et du personnel d'état-major. Le lundi 14 août, les recommandations faites avaient reçu l'approbation du ministre.[43] Deux des trois commandants de bataillons d'infanterie étaient des volontaires, mais les commandants du troisième bataillon d'infanterie, du régiment d'artillerie et de l'ambulance de campagne étaient des réguliers, de même que les deux officiers supérieurs d'état-major.[44] Il saute aux yeux, d'après les choix faits, que l'expérience de la guerre avait, dans chaque cas, primé toute autre considération. Cette attitude était sensée parce que, si l'on voulait que la brigade fût prête à combattre dans le plus court délai possible, il fallait confier les postes supérieurs à des officiers qui comprenaient clairement le problème. C'est pourquoi, sans exception, chaque commandant choisi avait combattu avec distinction en qualité de commandant durant la guerre et chaque officier d'état-major avait occupé, durant la guerre, le poste pour lequel il était maintenant choisi.

La méthode de sélection des autres officiers se conformait de façon générale au plan tracé par le chef d'état-major général: si un volontaire se révélait apte, il était nommé sur-le-champ. Quand il n'y avait pas de volontaire compétent pour un poste particulier, on remettait au brigadier une liste d'officiers réguliers qu'on proposait et on lui permettait de choisir celui qu'il voulait.

Le plan primitif visait à centraliser la sélection des officiers au quartier général de l'Armée, encore qu'on eût d'abord délégué aux officiers généraux commandants des Régions l'autorité de désigner des contingents limités de lieutenants.[45] Toutefois, cette autorité fut par la suite retirée[46], parce que, à mesure que se poursuivait la sélection, on se rendait compte, à l'étude de l'âge et de l'expérience des ex-officiers volontaires, qu'il n'y aurait pas un nombre suffisant d'aptes au service.[47] Il devint donc nécessaire de puiser largement au sein de l'Active pour des postes de commandement, d'état-major et de techniciens, ainsi que le révèle le tableau qui suit:[48]

Catégorie	*Nombres*		
	Active	Volontaires pour le Contingent spécial	Total
Officiers du quartier général de la brigade (y compris les compléments)	21	7	28
Commandants d'unités	22	10	32
Officiers des corps techniques			
Génie	7	5	12
Transmissions	4	1	5
Santé	7	7	14
Magasins militaires	Tous officiers de l'Active		
Génie électrique et mécanique	14	3	17
Corps dentaire	2	1	3

D'autre part, les trois bataillons d'infanterie comptaient une forte proportion d'officiers du Contingent spécial. Sur un total de 113 officiers à l'effectif, 86 tombaient dans cette catégorie.[49]

L'ordre de bataille et le problème du ravitaillement

Au début, l'expression Contingent spécial était synonyme de 25e Brigade d'infanterie canadienne. Cependant, à mesure que le Contingent évoluait et que d'autres unités de soutien et de service étaient créées, il en vint à comprendre toutes les unités, de quelque espèce qu'elles fussent, qui étaient affectées aux opérations en Corée. Ainsi, en étudiant l'ordre de bataille, il faut distinguer entre la brigade et le reste. Ainsi qu'on s'en est déjà rendu compte sans doute, il avait d'abord été envisagé de créer une brigade d'infanterie ordinaire doublée d'un régiment d'artillerie de campagne et dotée seulement d'une unité d'ambulance, d'un atelier et d'une compagnie de transport motorisé comme soutien. Les bataillons d'infanterie devaient être désignés comme seconds bataillons de trois régiments d'infanterie de l'Armée active du Canada. De même, le régiment d'artillerie devait être appelé le 2e Régiment de campagne de la *R.C.H.A.* On adopta sciemment ces désignations, comme tant d'autres lignes de conduite relatives au

Contingent spécial, pour faire vite. En associant les nouvelles unités à des régiments célèbres de l'Armée régulière, le chef d'état-major général espérait infuser l'esprit régimentaire par osmose plutôt que par cette longue et souvent pénible méthode qui consiste à créer l'esprit d'équipe au sein de nouvelles unités.

L'ordre de bataille fut au début influencé par la nature à court terme de la tâche. Ainsi, nombre d'unités de soutien et de service qu'on acceptait comme réglementaires durant la seconde guerre mondiale, ne furent pas formées. On n'eut pas recours à la grande organisation de bien-être qui avait été mise sur pied durant la guerre; au lieu de cela, on adjoignit un jeune officier au personnel du quartier-maître de chaque unité ayant les proportions d'un bataillon. Cette décision devait avoir des répercussions par la suite. (Voir p. 154). On n'estima pas nécessaire de mettre sur pied une unité dentaire pour des hommes enrôlés pour dix-huit mois seulement et, étant donné que l'on comptait fortement sur une division du Commonwealth, on ne forma pas de compagnie de prévôté, d'unité de base des magasins militaires, de section des relations extérieures, ni d'organismes similaires de lignes de communications. Toutefois, à mesure que chaque secteur ou corps de l'Armée avait l'occasion de défendre sa thèse, on ajoutait graduellement des troupes auxiliaires. En novembre, sur les 7,500 officiers et hommes des unités du Contingent spécial de l'Armée canadienne, il y en avait environ 1,550 à l'effectif des unités administratives. Toutefois, cette proportion restait encore très faible comparativement à la «charge» administrative de la seconde guerre mondiale. Une expansion à peu près égale se produisit plus tard, en novembre, lorsqu'on décida qu'un seul bataillon serait envoyé en Corée. Le 13 novembre, la «suite» administrative, établie à cinq officiers et dix sous-officiers, était composée de spécialistes des services de santé, des services juridiques et des services de la solde. Le 20 novembre, on ajoutait deux officiers chargés des relations extérieures et l'expansion commença. Le 15 décembre, le complément administratif du bataillon s'établissait à 14 officiers et 65 sous-officiers et soldats.[50]

On résistait à cet essor des unités administratives, mais les problèmes que posait au Canada l'envoi d'un contingent relativement petit sur un théâtre d'opérations éloigné du Pacifique, de concert avec les États-Unis et la Grande-Bretagne, étaient difficiles à résoudre de façon économique. Les Canadiens ne possédaient pas de base rapprochée qui leur fût propre, comme Hong-Kong ou le Japon; leur matériel était constitué d'un assortiment de produits canadiens, britanniques et américains: leur échelle de rations était assez différente et leur méthode de ravitaillement et de renfort était compliquée par la géographie. A tous les points de la route, de Vancouver jusqu'en Corée, il fallait de petits établissements canadiens de liaison, depuis les équipes de contrôle des déplacements jusqu'aux examinateurs de munitions, pour garder ouvert et en marche le «pipe-line» canadien.

Il fallait pour accompagner le Contingent spécial de l'Armée cana-

dienne les éléments nécessaires à 60 jours d'entretien de chaque unité et 120 autres jours d'entretien de la Compagnie des magasins militaires de la brigade. On devait déposer au Japon des stocks suffisants pour 360 jours d'entretien. Sous réserve d'ordres subséquents du Commandant du théâtre d'opérations, le tiers de ces stocks devaient être envoyés à une base avancée, à Pusan. Le nombre de 360 jours d'entretien était fondé sur quatre mois de «contact» et huit mois de «calme» d'après les prévisions britanniques. Ainsi, il faudrait 92,000 obus de 25 livres pour quatre mois de «contact», mais seulement 8,600 obus pour huit mois de «calme[51]». La remise même des fournitures, à mesure qu'elles étaient prêtes dans les Dépôts des magasins militaires à travers le Canada, était appelée Exercice «Domino».

Les recrues reçurent un uniforme de combat et des vêtements de brousse pour l'instruction, mais on ne disposait d'aucun vêtement convenable pour les opérations parce qu'on avait l'intention de les uniformiser avec ceux des armées du Royaume-Uni et des États-Unis, et que ces dernières étaient encore à mettre au point des uniformes de combat. L'uniforme de combat en laine dont on disposait avait été conçu pour l'ouest de l'Europe seulement, et on admettait de façon générale que la capote ne convenait pas au combat. Par conséquent, on recherchait de nouveaux articles spéciaux à substituer au béret, à la capote, aux brodequins, aux bandes molletières, aux chaussettes, aux mitaines, à la bâche de campement, aux couvertures, aux sous-vêtements, au sous-gilet, au casque d'acier, aux outils à creuser les tranchées et à la tente.[52] Parmi les nouveaux articles qui furent, avec le temps, distribués, figurent les anoraks et les pantalons imperméables à l'air, les sacs de couchage, les gilets à cordons, les ponchos et les casquettes.

Les premiers problèmes de ravitaillement posés par l'organisation du Contingent spécial de l'Armée canadienne découlaient surtout de la situation créée par la seconde guerre mondiale. Après la seconde guerre mondiale, on avait pris au ministère des Munitions et de l'Approvisionnement des quantités suffisantes de munitions pour stocker les Dépôts des magasins militaires en fonction des besoins prévus d'une Force active composée d'un groupe de brigade d'infanterie, d'unités de défense côtière, d'instruction et d'administration, d'une Force de réserve recevant une instruction à temps partiel, et des premiers besoins de mobilisation d'un corps d'armée de deux divisions d'infanterie et de deux brigades blindées accompagnées d'éléments suffisants de troupes auxiliaires. Le reste fut vendu à prix d'occasion à des pays amis intéressés et au grand public. Les plans d'après-guerre prévoyaient primitivement une «période de sécurité de dix ans» durant laquelle il serait peu probable qu'une grande guerre éclatât et une «période d'alerte de deux ans» durant laquelle il y aurait probabilité de guerre. Les appréciations subséquentes étaient liées à la «situation qu'on peut présumer devoir exister de 1955 à 1960» où l'on pourrait s'attendre que l'U.R.S.S. et ses satellites se soient relevés des ravages de la seconde guerre mondiale. Même si la guerre totale avait fait ressortir la nécessité d'une

grande variété d'armes et de matériels, il ne semblait guère urgent de perfectionner de nouveaux armements. Le Canada concentrait ses efforts sur la recherche dans l'Arctique et, par ailleurs, se contentait d'accepter ce que la Grande-Bretagne et les États-Unis pouvaient mettre au point.

Au cours d'avril 1948, le gouvernement du Canada décidait que, pour maintenir le noyau d'une industrie d'armements au Canada, il fallait permettre la vente de matériels dont on disposait à des gouvernements amis.[53] Le 29 novembre de la même année, le lt-gén. Foulkes informait le ministre de la Défense nationale qu'à son avis il importait «beaucoup plus d'avoir des usines d'armements en production que de posséder des stocks considérables d'armes[54]». Au cours d'une réunion interministérielle de hauts fonctionnaires, tenue le 26 janvier 1950, le sous-ministre de la Défense nationale et le chef d'état-major général avaient soutenu la thèse qui suit:

> L'Armée tenait au plus haut point à maintenir une solide industrie des armements qui pourrait grandir le moment venu; à cette fin, l'Armée était disposée à courir des risques en exportant les matériels existants. Elle n'avait pas en ce moment des matériels excédentaires, mais elle possédait des réserves qui seraient désuètes dans cinq ou six ans. On pourrait vendre ces réserves à la condition que le produit de la vente fût employé pour acheter des matériels nouveaux. C'était le seul moyen qui permit à l'Armée d'obtenir des matériels nouveaux essentiels. La première ligne de conduite dans l'exportation devait consister à aider les pays signataires du Traité de l'Atlantique-Nord.[55]

A la réunion du Conseil de l'OTAN tenue à New York au mois de septembre suivant, le représentant du Canada offrit de fournir l'armement et le matériel auxiliaire, y compris les munitions, nécessaires a deux divisions et aux troupes de corps, à condition qu'il fût possible de les remplacer de façon satisfaisante par la production courante. A sa conférence hebdomadaire du 25 septembre, le chef d'état-major général faisait ressortir que cela signifierait inévitablement le remplacement complet des réserves actuelles par des armes et des munitions américaines.[56]

Entre-temps, toutefois, le lt-gén. Foulkes avait décidé que la fourniture de matériels américains au Contingent spécial de l'Armée du Canada amènerait des changements profonds dans la doctrine tactique secondaire du Contingent, ce qui ferait perdre beaucoup de valeur à l'expérience des anciens combattants rengagés et exigerait une période d'instruction beaucoup plus longue pour les unités de la brigade. C'est pourquoi, à sa conférence hebdomadaire du 16 août, il annonçait que le Contingent spécial devait être équipé de matériels canadiens et les garder.[57]

Le Quartier-maître général, le maj.-gén. N. E. Rodger, avait résumé la position du Canada. Une étude préliminaire donnait à croire que les seules insuffisances de matériels techniques (outre différents genres de matériels de radio et les lance-fusées à obtenir des États-Unis) consisteraient probablement en une remorque d'épuration de l'eau (commandée) et en bicyclettes pliantes (auxquelles on pourrait substituer le modèle ordinaire si l'on jugeait encore cet article utile). Les stocks de munitions étaient, de façon

générale, satisfaisants, sauf pour les fusées antichars de 3.5 po., les munitions perforantes de 0.5 po., les grenades fumigènes, les mines antichars et antipersonnel, et autres explosifs pour les services du Génie, explosifs qu'il faudrait obtenir de sources américaines sur le théâtre des opérations.

On semblait disposer de vêtements et d'équipement personnels, sauf qu'on n'avait pas de vêtements opérationnels de dessus pour temps froid. Il y avait suffisamment de véhicules canadiens pour une première distribution et leur remplacement, sous réserve de certaines improvisations ou substitutions la première année. Cependant, il serait impossible de subvenir aux besoins de pièces de rechange pendant plus de trois à six mois. Il y avait pénurie mondiale de telles pièces et il serait à la fois difficile et coûteux d'en reprendre la production. En outre, réserver les stocks disponibles de pièces de rechange au service du Contingent spécial de l'Armée canadienne compromettrait gravement l'utilisation des véhicules qui restaient au Canada pour l'instruction durant les premières étapes d'une mobilisation générale. Le Quartier-maître général signalait, par conséquent, qu'il faudrait fournir des véhicules de l'armée des États-Unis dès le tout début ou dès que seraient épuisés les stocks du Canada. Il proposait de mettre en marche la production de véhicules de modèles américains.[58]

Le 21 août, Foulkes écrivait ce qui suit au chef d'état-major de l'Armée des États-Unis:

> On est à doter le contingent de matériels du Royaume-Uni, sauf pour les véhicules, qui seront soit de modèle canadien soit de modèle américain, et nous espérons bien obtenir votre lance-fusées de 3.5 po. avant l'entrée en action du contingent. J'ai déjà indiqué au Royaume-Uni qu'il devrait assurer notre entretien sur le théâtre des opérations pour ce qui est du remplacement des matériels et des munitions. J'espère qu'il organisera une division composée des différentes nations et munie de matériels anglais, parce que cela faciliterait sûrement la solution de notre problème et rendrait un peu plus facile celui du gén. MacArthur. Quoi qu'il en soit, que le Royaume-Uni accepte ou non d'assurer l'entretien de nos matériels, nous n'aurons pas moins besoin de votre aide pour ce qui est des rations, de l'essence, des lubrifiants et du reste.[59]

Trois jours plus tard, le maj.-gén. Rodger se rendait à Washington pour s'entretenir des besoins de façon officieuse avec le lt-gén. T. B. Larkin, sous-chef d'état-major (G-4). Il y eut des entretiens d'état-major poussés qui aboutirent à une entente portant que l'Armée des États-Unis devait:

a) fournir et entretenir tous les véhicules, sauf ceux de certains genres que nous avons et dont nous possédons un stock suffisant de pièces de rechange pour l'entretien en campagne;
b) fournir certains matériels de radio, des lance-fusées et des fusées. D'autres articles, par exemple, des cuisinières de campagne, pourront être ajoutés plus tard;
c) ravitailler notre Contingent en vivres, essence et lubrifiants et certains autres articles ordinaires en campagne.
d) s'occuper du mouvement de nos troupes grâce à son corps des transports, à partir de ports américains, sauf que nous devrons fournir un nombre suffisant de navires de haute mer pour le transport initial des cargaisons et pour les

> envois d'entretien par la suite; la marche des navires doit être assurée par l'entremise du commandement américain des transports.[60]

L'Armée canadienne devait établir les Demandes de contrats, la Corporation commerciale canadienne devant les exécuter de la façon ordinaire et organiser l'achat selon les modalités de la *Mutual Defence Assistance Act* (loi sur l'assistance mutuelle de défense). Le gouvernement donnait son approbation par le décret du conseil C.P. 4634 du 25 septembre. Dès qu'on apprit que le gén. MacArthur avait accepté que la brigade canadienne arrivât à Okinawa en novembre pour son instruction avancée, la Division du Quartier-maître général mit au point un plan d'entretien pour les stocks et les munitions des Magasins militaires.

Le mois d'août n'était pas terminé qu'une nouvelle complication surgissait. Le Canada apprit qu'il fallait que le Contingent fût offert officiellement à l'ONU et accepté par elle avant que l'on pût conclure des dispositions définitives avec les autorités des États-Unis. Cette exigence fut pour la première fois portée à la connaissance de l'Armée canadienne le 23 août dans une lettre que le brig. H. E. Taber, chef d'état-major de l'Armée canadienne à Washington, reçut du gén. W. H. Haislip, alors chef d'état-major suppléant de l'Armée des États-Unis:

> On suppose que votre gouvernement prend les dispositions voulues pour communiquer au secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies la nature générale de votre offre.[61]

La question fut laissée pour ainsi dire en suspens jusqu'au 19 septembre, date où l'attaché militaire des États-Unis à Ottawa informait le sous-chef d'état-major général que les dispositions visant à utiliser les ports et les services de transport des États-Unis ne pourraient être autorisées tant que n'auraient pas été exécutées aussi bien l'offre que l'acceptation du Contingent[62]. Le lt-gén. Foulkes avait signalé cet état de choses la veille au sous-ministre et avait ajouté que l'on ne pourrait obtenir de matériels américains tant que l'acte «d'offre» n'aurait pas été accompli.[63] Dans sa réponse, le sous-ministre déclara que la position du Canada était officieusement jugée acceptable par les États-Unis, mais qu'il prendrait les dispositions nécessaires pour que l'offre fût faite officiellement.[64]

Le 21 septembre 1950, M. C. M. Drury (sous-ministre de la Défense nationale), le maj.-gén. Graham et M. R. A. MacKay, du ministère des Affaires extérieures, se réunissaient dans le cabinet du sous-ministre et rédigeaient un projet de note d'offre du Contingent qui fut câblé à M. Pearson, à New York.[65] C'est ainsi qu'on surmontait le dernier obstacle à l'équipement du Contingent spécial de l'Armée canadienne.

CHAPITRE IV

PRÉPARATION AU COMBAT

Plans d'instruction

LE 3 AOÛT, alors qu'il était devenu de plus en plus évident que l'idée d'un Contingent spécial s'accréditait de façon croissante, le chef d'état-major général ordonnait au directeur de l'instruction militaire de rédiger un rapport sur les problèmes d'instruction que posait une telle mobilisation. Le directeur devait fonder son rapport sur la levée d'un groupe de brigade d'infanterie d'environ 5,000 hommes, et d'un groupe de renfort de 2,105 hommes. Cette étude, qui présumait que 50 p. 100 des officiers et sous-officiers jusqu'au grade de caporal seraient recrutés dans l'Active, les autres, jusqu'au grade de sergent, étant recrutés dans la Réserve, et que 90 p. 100 des hommes de troupe seraient des membres de la Réserve ou des anciens combattants, concluait qu'il faudrait au moins cinq mois de préparation au combat.[1] Bien que ces pourcentages n'aient jamais été atteints, un bataillon du Contingent spécial de l'Armée canadienne est en fait entré en action environ cinq mois après le début de son organisation, si l'on ne tient pas compte de la durée de son transport jusqu'au théâtre des opérations.

Le chef d'état-major général estimant, semble-t-il, que le programme du directeur de l'instruction militaire était trop lent, se mit en quête de moyens pour l'accélérer. Une solution, qui ne dépouillerait pas l'Active d'officiers et de sous-officiers, consistait à suspendre toutes les opérations prévues et à assigner à l'Active la tâche d'instruire le Contingent spécial. Le 8 août, le chef d'état-major général informait son état-major à Ottawa que «l'instruction serait d'abord dirigée par les unités correspondantes de l'Active, qui fourniront également les premiers éléments du matériel d'instruction[2]». Plus tard, dans un entretien par télé-imprimeur avec les officiers généraux, il insistait sur cette méthode d'instruction[3] et le plan était confirmé le jour même.[4] Cet entretien par télé-imprimeur donnait le ton définitif de l'instruction du Contingent spécial. Tout en souhaitant bien faire comprendre ce point de vue à l'Armée, le chef d'état-major général savait qu'il pouvait gagner beaucoup de temps en s'adressant directement et simultanément au plus grand nombre de généraux possible.

Le rapport du directeur de l'instruction militaire avait démontré l'utilité d'établir un centre d'instruction d'infanterie à Petawawa, mais cette unité ne fut jamais organisée. Ce seront au contraire les bataillons ou régiments «régionaux» qui, pendant toute la guerre de Corée, instruiront les renforts d'infanterie, de blindés et d'artillerie; les autres renforts ne rece-

vront d'autre instruction que celle des écoles de corps. Ce programme d'instruction ne passa pas sans protestation. Dès qu'ils se rendirent compte que les renforts, tout comme les unités elles-mêmes, allaient être instruits de cette façon, les maj.-gén. C. Vokes et M. H. S. Penhale, respectivement commandants des Régions du Centre et de l'Ouest, protestèrent contre le programme et réclamèrent l'installation d'établissements spéciaux pour l'instruction des renforts.[5] Ils redoutaient que la presque totalité des officiers et sous-officiers de l'Active, normalement affectés aux bataillons de réserve dans leurs Régions, fussent retenus indéfiniment par cette tâche. Leurs réclamations restèrent lettre morte. Il n'y avait pas assez d'instructeurs pour créer de tels établissements d'instruction sans disloquer les unités de campagne déjà constituées.

On recourut à divers moyens pour combler ces lacunes, mais c'est «l'appel» lancé aux soldats des Forces de réserve qui donna les meilleurs résultats. Dès le 3 août, les Régions avaient été autorisées à appeler les réservistes pour étoffer les rangs des «Dépôts de personnel, bureaux de recrutement et équipes mobiles de recrutement» afin d'«éviter les embouteillages[6]». Le 24 août, l'Adjudant général élargissait cette autorisation de manière à inclure les appelés destinés à «instruire et administrer» les renforts du Contingent spécial.[7] Dès novembre, 120 officiers et 558 hommes provenant des Forces de réserve, assumaient des fonctions d'appui du Contingent spécial.[8]

L'examen des programmes d'instruction des grandes unités révèle que certaines progressaient plus rapidement que d'autres, mais dès le 15 août un semblant d'instruction avait déjà commencé partout, interrompu seulement par les distributions de vêtements, d'armes et de matériels, à mesure que les stocks arrivaient des dépôts. Le 28 août, le 1er bataillon du *R.C.R.* dépassait son effectif de recrues du Contingent spécial et cessait d'en accepter pour le 2e bataillon; les nouveaux venus étaient incorporés à une compagnie spéciale de renfort qui allait devenir, à la longue, le 3e bataillon du *R.C.R.* Les deux autres bataillons d'infanterie procédèrent de façon quelque peu différente. Les premiers bataillons du *P.P.C.L.I.* et du Royal 22e Régiment se constituèrent en écoles où les recrues accomplissaient les diverses étapes de l'instruction jusqu'à leur incorporation, après formation élémentaire, à des «ailes» de perfectionnement.

Les officiers affectés à l'infanterie du Contingent spécial recevaient leur instruction à part, sous la direction de leurs commandants, suivant un plan parallèle à l'instruction des recrues. Nombre de difficultés administratives entravèrent le fonctionnement de ce programme, l'une des plus graves étant la désorientation des soldats qui se voyaient instruire par les officiers et sous-officiers d'un bataillon tout en devant obéissance à leurs supérieurs dans un autre bataillon. Cependant, à la mi-octobre, les trois unités d'infanterie du contingent spécial avaient acquis le statut d'unités distinctes, les unités «mères» ne prêtant plus leur concours qu'au besoin.[9] Voilà qui

représentait un résultat appréciable. Dix semaines après l'enrôlement des premières recrues, des unités de campagne constituées et dignes de ce nom, commençaient leur instruction collective à l'échelon du peloton. Les blindés et l'artillerie se trouvaient à peu près dans la même situation, bien que ces corps reconnussent dès le début que la Force active devrait affecter une plus grande proportion de son effectif à son homologue du Contingent spécial; on ne pouvait compter en effet sur le retour de la vie civile d'un nombre suffisant de techniciens formés et d'artisans militaires. Il ne faudrait pas en déduire que les bataillons de l'infanterie régulière n'ont pas souffert des affectations aux nouveaux bataillons. Le 1er bataillon du *R.C.R.* par exemple, a fourni tous les sous-officiers brevetés et quartiers-maîtres sergents du 2e bataillon ainsi que le commandant en second, l'adjudant, le quartier-maître et 26 sergents.

Le Contingent subit un taux anormalement élevé d'absences sans permission jusqu'à son départ pour l'Extrême-Orient. Le 1er novembre, le nombre des soldats absents atteignait 656 au total.[10] C'est un chiffre stupéfiant: ce jour-là, un soldat sur 20 manquait à l'appel. La plupart des officiers attribuaient ce résultat au recrutement trop hâtif, mais il semble évident que, bien que ce facteur eût joué, la raison principale en fût que l'Armée régulière était tout simplement trop faible pour assimiler 10,000 hommes en un seul mois. La preuve en est que l'absentéisme le plus élevé se produisit dans l'infanterie, qui souffrit le plus de cette dislocation.

Pendant ce temps, au bureau du ministre, il devenait urgent de déterminer à quelle date le Contingent aurait vraisemblablement terminé son instruction. De nombreux entretiens eurent lieu avec le chef d'état-major général et le brig. Rockingham, et de nombreux critères furent mis au point en tenant compte du souvenir encore cuisant de Hong-Kong. Cependant, aucun de ces critères ne semblait parfaitement satisfaisant, de sorte qu'en fin de compte le brig. Rockingham apprenait qu'il lui incomberait de déclarer quand il serait prêt à se rendre en Corée.[11]

Problèmes de l'instruction d'hiver

Le second problème pressant était l'approche menaçante de l'hiver canadien. Le chef d'état-major général en parlait dès le 8 août[12], et une semaine plus tard il déclarait à sa conférence que le Japon serait un bon endroit pour terminer l'instruction s'il était possible d'obtenir la garantie que le Contingent ne serait pas prématurément envoyé au combat.[13] Une semaine plus tard, le 1er novembre était fixé comme date du départ outre-mer.[14] A cette étape, toutefois, le général Douglas MacArthur fut admis à dire son mot. Le 21 août, le chef d'état-major général écrivait au chef d'état-major de l'Armée des États-Unis pour lui demander s'il serait possible que le Contingent parachève son instruction au Japon.[15] Le général Col-

lins répondit que le général MacArthur doutait qu'il fût de bonne politique d'instruire des forces de l'ONU au Japon, surtout celles que fournissaient les nations qui ne participaient pas à l'occupation. Il était cependant disposé à accepter les troupes canadiennes à Okinawa.[16] Le gén. Foulkes répondit qu'Okinawa était acceptable et que la date proposée d'embarquement l'était aussi, c'est-à-dire fin novembre.[17]

Cependant, le dernier mot n'avait pas encore été dit. Le 22 août, le chef d'état-major général annonçait que le cabinet avait approuvé l'installation d'un état-major à Tokyo. Sous le nom de Mission militaire du Canada, Extrême-Orient, cet état-major était placé sous le commandement du col. F.-J. Fleury, promu brigadier à cette fin. Il arriva à Tokyo le 24 septembre 1950.[18] Le 28 novembre, il se rendait en avion à Okinawa et rédigeait à son retour un rapport détaillé dans lequel il démontrait que les disponibilités de l'île ne convenaient pas du tout à une instruction collective.[19]

Pendant ce temps, du point de vue des Nations Unies, la crise coréenne avait atteint la fin d'une étape. Le 1er août, le représentant soviétique, dont c'était le tour de présider, était revenu au Conseil de sécurité où il réussit à entraver tout nouvel effort constructif. A la mi-septembre, on avait toutefois fait assez de progrès, semble-t-il, pour remporter la victoire. Pendant que la Huitième Armée avait consolidé le périmètre de la tête de pont autour de Pusan, MacArthur avait lancé un audacieux assaut amphibie à Inch'on (port de Séoul) en vue de rompre les lignes de communication nord-coréennes. La manoeuvre remporta un brillant succès. La force d'assaut, le 10e Corps (maj.-gén. E. M. Almond), avait été organisée au Japon et se composait de la 7e Division (la dernière des quatre qui occupaient le Japon) et de la 1re Division de fusiliers marins, dont les unités provenaient d'un peu partout dans le monde. Parti du Japon le 13 septembre, le gros de la force d'assaut débarquait deux jours plus tard et surmontait rapidement toute résistance ennemie dans le secteur du port de mer. La prise de Séoul se révéla plus difficile. Les Nord-Coréens défendirent la ville, mais le 26 septembre le gén. MacArthur pouvait annoncer qu'elle avait été reprise.

De son côté, la Huitième Armée avait débouché du périmètre de Pusan et, le 26 septembre, les deux forces avaient établi leur jonction. L'avance nord-coréenne avait été transformée en déroute. Grâce aux débarquements d'Inch'on, le commandement de l'ONU prit l'initiative et se lança bientôt à la poursuite de l'Armée nord-coréenne désorganisée, en direction du 38e parallèle. Il restait cependant beaucoup à faire dans les domaines de la reconstruction et de l'unification, et le débat fut porté à l'Assemblée générale où le veto ne jouait pas. La situation en Corée semblait désormais exiger une révision des besoins de renfort. A la fin de la première semaine d'octobre, les forces des Nations Unies refoulaient l'ennemi désemparé au-delà du 38e parallèle. Dans un télégramme du 17 octobre, le brig. Fleury rapportait, après un entretien avec MacArthur (son second qui eut lieu à l'occasion de l'entrevue d'adieu de M. E. H. Norman, chef de la Mission de

liaison au Japon) que le commandant en chef ne semblait plus tenir à recevoir le groupe de brigade canadien. Voici ce que le brig. Fleury écrivait:

> Le gén. MacArthur signale que la brigade canadienne ne serait d'aucune, je répète, d'aucune utilité tant les opérations actuelles sont restreintes, Le Canada préférerait peut-être, croit-il, envoyer immédiatement une force symbolique pour hisser ses couleurs.

Le message ajoutait que le général n'avait pas paru impressionné lorsque M. Norman avait signalé que la brigade du Canada se composait en grande partie de volontaires qui s'étaient engagés pour combattre en Corée, et concluait en disant qu'il n'y aurait probablement pas de réaction défavorable si le gouvernement décidait d'annuler le projet de départ pour la Corée.[20] Pendant que le chef d'état-major méditait sur ce message, un télégramme de Tokyo annonçait que les autorités militaires américaines à Okinawa avaient commencé à couler les bases de béton des installations canadiennes. Si l'opération n'était pas suspendue, il en coûterait au Canada 1.3 millions de dollars[21], de sorte qu'une décision immédiate s'imposait. Des entretiens suivirent avec des officiers de l'Armée américaine à Washington et, le 20 octobre, le brig. H. E. Taber, chef de l'état-major de l'Armée canadienne à Washington, annonçait à Ottawa que le chef d'état-major général avait obtenu que le Contingent spécial de l'Armée canadienne, en totalité ou en partie, se rendît directement en Corée.[22] Le brigadier Fleury en était informé sur-le-champ, et le projet d'Okinawa fut finalement abandonné.

Au cours de la dernière semaine d'octobre, pendant une visite à Washington, le lt-gén. Foulkes téléphonait au sous-chef d'état-major général pour l'informer que les chefs d'état-major interarmes des États-Unis avaient recommandé au département d'État que la contribution canadienne fût réduite à un bataillon.[23] Les autres unités du Contingent spécial recevraient probablement leur instruction à Fort Lewis (Washington) pendant l'hiver qui s'en venait.

Ainsi prenaient fin des semaines de conjectures sur la destination dit Contingent. De nombreux camps de l'Armée américaine avaient été offerts à plusieurs reprises, dont le camp Roberts en Californie et le camp Rucker, en Alabama. Il avait même été quelque temps question d'Hawaï, comme zone d'instruction. Les rumeurs de ces projets d'expédition s'étaient répandues jusque dans les régiments, contribuant ainsi au climat d'incertitude et d'énervement. Un nouveau retard de dernière minute se produisit lorsque l'état-major de l'Armée canadienne à Washington signalait au sous-chef d'état-major général que le quartier-général de la 6e Armée américaine à San Francisco s'opposait à ce que le Contingent spécial de l'Armée canadienne s'en allât à Fort Lewis, vu qu'on prévoyait qu'une division américaine y serait rapatriée de Corée le printemps suivant.[24] Cependant, cette objection fut manifestement écartée car, le 4 novembre, un télégramme confirmait Fort Lewis comme destination du Contingent spécial de l'Armée canadienne.[25]

On présuma alors que la contribution du Canada, réduite à un bataillon, ne servirait qu'à des fonctions d'occupation. Le brig. Fleury l'avait nettement précisé dans un message qu'il avait adressé au chef d'état-major général après son entrevue du 18 octobre avec le gén. MacArthur. Dans son rapport sur son entrevue initiale du 4 octobre, il avait résumé ses impressions. (Appendice A). En somme, MacArthur considérait la guerre comme terminée. Cet intéressant document parvint au chef d'état-major général le 16 octobre. Les nouvelles de Corée ne semblaient nullement l'infirmer. Entre le moment de son expédition et celui de sa réception, les forces américaines avaient franchi le 38e parallèle, pris la capitale de la Corée du Nord, et les colonnes mobiles des troupes américaines et coréennes filaient vers le nord en direction du Yalou, frontière entre la Corée du nord et la Chine. Ces événements incitèrent le chef d'état-major général à entreprendre à Washington les démarches qui aboutirent à la décision de réduire la contribution canadienne à un bataillon. Néanmoins, tant que la moindre incertitude subsistait, il demeurait indispensable de disposer de troupes prêtes au combat, et aucun ralentissement de l'instruction ne fut envisagé ou autorisé.

Le succès des opérations de l'O.N.U. en Corée semblait cependant obvier au besoin d'une division du Commonwealth. Il semble que cette éventualité n'ait nullement perturbé le gouvernement canadien; dès le 24 août, alors que le chef d'état-major général soulignait qu'une telle formation serait souhaitable, le cabinet ne savait pas trop quel nom lui donner. Dans un message adressé au Haut Commissaire du Canada à Londres, le ministère des Affaires extérieures définissait la position du gouvernement dans les termes suivants:

> ... Les opérations en Corée devraient avoir l'aspect d'opérations des Nations Unies... C'est pour tenir nos engagements découlant de la Charte que nos troupes interviendront, et nullement en tant que membres du Commonwealth.

Le message proposait ensuite que tous les pays se servant de matériel britannique, y compris par exemple le contingent turc, fussent groupés sous le nom de Première division des Nations Unies.[26]

Dans sa réponse, le Haut Commissaire du Canada signalait que les Turcs se serviraient de matériel américain et que les Britanniques repugnaient à renoncer à l'idée d'une division du Commonwealth.[27] Les Britanniques ne partageaient pas du tout la préférence du gouvernement pour l'importance attachée aux Nations Unies dans le nom de la nouvelle division; aussi, proposèrent-ils comme solution de compromis la désignation suivante: «Première division (Commonwealth), Forces des Nations Unies.[28]» Cette question de désignation fut mise en veilleuse lorsque la contribution du Canada se trouva réduite à un bataillon, mais lorsqu'il fut décidé d'envoyer le reste du Contingent, le gouvernement canadien accepta le compromis du Royaume-Uni. Par la force des choses, la mise entre parenthèses du mot «Commonwealth» finit par disparaître à l'usage, ce qui

naturellement en modifia le sens.

Il est manifeste que le gouvernement canadien ne voulait pas combattre en Corée au sein d'une alliance de type classique; il voulait le faire en tant que participant à une force de police internationale sous le commandement des Nations Unies. Mais, une autorité l'a bien fait remarquer, l'antagonisme de l'Union soviétique et la participation de la Chine communiste à la guerre atténuaient l'aspect international de l'intervention des Nations Unies et donnaient aux opérations en Corée l'apparence «d'une guerre de coalition de type classique[29]».

Les événements d'octobre avaient posé des problèmes spéciaux à l'armée canadinene. L'accent mis sur l'enrôlement d'anciens combattants et sur le fait que le Contingent devait se rendre outre-mer avait finalement abouti à la formation d'une brigade composée en grande partie de ces «soldats de fortune» sur qui le chef d'état-major général comptait pour constituer le Contingent spécial de l'Armée canadienne. Or, il semblait que seule une petite partie du Contingent se rendrait en Extrême-Orient, et seulement pour y connaître la monotonie d'une mission d'occupation. Le brig. Fleury à Tokyo était inquiet, et ses télégrammes dépeignant la situation en Corée étaient lourds d'appréhension. A son retour au Canada, M. Norman abonda dans le même sens et laissa entendre qu'il faudrait adjoindre au dispositif de combat du bataillon une unité de bain et de buanderie car, aurait-il dit, «La Corée est le paradis de la vermine[30]». Le chef d'état-major général dut se demander quelle serait la répercussion de ce changement de programme sur le moral, la discipline et surtout l'instruction. Mais si le commandant de la 25e brigade d'infanterie canadienne était inquiet, il n'en laissait rien voir. On intensifia plutôt le programme d'instruction et, à mesure que les unités du Contingent s'apprêtaient à partir pour Fort Lewis (Washington) on s'occupait avant tout, dans l'immédiat, d'acquérir assez de vernis et d'efficacité pour produire une bonne impression aux États-Unis.

Le bataillon choisi pour servir en Corée fut le 2e bataillon du *Princess Patricia's Canadian Light Infantry (P.P.C.L.I.).* Cette unité, commandée par le lt-col. J. R. Stone, était la plus voisine de Seattle, port d'embarquement, et, moins touchée que les autres par la grève des cheminots, elle avait pu commencer son instruction plus tôt[31]. Fort Lewis allait lui servir de zone d'étape, tandis que les autres unités de la Brigade y poursuivraient leur instruction pour la durée de l'hiver. C'était la première fois dans l'histoire qu'une formation canadienne devait recevoir son instruction en temps de paix aux États-Unis, et des dispositions spéciales s'imposaient. Le coût du programme fut calculé selon un tarif de frais par homme et par jour, appelé «capitation». Pour la période d'instruction à Fort Lewis cette capitation était fixée à $2.46 (É.-U.). Les unités du Contingent spécial poursuivirent leur instruction à Fort Lewis du 8 octobre 1950 au 15 mai 1951, et le montant total versé au gouvernement américain s'éleva à

$2,519,883.78[32]. Cette entente donna de très bons résultats et servit à calculer les frais en Corée, quoique à des taux beaucoup plus élevés*.

Le transfert à Fort Lewis

Nous avons vu qu'au début on voulait instruire le Contingent jusqu'à l'échelon de l'unité, puis l'envoyer à Okinawa pour y recevoir son instruction collective. Il était donc nécessaire d'établir un camp d'étape pour concentrer le Contingent avant de l'embarquer sur des transports de troupes à destination de l'Extrême-Orient. Comme le transport devait être assuré par des navires américains, Seattle fut choisi comme port d'embarquement, et Fort Lewis comme camp d'étape.

Mais, comme nous l'avons vu, les opérations en Corée progressaient favorablement, de sorte qu'il devenait de moins en moins certain que les forces de l'O.N.U. auraient besoin de notre brigade. C'est pourquoi, le 26 octobre, un télégramme du quartier-maître général suspendait tous les envois en attendant qu'une décision soit prise quant à l'emploi ultérieur du Contingent spécial[34]. Le 4 novembre, on décidait de transférer toute la brigade à Fort Lewis pour lui donner son instruction collective; seul le 2e bataillon du *P.P.C.L.I.* se rendrait en Corée.[35] Cette décision modifia les plans d'envois.

De nombreux détails avaient déjà été réglés en vue du transport du Contingent spécial de l'Armée canadienne à Fort Lewis. On organisa un état-major du camp d'étape canadien pour Fort Lewis, sous le commandement du col. C. R. Boehm. Celui-ci était chargé d'administrer l'état-major du camp d'étape, ainsi que, de façon générale, le camp canadien et l'entretien des unités du Contingent spécial.[36]

Le 4 octobre, l'ambassadeur du Canada aux États-Unis faisait les démarches nécessaires pour permettre l'entrée aux États-Unis du personnel et du matériel du Contingent spécial, tandis qu'un officier canadien d'état-major, le maj. J. D. Cheatley, examinait les installations de Fort Lewis. Voici un extrait de son rapport:

> La région de Seattle est desservie par les lignes de chemin de fer *Great Northern, Northern Pacific* et *Union Pacific.* Tous les quais et installations ont tous les embranchements ferroviaires nécessaires et les manoeuvres de transport sont exécutées par le corps des transports de l'Armée américaine avec du matériel de l'Armée. Il y a tout ce qu'il faut à Fort Lewis pour le déchargement d'un train militaire, et les autorités du camp affirment qu'elles peuvent décharger le personnel et le matériel d'une division en vingt-quatre heures. Le renvoi du matériel roulant se fait sans difficulté, car le camp est doté de tous les circuits voulus.
>
> .....

*Le coût du transport de Seattle à Pusan s'établissait à $172.80 par homme. Le coût par tonne de ravitaillement, à $26.42, et la capitation en Corée, qui englobait beaucoup plus de fournitures et de matériel, à $10.96 par homme et par jour.[33]

> Les officiers américains suggèrent que les officiers responsables des trains se munissent de 20 copies des listes d'appel du train. Il en faut en effet pour le camp d'étape de Fort Lewis, l'avant port du Q.G. SEPE de Tacoma, le SEPE de la division du mouvement des troupes, et peut-être aussi pour les autorités de l'immigration américaine aux postes-frontières et à Seattle ... Les autorités militaires américaines ne prévoient pas de difficultés, mais suggèrent de prendre contact avec les autorités des douanes et de l'immigration des Etats-Unis pour s'assurer que leurs personnels seront au courant du mouvement de troupes, Cette initiative peut éviter qu'un incident ne soit provoqué par un fonctionnaire trop zélé à la frontière ...

Les détachements administratifs d'avant-garde des unités, envoyés par les divers éléments du Contingent spécial, représentant au total 42 officiers et 605 hommes de troupe, étaient tous rendus à Fort Lewis le 10 novembre. Cette façon de procéder, ainsi que les installations de Fort Lewis, permirent à l'état-major canadien de se préparer merveilleusement à recevoir de forts contingents de troupes venant des diverses régions du Canada.[37] Le 11 novembre, le premier train était en route. Chaque unité avait nommé un officier commandant des troupes pour le train, et des officiers responsables des trains avaient été nommés par le Q.G. de l'Armée. La répartition de l'autorité et des responsabilités entre les officiers commandants des troupes et les officiers responsables des trains était plutôt vague, de sorte qu'il en résulta quelques difficultés et malentendus.

De nombreux malentendus résultèrent, semble-t-il, de l'insuffisance d'instructions préalables, car tout se passa sans difficulté dans tous les cas où chacun avait été bien informé de ses fonctions. D'une façon générale, l'Armée semblait avoir retenu son expérience administrative des mouvements de troupes acquise pendant la seconde guerre mondiale, mais oublié un grand nombre des facteurs humains qui influent sur l'exécution des ordres de mouvement. Avant l'acheminement général vers Fort Lewis, les soldats suscitèrent beaucoup de difficultés dans les trains. Cependant, après un certain nombre d'instructions données par l'adjudant-général, le maj.-gén. Macklin, la ligne de conduite à suivre se précisa, et le nombre d'incidents diminua. L'adjudant-général avait décrété qu'aucun soldat ivre ne serait autorisé à monter dans un train, que les officiers et sous-officiers devaient s'assurer qu'aucun alcool ne serait monté à bord des trains et qu'il fallait exercer une vigilance de tous les instants pour que les soldats ne boivent pas d'alcool pendant le voyage; les officiers devaient empêcher les soldats d'entrer dans des débits d'alcool ou de se procurer des spiritueux par d'autres moyens pendant les arrêts prolongés.[38]

Il semble que ces instructions aient été appliquées à la lettre; les rapports des officiers responsables des trains sur le transfert à Fort Lewis ne signalent pour ainsi dire aucun problème de discipline. Des fonctionnaires ferroviaires ont même à plusieurs reprises exprimé leur satisfaction du comportement des soldats. Les comptes rendus d'inspections comparées «avant et après» ne signalent que très peu de dégâts causés par les soldats.[39]

Le premier train quittait Valcartier avec quinze minutes de retard, le

11 novembre 1950, emportant 14 officiers et 267 hommes de troupe du 2e bataillon du 22e R. Le bataillon arrivait à Fort Lewis cinq jours plus tard avec sept heures de retard. A une exception près, dont il sera question plus tard, ces trains militaires continuèrent à rouler sans incidents pendant encore dix jours. Le dernier des vingt-deux trains prévus au programme arriva à Fort Lewis à 10 h. du soir le 21 novembre, amenant 19 officiers et 319 hommes de troupe du 2e bataillon du *P.P.C.L.I.*[40] L'opération «Sawhorse», comme les chemins de fer l'ont appelée, a effectué le transport de 286 officiers et 5,773 hommes de troupe* à Fort Lewis et a coûté $436,534.11[41].

Ce mouvement si bien organisé et si bien réussi fut cependant assombri par la tragédie qui, le 21 novembre, éprouva le 2e régiment de la *R.C.H.A.* A 10 h. 35 du matin, un train transportant des troupes de cette unité télescopa, juste à l'est de Canoe River (C.-B.), un autre train voyageant de Vancouver à Montréal. Les locomotives et les wagons de tête des deux trains déraillèrent mais il n'y eut aucune perte parmi les voyageurs du train civil. Les wagons de tête du train militaire furent projetés en bas d'un talus et démolis. Les survivants se mirent immédiatement à la tâche pour dégager leurs camarades, pendant que le Dr P. J. E. Kimmet, d'Edson (Alb.) et une infirmière civile offraient bénévolement leurs services. Ce n'est que quatre heures plus tard qu'un train spécial apportant les fournitures médicales indispensables et amenant deux médecins et huit infirmières arrivait sur les lieux. Les blessés furent ramenés à Edmonton et les autres conduits à Wainwright. Il fut très difficile de retrouver les corps, car un feu de mazout en avait rendu un grand nombre méconnaissables. Au total, on comptait 17 morts, y compris quatre soldats dont les corps n'ont jamais été retrouvés. Les dépouilles des treize autres furent ramenées à leurs parents en avion par l'A.R.C. ou par chemin de fer dans les cas de ceux qui habitaient tout près.[42]

L'accident fut causé, semble-t-il, par suite d'un malentendu de la part des autorités du CN. Le chef du train civil se dirigeant vers l'est avait cru qu'il croiserait le train militaire à Cedarside, à l'est du lieu de la collision, alors que le train militaire se dirigeant vers l'ouest avait reçu instruction de croiser le train civil à Gosnell, c'est-à-dire à l'ouest du lieu de l'accident. Les deux trains se heurtèrent donc dans une courbe prononcée. et malgré leur faible vitesse relative ils ne s'aperçurent l'un l'autre que quelques instants avant le télescopage. Les soldats blessés eurent de la chance qu'un médecin civil pût s'occuper d'eux sans retard; en effet, le médecin du train militaire était descendu à Edmonton.[43] Les artilleurs sains et saufs, après un bref repos et le temps de réorganiser leur équipement, quittaient Wainwright pour Fort Lewis le 29 novembre.

Une fois le mouvement terminé, le groupe d'unités qui s'étaient

---

*Ce chiffre ne comprend pas les membres des divers détachements d'avant-garde partis pour Fort Lewis avant le 11 novembre.

concentrées à Fort Lewis constituaient la 25e brigade d'infanterie canadienne. Par la suite, on se servit rarement de l'expression «Contingent spécial de l'Armée canadienne», même en parlant d'unités comme les services postaux de base et le personnel des transports qui ne faisaient pas partie de l'ordre de bataille de la brigade.

Le lt-col. Stone et ses *Patricias* (qui étaient loin d'avoir poussé sérieusement leur instruction) passèrent moins de quatre jours à Fort Lewis. Le lendemain de son arrivée, le bataillon défilait avec les autres unités de la brigade sur la grande place d'armes du camp North, et saluait le ministre de la Défense nationale. Deux jours plus tard, le 25 novembre, il quittait Seattle à destination de la Corée, à bord du navire américain *Private Joe P. Martinez.* Son effectif de 927 hommes, à l'embarquement, comprenait le détachement administratif signalé plus haut qui, à son arrivée, fut incorporé au réseau d'entretien du théâtre des opérations.[44]

Juste avant le départ du bataillon, la direction de l'instruction militaire estimait qu'il serait prêt à monter en ligne le 15 mars 1951.[45] En réalité, l'unité devait entrer en action un bon mois plus tôt que ces prévisions, et subir ses premières pertes au combat dans les collines coréennes le 22 février 1951.

CHAPITRE V

LES CANADIENS SE PRÉPARENT AU COMBAT

Intervention de la Chine

LE SECRÉTAIRE à la Défense des États-Unis avait investi le gén. MacArthur de pouvoirs très étendus quant à l'invasion éventuelle de la Corée du Nord, et celui-ci avait porté ses opérations au nord du 38e parallèle dès le 7 octobre 1950.[1] A cette date, la 1re Division de cavalerie américaine avait franchi la ligne de démarcation en direction de Pyongyang, capitale de la Corée du Nord, qu'elle occupa douze jours plus tard.[2] Le 10e Corps d'armée américain, engagé jusque-là aux alentours d'Inch'on et de Séoul, reprit encore une fois la mer et, le 26 octobre, commençait à débarquer sur la côte est, dans le port de Wonsan, capturé le 11 octobre 1950 par la 3e Division de la République de Corée.[3] Deux puissantes formations se trouvaient ainsi à pénétrer profondément au coeur de la Corée du Nord, la Huitième Armée américaine sur la côte ouest et le 10e Corps américain sur la côte est. On a souvent reproché à MacArthur l'erreur de ne pas avoir unifié le commandement de cette phase des opérations en Corée. En exerçant lui-même la direction tactique des opérations, de son Q.G. de Tokyo, il confirmait chez plusieurs les rumeurs de mésentente entre le lt-gén. W. H. Walker, commandant de la Huitième Armée, et le maj.-gén. E. M. Almond, commandant du 10e Corps américain, considéré comme agissant indépendamment, du point de vue opérationnel.[4] Bien que ce fût là une dérogation à la pratique normale en matière de commandement, on justifia cette décision en invoquant le fait que les deux formations étaient séparées par la crête de hautes montagnes, appelée chaîne Nangnim.

Lorsque le 2e bataillon du *P.P.C.L.I.*, accompagné de son complément administratif, partit de Seattle le 25 novembre, la guerre de Corée semblait tirer à sa fin. Mais quand le navire accosta à Yokohama, le 14 décembre, les choses avaient changé du tout au tout: les forces communistes chinoises étaient entrées en lice en Corée du Nord, à la surprise complète du haut commandement des Nations Unies. Le fait que celui-ci n'avait pas pris au sérieux les menaces répétées d'intervention des communistes chinois exige une explication car déjà, depuis le 21 octobre, le département d'État des États-Unis avait cessé de les considérer comme une simple tentative d'intimidation.[5]

Il est difficile d'imaginer comment une personne quelque peu renseignée sur l'histoire récente de la Chine pût penser que le régime de Mao Tsé-

toung resterait indifférent à la présence de troupes américaines sur le Yalou. Comme Allan S. Whiting l'a démontré de façon convaincante, depuis leur arrivée au pouvoir, les communistes chinois manifestaient une hostilité constante et tapageuse à l'égard de tout ce qui était américain.[6] On ne peut que supposer que les dirigeants de l'O.N.U. n'avaient pu comprendre la mentalité des chefs d'une nation nouvelle vouée à la destruction des régimes «coloniaux» installés sur ses frontières; c'est ce qui a dû les porter à penser que la Chine accepterait leurs déclarations d'intentions pacifiques.

Le gouvernement communiste chinois avait peut-être pris la décision d'intervenir en Corée du Nord dès le début d'octobre, lorsqu'il apprit que les forces américaines avaient franchi le 38e parallèle.[7] A la fin d'octobre, six armées chinoises, de trois divisions de 10,000 hommes chacune, avaient traversé le Yalou. La 39e et la 40e armées pénétrèrent en Corée du Nord à Sinuiju; la 38e et la 42e à Manp'ojin. Ces quatre armées étaient des éléments de la célèbre Quatrième Armée de campagne du gén. Lin Piao, qui avait vaincu les forces nationalistes en 1949, et elles furent les premières formations communistes à attaquer celles de l'O.N.U. Moins de deux semaines plus tard, deux autres armées, la 50e et la 66e faisaient leur apparition dans la zone de combat. Accompagnées de quatre divisions d'artillerie, de plusieurs régiments de transport et d'un régiment de cavalerie, l'effectif total de ces forces était d'environ 180,000 hommes. Cinq armées faisaient face à la Huitième Armée américaine, tandis que la sixième se dirigeait vers l'est à la rencontre du 10e Corps américain.

Ni les colonnes en marche des Nations Unies, ni leur reconnaissance aérienne n'avaient pu déceler ces vastes mouvements, exécutés la nuit dans le plus grand secret. Le premier prisonnier chinois fut capturé par la 1re Division de la République de Corée à Unsan le 25 octobre, et neuf autres furent pris avant la fin du mois dans divers autres secteurs. Bien que les prisonniers eussent parlé d'abondance et sans contrainte, le service de renseignements de la Huitième Armée hésitait à annoncer une concentration aussi massive uniquement sur la foi de ces renseignements non confirmés par d'autres sources. Dès le début, l'armée de la Corée du Nord comptait dans ses rangs des soldats qui avaient reçu leur instruction des communistes chinois en Mandchourie, et il paraissait logique de présumer que ceux-ci envoyaient des renforts additionnels au delà du Yalou pour soutenir les divisions ébranlées de l'armée de la Corée du Nord. Le service de renseignements du quartier-général du haut commandement de l'Extrême-Orient n'ignorait pas la présence de forces importantes sur la frontière de la Mandchourie, mais le fait qu'elles n'avaient rien fait pour rallier les Coréens du Nord en déroute semblait indiquer que «les communistes chinois et soviétiques, en dépit de leurs manifestations constantes d'intérêt et de leurs déclarations grandiloquentes, avaient décidé de cesser leurs contributions coûteuses à une cause perdue». La déclaration que Chou-En-Laï avait faite à l'ambassadeur de l'Inde, le 3 octobre, à l'effet que la Chine enverrait des

troupes à l'aide de la Corée du Nord si les armées des États-Unis ou des Nations Unies franchissaient le 38e parallèle ne fut considérée qu'une simple mesure «de chantage diplomatique[8]».

Pendant les dernières semaines d'octobre, alors que les forces de l'O.N.U. poursuivaient les débris de l'armée de la Corée du Nord en direction du Yalou, la question brûlante de l'intervention possible des communistes chinois ne cessa de préoccuper les divers échelons du commandement de l'O.N.U. Mais, le 27 octobre, alors que des milliers de soldats chinois organisés traversaient le Yalou, le haut commandement des Nations Unies et de l'Extrême-Orient les croyait encore sur le point d'entrer en action en Mandchourie, et déclarait que «le moment propice à une telle intervention était passé depuis déjà longtemps[9]».

Néanmoins, le 31 octobre, le brig. Fleury faisait rapport au comité des chefs d'état-major à Ottawa que le service de renseignements de Tokyo était intrigué par les témoignages des prisonniers chinois qui affirmaient avoir franchi la frontière mandchoue en formations organisées le ou vers le 19 octobre. La résistance de l'ennemi devenait plus acharnée aux environs de Chongsanjangsi et dans la région accidentée au nord et au nord-ouest de Hungnam. Un régiment de l'armée de la République de Corée avait été encerclé, les éléments d'avant-garde de trois divisions de cette armée avaient été immobilisés et la Huitième Armée avait commencé à préparer des positions défensives afin d'empêcher une attaque de flanc contre les troupes américaines et britanniques qui progressaient le long de la côte ouest. Les troupes de la République de Corée qui progressaient vers l'intérieur à partir de la côte est se heurtaient aussi à une résistance accrue. Fleury ajoutait que le G.Q.G., vu les déclarations des prisonniers, surveillait de très près l'évolution du combat sur le front en général.[10]

Dès la fin de la première semaine de novembre, il était devenu évident qu'il s'agissait d'une intervention massive. Les avions de reconnaissance de nuit rapportaient maintenant un fort mouvement de véhicules sur toutes les routes conduisant à la Corée du Nord, particulièrement dans la direction de la Huitième Armée américaine.[11] Au G.Q.G., à Tokyo, on commençait à s'inquiéter sérieusement de la situation, bien que le 9 novembre, on n'estimât encore qu'à 30,000 ou 40,000 hommes l'effectif de ces forces. Le lt-col. P. F. L. Sare, qui assistait aux conférences quotidiennes du G.Q.G. pour le compte du brig. Fleury, constata que l'atmosphère avait changé. Il écrivit à Ottawa:

> Depuis plusieurs jours déjà, les divers officiers préposés aux renseignements se bornent à mentionner les faits qu'ils connaissent sans exprimer la moindre opinion sur les futurs mouvements probables des deux côtés. Tous semblent attendre les événements et hésiter à formuler une opinion, de crainte d'être pris en défaut.[12]

Sare avait l'impression que, pour la première fois, on se rendait compte que la guerre «pourrait bien durer assez longtemps». On parlait d'une «campagne d'hiver» et on demandait des vêtements chauds. A To-

kyo, on n'avait de ces vêtements que tout juste ce qu'il fallait pour une seule division.[13]

La présence d'importantes forces chinoises n'ébranla pas le gén. MacArthur. Bien qu'elles aient constitué une menace assez grave pour nécessiter un repli général de la Huitième Armée sur la rivière Ch'ongch'on, il ordonna la reprise de l'avance sur la côte occidentale. Au début, les communistes chinois cédèrent du terrain et la Huitième Armée ne rencontra qu'une faible résistance. Le 9e Corps américain progressa le long de la côte ouest à partir de Séoul le 5 novembre 1950[14], et dès la troisième semaine de novembre les éléments avancés des formations du secteur occidental étaient rendus presque aussi loin au nord que lors de la première attaque des Chinois. Ces succès portèrent le service des renseignements du G.Q.G. à continuer de douter de l'exactitude des témoignages non confirmés des prisonniers à l'effet que plus de 300,000 soldats communistes chinois organisés avaient déjà pénétré en Corée du Nord. Le quartier général des forces d'occupation du Commonwealth britannique (*B.C.O.F.*), dans son rapport hebdomadaire à Melbourne, en Australie, à Wellington, en Nouvelle-Zélande, et au *War Office,* à Londres, mentionnait qu'au 17 novembre il y avait en Corée du Nord trois armées chinoises et une division additionnelle déployées en un grand cercle derrière un écran de troupes nord-coréennes réorganisées, dans le dessein apparent d'empêcher les forces de l'O.N.U. de s'emparer de toute la Corée du Nord. Ce rapport ajoutait que les opérations de la Huitième Armée au cours de la semaine suivante révéleraient si l'intervention se poursuivait ou si les Chinois, après avoir imposé un délai, allaient se retirer et abandonner les forces de l'O.N.U. à la merci de l'hiver en Corée du Nord.

Le 24 novembre, le gén. MacArthur déclencha une nouvelle grande offensive. Quelques années plus tard, il prétendit que cette opération n'était qu'une reconnaissance en force destinée à découvrir les positions et l'effectif véritable du nouvel ennemi.[15] En réalité, les ressources totales de la Huitième Armée et du 10e Corps américains furent engagées.[16] Ce fut une reconnaissance coûteuse. Deux jours après le début de cette opération, les formations américaines se heurtèrent aux positions principales de l'ennemi, à mi-chemin entre P'yongyang et le Yalou, et furent immédiatement attaquées par des forces très supérieures. Avançant sur le flanc droit de la Huitième Armée qui, comme nous l'avons vu, était séparée du 10e Corps américain par plusieurs milles de montagnes quasi infranchissables, les Chinois transformèrent l'offensive de l'O.N.U. en retraite et en déroute.

La contre-offensive chinoise déborda le 2e Corps de la République de Corée, repoussa l'avance de la 25e Division américaine et pénétra profondément dans les positions de la 2e Division américaine, décimant la brigade turque placée sous son commandement. Les promesses rassurantes que le gén. MacArthur avait faites aux troupes américaines tout juste avant le début de cette offensive avortée, à l'effet qu'ils seraient de retour dans leurs

foyers avant Noël, paraissaient maintenant pécher par optimisme. De grandes quantités de matériels et de fournitures tombèrent aux mains de l'ennemi et les pertes furent lourdes. La 1re Division de fusiliers marins du 10e Corps américain fut encerclée et, à un certain moment, on crut que la 2e Division américaine avait été éliminée en tant qu'unité de combat[17]. A la suite de ces échecs, on ordonna la retraite générale. Dans le secteur oriental, on établit un périmètre défensif autour du port de Hungman d'où les éléments survivants du 10e Corps américain furent évacués le 24 décembre 1950.[18] Dans le secteur ouest, la Huitième Armée américaine retraita sur une distance de 70 ou 80 milles vers des positions au sud de P'yongyang et, le 16 décembre 1950, occupait des positions sur la rivière Imjin, au nord de Séoul.[19]

Arrivée des Canadiens en Corée

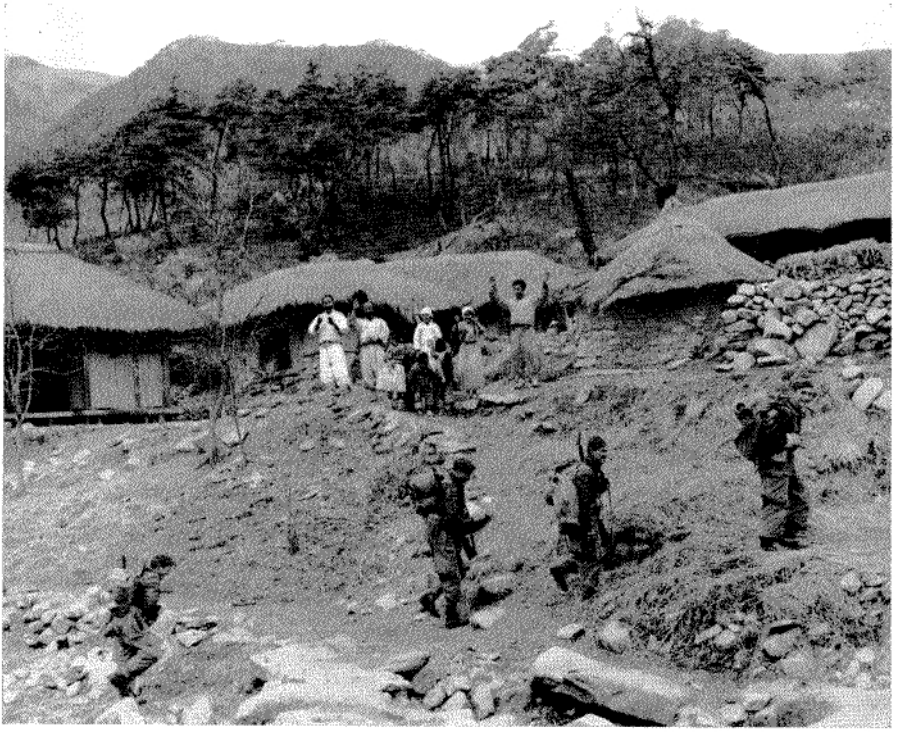
Ce fut dans cette atmosphère chargée de désastres imprévus que le brig. Fleury accueillit le 2e bataillon du *P.P.C.L.I.* en Extrême-Orient. Le rôle d'occupation qu'on lui avait destiné n'existait plus. Au contraire, il s'agissait désormais de la rapidité avec laquelle on pouvait lancer le bataillon dans la mêlée afin d'enrayer l'avance des ennemis du nord.

Le 14 décembre, le brig. Fleury avait fait rapport au comité des chefs d'état-major que:

> . . . la question de trouver des logements et un terrain d'entraînement convenables pour le 2e bataillon du *P.P.C.L.I.* en Corée a été un véritable casse-tête. Au début, nous avions accepté provisoirement ... des aménagements satisfaisants à Taegu. Par mesure de précaution additionnelle, le service avancé des eaux avait inspecté un autre endroit à Pusan.
>
> Il y a quelques jours, on nous a informés de Pusan que le quartier général de la Huitième Armée américaine et certaines autres unités se proposaient de retraiter jusqu'à Taegu et que la Huitième Armée avait décidé de s'attribuer les logements d'abord réservés au 2e bataillon du *P.P.C.L.I.*... De nouveaux renseignements reçus du 2e Commandement logistique nous apprennent que la région de Pusan sera aussi réservée aux besoins de la Huitième Armée.[20]

Fleury décrivait ensuite d'autres endroits que l'on avait examinés et qui, à tour de rôle, pour diverses raisons, lui avaient été subséquemment refusés. On décida finalement d'installer le 2e bataillon du *P.P.C.L.I.* près de Pusan, dans les logements déjà occupés par le service avancé des eaux.

Le service avancé des eaux (ainsi nommé pour le distinguer d'un petit groupe d'avant-garde déjà arrivé par avion) avait été organisé pour préparer l'arrivée de la 25e Brigade d'infanterie. Les 31 officiers et 317 soldats qui le composaient[21] s'étaient embarqués à Seattle le 21 octobre, pensant que leur destination était Okinawa. Au cours du voyage, ils apprirent que l'on avait décidé de réduire le contingent canadien à un seul bataillon et, depuis leur arrivée à Pusan, le 7 novembre, ils ignoraient complètement le rôle qu'on; leur réservait. L'arrivée du *P.P.C.L.I.* mit fin à l'incertitude. Le brig. Fleury



W.H.Olson

"LIBÉRATION" À LA CORÉENNE

Des hommes du 2e bataillon du *P.P.C.L.I.* à la poursuite des Chinois en retraite, mars 1951.

KAP'YONG

Les positions du 2e bataillon du *P.P.C.L.I.* dans la vallée de la Kap'yong, vues de l'ennemi, mai 1951.

W.H.Olson

LE MAINTIEN DES COMMUNICATIONS

Un signaleur canadien vérifie les lignes téléphoniques de la 25e brigade; il est aidé d'un des nombreux jeunes Coréens qui se joignirent à la Brigade en qualité de "travailleurs indigènes", en mai 1951.

put enfin leur dire qu'à part quelques hommes requis pour compléter l'effectif de la section administrative du bataillon, les autres membres du groupe seraient renvoyés par avion pour rejoindre leur unité à Fort Lewis. La futilité de cette randonnée à travers le Pacifique, au cours de laquelle des officiers importants et des centaines d'hommes durent rester oisifs dans un pays lointain, à attendre une force expéditionnaire qui ne devait arriver que le printemps suivant, offre un exemple des incertitudes qui font le désespoir de ceux qui sont chargés de préparer les plans d'opérations militaires. On aurait bien pu garder en Corée le service avancé des eaux pendant les quelques semaines additionnelles qui précédèrent la décision d'expédier le reste de la 25e Brigade. Mais la nature décisive de l'intervention chinoise n'était pas apparente lorsqu'on décida de le retirer. Le 5 janvier 1951, le dernier avion qui les transporta était parti.

Le jour même où Fleury expédiait son rapport à Ottawa, le transport qui portait les *Patricias* et leur complément administratif partait de Yokohama et, après une escale à Kobe pour y prendre des renforts de fusiliers marins, accostait au quai 2, à Pusan, à 3 h. 45 de l'après-midi le 18 décembre. Le débarquement des 45 officiers et 873 soldats commença à 7 h. du soir.[22]

La Huitième Armée demande une action immédiate

La veille, le maj. E. G. Brooks, du service avancé des eaux, avait téléphoné au brig. Fleury à Tokyo. La Huitième Armée lui avait signifié que le 2e bataillon du *P.P.C.L.I.* ne devait rester à Pusan que trois jours pour le déballage de son matériel. Le bataillon devait ensuite se rendre à un camp d'entraînement situé aux environs de Suwon. Fleury avait déjà été prévenu de ce plan par un message qu'un membre de son état-major lui avait adressé de Pusan le 3 décembre.[23] En confirmant cet avis au chef d'état-major général, Fleury mentionna que Suwon se trouvait à environ vingt milles ail sud de Séoul.[24]

Les autorités canadiennes considérèrent cette proposition avec appréhension. Il paraissait évident qu'à cause de la situation militaire, le général commandant la Huitième Armée allait employer le *P.P.C.L.I.* avant qu'il eût terminé son entraînement. Néanmoins, le maj.-gén. H. A. Sparling, vice-chef d'état-major général, en réponse à ce télégramme, déclarait: «... pourvu que les directives données au commandant du *P.P.C.L.I.* en date du 13 novembre 1950 aient été communiquées à tous les intéressés, le gouvernement canadien a décidé de ne faire aucune nouvelle démarche auprès des autorités américaines concernant l'utilisation du 2e bataillon du *P.P.C.L.I.* en Corée». Le maj.-gén. Sparling demanda en outre au brig. Fleury de s'informer officieusement si l'envoi à Suwon était dicté par une nécessité tactique.[25]

Les instructions au lt-col. Stone avaient été rédigées à la lumière d'une

telle éventualité. On pouvait bien employer un bataillon à demi entraîné à des fins d'occupation, mais c'était tout autre chose de s'attendre qu'il combattît. Le paragraphe pertinent était ainsi rédigé:

> Au cas où des opérations seraient en cours lors de votre arrivée en Corée, vous ne devez pas y participer, sauf pour votre propre défense, avant d'avoir terminé l'instruction de vos hommes et que vous soyez assuré de la préparation de votre unité au combat. Cette réserve quant à l'emploi de votre unité a été soulignée au commandant des forces des Nations Unies en Corée.

Le 19 décembre, le vice-chef d'état-major général compléta ses premières instructions en citant un mémoire du sous-ministre.

> Le cabinet a décidé, relativement au 2e bataillon du *P.P.C.L.I.* qui devait à ce moment-là débarquer à Pusan, qu'ayant placé ce bataillon sous le commandement unifié et ayant signifié à celui-ci que le commandant de cette unité avait reçu instruction de ne participer à aucune opération, sauf pour sa propre défense, jusqu'à ce qu'il ait terminé la période d'instruction requise, il serait inopportun que le gouvernement canadien fasse de nouvelles démarches au sujet des régions d'entraînement et de déploiement en Corée.[26]

Ces communications eurent pour effet d'empêcher le brig. Fleury, en sa qualité de représentant des chefs d'état-major, de discuter le choix d'un camp d'entraînement aussi rapproché d'une ligne de combat fluide, ou de s'opposer à l'emploi prématuré du *P.P.C.L.I.* Le commandant de ce bataillon, après une série de discussions stériles avec les membres de l'état-major du gén. Walker, se rendit en avion à Séoul le 20 décembre afin d'exposer le cas au commandant de l'armée lui-même. Ni le commandant de l'armée, ni son chef d'état-major, n'était disposé à accepter le point de vue de Stone. La situation au front paraissait menaçante. Bien que la retraite des forces de l'O.N.U. vers la rivière Imjin eût entraîné une pause dans les hostilités, il était évident que les forces communistes chinoises étaient en train de se regrouper et de renouveler leurs approvisionnements en vue d'une reprise de leur offensive. Le gén. Walker voulait que le 2e bataillon du *P.P.C.L.I.* procédât immédiatement vers le front pour se joindre au 29e groupe indépendant de brigade d'infanterie britannique qui occupait une position en réserve derrière les défenses de la rivière Imjin, au nord de Séoul. Si cet ordre avait été exécuté, le 2e bataillon du *P.P.C.L.I.* eût subi toute la furie de l'assaut lancé contre la 29e Brigade dix jours plus tard. Le lt-col. Stone, tout en répugnant à commencer son association avec les forces de l'O.N.U. de si mauvaise grâce, tenta d'expliquer son attitude. Mais il devint bientôt évident que ni le gén. Walker, ni son chef d'état-major, n'avait pris connaissance des instructions données à Stone. Le chef d'état-major était d'avis que la préparation des *Patricias* était tout aussi complète que celle des troupes américaines engagées sous le commandement de la Huitième Armée. En quoi il avait probablement raison, car la constitution des forces américaines sur le théâtre des hostilités avait exigé une forte réduction de la période d'entraînement des renforts.

Toutefois, Stone avait des responsabilités non seulement envers la

Huitième Armée, mais aussi envers le gouvernement canadien. Il savait qu'avec le souvenir encore tout frais à la mémoire des Canadiens du prétendu manque de préparation à Hong-Kong en 1941, le gouvernement voulait qu'il résistât à toute pression qu'on pût exercer pour qu'il engageât son bataillon encore inexpérimenté dans une opération vouée au désastre. Ses objurgations verbales étant restées sans résultat, il montra ses instructions. Le commandant de l'armée consentit alors immédiatement à ce que le bataillon canadien complétât les huit semaines d'entraînement que Stone jugeait indispensables.[27] Trois jours plus tard, le 23 décembre, le gén. Walker perdit la vie dans un accident d'automobile et son remplaçant, le 1t-gén. Matthew B. Ridgway, ne revint pas sur la question de la participation des Canadiens aux batailles acharnées qui suivirent.

Les conséquences de l'expédition hors du Canada de troupes n'ayant pas terminé leur entraînement s'étaient manifestées une fois de plus. Aucune perte de vie n'en résulta, mais l'embarras d'avoir à refuser un ordre opérationnel (sans parler des ennuis ainsi occasionnés) fut tout à fait disproportionné à l'importance de notre contribution. Il est peut-être heureux qu'il n'existe aucune trace de la réaction de la Huitième Armée à ce sujet.

Dans l'intervalle, le bataillon était débarqué à Pusan. Le journal de marche du bataillon rapporte cet événement:

> Les corps de musique de l'Armée et de la Marine de la République de Corée étaient au débarcadère. Un peu plus tard, la musique de l'Armée américaine arriva et nous accueillit sur l'air de *If I Knew You Were Coming I'd Have Baked a Cake* ... Le bataillon commença à débarquer à 1930 heures ... Un courrier considérable nous attendait.[28]

Par sa proximité du continent, l'île de Mokto, où le *P.P.C.L.I.* devait passer les dix jours suivants, ressemble quelque peu à Hong-Kong, bien qu'un pont traverse l'étroit bras de mer. La ville de Pusan bâtie sur la terre ferme déborde également sur l'extrémité est de l'île. Près de cette banlieue insulaire, au pied d'une colline escarpée qui domine le port, le service avancé des eaux s'était installé dans plusieurs bâtiments scolaires en bois et en stuc. Pour le logement des *Patricias,* on avait érigé des tentes sur les terrains de jeux de l'école et prévu tout le confort possible. C'est là que le détachement restant du service avancé des eaux du *P.P.C.L.I.* rejoignit son unité.

Stone écrivit ses premières impressions de la Corée dans une lettre qu'il adressa au brig. Rockingham:

> La Corée est un pays sale et pauvre ... Seul, le travail ardu pourra dissiper l'ennemi qui ne manquera pas de nous envahir bientôt ... Les maladies, sauf les maladies vénériennes, ne seront probablement pas à redouter au cours de l'hiver, mais comme tous les champs sont fertilisés avec les excréments humains, les problèmes sanitaires se présenteront sans doute au printemps et au cours de l'été. La poussière est chargée de microbes et cause des troubles respiratoires, mais l'infirmerie n'a encore que quelques malades ...[29].

A son retour à Pusan, le lt-col. Stone trouva son bataillon occupé au déballage et au triage de la masse de fournitures et de matériels qui les avait accompagnés. On constata un manque inexplicable de certains ustensiles de cuisine et de tentes mais, à part quelques exceptions, le bataillon était amplement doté de fournitures techniques. Les premières batteries reçues pour les postes de radio portatifs des pelotons étaient inutilisables, vu que les fiches de raccord des fils des postes ne pouvaient s'adapter aux prises de courant des batteries. Les montres manquaient, les caisses ne contenant que de la sciure de bois et des morceaux de plomb.[30]

Un terrain situé à environ cinquante milles au nord de Pusan fut assigné au bataillon comme camp d'entraînement et, le 23 décembre, un groupe de reconnaissance commandé par le maj. H. D. P. Tighe, commandant en second du bataillon, partit pour préparer les lieux.[31] Ce fut le meilleur emplacement que le bataillon occupa pendant tout son séjour en Corée. Situé dans un grand verger sur le bord de la rivière Miryang, tributaire du Naktong, le camp était exempt des odeurs infectes des rizières qui allaient devenir si familières. Bien que la rivière fût couverte de glace presque tous les matins et que le nombre des réchauds fût insuffisant dans les tentes d'escouade américaines, les *Patricias* devaient souffrir bien davantage au cours des mois suivants.

Le transport des troupes par camion au camp de Miryang commença le 27 décembre, deux jours après la célébration de la fête de Noël agrémentée de bons repas, d'une distribution de bière et de cadeaux reçus des familles. Le 29 décembre, le bataillon était installé dans son camp d'entraînement, heureux d'être débarrassé de la congestion et de la saleté de Pusan.

Dans l'intervalle, à Tokyo, le brig. Fleury s'occupait de l'approvisionnement. Le 11 décembre, il avait informé le quartier-maître général qu'on n'aurait besoin de rien envoyer du Canada sauf les articles de vêtement. Mais les pertes considérables d'équipement subies au cours des retraites dans le nord menaçaient de compliquer l'équipement initial du *P.P.C.L.I.* Le matériel destiné aux Canadiens pouvait bien être détourné pour répondre aux besoins des troupes déjà au combat.[32] Quant au ravitaillement, Fleury assurait au quartier-maître général que le bataillon pourrait s'approvisionner en grande partie à la base du Commonwealth britannique en Corée. Pour ce qui était du matériel américain, véhicules, mortiers et lance-fusées, il proposait que la force canadienne demandât tout simplement les articles dont elle aurait besoin aux services d'intendance de l'armée américaine.[33] Plus tard, les circonstances spéciales du théâtre de la guerre en Corée vinrent compliquer ces arrangements improvisés, mais en général ils fonctionnèrent de façon satisfaisante pendant toute la durée de la campagne.

Le programme d'instruction en campagne du 2e bataillon du *P.P.C.L.I.* avait été dressé en vue de préparer l'unité au combat dans le plus bref délai possible. Les mauvaises nouvelles qui parvenaient constamment du nord ne

permettaient pas le moindre relâchement. Le 26 décembre, le lt-gén. Ridgway prenait le commandement de la Huitième Armée américaine en Corée (EUSAK) «et de toutes les unités attachées» et adressait aux troupes un message dans lequel il disait:

> Sur bref préavis, j'ai déjà dû assumer de lourdes responsabilités au combat, mais jamais encore je n'avais eu une meilleure occasion de rendre service aux nôtres et à notre nation en luttant contre un danger qui menace le monde entier et que les peuples libres ne peuvent tolérer ... Je ferai de mon mieux. J'espère que vous en ferez autant.

Dans ce même message, le gén. Ridgway demandait que ses paroles soient portées à la connaissance du plus grand nombre d'hommes possible, y compris ceux des contingents de l'O.N.U., à l'intention desquels on devait les traduire promptement au besoin.[34]

La nouvelle offensive chinoise

Au cours de novembre, trois nouvelles armées chinoises, la 20e, la 26e et la 27e, étaient entrées en Corée du Nord. Elles se composaient de quatre divisions chacune, ce qui portait à 30 le nombre des divisions alignées contre les forces de l'O.N.U. Ces nouveaux renforts chinois s'étaient portés contre les forces de la Corée du Sud le long de la côte orientale, ce qui laissait les 18 divisions de la 4e Armée de campagne en présence de 9 divisions de l'O.N.U. au centre et à l'ouest. La nouvelle offensive chinoise fut déclenchée la veille du Jour de l'An en direction de Séoul et de Kap'yong à l'ouest et de Wonju au centre.

Quatre divisions chinoises et trois divisions réorganisées nord-coréennes ouvrirent l'assaut. Dès l'après-midi du Jour de l'An, l'ennemi avait franchi la rivière Imjin et pénétré jusqu'à neuf milles de Uijongbu dans le secteur du 1er Corps américain, à 6 milles au sud de Tongduch'on dans le secteur du 9e Corps américain et atteint Kap'yong à l'arrière du 3e Corps de la République de Corée.[35] Dirigeant leurs attaques le long des lignes de démarcation des corps et des divisions et sur le terrain élevé bordant la route principale de Séoul, les troupes communistes avancèrent rapidement.

Cette fois-ci, cependant, le commandement de l'O.N.U. était bien prévenu. Sachant que l'ennemi n'était guère capable de soutenir une avance prolongée du fait que ses lignes d'approvisionnement étaient dominées par notre aviation et que les réserves chinoises non encore engagées étaient considérables, il décida de faire évacuer Séoul et d'ordonner un repli au sud de la rivière Han. Ce repli n'eut pas lieu sans combats acharnés, car l'ennemi s'efforçait de couper la retraite des troupes de l'O.N.U. par le moyen d'infiltrations, d'encerclements et d'embuscades. La 27e Brigade du Commonwealth britannique, qui avait été gardée en réserve, se retira en combattant et, traversant Uijongbu, couvrit la retraite de Séoul de la 1re Di-

vision de cavalerie et de la 24e Division américaines. Après avoir franchi la rivière Han, le 4 janvier, elle se concentra finalement deux jours plus tard à environ 45 milles au sud-est de Séoul. La 29e Brigade indépendante d'infanterie britannique, en réserve du 1er Corps américain au début de l'offensive, reçut l'ordre d'occuper une position de couverture à dix milles environ au nord de Séoul, où elle fut attaquée par des forces considérables dans la matinée du 3 janvier. Après avoir perdu un grand nombre d'hommes et 14 chars d'assaut, dans un combat de va-et-vient qui dura toute la journée, la brigade reçut l'ordre de se retirer au sud de la rivière Han et d'occuper une position près de la côte ouest, à deux milles au nord de P'yongt'aek.

Dans l'intervalle, les *Patricias* n'étaient pas restés oisifs. Le 5 janvier, Stone ordonna une reconnaissance des routes conduisant à Taegu au cas où le bataillon serait appelé à renforcer le périmètre défensif de cette base vitale. L'entraînement collectif porta surtout sur la mobilité en pays montagneux et l'on tira des leçons de l'expérience du contingent britannique sur la préparation de la défense contre les attaques de nuit et la constitution «d'îlots» de compagnie sur les élévations. Le programme d'entraînement de Stone visait à l'endurcissement physique de ses soldats. Le trajet vers la Corée, qui avait duré plusieurs semaines, n'avait guère contribué à les mettre en forme. L'alpinisme, les marches dans la campagne et les exercices ardus furent entremêlés avec le maniement des nouvelles armes américaines dont ils commençaient à se servir. Les nombreuses méthodes de déploiement et de reconnaissance qu'il faut apprendre pour assurer une réelle mobilité furent pratiqués constamment. Les *Patricias* étudièrent aussi les moyens d'éviter les erreurs commises par leurs prédécesseurs au cours de la campagne, et perfectionnèrent leur tactique de section et de peloton sur le terrain de choix de leur ennemi, c'est-à-dire en montagne.

A Miryang, ils rétablirent la réputation de débrouillardise des Canadiens. Par exemple, ils découvrirent qu'une bâche enfoncée dans une remorque de jeep formait une baignoire très acceptable et qu'avec un seau d'eau chaude par heure, au moins 12 hommes pouvaient prendre un bain confortablement. Un article de l'équipement canadien se révéla bientôt peu satisfaisant. Les brodequins de l'armée, à semelles de cuir ferrées, n'offraient guère de protection contre le froid et s'usaient rapidement à la marche en terrain rocailleux ou schisteux. Le lt-col. Stone demanda qu'on les remplacât par les longues bottes de l'armée américaine à semelles en composé synthétique.[36]

Le temps se maintint généralement beau et froid avec quelques légères chutes de neige. Le 11 janvier, une garde d'honneur fut rassemblée pour recevoir le drapeau bleu et blanc des Nations Unies des mains du col. James Plimsoll, délégué de l'Australie à la Commission des Nations Unies en Corée. L'ennemi ayant renouvelé sa pression contre les lignes de l'O.N.U. dans le secteur nord, attaquant cette fois-ci les divisions de la République de

Corée, il se produisit une situation dangereuse dans la région même où se trouvait le bataillon canadien, ce qui apporta un réalisme imprévu dans son entraînement.

La chasse aux guérillas

Une recrudescence de l'activité des guérillas, apparemment ordonnée en vue de coïncider avec la poussée des forces communistes le long de la côte orientale, fournit au bataillon un ennemi réel. Dans la soirée du 13 janvier, deux attaques séparées de guérillas contre des véhicules du 16e Régiment de campagne de l'Artillerie royale de la Nouvelle-Zélande, – qui s'était installé dans les environs pour son entraînement, – avaient tué deux artilleurs et en avait blessé deux autres. Trois jours plus tard, le lt H. T. Ross, commandant d'un peloton du *P.P.C.L.I.*, fut légèrement blessé par une balle d'un tireur embusqué. Le lt-col. Stone obtint de la Huitième Armée la permission de consulter la police militaire coréenne locale afin de se renseigner sur les emplacements des cachettes possibles des guérillas, à la suite de quoi il désigna le maj. C. V. Lilley, commandant de la compagnie «B», pour diriger une opération contre eux.

La route de Pusan à Miriyang traversait la région infestée par les guérillas, c'est-à-dire la vallée de la rivière Naktong, dominée au nord par une montagne de 2,700 pieds connue sous le nom de T'ogok-san. Dans cette même région, la compagnie «C» avait aidé à la préparation de la «Ligne Radar», dernier périmètre défensif de Pusan, et pouvait prêter son concours le cas échéant. Le 16 janvier, l'opération de nettoyage commença. Les trois pelotons de la compagnie «B», assistés d'escouades de la police coréenne, commencèrent par cerner le territoire, puis montèrent à l'assaut des cavernes des rochers où se cachaient les guérillas. C'était une tâche épuisante contre un ennemi insaisissable. A 9 h. 30 du soir, après une journée employée à fouiller les villages désertés à la recherche de munitions et de matériel, une petite bande de guérillas fut aperçue cheminant le long d'une crête. On ouvrit immédiatement le feu et elle se dispersa. Plus tard, on trouva sur les lieux des traces de sang, des armes et des vivres abandonnés, qui témoignaient de la précision du tir des *Patricias.*

Le lendemain, deux autres petits groupes furent aperçus dans les champs et les cellules, et on leur infligea de nouvelles pertes. En trois jours, la compagnie «B» découvrit plusieurs caches de vivres et de munitions, tua deux guérillas et en blessa plusieurs autres; elle délivra aussi trois soldats du génie américain qui faisaient partie d'une équipe chargée de l'entretien des routes et qui avaient été pris sous le feu d'une petite bande ennemie. En une occasion, un groupe de 40 hommes de la compagnie «C», dirigée par le commandant de cette compagnie, le maj. J. H. B. George, prêta main-forte à la compagnie «B» dans l'escalade d'une hauteur escarpée au nord de

T'ogok-san d'où l'on chassa une petite bande de guérillas.[37]

Dans son rapport, rédigé le lendemain de cette opération, le major Lilley écrivait notamment ce qui suit:

> Les soldats ont appris à vivre, à se réchauffer et à subsister sans abri. Je considère que la chasse aux guérillas constitue le meilleur exercice possible de compagnie ... elle permet de maîtriser toutes les leçons tactiques et administratives qu'il y a à apprendre. Si cette région est laissée en paix pendant trois ou quatre jours, et qu'on y renvoie ensuite une compagnie, je suis certain que nous pourrons alors tuer quelques ennemis de plus.[38]

Les *Patricias* commençaient à prendre la mesure de leur ennemi.

Problèmes de commandement et de contrôle

Pendant la période d'entraînement collectif des *Patricias,* surgit un problème irritant qui devait être une source de difficultés pendant toute la durée de la campagne. Il s'agissait du commandement et du contrôle des détachements envoyés sur le théâtre des opérations pour s'occuper du travail administratif des forces en campagne. Les soldats affectés à ce travail étaient disséminés par petits groupes à partir du front jusqu'aux bases de la Corée du Sud et du Japon, et se trouvaient intégrés aux unités d'intendance américaines et britanniques où ils s'occupaient de la distribution du matériel canadien. Les instructions données au brig. Fleury les soustrayaient entièrement de son commandement. Les directives données au lt-col. Stone donnaient à entendre qu'il n'avait aucune responsabilité quant aux détachements administratifs, mais les télégrammes qui lui furent adressés subséquemment par l'adjudant général insistait sur le fait qu'il devait effectivement les commander.[39]

Fleury trouvait ce système défectueux. Il était d'avis que Stone ne pouvait commander son bataillon au front et en même temps s'occuper de la surveillance d'hommes attachés aux unités d'intendance américaines et britanniques à des centaines de milles à l'arrière. En décrivant cette situation, il disait que les conditions géographiques à elles seules faisaient obstacle à tout contrôle effectif; le commandant du 2e bataillon du *P.P.C.L.I.* serait obligé «de regarder par-dessus son épaule» ce que faisaient les détachements disséminés du service de l'intendance tandis qu'il devrait se concentrer sur la conduite de la bataille.[40] Cette observation devait se retrouver dans plusieurs lettres et télégrammes avant que le brig. Rockingham et la 25e Brigade fussent arrivés sur le théâtre des hostilités pour se trouver en présence du même problème sur une bien plus grande échelle.

Le Q.G. de l'Armée ne prit à cette époque aucune mesure visant à la nomination d'un commandant des troupes de base canadiennes. Le succès de l'intervention chinoise exigeait qu'on étudie de nouveau l'avenir du reste du Contingent spécial de l'Armée canadienne, mais l'examen de ce problème fut différé jusqu'à ce que l'on pût prendre une décision générale. Le

brig. Fleury ne reçut aucune directive en vue de la solution de ce problème jusqu'à ce que l'arrivée des derniers éléments de la 25e Brigade parût régler la question. Stone adopta le point de vue de Fleury et assigna au maj. Brooks (qui avait été nommé sous-adjoint de l'adjudant et du quartier-maître général du Canada à la base du Commonwealth britannique) les fonctions d'un commandant de détachement, et lui confia la direction des unités administratives. Plus tard, Fleury envoya en Corée l'un de ses deux principaux officiers d'état-major pour y assumer cette tâche. Ce mécanisme d'administration et de contrôle devait par la suite soulever d'autres difficultés, mais fonctionna en somme assez bien jusqu'à l'arrivée du reste de la brigade, alors qu'on trouva finalement le moyen de résoudre le problème.

Le *P.P.C.L.I.* part pour le front

A la fin de janvier, le 2e bataillon du *P.P.C.L.I.* avait atteint un stade avancé d'entraînement. Le 2 février, le lt-col. Stone commença un exercice de bataillon qui se termina le 7 février. Cet exercice, appelé «Maple Leaf» avait pour but d'apporter les dernières retouches à des semaines de travail portant sur tous les aspects de l'avance, de l'attaque, de la défense et de la retraite. Le 8 février, Stone annonça à Fleury, à Tokyo, qu'il serait prêt à accepter une tâche opérationnelle dès le 15 février.[41] Une semaine plus tard, le gros du bataillon se mettait en marche vers le front.

Depuis le début, les *Patricias* pensaient qu'ils iraient au combat sous le commandement du 29e Groupe de brigade indépendant de l'infanterie britannique, qui était arrivé en Corée en novembre 1950, directement du Royaume-Uni. Un officier de liaison canadien, le cap. J. M. Bowie, qui était arrivé par avion avec le petit groupe avancé aéroporté, avait été attaché au Q.G. de la brigade pendant plusieurs semaines. Ce fut seulement le 9 février, à 3 h. 50 de l'après-midi, deux jours après la conclusion du dernier exercice des *Patricias,* qu'on reçut un message de la Huitième Armée annonçant que, le 5 février, le bataillon devait se diriger vers le secteur occupé par le 9e Corps américain, où il serait placé sous le commandement de la 27e Brigade d'infanterie du Commonwealth.[42] Une demi-heure après, arrivait un message du brig. T. Brodie, commandant la 29e Brigade, confirmant ce changement apporté au plan, à son grand désappointement; il exprimait l'espoir de se trouver «aux côtés du 2e bataillon du *P.P.C.L.I.* un de ces jours[43]». La journée se termina par l'arrivée d'un détachement de renfort venant de Fort Lewis, comprenant 23 soldats, ce qui complétait presque l'effectif du bataillon.

Le brig. Fleury expliqua dans leurs grandes lignes les raisons du changement de destination dans l'un de ses rapports périodiques aux chefs d'état-major à Ottawa. On avait jugé que ce renfort serait plus utile à la 27e Brigade, qui était plus faible que la 29e, et occupait un secteur plus expo-

sé.[44] La 27e Brigade d'infanterie du Commonwealth était une unité aguerrie qui avait participé aux opérations en Corée depuis la défense du périmètre de Pusan. Son commandant, le brig. B. A. Coad, qui avait commandé une division dans le nord-ouest de l'Europe pendant la seconde guerre mondiale, était arrivé avec sa brigade en août, de Honte Kong. Au début, la brigade était composée de deux unités: le 1er bataillon du *Middlesex Regiment (Duke of Cambridge's Own),* qui avait combattu aux côtés des Canadiens à Hong-Kong en 1941, et le 1er bataillon du *Argyll and Sutherland Highlanders (Princess Louise's).* Plus tard, le 3e bataillon du *Royal Australian Regiment*, la 60e *Indian Field Ambulance* et le 16e *New Zealand Artillery,* étaient venus se joindre à la brigade. L'addition du 2e bataillon du *P.P.C.L.I.* la rendait tout à fait représentative du Commonwealth.

L'avant-garde des *Patricias* arriva le 12 février dans la région de concentration située à proximité du Q.G. du 9e Corps américain. Ce nouvel emplacement se trouvait tout près de la ville de Changhowon, point de jonction d'une rivière et d'un chemin de fer, à 45 milles environ au nord-ouest de Séoul et qui n'offrait que peu d'agréments. Il faisait un froid pénétrant accompagné de rafales de neige. On y découvrit plusieurs cadavres des habitants de l'endroit et la maladie était générale parmi le reste de la population civile qui se cramponnait encore désespérément à la protection primitive de ses villages en ruines. Le gros du bataillon arriva à 1 h. de l'après-midi, le 17 février, après un trajet de deux jours sur une distance de 150 milles par des routes encombrées, à travers des montagnes infestées de guérillas et des défilés dangereux. Le lt-col. Stone se présenta immédiatement au Q.G. tactique de la 27e Brigade d'infanterie du Commonwealth.[45]

CHAPITRE VI

LES PREMIERS COMBATS

Avance et contact, du 19 au 28 février

LE 16 FÉVRIER, pendant que le 2e bataillon du *P.P.C.L.I.* poussait vers l'avant pour engager le combat, la 27e Brigade d'infanterie du Commonwealth britannique était en lice à l'extrémité ouest du secteur du 10e Corps américain. Rajeunie, la Huitième Armée américaine poussait vers l'ouest sous les ordres de son nouveau commandant, le gén. Ridgway, malgré le combat défensif acharné qui se déroulait plus à l'est. La 27e Brigade devait progresser vers le nord-est, sous le commandement de la 2e Division américaine, dans la direction générale de Hongch'on, à partir de positions situées juste au nord de Yoju. Mais le 17 février Ridgway déplaça les limites des corps pour permettre au 10e Corps américain de se concentrer davantage contre de nouvelles attaques chinoises[1], et c'est ainsi que la 27e Brigade passa sous le commandement du 9e Corps américain. Elle se trouvait donc sur la droite du front du corps et elle avait à sa gauche la 1re Division de cavalerie américaine. Le 21 février la 6e Division de la République de Corée était déployée à sa droite et assumait aussi la défense de la limite du front du corps. La brigade continua alors son avance entre la 1re Division de cavalerie américaine et la 6e Division de la République de Corée.[2] En quelques jours ce mouvement fit partie d'une avance générale vers le 38e parallèle contre les combats d'arrière-garde que livraient les Chinois et les Nord-Coréens.

La monotonie sans fin de nombreuses collines anonymes est une des difficultés qui surgissent lorsqu'on cherche à décrire les batailles qui se sont livrées en Corée. Les Canadiens désignaient tout simplement ces collines par leur altitude en mètres, tandis que les Américains cherchaient plutôt à leur donner des noms descriptifs. Nous nous sommes efforcés autant que possible, dans le présent ouvrage, de les désigner par leurs noms coréens, encore que ceux-ci soient, pour la plupart, aussi énigmatiques que les numéros.

Le 17 février les *Patricias* arrivaient à Changhowon-ni, située à deux milles au sud de Yoju. Deux jours plus tard, Stone faisait passer le bataillon à Chuam-ni, dans la zone de la brigade, et à 11 h. du matin ce jour-là les Canadiens remontaient la vallée vers le nord en vue de capturer la cote 404.[3] Ce premier jour de l'avance, les hommes apprirent de lugubre façon combien il est dangereux de sous-estimer un ennemi chinois. Ils virent en effet au bord de la route les cadavres de 65 soldats américains que les Chi-

nois avaient surpris la nuit et massacrés dans leurs sacs de couchage. A compter de ce moment, les Canadiens se servirent de couvertures plutôt que de sacs de couchage sur les lignes de front. La cote 404, premier objectif du bataillon, n'était pas défendue; les *Patricias* l'occupèrent donc sans opposition.

Le 20 février, le brig. Coad convoqua ses chefs de bataillon pour leur communiquer de nouveaux ordres. L'opération «Killer» du gén. Ridgway allait bien et, décrétant une autre avance, il avait donné l'ordre au 9e Corps de lancer une nouvelle offensive le lendemain. La brigade avait pour mission de pousser en direction nord-est vers son objectif ultime: les hauteurs situées au nord-ouest de Hoensong. Elle allait être flanquée à gauche de la 1re Division de cavalerie américaine et, à droite, de la 6e Division de la République de Corée. Le 10e Corps devait tenter d'effectuer un crochet vers la droite en vue d'isoler Hoengsong et de capturer un grand nombre de soldats ennemis.[4]

Le brig. Coad fixa les objectifs intermédiaires de cette opération qui, espérait-il, allait durer trois jours. Comme on se dirigeait vers un pays montagneux, on fit venir de l'arrière 250 porteurs coréens pour chaque bataillon. Les *Argylls* et le *P.P.C.L.I.* allaient battre la marche. Les *Patricias* devaient partir du voisinage de Sangsok, situé à quelque 4,000 yards à l'est de la cote 404; à 10 h. du matin, le 21 février, Stone et ses hommes commencèrent donc à remonter la vallée qui s'étendait vers le nord à partir de ce village. De chaque côté, la vallée était bordée de collines dont la hauteur variait de 800 à 1,400 pieds. Une pluie neigeuse transformait les routes et les pistes en fondrières et la vallée s'embrumait rapidement. Malgré ces difficultés, le bataillon réussit à progresser. La compagnie «D» fut la première à prendre contact avec l'ennemi lorsque ses éléments de tête essuyèrent, près de Chohyon, un feu émanant des hauteurs situées au nord-est. Cette rafale fut la seule résistance ennemie, et dès 5 h. du soir le Q.G. tactique s'établissait dans le petit village de Wol; les compagnies se déployèrent dans les collines avoisinantes et les troupes reçurent leur première ration de rhum de la campagne. Les flancs abrupts des collines étaient recouverts d'une glace traîtresse; deux officiers firent des chutes graves et durent être évacués. Les chaumières de Wol-li n'étaient occupées que par les cadavres d'enfants morts, et Stone se dit quelque temps plus tard que c'était peut-être à cet endroit qu'il avait attrapé la petite vérole qui l'atteignit au cours du mois suivant.

Dans les collines, les positions se trouvaient à 400 mètres d'altitude et les troupes durent se creuser des tranchées dans plusieurs pieds de neige. Le froid devint rigoureux et les parkas des soldats leur gelaient sur le corps. On ne pouvait prendre d'autres mesures de précaution que d'obliger les hommes à marcher environ toutes les 15 minutes. La nuit s'écoula bien lentement.

Le lendemain, soit le 22, le bataillon continua à remonter la vallée,

nettoyant les hauteurs de chaque côté de celle-ci. La compagnie «C» du maj. George fut la première à perdre des hommes au combat; en effet, quatre de ses soldats furent tués et un autre blessé au cours d'une attaque à deux pelotons contre la cote 444. A mesure que les troupes se rapprochaient de la cote 419, au fond de la vallée, l'opposition devenait de plus en plus acharnée; il s'agissait là d'un des deux promontoires qui dominent le col menant à la vallée suivante. Dans l'après-midi, la compagnie «B» essuya un feu émanant de la cote 419 et le maj. Lilley décréta une attaque par deux pelotons qui envahirent les avant-postes chinois. Le lt-col. Stone donna l'ordre à la compagnie «A» de consolider les positions ainsi conquises par Lilley et il commença les préparatifs en vue d'un assaut de la colline par tout le bataillon dès le lendemain matin.

Menée par les compagnies «C» et «D», cette attaque débuta à 9 h. du matin le 23 février; toutefois, un assaut imprécis au moyen de bombes incendiaires par l'Aviation américaine, contre la cote 444, eut pour effet d'immobiliser l'avance de la compagnie «C», de sorte que la compagnie «D» dût attaquer seule. Elle se heurta à une résistance énergique et pas un seul soldat ne parvint à atteindre l'objectif. Mais enfin, à la tombée de la nuit, Stone ordonna aux deux compagnies de se retrancher au-dessous du promontoire situé à gauche de la cote 419. L'ennemi avait fait quatorze victimes au cours de cette journée, soit six morts et huit blessés. Les pentes des collines qui dominaient le col étaient abruptes et couvertes de broussailles; sur ces versants difficiles à gravir, nos troupes avaient grand-peine à repérer et à prendre à partie un ennemi insaisissable. Le brig. Coad fit passer le *3rd Royal Australian Regiment* jusqu'à la cote 523 sur la droite du *P.P.C.L.I.* et les Australiens, qui essuyaient de leur côté un feu nourri émanant de la cote 614, d'où l'ennemi maîtrisait l'accès est du col, se retranchèrent aussi pour la nuit.

Le lendemain, la compagnie «D» (sous les ordres du cap. J. G. Turnbull) chercha de nouveau à atteindre la crête près de la cote 419, en s'avançant cette fois de la droite, le long du promontoire. La compagnie poussa de l'avant après un feu préparatoire d'artillerie de la part des Néo-Zélandais et un bombardement aérien par l'Aviation américaine, et elle réussit à atteindre les abords de l'objectif. Mais, prise à partie sur les deux flancs de même que sur l'avant, elle dut se replier et se retrancher en deçà de l'objectif. A l'est, les Australiens échouèrent aussi dans leur attaque contre la cote 614 qui dominait l'objectif de la compagnie «D».

Le 23, le pont qui enjambait la rivière Han avait été emporté à la suite du gonflement de ce cours d'eau par les fortes pluies, et bientôt les provisions de vivres, d'essence et de munitions vinrent à manquer. Le 26, un déserteur nord-coréen franchit les lignes et déclara aux interrogateurs de la brigade que trois bataillons des 124e et 125e Divisions chinoises défendaient les positions qui dominaient le col. Les autres unités de ces divisions préparaient simultanément des positions dans la chaîne de collines située plus au

nord. Dans les circonstances, on décida de suspendre toutes nouvelles attaques contre la cote 419. Le bataillon effectua des patrouilles à partir des positions de ses compagnies jusqu'au 27 février, alors que les Australiens réussirent à s'emparer de la cote 614. Grâce à ce succès de nos troupes, l'ennemi ne pouvait plus tenir la cote 419 et les *Patricias* s'en emparèrent le 28 février sans opposition sérieuse; ils s'y retranchèrent après y avoir trouvé et fait évacuer les cadavres de quatre soldats canadiens qui avaient péri dans des engagements antérieurs. De toute évidence, les Chinois les avaient ramenés avec leurs propres morts et les avaient ensuite dépouillés de leurs vêtements. Le lendemain, on s'occupa surtout d'ouvrir la route sinueuse qui menait au col.

Dès le 1er mars, la brigade occupait des positions à la pointe d'un long saillant; la 1re Division de cavalerie américaine et la 6e Division de la République de Corée étaient échelonnées à l'arrière, sur la gauche et la droite respectivement. Le 3 mars, le *Middlesex* et les *Argylls* firent un bond considérable vers le nord pour occuper des positions sur les cotes 484 et 450, tandis que les *Patricias* passaient en réserve pour se décrasser et se reposer.

Les positions avancées se trouvaient maintenant à peu près à deux milles au nord du col; elles surplombaient une vallée allant de l'est à l'ouest et le village de Hagal se trouvait tout au fond de la vallée presque immédiatement sous leurs positions. La brigade s'accrocha à cet endroit, attendant que la ligne se redressât et que les flancs fussent consolidés. En moins de deux semaines, elle avait franchi seize milles en terrain difficile, face à une résistance d'arrière-garde très acharnée. Jugée d'après les normes de la seconde guerre mondiale, cette avance n'avait rien de spectaculaire; mais l'incertitude quant aux intentions et aux dispositifs ennemis exigeait une avance prudente; on n'avait pas oublié les leçons de l'automne précédent.

La contrée qui s'offrait maintenant à la vue des troupes du Commonwealth différait du terrain déjà franchi, surtout à un égard assez important. Jusque-là, les vallées étaient généralement orientées du nord au sud et sillonnées de rivières qui, coulant vers le sud, se jetaient dans le Han. Or, les vallées sillonnaient maintenant le terrain de l'est à l'ouest, et les hauteurs qui les séparaient constituaient une série d'obstacles formidables au progrès de la brigade en direction nord-est. Au cours de la semaine suivante, la 27e Brigade continua d'occuper les collines surplombant le tributaire de l'Hukch'on et le village de Hagal situé le long des deux rives de ce cours d'eau. Les soldats du Génie américain améliorèrent la route qui franchissait le col afin de faciliter la circulation légère, et dès le 5 mars, la 6e Division de la République de Corée était alignée sur la droite de la brigade. Entretemps, des patrouilles avaient poussé vers le nord et vers l'ouest jusqu'à la vallée de Huk-ch'on sans établir de contact avec l'ennemi.

Reprise de l'avance, du 7 au 13 mars 1951

On crut tout d'abord que l'ennemi allait offrir le plus de résistance sur chacune des lignes de défense naturelles qui barraient la route de la brigade. Le 3 mars, le brig. Coad s'était rendu au Q.G. du 9e Corps pour y chercher des ordres; on lui fit alors part d'une nouvelle opération que la Huitième Armée désignait sous le nom de «Ripper». Sous le commandement de la 1re Division de cavalerie, la brigade allait participer à une avance jusqu'à la ligne «Albany» située à quelque huit milles au nord. Le jour «J» était fixé au 6 mars; cependant, on retarda l'attaque de 24 heures pour permettre à l'artillerie et à l'aviation de pilonner les premiers objectifs.[5]

Le 7 mars, à 6 h. du matin, la partie de l'attaque du corps qui était confiée à la brigade fut lancée sur un front de deux bataillons, les *Patricias* à gauche et les Australiens à droite. Les objectifs étaient deux collines escarpées, cotes 532 et 410, situées à peu près juste en face des positions du *Middlesex* et des *Argylls.* La route à travers le col restait difficile, et les sentiers descendant vers la vallée, dangereux et humides; les *Patricias* ne commencèrent à attaquer qu'à 7 h. du matin.

Les *Patricias* avaient pour objectif la cote 532 et Stone envoya deux compagnies pour l'assaillir. La compagnie «A» franchit la vallée et escalada les crêtes à gauche de l'objectif, tandis que la compagnie «D» franchissait le cours d'eau à Hagal-li et gravissait la pente, de front, vers la cote 532. La compagnie «A» ne se heurta qu'à une faible résistance et, dès 8 h. du matin, elle se trouvait à moins de 1,800 yards de son objectif. La compagnie «D» eut plus de difficulté. Peu après s'être déployée à partir de Hagal-li, la compagnie essuya un feu nourri de mitrailleuse qui émanait des pentes antérieures de la cote 532, et ses progrès en furent ralentis. On ajouta des bombardements aériens au pilonnage constant par le régiment de campagne néo-zélandais et les mortiers du bataillon; cependant, il s'agissait d'une colline étendue et les Chinois y étaient bien retranchés et camouflés. L'attaque ralentit au point de se transformer en une série de combats de sections acharnés, appuyés, – quand la chose était possible, – par les chars de la 1re Division de cavalerie.

La neige commença à tomber dans l'après-midi et rendit l'observation difficile. En face d'une opposition croissante sur sa crête, la compagnie «A» se vit obligée de faire halte pour se retrancher. La compagnie «D» lança une dernière attaque vers 2 h. de l'après-midi; quelques-uns de ses hommes réussirent à atteindre le sommet de la crête au-dessus de Hagal-li, mais pour constater qu'ils essuyaient à leur tour un feu émanant d'une colline plus élevée. Stone donna l'ordre à la compagnie de se replier et il dépêcha la compagnie «B» vers l'avant pour défendre l'autre côté de la vallée. Les Chinois occupèrent de nouveau la crête sourcilleuse. La compagnie «D» se regroupa au delà de la portée des armes portatives. Cette compagnie avait perdu 34 hommes, soit 6 tués et 28 blessés.

Si l'attaque par la compagnie «D» ne remporta pas un plein succès, il reste que les hommes firent preuve du plus grand courage. Le soldat L. Bar-

ton, ordonnance du commandant du peloton de tête, se distingua tout particulièrement. Son officier et plusieurs membres du peloton ayant été blessés, il regroupa ses camarades et dirigea leur avance. Bien que blessé trois fois, il continua de combattre jusqu'à ce qu'il eût reçu l'ordre de se retirer vers l'arrière. Une bonne part du succès ultime de cette attaque peut être attribuée à sa bravoure, pour laquelle il se vit décerner la Médaille militaire, devenant ainsi le premier Canadien à être décoré dans la guerre de Corée.

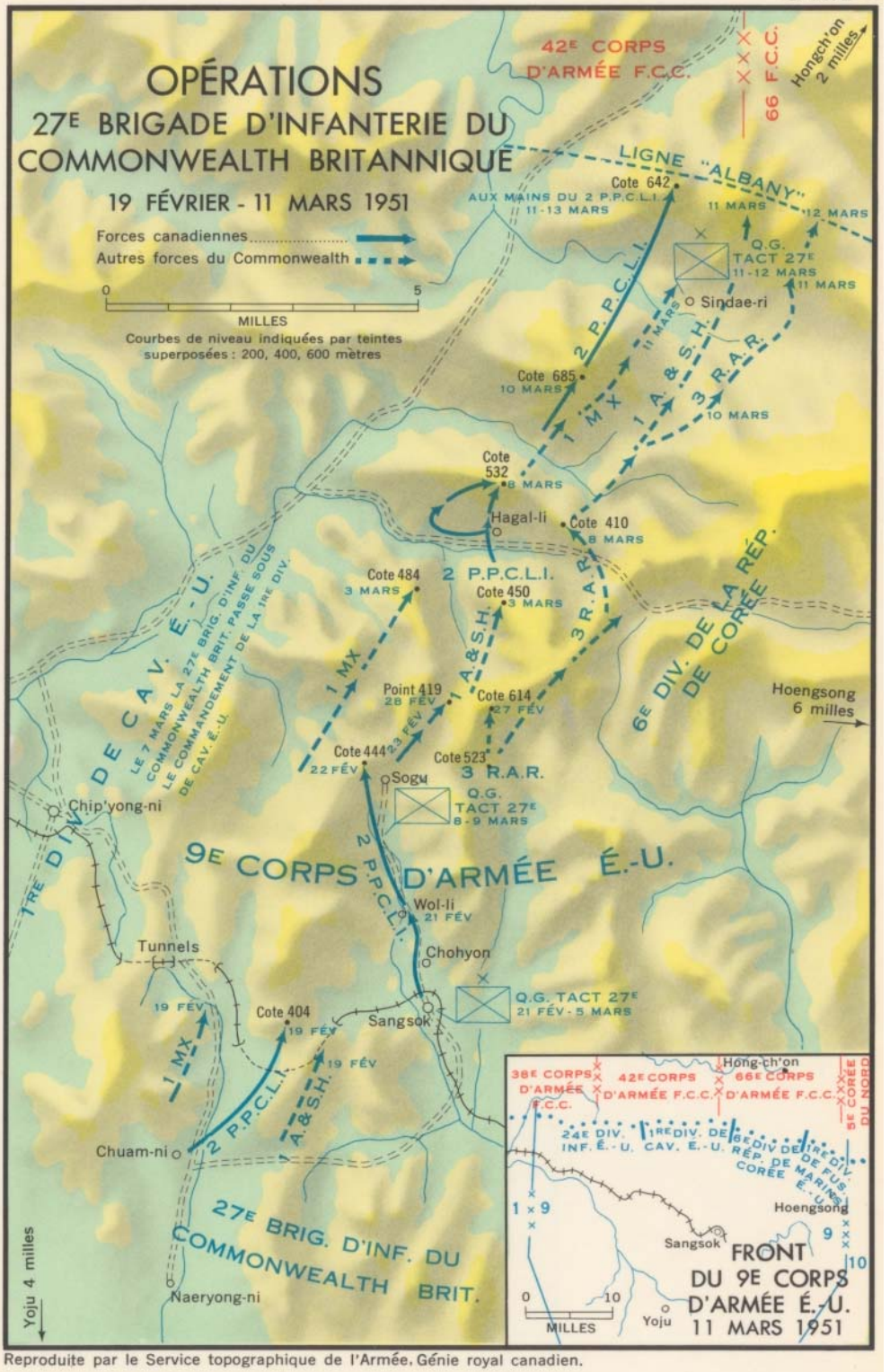
L'insuccès de la compagnie «D» s'accompagna d'échecs analogues sur les flancs gauche et droit de la brigade. Les troupes grecques de la 1re Division de cavalerie, sur la gauche, ne parvinrent pas à franchir la vallée, tandis que sur la droite, la 6e Division de la République de Corée restait à quelque six milles yards en arrière. Au sein de la brigade, les Australiens, qui se trouvaient sur la droite des *Patricias,* n'avaient pas réussi à s'emparer de la cote 410. Le lendemain matin, tout avait changé. Les Chinois avaient passé la nuit à lancer des grenades sur les positions de la compagnie «B», mais lorsque, à 5 h. du matin, les *Patricias,* furieux, mirent baïonnette au canon pour s'élancer à l'assaut de la colline sous le commandement du maj. Lilley, ils ne découvrirent que deux soldats chinois sur les positions défensives qui avaient immobilisé, la veille, la compagnie «D». Dès 9 h. du matin, la compagnie «B» était fermement installée sur la cote 532. Elle compta 47 cadavres chinois.

Chose étonnante, les Chinois avaient rompu tout contact avec nos troupes. Tout le long du front du 9e Corps l'ennemi avait disparu, laissant derrière lui des signes de départ hâtif sous forme de dépôts de munitions et de matériel. Le 9 mars, le *Middlesex* et les *Argylls* occupaient des positions sur la chaîne de collines suivante, au nord, et le 10 les *Patricias* occupaient la cote 685, nommée Kalgi-san, qui se trouvait au delà de la nouvelle vallée, en face des *Argylls.* Puis, il y eut une autre vallée à franchir et une autre colline à gravir jusqu'à ce que, le 13 mars, la 27e brigade se trouvât «coincée» entre le 1er Régiment de cavalerie et la 6e Division de la République de Corée; elle passa donc vers l'arrière, en réserve de corps d'armée. La zone des *Patricias* se trouvait près du village de Sanggwang, sur les rives de la Huk-ch'on, à environ dix milles du front.

Trois semaines de combats intermittents avaient infligé aux *Patricias* 57 pertes, dont 14 tués. Grâce à l'entraînement rigoureux qu'il avait subi dans les collines de la région de Miryang, le bataillon avait résisté à l'épreuve du combat, et il attendit sa prochaine mission avec confiance.

Dans son résumé de l'activité du *P.P.C.L.I.*, Stone déclara au chef d'état-major général que l'ennemi faisait preuve de détermination dans la défense, qu'il excellait quant à l'appui réciproque d'emplacements de tir bien situés et bien protégés, mais que par contre il ne disposait que d'un faible appui d'artillerie et de mortiers, par ailleurs assez imprécis. En un style télégraphique que lui imposait l'inconfort de son installation en campagne, il ajoutait:

CARTE 2



Reproduite par le Service topographique de l'Armée, Génie royal canadien.

> Nos troupes manifestent un manque d'entraînement élémentaire, particulièrement en ce qui concerne le soin des armes et du matériel. Bien des «rebuts» qui avaient été enrôlés à la hâte ont maintenant été renvoyés au Canada. Nos troupes sont en excellente forme physique, leur moral est élevé, et font preuve de beaucoup de cran au contact de l'ennemi. L'absence de confort, qui est à peu près générale sur ce théâtre de guerre, est compensée par l'ingéniosité de nos soldats ... En général, nous avons de bons officiers, mais les subalternes démontrent combien nous avons besoin d'une école de commandants de compagnie.
>
> L'expérience pratique sera précieuse, mais certains éléments fondamentaux des principes militaires font défaut. Les troupes sont très bien dirigées et leur ardeur à l'attaque dans des circonstances très difficiles est un bel hommage à leurs officiers.

Stone terminait son rapport par une description vivante du combat; il parlait de la difficulté de recourir efficacement à l'artillerie contre les hautes collines, ainsi que du «combat de commandant de compagnie» qui en résultait. Dans ces conditions, une bonne formation élémentaire s'imposait et «c'est au Canada et non sur un théâtre de guerre qu'on doit découvrir les faiblesses de l'individu[6]».

La crise des pertes «hors combat»

La mention que Stone faisait dans son rapport des «rebuts» qu'il avait renvoyés au Canada, se reflétait dans l'état de ses pertes. Au cours de la période d'instruction, à Miryang, 60 recrues furent blessées pendant les exercices et évacuées, et il y en eut 86 autres au cours des dix jours qui s'écoulèrent du 19 au 29 mars[7]. Il est clair que ce groupe de blessés comprenait des hommes que Stone avait renvoyés parce qu'il les estimait peu satisfaisants comme soldats, si l'on en juge par le télégramme que le brig. Fleury adressait à Ottawa dès janvier 1951.

En faisant part du retour au Canada de 12 hommes du 2e bataillon du *P.P.C.L.I.* pour des motifs d'ordre médical, il ajoutait que ces hommes «souffraient de défectuosités physiques plutôt mineures». Fleury confia à un membre de son état-major le soin d'aller les examiner. De l'avis de cet officier, c'était là «le groupe d'hommes le plus minable que j'aie jamais vus en uniformes». Le brigadier estima qu'il ne s'agissait pas de difficultés physiques, mais que Stone avait eu recours à cette méthode, en dernier ressort, pour se débarrasser des fruits du recrutement hâtif du mois d'août précédent[8]. Néanmoins, la vie dure de nos soldats dans les collines de la Corée mit bientôt à jour de véritables faiblesses physiques qu'on aurait dû dépister au moment de l'enrôlement. Un groupe de seize sous-officiers et soldats qui furent renvoyés au Japon à la mi-février comptait des hommes souffrant de bronchite chronique, de pieds plats, d'atrophie musculaire des jambes, de palpitations du coeur, de tympans perforés, d'arthrite traumatique de la colonne vertébrale, d'hernies et d'hypertension. Mais, à la fin du mois de mars, le nombre des pertes ailleurs qu'au combat était devenu négligeable;

on compléta l'effectif des *Patricias* au moyen de troupes fraîches et le problème ne se posa plus par la suite.

A Ottawa, l'adjudant général s'inquiétait au sujet d'une situation analogue qui existait au sein de la 25e Brigade, à Fort Lewis. Après avoir étudié l'expérience acquise par l'Armée américaine à cet égard, il adressa au lt-gén. Simonds un mémoire indiquant que les Américains subissaient des pertes de 10 p. 100 par mois au combat et de 8 p. 100 ailleurs qu'au combat. Cela voulait dire un taux de remplacement mensuel de 18 p. 100. Lorsqu'on ajoutait le grand nombre de soldats qui étaient renvoyés de Fort Lewis, on obtenait un chiffre vraiment inquiétant. Le maj.-gén. Macklin écrivit: «Si nous appliquons ce taux de remplacement à la 25e Brigade d'infanterie, dont l'effectif est de 7,490 hommes, nous atteignons le chiffre étonnant de 1,350 hommes remplacés chaque mois.[9]»

Une semaine plus tard, le 13 mars, il adressait au brig. Rockingham un long message à ce sujet. Faisant remarquer que «ces hommes que vous rejetez maintenant en nombre sans cesse croissant représentent une dépense énorme d'argent et d'énergie», il prévint le brigadier que «l'effet de cette déperdition est si grave que nous aurons de la difficulté à vous envoyer des hommes formés comme renforts l'été prochain. Nous avons rejeté près de deux bataillons complets d'infanterie au cours des quatre derniers mois». La solution de Macklin à ce problème consistait à travailler plus fort pour récupérer et former ces hommes. Il croyait voir des signes d'un «tirage au flanc massif[10]». Les documents officiels renferment peu d'indices à l'appui de cette opinion. Une étude des états des pertes du printemps de 1951 révèle que les soldats libérés se répartissaient en deux grandes catégories: ceux qui posaient des problèmes disciplinaires (nombreux étaient ceux qui, dans le civil, avaient un dossier judiciaire qu'ils n'avaient pas divulgué) et les physiquement inaptes qu'un examen médical plus approfondi, à Fort Lewis, permit de découvrir. Une fois ce procédé «nettoyage» effectué, par Stone en Corée et par Rockingham à Fort Lewis, le taux des pertes ailleurs qu'au combat accusa une baisse très marquée et cessa de poser un problème.

De nouveau le trente-huitième parallèle

Un jour ou deux après la relève de la 27e Brigade, il devint évident que l'ennemi avait renoncé partout à sa tactique opiniâtre de retardement. Séoul fut libérée par la 1re Division de la République de Corée le 15 mars.[11] Le 19 mars Hongch'on était capturée par la 1re Division de cavalerie, venue de l'ouest, et la 17e Division américaine de fusiliers marins venue de l'est.[12] Deux jours plus tard, Ch'unch'on tombait aux mains de nos troupes.[13] Durant la dernière semaine de mars, on parachuta le 187e Régiment aéroporté américain près de Munsan, à 25 milles au nord-ouest de Séoul; il s'agissait d'essayer de couper la retraite à l'ennemi mais cette intervention vint trop

tard, les communistes s'étant repliés sur des positions fortifiées au nord du 38e parallèle.[14]

Une fois de plus la question de franchir le 38e parallèle se posa aux échelons supérieurs du commandement et aussi parmi les membres des Nations Unies[15]. Si les forces de l'O.N.U. devaient demeurer en Corée, elles pouvaient agir de l'une de deux façons. D'abord, chercher à remporter une victoire complète. A cette fin, les forces de l'O.N.U. avaient besoin de renforts, ainsi que de l'autorisation de poursuivre les opérations au delà des frontières de la Corée, et en particulier de permettre à l'aviation stratégique de s'attaquer aux bases chinoises en Mandchourie. Ou encore, les forces de l'O.N.U. pouvaient se résigner à une impasse ou à une «stabilisation de la position militaire[16]», dans l'espoir que des négociations subséquentes par l'O.N.U. missent fin au conflit.

Le gén. MacArthur se déclara partisan de la première solution, mais il se rendit bientôt compte que ses vues ne ralliaient pas le moindre appui chez la plupart des membres des Nations Unies. De son côté, M. Truman préférait la stabilisation, non seulement parce que les autres pays qui combattaient sous le drapeau de l'O.N.U. la réclamaient, mais parce qu'il ne semblait y avoir qu'une autre solution, soit «une guerre générale avec la Chine communiste» et le danger d'un acheminement vers un troisième conflit mondial.[17] Le concept de la «guerre limitée» était nouveau pour bien des Américains. Habitués qu'ils étaient à ne penser qu'en fonction d'une victoire totale, nombreux furent ceux qui se déclarèrent opposés à l'impasse que leurs alliés de l'O.N.U. semblaient tout à fait disposés à accepter.[18] Mais ces alliés estimaient qu'il suffisait de refouler l'envahisseur derrière le 38e parallèle pour atteindre l'objectif de l'opération. Conscients des risques d'une offensive générale en Extrême-Orient, M. Truman et ses conseillers souscrivirent à cette thèse.

La méthode employée par MacArthur pour influer sur la décision provoqua son rappel par le président. Ce n'était pas la première fois qu'il dépassait la sphère militaire de ses attributions; ce devait être cependant la dernière. Dans ce qu'un diplomate a qualifié de « pronunciamento[19]» le général fit plusieurs déclarations retentissantes au sujet des relations avec la Chine, critiqua par voie de conséquence la politique qui restreignait son intervention à la Corée, remit un ultimatum aux Chinois et offrit de discuter de conditions de paix sur le champ de bataille. M. Truman estima que MacArthur avait une fois de plus empiété sur le domaine de la politique étrangère et que, ce faisant, il avait défié son autorité et mis en cause les objectifs des Nations Unies.[20] Le 11 avril, quelques jours après la lecture à la Chambre des représentants d'une lettre de MacArthur au Leader minoritaire républicain Joseph Martin (dans lequel il critiquait le gouvernement de n'avoir pas employé des troupes chinoises de Formose), le président convoqua une conférence de presse pour annoncer qu'il remplaçait MacArthur par le lt-gén. Matthew B. Ridgway, commandant de la Huitième armée. Le lt-gén.

James A. Van Fleet se rendit immédiatement en Corée, par avion, pour assumer le commandement de la Huitième armée.

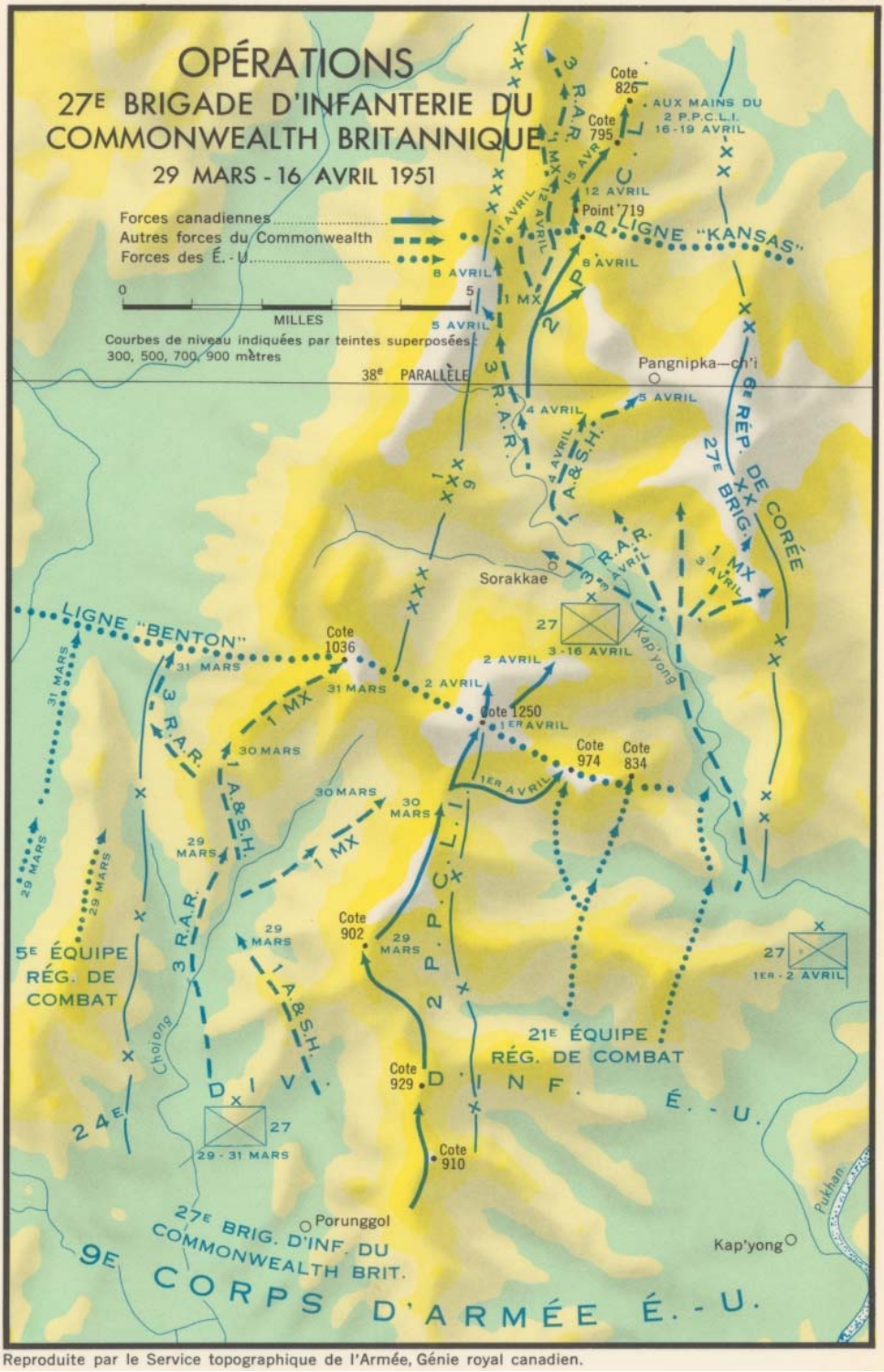
Le jour même où MacArthur faisait la déclaration provocante qui allait susciter son renvoi (24 avril), la 27e Brigade recevait l'ordre de retourner au front. Elle avait consacré ce répit à refaire ses réserves et à utiliser abondamment une unité de bains empruntée de la 1re Division de cavalerie. Le 17 mars, les *Patricias* avaient célébré l'anniversaire de leur colonel en chef par un défilé, un programme sportif et une distribution de bière. Le 23 mars, le brig. Coad retourna à Hong-Kong en congé de commisération, confiant son commandement au col. B. A. Burke, commandant suppléant de la 29e Brigade. Le lendemain, le commandant des *Patricias,* le lt-col. Stone, fut évacué vers l'arrière, ayant été atteint de petite vérole. Le maj. H. D. P. Tighe, commandant en second, assuma le commandement par intérim.

Le 24, le nouveau commandant de la brigade recevait un avertissement de se mettre en marche. La brigade, qui faisait toujours partie du 9e Corps, allait relever de la 24e Division d'infanterie américaine aux fins de l'opération suivante, soit une avance jusqu'à la ligne «Benton», située à quelque 5 milles au sud du 38e parallèle. Le brig. Burke décréta, le 25, une avance en camion qui amena sa brigade, par une pluie torrentielle, jusqu'à Tabokch'on, village sis au bord de la rivière Chojong, à environ 50 milles au nord-ouest des positions précédentes[21]. Les troupes du Commonwealth constatèrent que la 24e Division américaine progressait vers le 38e parallèle, à l'ouest de Kap'yong, deux équipes régimentaires de combat constituant les éléments de tête.[22] Le 28 mars, on retira le groupe de droite, c'est-à-dire la 19e équipe régimentaire de combat. La 27e Brigade et la 21e équipe régimentaire de combat poussèrent alors vers l'avant, continuant ainsi l'avance; la 27e Brigade se trouvait au centre et elle avait à sa gauche la 5e équipe régimentaire de combat et, à sa droite, la 21e équipe régimentaire de combat[23].

À la poursuite d'un ennemi en retraite, du 29 mars au 19 avril

L'axe de progression de la brigade gravissait la vallée de la Chojong, tributaire du Pukhan. L'opération commença à environ 5 milles au sud de la tête de la vallée, laquelle à cet endroit se prolonge vers le nord et un peu vers l'est. De chaque côté, les montagnes atteignaient des altitudes variant de 2,000 à 4,000 pieds et leurs pentes étaient sillonnées de ravins. La ligne de faîte était continue et à peu près parallèle au fond de la vallée. Le brig. Burke se proposait de remonter le chemin de la vallée avec son Q.G. pendant que les bataillons nettoieraient les collines de chaque côté. Le maj. Tighe et ses hommes avaient pour mission d'avancer vers l'est, le long de la ligne de faite.

CARTE 3



Reproduite par le Service topographique de l'Armée, Génie royal canadien.

A 2 h. 30 de l'après-midi, le 28 mars, les *Patricias* atteignaient les positions du 3e bataillon de la 19e équipe régimentaire de combat, unité qu'ils allaient relever. Ces positions se trouvaient sur la ligne de faîte, à 3,000 yards au nord-est de Porunggol et elles dominaient le terrain où l'unité devait avancer. Cette perspective n'avait rien de bien agréable. Les pentes ombragées étaient recouvertes de quatre à cinq pieds de neige, tandis que la ligne de faîte était entrecoupée de falaises abruptes et de ravins. Il n'existait aucune route carrossable, et le ravitaillement des troupes devait se faire par porteurs sud-coréens. Les armes d'appui du bataillon se limitaient à une section de mortiers de 81 mm. L'avance débuta à la cote 929, le 29 mars, et à la fin du mois les troupes avaient franchi cinq collines vers le nord. Durant cette poussée par delà les pentes rocheuses et les étendues neigeuses, l'unité ne se heurta à aucune résistance sérieuse de la part de l'ennemi. Le principal problème était celui du ravitaillement et tout le mérite en revient aux porteurs coréens qui, chaque nuit, réalisaient des prodiges d'endurance pour transporter vivres et munitions. Le 31 mars, les troupes s'arrêtèrent à la cote 1250. La 21e équipe régimentaire de combat, sur la droite, se lança à l'attaque de la ligne de faite dominée par cette colline mais sans parvenir à s'en emparer. Elle réussit, toutefois, à prendre pied sur les cotes 974 et 834.

Au début de cette avance, le brig. Rockingham rendit visite aux Canadiens. Il avait quitté Fort Lewis à destination du Japon et de la Corée le 23 mars, et six jours plus tard il gravissait une pente abrupte dans la région de la cote 929, à la recherche des compagnies de tête des *Patricias.* Le brigadier se rendit nettement compte des difficultés que présentait le terrain de la Corée, à l'occasion de son premier voyage, car son guide le conduisit par erreur à une crête qu'occupaient les *Argylls.* Aussi, fut-il contraint de dévaler une pente de 1,000 mètres et d'en escalader une autre aussi haute avant de pouvoir trouver les compagnies de tête qu'il cherchait; ce n'est qu'à minuit qu'il put prendre le chemin du retour sur ces pentes abruptes et couvertes de neige.[24]

Dès le 31 mars, la brigade avait atteint la tête de la vallée de la Chojong et s'était emparée de son objectif ultime sur la ligne « Benton», soit une colline massive désignée par la cote 1036. Comme résultat de cette poussée, on fit passer la brigade vers l'est, dans la vallée de la rivière Kap'yong; soustraite au contrôle de la 24e Division, on la plaça sous le commandement direct du 9e Corps américain.[25] Remontant la vallée de la Kap'yong, la 27e Brigade occupa le flanc gauche du 9e Corps américain; elle avait sur sa gauche la 24e Division du 1er Corps américain, et sur sa droite, la 6e Division de la République de Corée du 9e Corps américain. La brigade avait comme objectif la ligne «Kansas», située juste au-dessus du 38e parallèle; ce nom de code désignait une chaîne de collines qui allaient jouer un rôle important dans les opérations subséquentes.

Au cours de la première partie de cette avance, les *Patricias* demeurèrent en réserve de la brigade, dans la zone de Sorakkae, pendant que les au-

tres unités remontaient la vallée de la Kap'yong. Toutefois, le 7 avril, le bataillon reçut l'ordre de nettoyer une ligne de faîte depuis Pangnipko-ch'i jusqu'à la cote 719; cette ligne était parallèle à une autre semblable située sur la gauche et que les Australiens avaient déjà déblayée. L'unité franchit le 38e parallèle le lendemain et, le 11 avril, elle occupait la cote 719. Cette fois les troupes de l'O.N.U. ne reçurent pas l'ordre de libérer la Corée du Nord; elles avaient pour mission de poursuivre un ennemi en retraite et de ne lui donner aucune chance de rompre le contact et de regrouper ses forces.

Le 14 avril, l'axe de progression de la brigade fut déplacé vers le nord-ouest et, afin de protéger le flanc droit de la brigade, les *Patricias* reçurent l'ordre de consolider une crête de deux milles de longueur qui s'étendait vers le nord-est jusqu'à la cote 826. La compagnie «D» (que commandait désormais le maj. R. K. Swinton) se mit en branle à 7 h. du matin et avança sans opposition jusque vers 3 h. de l'après-midi, alors qu'elle essuya un tir émanant d'une colline intermédiaire, la cote 795. Un peloton de la compagnie «D» s'avança afin de sonder le terrain et son commandant, le lt A. Hill, fut blessé; à 4 h. 55 de l'après-midi, une attaque par toute la compagnie, appuyée du tir de l'artillerie, des mortiers et des mitrailleuses moyennes, permit d'atteindre et de nettoyer la colline. Cependant, la cote 795 était dominée par la cote 826 et, partant, intenable; le maj. Tighe donna l'ordre à la compagnie «D» de se replier sur sa position primitive et d'évacuer en même temps ses cinq blessés. Le lendemain, on essaya encore une fois d'atteindre la cote 826 et, dès 3 h. de l'après-midi, un des pelotons avait atteint ses pentes antérieures. Mais la nuit approchait et la compagnie organisa une position défensive en deçà de l'objectif. Le lendemain matin (16 avril) les troupes atteignaient sans encombre le sommet de la cote 826 et la compagnie «D» s'y consolida, harcelée seulement par le feu intermittent des mortiers ennemis.

Les Australiens avaient fait une avance parallèle sur la gauche. Ces dernières avances se firent malgré une résistance plus opiniâtre de la part de l'ennemi; cependant, de l'avis du chroniqueur de la 27e Brigade, «les deux attaques furent exécutées avec élan et précision[26]». Comme le flanc droit de la brigade était découvert, on ne chercha pas à progresser davantage. Le brig. Burke se contenta de faire effectuer des patrouilles jusqu'à ce que ses hommes eussent été relevés par les troupes de la 6e Division de la République de Corée, qui s'approchèrent sur la droite et remplacèrent la brigade le 18 avril. Une fois relevés, les bataillons se déplacèrent vers le sud jusqu'à une région située immédiatement au nord du village de Kap'yong, en réserve de corps, tandis que le 16e régiment de campagne néo-zélandais restait en arrière afin d'appuyer la 6e Division de la République de Corée.

Tout le front du 9e Corps américain se trouvait désormais au nord du 38e parallèle. Les autres corps de la Huitième armée américaine avaient aussi franchi cette ligne. Il ne restait plus, au sud de celle-ci, que le flanc gauche du 1er Corps américain, lequel se trouvait à un point situé au-

dessous du confluent des rivières Imjin et Hantan.[27]

Le combat à Kap'Yong, du 23 au 25 avril

Au cours de l'avance vers le 38e parallèle, on avait pu noter des indices d'une concentration formidable de troupes ennemies en face des 1er et 9e Corps américains dans la zone située au nord de la ligne Ch'orwon-Hwach'on.[28] En se repliant, l'ennemi s'était trouvé à redresser sa ligne et à placer ses troupes sur les hauteurs sises au nord du delta de la rivière Imjin. Mais les forces communistes avaient bien d'autres visées. Voici, en effet, le libellé d'une directive du commandant d'une division nord-coréenne:

> L'ennemi concentre toutes ses ressources dans cette offensive. Nous nous retirons sur tous les fronts. Notre repli est stratégique; il s'agit d'attirer les troupes américaines vers nos positions. Nous les frapperons, leur infligerons le plus de pertes possibles, puis nous nous retirerons. Voilà notre stratégie.[29]

L'ennemi avait toutes les troupes voulues pour exécuter son plan. Les rapports des services de renseignements du G.Q.G. révélaient qu'environ 62,000 Chinois occupaient la ligne en face du 1er Corps américain, tandis que 40,000 faisaient face au 9e Corps américain[30]; cependant, ils estimaient que l'ennemi disposait de 700,000 hommes au sud du Yalou, tant Chinois que Nord-Coréens. Le commandement de l'O.N.U. disposait de quelque 418,000 hommes (y compris les éléments administratifs) ainsi répartis: 152,000 SudCoréens, 245,000 Américains, 11,500 soldats du Commonwealth et quelque 10,000 soldats d'autres pays membres de l'O.N.U.[31].

Dès le 16 avril, des éléments des trois armées qui composaient la 1re Armée chinoise de campagne avaient pris contact avec le 1er Corps américain. Cette formation ennemie était passée au sud à partir d'une réserve située au nord de P'yongyang. Le 20 avril, un nouveau groupe de trois armées tirées de la 2e armée communiste chinoise de campagne s'étaient concentrées au sud-est de Sariwon, dans la partie occidentale de la Corée. Fatigués après de durs combats, les troupes des 1er , 2e et 5e Corps nord-coréens et de la 4e armée chinoise de campagne avaient été remplacées par des troupes fraîches tirées de la 3e armée chinoise de campagne. De toute évidence, les Communistes retiraient toutes les troupes fatiguées en vue d'une réorganisation et reconstituaient leur matériel et leurs formations en vue d'une nouvelle offensive.

L'offensive commença le 22 avril, un peu avant minuit. Le gros de l'attaque porta du côté ouest, contre les 1e et 9e Corps américains, lesquels reçurent tous l'ordre de se replier.[32] Dans le secteur du 9e Corps américain, l'attaque porta contre deux régiments de la 6e Division de la République de Corée qui occupaient des positions à 7 ou 8 milles au nord du secteur où la 27e Brigade avait été relevée.[33] Il n'existe pas d'indications claires et nettes de ce que furent, les quatre jours suivants, les mouvements et les opérations

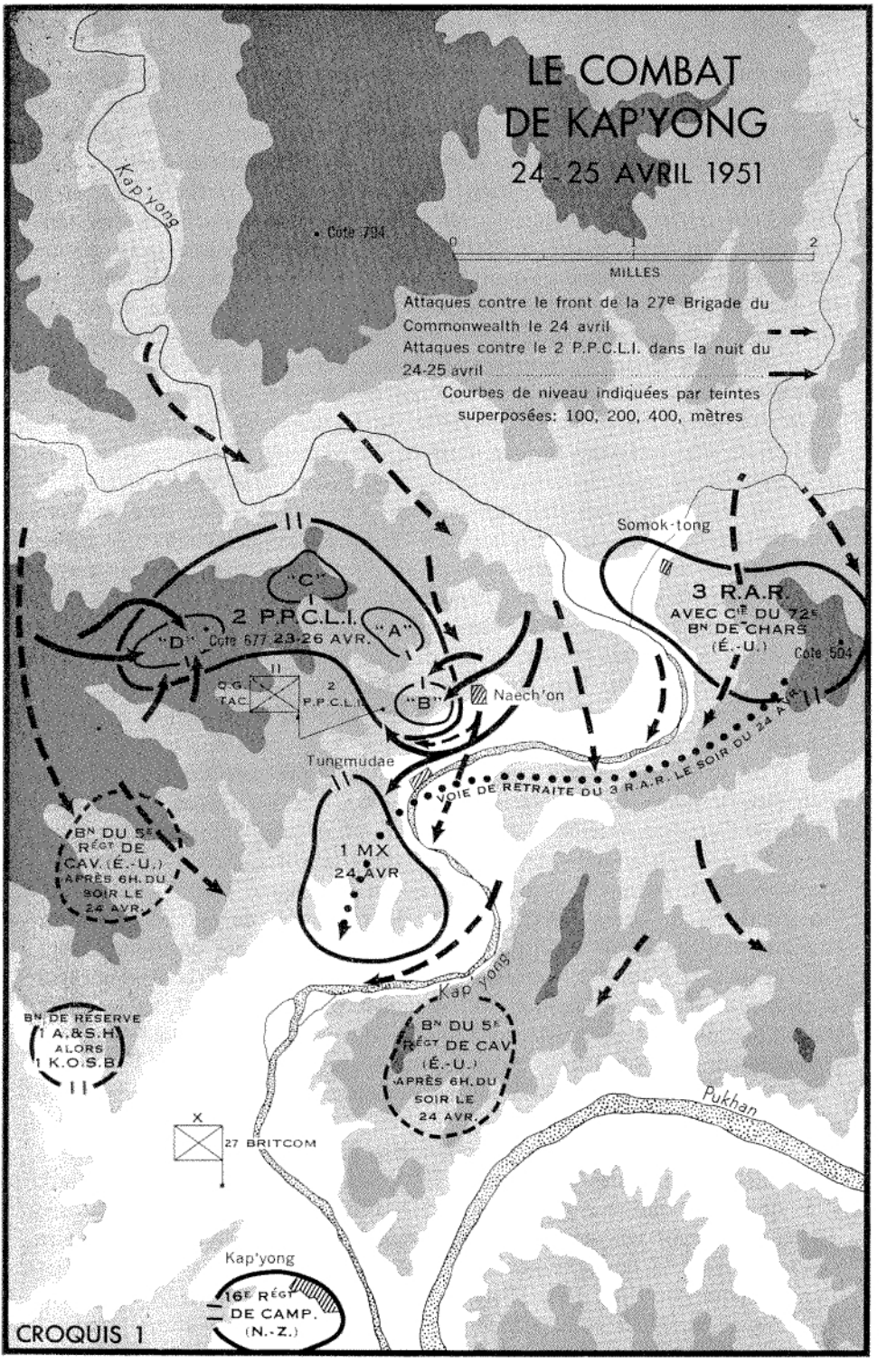
de cette division battue en brèche; nous indiquons ci-après ceux qui ont été signalés au G.Q.G. de Tokyo[34], puisqu'ils se rattachent aux opérations subséquentes de la 27e Brigade.

Le manque de renseignements détaillés au sujet de l'ennemi, surtout au niveau où se livraient la plupart des combats, était l'un des aspects inusités des opérations en Corée. Même quand la ligne était statique (après le début des pourparlers de trêve) les rapports du service des renseignements de l'O.N.U. auraient dû être abondamment parsemés de points d'interrogation. Il n'était pas facile de repérer une armée comme celle que les Chinois mirent en campagne en 1951 et 1952, car elle ne disposait que de moyens de communication primitifs, l'organisation du commandement était insaisissable et peu orthodoxe, et ses techniques de camouflage, vraiment extraordinaires; le commandement de l'O.N.U. devait presque toujours se débattre pour obtenir des renseignements. Le commandant de compagnie qui se demandait si un repli de terrain était défendu, n'avait d'autre moyen de s'en assurer que d'y dépêcher une compagnie. Lorsqu'il s'y manifestait une opposition sérieuse, le commandant rappelait la compagnie afin de préparer un assaut soigneusement monté avec un appui généreux d'aviation et d'artillerie.

La situation qui existait dans la partie centrale de la ligne avant la bataille de Kap-yong offre un exemple classique du dilemme où se trouvaient les services de renseignements de l'O.N.U. Pendant des jours, les prisonniers chinois et nord-coréens avaient parlé d'une offensive imminente qui devait venir du nord; cependant, la veille même de l'assaut chinois, des patrouilles de la 6e Division de la République de Corée (qui dut encaisser le gros de l'offensive dans ce secteur) aurait, semble-t-il, poussé des pointes vers le nord sans prendre contact avec ce que l'on croyait être deux régiments (les 350e et 351e) de la 117e Division chinoise.[35]

Trois jours plus tard, alors que l'offensive chinoise perçait de vastes brèches dans la ligne de l'O.N.U., des unités de la 6e Division de la République de Corée étaient encerclées par des formations ennemies inconnues; les 350e et 351e régiments s'étaient, de toute évidence, déplacés vers l'est afin d'attaquer la 1re Division américaine de fusiliers marins. Dès le 26, on identifia les troupes chinoises à l'attaque comme faisant partie de la 60e Division, une des formations de la Troisième armée de campagne, que l'on croyait être quelque part au nord-ouest de P'yonggang. Cette division réussit à se déplacer vers le sud à notre insu, à travers la campagne nord-coréenne, à se grouper en formation de combat, puis à pousser subitement vers le sud pendant des jours sans être identifiée. Le temps et le terrain n'étaient pas les seuls facteurs qui faisaient de la Corée un champ de bataille difficile.[36]

Le premier choc de l'attaque refoula les deux régiments de la République de Corée à quelque 10 milles au sud, où, aux petites heures du


LE COMBAT
DE KAP'YONG
24-25 AVRIL 1951
Kap'yong
Côte 794
0
1
2
MILLES
Attaques contre le front de la 27e Brigade du Commonwealth le 24 avril
Attaques contre le 2 P.P.C.L.I. dans la nuit du 24-25 avril
Courbes de niveau indiquées par teintes superposées: 100, 200, 400, mètres
Somok-tong
3 R.A.R.
AVEC Cie DU 72e Bn DE CHARS (É.-U.)
Côte 504
"C"
2 P.P.C.L.I.
"D"
Côte 677 23-26 AVR.
"A"
"B"
Naech'on
Q.G. TAC
2 P.P.C.L.I.
Tungmudae
VOIE DE RETRAITE DU 3 R.A.R. LE SOIR DU 24 AVR.
Bn DU 5e RÉGT DE CAV. (É.-U.) APRÈS 6H. DU SOIR LE 24 AVR.
1 MX 24 AVR
Kap'yong
Bn DE RÉSERVE 1 A.&S.H. ALORS 1 K.O.S.B.
Bn DU 5e RÉGT DE CAV (É.-U.) APRÈS 6H. DU SOIR LE 24 AVR.
Pukhan
X
27 BRITCOM
Kap'yong
16e RÉGT DE CAMP. (N.-Z.)

CROQUIS 1

matin le 23 avril, ils avaient, dit-on, établi des positions à environ 3 milles au sud de la ligne où l'on avait relevé la 27e Brigade. Il s'ensuivit une autre retraite de 8 milles. Un troisième régiment de la République de Corée, jusque-là maintenu en réserve, participa à la retraite après une poussée infructueuse vers le nord pour aider les deux autres. A 7 h. et demie du soir, les Sud-Coréens avaient cessé de retraiter et retournaient vers des positions à quelque 4 milles au nord[37], où ils semblent avoir été mis complètement en déroute et pourchassés dans la vallée de la Kap-yong[38]. Les Néo-Zélandais se retirèrent, avec leurs canons, jusqu'à la zone de la 27e Brigade, accompagnés d'une batterie automotrice américaine de canons de 105 mm qui, elle aussi, avait appuyé les Sud-Coréens.

Si l'on avait choisi l'emplacement de réserve de la 27e Brigade en songeant à l'éventualité d'une déroute de la 6e Division de la République de Corée, on n'aurait pas pu désigner d'endroits plus propices pour s'échapper. La zone en question se trouvait dans la vallée de la Kap'yong, au nord-ouest de son point de rencontre avec le Pukhan et immédiatement au nord de la ville de Kap'yong. A cet endroit, la vallée avait 3,000 yards de largeur, mais plus au nord les collines de chaque côté de la vallée convergeaient, et la vallée ainsi rétrécie se prolongeait sur une distance de 4 milles en direction nord-est. Dans cette partie de la vallée, la rivière décrivait trois grands méandres et était dominée à l'ouest par, la cote 677 et à l'est par la cote 504. En face de celle-ci, la vallée obliquait soudainement et se prolongeait en direction nord-ouest sur une distance de 3 milles. A ce tournant, où un cours d'eau anonyme venant du nord-est se déversait dans la Kap'yong, la vallée était dominée par une crête qui s'étendait vers le nord-est depuis le village de Somok-tong. Au point où la vallée de la Kap'yong obliquait vers le nord-ouest, elle traversait la face nord-est des versants inférieurs de la cote 677, laquelle se trouvait ainsi à dominer les deux bras de la vallée. En outre, le bras nord-ouest était dominé par la cote 794 à peu près juste au nord de la rivière par rapport à la cote 677. Entre ces deux collines, la vallée se rétrécissait subitement, puis s'élargissait de nouveau dans sa course vers son extrémité, à quelque 10 milles au nord-ouest de ce point. Bien que des lignes de faîte ininterrompues allant vers l'ouest depuis la cote 677 et vers l'est depuis la cote 504 fussent reliées dans les deux cas à des lignes de faîte nord-sud, offrant ainsi une voie d'approche aux deux collines, quiconque occupait ces collines contrôlait effectivement les voies d'accès et de sortie de la vallée de la rivière Kap'yong.

C'est dans cette région que la 27e Brigade avait reçu l'ordre de maintenir ouverte une voie par laquelle les troupes de la 6e Division de la République de Corée pourraient se retirer. Le *Middlesex*, qui comptait trois compagnies, se vit assigner les hautes terres dans le voisinage de la cote 794; les Australiens, auxquels on avait rattaché la compagnie «A» du 72e bataillon américain de chars lourds, avaient pour mission de défendre la zone située au nord et à l'est du méandre de la rivière, dans des positions s'étendant

jusqu'à la cote 504. Les *Patricias* devaient occuper la colline abrupte et couverte de broussailles que l'on désignait par la cote 667, et le lt-col. Stone, parfaitement remis de son attaque de petite vérole (dont avait eu partiellement raison le vaccin qu'on lui avait administré à Fort Lewis) arriva à temps pour reconnaître la nouvelle position avec ses commandants de compagnie.

Les Australiens essuyèrent la première attaque. Ils s'étaient déployés dans leurs positions dès 8 h. du soir le 23 avril et, deux heures plus tard, alors que les dernières troupes de la 6e Division de la République de Corée dévalaient devant eux en désordre, deux compagnies établies sur la crête s'étendant vers le nord-est depuis le village de Somok-tong furent l'objet d'une attaque violente. Les Australiens installés sur la crête repoussèrent les attaques ennemies et les Chinois firent alors porter leur effort principal contre les compagnies- australiennes qui occupaient les hauteurs conduisant à la cote 504. Ces attaques continuèrent toute la nuit et, à 9 h. le matin du 24 avril, l'ennemi avait poussé jusqu'au Q.G. du bataillon. Se rendant compte que les Australiens n'avaient aucun espoir de tenir une autre nuit, le brig. Burke leur donna l'ordre de se replier à travers les positions du *Middlesex.* Le repli commença à 5 h. 30 de l'après-midi sous le couvert de bombes fumigènes et d'obus brisants tirés par les Néo-Zélandais.[39] Mais l'infiltration chinoise se poursuivait et il n'était pas facile de rompre le contact. Le commandant des Australiens se vit obligé d'abandonner le contrôle des opérations à ses commandants de compagnie en leur donnant l'ordre de dégager leurs troupes le mieux possible. Le Q.G. du bataillon se replia sur une position située dans le secteur du *Middlesex,* celui-ci ayant abandonné sa position exposée de la cote 794 pour s'établir sur des hautes terres dans le plus au sud des trois méandres de la rivière Kap'yong. Les chars de la compagnie «A» firent onze trajets depuis l'ancienne position australienne pour évacuer les blessés, terminant cette tâche à 2 h. de l'après-midi. Les Australiens perdirent 155 hommes.

Entre-temps, la 1re Division de cavalerie américaine, qui se trouvait en réserve d'armée, avait dépêché à Kap'yong le 5e Régiment de cavalerie. La formation fut rattachée à la brigade à 6 h. du soir, le 24 avril, et occupa des positions à l'arrière du 2e bataillon du *P.P.C.L.I.* et du *Middlesex*, dans le voisinage du confluent des rivières Pukhan et Kap'yong.[40]

Jusqu'à la retraite des Australiens, les *Patricias* n'avaient guère été dérangés. Le bataillon s'était déployé pour couvrir la face nord de la cote 677, la compagnie «A» occupant l'avant, la compagnie «C» le centre et la compagnie «D» la gauche. Quant à la compagnie «B», elle occupait un saillant devant la compagnie «D». A 4 h. du matin le 24 avril, lorsque Stone établit son Q.G. tactique sur la pente avant de la colline, dominant les chaumières du village de Tungmudae, les compagnies étaient déjà sur place depuis environ six heures. A 7 h. du matin, on s'aperçut qu'un petit groupe de soldats ennemis s'étaient infiltrés à l'arrière du Q.G. Pour faire face à

cette menace, Stone fit passer la compagnie «B» plus au sud, jusqu'à une colline située immédiatement à l'est du Q.G. tactique. Les chars américains, qui appuyaient le repli des Australiens et l'évacuation de leurs blessés, firent feu par erreur sur la compagnie au moment où elle occupait la colline, blessant un des hommes légèrement.

De sa nouvelle position, la compagnie «B» pouvait observer les mouvements de troupes ennemies à travers la vaste vallée de la Kap'yong vers le nord et l'est, dans la région du village de Naech'on. Ce mouvement s'accrut au cours de la journée et, vers 10 h. du soir, des bombes de mortiers ennemis commencèrent à tomber sur la position des *Patricias:* deux mitrailleuses ouvrirent le feu à longue portée et une troisième prit à partie la compagnie «B» au moyen de balles traceuses, évidemment en vue d'orienter le tir. En moins de quinze minutes, le peloton de tête (le n° 6) se vit attaquer par une force ennemie que l'un des commandants de compagnie estima à quelque 200 soldats. Les mortiers du bataillon et les mitrailleuses de la compagnie réussirent à enrayer cette attaque à quelques yards du périmètre de la compagnie. A 11 h. du soir, l'ennemi renouvela l'attaque, faisant d'abord pleuvoir, comme à l'attaque précédente, quelques bombes de mortier. Cette fois le peloton de tête de la compagnie «B» fut partiellement débordé mais la plupart des hommes réussirent à se dégager et à rejoindre la position principale de la compagnie, où l'on organisa une contre-attaque qui réussit à faire obstacle à la poussée ennemie.

À mesure que l'attaque se poursuivait contre la compagnie «B», une centaine de Chinois harcelaient le Q.G. tactique et les mortiers du bataillon, depuis un ravin situé à l'arrière de la position. Le maj. Lilley a rappelé en ces termes l'impression qui lui est restée de cette attaque:

> Cette poussée contre le Q.G. du bataillon était bien organisée et bien exécutée par ce j'ai estimé alors être une ou deux compagnies; la compagnie «B» était incapable d'enrayer l'attaque, les troupes ennemies ayant débordé notre position de l'arrière. Il faisait bon de voir nos mortiers 81 mm tirer à leur faible portée (200 yards) accompagnant le tir de nos mitrailleuses de calibre 50 qui refoulèrent littéralement les Chinois jusqu'au fond du ravin.[41]

Peu de temps après, une force ennemie plus considérable se fit prendre dans un tir d'artillerie fortement concentré au moment où elle cherchait à traverser la Kap'yong à gué. De leur colline, les *Patricias* virent très bien ces ennemis, dans le clair de lune, briser leurs rangs et s'enfuir dans toutes les directions. Le lendemain matin, les Canadiens purent compter 71 cadavres chinois sur les rives du cours d'eau. Au cours de ces attaques contre la position de la compagnie «B», le soldat W. R. Mitchell, muni d'un fusil-mitrailleur *Bren,* se distingua par l'adresse et la détermination dont il fit preuve dans l'exécution de ses missions de tir. Dès les premières attaques, Mitchell se mit à tirer de sa mitrailleuse *Bren* et c'est surtout grâce à lui que fut repoussée l'attaque ennemie contre le peloton n° 6. Blessé à la poitrine au tout début du combat, il fit panser cette blessure et continua à combattre,

tirant de la hanche et passant d'une tranchée-fissure à une autre, à mesure que l'ennemi pressait son attaque contre le P.C. du peloton, jusqu'à ce qu'il fût de nouveau blessé. Cette deuxième blessure ne l'arrêta nullement et il continua de se battre pendant le reste de la nuit. Nous empruntons ces mots de la citation: «A l'aube, le soldat Mitchell avait perdu tellement de sang qu'il pouvait à peine se tenir debout.» On l'évacua en hélicoptère et il se vit subséquemment décerner la Médaille pour conduite distinguée (D.C.M.).

Dès 2 h. du matin, toutes les armes du bataillon tiraient sur les Chinois, et il devint évident que l'attaque contre la compagnie «B» et le Q.G. du bataillon, bien qu'acharnée, n'était qu'une tactique de diversion. La compagnie «D», qui occupait une position exposée au nord-ouest, fut attaquée par un grand nombre de troupes ennemies de deux côtés et, arrivant par vagues successives, les Chinois parvinrent à s'infiltrer en grand nombre dans la zone. Cet extrait du compte rendu qu'en a fait le cap. J. G. Mills, commandant de la compagnie, donne une meilleure idée de l'attaque:

> Peu après la tombée de la nuit nous percevons, du côté du Q.G. tactique et de la position de la compagnie «B», un feu étonnamment nourri d'armes portatives. Ce tir cesse petit à petit jusqu'à ce que nous n'entendions plus qu'une rafale par ci par là. Vers 0110 heures, le lt Levy, commandant le 10e peloton, nous fait part par t.s.f. que le caporal Clouthier lui a signalé un rassemblement de troupes ennemies dans le col connu sous le nom de FOX III. (Il s'agit d'un nom chiffré utilisé pour les missions de tir d'artillerie.) Immédiatement après la réception de ce message, nous entendons le feu d'un fusil-mitrailleur *Bren* du 10e peloton. J'appelle le tir de FOX III. Levy demande aux mitrailleuses moyennes des positions du 12e peloton d'ouvrir le feu sur l'ennemi.
>
> Les mitrailleuses prennent immédiatement l'ennemi à partie avec une telle précision que celui-ci met fin à son attaque principale contre le 10e peloton. L'ennemi fait alors porter son assaut principal contre les mitrailleuses moyennes, ce qui allège immédiatement la pression qui s'exerce sur le 10e peloton. Dans son attaque contre celui-ci, l'ennemi se sert de mitrailleuses et de mortiers pour couvrir son avance. L'ennemi attaque alors à travers le petit col, débordant une des sections du 12e peloton et les mitrailleuses moyennes. Nos positions sont écrasées par le grand nombre de soldats ennemis. La mitrailleuse continue de faire feu jusqu'à ce que ses servants aient été entièrement débordés. Quatre hommes de la section du 12e peloton qui protègent le nid de la mitrailleuse moyenne parviennent à se dégager et à passer aux positions du 10e peloton d'où ils continuent à tirer. Ils annoncent que les deux mitrailleurs sont tombés à leur poste. Deux Coréens qui faisaient aussi partie de la section de mitrailleuses moyennes parviennent à se réfugier sur les positions du 10e peloton. S'étant emparé de notre mitrailleuse moyenne, l'ennemi cherche à l'utiliser mais le 10e peloton balaye la mitrailleuse et la position de tir d'une mitrailleuse légère confiée au soldat Baxter, et l'ennemi est incapable d'utiliser notre arme. Le sgt Holligan rapporte que l'ennemi groupe ses forces dans la zone connue sous le nom de ABLE I, aux fins de missions de tir. Nous réclamons le feu sur les positions FOX III et ABLE I car elles nous semblent constituer la principale ligne d'approche.

À cette étape critique du combat, le cap. Mills demanda à l'artillerie d'appliquer un tir défensif au-dessus de sa position, et 2 heures plus tard on avait réussi à endiguer l'avance des troupes ennemies. Malgré ces revers, l'ennemi persistait à attaquer mais chaque fois le feu de notre artillerie le repoussait. Enfin, à l'aube, la pression s'étant allégée, la compagnie «D»

parvint à réintégrer sa position précédente. Le cap. Mills obtint la Croix militaire pour sa bravoure au combat. Le soldat K. F. Barwise, de la compagnie «C», reçut la Médaille militaire en récompense du courage qu'il avait manifesté pendant le retour à la position et surtout pour avoir repris seul la mitrailleuse moyenne.

Par contraste avec la nuit, la journée du 25 avril fut calme. Le 2e bataillon du *P.P.C.L.I.* s'accrocha à sa colline isolée; il essuya un tir nourri mais ne subit aucune attaque. Cependant, le bataillon se trouvait isolé du reste de la brigade, – l'ennemi occupait, à l'arrière, la voie de ravitaillement, – et les réserves de munitions et de rations d'urgence étaient épuisées. En l'absence de ravitaillement normal, Stone réclama le parachutage de vivres et de munitions. Son message devait franchir tout la chaîne de commandement, jusqu'à une base située au Japon; pourtant, dès 10 h. et demie du matin, soit à peine six heures après l'envoi du message, quatre avions C119 lançaient au moyen de parachutes les justes proportions de munitions britanniques et américaines, ainsi qu'un approvisionnement de vivres. Quatre parachutes seulement tombèrent hors de la zone du bataillon. A 2 h. de l'après-midi, des patrouilles de la compagnie «B» annonçaient que la voie était libre; Stone réclama donc l'envoi par véhicules de provisions additionnelles le plus tôt possible.

Vers la fin de l'après-midi du 25, le calme régnait dans la zone et le bataillon put faire le point. Il avait gardé ses positions intactes; or ces positions défendaient un terrain qui était essentiel à la défense du front de la brigade. En outre, ses pertes relativement légères (10 tués et 23 blessés[42]) témoignaient de l'habileté avec laquelle la position avait été organisée et défendue. Pour les qualités de chef dont il fit preuve durant ce combat, le lt-col. Stone se vit décerner une seconde agrafe à sa médaille de l'Ordre du service distingué (D.S.O.).

Dans son analyse de cette bataille, le service des renseignements du Commandement de l'O.N.U. estima que deux régiments chinois (environ 6,000 hommes) avaient attaqué la 27e Brigade. Les *Patricias* et leur artillerie d'appui avaient, pour leur part, infligé de lourdes pertes à l'ennemi; sur le seul front de la compagnie «B», on compta 51 cadavres chinois. Il n'y a aucun doute que la résistance de nos troupes, à Kap'yong, enraya l'avance chinoise dans ce secteur du front; pendant tout le reste de l'offensive, l'ennemi chercha à réaliser des gains tactiques ailleurs.

Il y a lieu, semble-t-il, d'expliquer un peu pourquoi les pertes furent beaucoup plus élevées du côté chinois. Voici, en résumé, selon le maj. Lilley, les raisons de cet écart:

> Les Chinois trahissaient la direction et le moment de leur attaque en employant des balles traceuses de mitrailleuse légère pour indiquer la direction et en sonnant du clairon pour marquer la formation sur la ligne de départ et comme signal d'attaque. Les commandants de pelotons et de compagnies avaient ainsi le temps de faire porter sur eux le feu de l'artillerie, des mortiers et des mitrailleuses.
>
> Avant de lancer une attaque massive, les Chinois négligèrent de repérer exac-

tement nos positions défensives au moyen de patrouilles et ils n'appuyèrent pas leurs troupes d'un tir précis d'artillerie et de mortiers.

Les positions étaient situées sur des pentes si abruptes que les Chinois devaient les gravir la tête penchée pendant leur dernier assaut; dans l'obscurité, le feu de nos fusils n'était guère efficace contre ces petites cibles, mais les grenades lancées comme des boules sur le flanc des collines avaient un effet dévastateur.

Nos lances-fusées se révélèrent des armes antipersonnel mortelles.

Les Chinois semblaient être bien entraînés et bien disciplinés mais ils manquaient d'esprit d'initiative. Leurs escouades ne faisaient feu et ne lançaient de grenades que lorsqu'on leur en donnait l'ordre.

Leurs attaques massives constantes contre des voies d'approche non dissimulées, en vue de déborder nos positions par le simple poids du nombre, offraient des cibles idéales à notre artillerie, nos mortiers et nos mitrailleuses.

Le gouvernement des États-Unis reconnut plus tard le courage des Australiens et des Canadiens à Kap'yong par l'attribution de citations aux unités qui s'étaient distinguées. La compagnie «A» du 72e bataillon américain de chars lourds fit aussi l'objet d'une citation pour l'appui qu'elle accorda aux troupes pendant l'opération.[43]

Les unités britanniques de la 27e Brigade étaient alors en Corée depuis bientôt un an, et le régime de roulement des troupes du Commonwealth prévoyait un remplacement annuel. Le 23 avril, les Argylls avaient été remplacés par le 1er bataillon des King's Own Scottish Borderers, et le 25 avril, après la bataille de Kap'yong, le Q.G. de la brigade fut lui-même remplacé par un nouvel état-major venu de Honte Kong et désigné sous le nom de Quartier général de la 28e Brigade du Commonwealth britannique[44]. Le nouveau commandant était le brig. G. Taylor, qui, comme le brig. Coad, avait pris du service à Hong-Kong avant sa nomination.

L'offensive chinoise est enrayée

Le 26 avril, un bataillon de la 1re Division de cavalerie américaine occupait les positions du 2e bataillon du *P.P.C.L.I.* et, avec le reste de la brigade, les Patricias passèrent vers le sud-ouest jusqu'à une zone située au nord du confluent des rivières Chojong et Pukhan, près du village de Nongol. À partir de Nongol, la vallée de la Chojong s'étend, de façon générale, en direction nord parallèlement à la vallée de la Kap'yong et à 10 milles à l'ouest de celle-ci. La 24e Division américaine qui, jusque-là, occupait la gauche de la 6e Division de la République de Corée, avait opéré un repli sur un axe parallèle à celui de la formation sud-coréenne.[45]

Dans ses étapes ultérieures, le repli s'effectua le long de la rivière Chojong, et les positions de la 28e brigade furent établies de manière à dominer l'extrémité sud de cette route, là où elle oblique vers le sud-ouest pour suivre la vallée de la Pukhan. Le 27 avril, la Huitième Armée déplaça vers l'ouest la ligne de démarcation entre les 1er et 9e Corps américains, plaça la 24e Division américaine sous la direction du 9e Corps, aux fins des opérations, et lui confia la 28e brigade ainsi que la 6e Division de la Répu-

blique de Corée.[46] La brigade se déplaça de nouveau le même jour et établit ses positions au sud du confluent des rivières Kuun et Pukhan, protégeant le repli de la 24e Division le long de la Pukhan. Le lendemain, la brigade tombait de nouveau sous la direction immédiate du 9e Corps et passait à une zone de réserve près de Yangpyong, à 30 milles à l'est de Séoul, où elle demeura jusqu'à la fin d'avril. Le 1er mai, elle était de nouveau placée sous le contrôle de la 24e Division, aux fins des opérations[47], et elle relevait la 19e équipe régimentaire de combat dans des positions situées sur la rivière Han près de Tokso-ri, à 10 milles à l'est de Séoul.

Le 1er mai, l'offensive ennemie avait pris fin et la Huitième Armée américaine avait cessé de se replier. Depuis le 22 avril, la ligne du front avait changé de façon marquée. Avant l'offensive chinoise, le front suivait la rive sud de l'Imjin jusqu'au point où cette rivière vire soudainement vers le nord à son point de rencontre avec l'Hantan. À partir de cet endroit la ligne du front s'élevait jusqu'à la région d'Yonch'on puis s'étendait vers l'est jusqu'à la côte, à Taep'o-ri. Le 1er mai, les fronts des 1er et 9e Corps se trouvaient à 40 milles au sud de Yonch'on. Dans la région de Séoul, un demi-cercle de positions défensives avait été occupé au nord de cette ville, chaque extrémité de l'hémicycle reposant sur la rivière Han. À l'est de Séoul, la ligne s'étendait jusqu'à la rive sud de la Han, coupant l'extrémité d'un vaste méandre que faisait cette rivière vers le nord. A droite du méandre, la ligne s'étendait vers l'est puis vers le nord-est jusqu'à Sabangu. De Sabangu, elle poursuivait vers le nord-est jusqu'à des positions situées sur la côte, immédiatement au nord de Yangyang.[48]

Sur le front du 1er Corps, la 1re Division de la République de Corée avait effectué un repli depuis des positions situées au sud de l'Imjin, jusqu'au secteur ouest de la ligne défensive située au nord de Séoul. Sur la droite, la 1re Division de cavalerie occupait des positions de la ligne qui enfourchait la route Séoul-Uijongbu. La 25e Division s'était retirée des positions qu'elle occupait sur la route Uijongbu-Kumwha, à environ 20 milles au nord du 38e parallèle, jusqu'à un secteur situé à l'est de la 1re Division de cavalerie; sa zone comprenait le territoire situé dans le méandre que décrivait la Han vers le nord, à l'est de Séoul. Après s'être défendu vaillamment dans la région du confluent de l'Imjin et de l'Hantan, alors que le régiment de Gloucester se distingua de façon toute particulière, le 29e Groupe indépendant de brigade d'infanterie s'était replié sur des positions situées dans la péninsule de Kimpo. La 3e Division d'infanterie américaine était en réserve, ayant été malmenée par l'ennemi pendant sa retraite de la région d'Yonch'on, avant d'être relevée par la 1re Division de cavalerie.[49]

La ligne de démarcation entre les 1er et 9e Corps franchissait la Han près de l'extrémité du méandre s'étendant vers le nord. Dans le secteur du

P.Plastow

PRISONNIERS ENNEMIS

Prisonniers chinois capturés par la 25e brigade pendant l'avance vers le 38e parallèle, en mai 1951

W.H. Olson

LE CHAMP DE BATAILLE LE SOIR SUR L'IMJIN

P.J. Tomelin

LA 25e BRIGADE SE JOINT À LA DIVISION DU COMMONWEALTH

Première rangée, de g. à d.: maj.-gén. A. J. H. Cassels; M. A. R. Menzies, chef de la Mission canadienne de liaison, Tokyo; brig. J.M. Rockingham. Seconde rangée, de g. à d.: maj. D.H. Rochester, 57e escadron de campagne, du Génie royal canadien; lt-col. J.-A. Dextraze, 2e bataillon du R. 22e R.; lt-col. R. A. Keane, 2e bataillon du *R.C.R.*; lt-col. J. R. Stone, 2e bataillon du *P.P.C.L.I.* Médaillon: lt-col. A. J. B. Bailey, 2e *R.C.H.A.*

9e Corps, la 24e Division occupait la gauche. La division avait terminé son repli depuis des positions situées à l'est de la route Uijongbu-Kumwha, en déployant ses troupes des deux côtés de la rivière Pukhan, au nord du confluent de cette rivière et de la Han. Dans son secteur, le 2e bataillon du *P.P.C.L.I.* se trouvait sur l'extrême gauche, dans la région de Tokso-ri et juste à l'est de l'extrémité du méandre s'étendant vers le nord. La 6e Division de la République de Corée occupait la droite de la 24e Division, la formation sud-coréenne s'étant, de toute évidence, suffisamment remise de sa défaite à l'ouest de Hwach'on pour reprendre place sur la ligne de feu. La 1re Division de fusiliers marins, sur la droite du 9e Corps, occupait une ligne qui s'étendait vers le nord-est jusqu'à la ligne de démarcation entre les 9e et 10e Corps, immédiatement à l'est de Sabangu. Le repli effectué, un calme relatif régna sur le front. L'offensive chinoise avait été prévue et le matériel supérieur de l'O.N.U. put être usilisé de façon avantageuse et décisive. Dès la fin d'avril, les attaques au centre et à l'ouest avaient cessé, les Chinois s'étant vus contraints de reculer le long de leurs lignes de ravitaillement déjà trop étendues.

Le gén. Van Fleet commença immédiatement à dresser des plans en vue du retour sur la ligne «Kansas», tandis que les 1er et 9e Corps se retranchaient, parsemant leurs positions de mines et de barbelés au cas où les Chinois décideraient de reprendre leur offensive. Au nord, les Chinois déplacèrent leurs troupes vers l'est, en vue de préparer leurs effectifs à une attaque contre l'extrémité est de la ligne. Le 10 mai, le lt-col. Stone rentrait au Canada pour raisons de famille (sa fille était gravement malade) et le maj. Tighe assuma une fois de plus la direction intérimaire du 2e bataillon du *P.P.C.L.I.* Entre-temps, le 25e Groupe de brigade d'infanterie canadien, son entraînement terminé et son rôle arrêté, s'était déjà embarqué à Seattle et se rapprochait des côtes inhospitalières de la Corée.

CHAPITRE VII

LE CONTINGENT SPÉCIAL À FORT LEWIS ET L'ARMÉE AU CANADA

Changements apportés à la 25e Brigade

LORSQUE LE 2e bataillon du *P.P.C.L.I.* s'embarqua pour la Corée à l'automne 1950, il avait été remplacé dans l'ordre de bataille de la 25e Brigade par une nouvelle unité: le 31 bataillon du *P.P.C.L.I.*, dont la formation fut autorisée le 30 novembre, soit deux semaines après qu'il fut décidé d'envoyer son prédécesseur à l'étranger. Son organisation, retardée jusqu'au départ du 2e bataillon, se fit à Fort Lewis, l'officier commandant étant le lt-col. G. C. Corbould, de qui relevait le Groupe de renfort de la brigade. Les officiers subalternes, gradés et hommes de troupe furent empruntés à la compagnie de renfort du *P.P.C.L.I.* et aux effectifs qui étaient demeurés au Canada avec le 1er bataillon. Les officiers supérieurs et les sous-officiers brevetés furent recrutés dans tout le pays, partout où l'on pouvait en prélever sur les unités de l'Active.[1]

Le 9 décembre, le ministre de la Défense nationale annonça des plans relatifs à la formation de trois autres unités. Il semblait clair désormais que la brigade n'irait pas en Corée, et la grande masse de renforts recrutés pour la soutenir au combat posait un problème. La solution consistait à dissoudre le groupe de renfort et à créer deux bataillons d'instruction d'infanterie qui fonctionneraient au début à Fort Lewis avec un effectif réduit. Les deux nouvelles unités furent appelées 3e bataillon du *Royal Canadian Regiment* (lt-col. K. L. Campbell) et 3e bataillon du Royal 22e Régiment (lt-col. H. Tellier). Quelques jours plus tard, la batterie «G» de la *R.C.H.A.* (maj. M.-L.-A. Chabot) était aussi organisée pour instruire des renforts d'artillerie.[2] Ces dispositions soulagèrent beaucoup les unités mères de la Force active, qui pouvaient désormais reprendre l'instruction qu'avait interrompue la crise de Corée.

Entraînement au combat

Fort Lewis, où est établie depuis 1946 la 2e Division d'infanterie américaine, se trouve à quinze milles d'Olympia (État de Washington). C'est un vaste camp d'une étendue de 100,000 acres qui renferme des logements et

des services essentiels pouvant suffire à une population civile de 50,000 habitants. On assigna aux Canadiens les cantonnements, les salles de mess et les cantines du poste nord.[3]

Les champs de tir pour armes portatives, les zones d'instruction et les zones d'entraînement au combat du camp suffisaient d'emblée aux besoins de la brigade; une très forte proportion en avait été mise à la disposition des Canadiens.[4] On s'aperçut plus tard, cependant, que le sol de certaines zones d'entraînement n'étaient guère assez varié pour être satisfaisant, et les nombreuses restrictions sécuritaires du temps de paix à l'emploi des munitions étaient plutôt gênantes. En outre, les pluies constantes qui caractérisent cette région côtière l'hiver (et qui auraient été utiles à l'aguerrissement de soldats déjà entraînés) gênaient, dans une certaine mesure, l'entraînement des Canadiens au stade particulier où ils en étaient.[5]

On surmonta les restrictions à l'emploi des munitions dans les armes lourdes en envoyant l'escadron antichars, le régiment d'artillerie et les pelotons d'infanterie antichars aux champs de tir de Yakima, à 80 milles à l'est, pour s'y exercer. Le 2e régiment de la *R.C.H.A.* s'y rendit en bloc tandis que l'escadron blindé et les pelotons antichars y envoyèrent des hommes et des sections à tour de rôle.[6] La *R.C.H.A.* avait réussi à atteindre le niveau de l'entraînement régimentaire avant de quitter Camp Shilo et, maintenant que les vides causés par le désastre de la rivière Canoe étaient comblés, elle commença six semaines d'exercices de tir et de manoeuvres. Les champs de tir de Yakima convenaient on ne peut mieux à cette fin; ils renfermaient plusieurs milles de collines ondulées et de vallées profondes qui ressemblaient aux conditions qui existaient en Corée. Le lt-col. Bailey demanda l'autorisation d'utiliser 13,000 obus de 25 livres durant l'entraînement à Fort Lewis et Yakima, et cette dépense plutôt considérable d'obus devait se révéler des plus précieuses pour préparer le régiment aux opérations de Corée.[7]

Un problème inattendu qui nuisait à l'entraînement était la pénurie de véhicules. L'achat de camions et d'auto-chenilles américains s'était effectué en novembre, et les véhicules avaient été dûment livrés à Fort Lewis. On en avait remis une partie aux unités à des fins d'entraînement tandis qu'on gardait les autres, mis au point pour outre-mer, en instance d'embarquement. Les répercussions de l'intervention de la Chine en Corée se firent vite sentir à Fort Lewis, cependant, car les autorités du camp informèrent le brig. Rockingham, le let décembre, que la priorité du Canada avait été réduite; ordre fut donné à la brigade de rendre à l'Armée américaine plus de 400 camions et auto-chenilles. Le vice-chef d'état-major général, avec qui on communiqua par téléphone à Ottawa, confirma la nouvelle tout en soulignant que la situation n'était que temporaire. La plupart des véhicules prêts pour outremer furent remis et il fallut en enlever 41 aux unités pour constituer le total requis. Les autres pénuries qui se manifestèrent causaient des embêtements. On manquait de papeterie et d'encre dans

les bureaux; les machines-outils de l'atelier dépendaient de prises de courant direct; et aucun des mortiers américains promis ne fut livré à temps à Fort Lewis pour servir à l'entraînement*.[8]

Le programme d'entraînement démarra plutôt lentement dans ces conditions[10], mais le brig. Rockingham fit rapport le 1er janvier 1951 que les choses allaient bon train.[11] L'artillerie à Yakima en était rendue au tir régimentaire et les autres unités de la brigade se rapprochaient du stade de l'entraînement collectif. Il y avait beaucoup à apprendre. Durant les premières semaines de 1951 qui filaient rapidement, il y eut des exercices qui portaient sur chaque aspect des opérations, depuis les manoeuvres de combat jusqu'aux communications, et cela de jour et de nuit. Les unités sortaient de leurs cantonnements pour se rendre sur le terrain trempé par la pluie des zones d'entraînement afin d'aguerrir les hommes et les habituer à la vie à ciel ouvert. Règle générale, l'entraînement alla de pair avec le programme prévu et, à la mi-février, la 25e Brigade se trouvait à plein dans les exercices de tir de combat ingénieux imaginés par le brig. Rockingham pour compléter l'entraînement.

L'exercice «Ignes Bellum», malgré le latin douteux de son appellation, fut une opération d'entraînement bien menée et très réussie. Malgré les deux autres exercices qui suivirent, elle représentait le point culminant du programme d'entraînement de la brigade. La situation d'exercice établie pour la Phase I consistait en une avance de compagnie d'infanterie, soutenue par une dotation d'armes provenant de la compagnie de soutien et une batterie d'artillerie de campagne. Deux attaques de pelotons étaient suivies d'une attaque de compagnie. Chaque compagnie d'infanterie de la brigade fut assujétie à cet exercice durant la période du 5 ou 12 février. La Phase II (du 14 au 20 février) consistait en une attaque de bataillon suivie d'une consolidation sur l'objectif. Chaque bataillon était soutenu à plein par les canons du 2e régiment d'artillerie de campagne, une troupe de l'escadron blindé et un détachement de l'escadron de signaleurs. La Phase III (7 mars) consistait en une attaque en trois étapes de toute la brigade. Des munitions chargées furent utilisées durant toutes les phases de l'exercice, tant par l'«ennemi» que par «nos» troupes, et le contrôle de l'exercice se fit à partir de tours d'observation situées le long de la route suivie.

«Ignes Bellum» fut suivi de «Scramble», exercice de mouvements rapides portant sur chaque opération de guerre, mais les conditions météorologiques furent si mauvaises que le brig. Rockingham se vit contraint de mettre fin à l'exercice à minuit, le 11 mars. Le programme d'entraînement de Fort Lewis se termina par un exercice à la boîte de sable («Finale») tenu les 30 et 31 mars pour enseigner la conduite de la retraite.[12]

---

*Le 2e bataillon du R. 22e R. avait reçu six mortiers de 81 mm à Valcartier et s'entraîna avec ces mortiers à Fort Lewis[9].

Expansion de l'armée canadienne août 1950 - avril 1951

Pendant que la 25e Brigade s'entraînait à Fort Lewis, le reste de l'armée du Canada prenait de l'expansion. En juillet 1950, l'Armée canadienne (Force active) avait un effectif de 20,369 hommes, constitué de 2,645 officiers, 105 infirmières et 17,619 autres gradés et soldats. Un an plus tard, l'effectif était de 42,622, mais la proportion des officiers par rapport aux autres gradés et soldats avait beaucoup diminué. En juin 1951, alors que le nombre des autres gradés et soldats avait doublé (38,824), celui des officiers ne s'était accru que de 1,024 et celui des infirmières était resté à peu près le même (129)[13]. Cette expansion se heurtait à plusieurs problèmes, dont le moindre n'était pas le fléchissement général de l'efficacité et de la discipline. Il existait une pénurie inévitable de chefs formés, depuis les commandants de compagnie jusqu'aux lance-caporaux. La création du Contingent spécial, en outre, avait écrémé parmi les civils le gros des anciens combattants qui voulaient bien ou pouvaient s'engager de nouveau.

Les nouveaux rôles qui lui étaient attribués obligèrent aussi l'Armée à examiner sa situation en fait de matériel, si bien qu'elle se lança dans un vaste programme de rééquipement et de modernisation.[14] La décision du lt-gén. Foulkes de remplacer le matériel britannique par du matériel américain entraîna de profonds changements. (Voir page 34 ci-dessus.) Il fallait doter les unités de matériel américain, depuis les cuisinières et les remorques de bains jusqu'aux obusiers et lance-fusées. En avril 1951, il fut aussi décidé de renforcer les défenses antiaériennes du Canada. Les canons britanniques de 3.7 pouces devaient être mis au rancart et remplacés par des canons de 90 mm américains dotés du système de radar et de contrôle de tir T-33.

Le principe de l'adoption du matériel américain, dont l'application s'était surtout limitée aux chars durant la seconde guerre mondiale, avait été introduit dans l'Armée canadienne dès 1945 quand il avait été décidé d'équiper la Force du Pacifique de l'Armée canadienne de tout le matériel américain, sauf les uniformes.[15] On n'entendait pas, cependant, étendre à cette époque cette ligne de conduite à toute l'Armée. La situation changea un peu à la suite d'une recommandation de la 57e réunion de la Commission mixte permanente de la défense tenue en novembre 1946. La recommandation, approuvée par le cabinet, mentionnait en partie qu'il fallait: «Encourager l'adoption de normes et de modèles communs en fait d'armes, d'équipement, d'organisation, de méthodes d'entraînement et de perfectionnements nouveaux. Comme certaines normes du Royaume-Uni existent depuis longtemps au Canada, on n'envisage pas et il n'est pas pratique d'apporter des changements radicaux et l'application du principe se fera graduellement.»

Même une application graduelle était impossible: les lois américaines ne permettaient de mettre à la disposition du Canada que le matériel déclaré

excédentaire. En décembre 1948, la Commission mixte recommanda de modifier les lois américaines afin de permettre au Canada d'acheter du matériel directement aux États-Unis, mais ce n'est qu'après l'avènement de l'OTAN et de la nécessité d'accroître l'aide mutuelle que le gouvernement américain adopta des mesures concrètes. En septembre 1949, le Congrès vota la *Mutual Defence Assistance Act* qui permettait les achats du Canada et qui aussi autorisait les États-Unis à se; procurer du matériel au Canada destiné à des tiers afin de maintenir la balance commerciale entre les deux pays.[16] Comme il est dit plus haut, le programme n'a pas vraiment été mis en oeuvre avant 1950 alors que des engagements accrus ont contraint à procéder au rééquipement de l'Armée.

Coût de l'expansion.

Dans les plans initiaux relatifs à la 25e Brigade, on avait fondé les calculs sur un effectif de 235 officiers et 4,800 hommes. La réserve de renforts jugés nécessaires pour soutenir cette force s'établissait à 140 officiers et 2,000 hommes. La solde et les indemnités annuelles d'une force de cet effectif revenaient à $16,460,000. En outre, le coût moyen par homme et par année des vivres, des frais de déplacement, de l'habillement et de l'équipement personnel s'élevait à $610.[17] Le directeur du budget de l'Armée estimait, dans une note communiquée au chef d'état-major général le 18 août, qu'il faudrait un supplément de $13,800,000 pour l'exercice financier 1950-1951 afin de couvrir les dépenses supplémentaires que nécessitait le Contingent spécial.[18] L'instruction du Contingent à Fort Lewis constituait une dépense additionnelle.[19]

Les accords de l'OTAN entraînèrent d'autres dépenses. A sa conférence hebdomadaire du 4 octobre 1950, le chef d'état-major général déclara qu'il faudrait probablement réorganiser l'Armée afin de pouvoir fournir un contingent appelé à servir en Europe. Au cours de ses longues observations sur le contingent, il dit:

> ... Il serait initialement organisé comme formation d'instruction et n'exigerait pas tout le soutien administratif nécessaire pour le mettre sur un pied opérationnel.[20]

A ce premier stade des plans, on avait envisagé que la formation aurait l'importance d'une division américaine, et que les États-Unis lui fourniraient les services administratifs nécessaires. La 25e Brigade n'avait pas encore été affectée à la Corée et on pensait que, grâce à ce noyau, on pourrait prélever assez d'unités de campagne sur l'Active pour réunir une division dotée d'environ 75 p. 100 de son effectif.[21] Le 7 décembre, cependant, le chef d'état-major général fit savoir que le Comité de la défense du cabinet avait approuvé l'envoi du tiers d'une division du Canada à la Force intégrée en Europe, sous réserve de l'approbation du Parlement. En outre, le

contingent ne devait pas nécessairement se modeler sur une division américaine, mais devait s'intégrer à une division américaine ou britannique qui serait responsable d'assurer le maintien de l'élément canadien.[22]

La première annonce officielle que le Canada avait l'intention de fournir un contingent appelé à servir dans le cadre de la force intégrée parut dans le discours du Trône du 30 janvier 1951:

> Des progrès ont été réalisés en vue de la constitution, en Europe, d'une armée intégrée, sous l'égide de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord ... Vous serez invités, tôt dans la session, à autoriser la participation du Canada à cette armée intégrée, comme partie de notre programme de défense nationale et de sécurité.[23]

Le 1er février, le lt-gén. Foulkes fut nommé au nouveau poste de président des chefs d'état-major canadiens et le lt-gén. G. G. Simonds lui succéda comme chef d'état-major général. A sa conférence du 7 mars, le nouveau chef d'état-major général souligna qu'il «avait fortement déconseillé de fournir le contingent [destiné à la force intégrée] tant qu'on n'aurait pas la certitude de pouvoir maintenir les renforts nécessaires en Corée». Il déclara également que le ministre était convenu d'annoncer la formation d'une Équipe régimentaire de combat appelée à servir dans la Force intégrée en Europe vers le 1er avril 1951. Il souligna qu'on «avait accepté le principe de l'existence *d'une Armée* pour la formation d'éléments futurs[24]».

La décision d'envoyer la 25e Brigade en Corée (voir page 100, ci-après) obligeait à «lever une nouvelle force destinée à l'Europe ainsi que les renforts indispensables pour combler les pertes et assurer le roulement des effectifs». Il fallait ainsi 10,000 hommes pour constituer un groupe de brigade de 6,000 hommes et une réserve de renforts de 4,000 hommes.[25] On envisageait de lever une brigade en mettant en activité des compagnies prélevées sur un certain nombre d'unités de la Réserve; le chef d'état-major général souligna qu'il ne fallait songer qu'aux seules unités que l'on savait étoffées et qui avaient de bonnes chances de fournir un grand nombre de soldats[26]. Le chef d'état-major général pensait que le 6 ou 7 avril 1951 était la date la plus rapprochée à laquelle on pouvait s'attendre à une décision du Comité de la défense du cabinet sur la Force intégrée. Il proposa alors de convoquer une réunion des officiers généraux et de la Conférence des associations pour la défense et d'obtenir leur accord. Avant l'annonce publique du ministre, tout devait être prêt afin d'éviter d'inutiles retards ou la répétition des difficultés qui avaient surgi dans le cas du Contingent spécial.[27]

La force destinée à l'Europe coûterait environ $72,600,000 en 1951-1952, dont une tranche de 23 millions en équipement et magasins était déjà inscrite dans les crédits budgétaires.[28]

Formation de la brigade destinée à l'Europe

Le 14 avril, le chef d'état-major général envoya à tous les officiers gé-

néraux commandants des instructions détaillées relatives à la mobilisation d'un groupe de brigade destiné à la force intégrée. Ces instructions étaient «ultra-secrètes» et ne devaient servir qu'à l'établissement des plans au niveau supérieur des divers quartiers généraux de Région.[29] Le 30 avril eut lieu à Ottawa la rencontre avec les officiers généraux commandants et les dirigeants de la Conférence des associations pour la défense, et les détails du plan y furent adoptés. L'annonce publique se fit le 4 mai lorsque l'hon. Brooke Claxton, ministre de, la Défense nationale, déclara ce qui suit aux Communes:

> … les développements en Corée ont entraîné la décision d'y expédier le 25e groupe de brigade d'infanterie canadienne. La situation en Corée n'autorise pas à supposer que cette formation puisse être libérée pour faire partie de l'Armée unifiée dans un laps de temps raisonnable.
>
> Ce sera notre toute première tâche que de maintenir nos forces en Corée à effectif complet aussi longtemps qu'elles participeront effectivement au combat.
>
> Nous poursuivons l'expansion de l'Armée canadienne ...
>
> Cette : expansion comportera la formation de nouveaux éléments de brigade de l'Armée canadienne ... La nouvelle formation, qui portera la désignation de 27e groupe de brigade de l'Armée canadienne, sera recrutée dans les cadres de nos célèbres unités de l'Armée de réserve.[30]

Dans la matinée du 7 mai, soit trois jours après l'annonce officielle, des annonces d'une pleine page parurent dans les quotidiens du pays. A la fin du premier mois de recrutement, 6,671 officiers et hommes s'étaient enrôlés, soit un total qui correspondait à peu près aux besoins essentiels de la dernière brigade destinée à servir outre-mer.[31]

Tentative en vue de convertir le Contingent spécial en force active

Au printemps de 1951, par conséquent, d'importantes transformations étaient déjà intervenues dans l'effectif et l'affectation, de fait et envisagée, des Forces actives du Canada. La nation, qui, avant l'invasion de la Corée du Sud, n'avait pas, par mesure de principe, maintenu sur pied une force expéditionnaire, comptait maintenant un groupe de brigade au service de l'O.N.U. en Corée et trois destroyers, un bataillon d'infanterie et une escadrille d'avions de transport en service en Extrême-Orient; en outre, le Canada était convenu de participer à la Force intégrée dans le cadre de l'OTAN.[32]

Ces transformations se répercutaient sur la situation, au sein de l'Armée canadienne, du Contingent spécial. Le Contingent, qui auparavant avait fait figure d'addition temporaire appelée à disparaître dès que le besoin en serait passé, en venait maintenant à être considéré comme un élément plus ou moins permanent de la Force active, en ce sens que le moment où l'on pourrait le licencier sans danger semblait s'inscrire dans un avenir très éloigné. Cependant, la courte période d'engagement des effectifs du

Contingent ne lui permettait pas d'assumer facilement ce rôle nouveau. Le 23 août 1950, l'engagement aux conditions de service du Contingent spécial avait été réduit à des nombres limités; en décembre, ce régime d'engagement était complètement disparu, sauf dans la Région du Québec.[33] Il fallait rengager les soldats du Contingent sous le régime des règlements de la Force active afin d'assurer aux unités du Contingent les soldats de carrière, prêts à servir durant des périodes relativement longues, nécessaires pour donner un effet pratique à la nouvelle situation du Contingent.[34] Les avantages spéciaux accordés par les conditions primitives de service posaient un problème qu'on résolut simplement en obligeant ceux qui se rengageaient à y renoncer.

Le programme de conversion ne fut pas très réussi. Même si le brig. Rockingham donna lui-même l'exemple en passant dans l'Active, moins du tiers de la troupe suivit son exemple. Le métier de soldat de temps de paix n'attirait guère ces hommes. A la fin de juillet 1952, seulement 2,711 hommes du Contingent spécial s'étaient joints à l'Active.[35]

Un an plus tard, le 24 août 1953, une statistique fut établie qui montra ce qui était advenu des «soldats de fortune» du gén. Foulkes. Sur les 10,308 hommes enrôlés à titre de volontaires du Contingent spécial de dix-huit mois, 2,823 s'étaient joints à l'Active, et 456 figuraient encore comme déserteurs. En mai 1954, quatre autres avaient été rengagés comme soldats réguliers, et tous les absents du Contingent spécial avaient été licenciés.[36]

L'avenir de la 25e Brigade

On était fort incertain, durant la première partie du séjour de la 25e Brigade à Fort Lewis, de sa destination ultime. Le 8 janvier, alors que la Huitième Armée en Corée, sa retraite terminée, dressait des plans en vue de reprendre elle-même l'offensive, le chef d'état-major général informa le brig. Rockingham, par téléphone, qu'il ne fallait pas écarter la possibilité de l'envoi de la brigade en Corée, mais que, toutefois, la brigade serait envoyée en Europe, en avril, si elle n'allait pas en Corée. Le lendemain, les membres du service avancé des eaux revinrent pour être absorbés dans leurs diverses unités (voir plus haut, page 59).[37] Le 2 février, le ministre de la Défense nationale téléphona au brigadier pour lui dire qu'il était maintenant peu probable que la brigade allât en Corée, mais qu'il était possible qu'elle se rendît en Europe en mars.[38] Le 12 février 1951, alors que la contre-offensive de l'O.N.U. était en bonne voie, le Q.M.G., le brig. J. D. B. Smith, en était encore à rédiger des notes à l'intention du chef d'état-major général sur les plans préliminaires qu'exécutait son service pour assurer le transport du groupe en Europe dans le cadre de la contribution du Canada à la Force intégrée.[39] Le 21 février, cependant, quand le ministre de la Défense nationale annonça finalement qu'il avait été décidé d'envoyer le reste de la 25e se joindre au 2e bataillon du *P.P.C.L.I.* en Corée, sa déclaration ne

fit aucune mention de ces plans.

> … Nous avons reçu hier, du commandement unifié des troupes des Nations Unies en Corée, une lettre nous demandant si le reste de la 25e Brigade d'infanterie canadienne avait terminé son instruction et si, dans le cas de l'affirmative, il était possible de l'envoyer en Corée faire partie des forces des Nations Unies.
>
> L'instruction de ces troupes est presque terminée. Le Gouvernement a décidé aujourd'hui que les autres éléments de brigade se rendraient sous peu en Corée, pour y rejoindre le deuxième bataillon du *Princess Patricia's Canadian Light Infantry.*[40]

L'ordre d'avertissement de mise en marche était daté du 19 mars 1951.[41] Les unités de transmissions, de santé et de magasins militaires qui étaient demeurées au Canada devaient se rendre à Fort Lewis et s'embarquer avec la brigade. La majeure partie des unités mentionnées dans l'ordre de bataille du Contingent spécial de l'Armée canadienne devaient aussi se mettre en route, sauf une unité de contrôle de la circulation, un détachement médical de liaison et la base postale que leurs responsabilités obligeaient à demeurer en Amérique du Nord. L'équipe chirurgicale de campagne n° 26 et le poste de secours n° 25 devaient demeurer au Canada jusqu'à la fin de leur organisation. Le détachement dentaire de campagne n° 20, moins cinq centres appelés à accompagner la brigade, devait de même demeurer au Canada*. Une troupe du service de transmissions de base et un camp disciplinaire de campagne, qui avaient été ajoutés à l'ordre de bataille, devaient s'embarquer avec la brigade. On reconstitua le Groupe de renfort en reprenant des officiers, des sous-officiers et des hommes aux 3es bataillons et le lt-col. Corbould put reprendre son commandement antérieur. La batterie «G» de la *R.C.H.A.*, les 3es bataillons tronqués et le détachement dentaire devaient être versés dans une nouvelle formation appelée Groupe de renfort de la 25e Brigade d'infanterie canadienne (formation d'instruction) sous le commandement du brig. W. J. Megill. Le groupe devait se rendre à Wainwright (Alb.) après le départ de la brigade et y former des renforts pour la Corée.[44]

Mars et avril furent remplis de prises d'armes et des inévitables exercices préalables. Le lt-gén. Simonds visita Fort Lewis du 18 au 21 mars et passa la revue le 19 à un défilé de la brigade. Après son départ, le brig. Rockingham se rendit en avion visiter la Corée et le Japon et revint le 3 avril.[45] Le gouverneur général du Canada, le maréchal vicomte Alexander de Tunis, et M. Claxton vinrent faire leurs adieux les 14 et 15 avril, regardèrent la brigade défiler, firent l'inspection d'une garde d'honneur au son de 21 coups de canon, présentèrent un pavillon rouge canadien au brigadier et assistèrent à un grand banquet.[46] La brigade s'embarqua les 19, 20 et 21

---

*Le poste de secours de campagne no 25 s'embarqua le 8 juillet 1951[42], et le détachement dentaire, le 21 août 1951[43]. On ne fit rien pour compléter l'organisation de l'équipe chirurgicale de campagne n° 26; en février 1952, une note portant que l'effectif devait en demeurer nul parut dans une édition de la *Command and Location List*.

avril, sur trois navires, le *Marine Adder,* le *General Edwin P. Patrick* et le *President* Jackson[47].

Avant son départ, le quartier général de l'Armée remit au brigadier des instructions considérablement remaniées (voir appendice «B»). Dans sa forme primitive, le dernier paragraphe avait autorisé le brig. Rockingham à s'adresser directement au chef d'état-major général si ordre lui était donné de faire participer les troupes canadiennes à une opération qui, à son avis, devait inutilement entraîner de lourdes pertes. Le brigadier reçut un code spécial dont il devait se servir pour communiquer directement au besoin avec le chef d'état-major général, code dont le lt-gén. Simonds avait le seul autre exemplaire. La phraséologie primitive fut changée, cependant, à la demande du juge-avocat général, en un texte plus général afin d'éviter des objections de la part du commandement de l'O.N.U.[48]

Le septième paragraphe de ces instructions invoquait de nouveau le principe de l'entité séparée des forces canadiennes, qui avait été établi durant la première guerre mondiale et beaucoup appliqué dans le mandat des commandants canadiens durant la seconde. Durant cette dernière, le mandat de l'officier général commandant en chef de la Première Armée canadienne, le lt-gén. H. D. G. Crerar, comportait le droit d'en appeler directement au gouvernement canadien si «si le commandant des forces armées ... ne prend pas les mesures appropriées» dans toute question controversée. Le gén. Crerar était aussi autorisé à décider si les tâches qu'on lui confiait constituaient une «opération pratique de guerre». Le mandat du général soulignait aussi qu'il était souhaitable qu'il y eût «contrôle canadien unifié» et le général avait ordre de décourager tout détachement prolongé de formations canadiennes de la Première Armée canadienne, sauf en cas de «nécessités urgentes des opérations militaires[49]». La directive donnée à Rockingham était beaucoup plus précise. Il lui dit que le «principe de l'entité distincte du Contingent canadien ... doit être constamment maintenu».

Le journal de marche du quartier général de la brigade résume comme suit la longue traversée:

> Dans l'ensemble, le voyage n'a pas été trop désagréable. Le bateau était équipé pour transporter tout juste plus de 2,700 hommes et il s'en trouvait environ 2,600 à bord. Les officiers (neuf par cabine) occupaient des couchettes superposées par trois. Les sous-officiers brevetés et les sergents d'état-major se trouvaient à peu près 24 par cabine. Les hommes occupaient des compartiments de 400 environ et des couchettes superposées par quatre.
>
> On a organisé un programme d'instruction. Chaque homme a assisté à six leçons d'hygiène et de santé données par les médecins de l'Ambulance de campagne du Canada. En outre, tous les hommes ont pris part à une séance de culture physique tous les jours, sauf en deux occasions alors que la température inclémente n'a pas permis d'utiliser le pont-promenade. On a aussi enseigné le maniement des armes portatives, et -il s'est donné des conférences malgré le manque extrême de locaux propres à ce genre d'activité.
>
> Quand le temps le permettait, on projetait un film, après la tombée de la nuit sur le pont-promenade.

Vue rétrospective de Fort Lewis

Avec la venue du printemps et le départ de la 25e Brigade, il n'y avait plus de raisons d'instruire des troupes canadiennes 'en territoire américain. Le 7 mai 1951, le gros du Groupe de renfort commença à revenir au Canada pour -s'établir au camp de Wainwright (Alb.)[50]. Sa mission consistait à reconstituer son plein effectif tout en instruisant des renforts pour les unités rendues en Corée. A la fin de mai, les derniers «détachements de queue» avaient remis les magasins, les casernes et le mobilier militaires que l'Armée américaine avait distribués aux Canadiens et étaient retournés auprès de leurs unités au Canada. Les bérets kaki, les lourds uniformes de combat et les insignes d'épaule canadiens disparurent des rues et des bars de Tacoma, d'Olympia et de Seattle. North Post redevint territoire américain.

Il reste à faire le bilan de l'expérience de Fort Lewis et à chercher d'en déterminer la valeur. Le gain principal, celui auquel on pense aussitôt, est le temps que le Canada a pu sauver dans l'instruction de la 25e Brigade. Il ne fait pas de doute que le contingent s'est embarqué pour l'Extrême-Orient mieux préparé au combat que si on avait cherché à faire son instruction en plein hiver canadien. C'est la considération souveraine qui avait d'abord porté le gén. Foulkes à proposer cette ligne de conduite. Même s'il y eut des moments, au cours des mois qui suivirent, où la décision a pu sembler avoir été prise à la hâte, le changement subit intervenu dans la fortune de l'O.N.U. en Corée dissipa tous les doutes. L'expérience se traduisit aussi par d'autres avantages, moins manifestes. En premier lieu, les volontaires du Contingent spécial se trouvèrent, du fait de leur envoi sur la côte du Pacifique des États-Unis, soustraits aux problèmes d'ordre personnel qui tendent à empêcher un groupe de cette nature de répondre de tout cœur à l'instruction qu'on s'emploie à lui donner. A cause de l'éloignement du Canada et de l'imminence des combats en Corée, on a pu établir et maintenir une atmosphère d'urgence.

L'instruction en pays étranger, au sein d'une armée «rivale» qui vous surveillait, a aussi créé un sentiment d'unanimité et de participation qui n'a pas tardé à susciter un moral élevé et l'esprit de corps.

Quand la 25e Brigade s'embarqua pour la Corée, elle avait même déjà acquis des traditions bien à elle et une façon particulière de faire les choses qui la mettaient à part et lui conféraient une atmosphère exceptionnelle.

L'association et la collaboration avec les troupes américaines furent aussi fort utiles plus tard. En effet, lorsque la 25e Brigade arriva en Corée, elle était habituée aux méthodes américaines et n'eut pas à les apprendre sur le champ de bataille où les différences sont plus manifestes et où les mésententes; peuvent être coûteuses. L'entière collaboration des autorités militaires américaines à Fort Lewis dissipa rapidement tout sentiment d'étrangeté que les Canadiens auraient pu ressentir; en fait, le Contingent spécial quitta

Fort Lewis non sans jeter en arrière des regards nostalgiques sur le vaste camp débordant d'activité, avec ses cantines, ses cercles de garnison, ses aménités peu coûteuses et son climat doux.

Ce fut, certes, une opération coûteuse. Les 2.5 millions de dollars qu'elle absorba auraient pu servir à adapter à l'hiver des locaux canadiens. Il existait plusieurs camps du temps de guerre «en cocon» auxquels cela aurait suffi pour les rendre utilisables; en fait, au moins trois camps furent plus tard modernisés pour loger l'armée grandissante du Canada. Cependant, le fait que la crise de Corée atteignait le Canada à l'automne empêcha d'aviser à loisir à d'autres solutions et, en l'occurrence, les avantages de la décision en dépassaient de loin le coût.

On pourrait peut-être, avant de revenir à la Corée et aux opérations de la 25e Brigade, faire le bilan de ce que les nouveaux engagements de son armée ont coûté au Canada. Les prévisions de 1949-1950 au sujet des dépenses de l'Armée avaient totalisé environ 148 millions de dollars. En 1950-1951, le chiffre baissa de 4.5 millions. La conflagration coréenne exigea de gros crédits supplémentaires et, au 31 mars 1951, on avait dépensé près de 200 millions. Par la suite, le chiffre s'est accru chaque année jusqu'en 1953 alors que l'Armée coûtait plus d'un demi-milliard par année.[51] Par comparaison, le budget de l'A.R.C. pour 1952-1953 dépassait 760 millions et celui de la M.R.C., 260 millions.

CHAPITRE VIII

TROISIÈME AVANCE DE L'O.N.U. JUSQU'AU 38e PARALLÈLE

Arrivée de la 25e Brigade

LE 4 MAI 1951, les transports *Marine Adder* et *General Edwin P. Patrick* accostaient au port de Pusan et le déchargement en était terminé le lendemain.[1] Le 6 du même mois, le *Président Jackson* débarquait à Kuré, au Japon, la 2e Unité administrative canadienne, le 25e groupe canadien de renforts et les détachements associés des unités de transmissions, de réglementation de la circulation, postale et dentaire.[2] Le brig. Rockingham se porta à la rencontre des troupes débarquées à Pusan. Il s'était rendu par avion à Tokyo, où il était arrivé, le 29, consacrant l'intervalle à des conférences avec le brig. Fleury, le commandement de l'O.N.U. à Tokyo et le quartier général de la Huitième Armée américaine à Taegu.[3]

Les officiers supérieurs d'état-major chargés de l'administration de la brigade étaient arrivés en Corée par avion le 1er avril 1951 afin de faire les préparatifs voulus pour l'arrivée du gros du contingent. Le maj. C. J. A. Hamilton, adjoint au sous-adjudant et quartier-maître général, le maj. C. M. Whiticar, sous-directeur adjoint de l'approvisionnement et du transport, et le maj. D. H. George, officier des transmissions de la brigade, arrivèrent à Tokyo le 2 avril et se rendirent immédiatement à Pusan où ils furent accueillis par le lt-col. L. R. Crue.

Aucune décision n'ayant encore été prise en vue de la formation d'une division du Commonwealth, on présumait qu'au début du moins la 25e Brigade serait sous le commandement des Américains et le maj. Hamilton obtint des autorités américaines la permission d'occuper un camp de prisonniers inutilisé, situé à environ neuf milles de Pusan ainsi qu'un entrepôt préfabriqué assez vaste pour recevoir les approvisionnements de la brigade. Il avait été sage. Les approvisionnements de 120 jours qui devaient être livrés à Kuré furent par erreur déchargés à Pusan*. Le 19 avril, le service avancé des eaux que l'on avait réorganisé et qui comprenait 21 officiers et 171 gradés et soldats arriva sur les lieux et commença le déchargement des six car-

*Le maj. Hamilton se souvient qu'il éprouva des difficultés à maintenir des relations directes avec les Américains; le personnel de la base britannique à Pusan avait eu l'impression pendant quelque temps que les Canadiens seraient naturellement placés sous ses ordres.[4]

gos qui avaient transporté l'équipement, le matériel et les véhicules de la brigade.[5] Ce travail comportait le déchargement et le déballage de 1,500 véhicules et d'environ 2,000 tonnes de matériel*. On employa pendant deux semaines quelque 200 prisonniers de guerre à la démolition de la tour entourée de sacs de terre qui dominait le camp, tandis que des ouvriers coréens construisaient un camp de tentes à l'intérieur de l'enceinte.

Une fois débarquées, les diverses unités du groupe de brigade furent transportées à ce camp où, pendant six jours, elles s'occupèrent de la répartition du matériel et de l'équipement ainsi que du déballage des approvisionnements qui avaient été protégés spécialement contre la corrosion de l'eau salée au cours du voyage océanique.[6] Pendant cette période, le front était calme dans toute la péninsule, et aucune nouvelle opération n'avait été montée, par l'un ou l'autre camp, depuis l'effondrement de l'offensive chinoise du printemps.[7] Le brig. Rockingham profita de cette accalmie pour introduire des changements importants dans l'équipement de ses forces; l'escadron antichars fut transformé en escadron blindé doté de chars *Sherman.* Jusque-là, cette unité avait eu pour principale mission d'assurer la défense antichars du secteur de la brigade et elle était équipée d'autocanons antichars *M10;* son entraînement avait surtout porté sur le déploiement dans la défense antichars. Toutefois, pendant le séjour à Fort Lewis, le brig. Rockingham avait jugé nécessaire de conjuguer les exercices de l'infanterie et des chars et il avait ordonné à l'escadron de faire des manoeuvres d'infanterie avec accompagnement de chars de combat, en utilisant ses autocanons à cette fin.[8] En arrivant en Corée, le brigadier apprit que les occasions de rencontrer des chars ennemis étaient assez rares, tandis qu'il était essentiel que l'infanterie pût compter sur l'appui des chars. En outre, il constata bientôt que des groupes d'embuscade ennemis étaient très actifs sur tout le front, voire sur les lignes de communication, et que les tourelles découvertes des *M10* offraient une cible de choix à leurs grenades antichars. En conséquence, il demanda et obtint la permission d'Ottawa de rééquiper l'escadron. En même temps, on remplaça les encombrants canons antichars de calibre 17 de l'infanterie par des canons sans recul américains de 75mm[9].

Le 11 mai commença l'exercice d'entraînement «Charley Horse». Cet exercice avait pour but d'endurcir les troupes et de les familiariser avec les tactiques et les méthodes de combat en terrain montagneux. Les deux bataillons d'infanterie firent exécuter cet exercice à tour de rôle par chacune de leurs compagnies, qui devaient faire l'escalade des hautes collines entourant le champ d'aviation «K9» de Pusan. La dernière compagnie du 2e bataillon du R. 22e R. termina cet exercice le 15 mai[10], et la brigade prit immédiatement la direction du nord, par la même route que la 2e batterie de la

*L'historien de la Brigade relate que les autorités portuaires de Seattle estimèrent que la 25e Brigade s'était embarquée avec une plus grande quantité de matériel et d'équipement que n'en avaient apporté les 2e et 24e Divisions américaines réunies.

R.C.H.A. avait suivie, en avance sur le gros de la formation, pour apporter l'appui de ses canons à la 28e Brigade d'infanterie du Commonwealth britannique sur la rivière Han.[11]

Le déplacement vers le front

L'ordre de déplacement de la brigade spécifiait que les véhicules à roues, portant le plus grand nombre possible de soldats, chemineraient par les routes, tandis que le reste des troupes ainsi que les véhicules à chenilles et l'équipement lourd du génie seraient expédiés par voie ferrée; les dates de départ de ces divers groupes étant fixées aux 16, 17 et 18 du mois. Les éléments de la brigade voyageant par, les routes étaient aussi divisés en trois groupes, dont le premier devait partir le 15 mai, et les deux autres le 16 et le 17 respectivement. Le trajet devait se faire par la route principale d'approvisionnement, reliant Pusan, Taegu, Taejon et Suwon, avec rassemblement près de Kumnyangjangni, à dix milles à l'est de Suwon. On espérait que les troupes transportées par route seraient rendues à leur destination le 19 mai, mais aucun horaire d'arrivée n'avait été établi pour les groupes voyageant par chemin de fer, car il fallait les transporter ensuite en camions du terminus de la voie ferrée à Suwon jusqu'au camp de rassemblement de la brigade.[12]

Si le calme avait persisté au front, les Canadiens fraîchement débarqués eussent pu s'acclimater avant d'aller au combat. Toutefois, les événements en décidèrent autrement. Le premier changement de la situation se produisit dans les secteurs du centre et de l'est où les Chinois déclenchèrent une nouvelle offensive qui, après les premières rencontres normales, prit une intensité croissante. La région où se manifestait cette activité s'étendait presque directement en direction du nord-est à partir d'un point situé à 15 milles à l'ouest de Hongch'on, jusqu'à Taepo-ri, sur la côte. Cette ligne était défendue par le 10e Corps américain, et les 3e et 1er Corps de la République de Corée. Le gros de l'offensive semblait dirigé contre le 3e Corps coréen, au centre. Cette malheureuse formation, déjà fort malmenée au cours de l'offensive précédente, fut cette fois à tel point écrasée que le 10e Corps dut étendre sa ligne de front pour colmater la brèche. Le 23 mai, les gains de l'ennemi avaient atteint leur maximum et le nouveau front s'étendait vers l'ouest à partir de Kangnung près de la côte, jusqu'à Hajin-bu-ri, de là il obliquait vers le nord-ouest jusqu'aux environs de Chaun-ni d'où il se repliait dans la direction du sud-ouest jusqu'au flanc gauche du 10e Corps, à 10 milles au nord de Hongch'on.[13]

Exception faite de l'effondrement des divisions de la Corée du Sud, la retraite s'effectua de façon assez ordonnée, chaque division se repliant sur des positions défensives à l'abri d'un rideau de groupes mobiles chargés de retarder l'avance de l'ennemi. La 3e Division d'infanterie américaine, gar-

dée jusque-là en réserve à Séoul, fut envoyée en renfort au 10e Corps et déployée sur le flanc gauche de celui-ci. De là, elle opéra sa retraite à partir du nord-ouest de Hajinbu-ri jusqu'à des positions établies immédiatement à l'ouest de ce point. Ce renfort étaya la partie la plus menacée du secteur, rallia les unités encore utilisables de la Corée du Sud et colmata une grande partie de la brèche créée par la désintégration du 3e Corps coréen.

Le 24 mai, l'offensive chinoise s'était ralentie et le 10e Corps, appuyé par le 1er Corps coréen, lança une contre-offensive conjuguée avec l'attaque de l'O.N.U. déclenchée à l'extrémité ouest de la ligne de front[14]. Ce fut cette avance dans l'ouest qui, en réalité, bouleversa le programme de la 25e Brigade. L'attaque commença le 20 mai, dans la matinée qui suivit l'arrivée de ses derniers éléments à sa zone de concentration, et au lieu de participer à une opération de défense statique, la brigade se trouva engagée dans le mouvement d'avance générale en direction du 38e parallèle.

La Huitième Armée reprend l'offensive

Comme dans le cas de la deuxième avance des forces de l'O.N.U. vers le 38e parallèle, la description de cette troisième offensive doit se fonder sur l'activité des diverses unités à des échelons de beaucoup inférieurs à celui de l'armée. Les meilleurs renseignements disponibles sont d'ordre purement tactique, et sont puisés dans les rapports quotidiens des opérations. Une étude de ces rapports conduit à la conclusion, ou plutôt à l'impression, que l'avance fut surtout le fait de la progression simultanée de groupes régimentaires, réglée d'après l'avance sur les flancs. La plupart des engagements dont il est fait mention furent des prises de contact des éléments avancés, suivies de batailles mineures à l'échelon du régiment ou, plus souvent, du bataillon ou de la compagnie. Il n'y eut pas de grandes batailles d'armées ou de corps d'armée attaquant des lignes solidement fortifiées comme celles qui marquèrent la campagne d'Italie sur un terrain comparable, lors de la seconde guerre mondiale, ni de manoeuvres d'encerclement des forces ennemies ou de centres importants de communications, au niveau divisionnaire ou supérieur.

Lors de la deuxième avance jusqu'au parallèle, les Nations Unies avaient été mieux disposées à se résigner à une impasse militaire et à s'en remettre aux négociations plutôt qu'à étendre le conflit dans l'espoir d'en arriver à une décision. Rien n'était intervenu depuis pour justifier l'expansion de la guerre de Corée; l'opinion de la majorité aux Nations Unies était encore en faveur de la stabilisation de la situation militaire et des négociations. La crise causée par le rappel du gén. MacArthur avait donné lieu à une réitération des buts de l'intervention en Corée. Le président Truman, dans un appel télévisé au peuple américain, le 11 avril 1951, visant à couper l'herbe sous le pied des protagonistes de la guerre totale, avait dit:

> ... par le moyen d'une guerre limitée en Corée, nous avons enrayé l'agression et prévenu une guerre générale ... Nous essayons de prévenir la guerre mondiale et non pas de la déclencher.

Mais c'est le chef d'état-major de l'Aviation américaine, le gén. Hoyt Vanderberg, qui devait fournir l'argument le plus convaincant à l'appui de cette thèse. Comparaissant devant le comité d'enquête du Sénat américain sur le rappel du gén. MacArthur, il déclara tout simplement que les États-Unis n'avaient pas la puissance nécessaire pour faire une guerre de ce genre[16]. En conséquence, le but essentiel des nouvelles opérations était de dégager les secteurs investis du centre et de l'est, tout en interdisant le ralliement des armées communistes en vue d'une nouvelle offensive d'envergure.

Il est difficile de définir exactement l'attitude de l'ennemi. Les seules prises de contact dont il est fait état sont de celles qui accompagnent normalement un retraite et il semble, du fait que la Huitième Armée n'eut pas à lancer d'attaque en règle, que les Chinois et les Coréens du Nord fussent disposés à céder du terrain. Toutefois, il faut tenir compte de la possibilité que l'ennemi eût pu rester sur des positions plus au sud, mais qu'il en avait été empêché par le manque de chars, d'artillerie et d'avions. Les quelques engagements relativement peu importants qui eurent lieu ne signifient pas nécessairement que l'ennemi avait décidé de retraiter. Il se peut aussi qu'il manquât des moyens de défense nécessaires. Quoi qu'il en soit, le fait important est qu'il n'offrit, ou ne put offrir, qu'une résistance harcelante et dilatoire à l'avance de l'O.N.U.

La tactique employée au cours des derniers stades de la campagne de Corée ne peut se comparer utilement avec celle des dernières campagnes de la seconde guerre mondiale en Europe. Le théâtre des hostilités en Italie, bien qu'il fût en pays de montagnes, offrait un bien meilleur réseau de routes. Les premiers éléments des forces américaines qui prirent l'offensive après la capture d'Inch'on tentèrent d'utiliser le mode de progression adopté en Europe, mais durent y renoncer à cause de la nature primitive du pays et du nombre beaucoup trop élevé des troupes chinoises. Par la suite, les opérations tactiques ressemblèrent plutôt à celles des campagnes de l'armée britannique sur la frontière nord-ouest de l'Inde au cours des années 30. Le but recherché n'était plus «d'attaquer et de détruire l'armée ennemies mais de l'obliger à se replier derrière la chaîne de montagnes du 38e parallèle; il s'agissait d'économiser le matériel humain jusqu'à ce que l'ennemi hésitât devant la supériorité technique des États-Unis. Avec les forces dont on disposait, c'est tout ce que l'on pouvait faire, même si l'O.N.U. avait décidé d'adopter une politique plus agressive.

De leur côté, les Chinois visaient toujours à détruire les forces adverses, et leur tactique était déterminée par leur meilleur atout, celui du nombre. Leur plan ne visait aucunement à l'occupation et à la défense du territoire coréen, car les positions de défense qu'il leur eût fallu établir eussent

offert des cibles trop faciles à l'écrasante supériorité des armes de l'O.N.U. Quand une offensive échouait, les Chinois avaient pour méthode de lâcher prise et de retraiter, puis d'amener des renforts et de nouveaux approvisionnements en vue d'une nouvelle tentative. En conséquence, les opérations de l'O.N.U. prirent essentiellement la nature d'une avance rangée de groupes régimentaires et toute opposition locale était refoulée par l'unité intéressée (ou avec la collaboration des régiments progressant sur ses flancs), de sorte que les engagements dans chaque secteur particulier étaient en tous points semblables à ceux qui avaient lieu dans les autres secteurs. La description de ce qui se passait sur le front des forces canadiennes peut donc s'appliquer, par extension, à celle de l'avance en général.

Cette étrange forme de guerre n'était pas encore commencée lorsque la 25e Brigade cheminait péniblement sur la route conduisant à Suwon et à Kumyangjangni. Le brig. Rockingham avait pris les devants afin de se renseigner sur la tâche assignée à sa brigade et de surveiller la préparation de sa réception. Le jeudi 17 mai, il assista à une conférence d'instruction présidée par le lt-gén. Van Fleet. Le lt-gén. Frank Milburn et le maj.-gén. W. F. Hoge, de même que les généraux commandant les 1er et 9e Corps respectivement et les commandants des 3e, 24e et 25e Divisions d'infanterie américains y étaient aussi présents. Le Commandant de l'armée expliqua qu'une attaque massive de l'ennemi semblait se dessiner dans le secteur du centre et qu'il avait ordonné à la 3e Division de se porter sur Wonju, pour servir de réserve au 10e Corps. L'un des régiments de la formation, le 65e, occupait des positions sur la rive sud de la rivière Han, dans la boucle au sud de Tok-so-ri et il se proposait d'envoyer la 25e Brigade relever ce régiment. Il demanda à quel moment celle-ci serait prête et le brig. Rockingham lui ayant répondu qu'elle était encore en marche mais pourrait être déployée le dimanche soir du 20, il accepta cet horaire[17].

Difficultés avec le Quartier général

Par la suite, toutefois, le brigadier reçut l'ordre d'engager la brigade à 9 h. du matin le 19 mai. Lors de la réception de cet ordre, l'unité était encore en marche, l'heure d'arrivée du 2e bataillon du *R.C.R.* étant fixée à 2 h. du matin du 19 mai. Les autres détachements étaient à au moins deux heures de marche derrière le *R.C.R.* En outre, les soldats des deux bataillons qui voyageaient par chemin de fer n'avaient que leur fusils et 50 cartouches chacun. Leurs postes de radio, mortiers, signaux de reconnaissance pour les avions et munitions d'appoint étaient transportés par la route et devaient être distribués aux unités au moment fort incertain de leur arrivée. A cause de cette situation, le brigadier protesta en alléguant que ses troupes n'auraient pas le temps de se préparer au combat. Pendant toute la nuit, les chefs d'état-major de l'Armée et du Corps ne cessèrent de réitérer cet ordre et le brigadier continua de protester, allant jusqu'au point, à un moment

donné, de dire qu'il préférait être relevé de son commandement plutôt que d'engager des troupes qui n'étaient pas prêtes. Bien qu'il n'allât pas jusqu'à en appeler directement au chef d'état-major général, par ses propres moyens de communication (voir page 101 ci-dessus), il fut bien près de le faire.[18]

En définitive, le différend se régla de lui-même car, le 19 mai, on renonça au projet d'envoyer la 25e Brigade pour relever le 65e Régiment. La Huitième Armée décida plutôt de la placer sous la direction opérationnelle du 1er Corps américain, et lui, ordonna de se rendre à un camp de rassemblement dans la région de Haech'on. Une fois rendue à cet endroit, on lui donna instruction d'attendre qu'on lui assignât un rôle définitif dans l'offensive du Corps qui devait être déclenchée à 5 h. 30 du matin le 21 mai[20].

Avance continue du 21 au 30 mai

Au début de cette attaque, le 1er Corps se trouvait à peu près dans la même situation tactique générale qu'au moment de la cessation de l'offensive chinoise en avril. La ligne qu'il occupait se prolongeait généralement jusqu'à 5 ou 10 milles au nord de Séoul, mais déviait vers le sud-est à son point de jonction avec celle du 9e Corps qui *se* trouvait désormais au nord de la boucle de la rivière Han à l'est de Séoul. La ligne de démarcation entre les deux corps d'armée avait été avancée vers le nord-est à partir de ce point de jonction et le secteur du 1er Corps s'étendait de la côte ouest jusqu'à cette ligne. Dans le secteur du Corps, la 1re Division de la République de Corée était déployée sur le flanc gauche, appuyée à l'est par la 1re Division de cavalerie et la 250 Division d'infanterie. Le 29e Groupe de brigade indépendant d'infanterie occupait encore des positions dans la péninsule de Kimpo[21]. La 25e Brigade, comme nous l'avons vu, était en réserve du Corps et avait l'ordre de se concentrer dans la région de Haech'on et de se tenir prête à soutenir l'avance de la 1re Division de cavalerie ou de la 25e Division, si l'offensive progressait de façon satisfaisante.

Dès minuit, le 23 mai, le 1er Corps avait réalisé des gains importants. La 1er Division de la République de Corée occupait Munsan, la 1re Division de cavalerie était rendue à trois ou quatre milles au nord d'Uijongbu, tandis que la 250 Division avait pivoté sur sa droite, inclinant son front vers le sud-est. A l'est, le 9e Corps progressait à la même cadence; le 10e Corps et le 1er Corps de la République de Corée, cessant leur mouvement de retraite, devaient participer à l'avance le lendemain.[22] C'est ainsi que, le 24 mai, la tentative de diversion d'abord par les 1er et 9e Corps américains avait été transformée en une contre-offensive générale d'armée à laquelle le 10e Corps et le 1er Corps de la République de Corée s'étaient joints.[23] Dans les secteurs des 1er 9e Corps, trois lignes de rapport furent établies. La plus avancée au nord, – bien connue sous l'indicatif d'appel «Kansas», – se pro-

longeait de Munsan à l'ouest jusqu'au point où la route de Séoul-Uijongbu-Yonch'on traversait le 38e parallèle. De là, elle longeait le parallèle vers l'est.[24]

Le 24 mai, la 25e Brigade fut placée sous le commandement de la 25e Division et procéda de Haech'on jusqu'à un lieu de rassemblement au nord-est de Uijongbu, près de Sunae-ri. La 10e équipe de combat du 10e bataillon d'infanterie du Corps expéditionnaire des Philippines en Corée avait été attaché à la brigade et l'accompagnait. C'est ainsi que, dès le début, les Canadiens eurent pour la première fois l'expérience d'une force multinationale. En même temps, le lt-col. Bailey et ses artilleurs de la 2e batterie de la *R.C.H.A.* rejoignaient la brigade canadienne.[25]

A minuit, le 24 mai, l'avance de la 25e Division avait progressé de trois à quatre milles plus au nord, son flanc gauche s'étendant parallèlement à la route Séoul-Uijongbu-Yonch'on à une distance d'environ 5,000 yards à l'est de celle-ci. Vu qu'elle formait le flanc droit du 1er Corps, sa ligne de démarcation du côté droit aboutissait à la ligne de séparation des deux corps d'armée que nous avons déjà décrite. Dans ce secteur, la Division se trouvait au centre et la 24e équipe régimentaire de combat à droite. Les lignes de séparation entre les régiments divisaient le front de la Division en trois parties approximativement égales. En général, la résistance ennemie avait été faible et l'on n'avait le plus souvent rapporté que des accrochages de compagnies.[26]

Le plan des opérations de la 25e Division pour le 25 mai ne différait guère de celui des jours précédents. L'avance devait se continuer sur les lignes de progression «Topeka», «Québec», «Montréal» et «Kansas». La 25e Brigade, après avoir traversé les positions turques devait «pousser vigoureusement l'attaque dans la zone 280800 K May 51 jusqu'à la ligne de progression QUÉBEC, MONTRÉAL et KANSAS successivement». La brigade avait ordre d'employer «les chars blindés à des assauts vigoureux en vue de rompre l'équilibre des forces ennemies», admonition qui se répétait fréquemment dans les instructions opérationnelles de la 25e Division.[27]

La 25e Brigade en action

Afin de donner suite à ces instructions, la 25e Division organisa le groupement opérationnel «Dolvin», ainsi désigné par le nom de son commandant, composé de trois compagnies d'un bataillon de chars, d'un bataillon d'infanterie, d'une compagnie du génie, d'une équipe de contrôle tactique des opérations aériennes et d'un détachement du service des transmissions.[28] Ce groupement opérationnel devait sortir de son secteur de rassemblement au plus tard à 7 h. 30 du matin le 25 mai et «exécuter une avance rapide infanterie-blindés en vue de s'emparer de l'objectif «A»[29]» qu'il devait tenir jusqu'à ce qu'une liaison fût établie par le gros des forces.

L'objectif «A» se trouvait sur le 38e parallèle, dans le secteur de la 25e Brigade; celle-ci devait suivre le groupement opérationnel dans sa poussée sur la ligne «Kansas» et y établir de solides positions de défense.[30] Cette tactique, qui consistait à faire précéder l'infanterie d'un groupement opérationnel rapide chargé d'ébranler l'ennemi et de nuire à sa retraite, fut d'emploi courant sur tout le front pendant la troisième avance sur le parallèle et avait été aussi employée lors de la deuxième avance.

La vallée de la rivière P'och'on traversait le secteur de la brigade et le brig. Rockingham se proposait de transporter son quartier général sur la route de la vallée, tandis que le 2e bataillon du *R.C.R.* procéderait au nettoyage des hauteurs de la gauche et le R. 22e R. de celles de la droite.[31] Chacun de ces bataillons était accompagné d'une, troupe de chars et d'un détachement du génie. Cette première opération de la brigade reçut le nom de code «Initiate», et sa ressemblance avec les méthodes de la 27e Brigade indiquaient que les Canadiens avaient su profiter des leçons de cette formation aguerrie.

Un peu en retard sur l'horaire prévu, la brigade se mit en mouvement à 9 h. 30 du matin le 25 mai à la suite du groupement opérationnel «Dolvin». Elle ne rencontra aucune opposition avant le milieu de l'après-midi alors que les éléments de tête du 2e bataillon du *R.C.R.*, commandé par le lt-col. Keane, essuyèrent le feu d'un petit détachement ennemi retranché sur la cote 407. Le R. 22e R. vint aussi en contact au cours de l'après-midi avec un petit détachement ennemi directement au nord de la cote 329. Au crépuscule, les deux bataillons occupaient de solides positions défensives au nord de Changgo-ri. Le lendemain, l'avance progressa d'environ 4,000 yards en remontant la vallée. Le *R.C.R.* sur la gauche rencontra une légère résistance, mais le R. 22e R. ne vit que des traînards et des déserteurs. Le 27 mai, la brigade s'établit sur des positions en couverture de la ligne «Kansas», après une autre avance sans contact avec l'ennemi. Le lendemain, les Canadiens relevaient le groupement opérationnel «Dolvin» sur les hauteurs qui dominaient le 38e parallèle dans la région à l'ouest de Samdalbat. L'avance avait été d'environ trente milles en pays montagneux. Le même jour une patrouille mixte d'infanterie et de chars de l'escadron «C» du *Lord Strathcona's Horse* (nom donné à l'escadron antichars réorganisé) et le bataillon philippin avancèrent six milles au delà du parallèle sans établir de contact avec l'ennemi.[32]

L'opération «Followup», qui consistait en une avance de la brigade au nord du 38e parallèle, débuta le lendemain, le bataillon philippin étant à gauche et le R. 22e R. à droite. On suivit la route reconnue par la patrouille la veille, et l'on fit halte près des ruines d'un village incendié, blotti au pied de l'obstacle formidable que constituait la montagne connue sous le nom de Kakhul-bong. C'est là que se manifesta la première résistance depuis le franchissement du parallèle. Le plan de retraite de l'ennemi paraissait avoir été quelque peu bouleversé, car les chars de l'escadron «C», avançant sur la

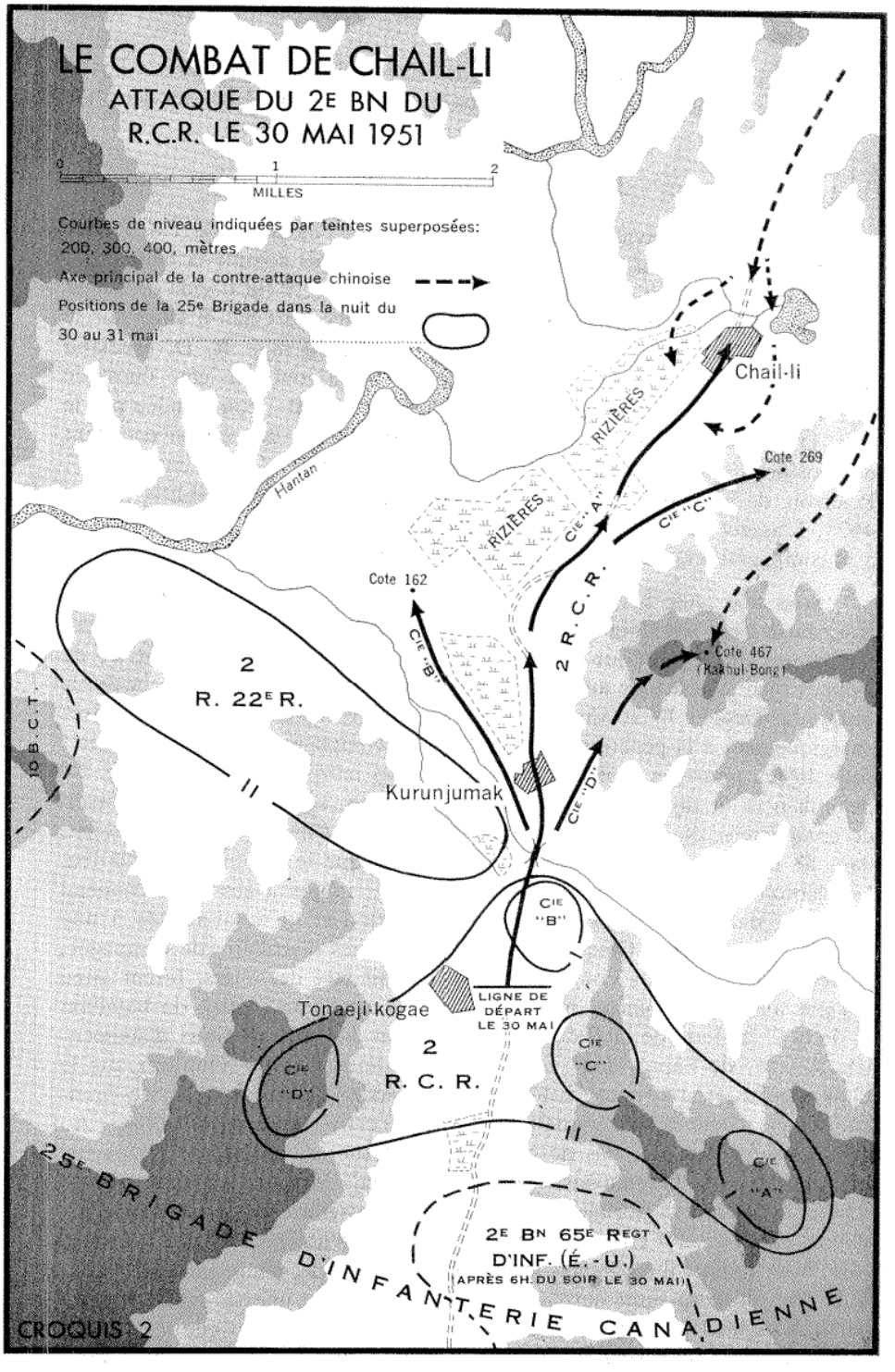
gauche, découvrirent un dépôt considérable d'essence et de munitions abandonné.[33]

Au cours de l'avance, certaines positions chinoises furent contournées par inadvertance, ce qui eut des conséquences imprévues pour le peloton de buanderie et de bains de la compagnie des magasins de la brigade. Cette unité active et dévouée avait' suivi l'avance de nos troupes et, dans l'après-midi du 28 mai, avait dressé son campement à environ quinze milles au nord d'Uijongbu sur un cours d'eau, près de la ligne du centre de la brigade. Le commandant du peloton, revenant d'une randonnée qu'il avait faite à la recherche d'un nouvel endroit de campement, trouva ses hommes détenant deux soldats chinois découverts dans une ferme coréenne abandonnée des environs. Ce furent les premiers prisonniers faits par la brigade. Trois jours plus tard, on captura trois autres Chinois, et le commandant du peloton de dire «que les pauvres diables avaient dû apprendre, à l'époque, ... l'existence d'une buanderie dans les environs et venaient offrir leurs services[34]».

L'attaque contre Chai-li

La reprise de l'avance était fixée au 30, le 2e bataillon du *R.C.R.* sur la droite, à la place du 2e bataillon du R. 22e R. Mais comme la hauteur de Kakhul-bong dominait l'axe de progression du *R.C.R.*, il fut décidé de lancer un bataillon à l'assaut de cette colline et du village de Chail-li situé sur le versant opposé. Le lt-col. R. A. Keane ordonna au maj. R. D. Medland de la compagnie «A» d'avancer rapidement sur la route du côté ouest de la colline et de s'emparer de Chail-li. La compagnie «B», commandée par le maj. D. G. Duncan, était chargée de couvrir le flanc gauche en occupant des positions sur la cote 162, tandis que la compagnie «C», du major J. F. Peterson, devait capturer la cote 269, qui se dressait entre Chail-li et la cote 467.[35] L'assaut principal sur les pics jumeaux de Kakhul-bong était assigné à la compagnie «D» commandée par le maj. H. B. Boates.

Sous une pluie battante, les compagnies «A» «B» et «C» atteignirent assez facilement leurs objectifs, mais la compagnie «D», qui devait escalader des pentes escarpées pour atteindre son objectif, se trouva en présence de troupes bien supérieures aux spécimens dépenaillés que l'on avait rencontrés jusque-là. Des 11 h. 30 du matin, les Chinois commencèrent à réagir très énergiquement à la pénétration du *R.C.R.* La compagnie «A» tomba bientôt sous un feu nourri et rapide de l'infanterie, des mortiers et de l'artillerie. Le peloton n° 1 fit rapport que des groupes ennemis, apparemment à l'échelon de compagnies, étaient en marche en direction de Chail-li et se dispersaient dans les champs des deux côtés de la route lorsque le peloton ouvrit le feu. Le peloton n° 2, qui protégeait le flanc gauche, rapporta aussi que l'ennemi s'infiltrait dans les rizières autour de sa position et qu'il faisait feu à une distance de 25 yards. Cinq ou six pièces


LE COMBAT DE CHAIL-LI
ATTAQUE DU 2E BN DU
R.C.R. LE 30 MAI 1951
0
1
2
MILLES
Courbes de niveau indiquées par teintes superposées:
200, 300, 400, mètres
Axe principal de la contre-attaque chinoise
Positions de la 25e Brigade dans la nuit du
30 au 31 mai
Chail-li
RIZIÈRES
RIZIÈRES
Cote 269
Hantan
CIE "A"
CIE "C"
2 R. C. R.
Cote 162
CIE "B"
Cote 467
(Kakhul-Bong)
2
R. 22E R.
10 B. C. T.
Kurunjumak
CIE "D"
CIE "B"
LIGNE DE
DÉPART
LE 30 MAI
Tonaeji-kogae
2
R. C. R.
CIE "D"
CIE "C"
CIE "A"
25E BRIGADE D'INFANTERIE CANADIENNE
2E BN 65E REGT
D'INF. (É.-U.)
(APRÈS 6H. DU SOIR LE 30 MAI)

CROQUIS 2

d'artillerie de campagne, et des véhicules que la compagnie «A» pensait être des chars, furent aussi aperçus au même moment. Malgré le feu des armes de soutien du bataillon et de la 2e batterie de la *R.C.H.A.*, la pression ennemie continua d'augmenter. A 1 h. de l'après-midi, les Chinois commencèrent à s'infiltrer sur le flanc gauche et, recourant à une superbe tactique de campagne, se faufilèrent vers l'éperon qui bordait la route à l'extrémité sud du village. Au début, on ne s'aperçut pas de ce mouvement sur le flanc de la compagnie «A» à cause de la mauvaise visibilité. Le maj. Medland raconte que les soldats qu'il entrevit portaient des ponchos et ressemblaient grandement aux soldats canadiens. Il crut d'abord qu'il s'agissait d'hommes de la compagnie «C», mais comme il n'obtenait aucune réponse de cette compagnie par radio, il ne pouvait se rassurer autrement. Toutefois, devant une véritable éruption de feu d'infanterie, de mortiers et de mitrailleuses, il comprit que les Chinois étaient en train de cerner ses arrières. Les Canadiens commençaient à subir la tactique qui avait dérouté les Américains au cours d'engagements antérieurs.

L'ennemi entretenait un feu nourri de ses mortiers, armes portatives et mitrailleuses, et le commandant de la compagnie affirma par la suite qu'il était sûr que l'ennemi utilisait une mitrailleuse Vickers. Des obus de mortiers commencèrent à pleuvoir à l'arrière de la compagnie, la pression s'accrut contre les pelotons nos 1 et 2, et il devint évident que les Chinois voulaient à tout prix encercler et isoler la compagnie.

Dans l'intervalle, la compagnie «C» déployée sur la cote 269 et autour, jouait le rôle passif et démoralisant d'un spectateur. Vers le milieu du jour, la visibilité devint tellement obscurcie par la pluie et le brouillard qu'il, était très difficile d'identifier les combattants dans la vallée. Par conséquent, bien qu'on pût distinguer le mouvement qui s'effectuait sur le flanc de la compagnie «A», on crut d'abord qu'il s'agissait d'un peloton de la compagnie elle-même. Dès qu'on se fut rendu compte qu'il s'agissait de Chinois, le peloton n° 8 ouvrit sur eux le feu de ses fusils et de ses mitrailleuses *Bren,* mais sans grand effet à cause de la grande distance qui les séparait. En même temps on aperçut un nombre considérable de Chinois qui débouchaient d'un village situé à l'est du réservoir de la vallée en direction de Kakhul-bong. Ceux-ci furent pris sous le feu des pelotons nos 7 et 8, mais la distance était encore trop grande pour assurer l'efficacité du tir. A cause de la nature du terrain, le commandant de la compagnie avait dû déployer ses hommes dans les environs immédiats de la cote 269 et ne disposait pas de forces suffisantes pour s'opposer à la manoeuvre d'encerclement des Chinois. Cette inaction forcée eut un effet décisif sur la tentative que fit la compagnie «D» pour s'emparer de Kakhul-bong.

Cette hauteur formait l'armature de la défense chinoise, qui résista pas à pas à l'assaut de la compagnie «C». Le peloton n° 11, qui s'était porté sur le flanc gauche, constata que ce secteur avait déjà été nettoyé par le peloton n° 10 dans son avance sur l'axe principal. Les Chinois mettaient à profit

leur réseau complexe de tranchées qui bordaient les crêtes principales et couronnaient la colline, tout en utilisant habilement leurs abris camouflés. Le feu des mitrailleuses et des mortiers devenait de plus en plus violent sans cependant ralentir l'avance. A 11 h. 30 du matin, le peloton de tête avait escaladé et nettoyé le piton escarpé de l'ouest et commença la descente dans le couloir qui conduisait au pic principal, à quelque 300 yards de là.

Mais, tout à fait au sommet, les ennemis avaient installé une mitrailleuse qui en dominait complètement les abords. On eut recours à l'artillerie et aux mortiers, et le commandant du peloton n° 11 dirigea le feu de son lance-fusées de calibre 3.5 sur l'emplacement de cette unique mitrailleuse, sans pourtant en déloger les défenseurs. La section de tête se faufila jusqu'à 20 pieds de la crête, mais trouva impossible de pousser plus loin une attaque de front. Le commandant du peloton ordonna à une autre section de se porter sur le flanc droit et de tenter d'engager la position à partir de la crête est. Mais, dans l'épais brouillard qui enveloppait la cime, la section dépassa son objectif et tomba soudain sur un groupe de Chinois en train de déjeuner dans une petite vallée qui se trouvait derrière la crête de Kakhul-bong. D'après le commandant de la section, ces soldats ennemis paraissaient bien vêtus, pleins d'allant et de confiance. La section ouvrit le feu sur eux à courte portée et revint au peloton n° 11 en disant qu'elle pensait avoir abattu quatre ou cinq des soldats ennemis, dont un officier.

Dans l'intervalle, le feu des mortiers ennemis était devenu très intense. Le quartier général de la compagnie, installé derrière le pic ouest, reçut un coup direct qui blessa grièvement le maj. Boates. Le commandant du peloton n° 10 assuma le commandement et tenta de nouveau, sans succès, de faire taire la mitrailleuse. On ne pouvait l'atteindre qu'en grimpant un rocher escarpé de 20 pieds de hauteur.[36]

Au quartier général tactique de la brigade, le brig. Rockingham étudiait la situation. Il ne la jugeait pas brillante. L'avance de la brigade avait creusé un saillant profond dans les lignes ennemies, mais les flancs de ses unités se trouvaient à découvert. Sur la droite, les troupes les plus rapprochées étaient à 8,000 yards en arrière, tandis que la ligne avancée de l'unité protégeant le flanc gauche était arrêtée à 7,000 yards en arrière.[37] En outre, l'assaut du *R.C.R.* était en train d'échouer, la compagnie «A» presque encerclée, la compagnie «D» immobilisée sur les pentes rocheuses de Kakhulbong, tandis que le feu de la compagnie «C», qui était entre les compagnies «A» et «D», ne pouvait atteindre l'ennemi qui attaquait ces deux dernières. Le brigadier décida qu'il serait plus sage de renoncer à la tentative. Il ordonna à Kean de se replier sur une position défensive organisée. Comme mesure additionnelle de sécurité, le 1er Corps plaça le 2e bataillon du 650 Régiment d'infanterie américaine sous le contrôle opérationnel de la brigade, et Rockingham lui fit aussitôt occuper la hauteur qui se trouvait au sud des positions du 2e bataillon du *R.C.R.*[38].

A 2 h. 30 de l'après-midi, les compagnies cernées du *R.C.R.* entrepri-

rent de se dégager. La compagnie «A», sous le couvert du feu de l'artillerie et des chars, se retira de Chail-li et, transportant ses blessés à l'abri des chars, se replia lentement le long de la route. Les compagnies «B» et «C» commencèrent à se replier en même temps sous la protection du feu d'artillerie de la 2e batterie de la *R.C.H.A.* La compagnie «D», désormais sous le commandement du lt J. A. Cowan, commençait en même temps à se retirer du Kakhul-bong sous la pression constante des Chinois. L'excellent travail de l'officier commandant les mortiers et de l'observateur d'artillerie assura toutefois la retraite avec un minimum de pertes.

Le repli du bataillon fut une opération longue et pénible mais, à 7 h. du soir, la dernière compagnie avait réussi à se dégager des hauteurs et, à 9 h. du soir, l'unité occupait ses nouvelles positions. Le *R.C.R.* avait dû abandonner une partie de son matériel. La section de mitrailleuses moyennes de la compagnie «C» perdit la plupart de ses véhicules, – deux jeeps et trois remorques, – tandis que trois chars de l'escadron «C», s'étant enlisés, avaient dû être abandonnés provisoirement. Heureusement, on put, avec l'appui du R. 22e R., récupérer deux de ces chars le même soir et le troisième le lendemain. Le 2e bataillon du *R.C.R.* avait eu six sous-officiers et soldats tués et deux officiers et 23 soldats blessés pendant les combats de la journée.

Pendant l'assaut contre la compagnie «A» à Chail-li, le canonnier K. W. Wishart, de la batterie «D» du 2e régiment de la *R.C.H.A.*, qui était chauffeur et sans-filiste pour l'officier d'observation de la compagnie, resta à son appareil sous le feu très violent de l'ennemi, transmettant les ordres de tir de concentration de l'artillerie, qui dispersa l'attaque ennemie et permit ensuite à la compagnie de se retirer de sa position dangereuse. Pour son sang-froid, il reçut la Médaille militaire. Au cours du même engagement, le soldat J. A. Sargent, de la compagnie «A», s'était également distingué par son adresse et son courage en couvrant la retraite de la compagnie du feu de sa mitrailleuse *Bren.* Il fut aussi décoré de la Médaille militaire.

En rétrospective, la tentative de capturer le Kakhul-bong par débordement semble avoir été, en Corée, une erreur tactique. Cette hauteur était trop massive pour qu'un seul bataillon pût s'en emparer de cette façon, et l'expérience acquise par suite des opérations mobiles dans le nord-ouest de l'Europe, que les Américains avaient dû mettre de côté, ne profita pas davantage aux Canadiens sur ce nouveau théâtre.

Le combat de Chail-li fut le premier engagement sérieux de la brigade depuis son arrivée au front. Il n'y a aucun doute que la réaction violente de l'ennemi à cet endroit fut provoquée par la crainte du danger que cette opération comportait pour ses lignes de communication dans la plaine de Ch'orwon. Les rapports du service de renseignements de la Huitième Armée, au cours de cette période, révèlent que cette région constituait un centre principal de distribution des approvisionnements en provenance de la Mandchourie, ainsi que le noeud des communications latérales de l'ennemi

dans ce secteur de la péninsule de Corée.

On n'a qu'à escalader le Kakhul-bong pour se rendre compte de l'importance que les Chinois attachaient à cette hauteur. Du sommet, vers le sud, le regard atteint presque le 38e parallèle, et aucun mouvement sur la route principale ne peut lui échapper. Vers le nord, la vallée de la Hantan déploie son panorama, et l'on distingue clairement la plaine de Ch'orwon à une distance de vingt milles. Les Chinois retranchés au sommet pouvaient surveiller tous les mouvements du 2e bataillon du *R.C.R.* et organiser leur défense en conséquence.

Le dernier jour de mai, la brigade resta sur ses positions et n'organisa que des patrouilles, sous le commandement de la 3e Division d'infanterie américaine. Cette formation avait été détachée du 10e Corps, le 30, dans le secteur du centre et renvoyée au secteur du 1er Corps, où elle occupait l'axe précédemment couvert par la 25e Division.[39] Le 1er juin, la brigade, moins le 2e bataillon du R. 22e R. et le 2e régiment de la *R.C.H.A.*, fut relevée par le 65e régiment d'infanterie américaine, qui prit sous son commandement le bataillon philippin. La brigade fut alors placée en réserve à quelques milles à l'arrière, tandis que le R. 22e R. occupait des positions sur le flanc droit du 65e régiment d'infanterie américaine, appuyée par le 2e régiment de la *R.C.H.A.*[40] C'est ainsi que la 25e Brigade compléta son baptême du feu. Elle s'était comportée convenablement, au cours de son premier engagement, et ses pertes de 6 tués et 54 blessés, subies du 28 au 30 mai, témoignaient de la violence des combats qu'elle avait livrés.[41]

Entre-temps, le 9e Corps avait aussi progressé sur le flanc droit du 1er Corps. Tout comme celui-ci, il avait déclenché son offensive le 20 mai à partir de la ligne générale des positions qu'il occupait depuis la fin d'avril, alors qu'il avait cessé de retraiter devant les Chinois. Cette ligne s'étendait des positions du 2e bataillon du *P.P.C.L.I.* dans le secteur de Tokso-ri vers l'est, jusqu'à un point situé à cinq milles à l'ouest de Hongch'on*. Sur la gauche, la ligne s'inclinait vers le nord-est, tandis que sur la droite, elle s'incurvait vers le nord-ouest, de sorte que le front de l'avance du Corps se rétrécissait graduellement. Dans ce secteur, la 24e Division d'infanterie était déployée sur le flanc gauche, avec les 2e et 6e Divisions de la République de Corée au centre, tandis que la 7e Division d'infanterie avançait sur un front sensiblement égal à celui des 2e et 6e Divisions coréennes réunies.[43]

Au début de l'attaque du 9e Corps, le 20 mai, la 24e Division avait déployé la 28e Brigade et les 19e, 5e et 21e équipes régimentaires de combat sur son front, de gauche à droite. Dès le début de l'offensive, la 28e Brigade fut laissée en arrière sur des positions se prolongeant vers l'est à partir du secteur du *P.P.C.L.I.* près de Chinboli.[44] La brigade resta là, pendant que le reste du Corps progressait vers le nord. Cette avance différa peu des opéra-

---

*Le 18 mai, la ligne s'était déplacée vers l'est, plus près de Hongch'on[42], sans doute pour permettre au 10e Corps de concentrer ses forces plus à l'est contre l'offensive chinoise.

tions précédentes. On escalada toute une succession de collines; le jour, il fallait vaincre une résistance qui s'évanouissait la nuit; on attendait ensuite que les troupes placées sur les flancs se fussent réformées.[45] On ne confia aux *Patricias* qu'un rôle peu important dans cette avance, peut-être parce qu'ils devaient partir prochainement pour aller se joindre à la 25e Brigade. En effet, le 27 mai, le bataillon fut détaché de la 28e Brigade et déplacé en direction sud jusqu'à Sambi-ri, sur la rive nord de la Han, où il passa sous le commandement canadien dont il avait été retiré plus de six mois auparavant pour participer à l'«occupation» de la Corée.[46]

Concentration des forces du Commonwealth

Pendant les derniers jours de mai et les premiers jours de juin, on concentra les trois brigades du Commonwealth dans une même région en vue de la formation de la 1re Division du Commonwealth (voir plus loin, page 133). L'endroit choisi se trouvait approximativement à neuf milles au sud du confluent des rivières Imjin et Hantan. Le 29e Groupe indépendant de brigade d'infanterie se retira de ses positions dans la péninsule de Kimpo le 28 mai et fut rejoint le lendemain par la 28e Brigade d'infanterie du Commonwealth venant du secteur du 9e Corps.[47] Le 3 juin, le 25e Groupe de brigade d'infanterie canadienne rejoignit la concentration, entrant en réserve de corps à environ 15 milles au sud de la rivière Imjin, au nord-est d'Uijongbu.

Le 3 juin, le général Van Fleet avait poussé la ligne du front de la Huitième Armée américaine presque sur les positions qu'elle devait occuper par la suite jusqu'à la fin des opérations en Corée. Sur le front du 1er Corps, la 1re Division de la République de Corée se trouvait sur la rive sud de l'Imjin, dans la région de Munson. Le reste de la rive sud, jusqu'au point où la rivière s'incurve vers le nord à son confluent avec la Hantan, était occupé par les 29e et 28e Brigades. Au confluent de l'Imjin et de la Hantan, la ligne s'étendait vers le nord en longeant la rive est de l'Imjin jusqu'à un point situé presque en face de Yonch'on, et de là elle s'infléchissait vers l'est. La 1re Division de cavalerie occupait ce secteur; ses éléments aboutés à la rivière Imjin faisaient généralement face au nord, tandis que ceux de la région de Yonch'on faisaient face à l'ouest et au nord. La 3e Division d'infanterie américaine venait ensuite à l'est, faisant généralement face au nord, tout comme la 25e Division d'infanterie américaine qui formait le flanc droit du 1er Corps. Les 9e et 10e Corps prolongeaient la ligne presque directement vers l'est, mais la Division «Capitol» du 1er Corps de la République de Corée avait enfoncé un saillant sur le côté est, pénétrant presque jusqu'à Chodo-ri.[48]

La 25e Brigade occupait un secteur de la région de concentration des forces du Commonwealth, au sud du confluent des rivières Imjin et Hantan. Du 2 au 18 juin, elle constitua la réserve du 1er Corps.[49] Durant cette pé-

riode, le brig. Rockingham et ses officiers commandants dressèrent des plans en vue des tâches défensives, assignées par le 1er Corps, et assurèrent le fonctionnement normal d'une formation en réserve.[50]

Combats sur la rivière Imjin en juin 1951

Le saillant de la rivière Imjin était le point le plus important du front du 1er Corps. À son confluent avec la Hantan, l'Imjin tourne brusquement vers le sud-ouest, et l'avance du 1er Corps avait progressé le long de cette courbe. La pointe avancée du saillant était dangereusement rapprochée de la route d'approvisionnement venant de Séoul, par Uijongbu, pour se rendre dans la région de Yonch'on. Plus tard, ce saillant fut réduit par les opérations «Minden» et «Commando», mais pendant le mois de juin le commandement des Nations Unies se borna à en assurer la sécurité au moyen dé patrouilles. A cette fin, on avait établi «des bases de patrouille» sur la rive opposée de l'Imjin, d'où l'on pouvait exercer la surveillance du saillant.[51] Ces «bases de patrouilles» étaient défendues par des détachements de la force d'un bataillon ou d'une brigade établis dans la zone neutre à diverses distances au delà des localités défendues avancées. Il était devenu courant d'adopter cette méthode chaque fois qu'une formation était en défensive, et elle se révéla particulièrement utile dans la région de I'Imjin.

Le 2 juin, le 2e bataillon du *P.P.C.L.I.* fut de nouveau attaché à la 28e Brigade[52] en vue de l'établissement de l'une de ces «bases de patrouilles» à la pointe du saillant. On avait d'abord projeté de traverser la rivière du sud au nord dans le secteur de la 28e Brigade, mais une inondation soudaine rendit le passage impraticable, de sorte que la traversée n'eut lieu que le 6, dans le secteur de la Division de cavalerie.[53]

On choisit pour cette opération l'emplacement d'un traversier et la compagnie «D» fut chargée d'en défendre l'accès ouest. Les compagnies «A» et «C» occupèrent des positions sur la cote 194. Le reste de l'unité demeura sur la rive est du cours d'eau[54]. Le déploiement du bataillon était tout à fait anormal, si l'on en juge par les normes des collèges d'état-major, vu qu'il couvrait un secteur de 1,400 sur 1,000 yards, coupé en deux par une rivière que l'on savait par expérience capable de se transformer soudainement en un obstacle formidable. La mission du maj. Tighe consistait à tenir une tête de pont sur la rive ouest, et à assurer une base solide d'où les patrouilles des autres unités pouvaient explorer le territoire inconnu à l'ouest de l'Imjin.

Le 9 juin, le brig. G. Taylor, commandant de la 28e Brigade, vint inspecter ce secteur et exprima l'opinion «qu'une offensive à fond des Chinois était à prévoir du 12 au 15 juin sur le front du 1er Corps et que la 28e Brigade occupant la charnière subirait probablement le gros de l'attaque[55]». En dépit de cette lugubre prédiction, la réaction ennemie se borna à un tir de

mortiers, bien que les patrouilles eussent confirmé l'existence de positions chinoises à quelque milliers de yards seulement.[56] Le 11 juin, le 2e bataillon du *P.P.C.L.I.* fut relevé par le R. 22e R. et revint au secteur de concentration de la brigade. Le lt-col. Dextraze et ses hommes occupèrent cette position jusqu'au 19 juin, et cette période de faction ressembla en général à celle des *Patricias*[57], bien que la crainte d'une attaque chinoise eût porté le brig. Taylor à ordonner, le 18, un recul du bataillon d'environ 4,000 yards en arrière de ses positions avancées pendant une période d'environ douze heures.[58]

Le 18 juin, l'extrémité est du front du 1er Corps avait avancé jusqu'aux abords sud de Ch'orwon. A l'ouest, sa ligne de front longeait la rivière Imjin à partir de son confluent avec la Han jusqu'au point où celle-ci se réunit avec la Hantan plus à l'est. De ce dernier point, la ligne s'infléchissait vers le nord et suivait la rive est de l'Imjin jusqu'à un point vis-à-vis Yonch'on, d'où elle s'orientait vers le nord-est jusqu'à Ch'orwon, formant la ligne «Wyoming», puis elle se prolongeait directement vers l'est jusqu'à des positions établies juste au sud de Kumhwa. La ligne de démarcation entre le 1er et le 9e Corps suivait généralement l'extrémité est du front du 1er Corps. Le 1er Corps de la République de Corée, sur la côte est, gardait encore un saillant qu'il avait enfoncé jusqu'à Chodo-ri.[59]

En patrouille à Ch'orwon

Le 18 juin, la Huitième Armée plaça la 25e Brigade sous le commandement de la 1re Division de cavalerie de qui elle reçut la mission de relever le 28e Régiment de la République de Corée et le 65e régiment d'infanterie de la 3e Division américaine à l'extrémité de Ch'orwon de la ligne «Wyoming». La ligne de démarcation à l'est de la 1re Division de cavalerie avait été poussée plus loin sur la droite afin d'inclure le territoire occupé auparavant par ces éléments de la 3e Division.[60] La brigade quitta le secteur où elle avait été gardée en réserve au sud de la rivière Imjin depuis le début de juin et occupa les positions qui lui avaient été assignées sur la ligne «Wyoming» à midi le 19[61]. Le R. 22e R. vint la rejoindre le même jour, à partir de sa «base de patrouille» sur l'Imjin, et la formation se trouva de nouveau au complet.[62] Relatant ce déplacement du gros de la brigade, le brig. Rockingham écrivait plus tard:

> Un incident des plus intéressants se produisit au cours de cette manoeuvre. On m'avait ordonné de mettre la brigade en marche à 2300 heures approximativement le 17 juin, mais je ne pus obtenir qu'on m'indiquât la route à suivre sur ce parcours d'environ 25 milles. Ni le 1er Corps ni aucune des divisions intéressées ne put m'indiquer un endroit de rassemblement de mes troupes une fois qu'elles seraient rendues sur les lieux. Je partis donc en compagnie de mes principaux officiers afin d'aller reconnaître la route et l'endroit de rassemblement, sans laisser d'instructions de marche au gros de la brigade. Dès que nous arrivions à un pont ou à croisement de routes, et que nous les trouvions praticables, je donnais des ordres

par radio au major de brigade sur la route à prendre. Je lui avais donné instruction de nous suivre à une distance d'environ deux heures de marche, et cette formation fut maintenue jusqu'à ce que nous fûmes arrivés à la partie de la ligne de la 3e Division que nous devions occuper. Je procédai alors à une reconnaissance hâtive en compagnie de mes commandants, qui retournèrent ensuite en arrière reprendre le commandement de leurs unités et les conduisirent directement à leur secteur de la ligne.

Une telle manouvre ne fut possible qu'à cause de l'éloignement des forces ennemies et des excellents moyens de communication de la brigade. A cette époque, nous avions déjà acquis une expérience considérable dans la pratique du déplacement des unités, mais cette méthode ne serait pas à recommander à une formation moins aguerrie.[63]

Une fois que la brigade eut occupé ses positions, son front s'étendait sur une distance de 7,500 yards vers le sud-ouest, à partir des abords ouest de Ch'orwon qui étaient compris dans son secteur.[64] A sa droite, la 3e Division occupait la ligne en direction de l'est.[65] A sa gauche, la 1re Division de cavalerie prolongeait la ligne «Wyoming» vers le sud-ouest jusqu'aux environs de Yonch'on, d'où elle bifurquait vers le sud, longeant la rive est de l'Imjin, jusqu'au confluent de celle-ci avec la Hantan. La division avait établi trois «bases de patrouille» à l'ouest des localités défensives avancées de Yongjong-ni, Pam-Kogae et Chura-dong.[66] Des patrouilles pénétraient profondément chaque jour dans la zone neutre, et la 25e Brigade devait bientôt participer à ces opérations.

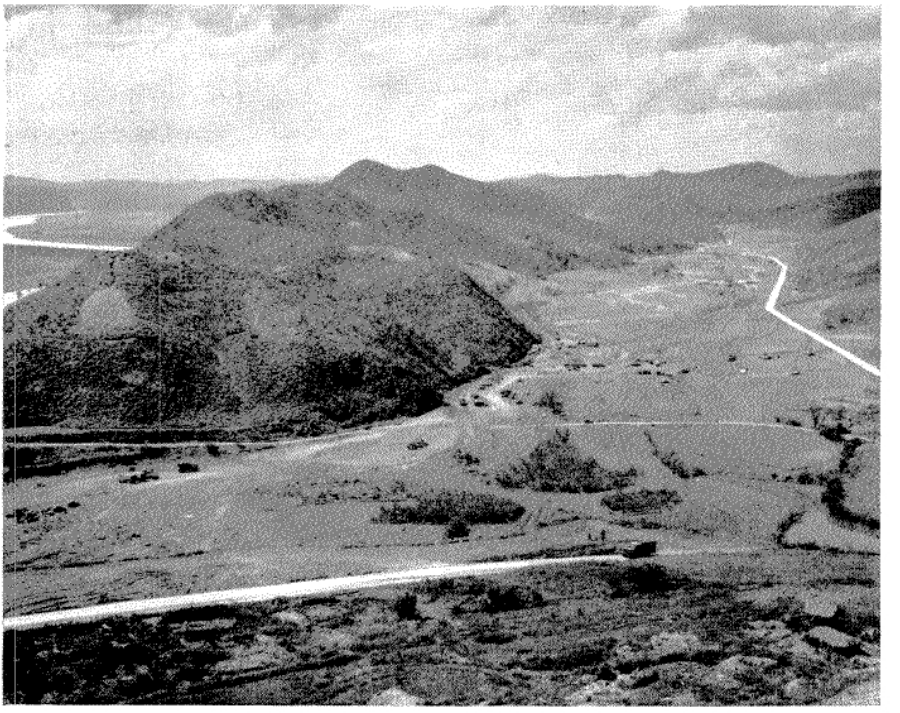
Dans le secteur de la Brigade, le 2e bataillon du *P.P.C.L.I.* occupait la gauche et le 2e bataillon du *R.C.R.* la droite, tandis que le 2e bataillon du R. 22e R. était en. réserve derrière le *R.C.R.*[67]. La ligne des *Patricias* longeait le côté sud d'une étroite vallée dominée par des hauteurs sur le côté opposé. Le *R.C.R.* était disposé sur un plateau élevé qui commandait la ville de Ch'orwon, construite à la lisière sud de la plaine de Ch'orwon qui se prolongeait vers le nord-est. Ch'orwon était la première ville de quelque importance rencontrée par la brigade depuis qu'elle avait traversé la rivière Han et, en juin 1951, elle n'était pas encore complètement démolie. Elle était encombrée de réfugiés et, le 20 juin, «un avion de la Corée du Sud équipé de hautparleurs survola la région en demandant aux civils d'évacuer les routes et de rester sur les hauteurs[68]». La brigade faisait face au sud-ouest, mais ses lignes de démarcation s'orientaient du nord au sud. A l'intérieur de ces lignes, en avant des localités défensives avancées, s'étendait une région montagneuse parsemée d'étroites vallées dont les fonds étaient tout à fait plats.

Le 21 juin, le *R.C.R.* fut appelé à fournir le détachement d'infanterie de la première patrouille chargée de pénétrer profondément en zone neutre. L'objectif indiqué se trouvait à 12 milles environ au nord des positions du *R.C.R.*, et l'heure H était fixée à 6 h. 30 du matin. La patrouille était composée d'une troupe de chars, de la compagnie «A», d'une troupe d'artillerie de campagne et d'un élément de soutien aérien tactique. Une base solide fut

J. Carrol

IRONIE INCONSCIENTE

L'hôtel de ville de Taejon, récemment "libéré", vu par un correspondant de guerre canadien.



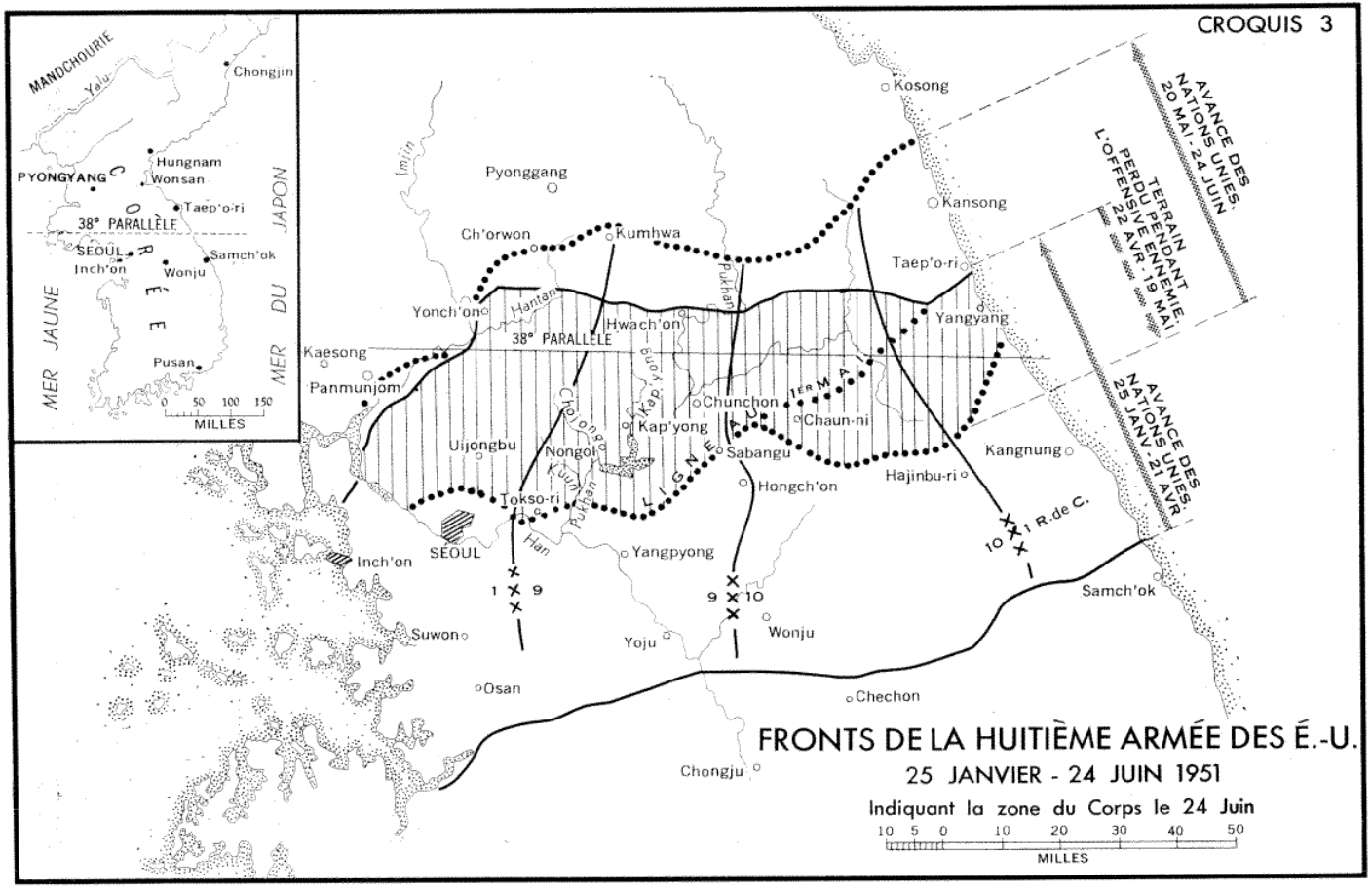
W.H.Olson

BASE FERME

Les positions du 2e bataillon du *P.P.C.L.I.* le long de la rive orientale de l'Imjin, le 10 juin 1951. La façon négligée dont les tentes, les marquises et les camions sont dispersés à découvert est une indication évidente de la maîtrise des airs.

W.H. Olson

RÉFUGIÉS


CROQUIS 3
MANDCHOURIE
Yalu
Chongjin
PYONGYANG
Hungnam
Wonsan
Taep'o-ri
38° PARALLÈLE
SEOUL
Inch'on
Samch'ok
Wonju
Pusan
MER JAUNE
MER DU JAPON
0 50 100 150
MILLES
Kosong
Kansong
Pyonggang
Ch'orwon
Kumhwa
Taep'o-ri
Yangyang
Yonch'on
Hwach'on
Kaesong
Panmunjom
Chunchon
Chaun-ni
Uijongbu
Nongok
Kap'yong
Sabangu
Kangnung
Hongch'on
Hajinbu-ri
Tokso-ri
SEOUL
Inch'on
Yangpyong
Suwon
Yoju
Wonju
Samch'ok
Osan
Chechon
Chongju
1er MAI
1 R.de C.
AVANCE DES NATIONS UNIES. 20 MAI - 24 JUIN.
TERRAIN PERDU PENDANT L'OFFENSIVE ENNEMIE. 22 AVR.-19 MAI.
AVANCE DES NATIONS UNIES. 25 JANV.-21 AVR.
FRONTS DE LA HUITIÈME ARMÉE DES É.-U.
25 JANVIER - 24 JUIN 1951
Indiquant la zone du Corps le 24 Juin
10 5 0 10 20 30 40 50
MILLES

établie sur les hauteurs au nord-est de Chungmasan où l'artillerie se mit en batterie, après quoi les chars, l'infanterie et l'élément de soutien aérien tactique continuèrent leur route. Plusieurs petits groupes ennemis furent rencontrés et dispersés par le feu des chars; à 4 h. 20 de l'après-midi, la patrouille avait parcouru une distance d'environ huit milles et elle fit halte autour du village de Hahoesun. A cet endroit, un avion de reconnaissance qui accompagnait la patrouille signala la présence d'importantes forces ennemies sur une colline avoisinante. L'artillerie ouvrit le feu sur ces positions, et la patrouille rebroussa chemin, revenant à son point de départ à environ 7 h. du soir.

Cette patrouille fut la première d'une série d'incursions profondes en territoire ennemi, lesquelles se poursuivirent jusqu'au milieu de juillet. Chaque fois, il y eut des tués ou des blessés par des obus de mortiers, mais l'ennemi fut gardé à distance. Nous ne tenterons pas une description détaillée de ces patrouilles, car elles se ressemblaient toutes par leur composition et leur mission. Même les accrochages avec l'ennemi étaient toujours semblables. La description générale en est faite par le chroniqueur de la brigade:

> Vu la distance à parcourir, une batterie du 2e régiment de la *R.C.H.A.* est postée à 4,000 ou 5,000 yards en avant des localités défensives avancées de la Brigade afin de pouvoir appuyer convenablement les patrouilles. En outre, en temps de pluie, une troupe complète du 57e Escadron de campagne doit accompagner les chars afin de construire des ponts et aménager des voies d'approche dans le cas des nombreux cours d'eau, canaux étroits ou fossés d'irrigation que l'on rencontre. À la suite des éléments tactiques d'une patrouille, il arrive fréquemment que l'on envoie les camions à bascule du génie combler de pierre concassée ou de gravier les passages et les fondrières afin d'assurer le retour sans incident des véhicules de la patrouille. Du fait que les unités situées à nos côtés n'organisent pas en même temps d'aussi vigoureuses patrouilles, il arrive souvent que nos détachements offrent des flancs découverts de 10,000 à 20,000 yards de longueur. Afin d'assurer leur protection, les bataillons en cause doivent détacher une partie considérable de leurs effectifs de patrouille en vue de prévenir toute surprise ou manoeuvre d'encerclement. A cause de ce drainage des forces déjà limitées des patrouilles, on supplée au nombre d'hommes par une augmentation de la puissance de feu en leur adjoignant les mortiers de 81 mm du bataillon et le peloton de mitrailleuses moyennes ...
>
> L'effectif maximum de ces patrouilles des bataillons est limité par la nécessité de garder au moins deux compagnies dans les localités défensives avancées. L'addition des sections de mortiers et de mitrailleuses aux forces des patrouilles s'impose pour qu'elles puissent assurer de leur feu la protection des flancs exposés et permettre à ces détachements relativement faibles d'atteindre leurs objectifs et de se dégager en face d'une résistance déterminée.
>
> La nature du terrain de ce secteur rend très difficile le roulement des bataillons, ce qui oblige ceux-ci, y compris le bataillon de réserve, à fournir les patrouilles à tour de rôle. Vu que leurs flancs se trouvent tellement exposés, chaque bataillon doit laisser au moins deux compagnies dans leurs localités défensives avancées, ce qui limite à deux compagnies à la fois le travail de la pose des fils et du creusage des retranchements. La température a été généralement très chaude et il faut redouter le danger d'épuisement résultant de la chaleur pendant l'escalade des hauteurs. Les distances de pénétration et la hauteur des collines à escalader, qui sont en moyenne de 450 mètres, rendent le travail des patrouilles plus ardu que d'ordinaire

> et les hommes s'épuisent rapidement. C'est pourquoi il faut leur accorder au moins une journée de repos avant de les renvoyer en patrouille.[69]

La multiplication de ces patrouilles les rendaient plus dangereuses:

> L'ennemi offre maintenant une opposition évidente aux patrouilles de plus en plus longues et dangereuses de notre brigade. Pendant la première semaine de juillet, il s'était borné à les observer à distance, mais il se porte maintenant à leur rencontre avec des forces croissantes, et le jour n'est pas éloigné où il passera à l'action violente. Le commandant de la brigade ne cesse de mettre les commandants de bataillons en garde contre cette éventualité.[70]

Le 9 juillet, au cours de l'une de ces patrouilles, le R. 22e R. perdit son commandant en second. Le major J.-P.-L. Gosselin, qui exerçait le commandement en l'absence du lt-col. Dextraze, dirigeait l'avance lorsque sa voiture de reconnaissance sauta sur une mine. Son chauffeur et un soldat furent tués du même coup, et deux autres soldats furent blessés.[71] Le maj. Gosselin fut le seul officier supérieur canadien à perdre la vie au cours d'une action en Corée*.

Le mois de juillet fut marqué de deux événements qui devaient jouer un rôle important dans l'histoire de la 25e Brigade. Pendant la première semaine, on enregistra l'arrivée du maj-gén. A. J. H. Cassels, auparavant du *Seaforth Highlander*, choisi pour être le premier commandant général de la Division du Commonwealth, qu'il s'empressa aussitôt d'organiser. Un Canadian qui l'avait connu à Tokyo en faisait le portrait suivant:

> Le gén. Cassels est un soldat élancé et droit d'une taille de six pieds. Il a le front haut, le nez aquilin, des yeux gris et froids et les lèvres minces. En somme, il ressemble beaucoup à ces généraux romains que l'on nous dépeignait dans nos manuels de latin au collège.[72]

En juin 1951, le Royaume-Uni avait communiqué aux divers pays du Commonwealth intéressés un avant-projet des instructions que l'on se proposait de donner au maj.-gén. Cassels, et les avait priés de formuler leurs commentaires. D'après ce texte, Cassels devait adresser toutes communications concernant les questions contentieuses au Commandant en chef des Forces d'occupation du Commonwealth britannique qui «les transmettrait au Comité de la défense, à Melbourne». Les autorités australiennes auraient ensuite consulté les autres pays du Commonwealth.[73] Dans ses commentaires, le gouvernement canadien jugeait les directives satisfaisantes, sauf sur ce dernier point. Les chefs d'état-major du Canada n'avaient pas de représentant en Australie mais étaient représentés à Tokyo par le brig. Fleury, qui disposait d'une ligne de communication beaucoup plus rapide que celle que l'on proposait. Les Britanniques se déclarèrent d'accord avec cette suggestion, et les instructions publiées par le *War Office,* en octobre 1951, établirent cette voie spéciale de communication avec Ottawa.[74]

---

*Le maj. Yvan Dubé, aussi du R. 22e R., fut tué accidentellement une semaine plus tard, le 16 juillet, par la décharge accidentelle d'un pistolet qu'un soldat coréen était à nettoyer à l'arrière du bataillon.

Mais le 5 du mois, il se produisit un événement bien différent. L'ennemi consentait à rencontrer les négociateurs des Nations Unies le 8 juillet, à Kaesong sur le 38e parallèle, pour y discuter des conditions d'un cessez-le-feu.

CHAPITRE IX

L'ENNEMI PARLE DE PAIX AU MOMENT OÙ SE FORME LA DIVISION DU COMMONWEALTH

Premiers pas vers un cessez-le-feu

LES NATIONS UNIES avaient à peine entrepris l'examen du problème coréen que déjà naissait l'idée d'un cessez-le-feu, envisagé comme étape préliminaire à la négociation d'un règlement définitif. Le 14 décembre 1950, la Commission-des, questions politiques de l'Assemblée générale des Nations Unies approuvait une résolution, invitant le président de l'Assemblée générale « à charger un groupe de trois personnes, lui-même y compris, de déterminer sur quelle base il serait possible d'établir un cessez-le-feu satisfaisant en Corée[1]». Son Excellence Nasrollah Entezam, président de l'Assemblée générale, chargea sir Benegal Rama Rau, de l'Inde, et M. L. B. Pearson, du Canada, de faire partie avec lui de ce groupe du cessez-le-feu.[2] La veille, devant la Première Commission de l'Assemblée générale, M. Pearson avait déclaré qu'un cessez-le-feu suivi de négociations semblait la meilleure marche à suivre pour tenter de régler le problème de Corée.[3]

Une fois établi, le Groupe consulta des représentants du Commandement des Nations Unies à propos de l'attitude qu'il devait adopter au cours des pourparlers visant à un cessez-le-feu; on lui suggéra que soit établie une zone démilitarisée de vingt milles de profondeur au delà du 38e parallèle, et que le soin de surveiller le cessez-le-feu soit confiée à une commission des Nations Unies.[4] Les Chinois, cependant, refusèrent de négocier avec le Groupe et même de le reconnaître.[5] Ils semblaient craindre par-dessus tout que les Nations Unies, vaincues en Corée du Nord, ne profitent d'une trêve pour se regrouper et déclencher une contre-offensive.[6] Ils soutenaient que des négociations en vue d'un règlement politique devaient précéder plutôt que suivre un cessez-le-feu.[7]

Après l'échec de cette première tentative, le Groupe formula une déclaration de principes pouvant servir de base à un cessez-le-feu.[8] On y préconisait, notamment, des négociations immédiates en vue d'un cessez-le-feu, suivies sans retard de la convocation d'une conférence à laquelle des représentants de la République populaire de Chine seraient invités. Le 13 janvier 1951, ces principes furent approuvés par la Commission des questions politiques de l'Assemblée générale et portés à la connaissance du Gouvernement populaire central de la République populaire de Chine.

Le 17 janvier, on reçut une réponse à cette communication. Sur plusieurs des points importants, l'attitude chinoise était plutôt vague. En ce qui concernait notamment l'intervalle entre le cessez-le-feu et les pourparlers, l'opinion chinoise n'était pas exprimée clairement. M. St-Laurent suggéra donc à M. Shri Jawaharlal Nehru de tenter d'obtenir par une série de questions précises, des éclaircissements sur l'attitude chinoise. Une de ces questions demandait aux Chinois s'ils tenaient à ce que les négociations sur les affaires politiques précèdent un cessez-le-feu; à quoi ils répondirent qu'on pourrait s'entendre sur un cessez-le-feu pour une période limitée dès la première réunion de la conférence.

Une étude de ces réponses persuada la délégation canadienne de la nécessité de se renseigner plus à fond sur l'attitude chinoise. Dans un discours prononcé à la Commission des questions politiques, M. Pearson fit part d'un programme détaillé à soumettre aux Chinois en vue de déterminer à quoi s'en tenir au juste sur leurs intentions. Les propositions canadiennes prévoyaient la convocation d'une conférence dont la première tâche serait de désigner un petit comité chargé de préparer un cessez-le-feu immédiat. D'autres propositions précises étaient également formulées à l'égard des autres affaires de première importance.

Plus tôt, un groupe d'États asiatiques et arabes avait présenté une résolution demandant la convocation d'une conférence de sept nations, en vue de déterminer quelle était l'attitude chinoise et de préparer un règlement de la question coréenne. Ce groupe accepta en partie la proposition du Canada et modifia sa propre résolution pour demander que les dispositions préliminaires à un cessez-le-feu constituent le premier article à l'ordre du jour, de la conférence projetée. Cette modification, cependant, n'allait pas tout à fait assez loin puisque la conférence aurait pu quand même s'arrêter à une multitude d'autres sujets avant d'en venir à un accord sur un cessez-le-feu. Pour cette raison et pour d'autres, motifs, la délégation canadienne jugea impossible d'appuyer la résolution modifiée. Toutefois, les Canadiens, qui endossaient les principes dont elle s'inspirait, ne voulurent pas se prononcer contre, la proposition.. En conséquence, le Canada s'abstint, de voter et la résolution fut rejetée par la Commission des questions politiques.

Dans l'intervalle, les représentants américains avaient mené une campagne énergique en faveur de l'adoption d'une attitude toute différente à l'égard de la question coréenne. Selon eux, par leur première réponse à la déclaration de principes, les Chinois rejetaient carrément toute négociation; le 20 janvier, les Américains présentèrent une résolution qualifiant la Chine d'agresseur en Corée. L'opinion publique aux États-Unis, indignée de l'intervention chinoise, souhaitait que les Nations Unies adoptent cette résolution. Au début, la délégation canadienne s'efforça d'en retarder l'examen, jugeant que le moment était mal choisi pour qualifier la Chine d'agresseur. Cependant, tout retard se révélant impossible, les Canadiens réussirent à adoucir le texte de la résolution et à obtenir une modification qui accordait

la priorité aux négociations plutôt qu'à l'examen de «sanctions supplémentaires» contre la Chine. La résolution, modifiée, fut acceptée par la Commission des questions politiques et, le 1er février, elle était approuvée par l'Assemblée générale, dans les deux cas avec l'appui du Canada.

Pendant près de six mois après l'adoption de cette résolution, aucun effort ne fut fait pour en arriver à un cessez-le-feu en Corée. Les Chinois ne faisaient aucun cas de la Commission des bons offices établie aux termes de la résolution[9] et le combat continua. Enfin, le 23 juin 1951, M. Jacob Malik, délégué permanent de l'U.R.S.S. à l'O.N.U., déclarait dans une allocution à la radio: «Les peuples soviétiques estiment qu'il faudrait commencer par amorcer des pourparlers entre les belligérants en vue de la conclusion d'un cessez-le-feu et d'un armistice comportant le retrait des forces armées de part et d'autre du 38e parallèle[10].»

Les sources disponibles ne permettent pas de déterminer les raisons qui motivèrent ce plaidoyer public en faveur d'un cessez-le-feu. Il est fort probable, cependant, que l'équilibre des forces en présence sur le front de Corée y fût pour quelque chose. La fortune du combat dans ce malheureux pays avait démontré que, pour chacun des deux adversaires, le désir d'un cessez-le-feu était inversement proportionnel au succès des opérations militaires. Lorsque, à la suite des débarquements d'Inchon, les forces de l'O.N.U. franchirent le 38e parallèle, pendant que les Coréens du Nord fuyaient en désordre, il n'avait pas été question, dans les discussions aux Nations Unies, d'un cessez-le-feu suivi de négociations. Plus tard, au moment du repli accentué de la Huitième Armée américaine devant l'offensive chinoise, les Chinois à leur tour n'avaient manifesté aucun enthousiasme pour cette idée. Cependant, en juin 1951, il était clair que le problème coréen ne pouvait être réglé sur le champ de bataille, à moins qu'un côté ou l'autre n'accroisse sensiblement ses effectifs. Le front était établi dans le voisinage général du 38e parallèle, et tout semblait indiquer qu'il s'y stabiliserait, bien que la possibilité de changements tactiques mineurs continuât d'exister.[11]

Dans ce contexte, quatre solutions principales s'offraient aux puissances rivales. Elles pouvaient se retirer complètement du pays ou intensifier leur engagement au point de pouvoir enlever la décision. Autrement, il fallait opter entre un cessez-le-feu ou la continuation, pendant une période indéfinie, d'une lutte à la fois sanglante et incertaine. Les États-Unis s'étaient déjà prononcés en faveur d'un cessez-le-feu et d'un règlement par voie de négociations; le renvoi du gén. MacArthur, après qu'il eut proposé publiquement de pousser les opérations militaires jusqu'en territoire chinois, indiquait nettement que cette attitude était sincère. En outre, les propos des personnages les plus éminents des Nations Unies et la prudence avec laquelle les opérations avaient été menées à proximité du 38e parallèle étaient une preuve de plus que l'O.N.U., bien que déterminée à défendre indéfiniment la frontière, ne voulait pas risquer une aventure en Corée du Nord et

était en conséquence disposée à accepter un cessez-le-feu de part et d'autre du parallèle.[12]

Début des pourparlers de trêve

Il devint bientôt évident que M. Malik, quels qu'aient été ses motifs, avait exposé avec exactitude la politique officielle de l'U.R.S.S. Le 28 juin 1951, le Gouvernement des États-Unis déclarait:

> M. Gromyko, ministre adjoint des Affaires étrangères, a reçu hier après-midi l'ambassadeur des États-Unis à Moscou. En discutant la déclaration de M. Malik, M. Gromyko a indiqué qu'il appartiendrait aux représentants militaires du Commandement unifié et du Commandement de la République coréenne d'une part, et aux représentants militaires du Commandement de la République nord-coréenne et des «Unités de Volontaires chinois» d'autre part, de négocier l'armistice envisagé dans cette déclaration. M. Gromyko a fait ressortir que l'armistice comporterait une trêve et se limiterait à des questions d'intérêt strictement militaire, et ne toucherait à aucun problème d'ordre politique ou territorial; les représentants militaires discuteraient la question des garanties possibles contre une reprise des hostilités.
>
> Au delà de la conclusion d'un armistice, le Gouvernement soviétique n'envisage aucune mesure particulière pour assurer le règlement pacifique auquel M. Malik fait allusion. M. Gromyko a cependant indiqué qu'il appartiendrait aux parties en présence en Corée de déterminer la nature des arrangements à prendre ultérieurement en vue d'un règlement politique et territorial. Il a dit que le gouvernement soviétique ne savait pas ce que le régime communiste chinois pensait de la déclaration de M. Malik.[13]

Le lendemain, on annonça à Washington que le commandant en chef du Commandement des Nations Unies avait reçu l'autorisation de tenter d'amorcer des négociations en vue d'un cessez-le-feu; le 10 juillet, les représentants officiels des deux commandants suprêmes rivaux se rencontraient à Keasong (ville située sur le 38e parallèle à 35 milles environ au nord-ouest de Séoul) à la première séance de la Conférence sur un armistice militaire[14]. Le groupe représentant le Commandement de l'O.N.U. était dirigé par le vice-amiral C. T. Joy, de la Marine américaine, et comptait un délégué de l'armée sud-coréenne. La délégation chinoise et nordiste avait à sa tête le lt-gén. Nam II de l'armée nord-coréenne et comprenait deux délégués chinois.[15]

Au début, on éprouva une certaine difficulté à s'entendre sur le statut de Kaesong. Les Chinois avaient occupé la région et maintenaient des postes sur les routes d'accès du côté sud. On pouvait donc créer l'impression, – de fait, c'est ce que firent observer les communistes, – que les représentants de l'O.N.U. venaient en territoire détenu par l'ennemi pour demander la paix. Le gén. Ridgway exigea donc que la région de Kaesong soit neutralisée; l'autre côté accepta finalement cette condition.[16]

Le 26 juillet, on s'entendit sur l'ordre du jour, un accord à ce sujet devenant possible du fait que les Chinois et les Nord-Coréens avaient cessé d'insister sur le retrait des forces étrangères et sur l'adoption du 38e paral-

lèle comme ligne de démarcation. Les négociateurs de l'O.N.U. jugeaient qu'il s'agissait là d'une question politique qui, à ce titre, débordait le cadre des négociations d'armistice.[17] Voici, au complet, l'ordre du jour:

(1) Adoption de l'ordre du jour;
(2) Délimitation d'une ligne de démarcation militaire entre les deux côtés, de façon qu'une zone démilitarisée soit établie, en tant que condition indispensable à l'arrêt des hostilités en Corée;
(3) Mesures concrètes en vue d'un cessez-le-feu et d'un armistice en Corée, y compris les dispositions nécessaires quant à la composition, au mandat et aux fonctions d'un organisme de surveillance chargé d'exécuter les conditions du cessez-le-feu et de l'armistice;
(4) Dispositions relatives aux prisonniers de guerre;
(5) Recommandations aux Gouvernements des pays intéressés, d'un côté comme de l'autre.[18]

On n'y gagnerait rien à tenter de rendre compte en détail des discussions interminables et acrimonieuses qui se poursuivirent par intermittence pendant deux années entières à propos des questions figurant à cet ordre du jour. Au début, on entretenait certains espoirs de succès mais, comme les pourparlers n'aboutissaient jamais et tombaient d'une impasse dans une autre, les négociateurs finirent par se rendre compte qu'il n'était même pas possible de faire un premier pas vers un règlement définitif de la question coréenne.

Organisation de la Division du Commonwealth

Au Q.G. de l'Armée à Ottawa, le printemps et l'été de 1951 furent consacrés surtout aux problèmes relatifs à la formation d'une force de l'OTAN; cependant, les planistes se préoccupaient également de la nécessité de mettre sur pied une division du Commonwealth.

Cette formation avait paru souhaitable dès le début, du point de vue militaire, mais, comme nous l'avons vu (page 48 ci-dessus), le cabinet n'était guère enthousiaste. Non seulement le nom de cette unité était-il une pierre d'achoppement mais, dans l'éventualité de la mise sur pied de cette division, il semblait inévitable que le Canada fût appelé à fournir sa part des effectifs du quartier général et des troupes divisionnaires. La question, cependant, ne prit un caractère d'urgence qu'au moment où la 25e Brigade fut prévenue qu'elle allait servir en Corée.

Dès décembre 1950, le cabinet avait convenu que, «si le Commandement unifié le jugeait souhaitable», le contingent canadien en Corée pourrait être rattaché, à des fins opérationnelles, à une formation à laquelle on. donnerait le nom de «1re Division (Commonwealth), Forces de l'O.N.U.»[19]. En mars 1951, cependant, lorsque le *War Office* convoqua à Londres une reunion pour déterminer la participation de chaque nation à une entreprise de ce genre, le chef d'état-major général adressa le message suivant au brig. R. W. Moncel, chef de l'Effectif de liaison de l'Armée canadienne:

> Gouvernement canadien accepte groupement des troupes du Commonwealth mais irréductiblement opposé à toute augmentation des forces de l'Armée canadienne en, Corée au delà du . . . 25e Groupe de brigade, d'inf. can . . . qui comprend déjà un supplément de troupes divisionnaires.

Le lt-gén. Simonds ajoutait que, dans les limites ainsi fixées, il ne voyait pas d'inconvénient à ce qu'on discutât les propositions britanniques.[20]

La composition de la division était axée sur la présence de deux brigades britanniques en Corée. Le *War Office* était très désireux de renvoyer la 27e Brigade à Hong-Kong; dans cette éventualité, le nombre de troupes supplémentaires nécessaires à la formation d'une division serait peu élevé. Le brig. Moncel ajouta qu'à tout événement la Grande-Bretagne serait disposée à fournir le gros des unités supplémentaires requises, mais il fit observer que le service au sein d'un état-major divisionnaire offrait une occasion exceptionnelle pour la formation d'officiers canadiens d'état-major.[21]

Des officiers du personnel de liaison de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de l'Afrique du Sud, de l'Inde et du Canada assistèrent à la réunion qui eut lieu au *War Office* (16 mars 1951). Moncel fit rapport qu'aucun des pays représentés à la réunion n'était disposé à accroître sensiblement son contingent; il semblait évident qu'on aboutirait presque fatalement à une division formée de deux brigades.[22] Quelques jours plus tard, Moncel fut informé que le gén. MacArthur ne consentirait pas à libérer la 27e Brigade; le *War Office* était donc forcé de reprendre la discussion sur la base d'une division formée de trois brigades. On invita le Canada à fournir huit officiers et quatorze hommes, soit environ la moitié de l'apport britannique, pour un quartier général divisionnaire intégré. On demanda à peu près la même contribution à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande. La Grande-Bretagne devait fournir l'état-major d'artillerie (y compris une organisation de contrebatterie), un régiment de génie de campagne, un régiment divisionnaire de transmissions et une colonne de l'Intendance royale. La Grande-Bretagne ayant accepté d'apporter cette très généreuse contribution, il était plus facile de demander au Canada de fournir des effectifs pour le régiment des transmissions et de contribuer à l'agrandissement de l'hôpital général de 400 lits à Kuré. Pour aider le Canada à prendre une décision, Moncel informa le chef d'état-major général que la Nouvelle-Zélande avait convenu d'accroître son contingent d'environ 500, bien que l'Australie eût décidé de limiter son apport supplémentaire à l'état-major divisionnaire.

Au début d'avril, M. Claxton soumit ces propositions au Comité de la défense du cabinet, soulignant que l'escadron des transmissions de la 25e Brigade était organisé pour jouer un rôle indépendant et que, si la brigade était intégrée à une division, on pourrait en détacher une trentaine de signaleurs pour les verser dans le régiment des transmissions. Le 12 avril, le nouveau vice-chef d'état-major général, le maj.-gén. H. A. Sparling (qui avait remplacé le maj.-gén. Graham le 1er février 1951) pouvait télégraphier

aux brigadiers Fleury et Rockingham que les propositions avaient été approuvées en principe par le Gouvernement. Le ministre communiqua la nouvelle aux journaux le 28 avril.

Par la suite, le Commandant en chef des forces du Commonwealth britannique en Corée tenta d'obtenir, mais en vain, que plus de Canadiens soient rattachés à son état-major intégré au Japon. Comme le disait le lt-gén. Simonds, «le Canada a maintenant atteint la limite des effectifs qu'il peut affecter au front de Corée[23]».

Entre-temps, le long du 38e parallèle, on procédait à une fusion plus étroite des éléments intégrés aux forces du Commonwealth britannique. Nous avons déjà parlé de la mise sur pied des trois formations qui devaient devenir les brigades de la nouvelle division. Il fallait en même temps recruter les éléments de commandement et d'état-major ainsi que les unités d'entretien nécessaires pour assurer à la division un caractère «opérationnel». Le 1er juillet; le premier groupe canadien destiné à l'Hôpital du Commonwealth britannique arrivait à Kuré.[24]

Le 11 juin, l'officier général commandant, le maj.-gén. Cassels, arrivait à Kure (Japon) et entrait en contact avec les membres de l'état-major de la division, y compris le lt-col. E. D. Danby, officier supérieur d'état-major général, arrivé du Canada le 8 juin.[25] Le nombre des Canadiens s'accrut au fur et à mesure de l'organisation du quartier général; le 28 juillet, il comprenait 7 officiers.[26] Le 1er août, l'élément canadien était organisé comme unité de l'Armée Canadienne et désigné sous le nom de «Section canadienne, Q.G. de la 1er Division (Commonwealth)[27]». Le 24 juin, les éléments britanniques de l'état-major et des services du Q.G., de même que le régiment des transmissions de la 1re Division du Commonwealth et le 28e régiment du génie de campagne arrivaient à Pusan; un Q.G. était établi pour une première fois au camp Seaforth, à proximité de la ville.[28]

Problèmes d'adaptation

Les effectifs placés sous le commandement du brig. Rockingham se trouvaient réduits par la formation de la division. Jusque-là, on aurait pu considérer que ses troupes, à certains égards du moins, constituaient une division miniature, possédant ses propres armes et ses propres services.

L'intégration de la brigade canadienne à la division entraîna des changements dans l'organisation du commandement et du contrôle. Auparavant, en sa qualité de commandant d'une force autonome, le brigadier exerçait un contrôle, opérationnel et administratif direct sur toutes les unités canadiennes postées à l'avant du Q.G. de la Huitième Armée américaine, tandis que les troupes cantonnées le long des lignes de communication, à l'arrière du Q.G. de l'Armée, relevaient de ses conseillers attitrés auprès du quartier général de la brigade canadienne.[29]

Après leur intégration, cependant, même si les unités canadiennes de l'ancien groupe de brigade demeuraient sous l'autorité administrative du brig. Rockingham pour les affaires purement canadiennes comme la discipline, l'avancement et les mutations, son contrôle opérationnel se limitait désormais aux trois bataillons d'infanterie et à l'escadron blindé. Les autres unités du groupe relevaient du contrôle opérationnel du Q.G. de la 1re Division du Commonwealth, bien qu'elles fussent affectées la plupart du temps au soutient de la 25e Brigade.[30] Il est tout à l'honneur de chacun des intéressés que les heurts et la confusion aient été réduits au strict minimum pendant que cette transition s'effectuait*.

S'il est vrai que les unités et formations de la nouvelle division purent atteindre dès le début un degré remarquable de cohésion, il ne fut pas possible de réaliser immédiatement une aussi parfaite collaboration avec le Q.G. du 1er Corps d'armée américain. Une des premières difficultés consista à persuader ce dernier de placer la brigade canadienne dans le secteur du Commonwealth. A ce sujet, voici ce que rapportait le maj. gén. Cassels:

> Pendant ce temps, mon principal souci consistait à persuader le 1er Corps américain de grouper les trois brigades à des endroits d'où il serait possible de les contrôler en tant que division. Les 28e et 29e Brigades étaient très commodément placées côte à côte sur la ligne KANSAS. Mais la 25e Brigade canadienne était à des milles de distance dans le secteur de Chorwon. On m'avait assuré qu'au moment où j'assumerais le commandement, elle serait ramenée dans une zone de réserve derrière les 28e et 29e Brigades. Je me rendis à l'avant le 21 juillet et je constatai que la 25e Brigade avait été déplacée; cependant, au lieu d'être affectée à la réserve, elle avait été prêtée à la 25e Division américaine d'infanterie (plus tard relevée par la 1re Division américaine de cavalerie) pour protéger son flanc gauche; on s'attendait que j'en assume le commandement à cet endroit. Comme toutes mes brigades se trouvaient ainsi sur la ligne de combat et que les Canadiens étaient séparés les uns des autres par deux rivières, toutes deux en crue, je protestai énergiquement. Après trois jours de débat et de discussions, il fut convenu que la 25e Brigade serait déplacée vers une zone de réserve derrière les 28e et 29e brigades.[32]

Bien que le Q.G. du Corps d'armée eût finalement convenu d'affecter la 25e Brigade au secteur du Commonwealth, cette dernière resta quand même sous son commandement, au moins pendant quelques jours, à titre de «réserve mobile». La tâche qui lui était assignée, dans les termes mêmes du Q.G. de la brigade, consistait à «se tenir prête à des opérations offensives n'importe où dans le secteur du Corps mais principalement dans la zone des 28e et 29e Brigades d'infanterie[33]». Cette affectation fut effectivement confirmée plus tard. Bien que les Canadiens eussent été versés dans la Division du Commonwealth, cette dernière formation ne pouvait utiliser la bri-

---

*Un incident survenu à propos du 57e escadron de campagne donne une idée de la situation dans laquelle on s'est trouvé au moment où l'unité a passé du statut de groupe de brigade à celui de brigade. Le brig. Rockingham avait donné ordre à l'escadron de construire une route tactique jusqu'à l'emplacement d'un des bataillons, tandis que le commandant divisionnaire du Génie royal voulait affecter l'unité au nivellement d'une piste d'envol au Q.G. divisionnaire. C'est la route tactique qui l'emporta finalement[31].

gade dans son secteur qu'après avoir obtenu l'autorisation du Q.G. du 1er Corps. Au cours de cette période, sauf pour ce contrôle assez douteux sur la brigade canadienne, la Division du Commonwealth n'avait pas de réserve.[34]

Lorsque la division entra en action, l'officer général commandant trouva parfois difficile de s'expliquer le pourquoi de certains des ordres qui lui étaient communiqués. Son rapport à ce sujet jette un trait de lumière sur les dispositions qu'on avait prises aux échelons supérieurs du commandement à l'égard du contrôle de la division:

> Ma principale difficulté durant cette période fut de convaincre le 1er Corps, que tout en étant prêts à accepter les ordres quels qu'ils soient avec le plus grand empressement, nous voulions en connaître les raisons. A plusieurs reprises, sans m'avoir prévenu, on m'avait confié des tâches que je jugeais inappropriées du point de vue militaire et dont je ne pouvais m'expliquer les raisons. Je finis par demander au commandant du Corps une entrevue au cours de laquelle je mis toutes les cartes sur table. Je lui dis que notre façon de procéder était toute différente de la leur et qu'il était illusoire de s'attendre que nous puissions changer du jour au lendemain notre façon d'agir pour nous conformer aux méthodes américaines. Je demandai qu'à l'avenir on nous assigne notre tâché, qu'on nous en dise le pourquoi et qu'on nous laisse ensuite nous débrouiller à l'abri des interventions de l'état-major du Corps. Le commandant se montra extrêmement conciliant; depuis lors, les choses vont beaucoup mieux et les deux côtés n'en sont que plus heureux. Néanmoins, je le regrette mais je ne saurais dire que tout va maintenant pour le mieux. Il est incontestable que les Américains envisagent les problèmes militaires d'un oeil tout différent du nôtre; je ne puis jamais être fixé sur leurs plans futurs. En cinq occasions au moins, j'ai songé à faire état de mon mandat. Je suis heureux de dire que, jusqu'ici, cela n'a pas été nécessaire mais je ne puis m'empêcher de penser que le jour viendra peut-être où j'y serai forcé. Je puis vous donner l'assurance que j'éviterai d'en faire état aussi longtemps que je le pourrai.[35]

Cette déclaration du gén. Cassels marque le plein épanouissement d'un procédé qu'on a défini avec humour par l'expression «jouer la carte du mandat». Les officiers supérieurs du Commonwealth ont rarement joué cette carte que tout commandant national possède dans son jeu, mais il est intéressant de noter que le lt-col. Stone et le brig. Rockingham ont tous deux jugé nécessaire de recourir à ce procédé, au début, pour définir les cadres de leur autorité. Par la suite, à mesure qu'on se comprenait mieux, on a pu se passer de cette arme.

Quand on se remémore les paroles du général autrichien Montecucculli, on ne peut que se réjouir de constater que de telles alliances se raffermirent avec le temps. A propos des guerres du XVIIe siècle, il écrivait:

> Les armées alliées se groupent sans trop savoir quel est le but que chacune d'elles poursuit; elles ont des intérêts différents mais ne se donnent pas la peine de se les expliquer mutuellement; elles n'ont ni la même langue, ni les mêmes moeurs ni la même discipline.[36]

On ne saurait trouver mieux pour décrire le Commandement des Nations Unies; pourtant, les dangers que le vainqueur de Turenne et de Condé entrevoyait ne représentèrent jamais une grave menace en Corée.

Lorsque le nouveau Q.G. assuma le commandement, ses formations

occupaient un front de 11,000 yards sur la ligne «Kansas», rive sud de l'Imjin, depuis son confluent avec la rivière Hantan en allant vers l'ouest jusqu'à la limite du secteur de la 1re Division de la République de Corée.[37] La 25e Division américaine d'infanterie, remplacée par la 1re Division de cavalerie le 1er juillet[38], se trouvait à droite. A l'intérieur du secteur de la 1re Division du Commonwealth, la 29e Brigade occupait la gauche et la 28e la droite. Durant les périodes où elle n'était pas employée ailleurs, la 25e Brigade était cantonnée à l'arrière. Les principales positions ennemies se trouvaient à 6,000 ou 8,000 yards de 1'Imjin alors en période de crue mais qu'on pouvait traverser au moyen d'embarcations ou de radeaux.[39]

Dans un chapitre antérieur, nous avons dit que 1'Imjin décrit une courbe prononcée à son confluent avec la rivière Hantan. Des engagements antérieurs, dans le voisinage de ce coude, avaient révélé que les positions ennemies étaient pour la plupart provisoires. Cependant, comme le faisait remarquer le brig. Rockingham au moment où sa brigade occupait des positions dans le secteur oriental du saillant, il était toujours possible que l'ennemi attaquât du côté est à travers l'Imjin pour couper la route nord-sud de ravitaillement vers Chorwon. À cause de cette menace, il fallut organiser de vigoureuses opérations de patrouille en profondeur dans le saillant, et la nouvelle division fut appelée à y participer presque immédiatement. De fait, toute son histoire à partir de sa formation peut se résumer à des activités de patrouille dans ce saillant, suivies de l'occupation réelle de la zone au cours des opérations « Minden» et «Commando».

Du 28 juin au début de septembre 1951, la 25e Brigade fut placée en réserve. Il vaut la peine de faire le récit détaillé de son activité durant cette période car cette activité offre l'exemple d'une réserve affectée à des tâches assez inattendues. En plus du rôle habituel de préparation du plan d'action dans l'éventualité d'une pénétration ennemie[40], la brigade dressa les plans de reprise des ponts de Séoul en prévision de leur capture possible par des parachutistes ennemis.[41] Aucune mention n'est faite d'exercices en vue de l'une ou l'autre de ces tâches éventuelles, mais le brig. Rockingham et ses commandants furent fort occupés par la reconnaissance du terrain et par la mise au point d'évaluations et de projets.[42]

Au sein de la division, comme on l'a noté, la brigade occupait une position assez équivoque. Quoi qu'il en soit, le brig. Rockingham dut envisager sérieusement la possibilité de sa participation à la défense du secteur divisionnaire puisque, le 28 août, il communiquait un plan comportant cinq contre-attaques possibles en vue de la reprise des zones occupées par les brigades avancées.[43] Heureusement, aucune attaque ennemie n'eut lieu durant le mois d'août pour mettre ces plans à l'épreuve car, durant cette période, les Canadiens occupèrent le gros de leur temps à d'autres tâches, et ils n'auraient pas été disponibles sur-le-champ, ni peut-être même disponibles du tout, comme troupes de réserve pour le corps ou la division.

Sur les bords de l'Imjin – août 1951

La première de ces tâches coïncida, au début du mois d'août, avec l'opération «Slam», qui consistait dans l'envoi de puissantes patrouilles de l'autre côté de l'Imjin, à partir de la direction sud pour les troupes du Commonwealth et la direction est pour les éléments de la 1re Division de cavalerie. D'après le plan, la 25e Brigade, moins le 2e bataillon du *R.C.R.*, devait occuper des positions le long du littoral oriental de l'Imjin, au nord de son confluent avec la rivière Hantan, au fur et à mesure qu'elles étaient évacuées par le 5e régiment de cavalerie, formation à qui avait été confiée la direction de cette patrouille. Le lendemain, deux bataillons de chacune des 29e et 28e Brigades enjambèrent l'Imjin pour se diriger vers le nord et l'ouest, le 5e régiment de cavalerie, sur la droite, réglant sa marche sur eux. Les Américains se heurtèrent à une certaine résistance mais les troupes du Commonwealth avancèrent de 6,500 yards au nord de l'Imjin sans apercevoir d'ennemis. Une fois de plus, l'Imjin sortit de son lit de sorte qu'il fallut recourir au ravitaillement aérien et retarder le retrait des troupes jusqu'au déclin du jour le 6 août. Le 8 août, la 25e Brigade fut relevée et retournée à l'arrière en réserve[44]; le 10, le lt-col. Stone rentrait du Canada et reprenait le commandement du 2e bataillon du *P.P.C.L.I.*

Vinrent ensuite les opérations. «Dirk» et «Claymore». La première, patrouille de bataillon exécutée par le *R.C.R.*, consistait à traverser l'Imjin du côté nord. Le triple but de l'opération était de capturer un prisonnier, de chasser les Chinois du voisinage de l'Imjin et de déterminer l'emplacement des principales positions ennemies. Le maj. C. H. Lightgow, commandant en second, dirigea cette patrouille; le brigadier étant au Japon, c'est le lt-col. Keane qui agissait comme commandant de la brigade. Une troupe de l'unité de chars du *Lord Strathcona's* accompagnait le quartier général du bataillon. La compagnie «A» franchit le fleuve à un mille à l'est de son confluent avec la Sami-chon le 13 août et y établit une base solide. Le lendemain, les autres compagnies traversèrent et progressèrent les unes à travers les autres, passant d'une colline à l'autre jusqu'à ce qu'elles eussent parcouru quatre milles environ en territoire ennemi sans qu'on leur opposât de résistance.[45]

La chaleur et l'humidité étaient accablantes et les troupes, rompues de fatigue, s'arrêtèrent volontiers au crépuscule dans les positions défensives de la compagnie. La première réaction ennemie se manifesta durant la nuit lorsque des patrouilles chinoises sondèrent les positions des compagnies «B» et «C». Le 2e régiment de la *R.C.H.A.* fit feu sur elles de ses bases d'artillerie au sud de l'Imjin et les dispersa, mais les compagnies «C» et «B» furent assaillies par la suite par un feu intermittent de mortiers et de mitrailleuses. Le lendemain matin, on trouva le cadavre d'un soldat chinois et un fusil russe, face à la position de la compagnie «C» sur la colline.

A 6 h. du matin, sous le commandement du cap. L. W. G. Hayes, la compagnie «C» reprit sa marche vers son objectif final, la cote 187, masse

imposante située à un mille plus loin vers le nord. Deux heures plus tard, à mi-chemin environ de cet objectif, la compagnie essuya le feu de l'ennemi retranché sur une élévation d'où il dominait l'avance des assaillant du côté ouest. Hayes, qui commandait une compagnie pour la première fois dans une opération majeure, raconta plus tard ce qui s'était passé:

> Je partis dans le brouillard du matin. Comme nous approchions de la cote 187, notre objectif final, une casemate ennemie nous apparut soudain au sommet d'une butte à quelque 200 yards de nous. Des ennemis, debout sur le toit de la casemate blindée, se tournèrent vers nous pour nous observer dans leurs lunettes; apparemment, ils étaient aussi surpris que nous.

Hayes tenta de précipiter l'attaque en ordonnant à son peloton de tête de s'avancer vers l'objectif, mais la réaction de l'ennemi fut plus vive et les troupes durent se terrer sous le feu des mitrailleuses avant d'avoir parcouru 50 yards. Le cap. Hayes demanda à l'artillerie de bombarder la position, mais ce n'est que lorsque les mortiers du bataillon entrèrent en scène que le feu ennemi se ralentit, ce qui permit à la compagnie «C» de monter à l'assaut. Hayes déploya deux de ses pelotons dans des positions de couverture et commanda au troisième de prendre l'objectif à revers. Le lt A. P. Rankine conduisit ses hommes, sans être aperçu, vers une position d'assaut et leur ordonna de mettre baïonnette au canon (un quart seulement de ses hommes en avaient une). Puis, dans les termes de Hayes, «le peloton escalada la couine, avec moins d'élégance peut-être que l'eût fait Errol Flynn mais quand même avec beaucoup d'aplomb». Un corps à corps s'ensuivit.

Au cours de cet assaut, le soldat G. G. Rowden se distingua par une action d'éclat. Blessé à la tête dès les premiers coups de feu, il pansa lui-même sa blessure, refusa d'être évacué et rallia le peloton d'assaut. Parvenu au sommet de la colline et manoeuvrant sa mitrailleuse *Bren* de la hanche, il attaqua les positions ennemies l'une après l'autre; son sang-froid et l'exactitude de son tir contribuèrent sans contredit au succès de l'attaque. Sa bravoure en cette occasion lui valut la Médaille militaire.

L'attaque avait réussi; à 10 h. du matin, l'ennemi était délogé de la colline. Le cap. Hayes et ses hommes trouvèrent des casemates et des abris, – qui, de toute évidence, avaient servi de poste à un peloton, – de même que sept morts, deux soldats chinois mourants et plusieurs armes automatiques. La compagnie «C» comptait deux blessés. Ce fut sa dernière avarice au cours de cette patrouille car il eût été téméraire de tenter d'aller plus loin sous le feu intense et précis des mitrailleuses nichées sur l'objectif même de la compagnie, la cote 187. L'ennemi semblait compter au moins une compagnie dans ce retranchement.

Pendant toute la durée de l'opération, le lt-col. Keane survola le terrain dans un avion de reconnaissance, se tenant constamment en communication avec l'équipe américaine de contact aérien et les compagnies du *R.C.R.* Pendant que Hayes consolidait ses gains, Keane lui apprit que l'ennemi s'apprêtait à lui couper la retraite et il lui ordonna de se replier.[46]

L'avance suivante vers le nord fut réalisée par la compagnie «B». Son objectif était une colline (cote 152) sise au nord-est de la cote 187; jusque-là l'unité avait progressé parallèlement à la compagnie «C». Son commandant, le cap. E. K. Wildfang, pouvait suivre nettement l'attaque de la compagnie «C» et il put même la soutenir en ordonnant à l'une de ses mitrailleuses *Bren* d'ouvrir le feu sur une équipe de mitrailleurs ennemis qui tiraient sur la compagnie «C». La réaction de l'ennemi ne se fit pas attendre. Presque immédiatement, la compagnie «B» fut assaillie par un feu nourri de mortiers et d'artillerie, et forcée de se retrancher. A 12 h. 30, l'avance fut reprise mais pendant que la compagnie descendait la pente de la colline, le feu des mortiers se fit plus intense et plusieurs hommes furent blessés, y compris le sergent-major de compagnie. On continua d'avancer, cependant, jusqu'à ce que le peloton de tête parvînt au pied de l'objectif. Devant l'intensité du feu, il devint évident que l'ennemi était en force; comme le but de la patrouille était précisément de vérifier ce fait, Wildfang mit fin à l'attaque et ordonna le repli. L'unité atteignit l'Imjin à 6 h. du soir.

Le retrait de la compagnie «C» ne fut pas aussi facile, car l'ennemi la talonnait de près, les pelotons chargés de protéger mutuellement leurs mouvements ne purent imposer le silence aux armes portatives ennemies. La compagnie «D», en réserve du bataillon pour cette opération, reçut ordre de retarder l'action de l'ennemi afin que la compagnie «B» pût rompre le contact et passer dans ses rangs. Elle y parvint finalement vers 4 h. 45 de l'après-midi grâce surtout au courageux sang-froid du soldat C. O. Bell de la compagnie «D» qui se servit si habilement de sa mitrailleuse *Bren* que l'ennemi fut arrêté et finit pas abandonner la partie. On lui décerna à lui aussi la Médaille militaire. Hayes rapporte que les actes de bravoure ne manquèrent pas pendant le repli de la compagnie «C»; «... ils n'ont pas été remarqués à ce moment-là, dit-il, parce que tout le monde était trop occupé». Le soldat G. L. McIntyre par exemple, tout comme Bell, se servit si adroitement de sa mitrailleuse *Bren* qu'il contribua appréciablement à faire échouer la dernière tentative que fit l'ennemi pour couper la retraite à l'unité. A la tombée du jour le 15, le bataillon avait réussi à retraverser l'Imjin et à se concentrer dans son ancienne zone de rassemblement.

L'opération «Claymore», patrouille du 2e bataillon du *P.P.C.L.I.* et du 2e bataillon du R. 22e R. sur l'Imjin, eut lieu entre le 22 et le 24 août 1951. Les bataillons traversèrent à Sumuso, établirent des positions solides et poussèrent leur patrouille jusqu'aux cotes 187 et 208. On ne leur opposa qu'une résistance légère et passagère mais, à deux reprises, sur le réseau de T.S.F., on capta des demandes de pourparlers de l'ennemi. Cet incident fit penser à la note que le 2e bataillon du *R.C.R.* avait reçue par l'entremise d'un villageois coréen durant une patrouille; les Chinois y proposaient qu'on organisât des réjouissances*.

---

*Ces incidents dénotaient, semble-t-il, la réaction des combattants aux pourparlers de trêve

A la fin de la patrouille, le R. 22e R. retourna par le passage de Sumuso et se rendit à une zone de rassemblement à Saetongjae où il trouva le 2e bataillon du *R.C.R.* Les *Patricias* firent route directement vers le sud et rallièrent leur ancienne position. Le but de ce mouvement était de placer la 25e Brigade, à l'exception d'un bataillon, à l'arrière de la 1re Division de cavalerie pour soutenir le 5e régiment de cavalerie pendant qu'il révisait ses positions. La 25e Brigade retourna dans le secteur du Commonwealth le 28 et releva la 28e Brigade, sur la droite du front divisionnaire, le 4 septembre.

Passage définitif de l'Imjin – Opération «Minden»

Les négociations en vue d'un cessez-le-feu et d'un armistice, qui n'avaient donné aucun résultat durant la première moitié de 1951, furent rompues au mois d'août. La présence d'une compagnie armée de troupes communistes dans la zone neutre de la conférence avait amené le gén. Ridgway à- mettre fin aux pourparlers le 4 août «jusqu'à ce qu'on soit assuré que cela ne se répétera pas[47]». Cette assurance ayant été donnée le 9 août, les négociations reprirent le lendemain. Le 23 août cependant, les délégations chinoise et nord-coréenne prirent l'initiative, accusant un avion des Nations Unies d'avoir attaqué le lieu de réunion la nuit précédente.

Le gén. Ridgway démentit cette allégation et rejeta les autres accusations portant que le Commandement des Nations Unies avait violé les accords de neutralité; cette fois ce furent les négociateurs communistes qui mirent fin aux entretiens. Les pourparlers d'armistice furent suspendus pendant tout le mois de septembre, bien que des messages fussent transmis de part et d'autre à propos de prétendus incidents. Sauf pour certains différends entre officiers de liaison sur le choix d'un nouvel endroit de réunion, les entretiens en restèrent au point mort.

Pendant ce temps, sur la ligne de combat et dans le ciel de la Corée du Nord, le Commandement des Nations Unies accélérait les opérations offensives; pour la Division du Commonwealth, cette accélération se traduisit par les opérations «Minden» et «Commando».

L'opération «Minden» qui consistait pour la division à se porter dans la zone neutre à l'intérieur du coude de 1'Imjin, débuta le 8 septembre alors que la 28e Brigade traversa le fleuve et établit une tête de pont protégeant deux passages, l'un à l'endroit où la route qui va de Choksong vers le nord enjambe le fleuve et l'autre à quelques milles à l'est[48]. On aménagea pour les chars, à ces passages, des ponts de la catégorie 50 qui furent éventuellement transformés en ponts à structure élevée qu'on baptisa «Teal» et «Pintail», deux noms qui resteront à jamais gravés dans la mémoire de tous les membres de la division. Ces ponts représentaient les principaux liens

---

de Kaesong.

OPÉRATIONS
"MINDEN" ET "COMMANDO"
11 SEPTEMBRE - 5 OCTOBRE 1951
MILLES
Forces canadiennes
Forces britanniques et autres
La position des unités et des formations de flanc n'est qu'approximative
Objectifs : 1re phase du plan div. pour l'opération "Commando"
2e phase du plan div. pour l'opération "Commando"
3e phase du plan div. pour l'opération "Commando"
Seuls les points principaux et ceux qui sont mentionnés dans le texte sont indiqués
Courbes de niveau indiquées par teintes superposées :
60, 140, 220, 300 mètres
POSITIONS TENUES LE 5 OCT. OPÉRATION "COMMANDO"
POSITIONS TENUES LE 26 SEPT OPÉRATION "OSMOSIS"
POSITIONS TENUES LE 13 SEPT OPÉRATION "MINDEN"
LIGNE "FARGO"
LIGNE "JAMESTOWN"
LIGNE "WYOMING"
LIGNE "KANSAS"
29E BRIG. D'INF. BRIT.
2E BRIG. D'INF. DU COMMONWEALTH BRIT.
25E BRIG. D'INF. CAN.
15E RÉG. RÉP. DE CORÉE
12E RÉG. RÉP. DE CORÉE
5E RÉG. DE CAV. É.-U.
2 R.22E R.
2 R.C.R.
2 P.P.C.L.I.
1 K.S.L.I.
1 K.O.S.B.
1 R.N.F.
3 R.A.R.
Q.G. TACT 25E 3 OCT
Q.G. PRINC 4 OCT
Q.G. TACT 25E 25 SEPT
Q.G. PRINC 25E 10 SEPT
PONT "PINTAIL"
PONT "TEAL"
Kowang-San
Kamagol
Sanjom-ni
Naeoch'on
Hanburhan
Kunsan-dong
Chommal
Pangnae-dong
Karhyon-ni
Yong-dong
Sogu-ni
Chung-gol
Sanggorangp'o
Sami-ch'on
Imjin-gang
Hant'an-gang

avec les services d'entretien en-deçà de l'Imjin et ils étaient indispensables. On consacra beaucoup de temps et d'argent pour les conserver en bon état et pour contenir les eaux tumultueuses qu'ils enjambaient.

A 2 h. de l'après-midi le 9 septembre, le brig. Rockingham, devant un groupe de commandement réuni au Q.G. du lt-col. Stone, confirma que la participation de la brigade canadienne à l'opération «Minden» commencerait le 11. Les *Patricias* devaient traverser l'Imjin la veille. Le 11 septembre, la Division (29e Brigade à gauche et 25e à droite) quitta la tête de pont en direction du nord et marcha sur l'objectif, une ligne au nom chiffré de «Wyoming» allant de Sanggorangp'o à Chung-go1[49]. En occupant cette ligne, on faisait disparaître le saillant*. Le 13 septembre, ce mouvement était terminé. Lorsque le 12e régiment de la République de Corée eut «rallié» la gauche de la division à Sanggorangp'o, l'extrémité occidentale de la ligne passait au sud de l'Imjin. Le 5e régiment de cavalerie occupait la droite à Chung-gol, la ligne étant prolongée au nord-est vers Ch'orwon par les positions de la division de cavalerie. La ligne de démarcation des brigades divisait à peu près en deux parties égales le front de la 1re Division du Commonwealth; d'autre part, la Sami-chon coupait en deux le front de la 29e Brigade.[50] A ce moment-là, donc, la division se trouvait sur la ligne «Wyoming» et avait derrière elle la ligne «Kansas» le long de la rive sud de l'Imjin.

La participation canadienne à l'opération «Minden» ne fut pas particulièrement sensationnelle; les pertes, 3 morts et 10 blessés, furent relativement légères.[51] Le secteur général que la brigade devait occuper se trouvait au sud de Sumuso. Un des bataillons de la 28e Brigade occupait déjà une partie de l'objectif, et des patrouilles antérieures avaient reconnu le terrain.

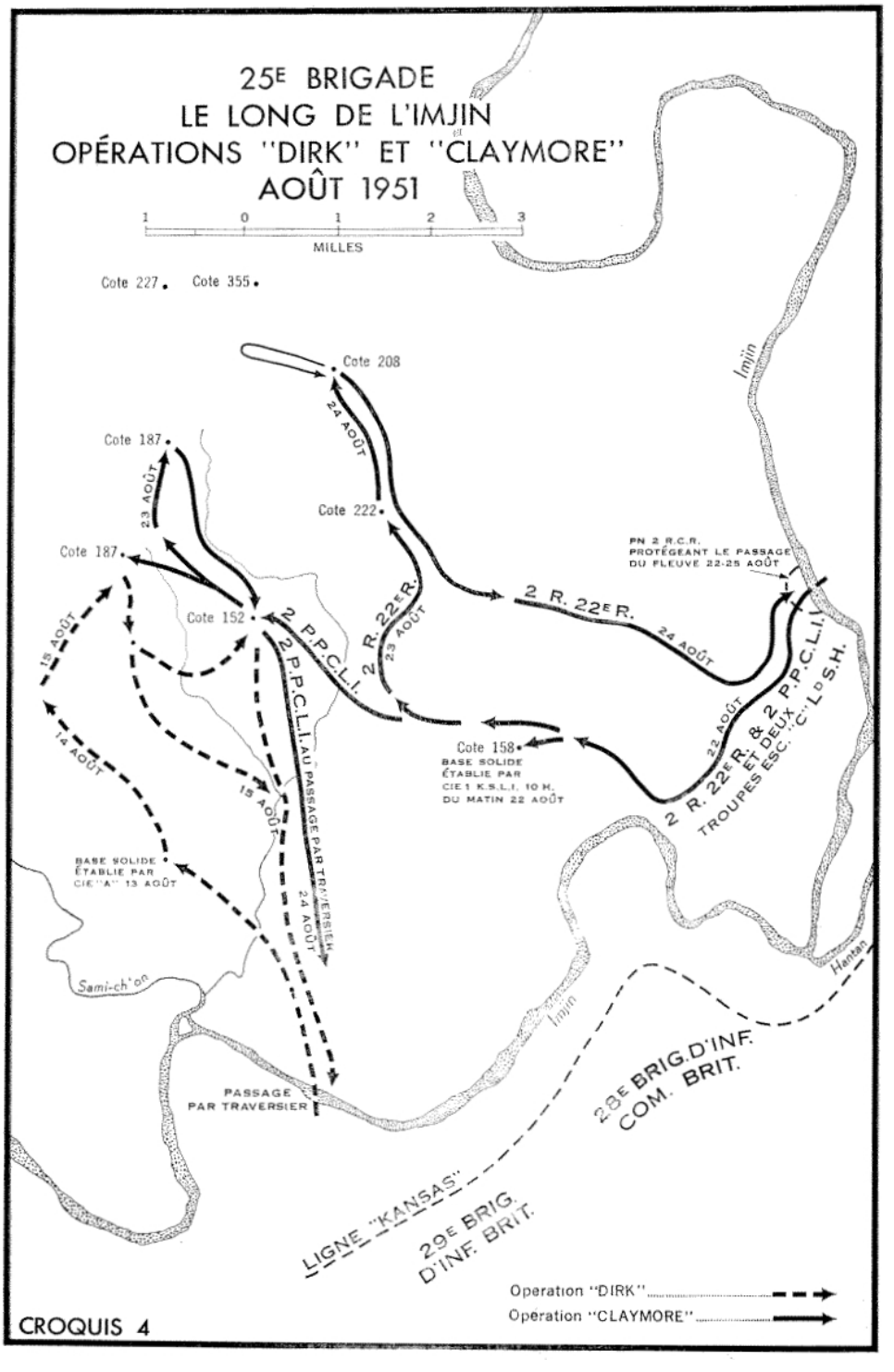
Le 12 septembre, la compagnie «B» du 2e bataillon du R. 22e R. (cap. J.-P.-R. Tremblay) dont la position était axée sur la cote 172, organisa une attaque pour déloger l'ennemi de trois collines sises de l'autre côté de la vallée en face d'elle afin qu'on puisse procéder sans ennui à des travaux dans les ouvrages de défense de la position principale.[52] Cette attaque fut menée par le cap. Tremblay avec beaucoup d'enthousiasme et le feu de soutien y fut merveilleusement synchronisé. Comme l'écrit le chroniqueur de la brigade:

> Après une attaque aérienne ... la compagnie «B» se lança à l'assaut à 1530 heures sous couvert d'artillerie. L'escadron «C» soutenait les assaillants et, sous l'habile direction du commandant de la compagnie, il fraya littéralement un chemin aux troupes le long des pentes de la cote 172, à travers la vallée, et jusqu'à l'objectif central.

C'est le lt-col. J.-A. Dextraze et le maj. J. W. Quinn, commandant de

---

*La nouvelle ligne était un prolongement, à travers la base du saillant, de la ligne «Wyoming». Antérieurement, cette dernière ligne allait de Ch'orwon jusqu'au secteur de Yonch'on. Après «Minden», elle s`étendit depuis Ch'orwon jusqu'à Sanggorangp'o de l'autre côté de l'Imjin.


25E BRIGADE
LE LONG DE L'IMJIN
OPÉRATIONS "DIRK" ET "CLAYMORE"
AOÛT 1951
1 0 1 2 3
MILLES
Cote 227
Cote 355
Cote 208
24 AOÛT
Cote 187
23 AOÛT
Cote 222
Cote 187
Cote 152
2 P.P.C.L.I.
2 R. 22E R.
23 AOÛT
2 R. 22E R.
24 AOÛT
PN 2 R.C.R.
PROTÉGEANT LE PASSAGE
DU FLEUVE 22-25 AOÛT
Imjin
15 AOÛT
14 AOÛT
15 AOÛT
2 P.P.C.L.I. AU PASSAGE PAR TRAVERSIER
24 AOÛT
Cote 158
BASE SOLIDE
ÉTABLIE PAR
CIE 1 K.S.L.I. 10 H.
DU MATIN 22 AOÛT
23 AOÛT
2 R. 22E R. & 2 P.P.C.L.I.
ET DEUX
TROUPES ESC. "C" L.D.S.H.
BASE SOLIDE
ÉTABLIE PAR
CIE "A" 13 AOÛT
Sami-ch'on
Imjin
Hantan
PASSAGE
PAR TRAVERSIER
28E BRIG. D'INF.
COM. BRIT.
LIGNE "KANSAS"
29E BRIG.
D'INF. BRIT.
Operation "DIRK"
Operation "CLAYMORE"

CROQUIS 4

l'escadron, qui dirigeaient l'équipe des chars de soutien. Comme le raconte Dextraze lui-même: «Nous suivions les progrès de Therrien (commandant de peloton) sur, le flanc du coteau avec nos lunettes d'approche. Je demandais à Therrien [de déterminer] d'où venait le tir.» Ces renseignements étaient transmis par Quinn à chacun des chars qui, ensuite, ouvraient le feu. Certaines des casemates ennemies auxquelles on s'attaquait se trouvaient à 40 ou 50 yards tout au plus des Canadiens; ce feu de soutien précis contribua largement au succès de la compagnie «B»[53].

Les troupes elles-mêmes firent preuve d'autant de compétence que les artilleurs. Le lt J.-P.-A. Therrien, commandant le peloton de tête de gauche, dirigea ses hommes avec tant de vigueur vers le haut de la colline que l'ennemi (une compagnie d'infanterie, semble-t-il) quitta ses défenses, laissant seize morts derrière lui. Therrien et Tremblay furent décorés de la Croix militaire. Deux autres, le caporal J.-G. Ostiguy et le soldat R. Gagnon se virent décerner la Médaille militaire pour l'adresse et l'intrépidité dont ils firent preuve pendant que leurs pelotons prenaient d'assaut l'objectif. Les pertes avaient réduit à trois hommes la section d'Ostiguy mais son ardeur au combat et sa détermination le menèrent jusque dans un poste de peloton où il mit l'ennemi en fuite en lançant des grenades dans ses casemates blindées. Gagnon, un sans-filiste, lança une grenade vers le sommet de la colline avec une telle précision qu'elle tomba à l'intérieur d'un abri ennemi, démolissant une mitrailleuse et tuant les mitrailleurs. Mais l'objectif capturé se révéla intenable. A la cote 22 toute proche, l'ennemi était trop nombreux pour être délogé, de sorte qu'on ordonna à la compagnie de retourner à la cote 172.[54] Le lendemain, la compagnie «D» enleva ces positions sans coup férir et y dénombra 36 cadavres ennemis. Les *King's Shropshires* occupèrent la région le 14, laissant le Royal 22e libre de parachever les travaux entrepris autour de sa position.[55] Les 17 et 18 septembre, l'unité britannique fut relevée par des compagnies de la 25e Brigade.[56] Des patrouilles régulières et, dans une large mesure, la pose de mines et de fils, ainsi que les travaux d'excavation, occupèrent la 25e Brigade après ce répit, jusqu'au début de l'opération «Commando» aux premiers jours d'octobre.

Ce qu'on appelle souvent, aux échelons supérieurs, des «patrouilles de routine» ressemble parfois fort peu à des opérations routinières à l'échelon de la compagnie. Une patrouille de cette catégorie fut exécutée par la compagnie «B» du 2e bataillon du *R.C.R.* (cap. Wildfang) le 22 septembre 1951. Appelée à juste titre l'opération « Snatch», son but était de ramener vivant un soldat chinois.

Des patrouilles préliminaires, du 11 au 20 septembre, révélèrent que l'ennemi occupait deux positions, «Regina» et «Ortona», à 4,000 mètres environ au nord-ouest de l'emplacement de la compagnie «B». Ces deux noms chiffrés désignaient des hauteurs situées à environ 200 mètres l'une de l'autre sur une saillie de 600 mètres qui coupait à angle droit la ligne de combat de l'ennemi. Les défenseurs chinois semblaient assez agités et fai-

saient feu sur des lignes fixes au moindre signe de mouvement. Après avoir tracé soigneusement les trajectoires d'armes ennemies connues, après avoir interrogé tous les membres de la compagnie «B» qui étaient passés par ce secteur et après avoir étudié les photos aériennes, les cartes et les bulletins météorologiques, le commandant de la compagnie dressa un plan.

Ce plan prévoyait l'emploi de la compagnie entière et du peloton n° 1 de la compagnie «A». Le Q.G. de la compagnie et le peloton n° 1 devaient rester dans la région de «Dog», autre élévation du même contrefort à 1,800 mètres environ de l'objectif, pendant que le peloton n° 6 devait pousser plus loin pour établir une base solide, les pelotons n°s 4 et 5 devant longer une colline voisine pour déboucher à la droite de l'objectif. Le 2e régiment de la *R.C.H.A.* fut assigné au soutien de l'opération.

A 4 h. de l'après-midi le 22 septembre, les pelotons se rendirent à un lieu de rassemblement à l'arrière de «Dog» et attendirent l'obscurité.

Le peloton n° 6 (lt W. D. Smallman) prit le départ à 10 h. du soir, suivi une heure plus tard du n° 4 (lt H. E. Devlin) et du n° 5 (lt J. P. MacLean), en route pour «Ortona». A deux heures moins dix minutes, le peloton n° 5 avait atteint la position et, le peloton n° 4 lui servant de base solide, il reçut l'ordre de dégager «Ortona». Le peloton n° 5 réussit à surprendre totalement l'ennemi et, en dépit d'une résistance appuyée de mortiers, de grenades et d'armes portatives, MacLean et ses hommes parvinrent en moins d'une heure à capturer un prisonnier et à se regrouper sur la butte. Le peloton n° 4 entreprit alors d'attaquer «Regina». A ce moment-là, cependant, le bruit du combat livré à «Ortona» avait alerté les Chinois de «Regina» et le peloton n° 4 dut engager une lette serrée en se servant de grenades et d'armes portatives. Lui aussi réussit à prendre un prisonnier mais, ayant perdu le contact avec le n° 5, le lt Devlin, après s'être approché à moins de 100 yards de «Regina», ordonna à ses hommes de se retirer à «Dog». Le peloton n° 5 fut forcé de retourner immédiatement au secteur de la compagnie à cause du feu des mortiers et des armes portatives; en dépit d'une certaine confusion, la totalité de la compagnie était de retour à 7 h. 40 du matin. En une nuit, cette patrouille régulière avait fauché au moins 18 ennemis; sept autres étaient présumés morts et deux prisonniers avaient été capturés, au prix de seulement trois blessés[57], dont le lt MacLean du peloton n°5.

Opération «Commando» – 3 au 8 octobre 1951

L'opération «Cudgel», dont «Commando» était issue par voie de modification, était une entreprise assez compliquée et audacieuse, mettant à contribution les quatre divisions du 1er Corps et la 25e Division du 9e Corps américain. Il s'agissait d'avancer jusqu'à la ligne «Jamestown» qui, en tant qu'elle intéressait la Division du Commonwealth, se trouvait à 6,000 ou 8,000 yards au nord-ouest de «Wyoming[58]». On prévoyait aussi qu'une au-

tre avance, que devait diriger le Q.G. du 1er Corps, pousserait jusqu'à la ligne «Fargo», à 4,000 ou 5,000 yards au delà de «Jamestown[59]».

Dans le plan définitif du Corps, l'opération fut simplifiée et son nom fut changé en celui de «Commando». Le jour «J» était fixé au 3 octobre 1951. Les déplacements préliminaires commencèrent le 28 septembre lorsque le R. 22e R. releva un bataillon du 5e régiment de cavalerie dans son secteur, sur le flanc droit. Une heure après que le R. 22e R. eut prit le départ, le *R.C.R.* se dirigea par compagnies vers de nouvelles positions à environ 2,000 yards à l'avant, les *Patricias* se plaçant entre les deux.[60]

Une fois terminée ces déplacements préliminaires, auxquels on avait donné le nom d'opération «Osmosis», le *R.C.R.* et le *P.P.C.L.I.* se trouvaient sur la ligne de l'ancien poste avancé de la brigade, comme le prévoyaient les plans initiaux de «Cudgel» qu'on avait retenus pour «Commando». Le mouvement du R. 22e R. fut complété le 1er octobre; date où le 15e régiment de la 1re Division de la République de Corée occupa tout le territoire à l'ouest de la Sami-chon jusque-là détenu par la 29e Brigade.[61]

Le maj.-gén. Cassels avait dressé les plans d'une attaque en trois phases.[62] Au jour «J»[63] de la première phase, la 28e Brigade devait attaquer à la droite du front de la division, le *1st Shropshires* se tenant à gauche et se dirigeant vers les cotes 208 et 210, le *1st King's Own Scottish Borderers,* au-centre, capturant le massif imposant de la cote 355, et le 3rd *Royal Australia Regiment* se tenant à droite et ayant pour objectif la cote 199.[64] Comme ce plan engageait les trois bataillons de la 28e Brigade, il fallait constituer une réserve en plaçant un bataillon de la 29e Brigade sous le commandement de la 28e le jour «J».[65] Pour la deuxième phase, qui, devait avoir lieu le lendemain du jour «J», les Canadiens devaient s'emparer d'une hauteur à 3,000 yards à l'avant de «Wyoming». Les phases I et II de l'attaque avaient été prévues pour deux jours successifs afin que chaque brigade fût soutenue à tour de rôle par toute l'artillerie de la division et par une partie de l'artillerie du Corps.[66] La phase III était réservée à l'exploitation simultanée par les 25e et 28e Brigades, jusqu'à la ligne «Jamestown».[67] La 29e Brigade devait affecter un bataillon à la consolidation du flanc gauche canadien jusqu'à «Jamestown» et devait y être relevée par la 25e Brigade à l'issue de la phase III.[68] Le rôle relativement mineur assigné à la 29e Brigade tient à ce qu'un bataillon de la formation devait être relevé par un bataillon du Royaume-Uni au plus tard le 11 octobre. Pour une raison ou pour une autre, cependant, la 29e Brigade désigna le *1st Royal Ulster Rifles* pour protéger le flanc de la 25e Brigade[69], bien que ce fût le bataillon dont le remplacement était prévu.[70]

Le plan du brig. Rockingham divisait également l'attaque de sa brigade en trois phases.[71] Au cours de la première phase, le *Royal Canadian Regiment* et les *Patricias* devaient progresser jusqu'à une élévation de terrain à 3,000 yards vers l'avant, le *R.C.R.* capturant la position sise au nord-ouest de Chommal et de la cote 187 pendant que le *P.P.C.L.I.* enlèverait la

cote 187 et remplacerait les *Shropshires* à la cote 210. Les *Ulster Rifles* devaient occuper la position située au nord-ouest de Yongdong, la cote 179 et les hauteurs entre les deux, au plus tard deux heures après le début de la première phase. Pendant la deuxième phase, les *Ulsters* devaient s'emparer de leur secteur de la ligne «Jamestown», des positions sises au sud de Karhyon-ni et de Pangnae-dong, d'une colline au nord-est de Kinsandong, de même que de la cote 127.

Au cours de la troisième phase de l'attaque de la brigade, le *R.C.R.* devait se saisir d'une position au nord-est d'Hamurhan et d'une hauteur au nord-ouest d'Ochon. Le *P.P.C.L.I.* devait s'emparer de la cote 159 et de l'éminence qui se trouve au sud. Le jour «J», le R. 22e devait quitter sa position à la droite du front de la brigade pour relever le *R.C.R.* et demeurer dans l'ancien secteur de cette unité en réserve de brigade. A l'issue de la troisième phase, il devait se rendre à «Jamestown» pour y remplacer les *Ulsters* qui devaient alors se retirer sur I'Imjin pour attendre d'être relevés par le *1st Royal Norfolk Regiment*[72].

L'attaque de la 28e Brigade à l'aube du 3 octobre marquait le début de la première phase de l'opération divisionnaire. Au début, tout alla bien mais on se heurta à une forte résistance ennemie à partir de 10 h. du matin et, à la tombée du jour, les *Shropshires* étaient encore à mille yards de la cote 210 tandis que les *Borderers* se trouvaient à une distance comparable de leur objectif, la cote 355. A droite, cependant, les Australiens avaient réussi à s'emparer de la cote 199. Il n'y eut pas de contact avec l'ennemi durant la nuit et l'attaque fut reprise à l'aube du 4. Les *Shropshires* enlevèrent la cote 210 et, à 1 h. de l'après-midi, les *Borderers* s'étaient frayé un chemin jusqu'à la cote 355. La prise de ces deux positions terminait la première phase de l'attaque; c'était un exploit remarquable. La cote 355, appelée Kowangsan, dominait la région comme une forteresse. Quand leur tour vint de la défendre, les Américains la baptisèrent « Petit Gibraltar», mais les troupes de la Division du Commonwealth, qui devaient y répandre beaucoup de sang, l'appelaient simplement la «Trois cinq cinq».

La deuxième phase, une attaque de la 25e Brigade pour la prise d'une élévation à 3,000 yards à l'avant de «Wyoming», débuta à 11 h. du matin le 4 octobre pendant que les *Borderers* luttaient encore pour s'emparer de la cote 355.[73] Le *R.C.R.* s'avança, la compagnie «A» à gauche et la compagnie «B» à droite, la première passant par les localités de l'avant défendues par les *Ulster Rifles.* Ni l'une ni l'autre des deux compagnies ne rencontra de résistance; en moins de deux heures, le bataillon avait atteint son objectif, la position sise en amont de Chommal et la hauteur à l'est de Naooch'on. Le *P.P.C.L.I.* prit le départ sur la droite du front de la brigade en même temps que le *R.C.R.* Il engageait lui aussi deux compagnies: la compagnie «D» à gauche qui, marchant sur Mangunni, traversa cette localité et se saisit d'une position à 500 yards au nord, et la compagnie «A» à gauche, qui s'avança vers l'objectif situé à l'est de Kamagol, pendant que la compagnie «B» dé-

gageait la crête qui va de Sogu-ri vers le nord et relevait la compagnie «F» (maj. Swinton), laquelle traversa ensuite la vallée suivante pour aller s'emparer de la cote 187, principal objectif du bataillon. Il fallut deux heures de combat pour atteindre le sommet de cette position détenue par l'ennemi. Le peloton n° 10 du lt C. E. S. Curmi, mena l'assaut final. L'ennemi, retranché dans ses abris, riposta; dans la lutte qui s'ensuivit, Curmi et l'un de ses commandants de section furent blessés. Vingt-huit Chinois périrent dans cet engagement et quatre se constituèrent prisonniers. La compagnie «D» perdit un tué et six blessés. Une belle bataille avait été livrée. Pendant ce temps, la compagnie «A» allait relever les *Shropshires* à la cote 210 et la compagnie «B» du *P.P.C.L.I.* dépassait la compagnie «B» du 2e bataillon du *R.C.R.* à l'est de Naooch'on pour se saisir de l'éminence située immédiatement au nord de la compagnie du *R.C.R.*

Après la prise de la cote 187 par le *P.P.C.L.I.,* la deuxième phase de l'opération «Commando» prenait fin. Les *Shropshires* avait amorcé la troisième phase en s'installant à la cote 227; à son tour, la 25e Brigade entreprit les avances prévues pour la phase III. Dans le secteur du *R.C.R.*, la compagnie «C» dépassa la compagnie «D» à la cote 187 et se saisit de la hauteur sise à 500 yards au nord-est d'Hamurham vers la fin de l'après-midi du 4. Elle ne rencontra pas d'ennemis pendant son avance, mais elle fut assaillie par un feu nourri d'artillerie, dirigé sans doute de la cote 166 à l'ouest de la vallée. En même temps, la compagnie «B», qui avait été relevée de sa position de Naooch'on par la compagnie «B» des *Patricias* se mit en marche le long de la ligne de faîte en direction d'un massif montagneux au nord-ouest d'Ochon. La compagnie fut soumise à un feu intense en provenance de son objectif et eut de la difficulté à dégager son peloton de tête.

La précision du tir de couverture, très courageusement dirigé par le lt M. T. O'Brennan, officier observateur d'artillerie attaché à la compagnie «B», permit à ce peloton de se replier avec succès. Se portant à l'avant pour mieux distinguer les positions ennemies, O'Brennan perdit son sans-filiste et fut lui-même blessé, mais il continua à diriger le tir de sa batterie jusqu'à ce qu'il fût évacué sur un brancard. Sa fidélité au devoir contribua largement au succès du repli de cette compagnie, et on lui décerna la Croix militaire. Après l'évacuation de cet officier, le caporal suppléant F. M. Dorman le remplaça; il continua de transmettre les ordres de tir sous le feu meurtrier des mortiers et des mitrailleuses de l'ennemi, et il fut décoré de la Croix militaire. Le soldat W. D. Pugh, signaleur de la compagnie «B», s'avança de la base solide de la compagnie lorsque le sans-filiste qui accompagnait le commandant fut blessé. Récupérant l'appareil et l'antenne sous une pluie de projectiles, il rétablit les communications nécessaires pour diriger le tir des chars et des mortiers. Pour son admirable fidélité au devoir, le soldat Pugh mérita, lui aussi, la Médaille militaire.

Le caporal E. W. Poole, sous-officier chargé des brancardiers de la compagnie «B», fut décoré de la D.C.M. (Médaille de conduite distinguée)

pour le courage dont il fit preuve dans l'évacuation des blessés. Les premières victimes, en particulier, gisaient dans d'épais fourrés le long de pentes escarpées. Poole alla les chercher sous une pluie de projectiles; s'il put sauver la vie d'au moins cinq hommes, c'est qu'il ne songea pas un instant à sa propre sécurité.

Pendant ce temps, le *P.P.C.L.I.* avait également progressé.[74] La compagnie «C» s'était frayé un chemin le long de la ligne de faîte, partant de la cote 187 pour se rendre à des hauteurs sises à 800 yards à l'ouest et la compagnie «A» avait pris le départ pour la cote 159. Il fallut alors interrompre l'avance à cause de la résistance opposée au *R.C.R.* et parce qu'il se faisait tard. La compagnie «B» du 2e bataillon du *R.C.R.* fut ramenée en ligne et la compagnie «A», du 2e bataillon, du *P.P.C.L.I.* dut s'arrêter devant son objectif. Ainsi, le soir du 4 octobre, le front de la brigade s'étendait au nord-est à partir des hauteurs dominant Hamurham. A la gauche de la ligne de combat du bataillon, les *Royal Ulsters* s'étaient emparés sans difficulté de tous leurs objectifs.

Le 5 octobre, l'avance fut reprise. La compagnie «B» du 2e bataillon du *R.C.R.* occupa la position sise au nord-ouest d'Ochon après qu'on lui zut indiqué qu'elle avait été libérée par une patrouille d'éclaireurs et de tireurs d'élite; la compagnie «B» du 2e bataillon du *P.P.C.L.I.* se retrancha à la cote 159 et la compagnie «A» se saisit de hauteurs à 800 yards au sud-ouest de Sanjom-ni. Lorsque le R. 22e R. releva les *Royal Ulsters,* les trois bataillons de la brigade occupaient tous des positions avancées.

Vers la fin de l'après-midi, du 5 octobre, la 25e Brigade était donc sur la ligne «Jamestown», le 12e régiment de la République de Corée se trouvant à gauche et les *Shropshires* à droite. En face de la brigade s'étendait une vallée arrosée par un affluent anonyme de la Sami-chon, dont la rive occidentale était dominée par les cotes 166 et 156. Le Royal 22e avait devant lui une vaste plaine unie, mais le *Royal Canadian Regiment* et, plus encore les *Patricias,* étaient séparés de l'ennemi par un défilé beaucoup plus étroit. De plus, la compagnie «B» des *Patricias* était beaucoup plus avancée que la compagnie des *Shropshires* à sa droite et présentait un cible attrayante pour une contre-attaque.

La troisième phase de l'opération «Commando» ne se termina pas aussi rapidement ni aussi facilement sur le front de la 28e Brigade. Pendant la journée du 5, tous les efforts y furent consacrés à la capture, par le *1st Royal Northumberland Fusiliers,* de la cote 217, pendant que les Australiens tentaient de s'emparer de la cote 317. Les deux unités réussirent à enlever leurs objectifs mais, immédiatement avant le coucher du soleil, les *Fusiliers* furent délogés de la cote 217 par une contre-attaque. Le lendemain, l'attaque fut reprise contre la cote 217. Une fois de plus, les *Fusiliers* parvinrent à s'y installer mais ils furent une fois de plus forcés de se retirer. Le 8 octobre, cependant, l'unité occupa la position sans apercevoir l'ennemi; il s'était apparamment retiré durant la nuit.[75]

Après la prise de la cote 217, la participation de la Division du Commonwealth à l'opération «Commando» prenait fin. La Division ne s'en était pas tirée indemne, ayant eu en tout 58 morts et 262 blessés.[76] Chez les Canadiens, les pertes, 4 morts et 28 blessés, avaient été légères.[77]

Le 8 octobre, la division se trouvait donc sur la ligne «Jamestown» entre la Sami-chon et I'Imjin. Elle occupait un front d'environ 21,000 yards; sept bataillons étaient déployés sur la ligne de combat, un huitième leur servait d'appui à l'arrière et un autre était en réserve. Le maj.-gén. Cassels estimait qu'une plus forte réserve aurait été souhaitable mais il jugea qu'en réduisant le nombre des unités sur la ligne de combat il y ouvrirait des brèches inexcusables. Ainsi disposés, les bataillons avancés étaient très éparpillés sur le terrain. Bref, le commandant estimait que la division serait incapable de résister à une offensive de grande envergure.[78] Les lignes «Wyoming» et «Kansas» se trouvaient derrière la division; sur la ligne «Kansas», des ouvrages étendus avaient été aménagés pendant une longue période d'occupation. Dans le décor imprécis que la division avait sous les yeux, la ligne principale de l'ennemi était beaucoup plus rapprochée qu'elle ne l'avait été précédemment; les collines nouvellement enlevées, moins abruptes que celles que la division avait occupées déjà, pouvaient être attaquées beaucoup plus facilement.

Cette pression salutaire exercée sur la ligne chinoise s'était étendue à d'autres secteurs du front de l'O.N.U. et, le 25 octobre, les négociateurs reprirent les entretiens, cette fois à Panmunjom, village dévasté, situé à quelque six milles à l'est de Kaesong et protégé la nuit par un puissant réflecteur dont la lueur verticale et immobile pouvait être aperçue à des milles à la ronde. Cette fois, on réalisa plus de progrès et on s'entendit pour tracer la ligne du cessez-le-feu le long de la ligne réelle de contact. C'était une concession de la part des communistes qui avaient insisté déjà sur le 38e parallèle. Cependant, à la fin de 1951, les perspectives d'un cessez-le-feu réel étaient aussi décourageantes que jamais; les négociateurs ne pouvaient pas tomber d'accord sur un mode de surveillance de l'armistice ni sur le rapatriement des prisonniers de guerre.

Les succès remportés pendant ces engagements d'automne eurent sur les troupes du Commonwealth des effets tout à fait disproportionnés aux gains territoriaux. La Division du Commonwealth y gagna un sens de cohésion et un esprit de corps grâce auxquels tous ses éléments purent sortir triomphants de la lutte défensive infernale qu'ils devaient livrer par la suite. Sous la direction résolue, sereine et ingénieuse de ses divers commandants britanniques, la division atteignit un degré remarquable d'homogénéité. Formidable force de combat de plus de 20,000 hommes, elle resta jusqu'à la fin des hostilités une formation clef le long de la chaîne de collines qui borde le 38e parallèle.

CHAPITRE X

1951 EN RÉTROSPECTIVE

Évolution administrative

LES PROGRÈS réalisés par les Chinois, à la fin de 1950 et au début de 1951, avaient nécessité des changements dans les dispositions administratives des forces du Commonwealth, et la base britannique de Taegu (moins un petit Q.G. avancé) avait été déménagée à Kuré au Japon.

La région de Kuré, à l'extrémité sud de l'île japonaise principale de Honshu, comprenait Hiroshima, et le contingent australien des Forces d'occupation y avait été mis en garnison. Comme on y pouvait disposer de baraquements, entrepôts et autres installations, c'était la base japonaise idéale pour le Commonwealth. Néanmoins, on a souvent critiqué, par la suite, la décision de transporter la base au Japon; si la base du Commonwealth avait été auparavant trop avancée, elle se trouvait désormais trop à l'arrière, ce qui posait un problème de transport.[1] Du point de vue purement britannique, toutefois, Kuré valait mieux que tout autre port coréen. La formation d'une division du Commonwealth exigeait une base principale plus rapprochée que Singapour (qui avait servi en cette qualité au cours des premiers mois de la guerre de Corée) et une base à Kuré, où se trouvaient une main-d'oeuvre expérimentée et de meilleures conditions, permettait d'expédier le ravitaillement directement de Grande-Bretagne. En outre, l'établissement de Kuré était alors financé en grande partie par le Japon en tant que frais d'occupation.

On pourra se faire une idée de l'ampleur du problème que le ravitaillement posait au commandant et à l'état-major de la base du Commonwealth britannique, en lisant l'extrait suivant du plan administratif:

Rations

a) On détiendra des stocks ... comme il suit:
   (i) Les rations de la Force, moins celles des troupes canadiennes et indiennes.
   (ii) De plus, le thé, le sucre, le lait et le rhum, d'après le barème «supplémentaire» destiné aux troupes canadiennes.
b) Les États-Unis fournissent des rations fraîches, moins le pain, à la Force en Corée.
c) Le pain, destiné à la Force en Corée, est fourni par la Boulangerie de campagne du Commonwealth britannique, sauf celui qui est destiné aux troupes canadiennes et indiennes.
d) Les États-Unis fournissent toutes les rations, moins le thé, le sucre, le lait et le rhum supplémentaires, aux troupes canadiennes en Corée.
e) L'Inde fournit les rations des troupes indiennes.
f) La partie de la Force stationnée au Japon recevra ses rations d'après le ba-

rême des rations australiennes du Pacifique (fraîches), subordonnément aux changements autorisés par le Q.G. du B.C.F.K. avec l'approbation des commandants des éléments intéressés. L'Australie aura la responsabilité de maintenir au Japon les stocks autres que les rations composites pour la partie de la Force à laquelle elle doit fournir des rations à la demande du B.C.F.K. en conformité des par. 11 et 12 ci-dessus.

g) Le Royaume-Uni fournira des rations (en équivalents de conserves au besoin) aux troupes britanniques, australiennes et néo-zélandaises en Corée, et il aura la responsabilité du maintien des stocks de rations pour ces troupes d'après les barèmes exposés aux par. 11 et 12 ci-dessus.

h) L'Australie fournira le thé, le sucre et le lait

j) Les articles destinés à agrémenter la vie des soldats hospitalisés seront fournis par l'Australie.[2]

Quand on annonça à Ottawa que le reste de la 25e Brigade serait envoyé en Corée et qu'une Division du Commonwealth serait formée, la petite unité administrative canadienne qui appuyait le 2e bataillon du *P.P.C.L.I.* dut dresser des plans en vue de la participation du Canada à une base d'opérations élargie du Commonwealth. Son premier commandant, le maj. G. E. Brooks, était rentré au Canada à la fin de février et le lt-col. Crue était détaché de la Mission militaire pour le remplacer. Le 3 mai, le brig. Rockingham arrivait à Pusan pour se mettre, avec Crue et un représentant britannique, à dresser un plan.[3]

Les unités canadiennes au Japon

En conséquence, les unités canadiennes de base au Japon s'accrurent sensiblement en 1951. La grande période de croissance se situe vers la fin du printemps, alors qu'arrivait la 25e Brigade. Pendant toute l'année 1950, la seule unité canadienne au Japon avait été la Mission militaire du brig. Fleury. Toutefois, en avril 1951, le 2e Groupe canadien de direction des mouvements (du maj. E. A. C. Reynolds) était expédié pour surveiller le mouvement vers Kuré des unités de base qui appuieraient le groupe de brigade. A la mi-mai, elles étaient arrivées et entraient en fonctions. La plus importante était le 25e Groupe canadien de renfort dont le commandant, le lt-col. Corbould, assumait le rôle de principal officier canadien de la zone. L'Unité administrative n° 2 (commandée par le lt-col. T. H. Carlisle jusqu'à l'arrivée en juin de son remplaçant, le lt-col. R. M. Campbell), le Groupe de liaison des magasins militaires, une unité postale et une troupe de transmissions de base complétaient les formations canadiennes au Japon. En juin, alors que la formation de la Division du Commonwealth était imminente, arrivait un apport canadien destiné à l'Hôpital du Commonwealth britannique, sous le commandement du lt-col. J. E. Andrew. En août 1951, alors que le brig. Fleury revenait au Canada, le commandement de la Mission militaire du Canada passait provisoirement au brig. J.-P.-E. Bernatchez. En novembre, le nouveau commandant, le brig. A. B. Connelly entrait en fonctions.[4]

Les Britanniques avaient demandé un peloton canadien de transport (composé d'ordinaire de cinq sections) pour la Zone d'entretien avancée de Corée, mais on ne fournit que trois sections, c'est-à-dire celles qui avaient appuyé les *Patricias.* Le reste de l'accroissement de l'effectif du bataillon quittait Pusan pour Kuré le 12 août, alors que Crue passait au Q.G. des Forces du Commonwealth britannique en Corée (ainsi qu'on appelait la base) à titre d'adjoint à l'adjudant et quartier-maître général.

Les unités administratives du Commonwealth relevaient de la direction et du contrôle d'un Q.G. commandé par un lt-gén. australien qui portait le titre inexact de commandant en chef des Forces du Commonwealth britannique en Corée. Survivance des dispositions prises à l'occasion de l'occupation, en réalité, le commandant en chef s'occupait uniquement des questions non opérationnelles et administratives, tout en agissant en qualité de lien entre les chefs d'état-major du Commonwealth et le commandant en chef américain des Forces de l'ONU. Alors qu'on élargissait et réorganisait la base au Japon, le titulaire de ce poste était le lt-gén. sir Horace Robertson. En novembre de la même année, il était remplacé par le lt-gén. W. Bridgeford, qui resta en fonctions jusqu'en février 1953, alors que le lt-gén. H. Wells le remplaçait.[5] Ce mode d'administration, que compliquaient les impératifs nationaux, était d'une complexité inusitée, et un historien britannique a fait remarquer qu'il fonctionnait surtout par bonne volonté.[6]

En octobre, on décidait de regrouper plus fermement les troupes canadiennes de la zone des étapes et de base, aux fins de l'administration et de la discipline, sous le commandement de Crue en une organisation nommée Section canadienne, Troupes de la ligne de communication et de base, Forces du Commonwealth britannique en Corée. Peu à peu, augmentèrent les responsabilités de Crue, à mesure que s'organisaient un élément canadien d'un dépôt de convalescents, une unité de permissions et un service auxiliaire de bien-être.

Les problèmes financiers compliquaient les plans. Dans un rapport sur la logistique, rédigé quelques années après la campagne, le lt-col. Crue peignait ce tableau:

> La situation défavorable de la livre sterling par rapport au dollar américain créait un état de choses qui obligeait à acquitter en sterling les frais [qui incombaient aux Britanniques]. Un conseiller financier, du grade de brigadier, aidé d'un personnel nombreux ... scrutait chaque dépense. Britanniques et Australiens étaient soumis au régime de la comptabilité statique ... ce qui exigeait un personnel comptable en nombre excessif. Le point de vue britannique se trouvait diamétralement opposé à celui des Canadiens. Le Canada avait pour politique de ménager l'effectif humain, rejetant au second plan les restrictions financières. Le Royaume-Uni et l'Australie ... dans plusieurs cas fournissaient des officiers et des hommes pour accomplir des tâches que les Américains auraient accomplies très volontiers pour eux. Plutôt que de dépenser des dollars américains, on préférait employer un personnel supplémentaire.[7]

Vu qu'on devait garder au Japon les renforts canadiens tant qu'on n'en

aurait pas besoin en Corée, il fallait prendre des dispositions pour poursuivre leurs instruction militaire. Le camp de Kuré consistait en une caserne en bordure d'une ville: on ne pouvait y procéder qu'à bien peu d'instruction pratique. Il y avait une unité d'instruction du Commonwealth à Haramura (village situé dans les collines à environ 25 milles au nord-est de Kuré), mais elle était organisée en vue de donner aux instructeurs des cours spécialisés. On n'y pouvait loger les renforts d'ordre général à qui il fallait des champs de tir et des zones de tir de campagne. Enfin, après avoir discuté du problème avec les autorités américaines d'occupation, on organisa une zone d'instruction à Nipponbara. Il s'agissait d'un vaste champ de tir situé à cent milles de distance, mais Rockingham et Fleury jugèrent qu'il convenait parfaitement à leurs fins.[8] L'un des premiers officiers envoyés pour surveiller l'instruction à Nipponbara a noté les impressions que cet endroit éveilla en lui, ainsi que la nature particulière des problèmes qu'il posait:

> L'instruction entreprise à Nipponbara progressait de la formation individuelle à l'instruction tactique de compagnie ... afin de préparer les troupes de renfort au genre de guerre en montagne auquel elles auraient à faire face ... Par malheur, les lupanars d'Hiro étaient mobiles et arrivaient avec chaque contingent. Toutefois, officieusement et grâce à une entente entre la police civile et les autorités médicales, une Japonaise peu désirable ne restait pas longtemps à Nipponbara. Cette façon de procéder paraîtrait sans doute odieuse à quiconque ne connaîtrait pas les conditions existantes ... mais c'était là la seule solution pratique.[9]

Cependant, la tâche de maintenir les soldats aptes au combat dans le Japon d'après-guerre n'était pas le seul problème. En effet, si l'on laissait de propos délibéré les conditions de vie dans un état primitif (le seul logement disponible était constitué par des tentes), il se posait des problèmes particuliers. Il fallut creuser un puits pour se procurer de l'eau, et le seul endroit convenant à l'entreposage des légumes se trouvait dans un caveau. Les soins médicaux étaient assurés par un médecin japonais de la ville voisine, et la seule main-d'oeuvre disponible était «indigène» et féminine: il fallut aménager une tente pour l'allaitement des bébés au sein à tour de rôle. Comme il n'y avait pas de prévôté, il fallait maintenir un contact étroit avec la police civile. La détention des récidivistes avait un aspect vieillot. La seule façon d'empêcher l'évasion dans l'anonymité de la campagne japonaise consistait à attacher les soldats condamnés à de grandes poutres d'acier qui restaient d'une tour d'observation démolie.[10] Les troupes de renfort assujetties à l'instruction dans ces conditions devaient accueillir avec satisfaction le départ pour le front.

A part les camps d'instruction établis dans les collines, les casernes et les bureaux occupés par les Canadiens se trouvaient en bordure de villes surpeuplées, dont les vastes populations flottantes n'avaient profité de l'occupation que de la seule façon qui s'offrait à elles, c'est-à-dire par le commerce de tous genres avec les troupes d'occupation. Les tentations étaient nombreuses et exotiques, de sorte que certains jeunes soldats bien en santé des unités de renfort et de base n'étaient que trop disposés à troquer

matériel, vivres et vêtements contre les délices d'Hiro et de Kuré. Inévitablement, certains se virent aux prises avec la police japonaise. Mais le plus grand problème qui se posait aux commandants canadiens venait de la pratique qui s'implantait de contracter mariage d'après les lois japonaises, puis de vivre en ménage après les heures de travail dans des logements japonais. On ne s'élevait pas tant contre cette coutume que contre les conséquences qui en résultaient. On n'avait prévu aucune disposition à l'égard de tels mariages, ni, surtout, d'indemnités conjugales ou de prestations pour personnes à charge. En conséquence, un soldat qui se trouvait dans cette situation était souvent tenté de troquer du matériel militaire contre des frais de subsistance. Quand il apparut à Ottawa qu'il y avait là un problème exigeant une solution, on se renseigna à Washington sur les règlements militaires des États-Unis à ce sujet. Un télégramme de l'état-major de l'Armée canadienne, en date du 26 avril 1951, exposait ainsi le point de vue américain:

> Les règlements militaires américains prévoient le transport des personnes à charge ... sauf dans le cas des Orientaux. A cause d'étranges coutumes matrimoniales et pour d'autres raisons, les autorités militaires ne reconnaissent pas la légalité du mariage avec des Orientaux. En conséquence, un militaire qui épouse une Orientale doit la faire transporter aux États-Unis à ses propres frais.[11]

Cette solution ne plaisait pas aux autorités d'Ottawa, bien que le lt-col. Campbell de l'Unité administrative canadienne n° 2 de Kuré eût fait remarquer que «la cérémonie religieuse du mariage n'a aucune signification juridique en droit japonais». Il suffisait que la famille de la jeune fille consentît à l'union et consignât les faits relatifs au mariage dans le registre familial tenu aux bureaux de la municipalité où elle demeurait. En outre, en 1951, aucun traité de paix n'avait été signé avec le Japon et tous les nationaux de ce pays étaient considérés comme des étrangers ennemis. Cet état de choses compliquait l'aspect immigration de la permission à accorder aux épouses japonaises de guerre d'accompagner leurs maris à leur rentrée au Canada lors du roulement des troupes. Toutefois, on finit par lever ces obstacles et autres: le juge-avocat général ne tarda pas à signaler que, puisque ce genre de mariage se célébrait selon les lois du pays, on ne pouvait en mettre la légalité en doute.

Afin d'éviter la venue au Canada, en qualité d'épouses de soldats, de jeunes Japonaises indésirables, on autorisa l'établissement d'un règlement qui interdisait le versement de l'indemnité conjugale ou des frais de transport à moins que le commandant n'ait autorisé le mariage et qu'on n'ait consenti à une période d'attente de cinq mois. Seulement 68 soldats ont profité de cette réglementation.[12] Il semble que le lien moins officiel, qui n'entraînait pas l'obligation de ramener la femme au pays, répondît mieux aux exigences de la situation où se trouvait les troupes.

La question du roulement des troupes

La 25e Brigade n'avait pas été longtemps en action avant que ne se posât de façon urgente la question du roulement des troupes. Les États-Unis et la Grande-Bretagne avaient établi un programme qui tenait compte de la dureté de l'hiver coréen: les soldats des formations américaines de combat étaient relevés tous les six mois, tandis qu'en général les Britanniques exigeaient que les troupes ne servent pas plus d'un hiver dans ce secteur d'opérations[13]. Le 2e bataillon des *Patricias* avait servi un hiver et, en décembre 1951, aurait été en Corée pendant un an. En outre, plus de 4,000 Canadiens sur ce théâtre de guerre servaient en vertu de l'enrôlement de dix-huit mois du Contingent spécial, période qui devait expirer en février 1952. Un problème paraissait vouloir se poser à l'égard du moral des troupes, à moins qu'on ne fût en mesure d'annoncer à ces dernières un programme de roulement bien défini. Le problème de la relève du 2e bataillon des *Patricias* se trouvait résolu en juillet 1951, alors que le chef d'état-major général ordonnait que le 1er bataillon des *Patricias,* bataillon parachutiste de ce Régiment, relèverait l'unité en Corée. Afin de maintenir l'élément aéroporté de la Force mobile d'intervention, les volontaires du 2e bataillon se présentant à l'instruction de parachutiste seraient ramenés par avion au Canada à partir de septembre. Le premier groupe devait comprendre au total 50 hommes et, par la suite, 25 seraient envoyés chaque semaine jusqu'à ce que le total de 150 hommes de tous grades eussent fait le voyage. Le 1er bataillon devait commencer à envoyer en Corée des compagnies formées en octobre.

Cette méthode fonctionna fort bien et le programme de roulement se transforma graduellement en un régime qui limitait à douze mois le service en Corée et prévoyait le remplacement par unité ou sous-unité autant que possible. On accordait au commandant de la brigade un jeu d'un mois, en plus ou en moins des douze, pour régler certains cas particuliers.[14]

La controverse du bien-être

Au cours des deux guerres mondiales, le bien-être de l'Armée canadienne était assuré par des organismes civils connus collectivement sous le nom de Services auxiliaires. Cette disposition avait pour but de libérer le mécanisme administratif militaire du fardeau des «aménités» à fournir aux troupes. Mais, à partir de 1942, les Services auxiliaires comptèrent de plus en plus sur les fonds de l'État, au point qu'en 1945 les subventions 'atteignaient au total 41 millions de dollars. Les organismes des Services auxiliaires maintenaient quatre quartiers généraux distincts au Canada, cinq en Angleterre et quatre sur le continent européen, d'où résultaient des doubles emplois, des concurrences et même des frictions inutiles. Les surveillants conservaient leur statut civil et s'estimaient responsables surtout envers le siège central de leurs organismes. On accomplissait ainsi un bon travail, mais le rendement était parfois inégal. En conséquence, la Force armée

P.J. Tomelin

L'ARTILLERIE EN ACTION

Les canons du 2e *R.C.H.A.*, en batterie dans la région de Ch'orwon, appuient une patrouille du 2e bataillon du *R.C.R.*, le 21 juin 1951.

J.P. MacLean

MISSION ACCOMPLIE

Le capitaine E. K. Wildfang ramène la compagnie "B" du 2e bataillon du *R.C.R.*, après l'opération "Dirk" effectuée au-delà de l'Imjin, le 14 août 1951.

P.J. Tomelin

TERRITOIRE ENNEMI

L'opération "Pepperpot", du 23 octobre 1951. Des membres de la compagnie "D" du 2e bataillon du R. 22e R. tient une dernière salve avant de se replier sur leurs positions.

P.J. Tomelin

ÉPILOGUE

La position des mortiers du 2e bataillon du R. 22e R. après les attaques du 24 novembre 1951. Plus de 3,000 obus furent tirés pendant la nuit.

canadienne du Pacifique de 1945, dont l'existence fut si courte, si elle se fût rendue en Extrême-Orient, aurait été accompagnée d'un organisme de bien-être purement militaire. En 1942, le Conseil de la défense décidait que les services armés seraient «entièrement responsables de la direction, de la surveillance et de la répartition des facilités de bien-être à l'étranger, tant sur mer que dans les installations militaires fixes au Canada[15]».

Au début des hostilités en Corée, la Croix-Rouge canadienne avait offert de fournir une aide semblable à celle qu'assuraient par le passé les Services auxiliaires.[16] L'adjudant général, tout en se déclarant heureux d'obtenir l'aide de la Croix-Rouge dans le cas des malades et blessés, exprimait la crainte que l'acceptation de l'offre en son entier ne rende «difficile à l'Armée de fournir ses propres services de bien-être» et n'aboutisse à «d'interminables discussions avec les autres organismes des Services auxiliaires[17]». D'autre part, si, en affirmant son indépendance, l'Armée ne pouvait assurer la norme attendue de bien-être, ajoutait-il: «Ces quatre organismes [Légion canadienne, Chevaliers de Colomb, Armée du Salut, Y.M.C.A.] nous tomberont dessus avant que nous puissions nous y reconnaître[18].»

Jusqu'en avril 1952, alors qu'on désignait un «coordonnateur des services de bien-être en Extrême-Orient» (du grade de major), l'organisme de bien-être consistait en un capitaine d'état-major (Bien-être) au Q.G. de la brigade et en un officier de bien-être auprès de chaque bataillon d'infanterie, du régiment d'artillerie et de l'unité de renfort au Japon*. Les autres unités de campagne étaient traités collectivement. Aucun véhicule n'était «expressément affecté à des fins de bien-être», mais on en ajoutait un certain nombre à la dotation des unités «en songeant au bien-être[19]». A l'origine, le capitaine d'état-major affecté au bien-être fut en même temps coordonnateur pendant quelques mois. Par la suite, on désigna un officier pour remplir ce poste: il remplissait ses fonctions à Kuré (Japon), à la Section canadienne des troupes de la zone des étapes et de base.[20]

Ce n'est que graduellement qu'on se rendit compte que le ministère avait en réalité créé ses propres services de bien-être, au lieu d'adopter une attitude négative à cet égard. Dans une unité au moins, on exprimait en juin 1951 le sentiment que «le fait de ne pas recourir aux organismes des Services auxiliaires» avait laissé un vide que ne remplissait pas le régime existant, et que le mélange des fonctions de bien-être avec d'autres fonctions militaires «ne produirait pas les résultats souhaités[21]». D'après un représentant de la division de l'adjudant général (le lt-col. D. S. F. Bult-Francis) qui se rendait dans ce secteur d'opérations en juillet, le bien-être d'origine canadienne «brillait par son absence» tandis que celui que fournissaient l'Institut britannique des armées de terre, de mer et de l'air (NAAFI) et les

*Nommément, le quartier-maître adjoint.

sources américaines, était «bon mais insuffisant[22]».

Les revues arrivaient du Canada bien en retard. Le Q.G. de la brigade recommanda qu'on les expédiât par avion aux soins de l'officier de bien-être de la brigade; tout autre mode de transport était fort lent et facilitait les larcins*. On pouvait acheter certains livres de poche aux bibliothèques mobiles du *NAAFI,* mais on n'avait reçu que très peu de papier à lettre du Canada: Bult-Francis recommanda un barème de vingt feuilles et cinq enveloppes par semaine. En campagne, les rations américaines comprenaient de la pâte dentifrice, de la crème à barbe, des allumettes, du papier à lettre et vingt cigarettes par homme, par jour, le tout gratuit.[23] On pouvait se procurer d'autres cigarettes, américaines ou britanniques, à bas prix, tout comme la bière américaine ou australienne (cette dernière, brassée au Japon)[24]. Une plainte assez généralisée niais peu sérieuse portait sur le manque de produits de fabrication canadienne, notamment de cigarettes et de bière**. On ne pouvait tout simplement pas se procurer de cartes à jouer ni de tablettes de «cribbage», mais on pouvait en faire venir de Hong-Kong et de Singapour par l'entremise du *NAAFI.* (On conseillait de recourir à ce procédé, plus économique que l'achat au Canada[25].)

A «des conditions acceptables aux deux parties» (sans frais), la brigade recevait régulièrement des films de sources américaines.[26] En outre, une cinémathèque divisionnaire fournissait des films britanniques. Par malheur, une bonne partie des projecteurs canadiens s'étaient brisés et l'on avait besoin de pièces supplémentaires.[27] Il n'existait pas encore de spectacles canadiens «en direct»***.

En vertu du régime «R & R» (Repos et Récréation) de la Huitième Armée américaine, les Canadiens pouvaient bénéficier, pendant leur tour de service, de deux périodes de permission de cinq jours francs à Tokyo, et la plupart en obtinrent au moins une. On les transportait en avion américain, à l'aller et au retour. On les logeait et on les nourrissait au centre de permission d'Ebisu, que maintenait la Force d'occupation du Commonwealth britannique (à prédominance australienne), bien que les lumières plus brillantes du centre de Tokyo parussent plus attrayantes aux yeux d'un grand nombre. La norme de discipline parmi les Canadiens en permission «R & R» était fort basse au début, mais, par la suite, se compara favorablement à celle des autres groupes du Commonwealth. En Corée, cependant, il n'existait au début «aucun centre où les hommes puissent trouver le genre de repos et de délassement nécessaire». Il existait une sorte de centre de

---

*Le lt-col. Bult-Francis étendait cette recommandation à toutes les marchandises «autant que possible».

**Toutefois, on recevait de maisons commerciales du Canada, de temps à autre, des dons fort appréciés de cigarettes canadiennes, puis, plus tard, de bière canadienne.

***Une troupe de variétés fut formée par la suite, au sein de la brigade (les «Maple Leafs») mais elle ne survécut pas au premier roulement général. Des troupes de variétés civiles et musiques militaires devaient donner des concerts sur ce théâtre de guerre en 1952-1954.

repos à Séoul, «mais, pour s'y rendre, il faut faire trois heures de routes impossibles». Une fois rendu là, le soldat se trouvait «dans une ville à moitié en ruines, où il n'avait pour compagnons que d'autres soldats déprimés» et où il ne trouvait rien à faire, sinon s'attirer des ennuis. «En conséquence, l'homme rentre à son unité plus sale et plus déprimé qu'au départ . . .[28]» A la mi-octobre, on avait établi un autre centre de permission du Commonwealth à Inch'on où une quarantaine de Canadiens à la fois pouvaient passer trois jours. Les divertissements y comprenaient cinéma et spectacles, tennis et canotage.[29]

Certaines observations assez rudes sur le bien-être, proférées par A. R. Menzies, chef de la Mission Canadienne de liaison au Japon, mettent certains problèmes en lumière. Au cours d'un voyage en Corée, du 12 au 17 octobre 1951, M. Menzies formulait ce jugement:

> Le soldat canadien . . . parce que le niveau de vie du Canadien est à peu près le même que celui de l'Américain . . . pense qu'il devrait jouir de tous les éléments de confort accordés au soldat américain. Et, à cause de son nationalisme, il veut trouver l'étiquette «Made in Canada» sur tout, sans égard à l'efficacité administrative ou à l'économie qui résultent de l'approvisionnement à même le service de ravitaillement américain ou britannique.[30]

Assez ironiquement, à mesure que s'améliorait la situation à l'égard du bien-être, le nombre des plaintes augmentait: la Chambre des communes paraissait se préoccuper du moral des familles de soldats et des aspects secondaires du programme de bien-être. Un député a été jusqu'à demander aux troupes «publiquement, par l'entremise de la Chambre» de maintenir le moral de leurs familles grâce à «des lettres fréquentes et régulières[31]». Le brig. Rockingham, se montrant quelque peu impatient au sujet de cette façon de voir, câbla: «Les gens qui s'occupent du bien-être prennent-ils des mesures pour relever le moral au pays, ou devons-nous envoyer des cigarettes, etc.[32]?» Quant au bien-être en campagne, le même député exprimait le regret que le gouvernement «ne jugeât ou ne pût juger bon» d'accepter les services de la Légion canadienne, pour laisser la brigade canadienne «presque entièrement dépendante, à l'égard des services de bien-être, de ceux des autres armées».

Il est évident que députés, ministres du culte et journalistes paraissaient confondre «bien-être» et «services auxiliaires». L'idée persistait que le ministère avait décidé dès le début de se dispenser du bien-être et qu'il atermoyait depuis ce temps. La critique persistante à l'égard du programme de bien-être prenait surtout deux formes. Certains députés demandaient le retour au principe des services auxiliaires, tandis que d'autres prétendaient que le régime en vigueur n'était pas mis proprement en oeuvre.

M. Clarence Gillis, député de Cap-Breton-Sud, convenait qu'il était «nécessaire que le ministre vérifie les ressources existant en Corée à l'égard du bien-être[33]», sentiment auquel faisait écho M. E. D. Fulton, de Kamloops (C.-B.):

> Maintenant que cette controverse est soulevée ... il serait fort opportun que le ministre s'efforce particulièrement de se rendre en Corée, même si ce n'est que pour un bref voyage, afin qu'il se rende compte par lui-même de la situation et du sentiment des soldats ... Si l'on n'agit pas, les soldats ne manqueront pas de penser que la question n'a pas fait l'objet d'un examen assez approfondi.[34]

Cet avis fut adopté sous forme de motion. Le Parlement, prorogé le 29 décembre 1951, M. Claxton arrivait en Corée le 31 à la tête d'un groupe considérable qui comprenait le ministre des Affaires des anciens combattants, le président du Conseil de recherches pour la défense, le juge-avocat général, le directeur des relations extérieures et cinq journalistes. Ce groupe parcourut la zone de la brigade et les installations de base pendant quatre jours, pour rentrer au Canada le 3 janvier suivant. M. Claxton rendait compte de son voyage en avril 1952:

> Certains Canadiens, surtout des gens qui n'ont pas visité la Corée, ont affirmé que nous devrions envoyer des services auxiliaires civils pour s'occuper des besoins des troupes de la brigade au front. Les membres de notre groupe se sont fait un point d'honneur de discuter la question ... On semblait généralement d'avis qu'elle n'était ni pratique ni utile.[35]

Le ministre ajoutait que huit travailleurs de la Croix-Rouge étaient partis pour le Japon afin de s'occuper des malades et des blessés hospitalisés. Les observations de M. Claxton furent en général corroborées par les journalistes qui l'avaient accompagné en Corée, et la controverse relative au bien-être prit fin.

Il serait bon, ici, de faire remarquer que nombre de ceux qui se livrent à l'étude des affaires militaires ont mis en doute l'utilité d'accorder une telle importance au bien-être. Richard Glover a écrit: «L'efficacité des troupes peut souffrir de l'ampleur du confort et du simple luxe débilitant se présentant sous les dehors du «bien-être» que les hommes d'État peuvent juger de bonne politique d'infliger à leurs armées.» Il cite ensuite le feld-maréchal Rommel qui disait que la meilleure forme de bien-être pour les troupes réside dans un état superlatif d'entraînement.[36] Il est peu de commandants en campagne qui en disconviendraient.

Unités auxiliaires du contingent spécial

L'ordre de bataille du Contingent spécial de l'Armée canadienne comprenait certaines unités administratives qui, tout en remplissant des fonctions utiles, n'ont en réalité jamais quitté le continent nord-américain. Mentionnons, parmi ces unités, le 1er Détachement de liaison médical canadien. Formé le 2 avril 1951, avec un effectif de deux officiers et six sous-officiers et hommes de troupe, ce détachement était en poste à l'hôpital militaire de Madigan à Fort Lewis. Il ne s'occupait que de l'établissement des documents des malades ou blessés canadiens hospitalisés à Madigan[37].

Le 1er Groupe canadien de contrôle des mouvements entreprit le 16

octobre 1950 sa tâche, qui consistait à tenir les dossiers des Canadiens et à collaborer avec l'état-major de l'Armée américaine au port de Seattle. Le mois suivant, il comptait un effectif de six officiers et 21 gradés et hommes de troupe. Il devenait de plus en plus occupé à mesure que montait l'afflux de matériel, d'équipement et de troupes à expédier en Corée. Il était souvent appelé à s'acquitter de tâches inattendues. Une inscription au journal de marche, en date de janvier 1951, se lit ainsi: «Avis reçu qu'un maniaque homicide passera ici en provenance de l'Extrême-Orient. Dispositions à prendre pour l'acheminer plus loin.» Outre l'unité de Seattle, il existait un détachement à Vancouver pour y réglementer la circulation.[38]

Le 1er Bureau de poste canadien de base était mis en activité à Vancouver le 11 octobre 1950. Le 1er novembre, le Corps postal canadien, dont on n'avait gardé aucune unité dans l'armée régulière d'après-guerre, rentrait en activité de service et tous les soldats occupés aux fonctions postales y étaient mutés à partir de l'Intendance. A Vancouver, cette unité eut pour première tâche de prendre des dispositions pour expédier le courrier aux *Patricias* en Corée; mais, à la suite de l'arrivée de la 25e brigade à Fort Lewis au printemps de 1951, on en accrut l'effectif ainsi que les fonctions. Cette unité, peu nombreuse mais d'une importance vitale, continua à fonctionner sans heurts pendant toute la durée de la guerre de Corée.[39]

La batterie «G» de la *R.C.H.A.* a été la seule unité de combat du Contingent spécial qui n'ait jamais servi*. Cette batterie devait former une unité autonome quant à la comptabilité et à l'administration, sous le commandement du 2e régiment du même corps, chargé de recevoir et instruire les renforts d'artillerie. Le 18 janvier, elle comptait un effectif de 19 officiers et 143 gradés et hommes de troupe, mais les contingents envoyés au 2e régiment et au 25e Groupe canadien de renforts l'avaient réduite à un effectif de 15 militaires de tous grades au 31 mars.[40] Son rôle passa donc au 1er régiment de la *R.C.H.A.* jusqu'à ce que ce régiment parte à son tour pour la Corée.

Le Groupe de relève de la 25e Brigade d'infanterie canadienne

Comme nous l'avons relaté dans un chapitre antérieur, la première unité du futur Groupe de relève de la 25e brigade, soit le 3e bataillon du *P.P.C.L.I.*, était constituée le 30 novembre 1950, parmi les renforts engagés pour le 2e bataillon. Cette unité avait au début un effectif bien inférieur aux nombres prévus, mais deux gros contingents de Calgary la porta à son effectif réel de 955 militaires de tous grades au 3 janvier 1951. La décision

*La batterie «G» d'aujourd'hui, de la *R.C.H.A.*, n'a rien de commun avec celle qui a été licenciée le 29 juin 1953. La batterie «G» actuelle a pris naissance le 16 octobre 1953, alors que le 79e régiment de campagne de l'Artillerie royale du Canada prenait le nouveau nom de 3e régiment de la *R.C.H.A.*

qu'on prit d'expédier la 25e brigade en Corée et la nécessité qui en résulta de fournir des renforts au 2e bataillon et de renvoyer des troupes au 25e groupe canadien de renforts, réduisit l'effectif de l'unité à un point tel qu'à la fin de mars il devenait presque impossible de poursuivre l'instruction militaire.[41]

L'unité formée ensuite fut le 3e bataillon du R. 22e R., qui prenait naissance le 7 janvier 1951, suivi le 10 janvier du 3e bataillon du *R.C.R.* Ces unités souffrirent également du changement des plans. Vu le va-et-vient continuel des gradés et des hommes de troupe, le manque de sous-officiers compétents et la pénurie de véhicules ainsi que de matériel d'instruction, il est remarquable que ces «bataillons» aient pu accomplir toute l'instruction qu'ils reçurent. En mars, on décidait de les grouper, avec la batterie «G» de la *R.C.H.A.*, en une organisation symbolique de brigade. Cette organisation, que devait commander le brig. W. J. Megill, porterait le nom de Groupe de relève de la 25e brigade d'infanterie canadienne et, du 7 au 17 avril, elle reprendrait au brig. Rockingham toutes les unités de la 25e brigade qui ne partaient pas pour la Corée. Le chef d'état-major général, au cours d'entretiens avec le gén. Collins de l'Armée américaine, conclut un accord en vertu duquel les Canadiens garderaient le logement voulu pour 4,000 hommes à Fort Lewis jusqu'au 15 mai. Après cette date, il faudrait trouver un autre foyer pour le Groupe de relève de la 25e brigade; aussi, décida-t-on de concentrer cette formation, de même que le 1er régiment de la *R.C.H.A.* et le *Lord Strathcona's Horse*, à Wainwright (Alb.) pour l'été de 1951.[43] Le mois d'avril et le début de mai furent consacrés surtout aux préparatifs de ce retour au Canada. Le 27 mars, le brig. Megill arrivait à Fort Lewis[44] et, enfin, le 7 mai, le gros du groupe prenait le train pour Wainwright, où il arrivait deux jours plus tard.[45]

Le camp de Wainwright est situé à environ 120 milles à l'est d'Edmonton dans une région peu peuplée d'herbages onduleux. Camp de prisonniers de guerre pendant la seconde guerre mondiale, il ne convenait plus en 1951 qu'à l'instruction d'été sous la tente. C'était incontestablement le meilleur choix, – voire le seul, – dans les circonstances, mais il présentait de nombreux inconvénients. Le logement y était primitif; son éloignement de tout centre déplaisait aux troupes, et ses liaisons avec le monde extérieur, – par voie ferrée ou chemin de terre, – étaient coûteuses et lentes. D'autre part, à l'été de 1951, le temps était maussade; le mélange de vents violents et de pluies fréquentes y rendait fort pénible la vie sous la tente.

La petite ville de Wainwright, située juste en dehors du camp, offrait peu de divertissements, mais c'était le seul endroit où les soldats pouvaient se rendre en permission de courte durée, et il était inévitable qu'il se produisît des ennuis en conséquence. Le 18 juin, l'excès de zèle des policiers militaires inexpérimentés qui patrouillaient la ville précipita une petite émeute. Une foule désordonnée d'environ 200 soldats, qui tentaient de libérer deux compagnons de la prison de la ville, fut accusée d'avoir volé des instru-

ments de musique d'une valeur de $3,500. L'armée s'attira une publicité de mauvais aloi mais, sans admettre nettement quelque responsabilité à l'égard de cet incident, elle eut le bon sens de payer la perte à l'amiable.[46]

A Fort Lewis, on avait décidé de mener l'instruction militaire par peloton plutôt que par compagnie, surtout à cause du manque d'instructeurs.[47] A Wainwright, on continua à agir de même, mais l'instruction souffrait encore de la pénurie locale d'effets d'habillement et d'équipement[48], que causaient l'arrivée continuelle de recrues aux unités et la nécessité également constante de contingents de renfort pour la Corée. A mesure que l'été avançait, le rythme de l'instruction s'accélérait, on mettait peu à peu la dernière main aux documents et on satisfaisait aux demandes continuelles de contingents pour la Corée. Ce mouvement incessant de troupes, arrivant au 3e bataillon ou en partant, nuisait aussi bien au moral qu'à la norme d'instruction, mais il était particulièrement dur dans le cas du *P.P.C.L.I.* Cette unité avait espéré être choisie pour relever le 2e bataillon de ce régiment en Corée; mais, en août, le commandant apprenait que le 1er bataillon irait en Corée par roulement et serait porté à son effectif régulier au moyen de soldats tirés du 3e bataillon. C'était un rude coup au moral de l'unité que de devoir renoncer à l'aventure d'outre-mer et, en même temps, d'être saignée de 500 de ses meilleurs hommes.[49]

Pendant tout le mois d'août, l'incertitude régnait au sein du Groupe, car, ainsi que nous l'avons dit. Wainwright ne pouvait servir de poste d'hiver. Le quartier général de l'Armée, forcé de chercher des compromis à cause de la pénurie de logement, décida de faire hiverner le Groupe dans divers camps de plusieurs régions du Canada. Entre le 14 et le 22 septembre, ses unités quittaient Wainwright par chemin de fer; le 3e bataillon du *R.C.R.* pour Petawawa, le 1er régiment de la *R.C.H.A.* pour Shilo, le 3e bataillon du R. 22e R. pour Valcartier, le 23e ecadron de campagne pour Chilliwack et le 3e bataillon des *Patricias* pour le Camp Borden en Ontario.[50] Le 1er octobre, un nouveau commandant, le brig. J. E. C. Pangman, transportait le Q.G. à Edmonton. A Valcartier, le 3e bataillon du R. 22e R. acquit un nouveau commandant, le lt-col. J.-L.-G. Poulin, lorsque le lt-col. Tellier fut affecté le 15 octobre au personnel de direction du Collège d'état-major de l'armée canadienne.[51] Au cours de l'hiver, les unités du groupe se consacrèrent surtout à l'instruction des sous-officiers et des officiers subalternes, tout en préparant les renforts pour la Corée. Au moment voulu, les contingents étaient expédiés en Extrême-Orient par voie d'Edmonton.[52] En octobre, les trois bataillons fournissaient des troupes en vue du service de garde à l'occasion de la visite au Canada de la princesse Élisabeth et du prince Philip, le *R.C.R.* à Ottawa, les *Patricias* à Toronto et le R. 22e R. à Montréal et Québec.[53] En décembre, alors que leur tour de service de 18 mois approchait rapidement de son terme, tous les engagés du Contingent spécial reçurent l'avis qu'ils feraient partie de contingents de renfort.[54]

En 1951, le 3e bataillon des *Patricias* devait effectuer un autre mou-

vement. Le Camp Borden était encore plus encombré que tout endroit du Canada, ce dont souffraient le moral et l'instruction du bataillon.[55] A un certain moment, il devint nécessaire de se servir des baraquements et des salles d'ablutions en guise de salles de classe. Officiers, sous-officiers et hommes de troupe prenaient leurs repas avec trois unités différentes en poste au camp. Après qu'une visite du lt-gén. Simonds eut confirmé la situation, toutefois, l'unité passait, le 3 décembre, au camp d'Ipperwash, camp du temps de guerre désaffecté près de London en Ontario.[56] Le logement y était satisfaisant et le bataillon pouvait y fonctionner en tant qu'unité distincte.

Il est à la louange des officiers et sous-officiers de toutes les unités du Groupe que, en dépit des incertitudes, du roulement considérable des effectifs, des déménagements fréquents et de la pénurie d'équipement, à la fin de 1951, les unités, non seulement fonctionnaient, mais commençaient à ressembler à des bataillons vraiment instruits.

CHAPITRE XI

LES OPÉRATIONS, D'OCTOBRE À DÉCEMBRE 1951

Premier roulement d'automne, octobre - novembre 1951

LES DEUX compagnies du 1er bataillon du *P.P.C.L.I.* qui s'étaient embarquées en septembre touchèrent Yokohama le 3 octobre et Pusan le matin du 6. Après un petit déjeuner sur les quais, «portion congrue au goût affreux», et un goûter de la Croix-Rouge, fort apprécié, aux beignets et au café, les hommes se retrouvèrent dans un train «composé des voitures les plus antiques et les plus mauvaises de l'univers». Il fallut presque une journée pour atteindre Tokchong, terminus de la voie ferrée. Les véhicules de l'Intendance royale et du 2e bataillon des *Patricias* transportèrent les deux compagnies à Sandok, situé à quelque trois mille yards au sud-ouest du confluent de l'Imjin et du Hantan, où le 2e bataillon avait établi un «centre de roulement», à proximité de ses échelons combinés «A» et «B»[1].

Tandis que les officiers nouvellement arrivés passaient une grande partie de leur temps dans les positions qui allaient leur être confiées, leurs hommes suivaient un cours d'initiation aux armes américaines et un programme de marches pour se refaire les jambes après la longue traversée. Les servants de mortiers recevaient leur instruction des sous-officiers du 2e bataillon; les équipes de tir de roquettes étaient confiées à des instructeurs de leur propre unité. Le programme fut couronné par une marche de deux jours (12-13 octobre) combinée avec des manoeuvres tactiques. Le maj. E. J. Williams, commandant de la compagnie «A», s'en est souvenu de la façon suivante:

> Nous n'oublierons pas cette marche de deux jours. Il faisait beaucoup plus chaud que ce que nous avions jamais connu. Je donnai des ordres sévères quant au moment où l'on pouvait boire de l'eau et quant à la quantité permise, mais l'un des soldats fit à sa tête; après avoir bu la moitié de sa gourde, il s'écroula en râlant . . .Il n'y avait pas que la chaleur. Les hommes n'avaient pas vraiment l'habitude des escalades de collines; aussi, le soir du 13, plusieurs souffraient-ils sérieusement des pieds, des mollets et du devant des jambes.[2]

Les commandants des deux compagnies, le maj. Williams («A») et le maj. R. E. M. Cross («C»), revinrent ensuite au 2e bataillon pour y prendre leurs instructions finales avant la relève.

La compagnie du maj. Cross devait relever la compagnie «C» du 2e bataillon à la cote 187, et celle du maj. Williams, la compagnie «D», sur la

droite. La relève s'opéra à l'aube du 14 octobre, sans anicroche et apparemment sans que l'ennemi en eût connaissance. Pour éviter toute confusion entre les deux compagnies «A», celle du 1er bataillon des *Patricias* fut baptisée «Able Green» et celle du 2e, «Able White»[3].

Les hommes des compagnies relevées qui ne rentraient pas encore au Canada changèrent de place avec les hommes de «Able White» et des compagnies de soutien qui rentraient au Canada. Le 1er Groupe de roulement, comprenant 116 hommes de tous grades, partit de Sandok dans des camions, le 16 octobre. A Séoul, ils prirent le train de Pusan; ensuite, le bateau jusqu'à Kuré et Seattle. Un cinquième groupe de volontaires-parachutistes, fort de 25 hommes, les suivit le 17. Tous les volontaires-parachutistes traversaient le Pacifique en avion.[4]

Le quartier général du bataillon, la compagnie de commandement et la compagnie «D» du 1er bataillon descendirent à terre à Inch'on le 30 octobre. La compagnie «B» et les compagnies de soutien parvinrent le lendemain à Yokohama. Le 4 novembre, à 7 h. du matin, la compagnie «D» releva la compagnie avancée droite des *Patricias* (compagnie «B»). Trois heures plus tard, le 1er bataillon était officiellement en ligne, avec trois de ses propres compagnies («A», «C» et «D»), appuyées par «Able White».

Le troisième et dernier «vol», débarqué la veille à Pusan, arriva ce jour-là au centre de roulement pendant la relève du 2e bataillon par le corps principal du 1er. Le lendemain matin, à 11 h., 50 hommes du 2e bataillon des *Patricias* défilèrent au Q.G. de la Brigade, en tenue de combat toute neuve, bottes cirées et cuivres astiqués. «Pas du tout les hommes qui étaient remontés des lignes, hier, fatigués, fripés, sales . . .[6]». Le gén. Van Fleet, commandant de l'Armée, remit au lt-col. Stone la citation du Président, que l'unité avait méritée à Kap'yong. Les «tambours» du 1er bataillon ramenèrent le groupe, ensuite, de la rizière aplanie qui servait de lieu de rassemblement. Dans l'après-midi, il y eut parade de deux bataillons à l'échelon «B», où le pavillon du 2e bataillon des *Patricias* fut amené, en grande cérémonie, et remplacé par celui du 1er bataillon des *Patricias.*[7]

Pour la compagnie «A» du 2e bataillon, les hostilités prirent fin, – date tout à fait appropriée, – le 11 novembre. Dans l'ensemble, les hommes du 2e bataillon des *Patricias* qui n'avaient pas droit encore au rapatriement furent assignés à de nouveaux emplois ou versés en renfort au 1er bataillon; il n'y eut pas de transfert massif d'une unité à l'autre. La relève, comme l'a écrit le lt-col. N. G. Wilson-Smith du 1er bataillon des *Patricias,* fut donc complète, un bataillon entier venant remplacer un bataillon entier qui se retirait.[8]

C'était la première fois qu'un bataillon canadien à peine débarqué du Canada relevait un autre bataillon canadien sur un théâtre d'opérations. Normalement, la relève aurait dû être faite par des forces inexpérimentées passant directement du navire au front, mais dans le cas des *Patricias* il y avait eu trois étapes successives, permettant une préparation des hommes.

La transition fut d'autant plus facile que tout se passait à l'intérieur du même régiment. Il n'était pas nécessaire, par exemple, de remplacer les indications apparaissant sur les véhicules. Et, ce qui est plus important, les officiers et les principaux sous-officiers des deux bataillons se connaissaient déjà. Tout s'accomplit aisément et dans la bonne humeur.[9]

L'opération «Pepperpot»

Dès le 23 octobre, à peu près deux semaines avant que son bataillon ne fût monté «officiellement» en ligne, une des compagnies du 1er bataillon des *Patricias* avait reçu le baptême du feu. L'occasion en avait été l'opération «Pepperpot», participation canadienne à une série de raids et d'attaques simulées, exécutés par la Division du Commonwealth, ce jour-là, à partir de ses positions défensives sur la ligne «Jamestown».

L'objectif principal des Canadiens était la cote 166; ils devaient atteindre en outre la cote 156, à droite, et un accident de terrain sans désignation qui se trouvait entre les deux. De gauche à droite, les unités participantes étaient la compagnie «D» du 2e bataillon du R. 22e R., appuyée par les mitrailleuses moyennes et les mortiers du 1er bataillon du *Gloucester* et par une section du 57e escadron de campagne du Génie royal canadien; la compagnie «D» du 2e bataillon du *R.C.R.*, appuyée par les mitrailleuses moyennes et les mortiers du 1er bataillon du *Royal Leicester;* et la compagnie «Able Green» des *Patricias,* plus un commando de démolition du Génie canadien; chaque groupe était appuyé en outre par une troupe blindée de l'escadron «C» du *Lord Strathcona Horse* faisant feu à partir de positions avancées qui dominaient la vallée. Il s'agissait dans chaque cas de détruire les casemates chinoises de l'objectif et d'occuper celui-ci afin de diriger le feu de l'artillerie sur d'autres positions de l'ennemi, jusqu'à ce que le brig. Rockingham ordonnât le repli.[10] Les éléments chargés de ces raids se mirent en branle à des moments différents, selon la distance qu'ils avaient à parcourir, mais l'heure H, pour les trois groupes, était 6 h. 30 du matin.[11]

Le matin était clair et frais. Les compagnies franchirent la ligne de départ, c'est-à-dire les positions avancées du *R.C.R.* et du *P.P.C.L.I.,* derrière un barrage de soutien très fourni et très précis. Toutes les unités de l'artillerie divisionnaire prenaient part à l'opération. La 11e Batterie de D.C.A. légère entra elle aussi en action.. Ses canons *Bofor* prirent à partie les boyaux de communication de l'objectif principal avec «une extrême précision[12]».

La compagnie du *R.C.R.* (cap. R. J. O'Dell) ne rencontra qu'une faible opposition et occupa son objectif dès 7 h. 30. Elle avait tué six Chinois, en avait blessé onze et pris un. Ses propres pertes s'élevaient à un mort et quatre blessés, dont deux par les mortiers. Pendant que la section de «pionniers» qui les accompagnait posait des mines et des charges dissimulées

dans les casemates et les tranchées, les deux autres compagnies poursuivaient leur avance.[13] A 8 h. 30, un des pelotons du R. 22e R. était à cent yards de la cote 166, et les *Patricias* avaient atteint à mi-hauteur de la cote, 156. Deux des pelotons du maj. Williams s'élancèrent alors à l'escalade de la cote 156, appuyés de très près par le feu de leur chars et par celui des éléments de réserve du *Strathcona,* les obus éclatant à moins de 20 yards.[14] A 9 h. 20, l'ennemi ne tenait plus que la cote 166*.[15]

Pendant que les *Patricias* nettoyaient les casemates et les emplacements fortifiés de leur objectif, – qui était évidemment une position aménagée pour une compagnie entière, – l'officier observateur d'artillerie et l'observateur des mortiers faisaient installer un poste d'observation d'où il serait possible de faire feu sur l'ennemi si celui-ci se manifestait. Peu après 10 h., à la demande de Williams, le lt-col. Stone envoya un peloton de la compagnie «Able White» nettoyer Sohaktong, village situé à environ 400 yards au sud-est. Le peloton ne rencontra aucune opposition. Il ramena deux civils pour les interroger.[16]

L'infanterie ayant occupé deux de ses trois objectifs, l'artillerie et les chars du *Strathcona* purent concentrer leur feu sur la cote 166. Il y avait apparamment cinq mitrailleuses ennemies; ils les réduisirent à une seule. Les attaques, pourtant, furent toutes repoussées. On se préparait à en lancer une nouvelle, avec de meilleures chances de succès, mais vers midi le brig. Rockingham, jugeant suffisants les résultats de l'opération** donna aux trois compagnies l'ordre du repli.[19] Les maj. Williams reçut l'Étoile de bronze des États-Unis pour sa participation à ce raid; son observateur d'artillerie, le cap. J.-E.-W. Berthiaume, eut la Croix militaire.

L'artillerie, les mortiers et les chars couvrirent le repli au moyen d'un écran de fumée, mais non pas dès le début de l'opération[20]. S'attendant à ce que l'écran de fumée portât l'ennemi à ouvrir un tir de barrage défensif, le brig. Rockingham ordonna d'abord de tirer à charge explosive sur des cotes situées au delà des objectifs occupés. Les Chinois crurent peut-être que de nouvelles avances se préparaient. De toute façon, les compagnies du R. 22e R. et du *R.C.R.* eurent le temps de se retirer avant le feu défensif des Chinois.[21] La compagnie des *Patricias,* elle, perdit dix hommes durant le repli. Williams en a relaté l'incident suivant:

> J'avais réussi à renvoyer vers l'arrière mes deux pelotons de tête et j'en faisais autant de la compagnie de commandement, lorsque les artilleurs ramenèrent sur nous l'écran de fumée qu'ils tendaient au sommet de la cote 156. Les fumigènes de 25 lb. commencèrent à pleuvoir autour de la compagnie, et je ne fus pas trop content de ce qu'un obus sur quatre, suivant l'habitude, fût chargé à explosif. Je donnai l'ordre à Berthiaume, mon très intrépide observateur d'artillerie, de nous

---

*Aucun Canadien ne devait plus pénétrer si avant dans les lignes de l'ennemi, si ce n'est comme prisonnier.

**Deux grands abris de l'objectif non occupé avaient été détruits par le feu des chars et de l'artillerie[18].

débarrasser de cette maudite grêle. Il s'assit par terre, au milieu des obus chinois et du Commonwealth qui nous tombaient dessus, et par sans-fil fit arrêter le feu des nôtres[22].

L'opération «Pepperpot» avait enlevé sept hommes au R. 22e R., cinq au *R.C.R.* et quatorze au *P.P.C.L.I.* L'ennemi avait perdu un prisonnier (pris par le groupe du *R.C.R.*) et 37 morts dénombrés[23].

Attaques chinoises, 2 - 6 novembre

Les attaques de reconnaissance que l'ennemi avait commencé à pousser dans nos lignes à la mi-octobre, en guise de riposte à l'opération «Commando», se poursuivirent en novembre. Il semble que les unités faisant face à la brigade canadienne fussent les 568e et 570e Régiments de la 190e Division, qui faisait partie de la 64e Armée communiste chinoise. Le 568e Régiment attaquait, et le 570e tenait les positions.[24]

La première attaque ennemie de novembre porta sur l'éperon de Songgok, qui dominait la vallée de la Sami-ch'on et de son affluent oriental. L'éperon était tenu par la compagnie «A» du 2e bataillon du *R.C.R.*, et la cote 187 par la compagnie «C». Le 2 novembre, entre 8 h. 40 et 9 h. du soir, environ 35 Chinois tentèrent sans succès de franchir les barbelés entre les deux compagnies. On aperçut ensuite des éléments ennemis «assez nombreux» autour de l'éperon de Songgok, d'où ils lancèrent des fusées éclairantes. Ils tombèrent sur un champ de mines et durent se retirer au fond de la vallée, laissant derrière eux des blessés qui hurlaient ou râlaient. Une troisième attaque, vers 10 h. 30, fut repoussée à coups de fusils et de mortiers.[25]

A 2 h. 45 du matin, ils attaquèrent de nouveau. Leur effort se porta contre un peloton de la compagnie «A» qui avait déjà encaissé le plus dur des attaques précédentes. Manquant de munitions et très réduit en nombre par ses pertes, le peloton n'en combattit pas moins de façon ordonnée et très efficace pour retarder l'ennemi*. Celui-ci continua à menacer la compagnie «A», mais après plus d'une heure il n'avait pas encore attaqué sa position principale.[26] Le feu de l'artillerie divisonnaire l'obligea finalement à se retirer, laissant sur le terrain 35 morts et au moins trois blessés; le *R.C.R.* fit un ou deux prisonniers non blessés. On signala derrière la cote 166 un va-et-vient nombreux de brancardiers, ce qui porta à croire que les pertes de l'ennemi «dépassaient de beaucoup le nombre des corps retrouvés[27]».

Le 4 novembre, le secteur de la 28e Brigade du Commonwealth subit un bombardement massif d'obus, que suivirent de puissantes attaques. L'un des objectifs de l'opération «Commando», tenus par cette brigade, soit la cote 217, fut pris par les Chinois au cours de la soirée; un autre, la cote 317,

---

*Pour «son courage superbe et sa remarquable conduite de chef», le lt E. J. Mastronardi, commandant du peloton, reçut la Croix militaire.

fut pris durant la nuit. Une contre-attaque britannique sur la cote 317, le lendemain, fut repoussée. Les deux objectifs restèrent à l'ennemi.

Cette bataille, qui dura quatre jours, s'étendit jusqu'au secteur canadien.[28] Revenant de la cérémonie de remise de commandement des *Patricias,* le 5 novembre, le lt-col. Wilson-Smith trouva la compagnie «D» du 1er bataillon (le maj. J. H. B. George) en train d'essuyer une attaque. La compagnie «D» occupait un relief en forme d'étoile, à côté de la 28e Brigade; la disposition du terrain était telle qu'un peloton devait défendre l'avant et deux pelotons l'arrière. Le feu des mortiers ennemis arrivait sur le secteur de la compagnie depuis 2 h. 20 de l'après-midi. Il devint plus intense à 4 heures. A 4 h. 30, les obus d'artillerie se mêlèrent aux projectiles des mortiers là où se trouvaient la compagnie «D» et les deux compagnies «Able»*; c'est la compagnie «D», toutefois, qui était la cible principale. A 6 h., les canons à trajectoire droite et les obusiers se mirent de la partie. Dix minutes plus tard, on put voir des forces d'infanterie chinoise se déployer de l'autre côté de la vallée, protégées par un tir de mitrailleuses venant du flanc nord. L'attaque fut lancée à 6 h. 15[29].

Cette attaque-là fut repoussée, en grande partie, par l'artillerie et les mortiers, et ce qui en restait par les mitrailleuses *Bren* et les fusils de la compagnie. De 6 h. 30 environ à 8 h., l'ennemi se contenta d'un tir intermittent de mortiers et de canons. Vers 8 h. 15, les canons à obus de 25 livres du Commonwealth et les canons moyens des États-Unis repoussèrent une seconde attaque. Le feu de notre artillerie se poursuivit, avec l'appoint des mortiers et des mitrailleuses des *Patricias* et avec l'aide de projecteurs.[30]

Une autre attaque contre la compagnie «D» des *Patricias,* comptée comme la deuxième de la soirée, survint à peu près en même temps qu'une menace contre la cote 227, dans le secteur de la 28e Brigade. Dans ce dernier cas, ou bien il s'agissait d'une attaque simulée, ou bien d'une vraie qui fut brisée par l'artillerie du Commonwealth comme l'avaient été les deux précédentes contre la cote 159. L'attaque suivante contre les *Patricias* survint rapidement. Dès 8 h. 45, une section du peloton isolé à l'avant de la compagnie «D» (10e peloton) devait se replier faute de munitions et les Chinois tentaient d'encercler toute la compagnie. «Vague après vague se jetaient contre les barbelés de la compagnie «D» avec des torpilles bangalore et en faisant feu avec les fusils, relate l'annaliste de cette unité, mais nous le repoussions à coups de fusils et de grenades.» A 10 h., tout était redevenu tranquille, même si l'on croyait que certains Chinois rôdaient encore aux alentours. La section qui s'était repliée remonta à sa position. La ligne de téléphone de la compagnie, plusieurs fois rompue par les explosions d'obus, avait été remise en état par les hommes des transmissions.[31]

---

*Ainsi qu'on l'a dit, la compagnie «A» du 2e *Patricia* devait rester jusqu'au 11 novembre dans le 1er Bataillon.

L'ennemi revint à l'attaque à 1 h. 40 du matin (6 novembre). Deux compagnies, à ce qu'il sembla, traversèrent la vallée et attaquèrent de nouveau le 10e peloton, plus ou moins de front, tandis qu'un groupe moins nombreux le débordait à droite. Malgré un feu concentré d'artillerie, de mortiers et de mitrailleuses, quelques Chinois purent franchir les barbelés de deux des pelotons, mais ils furent arrêtés par les grenades et le feu des armes portatives. Au bout d'une heure, l'attaque s'était épuisée. A 3 h. 15, tout était redevenu tranquille[32].

Il fut fait mention de cet engagement lorsque le lt J. G. C. McKinley reçut la Croix militaire. Au début de l'action, il s'était attaché dans le dos un poste de T.S.F. et avait parcouru la position du peloton, organisant la défense et dirigeant le feu de soutien du bataillon, qu'il faisait tomber tout près de ses positions. McKinley et son peloton venaient d'arriver du Canada; ce n'était que leur seconde nuit au front.

Les pertes du *P.P.C.L.I.* furent remarquablement faibles: 3 morts et 15 blessés, alors que l'on compta 34 morts ennemis. Un prisonnier blessé, qui fut interrogé par le commandant de la compagnie «D» en attendant d'être évacué par les services médicaux ordinaires, déclara faire partie du 570e Régiment*. Les documents trouvés sur les morts confirmèrent le fait. Suivant l'annaliste:

> L'ennemi s'était équipé pour longtemps. Chaque Chinois portait sa tenue khaki d'hiver, rembourrée de coton, et plusieurs d'entre eux avaient au dos, roulées, des vestes également rembourrées. Ils avaient chacun une bêche chinoise et avaient sur eux des pochettes de munitions en vrac, des cartouchières et des grenades du genre presse-purée. On retrouva près des cadavres de nombreux fusils, des fusils mitrailleurs et deux mitrailleuses légères *Degtyarev* de fabrication russe.

Il ne s'agissait donc pas d'une simple diversion. L'ennemi avait bien eu pour objectif de s'emparer de la cote 159 et de s'y maintenir.

Entre les deux dernières attaques contre la cote 159, le Q.G. de division avait obtenu que fût lancée une attaque aérienne guidée au radar contre la position principale des Chinois.[34] Il y avait déjà eu des opérations du même genre en d'autres points de la Corée, de même qu'en Italie sept ans plus tôt[35], mais la brigade canadienne y vit une nouveauté intéressante et encourageante. Les bombes ne touchèrent pas les endroits voulus; elles tombèrent assez près des positions canadiennes, certaines allumant des feux de fortes dimensions à 1,500 yards devant le 2e bataillon du *R.C.R.*, ce qui d'ailleurs les rendait plus efficaces encore et contribuait à inspirer confiance aux soldats en les assurant d'un appui aérien même la nuit**.[36]

---

*Le maj. George avait appris le mandarin au cours de la seconde guerre mondiale, ayant fait partie de la Mission militaire britannique en Chine. Il a dit en une autre occasion: «J'avais causé avec un autre soldat chinois la première fois que j'étais venu en Corée. Tous deux parlaient très nettement et aisément le dialecte du Nord, c'est-à-dire le mandarin sous sa plus belle forme[33].»

**La plus grande efficacité des bombardements au radar était peut-être contre les mouvements nocturnes de troupes et d'approvisionnements. Il est question davantage de l'appui aérien

Le 7 novembre, un groupe de *Patricias* qui avaient reçu au Canada un entraînement spécial pour l'hiver présentèrent près du pont Pintail une première démonstration de «vie hivernale». Cette série de démonstrations était faite surtout à l'intention des unités britanniques nouvellement arrivées, mais elle fut suivie avec un vif intérêt par des représentants de la 25e Brigade et d'autres formations. Le commandant du Corps, le lt-gén. J. W. O'Daniel, la trouva si utile qu'il ordonna à un nombre important d'officiers américains d'y assister.

Les attaques chinoises du début de novembre avaient eu entre autres effets celui de faire différer plusieurs fois un nouveau raid sur la cote 166 par des éléments du 2e bataillon du R. 22e R. Cette action, appelée opération «Toughy», fut enfin exécutée dans la nuit du 9 au 10, par la compagnie «C» et par le peloton d'éclaireurs. La position de la compagnie employée pour ce raid fut tenue par une compagnie *ad hoc:* peloton «Grease Monkey» commandé par l'officier des transports, «Pots and Pans» par le sergent-major régimentaire, et ainsi de suite. La compagnie «C» quitta sa position à 7 h. du soir, deux heures avant l'heure H, pour se déployer dans la vallée devant le *R.C.R.*[38].

Deux pelotons atteignirent, quoique avec difficulté, des objectifs intermédiaires. Les pionniers purent dissimuler des charges-pièges dans l'un de ces postes. Le peloton d'éclaireurs finit par occuper un objectif secondaire à 500 yards au sud-ouest de la cote 166, mais trop tard pour que le troisième peloton de fusiliers pût donner l'assaut contre la cote 166 elle-même, suivant le plan. Une attaque improvisée par le peloton avant de droite parvint à moins de cent yards du sommet, mais au même moment les éclaireurs essuyaient une forte contre-attaque dans leurs nouvelles positions de l'objectif secondaire. Aussi, vers 1 h. 30 du matin, le brig. Rockingham donna-t-il à Dextraze l'ordre de ramener les deux groupes en arrière.[39]

Le commandant du peloton avancé de droite décrivit les retranchements de la cote 166 comme étant «évidemment des installations permanentes, bien fournies en ravitaillement, en réserves de vêtements et en munitions». Celui des éclaireurs nota que la position voisine ne paraissait pas avoir été dérangée par nos bombardements et notre tir. Le raid coûta six hommes, dont deux tués.[40]

«Pas de repli, pas de panique»

Le 22 novembre, le R. 22e R. fut relevé par un bataillon composite de la 29e Brigade britannique, et il releva lui-même des éléments de la 28e Brigade à la droite de la brigade canadienne. Cela se fit dans le cadre d'un redéploiement général. Le maj.-gén. Cassels trouvait qu'un front de 21,000

---

aux pages 200-202.

yards était trop large pour que la Division du Commonwealth pût le tenir contre une offensive de grande envergure. Le lt-gén. O'Daniel décida par conséquent de remanier les secteurs divisionnaires de façon à rétrécir d'environ 5,000 yards celui du Commonwealth. Cassels aurait voulu conserver la cote 355, qui dominait le centre du front du 1er Corps américain, au-dedans de sa limite de droite, c'est-à-dire raccourcir sa ligne par la gauche.[41] Mais c'est par la droite que se fit le rétrécissement du secteur, et la cote 355 passa à la 3e Division américaine. La 28e Brigade passa en réserve divisionnaire, la 25e prit la position voisine à droite, et la 29e s'étendit de part et d'autre de la Sami-ch'on[42]. «Nous sommes maintenant en bonne position pour donner notre mesure, notait l'officier général commandant, dans son rapport périodique, mais le front reste bien long ... et je doute que nous puissions contenir une offensive qui serait véritablement de grande envergure. A part cela, nous pouvons faire face à n'importe quoi.»

La nouvelle position du R. 22e R. était à droite du 1er bataillon des *Patricias* et à gauche du 2e bataillon du 7e Régiment d'infanterie des États-Unis. Le lt-col. Dextraze entendait que ses hommes se conduisent comme de vrais Vingt-Deux: «Pas de repli, pas de peloton délogé, pas de panique[43].»

Les compagnies de fusiliers étaient en position à 6 h. 30 le matin du 22 novembre: «B» à l'extrémité de l'arête qui s'allongeait à l'ouest depuis la cote 210, «C» sur le flanc nord de la cote 210, «A» sur un éperon en forme de doigt pointé vers 210 à partir de 355, et «D» dans l'ensellement entre 355 et 227. Le P.C. du bataillon fut «rouvert» sur la cote 210 au milieu de l'après-midi, mais la pluie et la boue retardèrent l'installation de l'ensemble du quartier général[44]. Le capitaine (faisant fonction de major) Réal Liboiron, qui commandait la compagnie «D», constata que sans la cote 227*, les positions de peloton qui lui étaient échues étaient beaucoup trop encombrées d'hommes et ne permettaient pas un suffisant appui réciproque. Un de ses pelotons se trouvait entassé dans une position aménagée pour une simple section. Certaines positions de tir se dissimulaient derrière des entassements de sacs de sable, au lieu d'être enfouies dans le sol, ce qui en faisait des cibles parfaites pour les projectiles à grande vélocité. «J'étais bien décidé à réaménager les positions à la première occasion, déclara le maj. Liboiron, mais l'allure des choses ne m'en a jamais laissé le temps[45].»

Au début de l'après-midi, les obus et les roquettes des Chinois commencèrent à tomber abondamment sur la cote 355. A 3 h. 30, le bombardement s'étendit jusqu'au R. 22e R. et particulièrement à sa compagnie «D». Un tir constant d'obus, dont une grande partie à trajectoire droite, et une pluie tournant à la neige rendirent la nuit très peu agréable. Le lendemain, la

---

*Le 1er bataillon du *King's Shropshire Light Infantry* avait perdu cette position trois jours auparavant, après l'avoir défendue vaillamment. Elle avait changé de mains trois fois depuis lors et constituait désormais un *no man's land.*

chaleur du soleil fut accueillie avec joie, mais elle fondit la neige et transforma en bourbière les environs du Q.G. et les chemins qui y conduisaient. Il fut d'abord presque impossible au 57e Escadron de campagne de construire une route pour les jeeps autour de la cote 210 (occupée auparavant par la compagnie de réserve du *1er Norfolk)* et par la vallée jusqu'aux anciennes positions du *K.S.L.I.*, tenues par les compagnies «A» et «D». De son côté, le peloton d'éclaireurs du R. 22e R. installait sous terre un Q.G. tactique, agrandissement du P.C. du bataillon, au sommet de la cote 210. Les deux entreprises s'exécutèrent plus rapidement lorsque le soleil eut commencé à sécher la boue.[46]

Vers midi, l'artillerie ennemie intensifia son tir contre le R. 22e R. et le 2e bataillon du 7e Régiment américain, en même temps que se manifestaient d'importants mouvements d'infanterie, ce qui fit prévoir une attaque prochaine contre la cote 355. A 4 h. 20, le tir augmenta encore et l'on s'attendit à une attaque immédiate.[47] Moins de dix minutes après, les Chinois apparurent deux par deux en descente sur le flanc oriental de la cote 227, avançant vers le peloton gauche d'avant du maj. Liboiron. «Ils offraient des cibles parfaites, relata le commandant du peloton, et les gars les abattaient le plus facilement du monde.» D'autres ennemis, escaladant la cote 355 vers la position des Américains, offraient de bonnes cibles au peloton droit d'avant de Liboiron[48].

Trois quarts d'heure après leur première apparition, les Chinois n'avaient pas encore attaqué sérieusement la position d'ensellement, mais continuaient à se presser sur la cote 355[49]. Deux compagnies du 2e bataillon du 7e Régiment durent contracter leurs défenses; un troisième, tout près des Canadiens français, était presque submergé.[50] «Tous les moyens de communication détruits, les pelotons combattant chacun pour soi et corps à corps, la compagnie ne put contenir l'assaut et fut repoussée de la colline vers le sud[51].» D'après le journal de marche du bataillon, le repli fut effectué à cinq heures et demie.

En tenant à conserver la cote 355, et même l'ensemble des positions «Jamestown», la 3e Division estimait qu'il ne fallait «rien de moins qu'une défense inexpugnable[52]». Néanmoins, prévoyant la possibilité que la cote 355 soit perdue, le commandant du 7e Régiment avait préparé une intervention des forces de contre-attaque de la division, le 2e bataillon du 15e Régiment. Le plan de contre-attaque, malheureusement, prévoyait la pénétration de l'ennemi sur un autre point du front de la division, ce qui obligea à beaucoup d'improvisation au dernier moment. Le chemin que le commandant du bataillon eût aimé emprunter pour la contre-attaque se trouva menacé d'être sectionné par une nouvelle avance chinoise. Il ne restait de passage qu'à travers le terrain, par une zone insuffisamment reconnue. Ne connaissant pas exactement les positions de l'ennemi, le commandant du bataillon ne put qu'ordonner à ses hommes de se porter vers l'ouest jusqu'à ce que le contact s'établît, et d'attaquer à partir de là[53].

Abandonner pour de bon la cote 355 aux Chinois, écrivait l'annaliste de la brigade canadienne, «assurerait à l'ennemi le contrôle de la rocade traversant le secteur des Américains et rendrait intenables les positions du 1er bataillon du *P.P.C.L.I.* et du 2e bataillon du R. 22e R.». Déjà, avec la cote 227 et la cote 355 entre les mains de l'ennemi, la compagnie du R. 22e R. occupant l'ensellement était menacée d'encerclement, ce qui laisserait la compagnie «A», sur l'éperon, dans un saillant intenable.

Des mouvements ennemis continuant d'être signalés, le feu fut ouvert par les trois régiments de campagne de la Division du Commonwealth (le 2e Canadien, le 14e Britannique et le 16e Néo-Zélandais), par les blindés attachés au R. 22e R. et au *P.P.C.L.I.* et par les mortiers du R. 22e R. et des *Patricias.* Les cibles quelque peu éloignées, ou inacessibles aux projectiles à trajectoire droite, furent prises à partie par les mortiers de 4.2 de la 120e batterie légère de l'Artillerie royale[54]. L'excellence des communications avec l'artillerie d'appui, caractéristique de la Division du Commonwealth, joua un rôle particulier dans la défense de l'ensellement. Un observateur du feu des mortiers accompagnait l'un des pelotons de la compagnie «D», et un officier observateur d'artillerie se trouvait avec un autre des pelotons; ces deux pelotons restaient en contact avec le Q.G. de compagnie par T.S.F. Le maj. Liboiron communiquait par T.S.F. et par téléphone avec le P.C. du bataillon. Le fil du téléphone fut plusieurs fois coupé par les obus, mais on le répara inlassablement. D'après un officier qui se trouvait auprès du lt-col. Dextraze et de son représentant d'artillerie, le commandant du bataillon paraissait toujours «penser deux temps avant les Chinois[55]».

A 7 h. 20, on s'attendait à une attaque de deux compagnies chinoises, à partir de la cote 227. Il y eut une attaque dix minutes plus tard, mais c'est de la cote 355 qu'elle vint. Le 2e Régiment de la *R.C.H.A.* (lt-col. E. G. Brooks) jeta un barrage très près du devant et des flancs de la compagnie «D», tandis que les deux autres régiments de campagne du Commonwealth bombardaient l'ennemi en profondeur. Vers 7 h. 35, quelques Chinois n'en étaient pas moins parvenus tout près du peloton de droite, sur lequel ils dirigeaient un feu de fusils et de mitrailleuses. Les Canadiens français ripostèrent par les mêmes moyens. Dans les occasions de ce genre, le feu du peloton d'arrière, augmenté par un feu massif et précis des mortiers du bataillon, était particulièrement efficace. Vers 8 h. 15, l'attaque s'était épuisée, même s'il y avait encore certains mouvements.[56]

La première attaque de la soirée contre le R. 22e R. avait à peine cessé que, vers 8 h. 30, on en vit se préparer une autre. Des bombes éclairantes de mortiers révélèrent d'autres mouvements sur la cote 227. Pendant ce temps, une vingtaine de Chinois qui cherchaient à percer les flancs intérieurs des *Patricias* et du *R.C.R.* étaient mis à la raison à coups de mortiers de 4.2. Plus tard, une compagnie du *P.P.C.L.I.* essuya un tir massif d'obus, mais pendant peu de temps.[57]

La deuxième attaque contre la compagnie «D» du R. 22e R. se déclen-

cha vers 9 h. 30. Le Q.G. du bataillon signala à celui de la brigade l'approche de cinquante hommes venant du sommet de la cote 227. «Nous les prenons à partie avec l'artillerie, les mortiers et les armes portatives.» Au cours des trois heures qui suivirent, il y eut beaucoup de mouvements à gauche et aussi au-devant de la compagnie «D». Les Chinois criaient et sonnaient du clairon. Tout à coup, à 1 h. 45 du matin (24 novembre), le peloton gauche d'avant se trouva «à peu près encerclé». Les trois régiments d'artillerie de campagne, les blindés, les mortiers de 4.2 et les mortiers du bataillon vinrent à son secours, tirant presque sur sa position même. En deçà d'une heure, il y eut une autre attaque contre le flanc gauche, puis une accalmie de deux heures.[58]

A 2 h. 45, le 2e bataillon du 15e Régiment d'infanterie, dirigé par le 7e Régiment pour la contre-ataque sur la cote 355, avait de ses hommes à 500 yards à l'est et à 600 yards au sud du sommet. Leur avance avait été rendue très difficile par de vieux barbelés des Britanniques, par des mines et par le tir d'obus de l'ennemi, et leurs éléments d'arrière ne les avaient pas encore rejoints.[59] A 3 h. 30, une compagnie entreprit une lente ascension silencieuse par un côté de la colline que les Chinois trouvaient apparemment trop difficile à protéger. Le contact ne fut établi que peu avant 5 h., et même alors l'ennemi concentra une bonne partie de son feu sur une pente plus facile par où il supposait que les Américains étaient arrivés. Cet accrochage n'empêcha pas et même précipita peut-être une quatrième attaque contre le peloton de droite du 2e bataillon du R. 22e R., attaque la plus violente de la nuit.[60]

La première vague ennemie fut accueillie à coups de grenades, et la seconde à coups de mortiers du R. 22e R.[61]. Les vagues suivantes essuyèrent d'abord le tir des mortiers britanniques de 4.2 et d'une batterie de campagne canadienne. A partir de 5 h. 30, les trois régiments d'artillerie de campagne du Commonwealth tiraient sur des cibles au nord de la cote 227 et au nord-ouest de la cote 355.[62] Pour venir à bout des Chinois qui fourmillaient dans les barbelés de la compagnie «D», les mortiers du bataillon tiraient dix coups à la minute.[63] Ce feu intense eut bientôt son effet. Un message à l'escadron «C» du *Lord Strathcona's Horse,* envoyé par l'une des trois troupes du flanc menacé*, annonçait qu'à 6 h. 40 une partie des forces ennemies occupant la cote 355 se retirait en passant par la cote 227[65].

L'artillerie relaya alors les chars de combat pour engager la cote 227, abandonnant les cibles prévues pour les pièces des régiments et s'en prenant à un point situé à un mille environ au nord-ouest de la cote 355, afin de fermer cette issue.[66] On apprenait en même temps que la contre-attaque des Américains progressait favorablement, sous un feu nourri d'armes portati-

---

*La troisième troupe avait reçu l'ordre de prendre position sur la côte 210 le soir du 23 novembre et y était arrivée à 3 h. du matin[64], le 24, grâce aux efforts du sgt-maj. régimentaire G. Dagenais, qui conduisit lui-même les chars aux positions de tir que leur avaient assignées Dextraze et Quinn.

ves et de mortiers.[67] Le 2e bataillon occupa dans la matinée toute la colline sauf son sommet le plus élevé.[68]

Par intermittences, dans la matinée et au début de l'après-midi, les Chinois bombardèrent les compagnies «A» et «D» du 2e bataillon du R. 22e R. et la compagnie «C» du 1er bataillon du *P.P.C.L.I.* avec des projectiles antichars. Les chars, l'artillerie et, finalement, à 2 h. de l'après-midi, une intervention aérienne eurent raison des pièces les plus menaçantes qui effectuaient ce tir.[69] La menace la plus grave, même à cet endroit, était celle de nouvelles attaques d'infanterie. Peu après midi, une patrouille de la compagnie «A» du R. 22e R. avait trouvé la cote 227 réoccupée par les Chinois. La présence de Chinois, estimés au nombre de soixante-dix, dans le village d'Un-gol, à l'ouest de la cote 227, attira de ce côté le tir de l'artillerie, des chars et des armes portatives.[70]

A partir de 1 h. 30, il y eut des mouvements «formidables» d'ennemis venant du nord et du nord-ouest de la cote 227.

> On voyait de petits groupes de 10 à 15 hommes descendre de la colline et se reformer en groupes plus nombreux dans les vallées. Ces nouveaux groupes en formaient d'autres plus nombreux encore et plus proches de nos lignes. Ils étaient parfaitement visibles. Notre artillerie, par un feu magnifiquement concentré, dut en tuer ou blesser un très grand nombre. Je [le commandant du peloton de gauche du maj. Liboiron] pense que le groupe le plus fort des Chinois devait compter à peu près 500 hommes.[71]

A 4 h. 30, l'ennemi intensifia son bombardement contre la compagnie «D». Un coup direct atteignit la mitrailleuse *Bren* de gauche avant. Un seul des sous-officiers de ce peloton, un lance-caporal, s'en tira sans blessure.[72]

Les Chinois attaquèrent de nouveau à 5 h. 45. Il en arriva environ trois cents d'une colline située au nord-est de la cote 227, et aussi du sommet même de la cote 227, d'où, par bonheur, le maj. Vallée avait retiré la patrouille de la compagnie «A»[73]. Une première vague était armée de fusils mitrailleurs. La seconde apportait des paillassons épais pour franchir les barbelés, et la troisième était armée de baïonnettes au bout de bâtons. «Dès qu'un homme tombait, un autre ramassait son arme et le remplaçait, a raconté à l'historien de la brigade le chef du peloton de gauche (le lt R. MacDuff). Ils arrivaient par-dessus les barbelés comme des bisons sur un pont, et rien ne les arrêtait.» A 6 h., une nouvelle attaque fut lancée du nord. Dextraze en a parlé plus tard en ces termes:

> Lorsque cette attaque se produisit, attaque qui fit perdre la position du peloton, MacDuff se trouvait ... derrière son peloton avec ses chefs de section, ce qui permit aux Chinois de déloger la section la plus avancée. Dès qu'il se rendit compte que le combat se rapprochait à ce point, ... MacDuff courut à sa section d'avant ... pour la rallier ... mais s'aperçut vite qu'il ne le pouvait pas.[74]

MacDuff, avec les restes de sa section d'avant et les deux autres sections, constitua trois groupes, dont l'un couvrait les derrières du flanc droit de la compagnie «A» et les deux autres protégeaient les détachements de

Vickers et de fusils sans recul. Dans l'intervalle, le maj. Liboiron faisait déclencher le feu des chars, des mortiers et de l'artillerie contre la position perdue. Dès 7 h. 30, on faisait des préparatifs en vue de reprendre cette position.[75]

Bien que plusieurs fois complètement encerclé, le peloton de droite put tenir bon. Le commandant du peloton s'imaginait que les Chinois étaient repoussés vers lui par les attaques des Américains contre la cote 355[76], ce qui d'ailleurs avait peut-être été exact au début. Sur la colline même, une compagnie avait essuyé une contre-attaque pendant qu'une autre atteignait l'objectif final, «situation extraordinaire, les deux côtés attaquant des objectifs à quelques centaines de yards l'un de l'autre[77]». La situation d'ensemble, toutefois, consistait en ce que deux régiments chinois* attaquaient le secteur gauche de la 3e Division américaine et la compagnie «D» du, R. 22e R. (25e Brigade)[79].»

A minuit, le peloton d'éclaireurs du R. 22e R., fort de dix-huit hommes, partit sous les ordres du caporal Léo Major** pour reprendre la position du peloton avant gauche de la compagnie «D». L'ennemi, à ce moment-là, s'était retiré, ne laissant qu'une mitrailleuse sur la pente orientale de la cote 227. Les éclaireurs vinrent à bout de cette unique résistance. A 12 h. 45, ils occupaient tranquillement l'objectif[80]. L'achèvement complet de la tâche (appelée, en code, «Buick») paraissait tout proche.

«Are you «Buick»?» demanda par signaux au caporal Major, à une heure moins neuf, le commandant du bataillon. Le dialogue qui s'ensuivit a été conservé:

> *Le caporal Major*: Tout est fait.
> *Le colonel Dextraze*: Beau travail!
> *Major*: Tout est fait, lentement, mais sûrement.
> *Dextraze*: Beau travail[81]!

A peu près au même moment, toutefois, l'ennemi reprit ses attaques contre la cote 355 et il reparut bientôt également sur la cote 227.

> *Major:* Nous sommes attaqués par de l'infanterie ...
> *Dextraze:* Ramène tes hommes ici.
> *Major:* Je ne pars pas d'ici, je change seulement de position.... Faites-leur goûter les mortiers et les mitrailleuses.
> *Dextraze:* Je vais faire descendre un peu d'artillerie dans quelques minutes ... Avez-vous besoin d'autre chose?

«Major dirigea le feu avec une telle maîtrise ... que son peloton put repousser quatre contre-attaques ennemies distinctes[82]».

---

*Ces attaques et contre-attaques de l'ennemi contre la côte 355 furent effectuées par des éléments des 569e, 571e et 574e Régiments, représentant les 190e, 191e et 192e Divisions. Des prisonniers firent état de deux autres régiments, ce qui ne fut pas vérifié.[78]

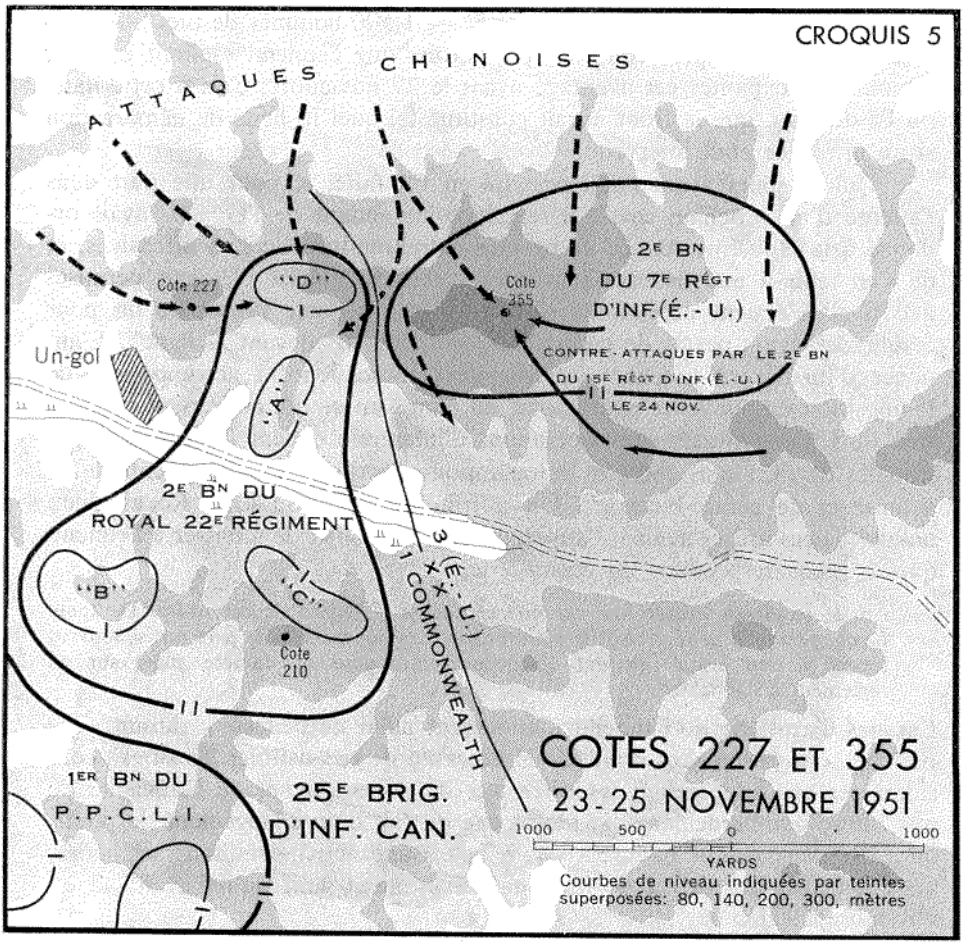
**Le caporal Major, titulaire de la Médaille de conduite distinguée pendant la seconde guerre mondiale, y ajouta cette nuit-là une agrafe.

De l'ancienne position de peloton, il ne restait rien, pas même une casemate. Les éclaireurs se réorganisèrent donc à 150 yards à l'est, et l'ancienne position devint un avant-poste.[83]

Il fut tiré cette nuit-là plus de 3,000 obus de mortiers de 81 mm, et un jeu entier de canons de mortiers fut «brûlé» et dut être remplacé. Dextraze ne tarissait pas d'éloges sur le compte des Américains du dépôt de munitions. A un certain moment, un conducteur américain de véhicule alla de lui-même livrer des munitions aux positions des mortiers. Dextraze disait, plus tard: «Je n'ai jamais vu, en campagne, un pareil empressement à aider les gars de la position voisine[84].»

Vers 2 h. 30, les Chinois s'étaient presque tous retirés de la cote 355, n'ayant pu y reprendre pied que de façon précaire. Une contre-attaque de nuit par le 1er bataillon du 7e Régiment, un moment envisagée, ne fut pas nécessaire. A 6 h. du matin (25 novembre), cette unité commença à avancer sur les hauteurs, sans rencontrer d'opposition. Moins de trois heures après, la colline entière était de nouveau entre les mains des Américains.[85]

Le soir du 25 novembre, il y eut de nouveau un bombardement contre



la cote 355, mais l'ennemi n'y reprit pas ses attaques. A 9 h. 20, toutefois, des forces chinoises partant de la cote 227, qui étaient peut-être des éléments du 568e Régiment, appartenant à la 190e Division, attaquèrent de nouveau la position installée sur l'ensellement. Comme tant de fois précédemment, le maj. Liboiron fit appel à l'artillerie, dont le feu fut «très efficace, vraiment à 100% ». Une retraite ennemie signalée au nord-ouest de la cote 227 offrit une nouvelle cible aux mortiers de 81 mm, toujours à l'oeuvre.[86]

Ainsi prirent fin quatre jours et quatre nuits de bombardements continuels et d'attaques sans cesse reprises. Le refus fréquent de l'ennemi de se mettre à l'abri du feu donna à croire que ses hommes avaient été drogués.[87] (La Division du Commonwealth et le 7e Régiment des É.-U. ont tous deux cité des cas où les Chinois avaient avancé *à travers* un barrage de leurs propres pièces de soutien.) D'après certaines sources canadiennes, plusieurs des attaques étaient menées par une femme sans armes!

Les pertes de la compagnie «D» au cours de ces trois jours ne furent pas aussi lourdes qu'elles auraient pu l'être, mais le nombre des tués par rapport à celui des blessés fut plus considérable que de coutume: 11 par rapport à 13. Les nuits avaient été très froides, et les jours assez chauds pour fondre la neige. «Aussi les hommes avaient-ils souffert successivement de la chaleur, de l'eau et du froid pendant à peu près 96 heures[88].» Ces conditions, et aussi le manque de sommeil et les explosions d'obus trop proches enlevèrent 12 hommes de plus à la compagnie. Lorsque celle-ci fut relevée par une autre compagnie, dans la journée du 26 novembre, tous ces hommes étaient «au bord de l'épuisement[89]». Il avait été particulièrement difficile de ravitailler les pelotons en munitions et en eau potable. Le soldat Ernest Asselin reçut la Médaille militaire pour le courage et la résolution avec lesquels, sous un feu nourri, il avait apporté à la compagnie assiégée des magasins de mitrailleuses *Bren* chargés et de l'eau.

Pour avoir fait preuve «de remarquables qualités de chef, de détermination et de courage personnel», le maj. Liboiron (dont le grade provisoire n'eût pas empêché qu'on lui accordât seulement la Croix militaire) reçut l'Ordre du service distingué. Le lance-caporal J.-P.-A. Harvey, chef de section du peloton avant de droite, reçut la. D.C.M.

Les opérations contre les forces du Commonwealth, entre le 17 et 24 novembre, avaient coûté à l'ennemi 742 morts dénombrés et sept prisonniers.[90] Les trois régiments qui avaient attaqué la 3e Division des É.-U. sur la cote 355 avaient eu, – chiffre estimatif, – 1,500 hommes de tués.[91] A considérer les choses après coup, on peut croire que l'ennemi espérait occuper la colline et exploiter cet avantage avant le 27 novembre; c'est à cette date, on l'a déjà vu, que le front aurait constitué tel quel la ligne de démarcation si un armistice était intervenu.

Quinze jours avant l'annonce qui en fut faite, et pour une part dans l'attente d'un prochain cessez-le-feu, le commandant de l'O.N.U. avait or-

donné à la Huitième Armée de ne plus entreprendre d'actions offensives, et de s'en tenir à une défense active. Les attaques locales n'étaient permises que si elles étaient nécessaires pour renforcer la ligne principale ou pour établir des avant-postes de trois à cinq milles yards devant la ligne.[92] L'annonce d'un accord touchant la ligne de démarcation fut accompagnée de l'imposition de nouvelles restrictions, du moins en ce qui concernait la Division du Commonwealth; les opérations d'infanterie étaient limitées aux patrouilles de reconnaissance, et les opérations d'artillerie aux interventions de défense et de contre-batterie.[93] Un officier du Q.G. du brig. Rockingham notait que ces ordres avaient «apparemment pour objet de montrer à l'ennemi que . . . nous respections un cessez-le-feu».

> Il paraissait exister une certaine confusion à l'égard de cet ordre. De toute façon, personne ne le prenait très au sérieux. Les pourparlers de paix ont si souvent tourné à rien jusqu'à présent qu'aucun d'entre nous ne compte guère sur un règlement à l'amiable.[94]

Les tirs d'artillerie de l'ennemi diminuèrent aussi de beaucoup durant. cette période, «en raison sans doute de la nécessité de reconstituer les stocks considérables utilisés pendant les offensives de novembre, et de l'efficacité de nos contre-bombardements[95]», plutôt que du fait d'un changement de politique. Les deux camps revinrent peu à peu à une activité militaire ordinaire, mais le secteur canadien ne fut plus jamais aussi actif qu'il l'avait été en novembre 1951.

CHAPITRE XII

LE SECOND HIVER

De nouveau le problème du roulement

A L'HIVER DE 1951-1952, la direction de l'Armée était surtout préoccupée par le problème du roulement. Dans toutes les guerres antérieures du Canada, il avait suffi de maintenir les effectifs des formations qui se trouvaient à l'étranger. De façon générale, une fois envoyé sur un théâtre d'opérations, le soldat y restait jusqu'à ce qu'il fût tué, blessé grièvement ou rapatrié à la fin des hostilités. La décision de limiter la durée du service du soldat en Corée (et par la suite en Europe) entraîna toute une série de problèmes d'administration et d'instruction qui ne s'étaient jamais posés auparavant. Bien entendu, il était bon pour le moral du soldat qu'il sût que son service outre-mer prendrait fin après un certain temps. Toutefois, réaliser le roulement annuel d'un groupe de brigade, tout en maintenant son effectif au complet au moyen de renforts, équivalait pour le Canada à maintenir au moins une autre brigade sur son territoire, ce qui fit plus que doubler les effectifs destinés au conflit en Corée.

En outre, à mesure que traînaient les opérations en Corée, le problème ne se limitait pas seulement au roulement et aux renforts, mais d'autres facteurs venaient compliquer la situation. La durée d'engagement du Contingent spécial était un de ces facteurs; la majorité des hommes du Contingent spécial s'étaient engagés en septembre 1950. Par conséquent, ces hommes seraient admissibles au licenciement au début du printemps 1952. Il fallait aussi maintenir au complet l'effectif de la Force mobile d'intervention au Canada. Trois bataillons d'infanterie étaient affectés à ce rôle qui comportait l'instruction aux sauts en parachute. On aurait pu régler simplement le problème du premier roulement en envoyant ces bataillons en Corée, mais cela aurait fait retirer du Canada toutes ses troupes aéroportées.

Les seules autres troupes dont on aurait pu disposer facilement étaient celles qui formaient les troisièmes bataillons, mais ces unités n'étaient pas entraînées pour la guerre; leur rôle depuis leur formation s'était limité à instruire les renforts destinés à la Corée. Même cela ne constituait pas tout le problème. Au fond, on savait qu'il faudrait, à l'automne de 1952*, procéder au roulement des hommes mariés de la 27e Brigade, qui se trouvaient en

*Au début, les hommes mariés ne devaient servir qu'un an au sein de la 27e Brigade, les célibataires, deux ans. Par la suite, lorsqu'il fut permis aux familles des hommes mariés d'accompagner les troupes, la durée du service outre-mer fut portée à deux ans et, finalement, à trois ans.

Europe depuis l'automne de 1951.

Le chef d'état-major général avait décidé de réaliser le roulement par unités et sous-unité, sauf pour certaines petites unités de service qui n'étaient pas opérationnelles[1]. C'était faire preuve de sagesse; cela signifiait que les unités combattantes formaient des équipes plutôt que des rassemblements de particuliers. Selon l'avis d'un Américain, le régime américain de roulement individuel avait entraîné le manque de cohésion à cause du changement constant des troupes.[2]

A la fin, ainsi que nous l'avons signalé (voir page 153 ci-dessus), on décida d'envoyer les bataillons de parachutistes et de remplacer ces derniers par des hommes des bataillons d'outre-mer qui s'engageaient volontairement pour l'instruction. Le 1er bataillon du *Princess Patricia's Canadian Light Infantry* réussit à relever le 2e bataillon et le lt-col. Stone et ses hommes furent, à leur retour au Canada, intégrés à la Force mobile d'intervention. Le roulement du reste de la brigade débuta en avril 1952 et se termina au début de juin. On relevait à la fois deux compagnies des unités d'infanterie, de façon à ne pas faire entrer en ligne de combat d'unité complète inexpérimentée. C'est aussi pour cette raison que le 2e régiment de la *R.C.H.A.* fut remplacé une batterie à la fois et que l'escadron blindé, encore que son roulement se fît en une fois pour toute l'unité, resta jusqu'après le départ du dernier détachement de la brigade primitive.[3]

La crise des effectifs

L'insuffisance des effectifs formés, surtout d'infanterie, ne cessa de s'aggraver à mesure que 1952 avançait.[4] On commença à se rendre compte que l'Armée canadienne s'était trop étendue, parce que, encore que les hommes fussent, sinon en disponibilité immédiate, du moins accessibles, les soldats prêts pour le combat se faisaient assurément de plus en plus rares. Dans un mémoire qu'il envoyait le 5 mai 1952 au sous-chef d'état-major général, l'Adjudant général s'efforçait d'exposer les grandes lignes du problème. D'après ses prévisions, fondées sur un taux de perte mensuel de 52 hommes par bataillon, Macklin estimait qu'à la fin de septembre 1952 il manquerait 374 soldats d'infanterie à la 25e Brigade si les opérations en Corée se poursuivaient à un rythme relativement lent. Il disait que le nombre de recrues qui s'engageaient dans l'infanterie était faible à un degré décevant et puis, comme s'il voulait le bien faire comprendre, il ajoutait: «J'ai fait ressortir ces données de façon assez détaillée, parce que je suis au courant d'une attitude d'indifférence fondée sur les réalisations de ma Division par le passé, lorsqu'il s'est agi de faire face à des situations d'urgence.» Il mentionnait en outre le nombre de renforts obtenus par l'envoi en Corée au début de l'année de tous les soldats qui restaient du Contingent spécial: «Par ce moyen, nous avons recueilli en tout 300 hommes», et la réussite du

maj.-gén. Bernatchez qui avait persuadé des soldats francophones de la 205e batterie et de l'École d'instruction de l'Armée canadienne de se faire muter au Royal 22e Régiment. On avait tenté cette manœuvre parce qu'il ne se présentait tout simplement pas assez de recrues de langue française pour permettre de remplir les effectifs des bataillons du R. 22e R. et de lui conserver son caractère canadien-français. Dans le mémoire qu'il envoyait le 27 décembre 1952 au chef d'état-major général pour lui exposer son plan, le brig. J. W. Bishop, vice-adjudant général, déclarait:

> ... il [le public du Québec] ne se rend probablement pas compte, non plus, que l'insuffisance d'officiers de langue française nous a obligés à affecter 18 subalternes de langue anglaise à Valcartier. Le gén. Bernatchez vous en parlera probablement et vous demandera votre avis sur l'opportunité pour lui de travailler de concert avec l'Église et tout autre groupement qui exerce quelque influence sur l'opinion publique, par exemple la Chambre de commerce des jeunes qui a déjà lancé une campagne pour rendre populaire le service dans l'Armée. Il proposera peut-être aussi qu'on prie le premier ministre de faire au public du Québec une déclaration franche sur la nécessité d'appuyer davantage les services armés.

D'autres moyens d'accroître les effectifs en Corée furent mis à l'essai: on permit aux officiers et aux hommes qui le désiraient de rester plus longtemps qu'un an en Corée; on accepta les volontaires pour un second engagement[5]. Toutefois, ainsi que le gén. Macklin le signalait, c'était là des pis-aller qui ne s'attaquaient pas directement au problème*. Il déclarait que l'Armée serait obligée soit d'adopter des mesures radicales (envoyer les Réguliers en Corée pour un second engagement, retenir les hommes dont l'engagement prenait fin, employer les compagnies aéroportées des premiers bataillons, retirer des soldats formés de la 27e Brigade), soit de permettre que la 25e Brigade reste pendant quelques mois sans effectifs complets, – «... ce ne serait pas la première fois qu'il manquerait trois cents ou quatre cents hommes aux effectifs des brigades canadiennes».

Ainsi qu'on l'a déjà mentionné, le roulement des premiers et deuxièmes bataillons avait obligé l'Armée à former d'autres hommes pour remplir les engagements de troupes aéroportées. La ligne de conduite arrêtée consistait à laisser derrière une compagnie de parachutistes des premiers bataillons comme noyau de leurs propres deuxièmes bataillons, pendant que le reste des deuxièmes bataillons recevrait son instruction aussi rapidement que possible après son retour au Canada.[7] Afin de permettre que l'on comprenne bien comment on a donné suite à tout ce programme, il est nécessaire de raconter ce qu'a été l'expérience d'un régiment et, étant donné que celle du *P.P.C.L.I.* (le premier à faire le changement), ressemble à celle des autres unités dont il s'agit, nous pouvons nous en tenir à un compte rendu de ce qu'il a fait.

La décision d'envoyer le premier bataillon des *Patricias* fut prise en

---

*Cette façon d'agir permit de recruter en tout 484 hommes de tous grades qui ont effectivement accompli deux engagements en Extrême-Orient.[6]

juillet, ainsi qu'on l'a constaté plus haut, mais ce n'est qu'à la mi-août qu'on eut mis au point tous les détails. Le lt-col. Wilson-Smith fut pour la première fois mis au courant au moment où il assista à une conférence au quartier général du commandant, à Edmonton, le samedi 18 août. Le lendemain (anniversaire du raid de Dieppe), il en informait ses officiers. Le bataillon avait un mois pour se préparer, parce que les deux premières compagnies à partir devaient s'embarquer le 21 septembre. Les parachutistes qu'on dut laisser derrière furent remplacés par les meilleures troupes qu'on put trouver dans le troisième bataillon, mais les compagnies «A» et «C» partirent pour l'Extrême-Orient avec peu de simples soldats expérimentés, encore que les officiers et les sous-officiers fussent tous de l'Armée régulière.[8]

Les nombreuses différences qui existaient entre les effectifs d'infanterie et les effectifs des parachutistes avaient nécessité une série compliquée d'instructions d'état-major. C'est ainsi que le premier bataillon du *P.P.C.L.I.* cessa d'être un bataillon de parachutistes, devint un bataillon spécial d'infanterie et fut intégré au Contingent spécial.[9] Étant donné que les sections de parachutistes sont commandées par des sergents plutôt que par des caporaux, l'unité dut laisser derrière un certain nombre de sous-officiers supérieurs excédentaires.

Il va sans dire que les premiers hommes à revenir allaient occuper inévitablement les manchettes des journaux dès leur arrivée au Canada, et il importait de faire tout ce qui était possible pour qu'ils fussent présentables.[10] Le 5 avril 1952, le Quartier-maître général suppléant, le brig. J.-V. Allard (par la suite commandant de la 25e Brigade), donna des instructions très précises afin d'assurer que les anciens combattants de Corée soient en tenue convenable. Dans au moins un cas, quelqu'un commit une erreur. Un soldat du *P.P.C.L.I.* s'embarqua à Pusan le 4 avril portant les vêtements de brousse qu'il avait au combat. Ayant réussi à déchirer son seul pantalon pendant la traversée du Pacifique, il arriva deux semaines plus tard à Winnipeg portant encore, à la grande consternation de bien des officiers supérieurs, le blouson de brousse qui lui avait servi au combat et des salopettes bleues qu'il avait achetées pour $1.95 au magasin du navire.[11]

Une fois les soldats revenus de leur congé, on fit tout pour persuader les membres du Contingent spécial de passer à l'Armée active.[12] A la mi-mai, 222 officiers et 2,287 soldats et sous-officiers l'avaient fait.[13] Ceux qui, à leur retour d'Extrême-Orient, voulaient être libérés étaient classés en deux catégories. S'ils désiraient être licenciés immédiatement, on devait faire droit à leur demande ou, s'ils désiraient rester dans l'armée pour compléter leur engagement, on leur trouvait un emploi dans l'armée.[14] A l'arrivée de ces troupes au Canada, ce qui comptait avant tout, c'était de les envoyer aussi rapidement que possible en congé dans leurs foyers. Les cérémonies d'accueil, encore qu'on les encourageât, devaient être maintenues dans certaines limites; les hommes devaient être «examinés» rapidement et

envoyés chez eux. On leur accordait un congé de deux jours et demi par mois passé en Extrême-Orient, jusqu'à concurrence de soixante jours, plus le congé annuel et le temps nécessaire au voyage.

Dès que tous les congés furent terminés, le 2e bataillon du *P.P.C.L.I.* s'installa à la caserne Currie, à Calgary, pour apprendre le métier de soldat du temps de paix. On détacha en tout 353 sous-officiers et soldats du troisième bataillon pour porter l'unité à son effectif complet de 33 officiers et 880 sous-officiers et soldats, et permettre au bataillon d'entreprendre pour de bon son instruction de troupes aéroportées[15]. Le 21 février, le lt-col. Stone partait à destination du Centre interarmes canadien d'entraînement aérien (*C.J.A.T.C.*), à Rivers (Man.), pour entreprendre son instruction de parachutistes. A la fin de mars, 169 hommes de tous grades avaient subi avec succès leurs épreuves de saut.[16] Le 10 avril, avait lieu le premier saut collectif de l'unité. L'instruction des troupes aéroportées se poursuivit durant le reste de l'année; d'avril 1952 à avril 1953, 245 autres hommes de tous grades obtinrent leurs ailes de paras.[17]

La citation américaine

Pendant que la nouvelle instruction absorbait presque toutes les énergies du 2e bataillon des *Patricias,* une autre difficulté survint au sujet du genre de marque distinctive qu'on porterait comme insigne de la *U.S. Distinguished Unit Citation* (Citation américaine d'unité distinguée), que le bataillon avait méritée pour sa valeur au combat à Kap-yong. La ligne de conduite américaine en l'espèce voulait que tous les membres d'une unité présente dans une opération particulière portent l'insigne, – un ruban de soie moirée bleu foncé dans un cadre doré, – à perpétuité, alors que tous les soldats affectés à l'unité par la suite pouvaient le porter pendant qu'ils figuraient à l'effectif de l'unité. En outre, une banderole bleue portant en lettres blanches le nom de la bataille devait être fixée à la hampe des drapeaux de l'unité.[18]

Après que les *Gloucesters* eurent reçu une citation semblable pour leur participation le même jour à la bataille de l'Imjin, les Britanniques avaient décidé assez rapidement de permettre le port de l'insigne, tout en modifiant légèrement l'usage américain. Au lieu de porter l'insigne sur la poitrine, du côté droit, on le porterait sur les deux manches, juste en-dessous du nom de l'unité.[19]

Cependant, il répugnait à l'Armée canadienne de reconnaître la citation, et l'insigne, qui ressemblait à une décoration, était jugé encore moins acceptable, le chef d'état-major général signalant, pour justifier cette répugnance, un «principe du temps de guerre» qui interdisait d'accepter les citations «d'unité». Toutefois, le principe du temps de guerre, résultat d'une offre du gouvernement de la France d'accorder la Croix de guerre au Régi-

ment de la Chaudière, et l'attitude «canadienne» qui avait consisté à refuser la citation étaient en réalité la ligne de conduite de l'Officier général commandant en chef du 21e Groupes d'armées.[21] Pour compliquer la situation, le gén. Van Fleet, en sa qualité de général commandant la Huitième armée, avait déjà accordé la citation en la publiant dans ses ordres.

La citation avait paru pour la première fois le 23 juin, dans l'Ordre général no 453 de la Huitième armée. Les autorités à Ottawa l'apprirent par les comptes rendus de journaux émanant du Japon. Même les récipiendaires n'étaient pas au courant. Le 28 juin, le brig. Rockingham télégraphia à l'adjudant général, lui disant qu'il avait reçu du maire de Toronto un télégramme portant que «Deux soldats du *P.P.C.L.I.* ont reçu une citation d'unité du Président des États-Unis. Pouvez-vous le confirmer[22]?». Dans sa réponse, le maj.-gén. Macklin signalait la grande publicité faite à la citation dans la presse canadienne, ajoutant: «Vous êtes, semble-t-il, comme le mari trompé, le dernier à être mis au courant», mais Rockingham ne se tint pas pour battu et télégraphia, le 30 juin: «Il y a deux maris trompés, le commandant du 2e *P.P.C.L.I.* et moi-même.»

La vérité, semble-t-il, c'est que Van Fleet, que son poste autorisait à conférer cette distinction à toute unité placée sous son commandement, ne savait pas que les Canadiens ne pouvaient pas accepter la citation de cette façon-là et ne figuraient même pas sur la liste de distribution des ordres généraux de la Huitième armée. L'acceptation de décorations étrangères est la prérogative exclusive du Souverain, et le Canada ne pouvait pas accepter cet honneur ou porter l'insigne tant qu'il n'en aurait pas obtenu la permission.

Le 27 octobre 1951, quatre mois après l'annonce de la citation par la Huitième armée, cette citation paraissait dans la *Gazette du Canada.* Quant à l'insigne, Sa Majesté, sur l'avis du Gouvernement du Canada, approuvait la «banderole» à arborer avec les drapeaux de l'unité, mais ne mentionnait aucunement l'insigne bleu que les troupes devaient porter. A tort ou à raison, à la suite de la seconde guerre mondiale, on avait, à Ottawa, le sentiment que des décorations accordées à des bataillons entiers étaient trop faciles à gagner.[23] On s'efforça d'assurer qu'à l'avenir une demande serait faite au Canada avant qu'une telle citation soit accordée. Dans un télégramme adressée à l'adjudant général, le brig. Fleury disait:

> J'ai adressé des remarques officieuses mais non équivoques sur la courtoisie militaire touchant les honneurs et les citations, au Chef de la section de liaison de l'O.N.U. au G.Q.G.[24].

Les milieux militaires du Canada, semble-t-il, considéraient ce genre de citation et la façon de la présenter comme sans précédent dans l'histoire militaire du Canada; jamais auparavant une formation canadienne n'avait combattu directement sous un commandant d'armée américain. On résista pendant un certain nombre d'années aux pressions qui s'exercèrent dans la

presse et sur le théâtre des opérations pour que fût autorisé le port de l'insigne (les *Gloucesters,* en Corée, le portaient sur les manches de leurs uniformes). Toutefois, le 21 février 1956, on autorisa enfin le port de l'insigne sur les deux manches avec droit de se conformer aux règles américaines.[25] Le 9 juin 1956, M. Livingston T. Merchant, Ambassadeur des États-Unis, décorait les drapeaux du 2e bataillon du *P.P.C.L.I.* de la banderole et présentait l'insigne d'unité distinguée.[26]

Préparatifs pour le combat

Pendant ce temps-là, des problèmes d'effectifs affligeaient le 1er bataillon du *R.C.R.* et le 1er bataillon du R. 22e R. Les deux bataillons n'avaient pas assez de soldats entraînés pour assurer le roulement, parce que, comme le *P.P.C.L.I.*, ils devaient laisser derrière un groupe de compagnie de 287 parachutistes[27]. Ils avaient peu de soldats formés à affecter à leurs premiers bataillons, – «la situation, ici, pour ce qui est des effectifs formés, est telle qu'il faut tout faire pour réaliser des économies et ne pas envoyer en Extrême-Orient un soldat de plus qu'il n'en faut[28]». Les deux bataillons avaient été prévenus officiellement du roulement par télégramme émanant du quartier général de l'Armée et portant la date du 29 décembre 1951. Le rythme de l'instruction fut immédiatement accéléré; la journée d'instruction au 1er bataillon du R. 22e R. commençait à 7 h. 30 du matin et durait jusqu'à 9 h. 30 du soir[29]. On fit appel aux troisièmes bataillons des deux régiments, leur demandant d'envoyer des volontaires parachutistes de moins de 19 ans, quel que fût l'état de leur instruction, afin de libérer des hommes des premiers bataillons pour les envoyer en Corée*.[31]

On passa les mois de janvier, février et mars 1952 à remettre de l'ordre dans la situation. Enfin, des détachements arrivaient pour grossir les rangs des bataillons; ils étaient incorporés au Contingent spécial et autorisés en même temps à porter les insignes rouges de la brigade de Corée, et les troupes étaient envoyées en congé d'embarquement. Aussi bien dans le 1er bataillon du *R.C.R.* que dans le 1er bataillon du R. 22e R., le moral et l'état d'esprit devenaient excellents à mesure que la date du départ approchait, d'autant plus que le chef d'état-major général avait décidé que les familles des hommes envoyés en service outre-mer ne seraient pas obligées d'évacuer les logements des soldats mariés. Encore que les Officiers généraux commandants fussent autorisés à recourir à tout moyen légitime de persuasion, quand la famille d'un soldat se trouvait dans un logement de soldat marié et voulait y rester, elle y restait.[32] Les deux bataillons étaient de vieilles unités de l'Armée permanente et leurs drapeaux étaient pour eux de précieuses possessions. Le 1er mars, on déposait les drapeaux du Royal 22e

*La ligne de conduite de l'Armée canadienne voulait que «les sous-officiers et soldats ne soient pas envoyés outre-mer tant qu'ils n'ont pas atteint leur dix-neuvième année[30]».

Régiment à la Citadelle, et le 12 mars, les drapeaux du *Royal Canadian Regiment* étaient déposés en sûreté dans la chambre-forte de la Banque de Montréal, à Ottawa.[33] Au cours de mars, les sous-unités prirent le train pour la première étape de leur voyage à destination de la Corée. Avant d'envoyer les soldats de tous grades au port d'embarquement, on les avait munis à neuf de vêtements, d'équipement et d'armes.

On avait accompli beaucoup en peu de temps, et l'instruction avait atteint une norme élevée dans les compagnies de fusiliers, mais le lt-col. Bingham, commandant du 1er bataillon du *R.C.R.*, dans une lettre adressée le 31 janvier au brig. Rockingham, révélait certaines lacunes dans sa compagnie de soutien. Il signalait que l'instruction de cette compagnie était médiocre parce qu'on n'avait pas de munitions pour les lance-fusées de 3.5 pouces, pas de fusils sans recul de 75 mm, pas de mines, pas de fil de fer, pas d'obus de mortier de 60 mm et peu d'obus de mortier de 81 mm (voir la page 188 ci-dessous). Quoi qu'il en fût, le 28 mars, les premiers groupes de roulement des deux bataillons s'embarquaient sur le *U.S.N.S. General William M. Black,* à Seattle, en partance pour la Corée.[34]

En février et mars 1951, le 1er régiment de la *R.C.H.A.* (lt-col. E. M. D. McNaughton), comme d'autres unités qui devaient partir pour la Corée, travailla avec ardeur à son instruction et à son administration. On mit l'accent sur l'instruction des sous-unités, insistant particulièrement sur le tir de batterie, le feu et le mouvement, les déploiements de nuit et les marches. Les 25 et 26 février, des étudiants du Collège d'état-major (y compris un certain nombre d'anciens combattants de Corée) se rendirent au camp Shilo et furent témoins d'une démonstration de puissance de feu. A mesure que le rythme de l'instruction s'accélérait, tous les hommes mariés vivant à Brandon et à Douglas recevaient ordre de s'installer au camp.

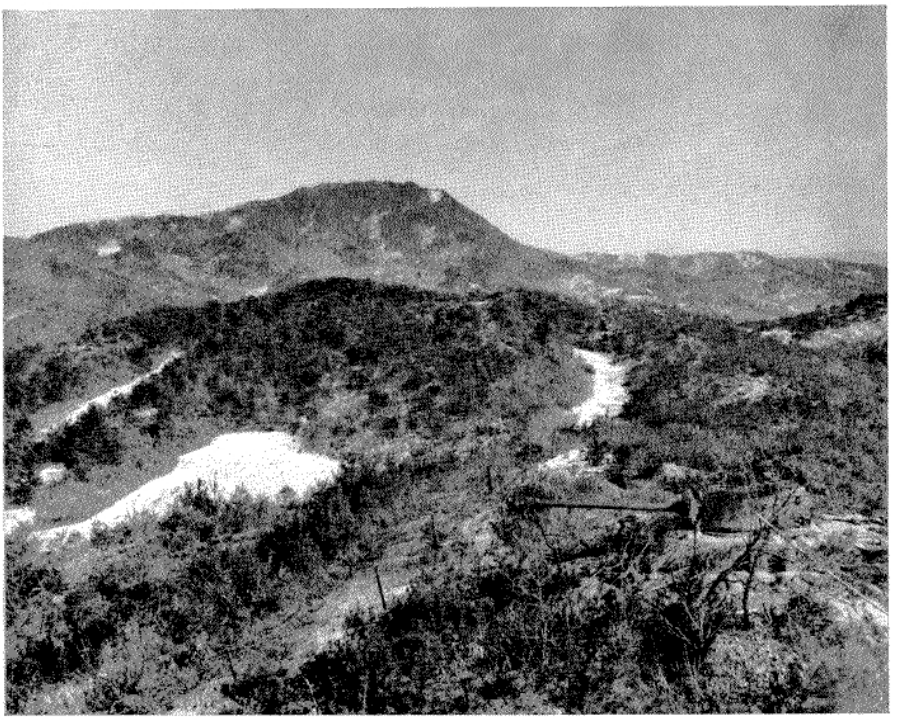
Le 26 mars, la batterie «A» quittait Shilo pour s'embarquer trois jours plus tard à Seattle, sur le *General William M. Black.* Deux semaines plus tard, la batterie «C» et le quartier général régimentaire prenaient le train pour partir de Seatle le 14 avril sur le *General Nelson M. Walker.*

La batterie «B» fut radiée de l'effectif en faveur de l'École royale canadienne d'Artillerie, pour être formée en Corée avec les artilleurs du 2e régiment de la *R.C.H.A.* qui n'avaient pas complété leur engagement.[35]

Épreuves et ennuis – Le groupe de remplacement

Durant tout ce temps-là, les troisièmes bataillons n'étaient pas restés inactifs. Le quartier général du 25e Groupe de renfort continuait de fonctionner à Edmonton et de former et d'équiper des détachements pour l'Extrême-Orient.[36]

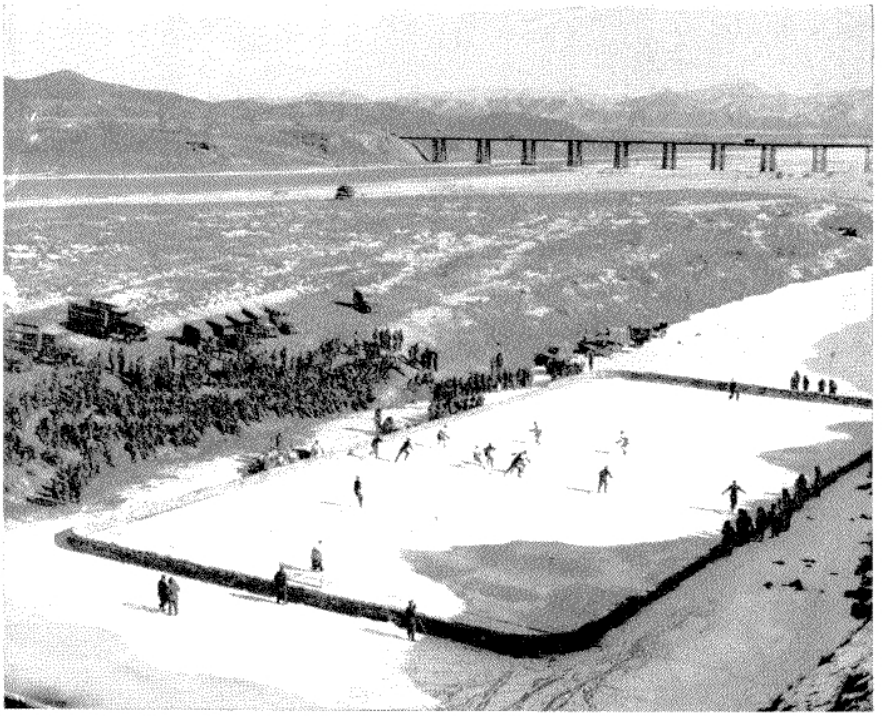
Le 6 février fut marqué par la mort du roi George VI. Bien entendu, cet événement touchait toutes les unités de l'Armée canadienne. Les



P.J. Tomelin

SOL VITAL

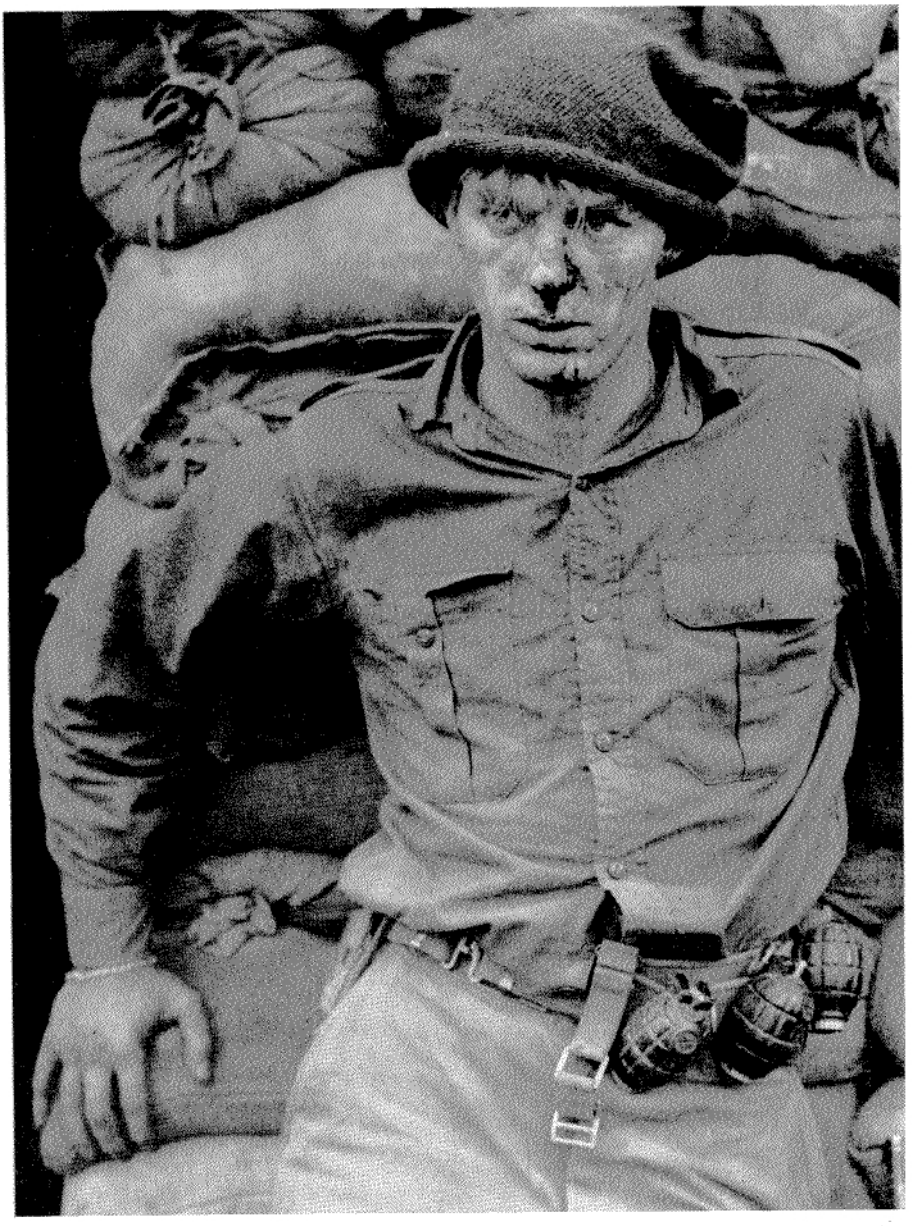
La cote 355 vue d'une position de compagnie de réserve. Le char que l'on voit à l'avant-plan, à droite, est posté de manière à assurer une défense en profondeur et à contrecarrer toute tentative visant à contourner la cote.



P.J. Tomelin

PASSE-TEMPS D'HIVER

Des Canadiens jouent au hockey dans les "Jardins de l'Imjin", le 4 février 1952. À l'arrière-plan, le pont "Teal".



P.J. Tomelin

TRAVAIL ÉPUISANT
De retour d'une londue patrouille.

officiers durent porter le brassard de deuil et renouveler leur serment d'allégeance à la nouvelle Souveraine. En outre, les cérémonies officielles et les divertissements furent remis à plus tard, et l'activité générale des mess fut ralentie.[37] Toutefois, il fallait poursuivre la tâche importante qu'on avait entreprise et l'on prépara les plans en vue de la concentration d'un autre Groupe à Wainwright au cours de l'été. On visait à concentrer l'instruction sur les attaques de nuit de façon générale, en insistant de toute évidence sur les conditions que les soldats retrouveraient en Corée.[38] Pour reproduire davantage les conditions qu'on retrouverait en Corée, il fut décidé en outre que chaque compagnie d'infanterie irait subir une semaine d'instruction en montagne, à Jasper (A1b.)[39]. En avril, le brig. Pangman rendit visite aux trois bataillons d'infanterie du Groupe. Il constata que le 3e bataillon du *P.P.C.L.I.* n'avait pas tout son effectif d'officiers et de sous-officiers subalternes. L'unité s'efforçait d'éliminer les inaptes du point de vue médical et les soldats qui avaient moins de 19 ans. Quant à l'instruction, les compagnies de soutien et d'état-major avaient tous leurs effectifs, l'instruction de «corps» se poursuivait et un cours pour sous-officiers subalternes formait lentement des candidats.

Le 3e bataillon du *R.C.R.* avait un fort excédent de nouvelles recrues, ce qui compliquait l'instruction et l'administration. Chose assez étonnante, c'est la classe des subalternes qui accusait le plus fort excédent; ils étaient au nombre de 45, pour un effectif de 20. Le nombre de sous-officiers augmentait graduellement, l'administration se rodait et l'on comptait former une compagnie de soutien avec des fusiliers qui avaient terminé leur instruction.

La situation au 3e bataillon du R. 22e R. s'améliorait lentement, à mesure qu'on formait d'autres sous-officiers. On avait formé une troisième compagnie de fusiliers et l'on se proposait de former la quatrième avant la concentration d'été à Wainwright[40]. A la fin d'avril, conformément à l'Instruction n° 536 de l'adjudant général, en date du 30 janvier 1952, ces unités avaient relâché leurs dernières recrues du Contingent spécial.[41]

Le 19 avril, le quartier général du 25e Groupe de renfort se déplaça d'Edmonton au camp Wainwright. Le 3e bataillon du *R.C.R.* arriva le 5 mai, suivi le 8 mai du 3e bataillon du *P.P.C.L.I.* et le 13 mai du 3e bataillon du R. 22e R. Pour grossir le Groupe, le *Lord Strathcona's Horse* (moins l'escadron «B» parti pour la Corée le 11 mai) et le 81e régiment d'artillerie de campagne arrivèrent le 1er juin.[42] Les logements témoignaient d'une amélioration marquée par rapport à l'été précédent et les hommes en étaient en général satisfaits.[43] Cette amélioration des logements découlait de décisions prises au début de 1951. Cette année-là, à sa conférence du 10 janvier, le chef d'état-major général avait donné ordre que les installations de Wainwright soient agrandies pour loger 20,000 soldats. La construction devait être de nature permanente, Wainwright étant appelé à devenir une zone de concentration divisionnaire advenant la mobilisation générale[44].

Cependant, en moins d'un an, Wainwright avait perdu de la vogue comme camp d'entraînement. Le futur camp de Gagetown, encore appelé «zone d'instruction des Maritimes», passa au premier plan, suivi par Valcartier, Borden et Petawawa[45]. Au printemps de 1952, les crédits destinés à la poursuite de la construction furent bloqués, ce qui laissait au camp juste assez de locaux pour loger un groupe de brigade seulement[46].

L'instruction des unités du Groupe de renfort fut intense. On adopta la semaine d'instruction de sept jours, et tous les hommes mariés reçurent ordre de s'installer au camp. Pour compenser cette austérité, on accordait chaque mois une permission de 72 heures[47]. Au cours de l'été, un certain nombre d'officiers supérieurs rendirent visite au camp pour se rendre compte de l'état de l'instruction. Le brig. Rockingham, désormais Directeur général de l'instruction militaire, arriva le 7 août pour une visite; le 28 août, le maj-gén. M. M. Alston-Roberts-West, en route pour la Corée où il allait prendre le commandement de la 1re Division du Commonwealth, fut témoin de l'exercice «Buffalo III», qui marquait le point culminant de l'instruction d'été.[48]

Durant le mois de septembre, les unités du Groupe se dispersèrent dans leurs stations particulières à travers le Canada, sauf le 3e bataillon du *P.P.C.L.I.* Il semble que l'instruction du 3e bataillon du *P.P.C.L.I.*, à son second été au camp de Wainwright, – instruction importante à cause du départ imminent de l'unité pour la Corée; – s'accompagnât des obstacles ordinaires. Voici que qu'en disait le préposé au journal de marche de l'unité:

> ... pénurie de matériel d'instruction: piles pour les détecteurs de mines, piquets d'angle pour les obstacles de barbelés et munitions d'exercice ...
>
> ... À mesure qu'approche l'étape de l'instruction collective de l'unité, les nombreuses pénuries d'éléments d'instruction commencent à se faire sentir. Il y a peu de fil métallique en boudins et de barbelés, à peu près pas de munitions de mortiers de 60 mm et de 81 mm, pas de courroies sans bande métallique pour les mitrailleuses, aucune munition pour le lance-fusée de 3.5 pouces, aucune mine de quelque sorte, pas assez de véhicules, aucun équipement de lance-flammes mobile ou portatif, aucune photographie aérienne, aucun fusil sans recul, et il y a restriction générale touchant l'emploi de munitions chargées.
>
> ... Plusieurs de ces pénuries se font sentir depuis près de deux ans ...

Pour expliquer cet état de choses et celui qu'on a déjà mentionné au sujet du 1er bataillon du *R.C.R.*, il faut revenir au tout début du Contingent spécial. Les principales pénuries touchaient les armes de modèles américains dont les unités étaient munies (fusils sans recul, lance-fusées de 3.5 pouces, mortiers de 66 mm et de 81 mm, mines). Dans une série de mémoires adressés au Directeur des services d'état-major, le Directeur des services des magasins militaires avait fait des observations sur les problèmes de ravitaillement que les tables d'équipement préparées pour la 25e Brigade avaient suscitées. Dans ces observations, le Directeur des services des magasins militaires signalait qu'il faudrait combler des pénuries considérables et que les mesures de ravitaillement seraient très lentes. De fait, ces tables

étaient établies à des fins d'opérations, ne laissant qu'une faible quantité disponible pour la première instruction et ne prévoyant aucune réserve pour l'instruction.

Même en février 1951, sept mois après l'entrée du Canada dans le conflit coréen, on n'avait encore pris aucune mesure pour le ravitaillement en fusées de 3.5 pouces et en obus de mortiers de 60 mm et 81 mm, parce les sources de ravitaillement aux États-Unis devaient subvenir aux besoins du théâtre des opérations en Corée. Cette ligne de conduite ne subvenait pas aux besoins de l'instruction au Canada. Toutefois, lorsque la brigade partit pour la Corée, de petites quantités d'équipement américain inutilisé, – dont en tout dix-huit fusées de 3.5 pouces, – furent retournées au Canada et, ce qui importe plus, les premières mesures d'achat par le Canada furent mises en oeuvre[49]. Il n'en reste pas moins que, même le 20 juillet 1951, les munitions américaines n'avaient pas encore été distribués aux unités du Groupe en cours d'instruction au camp de Wainwright[50]. A mesure qu'approchait le moment du premier roulement général, on porta quelque attention aux pressants besoins d'instruction du 1er bataillon du *R.C.R.* et du 1er bataillon du R. 22e R. On leur donna des lances-fusées et des fusées de 2.36 pouces (ce qui était loin de l'idéal parce que ces armes n'étaient pas employées en Corée), quelques mortiers de 81 mm et une petite quantité de munitions d'exercice de 60 mm, de 81 mm et de 3.5 pouces.[51] L'état réel de la situation fut révélé dans un télégramme que le Directeur des armes et du perfectionnement envoyait le 29 janvier 1952 à l'Officier général commandant de la Région du Québec et dans lequel il affirmait que les stocks ne permettaient plus d'autre distribution de munitions de mortier et de lance-fusée, autrement dit, qu'il n'y en avait plus.

La pénurie de munitions pour l'instruction sur les armes américaines s'explique ainsi de façon assez simple: on n'avait pas suffisamment songé à instruire les renforts à l'emploi des armes américaines. Rien n'indique que l'armée envisageât une longue guerre en Extrême-Orient. Après l'intervention des Chinois dans la guerre, les Américains étaient tellement embarrassés qu'ils avaient de la difficulté à subvenir aux besoins du théâtre des opérations; ils pouvaient encore moins subvenir aux besoins de l'instruction au Canada. Les Canadiens ne s'étaient pas suffisamment pressés d'exiger leurs propres munitions de modèle américain*, La seule autre pénurie était celle des courroies sans bandes métalliques pour la mitrailleuse *Vickers* de .303 pouce. La *Canadian Arsenals Lirnited* était incapable de fabriquer le genre de cartouches qu'il fallait et, bien que le service britannique assurât le ravitaillement du théâtre des opérations en Corée, on en avait bien peu pour l'instruction au Canada.[53]

La situation de l'équipement s'améliora quelque peu durant la période

---

*Une grève de l'industrie de l'acier aux États-Unis en 1952 avait nécessité le rationnement des munitions au front durant l'été de cette année-là.[52]

d'instruction estivale de 1952, et l'unité qui était la suivante pour le roulement, soit le 3e bataillon du *P.P.C.L.I.*, commença à prendre forme pour le combat et perdit graduellement son apparence de «centre d'instruction». Même si l'on avait dit à l'unité que le 1er avril était le dernier jour où l'on demanderait des détachements, il fallut envoyer encore 75 hommes en Corée le 29 mai.[54] A Wainwright, les sous-unités des *Patricias* s'engagèrent dans la pose de mines, l'installation de barbelés, l'étude du réglage du tir au moyen de coordonnées, l'instruction au fusil, le tir au mortier, les marches à la boussole, les exercices de tir de canon antichars, l'étude des transmissions et des nombreuses autres compétences requises pour faire d'un bataillon d'infanterie une unité prête pour les opérations.[55] Il manquait un certain nombre d'hommes de métier et de spécialistes, mais on en vint à une entente avec le 1er bataillon du *P.P.C.L.I.* en Corée pour qu'il comblât ces lacunes à l'arrivée de l'unité sur le théâtre des opérations.[56]

Après avoir complété son instruction collective à Wainwright et mis la dernière main aux choses qui restaient à régler, le 3e bataillon du *P.P.C.L.I.* quittait son camp d'Alberta le 4 octobre pour s'embarquer deux jours plus tard à destination de la Corée sur le *U.S.N.S. Marina Adder.*[57]

CHAPITRE XIII

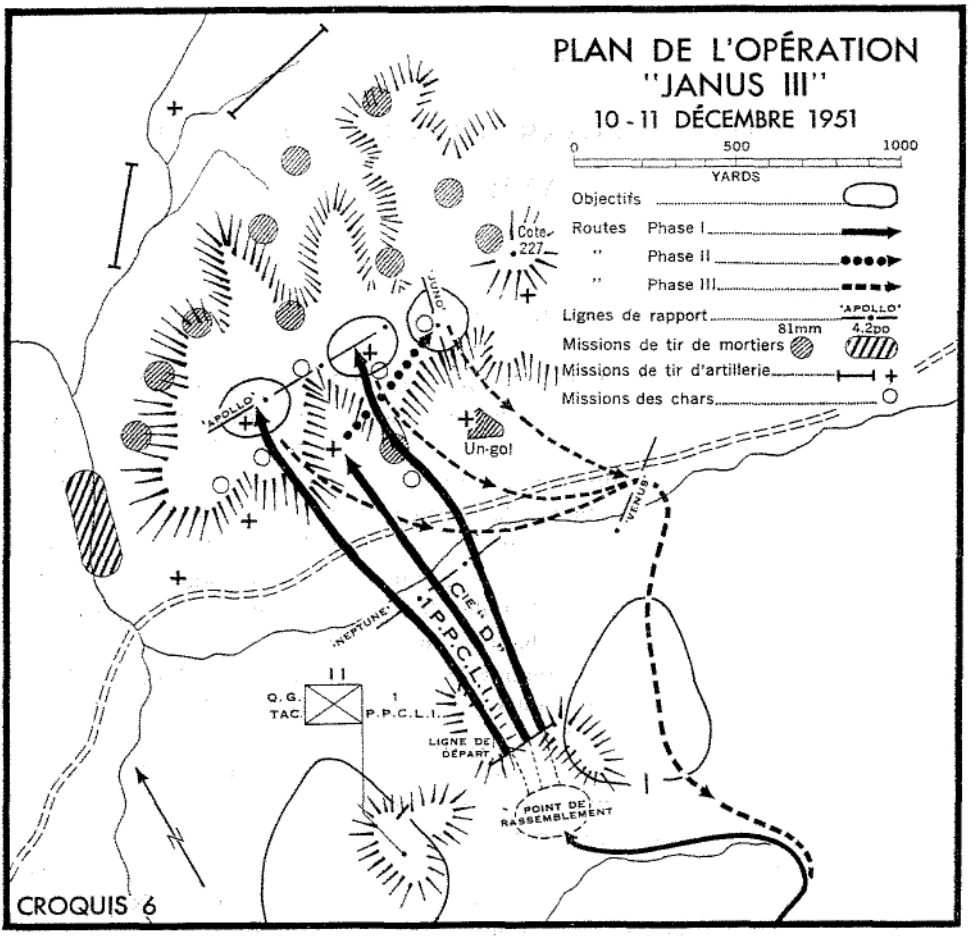
LES OPÉRATIONS, DE DÉCEMBRE 1951 À AVRIL 1952

Raid exécuté par une compagnie

LE CESSEZ-LE-FEU partiel du 27 novembre 1951 se révéla unilatéral et, nous l'avons vu, très passager. Les restrictions imposées à l'artillerie du Commonwealth furent levées le troisième jour et, à la fin de décembre, on relâchait les restrictions imposées aux opérations d'infanterie[1]. Dans la nuit du 6 au 7 décembre, une patrouille de combat du 2e bataillon du *R.C.R.* essuya un feu de mitrailleuse très nourri près du village de Pukch'ang mais parvint à rentrer saine et sauve.[2] Un programme de brigade publié le 7 prévoyait une patrouille de combat de chaque unité entre cette date et le 10 décembre, ainsi que l'envoi chaque nuit de patrouilles de reconnaissance et d'embuscade.[3] Cette activité renouvelée visait, entre autres objets, à obtenir tous les renseignements possibles sur les positions ennemies à l'ouest de la cote 227 en vue d'un raid sur celle-ci par une compagnie; mais, dans cette nouvelle situation, toutes les patrouilles avaient pour mission de faire des prisonniers, le commandant du corps s'étant déclaré mécontent de ce qu'on ne faisait pas de prisonniers depuis quelque temps.[4]

Voici un à-côté très intéressant des opérations de cette période: dans la nuit du 8, un interprète coréen attaché au 2e bataillon du Royal 22e interceptait ce message d'une patrouille chinoise se trouvant, croyait-on, au nord-est de la cote 227: «Des obus de mortier viennent de passer au-dessus de nos têtes.» Les mortiers du bataillon corrigeaient immédiatement leur tir et le message suivant était alors intercepté: «Nous rentrons, – avons perdu cinq hommes[5].»

Le raid derrière la cote 227 allait être confié à la compagnie «D» du 1er bataillon des *Patricias,* commandée par le major George et appuyée par le 2e régiment de la *R.C.H.A.*, une troupe de mortiers britanniques de 4.2 po., les mortiers de 81 mm du R. 22e R. et une troupe de chars du *Strathcona.*[6] Les assaillants se mirent en branle à 10 h. du soir, le 10 décembre; ils avaient pour objectif une rangée de collines situées de 300 à 850 yards à l'ouest de la cote 227. «Le ciel était clair, la lune brillait dans la nuit calme», notait le journal de marche de l'unité, «et à quelque 1,200 mètres on percevait nettement les contours de l'objectif». Sauf un feu inefficace de mortiers au moment où le peloton de droite traversait le village de Un-gol, il ne se produisit aucun incident avant que les éléments de tête aient atteint



la ligne de faîte séparant les deux collines. L'avance du peloton de droite y fut retardée d'abord par un feu d'artillerie, puis par des grenades.[7] Le maj. George rappelait plus tard un aspect extraordinaire de cette attaque de peloton:

> Alors que le tir prévu aurait dû cesser, il semblait continuer; je demandai donc à l'officier observateur du tir ce qui se passait. Après vérification, il constata que notre tir avait effectivement cessé mais que les Chinois continuaient d'atteindre le sommet de la crête.[8]

Les deux adversaires avaient choisi la même cible. Le maj. George donna l'ordre au 11e peloton de faire halte afin de permettre aux chars d'appui de prendre à partie les positions chinoises. Leur tir réduisit au silence les troupes ennemies qui occupaient la ligne de faîte.

Entre-temps, sur la colline centrale, le peloton de gauche (n° 12) avait essuyé un tir nourri d'armes portatives et perdu une douzaine d'hommes en

quelques minutes. Des soldats formèrent un écran protecteur pendant que les autres transportaient les blessés au bas de la pente. Les communications avec le Q.G. du maj. George ayant été rompues (une balle avait atteint l'appareil de t.s.f. du peloton) le chef de peloton, qui était lui-même blessé, ordonna à ses hommes de se replier. Dans l'intervalle, le peloton de droite s'était réorganisé et avait repris l'attaque. Après quatre tentatives infructueuses, il occupa la colline à l'extrémité est de la crête. Blessé alors qu'il dirigeait lui-même l'assaut final, le maj. George refusa tous soins médicaux avant d'avoir retiré et compté tous ses hommes.[9] Le 10e peloton se porta alors à l'attaque et, bien que son chef fût au nombre des victimes du feu des chars d'appui, un caporal mena le peloton jusqu'à son objectif (un col situé entre la crête et la cote 227) malgré le feu de mitrailleuses qui émanait de la contre-pente.

Nos troupes ne firent aucun prisonnier: les Chinois avaient pu s'échapper derrière la crête par des tunnels et des tranchées de communication. Néanmoins, cette opération bien dirigée atteignit son objectif principal qui était d'éprouver les défenses ennemies autour de la cote 227. Nous perdîmes 25 hommes, soit 1 tué et 24 blessés.[10] Pour la «direction habile de sa compagnie, source d'inspiration pour tous», le maj. George se vit décerner l'Ordre du service distingué (D.S.O.).

La nuit même du raid effectué par cette compagnie du *P.P.C.L.I.,* le 2e bataillon du *R.C.R.* envoya de l'avant une patrouille de combat composée de 35 hommes. Sur la cote 166, la patrouille se heurta à deux tranchées temporaires parallèles. La première était occupée par des soldats ennemis munis de mitraillettes, et la seconde, par des soldats munis de grenades. Le combat qui s'ensuivit coûta à l'ennemi de 5 à 10 hommes tués; nos troupes ne firent pourtant pas de prisonniers*. De son côté, la patrouille compta dix blessés «dont un assez grièvement pour être évacué[12]». Une pression s'exerça sur la Division du Commonwealth en faveur de raids par des troupes plus nombreuses «afin de montrer à l'ennemi que nous pouvons encore prendre l'offensive et aussi pour maintenir le bon état de nos troupes». Toutefois, le maj.gén. Cassels fit comprendre aux autorités supérieures de l'O.N.U. qu'en ce qui concernait ses troupes, ces deux objectifs étaient superflus.[13] A la mi-décembre, des raids considérables effectués par l'infanterie appuyée de chars de combat, dans d'autres secteurs du front du corps, furent remplacés par des patrouilles.[14]

Dans la seconde moitié du mois de décembre, le commandement de la brigade canadienne subit deux changements. Le commandant du Royal 22e

---

*Les troupes du Commonwealth ne firent que sept prisonniers entre le 26 novembre 1951 et le 15 février 1952, y compris un Chinois qui se rendit au *R.C.R.*, le 29 décembre, après avoir mis bas ses armes. Le maj- gén. Cassels attribua cet état de chose à la nature limitée du combat, à la propagande ennemie (c'est-à-dire aux menaces lancées contre les familles des déserteurs et à la cruauté dont étaient l'objet, croyait-on, les prisonniers chinois), ainsi qu'à une surveillance étroite de la part des officiers et des sous-officiers ennemis.[11]

et le commandant du *R.C.R.* rentrèrent au Canada. Dextraze pour suivre les cours du Collège d'état-major et Keane afin d'assumer un emploi à l'état-major. Le premier fut remplacé par le commandant en second, le major J.-A.-A.-G. Vallée, tandis que l'autre fut remplacé par le commandant du 25e Groupe de renfort canadien, le lt-col. G. C. Corbould.

Les commandants des troupes de l'O.N.U. exigèrent qu'il n'y eût aucun relâchement de vigilance pendant la saison des Fêtes, estimant que l'ennemi pourrait fort bien attaquer pendant cette période. (De fait, les Chinois organisèrent deux attaques à l'échelon du bataillon, encore que ce fût, dans les deux cas, contre les Forces sud-coréennes[15].) Afin de faciliter une certaine célébration de Noël sans compromettre la sécurité, le brig. Rockingham prit des dispositions pour constituer une compagnie additionnelle au moyen d'un détachement avancé du 25e Groupe de renfort canadien et il en emprunta une autre de la 28e Brigade du Commonwealth britannique. La compagnie improvisée et la compagnie empruntée, – celle-ci venait du *1st King's Own Scottish Borderers,* – se portèrent successivement à la relève des troupes, permettant ainsi à toutes les compagnies de fusiliers de la brigade de célébrer Noël en toute sûreté.[16]

Le 15 janvier, les *Patricias* connurent deux mésaventures. D'abord, un membre d'une patrouille permanente fit éclater accidentellement une de nos mines, et l'explosion de cet engin blessa trois hommes. En ramenant vers l'arrière un des blessés, les brancardiers firent exploser par accident une autre mine, laquelle fit six victimes, soit quatre blessés et deux morts. Dans la soirée, trois Chinois, s'étant glissés derrière une position de compagnie, prirent dans un piège un véhicule du *P.P.C.L.I**. Le véhicule fut avarié par une grenade antichars qui fit trois blessés. Les *Patricias* blessèrent deux de leurs assaillants, qui s'enfuirent, et en tuèrent un troisième. Un soldat trouva alors une deuxième grenade antichars ennemie et la lança à l'écart. Elle explosa au contact du sol et fit quatre autres blessés.[18]

Entre le 15 et le 17 janvier, par un temps qui, selon les chroniqueurs de cette période, était «ensoleillé, clair et froid», la 25e brigade changea de place avec la 28e, pour former la réserve de la division. Ainsi se terminaient quatre mois et demi de service sur la ligne de feu.

La Brigade en réserve

Les positions de réserve maintenant occupées par la brigade cana-

---

*Un accident antérieur du même genre avait provoqué le balayage de toute une zone divisionnaire en vue d'y déceler la présence de guérillas, d'agents ennemis et de civils non autorisés, ou encore de matériel que ces gens auraient pu y dissimuler. Plus de six cents civils furent passés au crible et le tiers d'entre eux furent évacués. Le seul «butin» qu'on découvrit à cet endroit, cependant, comprenait «un squelette, deux cerfs victimes de mines, une certaine quantité de munitions et quatre sacs de riz[17]».

dienne se trouvaient sur la ligne «Wyoming», de chaque côté de la Samich'on; le Q.G. principal du brig. Rockingham était situé au sud-est du confluent de cette rivière et de l'Imjin. Pendant les sept semaines qui suivirent, la brigade eut pour mission principale de préparer les nouvelles positions sur les lignes «Wyoming» et «Kansas», positions que la division devait occuper en cas de repli tactique; toutefois, l'objet véritable de ces préparatifs, que l'on cherchait à dissimuler pour des motifs de sécurité, était lié aux perspectives d'armistice. Advenant une cessation des hostilités sur le front actuel, la 25e brigade occuperait la «nouvelle ligne Wyoming» et les deux autres brigades reculeraient jusqu'à la ligne «Kansas»[19].

Le 22 janvier, le chef d'état-major général du Canada, le lt-gén. G. G. Simonds, arrivait en Corée pour un bref séjour. Il semblait «très fier de la brigade et de la réputation qu'elle avait acquise en Corée par son ardeur et son esprit d'agressivité». Simonds rendit visite par la suite aux unités de renfort et d'administration au Japon.[20]

Depuis trois semaines, la Huitième armée cherchait à réduire les défenses chinoises par le feu de son artillerie et les bombardements aériens, niais l'ennemi refusait de se laisser refouler ou déloger de ses positions. Les efforts des troupes de l'O.N.U. à cette fin n'avaient pour tout résultat que de le contraindre à accélérer son programme d'amélioration de ses défenses, y compris l'aménagement de tunnels et le camouflage de ses positions. Diverses tentatives en vue de l'attirer hors de sa position ne furent guère plus heureuses[21]. Une telle tentative, désignée du nom d'opération «Snare», fut amorcée à la mi-février. Du 10 au 16, l'artillerie, les mortiers et les chars de la Huitième armée restèrent absolument silencieux; toute opération de patrouille fut suspendue et on réduisit les mouvements au minimum dans les zones avancées. Ces tactiques visaient à éveiller la curiosité de l'ennemi au point de l'inciter peut-être à effectuer une reconnaissance de grand style, alors que les troupes de l'O.N.U. seraient tout à fait en mesure de faire face aux éléments ennemis. Pour sa part, le maj.-gén. Cassels craignait que cette manoeuvre ne permît à l'ennemi d'améliorer et d'étendre ses positions sur l'avant-poste. On passa outre à ses objections, mais les événements subséquents lui donnèrent raison. «L'ennemi dépêcha quelques patrouilles, constata que nous étions encore là et continua tout simplement à se retrancher[22].»

Si l'opération «Snare» ne porta par les Chinois à pousser de l'avant en grand nombre, ils organisèrent néanmoins des sondages sur le front de la 3e Division américaine dans la nuit du 13 au 14 février, et tôt le matin du 14 des soldats de la 28e brigade tuèrent un guérillero nord-coréen et en capturèrent deux. La période de silence que s'était imposée la Huitième armée se termina à 4 h. du matin, le 16, alors que la Division du Commonwealth et ses voisins américains et coréens organisèrent d'importantes incursions en territoire ennemi. Un officier observateur d'artillerie de la *R.C.H.A.*, qui prit part à un de ces raids, constata que l'arrière de la cote 227 «fourmillait de

Chinois» et «donna libre cours à son tir.[23]»

A la fin de février, on prévint la 25e brigade qu'elle retournerait au front au plus tard le 10 mars. «Le sentiment général était à l'animation, lit-on dans un journal de marche, et dans certains cas à l'appréhension, ce qui est normal avant de passer à la ligne de feu.» Bien des soldats devaient rentrer au Canada dans quelques semaines. L'avance comportait non seulement la reconnaissance du nouveau secteur, – occupé par la 29e brigade, à cheval sur la Sami-ch'on, – mais aussi la reconnaissance des positions «Kansas» correspondantes.[24] L'organisation des défenses de l'arrière se poursuivit jusqu'au 8 mars et allait se continuer, à une échelle réduite, même après la relève de la brigade.[25] Vers la fin de leur période de service en réserve, les Canadiens reçurent l'ordre d'exécuter diverses patrouilles, présumément pour leur permettre de se familiariser avec le terrain où ils devaient remplacer les Britanniques.[26] Le froid devenait moins rigoureux, et l'on pouvait sentir dans l'air l'approche du printemps.

Retour au front

La relève de la 29e brigade commença dans la soirée du 9 et fut terminée vers midi le lendemain. Le Royal 22e se trouvait à la droite de la Samich'on, occupant là la position qu'il détenait avant la bataille des cotes 227 et 355. De l'autre côté de la rivière se trouvaient les *Patricias* et, à leur gauche, le *R.C.R.*[27]

La nuit du 17 au 18 mars fut marquée par quatre attaques de compagnie et deux attaques de peloton contre la division de gauche, – la 1re Division de la République de Corée, que devait bientôt relever la *1st U.S. Marine Division.* L'attaque fut repoussée, les Sud-Coréens perdant onze hommes, blessés pour la plupart, mais en revanche ils tuèrent 35 Chinois.[28] Dans la nuit du surlendemain, une patrouille de combat du *R.C.R.* participa à une échauffourée violente au cours de laquelle le caporal K. V. McOrmond mérita la Médaille militaire. Le caporal Delphis Cormier, du Royal 22e, se vit décerner lui aussi la Médaille militaire pour son travail de patrouille au cours de cette période.

Aux petites heures du 26 mars, l'ennemi organisa un raid très bien coordonné contre la cote 132, qui surplombait le confluent de la Sami-ch'on et d'un de ses affluents anonymes coulant de l'ouest à l'est. Selon un Chinois blessé que l'on découvrit dans la zone trois jours plus tard, l'opération avait été confiée à quelque quatre-vingts hommes du 1er bataillon du 562e régiment. Dans l'ensemble, la tâche du bataillon avait consisté à effectuer des raids et des reconnaissances; l'objet de ce raid particulier était de faire des prisonniers. Jusque-là les Chinois ignoraient que la 25e Brigade avait relevé la 29e.[29]

Le 7e peloton de la compagnie «C» du 1er bataillon des *Patricias* qui

défendait là colline, avait signalé la présence d'un petit groupe de Chinois dans la vallée vers minuit et demi.[30] D'autres groupes de soldats ennemis franchirent la vallée, à l'insu de nos troupes pour la plupart, en suivant la piste qu'un groupe de reconnaissance avait marquée par des chiffres de papier à travers un champ de mines.[31] Les assaillants cernèrent ainsi la position en attendant le feu de leur artillerie et de leurs mortiers.

Le bombardement commença à 1 h. 20 du matin et, en moins de cinq minutes, le peloton canadien se vit attaquer surtout de l'arrière. Ayant liquidé le servant d'une mitrailleuse *Browning* qui défendait l'arrière du Q.G. du peloton, des Chinois réussirent à se glisser à travers les barbelés intérieurs. Le chef suppléant du peloton, le sgt R. G. Buxton, s'empara alors de la mitrailleuse et «réussit à abattre les assaillants[32]». Entre-temps, l'ennemi, – cherchant sans doute à donner l'impression qu'il se disposait à attaquer sur un vaste front, – avait brouillé la t.s.f. de la division des fusiliers marins et dirigeait désormais le feu de son artillerie sur les autres unités de la brigade canadienne.[33] Reste à savoir si un raid lancé simultanément contre un poste de section du *R.C.R.*, sur la gauche, était aussi une manoeuvre de «diversion», ou bien une entreprise distincte*.

«Dès 0230 h. le peloton [7e du *P.P.C.L.I.]* tenait bon mais sa réserve de munitions s'épuisait», déclara le commandant de la compagnie des *Patricias.*

> Je commençai à préparer une troupe composée de deux sections de mon peloton arrière pour transporter des munitions au 7e peloton et ramener un homme qui était grièvement blessé ... De chaque côté de la piste de cinq pieds de largeur qui conduisait à la position du peloton, on avait aménagé une clôture double et semé des mines à l'extérieur. La troupe de relève fut donc pratiquement contrainte d'attaquer en file indienne et de se frayer un passage à coups de fusil à travers les Chinois qui fourmillaient partout dans la zone. La troupe atteignit enfin la position à 0415 heures...[35].

L'ennemi avait alors commencé à se retirer, «bien qu'il y en eût encore quelques-uns près de la position».

Le capitaine C. C. Short, qui commandait la compagnie, mentionna particulièrement la compagnie «D» qui, postée sur la droite, avait pu faire porter un feu très intense sur les troupes ennemies. Encore une fois les canonniers «s'acquittèrent merveilleusement de leur tâche», toute l'artillerie divisionnaire ayant appuyé les fantassins. De son poste de commandement, le lt-col. Corbould du. 2e bataillon du *R.C.R.* constata que les mortiers du *P.P.C.L.I.* ne ralentirent pas un seul instant la cadence de leur tir, malgré un lourd barrage d'artillerie chinoise.[36]

---

*Le commandant de la compagnie ordonna à l'équipe de l'avant-poste de revenir à la cote 163 (à trois quarts de mille à l'ouest de la position du *P.P.C.L.I.,* alors assiégée) mais elle fut éliminée lorsque les Chinois débordèrent la position. Les tentatives d'évacuation des morts et des blessés aboutirent à d'autres pertes et l'opération de sauvetage dut être abandonnée. Les Chinois ne cherchèrent pas à occuper la position et ils se retirèrent immédiatement.[34]

Outre le blessé déjà mentionné, l'ennemi laissait 25 morts derrière lui.[37] Les *Patricias* avaient perdu treize hommes, soit quatre tués et neuf blessés.[38] Le sgt Buxton, qui était au nombre des blessés, se vit décerner la Médaille pour conduite distinguée (D.C.M.).

Le roulement en 1952

En vertu du programme d'échange avec leurs premiers bataillons, prévu pour la dernière partie d'avril, le 2e bataillon du *R.C.R.* et le 2e bataillon du R. 22e R. avaient renvoyé des groupes de soldats au Canada pour y suivre des exercices de parachutistes; le huitième et dernier groupe de «paras» canadien-français devait partir le 6 avril.[39] Toutefois, le régime de roulement général commença au Q.G. de la brigade à la mi-mars, alors que le maj. A. J. Baker arriva du Canada pour assumer les fonctions de sous-adjudant et quartier-maître général adjoint.[40] Les unités en partance et leurs remplaçants furent reçus au Camp Britannia, camp de transit du Commonwealth situé à l'ouest de Tockchong. Un personnel spécial s'occupait de ces troupes sous la direction du sous-adjudant général suppléant «sortant» (le maj. C. J. A. Hamilton). La formation d'endoctrinement des nouveaux arrivés était confiée au maj. J. C. Allan, qui devait succéder par la suite au maj. D. H. George comme major de brigade.[41] La 54e Compagnie de transport fut la première unité à être relevée; elle fut remplacée par la 23e Compagnie de transport le 11 avril.

Certaines unités demeurèrent sur le théâtre de guerre, car le changement était une question interne de remplacement, homme pour homme: la 38e Compagnie ambulancière motorisée de l'Intendance; la 25e Station de pansement de campagne, la 25e Unité dentaire de campagne (jusqu'au 5 janvier 1952, le 20e Détachement dentaire de campagne) et le 191e Atelier d'infanterie. Cet atelier, dont le personnel comprenait sept officiers et 178 sous-officiers et hommes de troupes[42], demeurera en Corée plus longtemps que toute autre unité importante. Pendant sa période de service, qui dura 23 mois[43], elle fit un travail impressionnant, soit 21,983 réparations de campagne à toutes sortes de matériels, depuis l'équipement de radio jusqu'aux véhicules blindés.[44] À mesure que la situation se stabilisait et que la guerre devenait statique, le 191e Atelier s'installait de façon presque permanente à quelques milles au sud d'Imjin. Lorsqu'enfin il fut relevé par le 23e Atelier d'infanterie, le 15 avril 1953, on estima qu'il avait réparé, durant son séjour en Extrême-Orient, 429 véhicules de combat, 3,504 camions et pièces de matériel de génie, 159 canons, 3,235 armes portatives, 2,893 instruments, 7,587 pièces de radio et 4,176 pièces d'équipement divers.[45] Le bilan de ses réalisations était certes impressionnant.

L'avant-garde du 1er bataillon du *R.C.R.* et du 1er bataillon du R. 22e R., y compris les deux commandants, – les lts-cols P. R. Bingham et L.-F.

Trudeau, – avait quitté le Canada en avion vers la fin de mars, le gros des troupes ayant fait le trajet par mer. Comme nous l'avons indiqué au chapitre précédent, les deux unités étaient incomplètes. Lorsque les bataillons du *R.C.R.* et du R. 22e R. firent voile, leurs effectifs n'étaient pas complets; ils devaient être comblés par les membres de leurs deuxièmes bataillons dont le tour n'était pas encore arrivé.[46]

Les compagnies de fusiliers de Bingham débarquèrent à Inch'on le 10 avril. Au Camp Britannia, les fusiliers traînèrent par sections, par pelotons et par compagnies pendant une journée et demie, puis tout le bataillon participa à un exercice dans l'après-midi du 14. Alors qu'il inspectait une position de peloton, à l'occasion de cet exercice, Bingham fut blessé par un piège explosif; un des deux commandants de compagnies, le maj. E. L. Cohen, prit alors le commandement des deux compagnies. Deux jours plus tard, ces deux compagnies relevaient deux compagnies du 2e bataillon du *R.C.R.*; elles se trouvaient alors sous la direction du lt-col. Corbould. Le reste du 1er bataillon atteignit Pusan le 18. Le lendemain, comme nous le verrons, le 2e bataillon du *R.C.R.* s'installait dans de nouvelles positions sur la droite du Royal 22e, et c'est là que se fit la relève. Toutes les compagnies tombèrent ou retournèrent sous la direction du 1er bataillon le 25. En attendant le retour de Bingham, qui était hospitalisé (il se remit en une semaine), le maj. F. Klenavic prit le commandement des troupes.[47]

Les deux premières compagnies de fusiliers du 1er bataillon du R. 22e R. avaient atteint Pusan le 11 et se trouvaient sur la ligne de feu dès le 17. Le Q.G. du bataillon, les Q.G. de compagnie et la compagnie d'appui remplacèrent leurs homologues du 2e bataillon entre le 20 et le 22. Les deux dernières compagnies de fusiliers du lt-col. Vallée furent placées sous le commandement de Trudeau le 24 avril et y restèrent jusqu'au moment où elles furent relevées le 8 mai.[48]

Le 23e Escadron de campagne indépendant (maj. E. T. Galway) avait quitté le Canada par voie de mer en deux groupes. Une des troupes arriva en Corée au début d'avril; le Q.G. et la seconde troupe suivirent un mois plus tard. Les sapeurs dont le tour n'était pas venu de rentrer au Canada avec la 57e constituèrent une troisième troupe ou, dans certains cas, furent attachés à l'Escadron du parc de campagne (matériel lourd) du Génie divisionnaire.[49] La 37e Ambulance de campagne (lt-col. C. B. Caswell) arriva sur le théâtre des opérations le 10 avril et remplaça la 25e le 27 avril.

L'unité canadienne suivante à arriver en Corée fut le 1er régiment de la *R.C.H.A.*, commandé par lt-col. E. M. D. McNaughton. Par effectifs représentant environ une batterie, l'unité avait commencé à relever le 2e régiment au mois d'avril; le 6 mai, la relève était terminée et le 2e régiment tirait son dernier obus contre l'ennemi et confiait le secteur à son successeur. Pendant cette année d'action militaire, le régiment avait tiré 300,000 obus. Les canonniers tirés de l'unité en partance avaient tendance à se qualifier pour le roulement plus vite que les renforts n'arrivaient; toutefois, la pénurie grave

de juin fut comblée à la mi-été.[50]

L'escadron «B» du *Lord Strathcona's Horse* (maj. J. S. Roxborough) ne fut officiellement prévenu qu'il devait remplacer l'escadron «C» qu'en février 1952, bien que cette substitution fût généralement prévue depuis quelque temps. L'escadron partit par voie de mer le 14 mai, accompagné des éléments d'arrière du 23e escadron de campagne et de la 23e compagnie de transport. La relève de l'escadron «C» se fit entre le 4 et le 8 juin. En attendant de devenir admissibles au roulement, certains membres de l'Escadron «C» devinrent surnuméraires de l'escadron «B»[51].

Très tôt dans l'application du régime général de roulement, le commandement du groupe de brigade passa à un soldat de l'armée régulière d'avant 1939, le brig. M. P. Bogert, ancien directeur général de l'instruction militaire. Le nouveau commandant arriva au Q.G. de la brigade dans la nuit du 20 au 21 avril et, accompagné du brig. Rockingham, il visita la zone dès le lendemain. Cette visite fut «marquée par l'éclatement d'un obus ennemi de 120 mm assez près ... pour le [Bogert]mettre immédiatement hors de combat, le hasard n'en eût-il décrété ... autrement[52]». La relève se termina à midi le 27.

Appui aérien

Le Service américain des renseignements estima que la Corée du Nord possédait environ 130 avions de chasse au début des hostilités, et que dès la fin du mois d'août 1950 tous ses avions sauf 18 avaient été détruits. À partir de ce moment, les Nations Unies possédèrent la maîtrise absolue des airs au-dessus du champ de bataille. L'entrée en lice des troupes chinoises ne changea rien à la situation; les *MIG-15* russes à faible rayon d'action, dont disposaient les troupes chinoises, ne pouvaient intervenir sur le champ de bataille qu'à partir d'aérodromes situés en Corée, aérodromes que les bombardiers américains réussirent à rendre tout à fait impraticables. Pendant toute la guerre, les appareils de l'O.N.U. infligèrent de lourdes pertes en hommes et en matériel par la destruction des aérodromes, des ponts, des chemins de fer et des tunnels de la Corée du Nord. Toutefois, de l'avis de l'historien de l'Aviation américaine, les dommages effectivement infligés à l'ennemi furent loin d'être aussi importants que la restriction de ses mouvements aux heures d'obscurité et que l'immunité relative dont jouissaient les troupes de l'O.N.U. contre les attaques aériennes.[53]

Le lt-gén. Nam Il, principal délégué communiste aux pourparlers d'armistice, déclarait au mois d'août 1951 que «sans l'appui direct de vos [ceux de l'O.N.U.] bombardiers tactiques, vos forces de terre n'auraient pas pu à elles seules défendre leurs positions actuelles ... sans l'appui de vos forces aériennes et navales, vos troupes de terre auraient été balayées de la péninsule coréenne par nos forces terrestres et puissantes et rompues au

combats[54]». L'historien de l'Aviation américaine est d'avis que cela résume bien la situation.

À certains égards, les attaques aériennes des Nations Unies furent aussi efficaces du point de vue psychologique que du point de vue physique; elles eurent pour effet non seulement d'encourager nos propres troupes mais aussi de démoraliser l'ennemi. Des prisonniers de guerre chinois ont déclaré qu'ils ne craignaient pas tellement le napalm, sauf lorsqu'ils étaient directement atteints, puisqu'ils pouvaient l'éviter en s'enfuyant. Voyant ainsi l'ennemi s'enfuir, les aviateurs et les soldats de l'O.N.U. concluaient que le napalm devait être très destructeur.[55]

L'apport du Canada à l'effort aérien ne s'est pas borné au service de transport. Outre la 426e escadrille de transport*, l'Aviation royale du Canada fournit une vingtaine de pilotes d'avions de chasse et un certain nombre de techniciens. Les pilotes canadiens, qui faisaient partie de la *U.S. Fifth Air Force,* ont pour leur part détruit ou avarié, en tout, plus de vingt chasseurs à réaction de fabrication russe.[57]

Les bombardiers de l'O.N.U., rayonnant vers le nord jusqu'au Yalou, réduisaient les chasseurs ennemis à un rôle défensif, tout en étant capables, à peu près impunément, de pousser jusqu'au-dessus de la zone avancée. Pendant bien des mois, nos chasseurs ne couraient qu'un seul risque au-dessus de 5,000 pieds, – c'est-à-dire au delà de la portée des fusils et des mitrailleuses, – et c'était d'être atteints par hasard par un de nos propres obus. Toutefois, à l'été de 1952, deux avions *Auster VI* observateurs du tir, de la 1903e Escadre d'observation aérienne de la *R.A.F.* (rattachée à la Division du Commonwealth) furent avariés par le feu de la D.C.A. légère, sur quoi le commandant de l'Artillerie royale décréta que dorénavant ces appareils ne pousseraient pas au delà du front chinois. Sans éliminer complètement le danger, cette restriction le restreignait énormément; si son avion était atteint, le pilote observateur avait tout de même une bonne chance d'atterrir sain et sauf de son propre côté du front.[58]

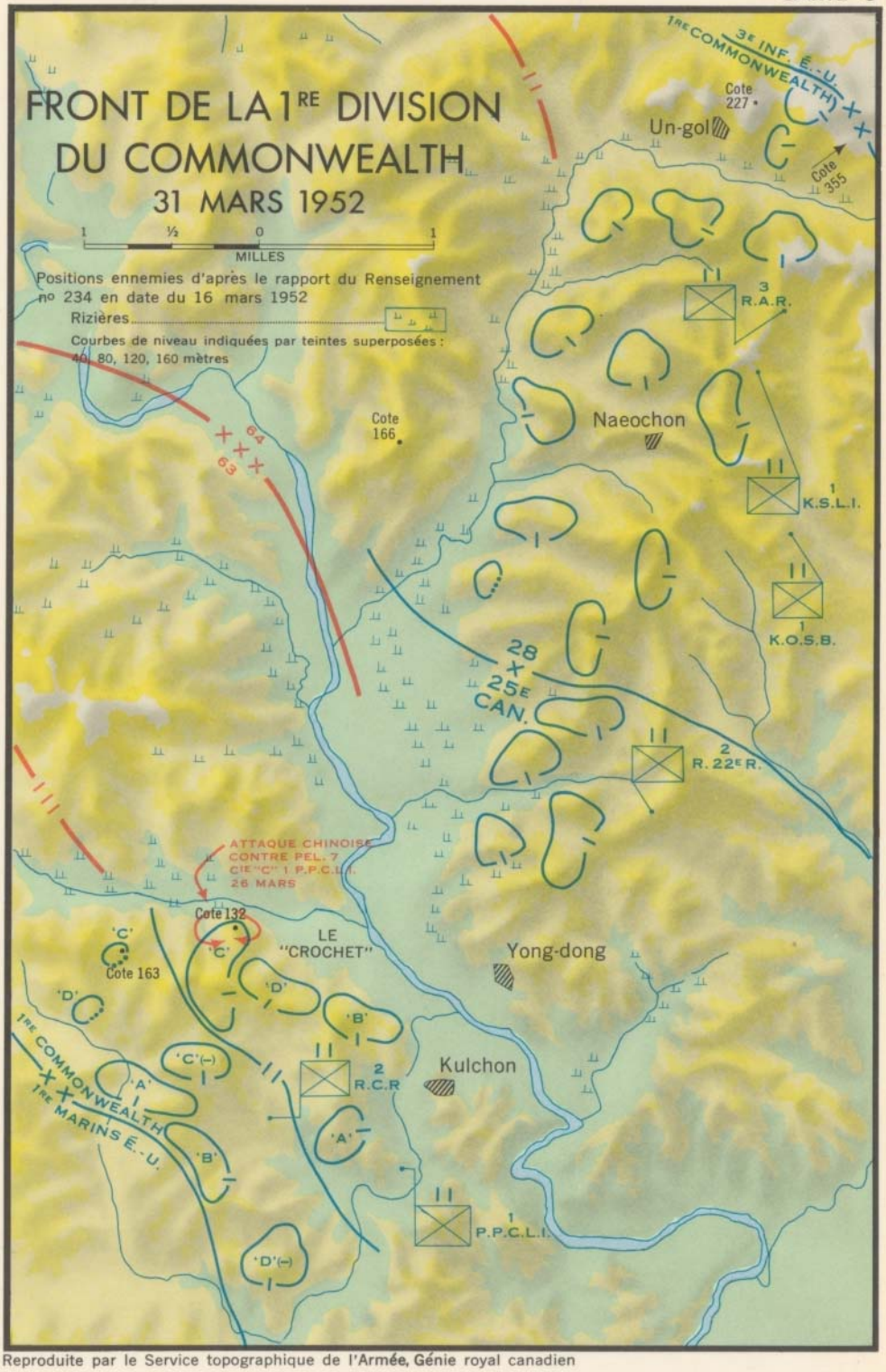
Un des deux *Auster* endommagés s'écrasa près de son aérodrome d'attache, tuant son occupant, un aviateur australien. Le pilote de l'autre avion, le cap. J. M. Liston (qui était attaché au 1er régiment de la *R.C.H.A.*) fut forcé de parachuter en territoire ennemi, où il fut fait prisonnier. Le successeur de Liston, le cap. P. J. A. Tees, dirigea en tout 453 coups, et se vit attribuer la *Distinguished Flying Cross,* – première décoration de cet ordre à être attribuée à un officier de l'Armée canadienne depuis la première guerre mondiale. Neuf récompenses américaines pour service dans l'aviation furent attribués à des officiers qui étaient temporairement détachés, de la Brigade canadienne, auprès de la *U.S. Fifth Air Force* en tant

*Au début du mois de juin 1954, alors que prit fin son affectation au service de transport outre-Pacifique, cette unité avait fait 600 voyages aller-retour, transportant au delà de 13,000 personnes et 7 millions de livres de matériel et de courrier, sans la moindre perte.[56]

qu'observateurs du tir d'artillerie.

L'appui aérien tactique pouvait être dirigé vers les zones-cibles par la radio air-air ou sol-air, et les objectifs pouvaient leur être indiqués soit par des avions *T-6* transportant des fusées, soit au moyen d'obus fumigènes dégageant une fumée colorée. La clef à une action rapide résidait dans un réseau souple et étendu de communications par t.s.f., afin que l'on pût donner des instructions au pilote durant son trajet vers la cible, pendant que l'artillerie préparait son tir fumigène. Au cours des opérations de mars-avril 1952, le major de brigade de Rockingham, le maj. D. H. George (officier du service des transmissions), conçut un système qui permettait d'exécuter toute cette manoeuvre en cinq minutes.[59]

On ne développa jamais le radar au point de permettre aux contrôleurs de l'activité aérienne avancée, établis au sol, de diriger le tir des avions sur des objectifs qu'ils ne pouvaient pas voir et il est très peu probable que, dans une guerre future, des contrôleurs aéroportés puissent planer au-dessus du front. «Alors que la guerre se terminait en Corée, écrit l'historien de l'Aviation américaine, les officiers de la *Fifth Air Force* étaient portés à croire que le contrôle d'appui immédiat, dans les guerres futures, devrait être mené au moyen d'un certain équipement électronique qui n'avait pas encore été mis au point[60].» La supériorité aérienne de l'O.N.U. obligea l'ennemi à étendre et à camoufler ses positions plus que nos propres troupes n'auraient jamais imaginé. Le brig. J.-V. Allard (qui commandait les troupes canadiennes au moment du cessez-le-feu) estimait que les choses «ne pourraient très probablement pas se passer ainsi dans un grand conflit». Dans un rapport qu'il rédigeait sur ce sujet, il faisait ressortir le fait que «nous n'avons pas appris à nous ravitailler en face de l'opposition aérienne de l'ennemi; notre camouflage était mauvais; l'expérience aérienne en matière de D.C.A. était nulle; nos ouvrages de campagne n'étaient pas aménagés pour résister aux bombardements; et, grâce aux vols de nos observateurs aériens qui ne se heurtaient à aucune résistance, notre artillerie parvint à dominer l'ennemi de façon extraordinaire et anormale[61].»



Reproduite par le Service topographique de l'Armée, Génie royal canadien

CHAPITRE XIV

LA GUERRE STATIQUE, I

Sur la Sami-Ch'on, du 1er au 19 avril 1952

EN CORÉE, dans l'intervalle, il ne se produisait aucun changement important dans la situation tactique. La ligne du front s'étendait loin au nord du 38e parallèle, sauf à son extrémité ouest où elle s'infléchissait au-dessous du parallèle dans le secteur du confluent des rivières Han et Imjin. A partir de ce point elle se prolongeait directement vers le nord-est, formait une boucle au nord de Ch'orwon et continuait vers l'est jusqu'à Kumhwa, localité qui formait le flanc ouest du saillant d'environ dix milles de largeur qui pénétrait presque jusqu'à Kumsong. A partir du flanc est de ce saillant la ligne remontait vers la côte est, au nord de Chodo'ri[1].

Les représentants des deux commandants militaires adverses se rencontraient à Panmunjom depuis près de neuf mois, en vue de négocier un armistice. Bien que les pourparlers n'eussent abouti à aucun arrangement et que l'espoir de la cessation prochaine des hostilités se fût quelque peu refroidi, aucune des déclarations publiques des deux camps opposés n'indiquait qu'un côté ou l'autre fût désireux d'abandonner les négociations en faveur d'une solution par la force des armes. En même temps, ni l'un ni l'autre des adversaires ne voulait céder sa part de terrain conquis. Les combattants des deux armées en Corée se voyaient donc devant la perspective d'une continuation indéfinie de la situation qui durait depuis la fin de novembre 1951.

Pendant l'hiver de 1951-1952, la tournure des futures opérations en Corée, du moins en ce qui concernait la 1re Division du Commonwealth, commença à se dessiner. Déjà les dispositifs de défense avaient pris la forme qu'ils garderaient pendant des mois. Il ne devait se produire aucun mouvement important, aucune grande concentration de forces en vue d'opérations majeures, aucune pénétration profonde du territoire ennemi, aucune «victoire, ni rien qui ressemblât à ce que les Canadiens avaient connu jusque-là. Mais le plus important, c'est que le règlement du conflit dépendait des négociateurs de Panmunjom plus que du courage et des exploits militaires des soldats. Il est impossible d'estimer exactement jusqu'à quel point cette conviction exerça son influence sur les esprits des commandants et des troupes en Corée. Il ne fait aucun doute, toutefois, qu'elle refréna toute tendance à courir des risques.

La relève des derniers bataillons d'infanterie et des autres unités com-

battantes de la 25e Brigade commença vers le milieu d'avril et suivit de près un changement effectué dans la ligne de front de la Division du Commonwealth. Pendant la première partie d'avril, deux bataillons de la division occupaient des positions avancées à l'ouest de la Sami-Ch'on, tandis que quatre autres bataillons restaient sur la ligne à l'est de la rivière. Le bataillon qui formait le flanc droit s'appuyait sur la cote 355 et la limite du secteur de la division formait une boucle au sud de cette hauteur dominante. Les 25e et 28e Brigades tenaient la ligne à la gauche et à la droite respectivement, tandis que la 29e Brigade constituait la réserve. Dans le secteur de la 25e Brigade, le 1er bataillon du *P.P.C.L.I.* et le 2e bataillon du R. 22e R. occupaient les positions avancées, et la vallée de la Sami-Ch'on séparait les *Patricias* qui étaient au centre, du R. 22e à droite. La 28e Brigade avait aussi trois bataillons sur la ligne avancée, le 1er *King's Shropshire Light Infantry* au centre, le 1er *King's Own Scottish Borderers* à gauche et le 3e *Royal Australian Regiment* à droite. Une compagnie de cette dernière unité occupait le col entre la cote 355 et la cote 227, c'est-à-dire la même position défendue par la compagnie «D» du R. 22e R. au cours du combat acharné de novembre 1951.[2]

La dernière partie de mars fut marquée d'un vif engagement avec l'ennemi. Par contraste, la première partie d'avril se déroula dans le calme, interrompu seulement par les sorties ordinaires des patrouilles. Dans la nuit du 5 au 6 avril, un détachement ennemi dont on ne put connaître la force et venant du sud attaqua la compagnie «A» des *Borderers* sous le couvert d'un violent tir d'artillerie. L'assaut réussit à pénétrer les barbelés du peloton avancé de gauche mais fut repoussé.[3] Trois nuits après, une patrouille composée d'un officier et de 13 soldats du R. 22e R. et placée en embuscade sur un sentier qui traversait la vallée de la rivière en face du bataillon, fut attaquée par un groupe ennemi d'environ 40 hommes. La patrouille fut encerclée mais réussit à se dégager au coût de quatre blessés. Elle ramena un prisonnier qui mourut subséquemment de ses blessures, et estima avoir infligé à l'ennemi la perte de 15 hommes au cours de l'engagement.[4]

On commença à constater un changement de température avec l'arrivée du printemps qui succéda à l'hiver de Corée. Les chutes de neige molle de mars, détrempées par des pluies abondantes, produisirent une mer de boue, les toits et les abris s'effondraient, l'eau envahissait les tentes des cuisines et les routes devenaient impraticables. Graduellement, les pluies diminuèrent ensuite pour être remplacées par des nuages de poussière étouffante.

L'opération «Westminster», du 15 au 19 avril 1952

Pendant la période du 15 au 19 avril, le secteur de la ligne «Jamestown» occupé par les troupes du Commonwealth subit deux modifications. La division céda le territoire à l'ouest de la Sami-Ch'on à la 1re Division de

fusiliers marins des États-Unis et releva la 3e Division d'infanterie américaine à la défense de la cote 355.[5]

On désigna sous le nom d'opération «Westminster» ce remaniement des lignes de la Division qui donna lieu à une série de manoeuvres compliquées. Le 15 avril, deux bataillons du 1er Régiment de fusiliers marins firent la relève du 2e bataillon du *R.C.R.* et du 1er bataillon du *P.P.C.L.I.* à l'ouest de la Sami-Ch'on. Les unités canadiennes occupèrent ensuite les secteurs à la droite du 2e bataillon du R. 22e R. dont le front ne permettait que le déploiement d'une seule compagnie. Le *R.C.R.* se plaça à la suite des Canadiens français et les *Patricias* occupèrent le secteur de bataillon sur le nouveau flanc droit de la brigade. La 29e Brigade d'infanterie britannique prit ensuite la relève du secteur de droite qui, comme nous l'avons vu, avait été prolongé vers le nord-est afin d'inclure le secteur de la cote 355.[6]

Une comparaison de la nouvelle situation de la brigade canadienne avec celle qu'elle occupait à la conclusion de l'opération «Commando» indique une certaine ressemblance. En octobre 1951, le front de la brigade avait été étendu de manière à inclure la cote 159. Le secteur de chaque bataillon dut être élargi en conséquence. Toutefois, le R. 22e R. et le *R.C.R.* occupaient à peu près la même étendue de terrain que cinq mois auparavant, et le secteur du 1er bataillon du *P.P.C.L.I.* était aussi approximativement égal à celui qu'il avait reçu du 2e. Ce retour périodique à des secteurs et territoires familiers devait marquer tous les déplacements de la division jusqu'à la fin des opérations en Corée.[7]

Lors de la conclusion de l'opération «Commando», le front de la division embrassait les cotes 217 et 317, et s'étendait vers le nord-est jusqu'à la rivière Imjin. A la fin de l'opération «Westminster», la ligne des points de défense avancés passait à proximité de la cote 355, les avant-postes des cotes 217 et 317 ayant été capturés par l'ennemi quelque temps auparavant. En outre, le front de la division ne se prolongeait que d'environ 2,000 yards au delà de la cote 355. La 29e Brigade occupait son secteur avec le 1er bataillon du *Royal Leicesters* sur la cote 159 et le 1er bataillon du *Welch* sur la cote 355. Les *Norfolks* se trouvaient derrière les *Welchs,* face au nord dans la vallée qui formait la ligne de démarcation entre les unités du Commonwealth et les unités américaines. Le reste de la ligne allant vers le nord-est jusqu'à la rivière Imjin était défendu par la 3e Division d'infanterie américaines.[8]

La 28e Brigade, qui avait été remplacée par la 29e, au cours de l'opération «Westminster», était maintenant en réserve sur la ligne «Wyoming». La rivière Imjin, dont la rive sud formait la ligne «Kansas», passait derrière. Le quartier général arrière de la division, les échelons et quelques détachements du génie étaient installés au sud de la rivière, mais le gros de la division se trouvait au nord de l'Imjin[9].

Quelques jours après la conclusion de l'opération «Westminster», le 2e bataillon du R. 22e R. et le 2e bataillon du *R.C.R.* (comme nous l'avons vu)

furent relevés par leurs 1ers bataillons fraîchement arrivés du Canada, tandis que le 1er régiment de la *R.C.H.A.* prenait la charge des postes d'artillerie de l'unité qu'il avait constituée 18 mois auparavant. L'ennemi n'intervint pas dans ces manoeuvres, et les nouvelles unités purent s'installer sans interruption sérieuse. Le 27 avril, le nouveau commandant de la Brigade, le brig. Bogert prit le commandement et le 28 un dîner d'adieu eut lieu en l'honneur du brig. Rockingham au mess des officiers du quartier général de la brigade. Une relation de cette célébration fait voir les agréments que les officiers avaient su se procurer en dépit des conditions primitives du pays:

> ... Les mets préparés et servis par notre Intendance venaient en grande partie du Japon; ils étaient des plus attrayants et appétissants. Des fleurs roses cueillies littéralement dans notre propre jardin donnaient à la lente une atmosphère accueillante qui suscita des éloges et causa la surprise de tous. Le buffet était même décoré d'un motif principal constitué par un aquarium en verre illuminé par une lumière électrique et dans lequel nageaient des poissons qui, s'ils n'étaient pas du plus beau rouge, étaient au moins d'une belle espèce de vairon.[10]

Par une coïncidence, on annonçait le même jour l'approbation royale d'une nouvelle décoration pour les forces du Commonwealth en activité de service, désignée sous le nom de Médaille de Corée.[11]

Après que les opérations de roulement eurent été terminées, la composition de la 25e Brigade devint entièrement différente, car les volontaires du Contingent spécial avaient été remplacés par les unités de parachutistes de l'Armée active de qui elles avaient reçu leur instruction en 1950. Le «poli» de l'armée professionnelle n'était pas facile à conserver dans ce pays, mais l'ingéniosité et la persévérance surmontèrent toutes les difficultés. La brigade était fière de son apparence immaculée, de ses uniformes bien repassés et de ses bottes brillantes. Une caricature de l'époque fait voir le commandant du 1er bataillon du *R.C.R.* montrant du doigt des barbelés rouillés et s'exclamant: «Je n'occuperai pas cette position avant que tout ait été poli.»

En mai et en juin, il se produisit plusieurs changements dans les unités voisines de la brigade canadienne. Le 1er bataillon du *Royal Australian Regiment* qui était arrivé en Corée en avril, termina son entraînement le 1er juin et fut attaché à la 28e Brigade dont il devint le quatrième bataillon. Le 27 juin, un officier australien, le brig. T. J. Daly, vint remplacer le brig. J. F. M. Macdonald au commandement de la 28e. Dans la 29e Brigade, les *Leicesters* furent relevés le 25 juin par les *Black Watch (Royal Highland Regiment).* Au quartier général de la division, le lt-col. Danby fut remplacé comme officier d'état-major par le lt-col. Wilson-Smith, qui plus tard fut lui-même relevé par le lt-col. J. R. Cameron, commandant des *Patricias.*[12] Un autre officier canadien fut ajouté à l'état-major de la division lorsque le col. G. L. M. Smith devint directeur adjoint des services médicaux.[13]

Opération «Buckingham»

Le travail de planification qui occupe constamment les quartiers généraux d'une division peut donner lieu au vieux cliché de l'iceberg dont la plus petite partie seulement est visible. La plupart des plans d'opérations ne sont jamais utilisés, pas plus qu'on n'a l'occasion d'appliquer les mesures de précaution à prendre en cas d'urgence. Dans le présent récit, on n'a fait qu'effleurer ce travail de planification bien qu'il constitue une partie importante et quelquefois la tâche principale de l'état-major d'une division.

L'opération «Buckingham», par exemple, était le nom de code d'une nouvelle occupation des lignes «Wyoming» et «Kansas» au cas où il eût fallu se retirer de la ligne «Jamestown»[14]. Le plan de cette opération, distribué le 23 avril 1952 par le quartier général de la brigade canadienne, remplaçait six versions précédentes, dont la première avait été distribuée le 21 septembre 1951, sous la désignation d'opération «Waterloo»[15]. En septembre 1951, la brigade venait d'occuper un secteur de la ligne «Wyoming» et l'opération «Waterloo» prévoyait un repli sur la ligne «Kansas». Une révision du plan «Waterloo», publiée le 16 octobre 1951, après l'occupation de la ligne «Jamestown», portait sur la réoccupation des lignes «Wyoming» et «Kansas». Une révision subséquente, en date du 2 décembre 1951, changeait la désignation de l'opération en celle de «Buckingham», tandis que la réoccupation de la ligne «Wyoming» devenait «Balmoral» et celle de la ligne «Kansas» prenait le nouveau nom de «Windsor». Ces désignations furent conservées dans les quatre versions suivantes. La dernière instruction, en date du 23 avril 1952, indiquait clairement que le repli envisagé suivrait un plan général auquel les divisions voisines devaient se conformer. La 28e Brigade, après avoir été relevée par la 25e dans la ligne «Wyoming», devait occuper des positions dans la région des deux ponts «Teal» et «Pintail» sur la rivière Imjin, pour assurer la défense de ces points importants contre toute infiltration de groupes ennemis. Les secteurs des bataillons dans chacune des lignes étaient décrits en détail avec les routes et les horaires à suivre. En outre, chaque bataillon avait la responsabilité de la préparation des plans détaillés de l'occupation de son secteur et de l'organisation de ses positions; ces tâches occupèrent la plus grande partie de leur temps.[16]

On se souvient que les troupes canadiennes étaient entrées en action en Corée vers la mi-février 1951. Au début d'octobre de la même année, elles avaient occupé la ligne «Jamestown» où elles demeurèrent jusqu'à juillet 1953. En d'autres termes, les Canadiens occupèrent des positions de défense pendant 22 des 30 mois que dura la guerre de Corée. Bien que cette tâche fût moins spectaculaire que les opérations du début, la garde des positions de défense comportait certains risques. Lorsque la division commença sa faction sur la ligne «Jamestown», les retranchements du secteur du centre n'offraient qu'une faible protection. D'autre part, ceux des flancs de gauche et de droite étaient beaucoup plus formidables, vu qu'on les avait construits pour résister au feu sans cesse croissant des mortiers et de l'artillerie ennemis. Les Canadiens jouèrent un rôle important dans la construction de ces

fortifications, et la description en sera faite dans le récit des opérations de décembre 1952 et de janvier 1953.

Patrouilles de mai et juin 1952

En mai et en juin, les unités de la Division du Commonwealth furent employées à des opérations de patrouille très actives, selon les directives du Q.G. du 1er Corps américain.[17] Mais avant d'entrer dans le détail de ces directives et de définir la participation de la division à leur exécution, il importe de décrire le terrain sur lequel la formation devait manoeuvrer.

Un affluent venant du nord-est se jette dans la rivière Sami-ch'on à quatre milles environ en amont du confluent de celle-ci avec la rivière Imjin. La vallée de la Sami-ch'on, très étroite en amont de l'embouchure de cet affluent s'élargit en aval jusqu'à 2,000 yards. D'autre part, l'affluent lui-même coule dans une vallée qui n'a guère plus de 500 yards de largeur. La topographie de la rive est de l'affluent et de la partie la plus large de la vallée de la Sami-ch'on comporte principalement une série de longues crêtes qui ont la forme de doigts pointant vers l'ouest dans la vallée. Sur la rive opposée, les hauteurs sont plus compactes, en ce sens qu'elles ont un moins grand nombre d'éperons venant de la vallée qu'elles bornent du côté ouest. Le secteur du 1er bataillon du R. 22e R. et une bonne moitié de celui du 1er bataillon du *R.C.R.* faisaient face à la partie la plus large de la vallée de la Sami-ch'on, tandis que le reste des positions du *R.C.R.* et le secteur tout entier du 1er bataillon des *Patricias* faisaient face à la vallée de l'affluent. Ces deux dernières unités se trouvaient donc à être les plus rapprochées des hauteurs occupées par l'ennemi en face de leurs secteurs, mais le contact n'était immédiat à aucun point du secteur canadien.

À la droite de la ligne de démarcation de la 25e Brigade, s'étendait de l'est à l'ouest une crête de hauteurs élevées qui aboutissait à la cote 159 à son extrémité ouest. L'affluent de la Sami-ch'on longeait l'extrémité ouest et s'infléchissait ensuite vers l'est, entourant ainsi la chaîne de deux côtés. Une petite vallée au sud de la crête la séparait des hauteurs occupées par les Canadiens. Immédiatement au nord-est s'élevait le piton rocheux de la cote 355 dont la région arrière n'était qu'un fouillis de collines éparses. La ligne des positions de défense avancées passait près des contreforts inférieurs de cette colline, à l'est de la cote 227 que l'ennemi occupait de façon intermittente comme base d'attaques contre les défenses de la cote 355.

À partir du 18 mai, chaque bataillon avancé de la division avait ordre d'envoyer une fois par semaine une forte patrouille faire la reconnaissance des positions ennemies.[18] Le quartier général de la division avait donné cet ordre en conformité des directives du Q.G. du 1er Corps américain qui voulait que l'on prît au moins un prisonnier à l'ennemi tous les trois jours. Cette tâche se révéla si difficile et coûteuse qu'elle suscita une discussion

avec l'état-major du Corps. A ce sujet, le maj.-gén. Cassels fit le rapport suivant:

> En général, la situation est demeurée statique et n'a été marquée que par l'activité des patrouilles des deux côtés et quelques raids occasionnels. Depuis quelque temps, notre domination de la zone neutre est tellement complète que l'ennemi ne s'y hasarde presque plus. D'une façon, cela a tourné à notre désavantage car il est devenu très difficile de faire des prisonniers. Nous essayons bien d'encourager l'ennemi à tenter quelques sorties mais jusqu'à présent il n'a pas bougé.
>
> Au cours du dernier mois, on nous avait ordonné de ramener un prisonnier tous les trois jours et on nous avait autorisés à employer tout un bataillon s'il le fallait pour obtenir ce résultat. En réalité, nous avons lancé toute une série de raids de compagnie au cours desquels un certain nombre d'ennemis ont été tués mais sans qu'on puisse en capturer un seul. Vu que ces raids doivent être poussés très loin pour atteindre l'ennemi qui reste à l'abri de ses positions de défense principales, il nous ont coûté relativement très cher. En conséquence, j'ai ordonné de les cesser et nous essayons de trouver un autre moyen. Dans l'intervalle, le Corps ne cesse de me harceler et d'exiger la capture d'un prisonnier tous les trois jours, apparemment sans s'inquiéter de ce que cela peut coûter. Vu que nous savons très bien quelles sont les divisions ennemies qui nous font face, je ne saisis pas le motif de cette exigence et j'ai demandé si l'on a quelque raison spéciale. J'ai expliqué clairement que je ferais tout en mon pouvoir pour capturer le plus grand nombre possible de prisonniers, mais je trouve que les raids de compagnie ou de bataillon ne sont pas une méthode profitable d'atteindre ce résultat, à moins que le besoin soit véritablement plus grand que je ne l'imagine. Pour le moment, on a accepté ma manière de voir, mais je ne sais pas si cela va durer. Personnellement, je pense que cet ordre a pour but de tenir les divisions de l'armée américaine «en éveil, quel que puisse en être le coût. Une de ces divisions, au moins, a subi de ce chef des pertes considérables, s'élevant à 2,000 ou 3,000. Le commandant de la 1re Division de fusiliers marins des États-Unis, déployée à ma gauche, est venu me rendre visite le 29 juin et a soulevé le même point. Il partage entièrement mes vues à ce sujet.[19]

Les raids dont parlait le maj.-gén. Cassels furent trop nombreux pour qu'il soit possible de les décrire en détail. Toutefois, la tactique employée et la nature des engagements variaient si peu qu'il est possible d'en faire une description générale. Les raids étaient effectués par des groupes variant de 30 hommes jusqu'à l'effectif complet d'une compagnie, appuyés par le feu de l'artillerie et des chars.

Dans le secteur canadien, les patrouilles sortaient par des couloirs ouverts dans les barbelés et les champs de mines, et traversaient le fond de la vallée pour atteindre les hauteurs d'en face; celles de la 29e Brigade devaient progresser par des routes plus tortueuses à cause de la nature accidentée du terrain sur son front. On établissait des «bases solides» aussi près que possible de l'objectif visé, en des endroits favorables à la défense de tous les côtés, et les raids étaient dirigés à partir de ces bases.

En atteignant l'objectif qui leur avait été désigné, les patrouilles se trouvaient généralement en présence de tranchées démolies par notre artillerie. A partir de ce moment, elles devenaient la cible d'un feu violent de l'infanterie et des mortiers ennemis qui leur infligeait des pertes et limitait leurs mouvements. En outre, les tranchées de l'ennemi étaient fréquemment

reliées par des tunnels par lesquels les défenseurs pouvaient évacuer les postes menacés ou retourner dans ceux que la patrouille avait déjà nettoyés et dépassés dans son avance. Dans de telles conditions, il était possible d'infliger des pertes à l'ennemi, mais très difficile de capturer un prisonnier vivant. Les résultats de plusieurs raids effectués au cours du mois de mai ne furent guère encourageants. On fit un prisonnier dans la nuit du 6 au 7 mai, et deux déserteurs vinrent se livrer les matins du 9 et du 16 mai respectivement.

Le *R.C.R.* fut l'unité de la brigade qui exécuta le plus grand nombre de raids. Ce bataillon était concentré en grande partie sur deux hauteurs, les cotes 113 et 75, qui traversaient la vallée de l'affluent de la Sami-ch'on, tandis que la cote 166 se trouvait immédiatement à l'arrière. Trois de sept patrouilles qui firent des raids au cours du mois de mai 20 subirent des pertes*. Les plus graves eurent lieu dans la nuit du 22 au 23 mai, alors qu'une patrouille compta cinq blessés et un disparu, probablement tué. Le R. 22e R. fit deux reconnaissances des positions ennemies de l'autre côté de la vallée de la Sami-ch'on[21]. La première avait pour objectif la cote 61; elle fut effectuée dans la nuit du 26 au 27 mai par une patrouille de 40 hommes de tous grades. Elle trouva son objectif abandonné mais tomba dans une embuscade sur la voie du retour, et deux de ses hommes furent blessés.

Les *Patricias* effectuèrent deux raids sur des objectifs situés du côté opposé de la vallée de l'affluent de la Sami-ch'on[22]. Le premier, dirigé par le lt D. A. Middleton, eut lieu dans la nuit du 20 au 21 mai et avait pour mission de balayer l'extrémité est de l'éperon de l'est de la cote 156. Le groupe d'assaut pénétra jusqu'à cinquante yards de la position ennemie sur laquelle elle ouvrit le feu de toutes ses armes. La riposte de l'ennemi fut immédiate et il en résulta cinq blessés dont le lt Middleton lui-même. Malgré sa blessure, celui-ci persista dans ses efforts pour en arriver à un corps à corps avec l'ennemi, mais l'explosion d'une grenade lui fractura la jambe droite en deux endroits. Le caporal J. G. Dunbar, commandant en second de la patrouille, organisa la retraite et réussit à évacuer tous les blessés, transportant lui-même son officier. Pour son acte de bravoure, le lt Middleton fut décoré de la Croix militaire, et le caporal Dunbar reçut la Médaille militaire. La deuxième patrouille exécuta sa sortie dans la nuit du 29 au 30 mai, mais s'étant égarée dans la zone neutre, dut revenir sans avoir pris contact avec l'ennemi.

Outre les raids dirigés sur les positions ennemies au delà de la zone neutre, les Canadiens exécutèrent aussi certaines opérations d'embuscade. On exécuta un plus grand nombre de ces opérations en juin qu'en mai, mais elles n'eurent qu'un faible succès, pour ce qui est de la capture de prison-

---

*A l'occasion de l'une de ces patrouilles, le caporal D.G. Lemoine, qui commandait la base, couvrit la retraite du groupe d'assaut avec une habileté hors de pair et ramena l'un des blessés. On lui décerna la Médaille militaire (M.M.).

niers. D'autre part, au moins une de ces patrouilles tomba elle-même dans une embuscade de l'ennemi.[23] En juin, ce genre de patrouille prit une plus grande importance qu'en mai; mais, malgré leur grand nombre, leur succès fut limité.

Le journal de marche du R. 22e R. rapporte qu'un certain nombre de patrouilles de combat avaient pour but d'établir le contact avec l'ennemi et de lui livrer bataille si la chose était possible.[24] Ces patrouilles devaient parcourir la zone neutre et rechercher une rencontre. Dans la plupart des cas, elles ne purent prendre contact avec l'ennemi, mais dans la nuit du 6 au 7 mai, l'une d'elles tomba dans une embuscade près de la rive est de la Sami-ch'on et enregistra un tué, un blessé et deux disparus, présumés morts. L'excellent travail du soldat J.-G. Guay en cette occasion lui valut une citation et la Médaille militaire.

Le 3 juin, le brig. Bogert permit aux unités de discontinuer les patrouilles de combat tout en continuant les patrouilles de reconnaissance et d'embuscade. Cette directive semble découler directement de l'ordre du maj.-gén. Cassels visant la cessation des raids. Mais la nouvelle méthode ne fut pas plus heureuse que la précédente et n'apporta pas la diminution des pertes qu'on avait prévue.

La liste des patrouilles d'embuscade préparée par Bogert pour la période du 12 au 30 juin, indique qu'elles se composaient de 12 ou 13 hommes. Elles avaient le même armement que les patrouilles de combat et leur commandant pouvait compter sur un appui d'artillerie considérable. Cette liste énumère 25 patrouilles, dont quatre pénétrèrent en territoire ennemi de l'autre côté de l'affluent de la Sami-ch'on. Les objectifs préférés étaient les confluents des cours d'eau, les passages d'eau, les sentiers et les longs éperons qui s'étendaient dans la vallée de la Sami-ch'on.

A la fin de juin, pour une raison qui est restée inexpliquée, on revint à la méthode des raids et chacun des bataillons de la brigade en dirigea un sur une position ennemie du côté ouest de la vallée. Dans la nuit du 20 au 21, juin, un groupe de 35 hommes des *Patricias* fit un raid sur la cote 133 et enregistra six tués et 18 blessés, sans avoir fait un seul prisonnier. La nuit suivante, le *R.C.R.* enregistra un tué et 22 blessés au cours d'un raid de la compagnie «C» (maj. D. E. Holmes) dirigé sur la cote 113. On ne fit encore aucun prisonnier. Dans chaque cas, des charges puissantes d'explosifs enfouis dans les sentiers et actionnées électriquement ou mécaniquement éclatèrent au passage des patrouilles. Dans la nuit du 23 au 24 juin, le R. 22e R. enregistra un tué, cinq blessés et deux disparus dans une reconnaissance semblable de l'éperon s'étendant au nord-est de la cote 169. Sur le moment, on crut que les deux soldats manquants avaient été tués, mais l'un d'eux, le caporal suppléant P. Dugal survécut et fut libéré avec les prisonniers malades ou blessés échangés lors de l'opération «Little Switch», en avril 1953 (voir plus loin, page 275). Pour la première fois, au cours de cette patrouille, les hommes du R. 22e R. portaient des gilets «blindés». Ces gilets,

qui couvraient la partie supérieure du corps, étaient fabriqués de tissus assez épais et résistants pour arrêter dans une certaine mesure les fragments d'obus de canon ou de mortier.[25]

En plus des raids et des embuscades, la division organisa bon nombre d'autres patrouilles. Parmi celles-ci, les patrouilles «stationnaires» furent les plus communes. Chacune de celles-ci se composait de trois à cinq soldats placés à proximité du périmètre des postes de défense avancés afin de surveiller les mouvements de l'ennemi dans la région.

On pourrait croire qu'un nombre considérable de patrouilles de reconnaissance ou de surveillance eussent été exécutées en application de ce système de raids, afin de recueillir les renseignements nécessaires sur les dispositifs ennemis, mais les rapports quotidiens de la division ne mentionnent que deux ou trois patrouilles de reconnaissance, tandis qu'une patrouille de surveillance dirigée par le 1er bataillon du *Welch* figure au rapport de la période du 10 au 13 juin. Les horaires des tâches de la 25e Brigade pour la dernière partie de juin ne mentionnent aucune patrouille de reconnaissance, bien que certaines des autres patrouilles aient pu être chargées de pareille mission. Cette absence de renseignements détaillés sur les mouvements quotidiens de l'ennemi (généralement notés par les patrouilles de reconnaissance et de surveillance) dut gêner la planification des tâches des patrouilles de combat et surtout des patrouilles d'embuscade.

Les Canadiens avaient inventé un autre genre de patrouille qu'ils appelaient «patrouille de frousse». De dix à quinze hommes se glissaient tout près des positions ennemies sur lesquelles ils ouvraient le feu. Le but de cette opération, comme le mot «frousse» l'indique, était de tenir l'ennemi sur les dents. Ces patrouilles devaient aussi recueillir des renseignements sur l'emplacement des armes de l'ennemi et servir d'appât pour attirer des détachements ennemis dans des embuscades.

Une patrouille de combat, le 31 mai 1952

La description de la randonnée d'une patrouille de combat exécutée par le *R.C.R.* dans la région de la cote 113 dans la nuit du 31 mai au 1er juin donnera une idée plus précise de la nature de ces raids.[26] Cette patrouille, qualifiée dans l'un des rapports périodiques du maj.-gén. Cassels de «raids audacieux sur une forte position ennemie[27]», se composait de 22 hommes sous le commandement du lt A. A. S. Peterson. Bien qu'on n'ait pu ramener aucun prisonnier, le lt Peterson fit preuve d'une telle bravoure au cours de cette mission qu'il fut décoré de la Croix militaire, tandis que le caporal A. I. Stinson recevait pour sa part la Médaille militaire.

Dès que l'aviation eut bombardé l'objectif, au crépuscule, la patrouille pénétra dans la zone neutre par la «barrière sud», une brèche pratiquée à travers les barbelés et les champs de mines. En neuf minutes, elle traversa

les 1,000 yards de la vallée à parcourir pour arriver au cours d'eau qu'elle atteignit à 8 h. 34 du soir. La cote 113 était située à 500 yards au nord-ouest du gué de passage. Un amas de ruines s'étendait à la base de la hauteur au pied d'une pente sillonnée de tranchées. Après avoir atteint les bâtiments en ruines, le lt Peterson ordonna un feu concentré d'artillerie sur son objectif et monta avec ses hommes à l'assaut de la première ligne de tranchées qu'ils trouvèrent abandonnée et en mauvais état. Après avoir installé dans cette position une base solide de six ou sept hommes appuyés d'un mortier de 2 pouces et commandés par le sgt H. J. D. Short, la patrouille s'élança sur son objectif ultime*. En même temps, on substituait au feu concentré de l'artillerie un tir de salve des chars qui, étant d'une plus grande précision que celui de l'artillerie, pouvait continuer jusqu'à ce que la vague d'assaut fût rendue très près de son objectif**

Sous le couvert du feu des chars, la patrouille gravit un couloir qui la séparait de la ligne suivante de tranchées qu'elle trouva également abandonnée. Le caporal Stinson et six hommes furent laissés en arrière pour faire le nettoyage des casemates, et le reste de la patrouille dirigé par le lt Peterson monta à l'assaut de la crête. Les défenses y étaient mieux organisées. Une tranchée courait le long de la crête, garnie de chaque côté d'un double rang d'abris de tirailleurs dont chaque paire était reliée par un tunnel passant sous la tranchée principale. Ce guêpier réagit violemment dès qu'on eut levé le feu de soutien de la patrouille, et le lt Peterson comprit qu'il lui fallait se replier immédiatement s'il voulait éviter que son groupe se trouve engagé dans un corps à corps avec des forces supérieures, à un mille de ses plus proches renforts.

Dans l'intervalle, la section du caporal Stinson avait capturé un prisonnier dans une casemate ouvrant au fond de la tranchée de communication sur la gauche. Peu après, l'ennemi ayant commencé à serrer son groupe de près, Stinson entreprit de se replier sur la base solide en emportant quatre de ses hommes blessés. Le prisonnier ayant tenté de s'enfuir dès le début de la retraite, on dut l'abattre. Toutefois, Stinson l'avait fouillé auparavant et rapporta des papiers qui permirent d'identifier l'unité de ce Chinois, « ... un bataillon du 584e régiment de la 195e division».

Le groupe de Peterson avait d'abord tenté de se retirer vers l'endroit où l'on avait laissé Stinson, mais les ennemis étaient déjà en si grand nom-

---

*Le mortier de 2 pouces, arme de la seconde guerre mondiale qui ne faisait plus partie de l'armement des Canadiens, avait été «chipé» à une unité britannique à cause de sa légèreté et de la simplicité de son maniement.[28]

**Les canons des chars, ayant une trajectoire horizontale, plaçaient leurs obus à quelques pieds de la cible désignée sur les pentes abruptes de l'autre côte de la vallée. Au contraire, le feu de l'artillerie se dispersait davantage sur les pentes. Pour cette raison, on concentrait ordinairement le feu de l'artillerie sur les pentes pendant que la patrouille traversait la vallée. Lorsqu'elle commençait l'escalade des collines de l'autre côté, les canons des chars entraient en action. Un officier du détachement des chars, jouant le même rôle qu'un observateur de l'artillerie, dirigeait leur tir.

bre dans ce secteur qu'il fallut renoncer à cette route et entreprendre la descente directe de la pente jusqu'à la base solide. Après avoir atteint cette position et s'être réorganisé sous le couvert d'un feu violent de l'artillerie et aussi après avoir épuisé les munitions du mortier de 2 pouces sur les Chinois qui la poursuivaient, la patrouille rejoignit le bataillon par une autre route plus au nord. Des pertes avaient été infligées à l'ennemi au prix de quatre blessés seulement. Ce minimum de pertes résultait de l'excellente exécution de la retraite et de la ferme discipline maintenue pendant toute l'opération; toutefois, la patrouille n'avait pas atteint son objectif qui était de ramener un prisonnier.

Opération «Jehu», 17 juin 1952

Le 17 juin, le détachement blindé fit une brève, sinon heureuse, tentative, en vue de seconder l'exécution du programme de raids de la division. Les chars du 5e *Royal Inniskilling Dragoon Guards* entreprirent une incursion sur les positions ennemies du côté opposé de la vallée, faisant face au flanc droit du 1er bataillon du *P.P.C.L.I.* Antérieurement à cette opération, les unités blindées du Commonwealth n'avaient joué aucun rôle offensif depuis le déploiement de la division sur la ligne «Jamestown». Les chars n'étaient pas cependant restés inutilisés, car en plus de leur appui important au cours de l'opération «Buckingham», ils étaient réservés au soutien de l'infanterie dans les plans de contre-offensive*.[29] Les chars ne s'aventuraient que très rarement dans la zone neutre, et l'on ne saurait prétendre que l'opération «Jehu», nom donné au raid des *Inniskillings,* ait donné des résultats suffisants pour justifier leur sortie des positions avancées de défense.

Le plan de l'opération comportait une sortie du quartier général de l'escadron et de deux troupes de l'escadron «C» des *Inniskillings* avec un effectif de huit chars, le départ étant fixé à 5 h. du matin le 17 juin. Ce détachement devait progresser vers l'ouest en longeant un rentrant jusqu'à ce qu'il débouchât dans la vallée en face des positions du *P.P.C.L.I.* et ensuite obliquer vers le nord-ouest dans la direction de son objectif.[30] Les chars avancèrent selon le plan prévu, ne rencontrant qu'une faible opposition de l'artillerie ennemie, mais la route se révéla impraticable et l'ordre de repli fut donné alors que les chars de tête n'étaient plus qu'à 600 yards de l'objectif. Pendant la retraite, cinq chars s'enlisèrent, dont quatre purent être

---

*On relève un exemple de l'emploi des chars à l'appui des patrouilles d'infanterie dans la citation accompagnant la Médaille militaire décernée au soldat R.C. Stevenson, de l'escadron «B» des *Strathconas.* Le 1er octobre, une patrouille du *R.C.R.*, avançant dans le secteur du poste avancé «Vancouver», fut prise sous un feu violent de mitrailleuses. En même temps, l'ennemi concentrait le feu de ses mortiers sur le char de Stevenson. Sans souci du danger, le brave soldat sortit de la tourelle sur la plate-forme arrière du char d'où il dirigea un feu nourri de la mitrailleuse lourde installée sur le toit de la tourelle et réussit à faire taire la mitrailleuse ennemie.

récupérés en moins de 36 heures. Le cinquième s'était enfoncé de quatre pieds au cours d'une seule nuit et ne put être dégagé que quatorze jours après le raid.[31]

Les troubles de Koje-Do

Le 7 mai 1952, il se produisit sur l'île Koje un incident qui eut des répercussions mondiales. Selon l'expression même du nouveau commandant suprême, le gén. Mark W. Clark, ce fut «le plus grand fiasco de toute la guerre[32]».

Koje est une île rocheuse et inhospitalière au large de la côte sud de la Corée, près de Pusan. Elle avait été convertie en un camp de prisonniers de guerre après que l'entrée des Chinois dans la guerre eut transformé en un problème embarrassant la garde de 100,000 Nord-Coréens capturés au cours de l'avance sur le Yalou. A la fin de 1951, il y avait au delà de 130,000 Coréens et 20,000 Chinois dans l'île, répartis dans des enclos d'une grandeur ridicule, contenant chacun plus de 5,000 prisonniers, sous la garde d'un détachement mixte d'infanterie américaine et de police militaire de la République de Corée.[33] A la fin de 1951, les Américains avaient réussi à identifier 38,000 des prisonniers comme étant des Coréens du Sud et les avaient libérés à titre de civils, mais par la suite des meneurs commencèrent à poindre parmi les prisonniers et à organiser la résistance aux autorités. Bientôt les émeutes devinrent plus fréquentes et à mesure que les Nations Unies perdaient leur autorité sur ces milliers de prisonniers, les organisateurs communistes constituaient des tribunaux irréguliers chargés de punir les prisonniers qui tentaient d'obtenir leur libération par le moyen des opérations de triage. Il y a de fortes preuves que ces soulèvements furent organisés et dirigés de la Corée du Nord, car on découvrit par la suite des postes de radio et un système organisé de transmission des messages. On voulait sans doute contre-carrer l'effet de propagande de la victoire qui se dessinait à Panmunjom, où les pourparlers de l'armistice en étaient au stade de la discussion du rapatriement des prisonniers. L'amiral Joy rapporta que plusieurs milliers de soldats communistes prisonniers se proposaient de résister au rapatriement.[34]

Le 18 février 1952, des actes de violence éclatèrent dans l'un des enclos de Koje où un bataillon d'infanterie américaine était entré afin de maintenir l'ordre pendant les opérations de triage. Les prisonniers dirigés par des agitateurs attaquèrent les soldats avec des armes de fortune et réussirent à en tuer un et à en blesser 38 autres. Les troupes ouvrirent le feu pour rétablir l'ordre, et plus de 200 prisonniers furent tués ou blessés. Il en résulta une recrudescence de démonstrations de défi et finalement les prisonniers restèrent maîtres de leurs enclos encerclés de troupes américaines et coréennes qui avaient ordre de ne pas recourir à la force, sous un com-

mandement divisé et contradictoire.[35]

La crise atteignit son apogée le 7 mai, ce qui coïncida avec l'arrivée du gén. Clark sur le théâtre des hostilités. Les prisonniers réussirent à s'emparer de la personne du commandant du camp, le brig.-gén. F. T. Dodd, qui était venu discuter avec eux à l'entrée de leur enclos. L'une des dernières décisions de Ridgway fut de relever Dodd de son commandement et de lui désigner un successeur auquel les prisonniers présentèrent aussitôt une série de demandes. Celles-ci se résumaient à des accusations de brutalité et de coercition dirigées contre les Américains et n'étaient que des moyens de propagande destinés renforcer les arguments des négociateurs communistes de Panmunjom. Toutefois, le nouveau commandant, le brig.-gén. C. F. Colson, dut y accéder pour obtenir la délivrance du gén. Dodd.[36] Plus tard, le gén. Clark répudia cette décision, comme ayant été prise sous l'effet des menaces, mais le mal était fait et les services de nouvelles du monde entier bourdonnaient des accusations et contre-accusations qu'on se lançait à Panmunjom, aux Nations Unies et dans les journaux de tous les pays.

Le nouveau commandant en chef prit immédiatement des mesures énergiques pour enrayer cette démoralisation. Dodd et son remplaçant furent tous deux renvoyés de l'île et un habile commandant du front, le brig.-gén. H. L. Boatner, prit la direction des affaires à Koje-do. C'est à ce moment que le Canada entra en scène. Le 22 mai, à 3 h. 20 de l'après-midi, le chef d'état-major général recevait un message opérationnel urgent du brig. Bogert. Le nouveau commandant de la 25e Brigade rapportait que «sur l'ordre de la Division du Commonwealth et du commandement des Nations Unies» il devait envoyer la compagnie «B» du 1er bataillon du *R.C.R.* dans l'île de Koje. Une compagnie britannique l'accompagnerait et le départ était fixé au lendemain.[37] Le lt-gén. Simonds mit immédiatement le président des chefs d'état-major au courant de cet événement imprévu, et le gén. Foulkes, à son tour, prévint aussitôt M. Claxton. Plusieurs aspects de cette affaire rendaient la nouvelle désagréable au gouvernement canadien. En premier lieu, le Canada n'avait pas été consulté, et bien que l'ordre donné fût parfaitement légal au point de vue militaire, d'après le gén. Foulkes, il n'en avait pas moins une signification politique. Les troubles de l'île Koje et l'effusion de sang avaient été l'objet de commentaires divers dans la presse canadienne. M. St-Laurent pensait que l'emploi des Canadiens à la garde des prisonniers aurait un effet défavorable sur l'opinion publique.[38] On demanda à l'ambassadeur du Canada à Washington d'intervenir auprès du secrétaire d'État des États-Unis pour obtenir l'annulation de cet ordre.[39]

D'autre part, le lt-gén. Simonds se demandait pour quelle raison son représentant à Tokyo ne l'avait pas prévenu de la décision d'employer les troupes du Commonwealth dans l'île Koje. Dans un message prioritaire adressé au brig. A. B. Connelly, il demanda une explication.[40] La réponse de Connelly soulevait des points intéressants:

> J'ai pris connaissance pour la première fois le 22 mai de la décision d'envoyer à Koje-do d'autres troupes que celles des États-Unis, quand l'officier de liaison des Nations Unies* me demanda si je voyais quelque objection à ce projet. Je répondis que je soumettrais la question à Ottawa mais on me dit que le commandant en chef des Nations Unies espérait qu'il ne serait pas nécessaire de consulter les gouvernements pour le moment.

Rien n'eût pu éveiller les soupçons du gouvernement à un plus haut point qu'une telle déclaration. Connolly ajoutait que le lt-gén. W. Bridgeford, en sa qualité de commandant en chef, avait apparemment pris la décision la veille sans l'en informer. Avant que ce message fût reçu à Ottawa et alors que l'incident faisait déjà l'objet d'une grande publicité, d'autres télégrammes du maj.-gén. Cassels et du brig. Connolly jetèrent un peu de lumière sur l'incident. Cassels disait qu'il avait reçu de Bridgeford une communication équivalent à un ordre d'obtempérer à toute demande d'aide de la Huitième armée dans l'île Koje, tandis que Connolly établissait clairement le motif de cette demande. Il citait le passage suivant d'une dépêche que Bridgeford avait envoyée au *War Office,* à Londres: «Le gén. Clark a décidé que les gardes du camp de prisonniers de Koje-do devraient être fournis par les Nations Unies plutôt que par les forces américaines seules.» Vu la publicité défavorable qui s'était faite au sujet de ce camp, il était naturel que le gén. Clark prît une telle décision, mais la détermination du gouvernement canadien de suivre les directives des Nations Unies plutôt que celles des États-Unis, ne comportait pas l'acceptation d'une partie de la responsabilité de l'administration relâchée et malhabile des camps de prisonniers de guerre.

Dans un télégramme adressé au chef d'état-major général impérial, le lt-gén. Simonds mentionnait une autre raison hostile à cette décision.

> Je suis d'avis que Cassels et Bogert ont agi correctement ... mais je ne puis admettre que Bridgeford et Connolly aient accepté une décision qui avait une portée politique avant d'avoir prévenu et consulté les gouvernements intéressés du Commonwealth. Une telle démarche est clairement stipulée dans les directives données à Bridgeford et la situation n'a pas suffisamment d'urgence pour qu'il soit nécessaire d'éviter le retard qu'aurait occasionné une telle consultation.[41]

Le lt-gén. Simonds demandait au chef d'état-major impérial d'exprimer son opinion à cet égard, ce qui fut fait dans un télégramme reçu le 4 juin du Bureau de liaison canadien. Les autorités militaires britanniques ne voyaient pas cet incident d'un aussi mauvais oeil que les Canadiens, et tout en admettant que le lt-gén. Bridgeford eût été plus «sage» de demander au commandement des Nations Unies de lui donner le temps de consulter les gouvernements intéressés, elles ne voyaient rien à reprocher à Bridgeford et étaient désireuses de ne rien faire qui fût de nature à nuire à l'efficacité du commandement du Commonwealth. Par l'entremise de son

---

*Le colonel E. E. Farnsworth, de l'armée américaine, qui servait de trait d'union entre les officiers de liaison des diverses nations à Tokyo et le commandement de l'O.N.U.

adjoint, le chef d'état-major impérial suggérait qu'en vue d'éviter la répétition d'un incident semblable, il y aurait lieu d'ajouter un paragraphe aux instructions du commandant en chef, l'obligeant à consulter les gouvernements par l'intermédiaire de leurs chefs d'état-major sur toute utilisation des troupes du Commonwealth, de nature à entraîner des répercussions politiques. En d'autres termes, le chef d'état-major impérial ne voulait pas pousser plus loin l'incident de Koje.

Mais le lt-gén. Simonds et le gouvernement canadien ne l'entendaient pas ainsi. Il ressort clairement des diverses instructions émanant du ministère des Affaires extérieures que les autorités gouvernementales étaient fort mécontentes de la façon dont on avait procédé. Le chef d'état-major partit pour la conférence annuelle du chef d'état-major impérial en Angleterre, convaincu «que la décision d'employer les troupes du Commonwealth à la garde des prisonniers de l'île de Koje avait été dictée par des raisons d'ordre politique[42]». Le problème était d'autant plus compliqué que le Canada ne pouvait blâmer ouvertement les autorités américaines sans envenimer la querelle qui faisait déjà rage au sujet de l'île de Koje et sans nuire par le fait même à la cause des Nations Unies. Mais, comme on jugeait nécessaire de faire quelque protestation pour calmer l'opinion publique au Canada, on souleva un autre point moins épineux, celui du vieux principe du maintien de l'unité des forces canadiennes. Dans un discours qu'il prononça à la Chambre des communes le 26 mai, M. Pearson donna lecture du texte d'une note adressée au Département d'État à Washington:

> Le Gouvernement du Canada reconnaît qu'il importe de rétablir et de conserver une autorité réelle sur les prisonniers de guerre communistes capturés au cours des opérations de Corée. Il reconnaît également que la garde des prisonniers de guerre relève des autorités militaires et doit être faite conformément aux exigences militaires.
>
> Cependant, le Gouvernement du Canada a depuis longtemps établi en principe que les forces canadiennes envoyées à l'étranger pour des opérations militaires doivent rester sous l'autorité et sous le commandement du Canada et que, sauf lorsque des consultations ne peuvent avoir lieu faute de temps, à cause de circonstances pressantes, aucune partie de ces forces ne peut être détachée du reste, avant qu'on ait d'abord consulté le Gouvernement du Canada et obtenu son acceptation.
>
> Le Gouvernement du Canada a donc appris avec inquiétude l'envoi d'une compagnie de la brigade d'infanterie à l'île Koje avant qu'il ait été consulté sur ce point et il espère qu'il sera possible de réintégrer cette compagnie aussitôt que possible dans la brigade canadienne. D'ici là, les troupes canadiennes intéressées exécuteront évidemment avec loyauté les ordres du commandement unifié quant à leur participation à la garde des prisonniers de guerre sur l'île Koje. Le Gouvernement du Canada voudrait également qu'on lui donnât de nouveau l'assurance que, si plus tard on se propose de détacher des forces canadiennes du commandement et de l'autorité canadienne pour des raisons militaires ou à d'autres fins, on n'agira qu'après avoir consulté le Gouvernement du Canada et après avoir obtenu son consentement sauf en cas d'urgence militaire quand on n'aura pas eu le temps de le consulter.[43]

Les Américains jugeaient difficile de prendre la chose au sérieux. Ils admettaient sans hésitation que les camps de Koje avaient été mal administrés, mais trouvaient exagérée l'inquiétude des Canadiens à ce sujet. Un

P.J. Tomelin

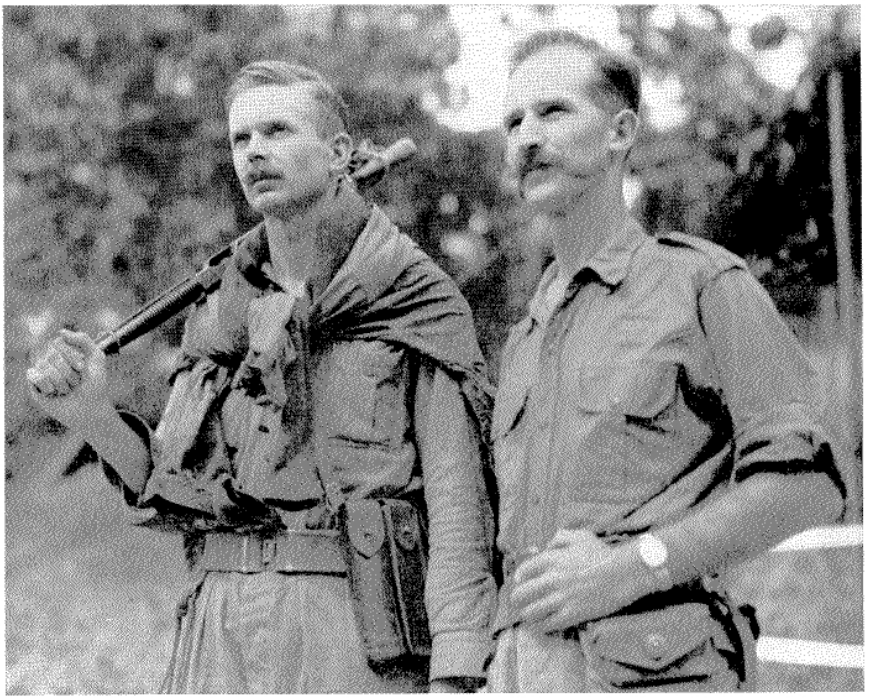
CHANGEMENT DE COMMANDEMENT

Le brig. Rockingham présente son successeur, le brig. M. P. Bogert (troisième de g.), aux officiers du 1er bataillon du *P.P.C.L.I.* à g., le lt-col. N. G. Wilson-Smith.

G. E. Whittaker

VÉRIFICATION ULTIME

Le major D. E. Holmes, du 1er bataillon du *R.C.R.*, donne ses dernières instructions aux officiers et sous-officiers chargés du raid de compagnie effectué dans la nuit du 21 au 22 juin 1952.



G. E. Whittaker

CHEFS DE PATROUILLE

Le lt. H. R. Gardner et le caporal K. E. Fowler, après leur audacieuse diurne effectuée en septembre 1952.

J. R. Marwick

VILLAGE DE LA LIBERTÉ

Photo prise pendant l'opération "Little Switch". De g. à d.: maj-gén. M. M. A. R. West; M. Shin-Tae Yun, ministre de la Défense nationale de la Corée du Sud; gén. Paik-Sun-Yup, délégué de la Corée du Sud aux pourparlers de trêve; brig. J.-V. Allard; et le brig. G. P. Gregson, commandant l'Artillerie royale de la 1re Division du Commonwealth.

fonctionnaire américain ajouta même en plaisantant que si la question de l'unité inquiétait tellement les Canadiens, les Américains pourraient facilement leur donner satisfaction en envoyant toute la brigade à Koje.[44]

Le 17 juin, le Département d'État répondait à la note canadienne, acceptant les vues du gouvernement canadien quant au maintien de l'unité de ses forces et s'engageant en termes soigneusement étudiés à respecter «les désirs du gouvernement du Canada[45]». Le texte de cette note ne fut pas rendu public. M. Pearson en donna un résumé dans une déclaration qu'il fit à la Chambre des communes le 19 juin.[46] Il ne réussit pas toutefois à pacifier l'opposition qui soutenait, dans les propres termes de M. George Hees que «rien n'alimente si bien la propagande ennemie que la publication des divergences d'opinion qui se font jour entre alliés[47]».

Le gén. Clark répondit habilement aux protestations du Canada. «J'ai été, dit-il plus tard, étonné des objections du gouvernement canadien[48]». Par la suite, on lui avait dit qu'Ottawa n'avait pas «bien compris notre plan[49]». M. Pearson et ses collègues l'avaient naturellement fort bien compris; on voulait évidemment rendre les autres contingents de l'O.N.U. responsables à part égale en cas d'autres troubles éventuels. Si l'on avait émis l'opinion que les prisonniers de l'O.N.U. devaient être gardés par les troupes de l'O.N.U. antérieurement à la crise, personne n'eût pu s'y opposer raisonnablement. M. Attlee, parlant à la Chambre des communes britannique, exprima sans doute l'opinion de plusieurs des nations du Commonwealth (tout en soulevant l'ire des journaux américains) quand il déclara que «ces incidents ne se seraient pas produits s'ils [les camps] avaient été sous l'administration britannique[50]».

Dans l'intervalle, dans l'île de Koje, les soldats vaquaient paisiblement à leurs fonctions. Le détachement du *R.C.R.* (la compagnie «B» sous le commandement du maj. Cohen) et une compagnie du *Shropshire* étaient débarqués dans l'île le dimanche 25 mai et le lendemain furent rassemblés pour entendre un discours de bienvenue du brig.-gén. Boatner. Il était très heureux, dit-il, d'avoir des troupes du Commonwealth sous ses ordres et il était convaincu que leur discipline «cérémonieuse» aurait un excellent effet.[51] Dix jours plus tard, les Canadiens prenaient la garde du camp n° 66, en compagnie des *Shropshires.* Chaque unité devait alternativement assurer la garde pendant 24 heures. On avait adopté la méthode suivante:

> Nous occupions sept tours construites à des intervalles réguliers autour de l'enceinte et un mitrailleur *Bren* était en faction sur chacune des deux plates-formes de ces tours. Dans les sept espaces qui séparaient les tours, se trouvaient des retranchements en sacs de terre et un mitrailleur *Bren* était aussi en faction dans chacun de ceux-ci. Le camp n° 66 était entouré de trois hautes clôtures en fil de fer barbelé et l'espace entre les deux clôtures extérieures était constamment patrouillé par un détachement de 8 hommes chargé de surveiller les prisonniers de guerre et de réprimer tout désordre, ou incident anormal. Ce camp renfermait environ 3,200 prisonniers de guerre, pour la plupart des officiers nord-coréens. Notre mission était de les garder à l'intérieur de l'enceinte et de capturer tout prisonnier

qui eût tenté de s'évader.[52]

Le 12 juin, les troupes du Commonwealth furent chargées de transférer le lendemain les prisonniers à l'un des nouveaux camps. La tâche s'annonçait plus difficile que celle de la garde des prisonniers, car des soldats américains qui avaient dirigé l'évacuation du camp n° 76 deux jours auparavant avaient dû vaincre une résistance furieuse au cours de laquelle 31 prisonniers avaient été tués et 111 blessés. Toutefois, le 13 juin, les prisonniers sortirent du camp n° 66 en bon ordre, et le *R.C.R.* et les *Shropshires* se trouvèrent temporairement sans emploi. Pendant cette période, ils furent appelés à fournir une garde d'honneur au comte Alexander de Tunis, ministre de la Défense du Royaume-Uni (qui avait été promu à ce rang pour les services qu'il avait rendus au Canada). Puis, ils furent appelés à diverses reprises à monter la garde d'autres camps. Le brig. Bogert rendit visite à ses soldats le 7 juillet et assista à une joute sportive organisée par les prisonniers, dont l'un lui offrit une guirlande en l'honneur de cette occasion. Le lendemain, les compagnies du Commonwealth furent relevées par une unité américaine. Le 14 juillet, le maj. Cohen et ses hommes avaient rejoint leur bataillon qui occupait alors les positions de réserve, dans la ligne «Wyoming», en compagnie d'autres unités de la brigade. La relève de celle-ci par la 28e Brigade avait été terminée le 30 juin 1952.[53]

Un examen rétrospectif de l'incident de Koje, après un recul de quatorze ans, permet de conclure facilement que le Canada fit preuve d'une trop grande susceptibilité à cette époque. Mais le cas de Koje ne doit pas être jugé isolément; ce serait fermer les yeux sur l'arme de propagande qu'il fournissait à l'ennemi et sur la crainte que la participation du Canada pût nuire à son influence aux Nations Unies. La principale leçon qui se dégage de cette affaire c'est que les consultations préalables s'imposent entre alliés lorsqu'il s'agit de décisions de cette nature.

Le bombardement des aménagements hydro-électriques du Yalou

Comme pour accentuer cette leçon, une autre controverse surgit pendant la dernière semaine de juin 1952, cette fois au sujet d'un prétendu changement apporté à la politique stratégique des Nations Unies sans consultation préalable des gouvernements.

Lorsque le gén. Clark succéda au gén. Ridgway en mai, il procéda à une revue de la situation politico-militaire en vue de découvrir un moyen «de rendre l'impasse plus coûteuse aux Communistes qu'à nous ... et de les convaincre par la force que les conditions de l'armistice deviennent chaque jour plus rigoureuses, plutôt que moins dures». Il eût fallu depuis longtemps, estimait Clark, avoir détruit les centrales hydro-électriques du fleuve Yalou. Si elles «fournissaient une grande partie de l'énergie nécessaire à la

machine de guerre communiste en Mandchourie et aux installations encore utilisables de la Corée du Nord», elles avaient été épargnées, en premier lieu, parce que le commandement de l'O.N.U. avait espéré les utiliser lui-même à son profit et, en second lieu, dans l'espoir que cela faciliterait la négociation de l'armistice. L'autorisation des chefs de l'état-major mixte de Washington n'était nécessaire que dans un seul cas, celui de la centrale de Sui-ho, la plus rapprochée de la frontière de Mandchourie, et elle fut promptement accordée.[54]

Les bombardiers et chasseurs-bombardiers de l'Aviation, de la Marine et du Corps des fusiliers marins des États-Unis attaquèrent la plupart de ces centrales le 23 juin, et les bombardèrent ensuite toutes du 23 au 27 juin. Des treize centrales qui composaient l'ensemble, onze furent rendues inutilisables, tandis que le résultat n'était que «douteux» dans le cas des deux autres. En conséquence, la Corée du Nord fut plongée «dans l'obscurité complète pendant une quinzaine, tandis que l'immobilisation de la centrale de Sui-ho à elle seule réduisait de 23 p. 100 les ressources d'énergie du nordest de la Chine». «Il n'y a aucun doute, relate l'historien des forces aériennes des États-Unis, que ces attaques ... exercèrent une influence sur les Communistes, non seulement en Corée, mais en Chine et en Russie. La rapidité avec laquelle les Rouges dépêchèrent sur les lieux leurs précieux techniciens indiquait l'importance de ces centrales pour le bloc communiste[55].»

La réaction chez les nations amies fut variée. Les journaux japonais prétendirent qu'on aurait dû consulter le Japon, vu que ces attaques eussent pu attirer des représailles contre les îles japonaises*. En Grande-Bretagne et au Canada, les membres de l'opposition parlementaire qualifièrent de téméraire et d'irréfléchi cet acte des États-Unis et y virent un affront à Londres et à Ottawa respectivement.

Un député travailliste britannique, Sydney Silverman, demanda à M. Churchill s'il ne pensait pas «qu'une opération aussi étendue ... dirigée contre des endroits situés hors de la Corée» n'était pas de nature à compromettre le progrès des négociations d'armistice et à prolonger des hostilités «que toutes les personnes sensées, dans le monde entier, s'efforcent d'éviter». Par contre, un député conservateur, Fitzroy Maclean, soutenait «qu'en portant de durs coups aux agresseurs, on accélérerait probablement la conclusion de l'armistice». Churchill répondit que la guerre se poursuivait sans arrêt pendant les pourparlers de paix. Quant aux attaques sur les centrales électriques, elles ne paraissaient pas «constituer une extension des opérations effectuées jusque-là ou dépasser l'autorité discrétionnaire accordée au commandement suprême des Nations Unies». Le gouvernement britannique ne jugeait pas qu'il y ait eu «un changement de politique[57]». De même, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada, M. Pearson,

---

*En réponse, le premier ministre du Japon révéla que le commandement de l'O.N.U. était d'avis que de telles représailles étaient inconcevables.[56]

était d'avis que l'opération «était de la compétence des autorités militaires» et avait été exécutée «pour des considérations d'ordre exclusivement militaire[58]».

Le 1er juillet, un député travailliste britannique, Philip Noel-Baker, proposa l'adoption de la motion suivante:

> La Chambre, tout en reconnaissant que le gouvernement et les forces armées des États-Unis ont porté la plus lourde part du fardeau de la lutte contre l'agression en Corée, regrette que le gouvernement de Sa Majesté n'ait pu obtenir des consultations sérieuses sur l'opportunité de certaines récentes opérations aériennes et juge qu'il y aurait lieu d'améliorer les arrangements actuels en vue d'assurer de telles consultations entre les gouvernements les plus directement intéressés à l'application de la politique des Nations Unies en Extrême-Orient.

Cette motion critiquait, en fait, les États-Unis de ne pas avoir consulté les autorités britanniques mais, en la rejetant par un vote de 300 contre 270 voix, le gouvernement britannique admettait que le bombardement des centrales électriques était une mesure militaire légitime qui n'exigeait pas de consultation préalable.

Le gén. Clark ajouta par la suite que, lors de la visite du comte Alexander à Tokyo (voir ci-dessus, page 219), il n'avait pas encore reçu de Washington l'autorisation de bombarder l'installation de Sui-ho; autrement, dit-il, «j'aurais informé Alexander de cette décision ... par pure courtoisie». Dans une déclaration qu'il fit aux journaux, Clark souligna que Sui-ho et «tout autre objectif important» en Corée du Nord sont «exposés aux attaques des Nations Unies aussi longtemps que dureront les hostilités et .. . jusqu'à la conclusion d'un armistice honorable». Sui-ho fut par la suite bombardé encore quatre fois, «dont la dernière, moins de soixante jours avant la signature de l'armistice[59]».

CHAPITRE XV

LA GUERRE STATIQUE, II

Accusations de guerre bactériologique

ON N'AVAIT PAS encore fini de discuter la question des prisonniers de guerre de Koje-do, qu'un autre incident, survenu en mai, vint contrarier le gouvernement canadien. En janvier 1952, l'Union soviétique avait annoncé par son réseau radiophonique que les forces des Nations Unies en Corée employaient des armes bactériologiques contre la Corée du Nord et la Chine continentale. Pendant les mois qui suivirent, cette accusation fut répétée par les organisations communistes, la radio de Pékin et les diverses délégations communistes aux Nations Unies. Au printemps de 1952, les clameurs devinrent plus acerbes et les accusations plus précises; elles étaient presque toutes dirigées contre les États-Unis. Des pilotes américains faits prisonniers «confessèrent», à la radio de Pékin, avoir lancé des bombes chargées de microbes et l'on produisit des «preuves» photographiques à l'appui. Washington rétorqua que ces accusations étaient fausses et tenta, sans succès d'ailleurs, d'obtenir qu'une agence impartiale, telle que la Croix-Rouge, fasse une enquête à cet égard.

Le Canada, comme tous les autres membres des Nations Unies qui avaient envoyé des forces en Corée, appuya la demande des Américains, mais ne prit aucune part au débat jusqu'à ce qu'un Canadien fût mêlé à la controverse. Le 24 mars, le Dr E. D. Endicott, ancien missionnaire qui avait été instituteur pendant plusieurs années en Chine avant de revenir au Canada pour y publier un journal à tendances communistes, le *Far Eastern Newsletter,* câbla de Chine au secrétaire d'État aux Affaires extérieures qu'il avait «par une enquête personnelle» constaté qu'on faisait la guerre bactériologique sur une grande échelle contre la Chine continentale[1]. Par la suite, on rapporta qu'au cours d'une conférence de presse qu'il tint à Moukden le 10 avril, et qui fut retransmise par la radio de Pékin, il avait dit que la station expérimentale de Suffield, en Alberta, élevait des insectes contagifères pour le compte de l'aviation américaine. Plus tard, Endicott nia avoir incriminé le Canada dans ses accusations de guerre bactériologique, mais continua de retenir l'attention publique par des discours et des entrevues jusqu'à ce que M. Pearson, le 12 mai, se crut obligé d'expliquer l'attitude du Gouvernement à la Chambre:

> Il va de soi que l'accusation selon laquelle les forces des Nations Unies en Corée ont eu recours à l'arme bactériologique est tellement fausse et invraisemblable

qu'en toute autre circonstance elle ne mériterait pas l'hommage d'un démenti officiel. Toutefois, comme elle est devenue le thème central de propagande soviétique et comme on l'a répétée si violemment et si souvent dans le dessein évident de tromper ceux qui pourraient ignorer le but poursuivi ici par les Russes, il me semble bon d'en dire quelques mots. La question que vient de poser l'honorable député me donne l'occasion de le faire, au nom du gouvernement.

L'accusation de guerre bactériologique est d'ordinaire dirigée expressément contre les États-Unis. Washington et le commandement unifié en Corée l'ont démentie avec vigueur et indignation. Ces derniers jours encore, M. Acheson a répété ce démenti, en insistant sur les témoignages fabriqués sur lesquels s'appuie cette accusation et je cite ses paroles:... *ces accusations tout à fait fausses constituent un autre exemple de l'audace éhontée dont les Communistes font preuve pour disséminer leurs mensonges.*

Les membres canadiens du parti communiste qui, bien entendu, suivent automatiquement chaque tour et détour de la ligne soviétique, peu importe où cela les mène, et leurs compagnons de route, qui ne se rendent pas toujours compte qu'ils voyagent d'après les instructions du Kremlin, ces gens-là préfèrent accepter les témoignages fabriqués de toutes pièces plutôt que les démentis officiels de nos amis des Etats-Unis. Cette accusation, monsieur l'Orateur, a aussi été niée comme étant absolument fausse au nom des Nations Unies par le secrétaire général, M. Trygve Lie. La Chambre, j'en suis sûr, accepte ces dénégations.

Pour ce qui est de nous, c'est une calomnie, bien entendu, de dire que le Canada a participé de quelque façon à une forme quelconque de guerre bactériologique. Il est également faux et également calomnieux, mais plus lâche et plus abject, de donner à entendre sans le dire en autant de mots que le Canada fait des préparatifs en ce domaine autres que pour se défendre contre un tel genre de guerre. Je puis dire, monsieur l'Orateur, que certains de nos savants les mieux qualifiés, bien qu'on ne leur ait évidemment pas permis de faire des constatations sur place, ont déjà examiné ce que les Communistes ont prétendu être des indices de guerre bactériologique en Corée; dans un rapport verbal qu'ils m'ont adressé, ces savants déclarent que tout cela est une mystification évidente et malhabile .. [2].

Cela réglait la question du point de vue du Gouvernement. Mais le Dr Endicott continua d'occuper les manchettes et, le 23 juin, le député de Lake-Centre (M. J. G. Diefenbaker) demanda au Gouvernement de décider au plus tôt s'il y avait lieu de déposer contre Endicott une plainte en application du Code criminel[3]. Deux jours plus tard, le ministre de la Justice (l'hon. Stuart S. Garson) exprima l'opinion que toute poursuite intentée contre le Dr Endicott (qu'il décrivait comme dupe et outil de la conspiration communiste) n'aurait probablement pour résultat que de lui faire encore plus de publicité et lui donner l'apparence d'un martyr. Tout en reconnaissant qu'Endicott abusait du privilège de la liberté d'expression, il ajouta que «nous devons prendre bien garde de faire quelque chose de nature à diminuer ou à détruire» cette liberté. L'opposition accepta ce point de vue et lorsque, le 27 juin, M. Garson déposa un rapport de trois entomologistes distingués qui démolissaient complètement la thèse d'Endicott, ce fut la fin de la discussion.[4] Les mêmes accusations furent réitérées par divers comités «de la paix» tout le reste de l'année, mais le fait que les communistes chinois persistaient à refuser toute inspection d'agences neutres eut son effet inévitable sur l'opinion publique et la fureur s'apaisa.

La lutte contre les éléments

La brigade canadienne resta en réserve pendant environ six semaines et s'occupa pendant ce temps à renforcer les positions «Wyoming» et «Kansas». Aux petites heures du 10 août, elle retourna à la ligne avancée ou elle occupa le secteur de droite de la division.[5] Aucun changement important n'eut lieu dans la répartition des bataillons adoptée lors des dernières relèves. A la gauche, le R. 22e R. releva le *Black Watch,* le *R.C.R.* remplaça le *Welch Regiment* sur la cote 355 et, à la droite, les *Patricias* occupèrent les positions du *Royal Norfolk.*[6] Au sud-ouest du secteur canadien, la 28e Brigade restait sur les mêmes positions qu'elle occupait depuis le 30 juin.

En juillet, les pluies de la mousson mirent fin à la saison sèche et poussiéreuse qui durait depuis la fin de mai et qui avait persisté tout le mois de juin. Ces pluies torrentielles commencèrent le 27 et apportèrent rapidement une tâche nouvelle à la compagnie des *Patricias* chargée d'assurer la protection des deux ponts de la division sur l'Imjin, désignés respectivement sous les noms de «Teal» et «Pintail». Deux détachements de la compagnie, avec l'appui de chars, et équipés de projecteurs étaient assignés à la défense des ponts contre les attaques terrestres; ils devaient aussi briser les débris et faire exploser les mines flottantes qui eussent pu les endommager. Mais ces mesures de protection, désignées sous le nom d'opération «Noah's Ark» ne furent pas complètement efficaces. La pluie tomba incessamment du 28 au 31 juillet, et la rivière Imjin s'éleva à 39 pieds au-dessus de son niveau normal d'été. Les chars s'appliquaient à détruire les débris par leur tir, mais en dépit de tous les efforts le pont «Teal» s'effondra le 31 juillet.[7]

Le 10 août, la 25e Brigade fut relevée de l'opération «Noah's Ark» et renvoyée dans la ligne du front. Le 24 août, de nouvelles pluies abondantes firent monter la rivière Imjin à 41 pieds au-dessus de son niveau normal d'été et l'inondation déplaça le pilier central du pont «Pintail». On continua de l'utiliser pour les besoins essentiels, mais tous ceux qui le traversaient devaient porter des gilets de sauvetage. Le 15 septembre, lors de la fin de l'opération «Noah's Ark», le pont «Pintail» était encore en service et on s'occupait de reconstruire le «Teal»[8].

Un certain nombre de changements eurent lieu pendant les trois mois qui suivirent le retour des Canadiens à la ligne de front. Dans la 28e Brigade, le 1er bataillon des *Royal Fusiliers (City of London Regiment)* vint remplacer les *Borderers* au cours du mois d'août, tandis que les *Shropshires* furent relevés en septembre par le 1er bataillon du *Durham Light Infantry.* En septembre également, les *Norfolks* furent remplacés par le 1er bataillon du *King's Regiment* (Liverpool). En août, le lt-col. E. A. C. Amy succéda au lt-col. Wilson-Smith comme officier d'état-major général de 1er classe au quartier-général de la division et, en septembre, le maj.-gén. Cassels lui-même fut remplacé par le maj.-gén. M. M. Alston-Roberts-West.[9] Vers la fin d'octobre, le 1er bataillon du *Duke of Wellington's Regiment (West Ri-*

ding) vint prendre la relève du *Welch* dans le secteur de la division.[10]

Combats dans la zone neutre, du 10 août au 23 octobre 1952

Les Canadiens étaient revenus au front à la veille d'importants changement dans la situation tactique générale. Lors du dernier séjour de la brigade dans les positions avancées, les patrouilles ennemies n'avaient pas été très actives. Mais, au cours de l'été de 1952, elles devinrent graduellement plus agressives. L'ennemi s'était établi en force dans la zone neutre, attaquait nos patrouilles et lançait des assauts contre nos postes avancés. En général, il imposait sa présence dans des secteurs où il était jusque-là resté plutôt inactif. En même temps, il harcelait nos postes avancés d'un feu de plus en plus violent et ses incursions avaient l'appui de fortes concentrations du feu de ses mortiers et de son artillerie.

En général, les troupes du Commonwealth avaient moins souffert de ces attentions que leurs voisins, circonstance que le maj.-gén. West (il avait décidé de simplifier son nom peu après son arrivée) attribuait au système de défense de la division. À l'encontre de la pratique des formations américaines, la 1re Division du Commonwealth n'avait pas de postes avancés, préférant plutôt maintenir des patrouilles stationnaires en avant de ses positions principales. Ces patrouilles étant moins attachées que des avant-postes à la défense de positions précises, l'ennemi ne pouvait que plus difficilement reconnaître leur position et les encercler au cours d'un raid. Comme elles n'étaient ordinairement composées que d'un sous-officier et de cinq ou six hommes et qu'elles pouvaient compter sur un fort appui d'artillerie et de mitrailleuses, toute opération dirigée contre elles devenait fort coûteuse.[11]

L'ennemi commença à déployer une plus grande activité vers la fin de septembre et, en octobre et novembre, ses opérations devinrent réellement formidables. Elles étaient dirigées contre les secteurs de l'ouest et du centre, défendus, de gauche à droite, par le 1er et le 9e Corps américains et par le 2e Corps de la République de Corée.[12] Les attaques prenaient la forme de raids ou d'assauts sur les avant-postes et les positions avancées dont la plupart couvraient des hauteurs importantes. Sur la droite du 1er Corps américain, dans le secteur de Ch'orwon, la 2e Division d'infanterie américaine dut céder du terrain près des hauteurs qui commandaient la route classique d'invasion au sud de Séoul. Sur la gauche, la Division de fusiliers marins fut aussi obligée d'abandonner des avant-postes en avant du «Crochet», hauteur qui dominait une autre route au sud-est de Séoul.[13]

Au début, la Division du Commonwealth ne subit aucune attaque directe et resta relativement à l'abri des combats qui se livraient ailleurs. Pendant la dernière partie de septembre, toutefois, un certain nombre de vifs engagements eurent lieu tout près du flanc droit de la division, alors que la

3e Division d'infanterie américaine perdit plusieurs de ses avant-postes au cours de raids effectués par des Chinois.[14] Naturellement, tout cela était encore à venir alors que l'infanterie de la 25e Brigade défilait dans les tranchées de communication au commencement d'août pour aller occuper ses abris et ses casemates. Pendant qu'elle était en réserve, la brigade avait connu une période de calme relatif et sa première opération, après son retour à la ligne «Trojan», ne l'exposa pas à de lourdes pertes.

L'opération «Trojan» n'était qu'une feinte destinée à faire croire à l'ennemi que des troupes américaines avaient remplacé les unités du Commonwealth dans les positions de la cote 355. On espérait que les Chinois seraient tentés de s'enquérir de cette curieuse manoeuvre et nous donneraient ainsi l'occasion de leur infliger des pertes et de capturer des prisonniers. Des casques d'acier de l'armée américaine avaient été provisoirement distribués à l'infanterie canadienne avant qu'elle vînt occuper cette ligne et, dès les petites heures de la matinée du 9 août, tous les postes de radio de la brigade adoptèrent de nouvelles fréquences d'émission et adoptèrent le système de transmissions de l'armée américaine. Ce subterfuge eut apparemment quelque succès car, une semaine plus tard, les postes récepteurs de la brigade commencèrent à capter des voix chinoises qui appelaient «Allô Américains, Allô Américains». Cette déception continua jusqu'au 24 août, alors que l'on revint à la méthode normale[15], mais il n'y eut aucun raid ennemi pendant cette période.

Dans l'intervalle, la vie était devenue plus difficile sur la ligne de front. Le nouveau secteur de la brigade était, de tout le front du 1er Corps américain, l'un des plus fortement en butte au feu de l'artillerie ennemie. Les postes de secours commencèrent à recevoir un flot continu de blessés atteints par des éclats d'obus ou de bombes de mortiers. Les chars déployés sur les sommets des hauteurs devinrent la cible d'un feu précis et concentré qui ne cessait de harceler leurs équipages et d'infliger des pertes parmi les unités d'infanterie des alentours. Afin de tromper les artilleurs ennemis, on installa des faux chars sur des crêtes non défendues, mais sans grand succès. Vers la fin d'août les pluies torrentielles recommencèrent. Elles amenèrent une diminution de l'activité de l'artillerie ennemie, mais l'eau causa autant et peut-être plus de dommages aux retranchements que les obus en avaient faits. Du 18 au 25 août, plus de 150 abris s'effondrèrent et devinrent inutilisables. Lorsque le ciel s'éclaircit enfin et que le limon commença à sécher, le feu de l'artillerie ennemie redoubla d'intensité.[16]

Bien que les Chinois, peut-être influencés sur le tard par l'opération «Trojan», aient commencé à tâter le front de la brigade[17], les Canadiens n'envoyèrent aucune patrouille importante avant la fin du mois, alors que des patrouilles de combat du *P.P.C.L.I.* et du *R.C.R.* pénétrèrent au delà de la vallée. Les *Patricias* n'établirent aucun contact avec l'ennemi, bien qu'ils eussent découvert des tranchées fraîchement construites. La patrouille du *R.C.R.* escalada la pente de la cote 227, mais ne put arriver au sommet dont

l'accès était interdit par de vieux barbelés.[18]

Dès le début de septembre, une situation que l'on anticipait à Ottawa depuis environ six mois se matérialisa enfin lorsque le lt-col. Trudeau se vit à court de renforts. En mars, le sous-adjudant général avait prévenu le sous-chef de l'état-major général qu'on n'avait plus un nombre suffisant de soldats entraînés pour combler les vides du R. 22e R. Par la suite, l'état-major général avait décidé que l'unité continuerait d'être employée avec des effectifs incomplets tant que le calme règnerait sur le front. À la fin de la première semaine de septembre, elle n'avait plus qu'un effectif réel de 687 hommes[19]. En d'autres termes, il lui manquait près de 300 officiers et soldats. Afin de mieux souligner l'importance de cet état de choses, on peut mentionner que la compagnie «C» chargée de la défense de la cote 159, fort exposée, ne pouvait mettre en ligne que 55 hommes de tous grades.[20] Comme il était manifestement impossible de maintenir quatre compagnies, la compagnie «A» fut dissoute et ses hommes répartis entre les trois autres compagnies. En même temps, on étendit la ligne gauche du *R.C.R.* plus au sud-ouest de façon à y inclure le secteur de la compagnie «A». Cette position fut alors assignée à la compagnie «E», improvisée avec des hommes tirés des autres compagnies de fusiliers du *R.C.R.* et des échelons[21], Par suite de cet état de chose, le lt-col. Bingham, qui portait déjà la responsabilité de la partie la plus active du front de la brigade, se trouva aussi avec le secteur de bataillon le plus étendu.

En septembre, les pluies de la mousson cessèrent et les soldats purent réparer leurs retranchements avec l'espoir que de nouvelles inondations ne viendraient pas détruire aussitôt le fruit de leur travail. L'ennemi continuait ses bombardements violents et de durs accrochages de patrouilles se produisaient de temps à autre. Cependant, rien dans la nature ou l'intensité des opérations ennemies ne laissait prévoir les combats violents qui eurent lieu à la fin du mois. Dans la nuit du 5 au 6 septembre, une patrouille d'embuscade de la compagnie «B» du 1er bataillon du R. 22e R. aperçut environ 60 Chinois qui avançaient le long de la crête vers sa position. La patrouille dirigea le feu de l'artillerie sur le détachement ennemi et se replia. Par la suite, une nouvelle patrouille fut envoyée à la recherche du chef de la première qui n'était pas revenu avec son groupe*. Comme cette deuxième patrouille approchait de l'endroit évacué par la première, on entendit la voix de l'homme manquant qui prévenait de la présence de Chinois dans le secteur. Les hommes se mirent alors à ramper au sol et à échanger des grena-

---

*L'excellent travail du sgt J.-R. Champoux, commandant du peloton qui fournit la deuxième patrouille, est mentionné dans la citation qui lui accorda la Médaille militaire. La même citation mentionne également l'adresse et le courage dont ce sous-officier avait fait preuve pendant une attaque de l'ennemi sur les positions avancées de son unité le 17 août. Le caporal suppléant J.-R. Gingras, qui commandait la deuxième patrouille, se distingua également et sa détermination et son courage en cette occasion (5 et 6 septembre) sont mentionnés dans la citation qui lui décerna la Médaille militaire.

des avec l'ennemi, tandis qu'un violent tir d'artillerie des deux côtés balayait les pentes. Lorsque la deuxième patrouille fut rentrée dans ses barbelés et que le front se fût calmé, on constata que l'unité comptait quatre tués, cinq blessés et un disparu.[22]

Quelques jours plus tard, une petite patrouille du *R.C.R.* commandée par le lt H. R. Gardner, passa 48 heures loin derrière les lignes ennemies faisant face aux positions de l'unité de l'autre côté de la vallée. Elle passa la majeure partie de ce temps à surveiller le fonctionnement d'une cuisine où environ 20 soldats ennemis prenaient leur repas[23]. Avant le lever du jour, le 24 septembre, le lt Gardner conduisit une seconde patrouille à l'emplacement de cette cuisine dans l'espoir d'y faire un prisonnier. Tout près de là, il coupa un fil de signal d'alerte et, comme il l'avait prévu, un soldat ennemi apparut bientôt pour localiser la rupture. La patrouille s'en empara aussitôt. Malgré sa résistance déterminée, on réussit à le maîtriser et à le ramener vivant. Pour cet audacieux exploit, le lt Gardner reçut la Croix militaire, tandis que le caporal W. E. Fowler, qui avait participé aux deux patrouilles, obtenait la Médaille militaire.

A 5 h. 30 du matin, le 5 octobre, la 29e Brigade remplaça la 28e sur le flanc gauche de la division[24], et cette dernière passa en réserve sur la ligne «Wyoming». La 28e avait occupé le secteur de gauche depuis plus de trois mois, après avoir relevé la 25e Brigade le 30 juin; elle exécuta un grand nombre de raids et subit de lourdes pertes.[25] Pendant la première partie d'octobre, les troupes du Commonwealth ne furent guère inquiétées, bien qu'il se livrât de durs combats plus à l'est, sur le front de la 3e Division d'infanterie américaine. Il est vrai que l'ennemi se montrait très actif dans la zone neutre, mais il n'attaqua pas les postes avancés avant la dernière partie du mois, comme il le faisait plus à l'est. Toutefois, l'accalmie ne devait pas durer.

Dans la nuit du 12 au 13 octobre, la 1re Division du Commonwealth exécuta deux raids afin de créer une diversion en vue d'une attaque que la 1re Division de la République de Corée préparait sur la droite. Celle-ci avait relevé la 3e Division d'infanterie américaine et désirait reprendre les positions avancées que l'on avait perdues pendant les combats violents de la fin de septembre. L'attaque des Coréens n'eut pas lieu, mais la Division du Commonwealth qui n'avait pas été informée du changement exécuta les deux raids prévus. Sur la gauche, une compagnie du 1er bataillon du *King's* traversa la Sami-ch'on et occupa une petite hauteur sans prendre contact avec l'ennemi. Au retour, cependant, elle tomba sous un feu violent d'artillerie et de mortiers et eut trois blessés. Sur la droite, la compagnie «B» du *R.C.R.* lança une attaque sur la cote 227. Elle tomba dans une embuscade sur les premières pentes de la hauteur et subit des pertes avant de pouvoir se dégager.[26]

Trois nuits après, les *Patricias* envoyèrent une de leurs patrouilles reconnaître le versant d'une crête orientée vers le sud-est d'une hauteur située

immédiatement au nord de la cote 217. La patrouille aperçut des mouvements ennemis sur son objectif, et son commandant, le sgt J. H. Richardson, venait d'ordonner un tir d'artillerie sur cette cible lorsqu'apparut par hasard une peloton ennemi. Un homme courait vers lui et Richardson le prit d'abord pour l'un des siens. «Je commençais à lui demander ce qu'il faisait, raconta plus tard Richardson, lorsqu'il me tira un coup de feu dans la poitrine ... alors je lui déchargeai mon arme dans la figure. Ensuite ce fut l'enfer déchaîné.» Les deux groupes se trouvèrent entremêlés et, au cours de la bataille qui s'ensuivit, les *Patricias* eurent huit blessés et deux tués. Richardson resta à son poste en dépit d'une seconde blessure à la jambe et demanda le soutien de l'artillerie pour arrêter l'ennemi. Ce résultat ayant été obtenu, la patrouille rentra à sa base emportant ses blessés.[27] Le commandant des *Patricias,* le lt-col. Cameron, qualifia cette opération d'«exemple remarquable de courage et d'habileté» et jugea que Richardson avait bien mérité la Médaille de conduite distinguée dont il fut décoré de ce chef.[28] L'activité accrue de l'ennemi, particulièrement aux environs des cotes 227 et 217 semblait indiquer que les Chinois mijotaient quelque chose dans ce secteur. Une semaine plus tard, leurs intentions devinrent évidentes.

Attaque de la cote 355, 23 et 24 octobre 1952

Les Américains avaient désigné la cote 355 sous le nom de «Petit Gibraltar» et, vue de l'arrière, la ressemblance avec l'original était frappante. Toutefois, les pentes du nord et de l'ouest étaient plus graduelles. Les premiers contreforts de la colline étaient bornés au nord et au sud par deux vallées qui s'étendaient de l'est à l'ouest, et à l'ouest par un couloir qui comportait deux cols. Le premier de ces cols passait à l'ouest de la cote 355 et la reliait à la cote 227, tandis que le second se trouvait au nord-ouest et rattachait la cote 355 à la hauteur Kipungol. Les vallées du nord et du sud étaient continues et silonnées par des pistes bien marquées. La cote 355 et les hauteurs adjacentes à l'ouest et au nord-ouest avaient été le théâtre de luttes acharnées, à des échelles diverses, depuis que la région avait été occupée pour la première fois en octobre 1951 au cours de l'opération «Commando». Du point de vue canadien, le combat le plus remarquable fut celui que le 2e bataillon du R. 22e R. livra pour la défense des positions établis dans le col de la cote 227.

Le *R.C.R.* avait divisé son secteur en cinq zones de compagnie.[29] La zone I se trouvait dans l'angle formé par la vallée au sud de la cote 355 et le couloir qui se prolongeait à l'ouest. Elle faisait face à la vallée jusqu'aux pentes sud-est de la cote 227 et son extrémité nord aboutait au col qui reliait la cote 355 à la cote 227. A l'arrière de la zone, une dépression de terrain s'ouvrait sur la vallée qui s'étendait au sud de la cote 355. La zone II, qui

devait bientôt être attaquée, se trouvait immédiatement à l'est du col, entre la cote 355 et la cote 227, tandis que l'emplacement des cuisines, établi dans l'angle sud-ouest, était accessible de la vallée située au sud de la cote 355. Le peloton de la zone III occupait des positions qui se prolongeaient en ligne directe vers l'ouest à partir du sommet de la cote 355. Au nord de ces positions, le terrain formait une série de ravins et de replis jusqu'à la vallée du nord et jusqu'au col Kipungol, sur une distance de 700 à 1,000 yards. Les zones III et IV, établies sur le faîte de la cote 355, étaient desservies par un téléférique* vu que les pentes du sud et de l'est étaient trop escarpées pour les modes de transport ordinaires. La zone V était située à l'arrière de la zone IV et assurait la profondeur voulue aux positions du bataillon.

Le 1er octobre, l'ennemi déclencha la préparation d'artillerie de son attaque sur la zone II et tira environ 1,000 obus sur les positions du *R.C.R.* La plupart éclatèrent dans la zone II. La même chose se répéta le lendemain. Bien que l'ennemi n'eût tiré que 600 coups en cette deuxième occasion, il réussit à détruire les retranchements du poste avancé «Vancouver»** et à mettre hors de combat le char placé sur le flanc gauche, gardé par le peloton du sud dans la zone II. A la suite de ce bombardement, l'unité abandonna le poste «Vancouver» et l'ennemi se rapprocha des positions avancées de la gauche. Il en était si près en réalité que ses patrouilles lançaient des pierres dans le périmètre des barbelées, probablement dans le dessein d'attirer le feu du poste et de pouvoir ainsi déterminer les dispositifs de défense. Dans la nuit du 12 au 13 octobre, comme nous l'avons vu, il tendit une embuscade à la compagnie «B» qui se dirigeait vers la cote 227.

Après le violent bombardement des trois premiers jours d'octobre, le feu de l'ennemi se ralentit jusqu'au 17, alors qu'il reprit une nouvelle intensité. Le 21 octobre, environ 1,600 obus furent tirés sur les positions du *R.C.R.* et, après un ralentissement le 22, le bombardement recommença le 23. La plus grande partie de ces obus tombèrent dans la zone II.

La compagnie «B» du 1er bataillon du *R.C.R.* (maj. E. L. Cohen) vint relever la compagnie «D» dans la zone II au crépuscule du 22 octobre. A la suite de cette relève, l'unité se trouvait déployée comme suit: la compagnie «E» occupait la zone I, la compagnie «B» la zone II, la compagnie «A» la zone III et les compagnies «C» et «D» les zones IV et V respectivement. Les trois positions de peloton de la zone II, qui se trouvaient sur la ligne nord-sud immédiatement à l'est du col de la cote 227, étaient occupées du sud au nord par les pelotons nos 4, 5 et 6. La position du peloton n° 5, au centre, s'étendait approximativement à 300 yards à l'est de la piste du col de la cote 227. Le peloton n° 14 de la compagnie «E» était sur le flanc sud

---

*Un second téléférique fut installé plus tard[30].

**Position avancée sur la piste qui traversait le col de la côte 227. Le bombardement démolit le poste de commandement et tua ou blessa la plupart des soldats qui s'y trouvaient. Le lt A. M. King fit preuve de grand courage en allant déterrer et libérer les survivants, comme l'atteste la citation qui lui accorda la Croix militaire.

et le peloton n° 2 (compagnie «A») se trouvait immédiatement à l'est des pelotons n^{os}' 4 et 5 sur la crête ouest de la cote 355.

En arrivant dans la zone II, la compagnie «B» trouva les retranchements fort endommagés. La plus grande partie des munitions gardées dans les casemates avaient été ensevelies par les obus, les abris s'étaient effondrés et les lignes téléphoniques étaient rompues. La compagnie resta en alerte toute la nuit, l'un des occupants de chaque tranchée de tir faisant le guet pendant que l'autre dormait au fond, étendu sur son poncho. De temps à autre, de violentes explosions venaient s'ajouter à celles des obus, et les Canadiens imaginaient bien qu'elles provenaient du travail de l'ennemi occupé à la démolition des barbelés avancés, mais le bombardement était tellement intense que toute contre-mesure était impossible.

Sous le couvert de ce bombardement, l'ennemi se lança à l'assaut des positions. Trois Chinois furent abattus en face d'une tranchée de tir du peloton n° 4. Ils tombèrent à moins de dix pieds de la tranchée, leurs armes encore en bandoulière. On en conclut qu'ils devaient être occupés à couper les barbelés dans le ravin qui séparait les pelotons n°s 4 et 5. En tout cas, il ne se produisit pas d'autres contacts au cours de la nuit. Le bombardement ayant démoli tous les abris du peloton n° 6, les survivants se réfugièrent dans le secteur du peloton n° 5 où ils trouvèrent un peu de repos dans les quelques abris encore habitables. La violence du bombardement ne diminua pas le 23 et, à l'exception d'un petit détachement faisant le guet au poste d'observation de la compagnie, tout le monde se terra ce jour-là.

Pendant l'après-midi, l'abri souterrain où était installé le poste de commandement du peloton n° 5 s'effondra et le lt Gardner (peloton n° 6), désormais dépourvu de tout moyen de commandement, se réfugia dans une tranchée voisine en compagnie du sgt G. E. P. Enright du peloton n° 5. Aucun système de communication par téléphone ou par radio ne reliait plus les pelotons entre eux ou avec le quartier général de la compagnie. En outre, le fil téléphonique entre la compagnie et le bataillon était fréquemment rompu, de sorte qu'il ne restait plus que la radio. Le lt J. Clark, commandant du peloton n° 5, passa la plus grande partie de la journée à faire le travail de liaison entre les pelotons et le quartier général de la compagnie, tandis que le lt Gardner restait au commandement de son propre peloton ainsi que de celui de Clark.

Vers 5 h. de l'après-midi, Gardner et Enright entreprirent une tentative en vue de réorganiser leurs hommes dans le secteur du peloton n° 5. Les deux pelotons dont les effectifs réunis n'étaient plus que d'environ 30 hommes n'avaient aucun moyen de communication avec le quartier général de la compagnie, sauf par estafette. Gardner envoya un message demandant la permission de faire retirer une partie des deux pelotons afin de pouvoir les réorganiser. En recevant ce message, le maj. Cohen dépêcha Clark au secteur des cuisines pour obtenir l'autorisation voulue du quartier général du bataillon, car il fallait pour cela charger la compagnie «A» de la défense

de la tranchée de communication qui les reliait. En arrivant au secteur des cuisines, Clark découvrit que le téléphone ne fonctionnait plus. Utilisant alors la jeep de Cohen, il porta le message lui-même au poste de commandement du bataillon où il expliqua la situation de la compagnie et obtint la permission de retirer et de réorganiser les deux pelotons. L'adjudant de combat, le maj. Holmes, ne voulut pas cependant consentir à étendre davantage le front de la compagnie «A». Depuis trente jours, Holmes analysait les rapports quotidiens des bombardements par l'artillerie et les mortiers, et il était convaincu que l'attaque aurait lieu au cours de la nuit. Dès son retour, vers 6 h. du soir, Clark se rendit en compagnie du maj. Cohen dans le secteur du peloton n° 5, où ils rejoignirent Gardner et commencèrent à dresser un plan de réorganisation. Cohen se souvient qu'au moment où il conversait avec les commandants des pelotons, un magnifique coucher de soleil donnait un reflet rouge orangé à toutes les collines des alentours. Il venait à peine de donner ses ordres lorsque l'ennemi, dont le feu s'était ralenti depuis quelque temps, déclencha un formidable barrage d'artillerie qui dura de huit à dix minutes. Puis, il releva son tir sur les positions de droite et de gauche pendant environ 45 minutes, ce qui isola complètement la compagnie «B» de ses voisins.

Le lt D. G. Loomis, commandant l'un des pelotons de la compagnie «E», décrivit plus tard ce bombardement en ces termes:

> Il est presque impossible d'en décrire les effets. Il était écrasant. Je cessai de compter les explosions vers le milieu de ce bombardement et j'en étais déjà rendu à 700, en ne tenant compte que des éclairs orangés que je pouvais voir. Bien avant qu'il eût cessé, on ne voyait pas plus loin que la longueur du bras dans un nuage épais de fumée noire qui faisait larmoyer tout le monde.[31]

Sous le bombardement, les trois officiers de la compagnie «B» s'étaient aplatis au sol. Dès qu'il cessa, Gardner vérifia la situation sur sa gauche. Ne voyant aucun ennemi dans cette direction, il fit monter les hommes dans les tranchées. En même temps, Cohen et Clark s'occupaient d'organiser la défense du flanc droit. Ils rassemblèrent quelques hommes de la compagnie «B» auxquels ils adjoignirent les membres de deux patrouilles stationnaires de la compagnie «D» qui passaient en ce moment par la zone II pour aller prendre la faction de nuit. Quelques-uns des soldats de la compagnie «B» n'avaient plus d'armes, d'autres étaient sans munitions. Cohen en détacha quatre ou cinq, sous le commandement d'un caporal, pour former un détachement lance-grenades sur le flanc droit. Le tir de l'infanterie ennemie s'était intensifié dans ce secteur, mais Cohen et Clark, accompagnés de cinq ou six hommes, parvinrent à se frayer un chemin dans la tranchée de communication jusqu'aux banquettes de tir les plus rapprochées de la compagnie «A» où ils organisèrent un poste de défense. Le détachement lance-grenades se porta au sud vers la position du peloton n° 5, où Gardner était violemment engagé.

Peu après que le maj. Cohen et le lt Clark furent parvenus sur le flanc

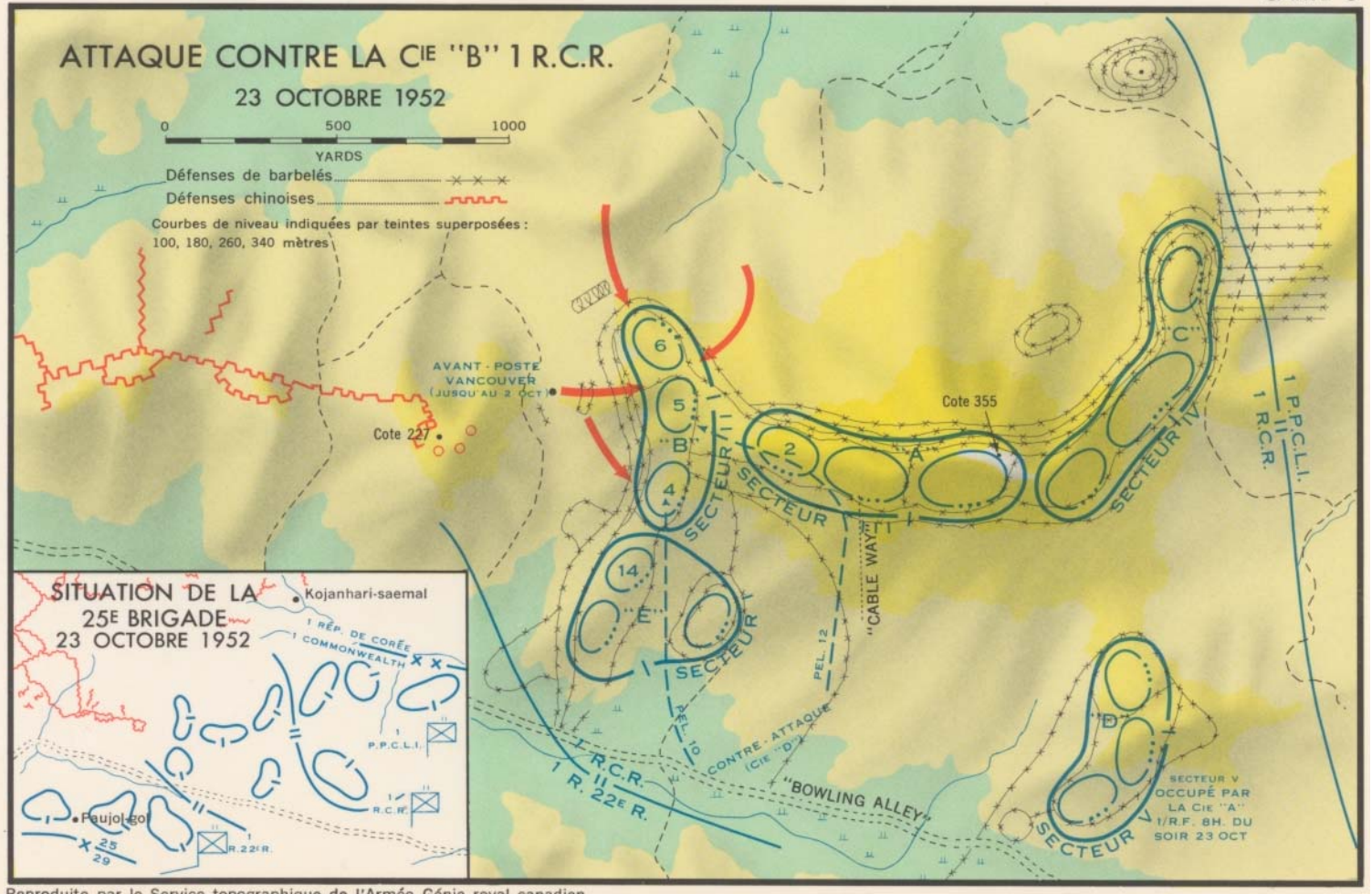
droit du secteur de la compagnie, Gardner occupa une tranchée-fissure où il fut rejoint par le groupe de droite qui lui rapporta que les Chinois avançaient dans sa direction. Quelques instants plus tard, un groupe ennemi étant apparu, Gardner le couvrit du feu de son fusil-mitrailleur tandis que ses cinq hommes lui désignaient les cibles. Toute la position était balayée par un feu violent et il était impossible de bouger sans être atteint soit par le tir de l'ennemi, soit par celui de la défense.

Au début, comme nous l'avons vu, le tir et les mouvements de l'ennemi se limitaient au flanc droit. Mais, soudainement, les soldats chinois surgirent sur la gauche. En présence de cette situation, le lt Gardner ordonna à ses hommes de se replier sur la colline, dans le périmètre de la compagnie «A». Il était à peine sorti de son abri qu'il fut blessé à l'avant-bras droit et aux deux jambes par des fragments de bombes de mortiers. Il fut aussi atteint par une balle dans la partie supérieure du bras droit. Un caporal suppléant qui était à ses côtés fut déchiqueté par l'explosion d'une bombe de mortier. Tout mouvement à découvert était devenu impossible et Gardner fit le mort pendant que les Chinois tournaient autour de la position en criant et en sonnant du cor. Après qu'ils furent disparus, Gardner parvint à se glisser jusqu'à la compagnie «A», en compagnie d'un soldat blessé à la jambe. Ils pénétrèrent dans le secteur de la compagnie «A» par la position du peloton n° 2, commandé à ce moment-là par le lt Clark. Par la suite, celui-ci put réunir un groupe plus considérable et améliorer la position qui fut conservée pendant tout le reste de l'engagement.

Le rapport du maj. Cohen fut reçu à 7 h. 43 du soir au quartier général du bataillon et dissipa en grande partie l'incertitude qui, jusque-là, avait restreint l'activité du commandement. Le maj. F. Klenavic, qui remplaçait le lt-col. Bingham en permission, apprit alors de Cohen que le lt Clark et 12 hommes avaient rejoint les lignes de la compagnie «A» et qu'aucun de nos soldats ne restait dans la zone II. Sept minutes auparavant, on avait constaté que les patrouilles stationnaires n'étaient pas sorties vu que l'attaque de l'ennemi avait coïncidé avec le moment où, normalement, les détachements se rendaient à leurs positions.

Le cap. H.-G. Cloutier, commandant de la compagnie «E», avait jusque-là observé et rapporté les mouvements qui se dessinaient dans la zone II, mais ses rapports devenaient graduellement inutiles à cause des nuages de fumée et de poussière qui obscurcissaient tout le secteur. A 6 h. 36, le commandant du peloton n° 4 arriva au quartier général du bataillon apportant la nouvelle que ses positions avaient aussi été envahies. Ni son rapport, ni les renseignements reçus de la compagnie «E» ne tiraient suffisamment la situation au clair dans la zone II pour justifier un changement du tir de l'artillerie que l'on avait commandé dès le début de l'attaque. En conséquence un feu violent des canons et des mortiers fut continué sur les abords

CARTE 6



Reproduite par le Service topographique de l'Armée, Génie royal canadien

et les endroits propices au rassemblement des forces ennemies jusqu'à la réception du rapport du maj. Cohen et du renseignement concernant les patrouilles stationnaires.

Klenavic, ayant désormais un aperçu assez clair de la situation, dirigea le feu des armes de soutien du bataillon sur la zone II et sur les positions des patrouilles stationnaires. En même temps, il déclenchait la contre-attaque dont les plans avaient été dressés à l'avance. La compagnie «A» du 1er bataillon du *Royal Fusiliers* remplaça la compagnie «D» dans la zone V, ce qui permit à cette dernière de se porter en avant. Vers 9 h. du soir, cependant, une recrudescence soudaine du feu de l'ennemi sur les zones I et III donna à croire qu'il préparait une attaque immédiate sur la première de celles-ci*. L'artillerie du Commonwealth commença immédiatement à pilonner violemment la zone II, la cote 227, le couloir à l'ouest de la cote 355 et la vallée située au nord. Peu après, le feu de l'ennemi diminua d'intensité, et le maj. Klenavic en conclut que le danger d'une autre attaque était passé. Il ordonna à la compagnie «D» d'organiser une contre-attaque tandis que le peloton du flanc droit créerait une diversion. Cette manoeuvre coûta un tué et deux blessés. Finalement, à 1 h. 10 du matin, l'assaut fut déclenché. Après un vif échange de feu d'infanterie pendant l'avance, le peloton de gauche atteignit les anciennes positions du peloton n° 4 sans rencontrer d'autre opposition, et le peloton de droite occupa le secteur du peloton n° 5 de la même façon. A 3 h. 30 du matin, les pelotons établirent la liaison, et la situation fut rétablie. La compagnie «C» (qui avait été relevée par la compagnie «D» du 1er bataillon du *P.P.C.L.I.*) avança alors et occupa ces positions.

Le *R.C.R.* fit les plus grands éloges de l'appui que l'artillerie lui avait assuré au cours de cet engagement. En particulier, il remercia la batterie «A» du 1er régiment de la *R.C.H.A.*, dont l'observateur avancé, le cap. D. S. Caldwell, avait dirigé le feu d'un poste d'observation installé au sommet de la cote 355; malgré plusieurs coups directs qui l'endommagèrent considérablement, l'officier et son équipe étaient restés à leur poste. Sa contribution au succès de l'engagement fut décrite dans la citation qui accompagnait la Croix militaire qui lui fut décernée. Le maj. Holmes, qui dirigeait les opérations au poste de commandement, raconta plus tard:

> L'artillerie a gagné la bataille grâce au plan de tir que Teddy Leslie [commandant du 1er régiment de la *R.C.H.A.*] avait préparé au cas où une situation de ce genre se produirait. Je me souviens que le Coréen du Sud [qui était à l'écoute de la radio chinoise] rapporta que le commandant chinois avait exposé sa situation à son quartier général en disant: «Je suis encadré par le feu de l'artillerie et il m'est impossible d'envoyer des renforts à l'avant.»

Il n'y a guère de doute que l'artillerie brisa l'élan de la deuxième phase de

---

*On ne possède pas suffisamment de renseignements sur les mouvements de l'ennemi au cours de cet engagement pour confirmer qu'il ait eu une telle intention. Cette recrudescence du tir de son artillerie pouvait aussi bien couvrir un mouvement de repli.

l'attaque des Chinois.[32]

Nous n'avons aucun renseignement précis sur le chiffre des pertes subies par la compagnie «B» au cours de cet engagement. Les pertes totales du 1er bataillon du *R.C.R.*, du 23 au 24 octobre, s'élevèrent à 18 tués, 35 blessés et 14 prisonniers.[33] Quelques-unes de ces pertes ont sans doute été rapportées par d'autres compagnies.

Deux Croix militaires et une Médaille militaire furent décernées à la suite de cette bataille. Le cap. Cloutier de la compagnie «E» et le lt Clark reçurent la Croix militaire, tandis que le sgt Enright reçut la Médaille militaire pour sa bravoure.

Le front de la division resta relativement calme le 24 octobre et durant toute la dernière semaine de la période de service de la 25e Brigade.[34] Ce répit permit au *R.C.R.* de se réorganiser et de consolider ses positions. Le caporal suppléant M. J. Nixon, envoyé en avant de la ligne «Vancouver» pour y établir un poste d'écoute, découvrit six grands abris souterrains dans lesquels les Chinois s'étaient évidemment cachés avant de déclencher leur attaque. Il y trouva des bandages maculés de sang et des articles d'équipement ennemi, vestiges convaincants de la présence d'un grand nombre de soldats. Cela expliquait la rapidité avec laquelle l'ennemi avait pénétré dans la position dès que l'artillerie eut relevé son tir. Le lendemain, il dirigea une patrouille composée de pionniers jusqu'à cette partie de la ligne «Wyoming» et l'on fit sauter ces abris.[35] En récompense de son initiative et de sa bravoure, Nixon reçut la Médaille de l'Empire britannique.

Pendant que la Division du Commonwealth bénéficiait d'une accalmie, la dernière semaine d'octobre, la 1re Division américaine de fusiliers marins, déployée à sa gauche, était l'objet d'une violente attaque. Dans la nuit du 26 au 27 octobre, les Chinois se portèrent à l'assaut des avant-postes du «Crochet» et du «Crochet» lui-même. La situation ne fut complètement rétablie que le 29, à 6 h. 25 du matin.

Cette attaque offrait un intérêt plus que passager, vu que la Division du Commonwealth devait à son tour être appelée à passer bien des heures pénibles à la défense du «Crochet». La possession de cette hauteur située à l'ouest de la Sami-ch'on, de l'autre côté de la vallée qui faisait face au bataillon de gauche de la 29e Brigade, était importante car elle privait l'ennemi d'un point d'observation d'une partie de la région de l'arrière. La dernière unité de relève arrivée sur le théâtre des hostilités, le 3e bataillon du *P.P.C.L.I.* devait bientôt en assumer la défense.

CHAPITRE XVI

GUERRE DE POSITIONS

Le second roulement d'automne, novembre 1952

LORSQUE FURENT ACHEVÉS la relève de la 25e Brigade et le remaniement des limites des divisions, la Division du Commonwealth mettait en ligne deux brigades, la 29e à gauche et la 28e à droite. La 25e Brigade (sauf la compagnie «B» du R. 22e R. qui était placée sous le commandement du *Black Watch* dans la zone du «Crochet») était derrière les positions d'avant; elle exécutait le programme d'entraînement qui est d'ordinaire prévu pour les formations de réserve, tout en envoyant des hommes en permission, vérifiant les approvisionnements et remettant à jour son administration.

Au sud de l'Imjin, dans la zone de l'échelon du *P.P.C.L.I.,* le 3e bataillon de ce régiment nouvellement arrivé, se préparait à relever le 1er[1]. On se rappelle que le 3e avait été organisé à Fort Lewis (Washington) et avait passé la période subséquente dans le 25e Groupe de remplacement, à former des renforts. A son arrivée en Corée, il comptait environ 200 hommes; il devait absorber environ 300 hommes et officiers du 1er bataillon dont le tour de roulement n'était pas terminé.[2] Le 3 novembre à midi, sous le commandement du lt-col. H. F. Wood, le 3e bataillon du *P.P.C.L.I.* remplaça le 1er bataillon dans l'ordre de combat de la 25e Brigade.[3] Les deux unités prirent chacune la position de l'autre, les parachutistes pour se préparer à rentrer au Canada, et les arrivants pour entreprendre la dernière phase de leur entraînement en vue des opérations de Corée.[4]

Au cours de cette période de formation, le nouveau bataillon était chargé en outre des contre-attaques qui seraient nécessaires pour rétablir les positions tenues sur le «Crochet» par le *Black Watch* de la 29e Brigade, au cas où l'ennemi y prendrait pied.[5] Cette tâche donna lieu à un incident au cours du programme d'entraînement; l'une des manoeuvres, – répétition du plan de contre-attaque, – se fit avec des munitions véritables et un ennemi qui ne l'était pas moins. Il a été question ici du «Crochet», où s'est déroulée cette action. Il convient de décrire maintenant avec plus de détails l'accident de terrain en question et ses alentours, car la défense de cet endroit, qui avait déjà coûté quelques vies aux Canadiens en mars 1952, devait causer encore de nombreuses pertes aux forces du Commonwealth avant la fin des combats de Corée.

Comme dans le cas des positions entourant la cote 255, un affluent de

la Sami-ch'on, sans désignation particulière, séparait les forces adverses dans la zone du «Crochet». Il s'écoulait d'ouest en est et tombait dans la Samich'on à peu près à trois milles en amont du confluent de celle-ci avec l'Imjin. La vallée de l'affluent en question est dominée au sud par une ligne de faîte orientée du nord-ouest au sud-est. La cote 146, située dans l'angle ouvert que forment la Sami-ch'on et son affluent, termine à l'est la ligne de faîte. Le «Crochet» est à 1,500 yards environ, au nord-ouest de la cote 146 et il constitue la limite ouest du relief en collines. Depuis le «Crochet», on avait une vue d'observation sur la vallée de la Sami-ch'on; aussi était-il essentiel pour les forces de l'O.N.U. de conserver cette position. Le maj.-gén. West a estimé que sa perte eût rendu nécessaire un repli de 4,000 yards en arrière.[6]

Lorsque la Division du Commonwealth porta sa limite gauche vers l'ouest, au-delà de la Sami-ch'on, le *Black Watch* occupa sur le «Crochet» trois localités de compagnie le long de la ligne de faîte. La quatrième compagnie se trouva placée sur la cote 121, au sud du «Crochet»[7]. Le 3e bataillon du *P.P.C.L.I.* occupa une zone de réserve à environ 3,000 yards plus au sud encore. À la différence de l'unité qui l'avait précédée, celle-ci n'avait exécuté aucune manoeuvre d'entraînement au niveau du bataillon avant d'assumer un rôle actif. Le 15 novembre, toutefois, il y eut répétition de l'opération «Ipperwash», c'est-à-dire des contre-attaques dans la zone du *Black Watch.*

«Ipperwash» comportait la reprise de trois zones de compagnie: la position de la compagnie du centre avant, le «Crochet» lui-même, et la cote 121 (après blocage d'une pénétration plus profonde). Les forces devaient être amenées par véhicules jusqu'à un point donné, puis marcher jusqu'à un point qui conviendrait pour se regrouper à proximité de la zone à contre-attaquer. Le plan prévoyait aussi l'envoi de deux compagnies à l'accident de terrain de Samok-tong et à la cote 98 le plus tôt possible après le déclenchement de toute attaque assez forte de l'ennemi.[8]

Trois jours après la répétition générale, dans le nuit du 18 au 19 novembre, l'ennemi lança une attaque massive du côté du «Crochet» et il devint nécessaire de déclencher l'opération «Ipperwash», sous une forme modifiée, dans le cadre même de l'action de guerre*. Les hommes de la compagnie qui avait été désignée pour la première phase de l'opération étaient en train de se baigner lorsque le front s'activa, et il fallut leur substituer une autre compagnie, la compagnie «B» (maj. J. R. Roberts). Il s'agissait, suivant le plan, de relever la compagnie «B» du *Black Watch* (qui occupait le centre des positions de la ligne de faite), afin de lui permettre de contre-attaquer. La relève s'effectua sans incident sur le flanc immédiat des féroces combats qui se déroulaient sur le «Crochet», et la compagnie «B» des *Pa-*

---

*Le compte rendu de cette action se fonde sur des faits connus par l'auteur lui-même et sur le journal de marche du *P.P.C.L.I.*

tricias se trouva sous le commandement du *Black Watch;* elle ne fut pas inquiétée, si ce n'est par un tir de mortiers et d'artillerie pendant les combats qui suivirent. La compagnie «B» du *Black Watch* effectua sa contre-attaque, mais sans réussir à dégager le «Crochet». Toutes les réserves se trouvant ainsi engagées (y compris les excellents cornemuseurs du bataillon), le commandant de la 29e Brigade, le brig. A. H. G. Ricketts, demanda une autre compagnie du *Patricias* et une troupe de chars du *Lord Strathcona.* Le brig. Bogert approuva aussitôt cette demande.

L'annaliste du *P.P.C.L.I.* a relaté ainsi l'action qui s'ensuivit:

> A 3 h. 15, la compagnie «C» se mit en branle au grand complet, y compris l'officier observateur d'artillerie, les munitions de réserve et les porteurs du KSC [Intendance coréenne]. Le maj. McPhail reçut ses ordres à 4 h. 30 non loin du P.C. du *Black Watch.* A 5 h. 30, la compagnie «C» avait atteint son point d'attente. La situation n'étant pas encore suffisamment claire, la compagnie se déploya. Elle ne dépassa la ligne de départ qu'au point du jour (6 h. 15). La longue attente par froid très vif avait été pénible. Le thermomètre était descendu à 10 degrés.
>
> Le peloton 9, commandé par le lt Halahan, partit le premier et occupa l'épaulement du «Crochet». Le peloton 8 (sous-lt Anderson) et le peloton 7 (lt Marvin) montèrent successivement au sommet du «Crochet».
>
> Juste avant l'arrivée de ces deux pelotons, l'ennemi s'était retiré de la hauteur, laissant ses morts derrière lui. L'évacuation des blessés ennemis se poursuivait sur l'éperon menant à l'avant-poste «Warsaw».
>
> Comme les gens du *Black Watch,* sur le «Crochet», avaient subi de lourdes pertes et que la position tout entière avait été bouleversée et désorganisée, les deux pelotons postèrent des sentinelles, puis aidèrent à l'évacuation des morts et des blessés.
>
> Le lt Marvin, accompagné d'un caporal du *Black Watch* et d'un soldat, s'éloigna vers «Warsaw» à la recherche d'hommes qui étaient tombés par là. Une mitrailleuse légère de l'ennemi fit feu depuis les casemates de «Warsaw», blessant le lt Marvin et tuant le soldat qui l'accompagnait. Le feu des armes portatives de l'ennemi empêcha leurs camarades de se rendre jusqu'à eux. Le lt Marvin parvint à ramper jusqu'à l'abri d'un talus derrière lequel se trouvaient ses compagnons et quelques autres hommes venus les aider. Ils revinrent ensemble au «Crochet», tout en essuyant un feu nourri d'armes portatives et de mortiers. Le lt Marvin fut touché de nouveau. Les autres revinrent indemnes.
>
> Pendant toute la matinée, le «Crochet» fut soumis à un tir intermittent d'artillerie et de mortiers, qui fit perdre quelques hommes. Le bombardement diminua au cours de l'après-midi. Dans la soirée, il ne fut plus que très espacé.

Les compagnies «B» et «C» du 3e bataillon du *P.P.C.L.I.* restèrent là plusieurs jours, sous le commandement du *Black Watch,* qui avait subi de lourdes pertes pendant l'engagement et avait besoin d'un secours pendant qu'on le réorganisait. Le 22 novembre, la compagnie «C» fut relevée, et deux jours plus tard la compagnie «B» rejoignait le bataillon[9]. La fin du mois se passa à l'entraînement et aux préparatifs de remontée en ligne de la 25e Brigade.[10]

Au cours du mois de novembre, l'hiver fit de nouveau son apparition en Corée. Le mercure descendait souvent, la nuit, à 10 degrés Fahrenheit. Dès la fin du mois, le sol était gelé à une bonne profondeur. L'air était vif et net la plupart du temps. Les Canadiens voyaient d'une âme égale le retour

de cette saison. L'hiver en Corée ressemblait assez à ce qu'il est dans le sud de l'Ontario.

Sur le «Crochet»

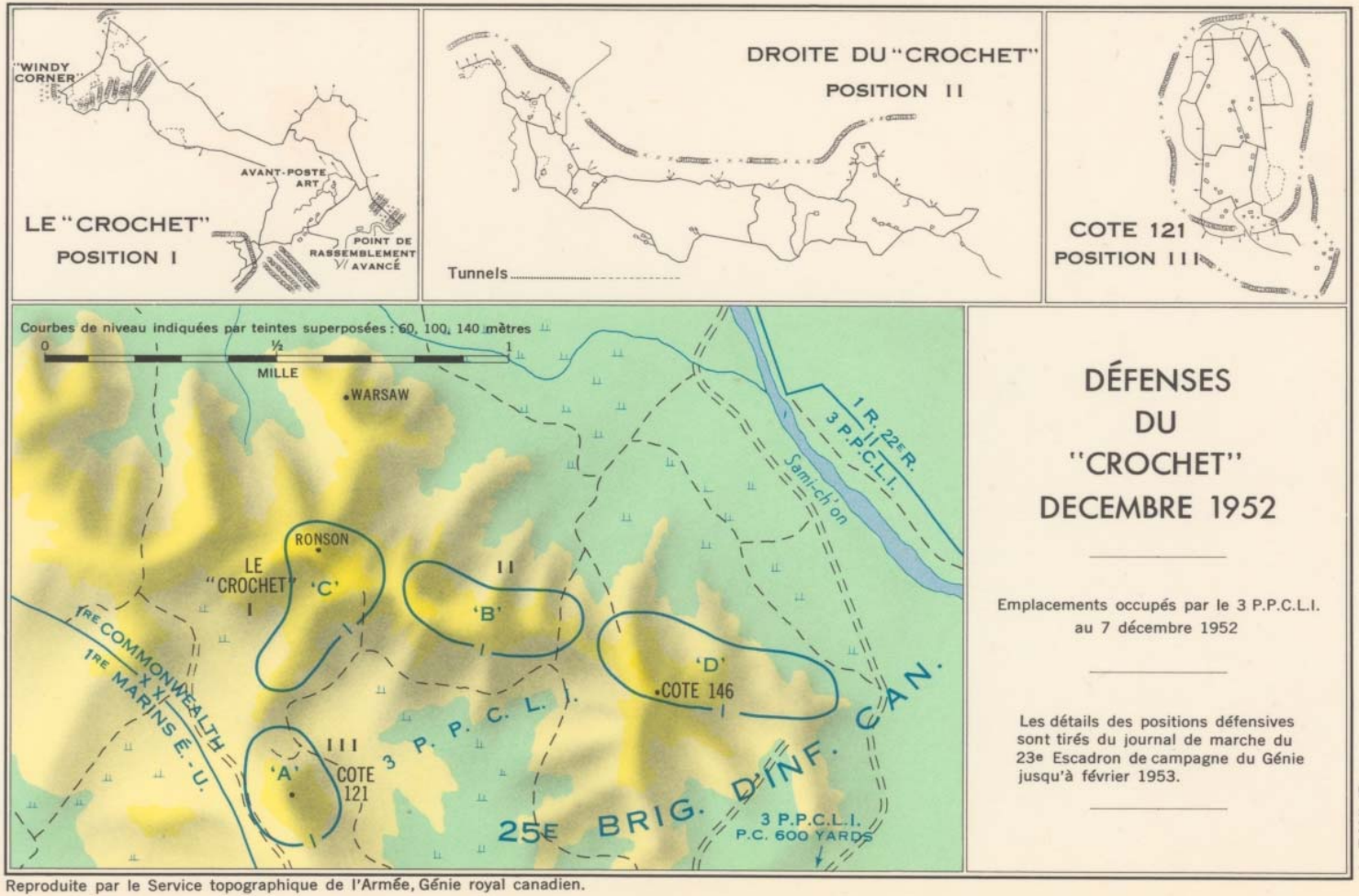
Le 29 novembre, la 1re Division du Commonwealth entreprit un redéploiement qu'elle acheva dans la nuit du 1er au 2 décembre.[11] Le but recherché était de mettre trois brigades en ligne, chacune ayant deux bataillons dans les positions d'avant.[12] Le maj.-gén. West en a exposé les avantages:

> Les commandants de brigade ont maintenant:
> a) un front de deux bataillons, et non plus de trois qu'ils n'arrivaient pas à diriger convenablement.
> b) Un bataillon de réserve à eux, avec lequel lancer des contre-attaques ou secourir les autres bataillons, suivant les circonstances.
> c) Un secteur complet, en profondeur, et non plus seulement un front.[13]

Dans le cadre de ce redéploiement, les Canadiens revinrent en ligne, à la gauche du front de la division, dans la zone du «Crochet», le *P.P.C.L.I.* étant sur le «Crochet» même. Le 1er bataillon du R. 22e R. s'était installé sur le système «Yongdong», à l'est de la Sami-ch'on. Le 1er bataillon du *R.C.R.*, sauf la compagnie «C» avant, commandée par le lt-col. Wood, occupait l'ancienne position de réserve des *Patricias*.[14] A l'est des Canadiens était la 29e Brigade, et la 28e Brigade tenait toujours la partie droite du secteur de la division.[15]

Les forces du Commonwealth conservèrent ces positions pendant deux mois. Cette période fut relativement calme. L'une des activités les plus importantes était la construction d'ouvrages de défense beaucoup plus puissants que ceux dont s'étaient servies jusque-là les forces du Commonwealth. La plus grande partie de ces travaux s'exécutaient sur le «Crochet». En octobre, on s'en souvient, les concentrations préparatoires d'artillerie de l'ennemi avaient pulvérisé les défenses de campagne de la compagnie «B» du 1er bataillon du *R.C.R.* à un tel point qu'il était impossible de s'en servir pour une défense efficace. Lorsque la division se déplaça à l'est, en novembre, pour occuper le «Crochet», on commença aussitôt à creuser des galeries souterraines dans la colline. Lors des attaques contre le 1er bataillon du *Black Watch,* le feu de l'ennemi avait de nouveau rasé les défenses en surface, mais cette fois les défenseurs avaient pu se mettre à l'abri dans les galeries lorsque l'ennemi avait pénétré dans leurs tranchées, et de là appeler l'artillerie contre les Chinois se trouvant au-dessus de leurs têtes, ce qui avait empêché l'ennemi de consolider ses gains.[16]

Lorsque le 3e bataillon du *P.P.C.L.I,* et le R. 22e R. arrivèrent dans les zones de bataillon de part et d'autre de la Sami-ch'on, le Génie les aida à réaménager et renforcer la position.[17] On accorda la plus haute priorité à la zone du «Crochet». Une troupe du 23e Escadron de campagne se mit à l'oeuvre à cet endroit dès le lendemain de la relève du 1er bataillon du *Black*



DÉFENSES DU "CROCHET" DECEMBRE 1952

Emplacements occupés par le 3 P.P.C.L.I. au 7 décembre 1952

Les détails des positions défensives sont tirés du journal de marche du 23e Escadron de campagne du Génie jusqu'à février 1953.

Reproduite par le Service topographique de l'Armée, Génie royal canadien.

CARTE 7

Watch par les *Patricias**. Par la suite, la plus grande partie de l'escadron travailla sur le «Crochet», avec trois compagnies de manoeuvres sud-coréens, à raison de trois périodes de relais de huit heures par jour. Quant au R. 22e, sur le système «Yongdong», les défenses qui lui étaient nécessaires étaient moins compliquées, et l'aide du Génie ne consista que dans l'affectation de directeurs de travaux. L'effort du R. 22e porta surtout sur une galerie conduisant du dos de la hauteur à un poste d'observation de l'artillerie sur le versant avant, ainsi que sur une casemate à deux niveaux et sur un poste de commandement dans les entrailles de la colline.

Il y avait une différence fondamentale entre la doctrine défensive des unités des États-Unis et celle des unités du Commonwealth, de telle sorte que les unes pouvaient difficilement succéder aux autres dans une même «localité» défensive. Les Américains appelaient leur position principale la «ligne principale de résistance» et la construisaient pour une grande part comme une ligne longeant les premières pentes des collines qu'ils défendaient. Les forces du Commonwealth observaient dans l'ensemble la doctrine britannique; elles fortifiaient les sommets de leurs collines en en faisant des «localités avancées défendues», c'est-à-dire défendues dans toutes les directions, le tir des unes pouvant croiser celui des autres**. Les Américains prétendaient que cette méthode obligeait à un «feu plongeant» sans précision; ils préféraient se trouver en position de contact immédiat avec l'ennemi. Les théoriciens du Commonwealth répliquaient qu'à leur sens la nécessité d'un feu plongeant n'était qu'un bien faible inconvénient à opposer à l'avantage d'obliger l'ennemi à gravir des pentes raides et découvertes. Quoi qu'il en ait été, la relève par une unité d'une autre nationalité entraînait toujours un grand remaniement des défenses, avec beaucoup de creusage et beaucoup de comblement qui auraient pu être évités.

En arrivant sur le «Crochet», la Division du Commonwealth y avait trouvé une sorte de ligne de tranchées qui suivait les flancs nord-ouest et nord-est. Une autre suivait le flanc sud-est. Elle ne se rendait pas jusqu'au coin sud-ouest, le «coin du Vent»; une tranchée latérale la reliait à la ligne du flanc nord-est. Les trois courtes galeries souterraines qui avaient été creusées dans le «Crochet» en septembre partaient des tranchées du sud-ouest, du nord-ouest et du nord-est. La position de compagnie située immédiatement à droite du «Crochet» s'allongeait vers le sud-est en une ligne assez étroite, tandis qu'une tranchée unique, qui se dédoublait bientôt en deux lignes plus ou moins parallèles, longeait la position de la gauche à la

---

*Le travail des ingénieurs se révéla à la fois difficile et périlleux. Un officier du Génie, le lt C. D. Carter, reçut la Croix militaire pour l'excellence du travail qu'il avait accompli, notamment sur le «Crochet».

**On peut se demander jusqu'à quel point la terminologie employée exerçait une influence sur les conceptions défensives. Les manuels militaires des États-Unis n'ordonnaient pas de construire une «ligne», mais employaient ce mot. Quant aux «localités», il n'était possible d'en construire que sur les hauteurs. Les terrains bas de Corée ne s'y prêtaient pas, constitués qu'ils étaient de nombreuses vallées étroites.

droite. Là s'ouvraient trois autres galeries, l'une partant de la tranchée unique, et les deux autres s'enfonçant dans la colline à partir de la plus basse des deux lignes de tranchées, c'est-à-dire à partir de la ligne du flanc sud-ouest.

Lorsque le 23e Escadron de campagne fut chargé d'occuper cette position, le premier tronçon de chacune des galeries souterraines du «Crochet» avait été achevé, à partir d'une entrée se trouvant dans la ligne de tranchées vis-à-vis d'une niche de tir et jusqu'à une salle souterraine. Il restait aux ingénieurs canadiens à mener à terme l'excavation de quelques salles souterraines et à percer, pour chaque galerie, un second tronçon depuis la salle jusqu'à une autre entrée, soit dans la même ligne de tranchées, soit dans une ligne adjacente. Ces travaux furent terminés vers la fin de janvier, les galeries existantes ayant été allongées de 368 pieds, dans le roc vif presque partout. On se proposait de relier toutes les galeries entre elles, mais cela ne fut jamais fait. Les galeries avaient à peu près cinq pieds et huit pouces de haut et trois pieds et six pouces de large. À quelques pieds de l'entrée, elles tournaient brusquement, de façon à briser l'effet de souffle des explosions, et il était aménagé à cet endroit des pièges de grenades. Les tronçons des galeries étaient creusés des deux extrémités à la fois et ne se rejoignaient pas toujours parfaitement. Dans un certain cas, la différence de niveau fut de dix pieds; il fallut creuser un puits de communication entre les deux galeries et y placer une échelle, à la grande confusion des ingénieurs et sous les quolibets des soldats.

A part ce fouissement, les travaux consistaient surtout dans l'approfondissement et la consolidation des tranchées, et dans le creusage de plusieurs nouvelles lignes. Parmi celles-ci, la plus importante était celle du «coin du Vent», qui complétait la ligne du flanc sud-ouest. Ce nom de «coin du Vent» ne venait pas de la proximité de l'ennemi, comme on pourrait le croire, mais du fait que des morts chinois avaient été enterrés là par une des forces qui s'étaient succédées sur le «Crochet». Le creusement des tranchées avait remué ce sol nauséabond et il n'était pas agréable de travailler de ce côté lorsqu'il faisait chaud.

Les travaux de retranchement se poursuivaient dans les zones des trois compagnies. On se servait surtout d'outils manuels; dans les positions d'arrière du «Crochet», toutefois, une perforatrice à air comprimé avait été installée dans une casemate spéciale. Le roc, le sol gelé et la nécessité de ne travailler que la nuit dans les tranchées exposées ralentissaient les travaux. Et pourtant on creusa 650 yards de nouvelles tranchées, tout en approfondissant les anciennes.

Comme l'artillerie était indispensable pour briser les attaques ennemies, on mit un soin particulier à la construction d'un poste d'où les officiers observateurs auraient une bonne vue du champ de bataille sans être dérangés ni par les attaques ni par les bombardements. On creusa à cette fin une grande salle dans le «Crochet», d'où une galerie montait à une salle

plus petite aménagée tout juste sous le sommet de la colline. Une meurtrière d'observation fut ouverte dans la paroi de cette seconde pièce, et le terrain fut dégagé en cratère devant cette ouverture, afin d'améliorer le champ de vision. Les artilleurs eux-mêmes, dirigés par les ingénieurs, creusèrent une galerie de 80 pieds de long jusqu'à la cote 146, et aménagèrent là un second poste souterrain d'observation.

On se proposait aussi d'aménager trois postes souterrains pour les mitrailleuses, en creusant des galeries secondaires, à partir des principales, par-dessous les tranchées les plus avancées et de là jusqu'à flanc de colline. Une meurtrière permettrait de tirer depuis le poste souterrain où se tiendrait l'équipe. Un seul de ces postes put être achevé, à la droite du «Crochet», au-dessous de la ligne unique de tranchées dont il a été question précédemment.

Les fantassins travaillèrent aussi à renforcer les positions. Ils déroulèrent des barbelés sur les arêtes qui s'étiraient jusqu'à «Ronson» et à «Warsaw», ainsi que dans la vallée de la Sami-eh'on, et installèrent des plafonds en acier, fournis par le Génie, au-dessus des niches de tir et des meurtrières*. Les ingénieurs aménagèrent sous terre, dans le «Crochet», deux dortoirs à éléments préfabriqués et préparèrent les excavations voulues pour six autres sous la cote 121. C'est ainsi que vers la fin de janvier la zone du «Crochet» commença à être aussi puissamment défendue que l'étaient depuis longtemps les positions chinoises principales grâce à des efforts de creusage à la main quasi incroyables.

Le 2 décembre 1952, le président-élu des États-Unis, Dwight D. Eisenhower, arriva en Corée, ainsi qu'il l'avait promis au cours de la campagne électorale. Les Américains étaient de plus en plus las de la guerre de Corée, qui avait constitué l'un des principaux thèmes de la campagne préalable aux élections de novembre. M. Eisenhower, pendant trois jours, passa les unités en revue, puis, rentré à Washington, il laissa transparaître l'impatience des États-Unis. Dans son discours de février 1953 sur l'état de l'Union, il annonça qu'il donnait l'ordre à la Septième Flotte des États-Unis de cesser les patrouilles par lesquelles elle neutralisait Formose et empêchait la Chine nationaliste de lancer des attaques de guérilla sur le continent.

Pendant ce temps, les combats se poursuivaient, nais avec une moindre intensité. Les deux mois suivants ne virent pas se répéter les fortes attaques et les raids chinois d'octobre et de novembre, l'activité se limitant à des patrouilles et à des accrochages de patrouilles. Les hommes étaient

---

*Le lt H. C. Pitts commandait une équipe de pose de barbelés du *P.P.C.L.I.* qui installa des fils à boudin autour du «coin du Vent» dans les nuits du 30 novembre et du 2 décembre. Le lt Pitts accomplit cette difficile mission suivant l'horaire fixé, dans un ancien champ de mines qui s'étendait à quelques yards seulement des avant-postes chinois. Deux de ses hommes furent tués par l'explosion d'une mine. Il reçut plus tard la Croix militaire, avec mention des qualités de chef qu'il avait manifestées à cette occasion.

constamment occupés, soit sur leurs positions de tir, soit en reconnaissance, soit à tendre des embuscades aux patrouilles ou à combattre celles-ci, sans compter qu'à tout moment il y avait des alertes à cause de la menace d'attaques chinoises. En janvier, il parut que l'on reviendrait aux principes qui s'étaient appliqués aux patrouilles en mai et en juin, Le maj.-gén. West écrivait à ce sujet ce qui suit:

> En janvier, on s'est mis à désirer, dans toute la 8e Armée, un plus grand nombre de prisonniers de guerre, et certains signes ont indiqué que le 1er Corps allait ordonner à chacun des bataillons d'avant d'envoyer un nombre déterminé de patrouilles par nuit ou par semaine. Afin de prévenir cet ordre, j'ai formulé pour la Division une politique spéciale en ce qui concerne les patrouilles ..., ce qui a donné le résultat escompté: nous venons de recevoir du Corps d'armée une instruction déconseillant de fixer un nombre arbitraire de patrouilles à faire effectuer par les unités de l'avant.[18]

Le mémorandum du maj.-gén. West sur la politique à observer au sujet des patrouilles demandait comme une chose importante que chaque patrouille eût un but défini. Elle s'opposait à ce que l'on effectuât des patrouilles («à tant par jour») seulement pour en avoir effectué, et précisait que le plan de patrouilles de chaque front de bataillon et même de compagnie devait s'inspirer de la situation tactique de ce front.[19] Il semble que l'état-major du 1er Corps d'armée des États-Unis eût reconnu la sagesse de cette attitude. Il ne fut pas donné d'ordre imposant à l'ensemble du corps d'armée un plan rigide pour les patrouilles. On put donc adapter les plans aux besoins des divers secteurs.

Sur le front des Canadiens, il y avait deux secteurs très différents. Le flanc gauche, qui englobait les zones «Ronson», «Seattle» et «Warsaw», se trouvait en contact très immédiat avec l'ennemi. Sur la droite, le contact était plus lointain, les forces adverses étant séparées par la vallée de la Sami-ch'on. L'activité des patrouilles était également vigoureuse sur les deux flancs, mais les patrouilles envoyées de la droite du front devaient parcourir de plus grandes distances. II n'y eut aucun accrochage vraiment sérieux, la consigne étant d'ordinaire de se retirer aussitôt l'ennemi aperçu, afin de faire tirer sur lui soit l'artillerie, soit les mortiers.[20] La droite du front de la Division, toutefois, n'était pas si tranquille. Les patrouilles de la 28e Brigade eurent plusieurs accrochages sanglants dans la zone de la cote 355-227, et leurs pertes furent assez lourdes.[21]

Le 28 décembre, le *P.P.C.L.I.* et le *R.C.R.* changèrent réciproquement de positions, tout en laissant chacun une compagnie à l'avant, sous le commandement de l'unité de relève.[22] Le premier mois du 3e bataillon du *Patricias* à la ligne de feu n'avait eu rien d'exceptionnel. Le fait le plus remarquable avait été l'extraordinaire esprit de Noël qu'avaient montré les Chinois, en plusieurs occasions. Trois jours avant Noël, ils se surpassèrent en faisant cadeau aux Canadiens de sapins de Noël, de cartes de bons voeux et de petits objets de parure, le tout surmonté d'une banderolle d'une vingtaine de pieds, que l'aube découvrit sur les positions «Ronron» à moins de cent

yards des positions avancées des Canadiens.[23]

Sur le «Crochet», le *R.C.R.* aussi connut un mois tranquille. Il envoya de nombreuses patrouilles, mais il y eut peu d'accrochages, et aucun n'entraîna de pertes considérables. Dans la nuit du 12 au 13 janvier 1953, une patrouille envoyée vers «Seattle» eut plusieurs hommes blessés par une grenade en approchant d'une tranchée de l'extrémité nord de cette hauteur. L'explosion blessa entre autres le chef de la patrouille; celle-ci se retira, poursuivie par le feu des mortiers et des armes portatives. A l'exception de quelques incidents du même genre, les patrouilles effectuées durant le mois n'eurent rien de remarquable; l'ennemi, pour sa part, ne se manifesta guère aux approches des positions du «Crochet»*. Les tireurs d'élite, dont l'entraînement avait été particulièrement soigné en novembre, lorsque l'unité était en réserve, tuèrent un nombre étonnant d'ennemis. L'artillerie et les mortiers du *R.C.R.* pilonnèrent continuellement les positions adverses. Vers la fin du mois, les préparatifs de la relève commencèrent, et le 30 janvier le 1er bataillon du *R.C.R.* quitta le «Crochet», remettant ses positions à un bataillon de la 2e Division d'infanterie des États-Unis.[24]

Pendant que le 1er régiment de la *R.C.H.A.* restait en alerte, les autres Canadiens suivirent le *R.C.R.* en réserve, allant se regrouper dans une zone située à sept milles environ du confluent de l'Imjin et de la Hantan[25]. Ce mouvement faisait partie de l'opération «Thames», qui vit la 1re Division du Commonwealth** au complet, à l'exception de son artillerie, aller pour la première fois en réserve depuis sa formation, en juillet 1951[26]. Bien que les Q.G. des brigades d'infanterie se fussent quelque peu déplacés au cours des nombreuses montées en ligne, leurs positions étaient demeurées stationnaires depuis le remaniement qui avait suivi l'opération «Commando». C'est pour cette raison peut-être que le Q.G. de la 25e Brigade en était venu à posséder une quantité renversante de bagages, y compris un mess d'officiers portatif en contreplaqué et en grosse toile, et que son effectif avait atteint le chiffre de 200 hommes. La même chose, apparemment, était arrivée aux unités américaines en Corée, car l'annaliste du Q.G. de la brigade canadienne note au passage que le Q.G. de la division qui venait de relever la brigade (38e Régiment d'infanterie des États-Unis) comptait 300 hommes.[27]

La 1re Division du Commonwealth resta en réserve du 30 janvier au 8 avril. Le 11 février, le lt-gén. Van Fleet remit le commandement de la Huitième Armée au lt-gén. Maxwell Taylor, parachutiste qui avait commandé la 101e Division aéroportée des États-Unis dans la campagne du nord-ouest de l'Europe. Trois semaines plus tard, le 5 mars 1953, Joseph Staline, président du Conseil des ministres de l'URSS, mourut, et George Malenkov lui

---

*La compétence militaire et les qualités de chef manifestées par le lt D. G. Loomis (1er bataillon du R.C.R.) au cours des patrouilles de cette période sont entrées en ligne de compte lorsqu'il a reçu la Croix militaire.

**L'artillerie resta à l'avant pour appuyer la 2e Division, dont la propre artillerie appuyait la 1re Division de la République de Corée.

succéda. L'opinion mondiale ne réagit qu'avec prudence, guettant un signe de détente entre l'Est et l'Ouest. En Corée, les opérations se poursuivirent. En plus d'opérations mobiles d'entraînement, y compris des manoeuvres de corps d'armée, cette période connut deux événements notables. Le premier consista en un projet d'addition de soldats sud-coréens aux unités d'infanterie de la division. L'autre fut le commencement du deuxième roulement général des unités canadiennes en Corée.

Les «Katcoms»

Il y avait des soldats coréens dans les formations combattantes des Américains depuis bien des mois, mais il n'avait pas été question d'en incorporer aux unités de la Division du Commonwealth. Or, le 20 juillet 1952, le brig. Bogert fit savoir à Ottawa par télégramme que les formations du Commonwealth avaient été invitées à accepter «un certain nombre de Coréens ayant reçu une instruction de base, pour servir dans l'infanterie[28]». Bogert expliquait que le commandement des Nations Unies avait entrepris de former des nationaux coréens en grand nombre à titre de renforts d'infanterie, comptant que «dans la mesure du possible des forces coréennes finiraient par être chargées des combats directs avec l'ennemi». Le nombre des soldats ayant reçu l'instruction de base était devenu supérieur à celui que l'on pouvait équiper et incorporer dans les unités coréennes existantes. Le commandement des Nations Unies pouvait fournir des contingents de 500 hommes, sans officiers ni sous-officiers, que les bataillons d'infanterie du Commonwealth absorberaient par groupes de 100 chacun. Les soldes seraient à la charge du gouvernement coréen, mais l'équipement, l'uniforme et les armes viendraient de l'unité canadienne.

Ce télégramme plongea dans un certain embarras le Q.G. de l'Armée à Ottawa. La guerre de Corée, peu orthodoxe, avait été fertile en problèmes nouveaux pour le Canada, mais que dire d'une telle proposition, arrivant au moment où l'on pouvait croire à un armistice prochain, et qui présentait beaucoup plus de difficultés que de solutions! La Direction de l'administration s'inquiétait de savoir comment le commandement serait exercé, comment la discipline serait administrée, et comment le soldat coréen, touchant une solde minime à côté de celle du soldat canadien, pourrait être tenu responsable de ses armes et de son équipement. La Direction de l'organisation demandait qui serait chargé de la première visite médicale et des immunisations, de façon à protéger les unités canadiennes contre les maladies contagieuses. Et la Direction des opérations et des plans militaires (Division du Quartier-maître général) craignait de ne pas avoir assez d'uniformes, compte tenu de la petite taille des nouveaux soldats «canadiens[29]».

Ces questions, et d'autres encore, furent posées au brig. Bogert, qui répondit le 9 août sur un ton rassurant:

> On ne leur fera pas la distribution de tout l'équipement. Le soldat coréen aura seulement ce que le soldat emporte habituellement avec son fusil, soit bottes, chaussettes et sous-vêtements de rechange. Les Coréens sont très petits; il sera difficile de trouver des uniformes à leur taille. On ne leur remettra que des fusils. Mêmes rations que pour les Canadiens. D'après notre expérience avec les porteurs coréens, ils tiendront sans doute à porter l'insigne de leur unité canadienne. Nous n'aurons pas besoin de plus de véhicules ni de plus d'équipement. Les Coréens auront été jusqu'à deux mois dans les cadres américains avant de nous arriver ... mais nous leur ferons passer une nouvelle visite médicale et les inoculerons s'il le faut.

Le brig. Bogert ajoutait que le maintien de la discipline ne poserait sans doute pas de problème. La menace de renvoyer l'homme à sa propre unité exerçait un effet magique. Le message se terminait sur une note confiante: «Avons l'impression que le Coréen peut faire un très bon soldat.»

Les choses en restèrent là pendant quelques mois, ralenties par une correspondance officielle des gouvernements intéressés. Au début de novembre, enfin, on demanda son avis au chef d'état-major général. Le lt-gén. Simonds répondit dans un mémorandum adressé au président des chefs d'état-major :

> Cette idée présente des avantages du point de vue militaire, car elle pourrait permettre de réduire un jour les effectifs canadiens en Corée, tout en aidant les Sud-Coréens à devenir capables de se charger eux-mêmes de leur défense.

Simonds exposait ensuite un procédé d'«intégration» par lequel des Coréens seraient d'abord «absorbés» par les unités canadiennes, puis, graduellement, à mesure que des chefs se détacheraient parmi eux, formeraient des «sous-unités», des pelotons, des compagnies et enfin des bataillons. «Tous ceux qui ont vu de près le soldat coréen sont d'avis, dit-il, qu'on peut en faire un soldat sûr, compétent et courageux, à condition qu'il soit bien encadré[30].» Le ministère des Affaires extérieures appuya ce point de vue.[31] Le 14 novembre 1952, le Comité de la défense du Cabinet s'y rallia.

Le 15 mars 1953, une fois établis des plans minutieux, le Q.G. de la 25e Brigade publia des instructions au sujet de l'application de ce projet aux unités canadiennes. Chacun des bataillons d'infanterie allait accueillir une centaine de soldats sud-coréens, à raison de trois par section. Au lieu d'être employés comme porteurs et servants de mess comme les hommes de l'Intendance coréenne, ces «Katcoms» *(Korean Augmentation to Commonwealth)* viendraient grossir les effectifs combattants des unités.[32] Il semble que l'exécution du plan ait été conforme aux prévisions. Le *P.P.C.L.I.* et le *R.C.R.* reçurent leur lot de Coréens le 28 mars et le 1er avril respectivement.[33] L'annaliste du 1er bataillon du R. 22e R. ne parle pas de l'arrivée des «Katcoms», mais il est certain que le bataillon en reçut sa quote-part à la fin de mars ou au début d'avril[34]. Un commandant de compagnie se rappelle avoir demandé à l'un de ses hommes comment il s'entendait avec son camarade coréen et s'être fait répondre: «Pas trop pire, mais on n'a pas une grosse conversation.[35]» Comme on s'y attendait, les différences de langue,

de coutumes et de solde posèrent des problèmes, et l'on ne saurait porter un jugement catégorique sur le succès ou l'insuccès de l'entreprise. Le lt-col. Amy, alors officier d'état-major de 1re classe au Q.G. de division, estimait que l'incorporation des Coréens réussissait dans la mesure où chacun des commandants était résolu à la faire réussir.[36] Les commandants du *R.C.R.* et du R. 22e R. ont mentionné tous deux les difficultés auxquelles ils se sont heurtés.[37] Il n'en reste pas moins que ce plan apporta de précieux effectifs complémentaires.

Roulement de 1953

La dernière semaine de mars vit le commencement du deuxième roulement général des unités canadiennes en Corée. Le 25 mars, le 3e bataillon du *R.C.R.* (lt-col. K. L. Campbell) remplaça le 1er bataillon du *R.C.R.* Deux jours après, la compagnie de transport n° 56 (maj. E. G. Hession) releva le n° 23; le lendemain, le 59e Escadron de campagne indépendant (maj. L. E. C. Schmidlim) releva le 23e Escadron de campagne. La 191e Unité d'atelier, qui n'avait pas été remplacée lors du premier roulement, fut relevée le 16 avril par la 23e Unité d'atelier d'infanterie (maj. V. W. Bethel). Cinq jours après, le 3e bataillon du R. 22e R. (lt-col. J.-L.-G. Poulin) releva le 1er bataillon du R. 22e R., et le lendemain le 81e Régiment de campagne (lt-col. H. W. Sterne) remplaça le 1er Régiment de la *R.C.H.A.*, dont le commandant, le lt-col. MacNaughton, avait changé de nom le mois précédent, pour se conformer aux dictées d'un testament, et s'appelait désormais Leslie. Le 1er mai, la 38e Ambulance de campagne (lt-col. R. A. Smillie) releva la 37e. Le roulement s'acheva le 24 mai, lorsque l'escadron «A» du *Lord Strathcona Horse* (maj. W. H. Ellis) releva l'escadron «B». Le 16 mai arriva le lt-col. M. F. MacLachlan, nouveau commandant du 3e bataillon du *P.P.C.L.I.,* qui remplaçait le lt-col. Wood, tombé malade et évacué le 27 mars sur un hôpital du Japon.

Les unités qui allèrent en Corée lors du roulement de 1953, sauf deux exceptions, étaient relativement nouvelles, ayant été constituées en 1950 ou ultérieurement. Les 3e bataillons étaient les plus anciennes de ces unités, ayant été constitués vers la fin de 1950. La nouvelle compagnie de transport et l'escadron de campagne remontaient au mois d'août 1951[38]; le régiment de campagne et l'ambulance de campagne, au printemps de 1952.[39] Par contre, l'unité d'atelier qui remplaça la 191e était une unité d'active d'avant la guerre de Corée, de même que l'escadron de blindés.

Une fois effectué ce second roulement, un assez grand nombre d'unités de l'Armée canadienne se trouvèrent avoir vu le feu en Corée. On avait songé au début à n'envoyer dans ce pays que des unités recrutées spécialement à cette fin, mais la durée du conflit avait conduit le Canada à envoyer en ligne la plupart de ses anciennes unités d'active. En 1953, alors que les parachutistes du début rentraient au Canada, des unités dont il

n'avait pas même été question en 1950 venaient prendre part à leur tour à la guerre de positions.

On se rendit compte encore plus vivement qu'une année de guerre de plus s'était achevée en Extrême-Orient lorsque le titulaire du commandement de la 25e Brigade changea de nouveau. Le 21 avril 1953, le brig. J.-V. Allard succéda au brig. Bogert.[40] Ancien officier du R. 22e R., il occupait avant d'être envoyé en Corée le poste de vice-quartier-maître général au quartier général de l'Armée.[41]

L'opération «Cotswold», remontée en ligne de la Division du Commonwealth, commença le 6 avril. Deux jours plus tard, la division relevait dans ses anciennes lignes la 2e Division des États-Unis. L'opération effectuée, la 29e Brigade se trouva à cheval sur la Sami-ch'on, sur les positions que les Canadiens avaient tenues avant la relève de la division en janvier; la 25e Brigade était au centre, et la 28e Brigade se retrouvait sur les positions qu'elle avait occupées auprès de la cote 355.[42] Dans le secteur canadien, le R. 22e R. tenait la gauche, le *P.P.C.L.I.*, la droite, et le *R.C.R.* était en réserve près du confluent de la Sami-ch'on et de l'Imjin. Le 3e bataillon du *P.P.C.L.I.* (qui remonta en ligne sous les ordres de son commandant en second, le maj. C. E. C. MacNeil) releva le bataillon thaïlandais et occupa à peu près la même zone que le 2e bataillon du *P.P.C.L.I.* au début d'octobre 1951.[43]

Le mois d'avril fut relativement tranquille. La division se remit à son activité ordinaire de première ligne sans être dérangée sérieusement par l'ennemi. Un des officiers du R. 22e R., le maj. W. H. Pope, a écrit ses impressions sur cette activité ordinaire:

> Le 8 avril 1953, la compagnie «C» du 1er bataillon du R. 22e R. a relevé les Américains sur les cotes 123 et 97. Juste avant la relève, les Chinois avaient attaqué l'avant-poste gauche, établi à 200 yards environ du périmètre du peloton d'avant et à peu près de niveau avec le fond de la vallée. Les cinq soldats américains de l'avant-poste avaient tous été tués, blessés ou faits prisonniers.
>
> Les Américains ont réagi en doublant l'effectif des deux avant-postes, ce qui fait que dix soldats américains, cette fois, ont été tués; la nuit même où je suis arrivé en ligne avec ma compagnie, en effet, les Chinois ont détruit l'avant-poste de droite. Les Américains traitent les avant-postes comme des parties intégrantes de leurs localités défendues. A mon avis, le seul rôle d'un avant-poste est de prévenir de l'approche de l'ennemi. Je ne tenais pas à apprendre l'approche de l'ennemi par la destruction d'un avant-poste.

Le maj. Pope, depuis ce moment, tint l'ennemi en respect au-delà des avant-postes par un feu de mortiers de 60 mm.

> Pendant notre séjour sur la ligne de feu, la vie a été agréable et tranquille. Il est vrai que les Chinois tiraient en moyenne 200 obus par jour sur la compagnie «C», mais sans nous faire perdre un seul homme. Les Chinois préparaient évidemment une attaque. La destruction des deux avant-postes ressemblait beaucoup à leur attaque d'octobre 1952 contre la cote 355. Leur pillonnage n'était pas un tir de harcèlement. C'était le tir méthodique d'au moins 100 canons, d'après mon estimation, et chacun de ces canons avait une tâche à accomplir pour son unité.

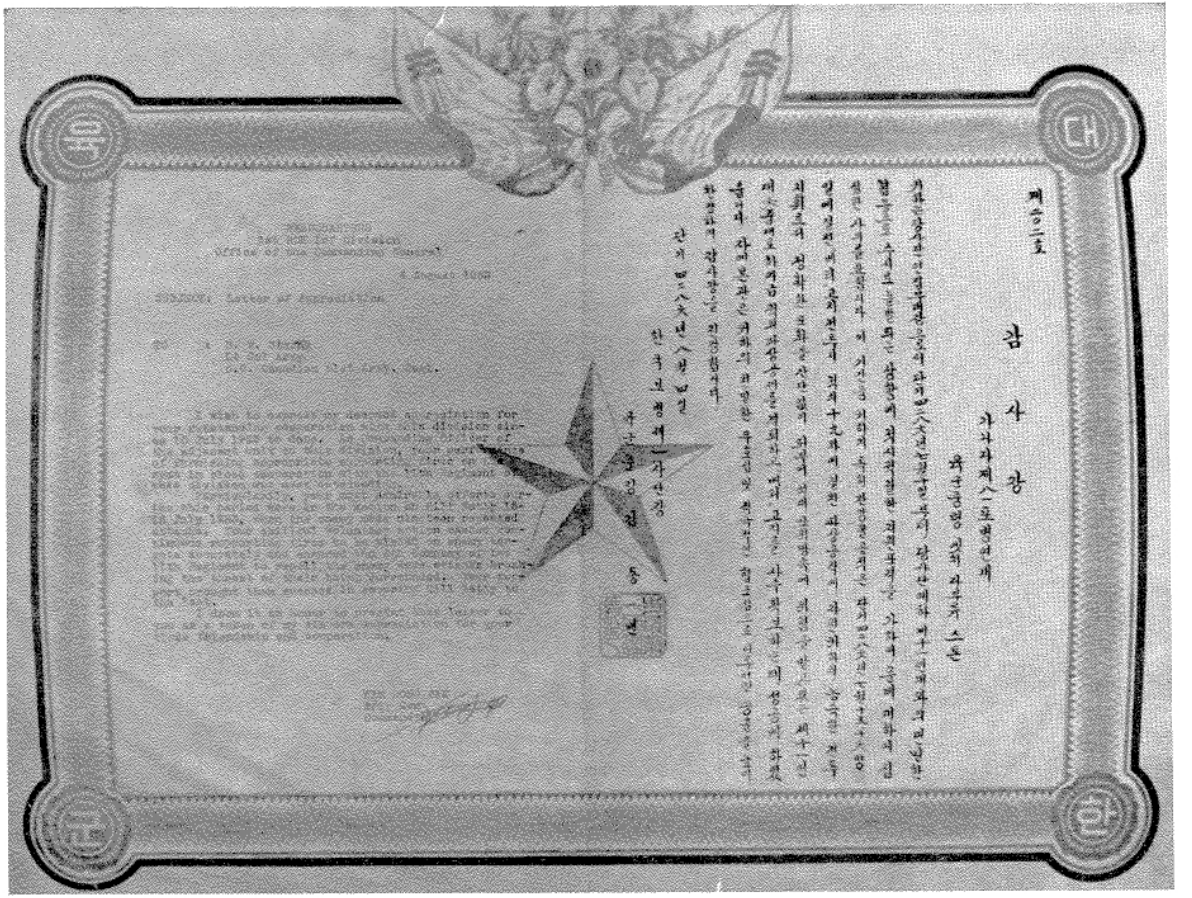
Le maj. Pope et le commandant de l'un de ses pelotons firent une reconnaissance de jour de la vallée, y cherchant des signes d'une activité nocturne des Chinois, mais ils ne trouvèrent ni excavations pour des dépôts, ni barbelés coupés. Ils jugèrent que l'attaque n'était pas imminente, car les Chinois auraient réagi à cette «patrouille» en plein jour s'ils avaient compté lancer une attaque avant une semaine.

Le 20 avril, le *R.C.R.* et le 1er bataillon du R. 22e R. changèrent entre eux de positions, en préparation de la relève du R. 22e par le 3e bataillon de ce régiment.[44] Comme dans le cas du 3e bataillon du *P.P.C.L.I.*, cette relève plaça le 3e bataillon du *R.C.R.* à peu près dans la même zone que le 2e bataillon du *R.C.R.* avait occupée au cours de l'opération «Commando»*. Dans la nuit du 23 au 24 avril, il y eut des accrochages de patrouilles dans tous les secteurs du front de la division. Ce ne furent que des échauffourées, mais qui permirent de faire un prisonnier, le premier depuis octobre. Celui-ci, malheureusement, mourut avant qu'on ait pu identifier son unité.[45]

Dans l'intervalle, le 11 avril, avait été signé à Panmunjom un accord d'échange de prisonniers malades ou blessés. On trouvera ci-après (page 275) une relation des négociations qui précédèrent cet accord. L'opération «Little Switch» (nom donné à l'échange) permit le retour de deux prisonniers canadiens. Le soldat A. Baker avait été capturé en novembre 1951 au cours de l'attaque contre le 2e bataillon du R. 22e R. Le lance-caporal P. Dugal, du 1er bataillon du R. 22e R., avait été pris, on s'en souvient, en juin 1952, lorsque l'ennemi avait fait des efforts particuliers pour s'emparer de prisonniers. Il avait tenu un répertoire précis des prisonniers qu'il avait rencontrés en captivité. Aussi, put-il donner de précieux renseignements sur certains d'entre eux dont le sort était inconnu ou douteux. Il fut récompensé par la Médaille de l'Empire britannique.

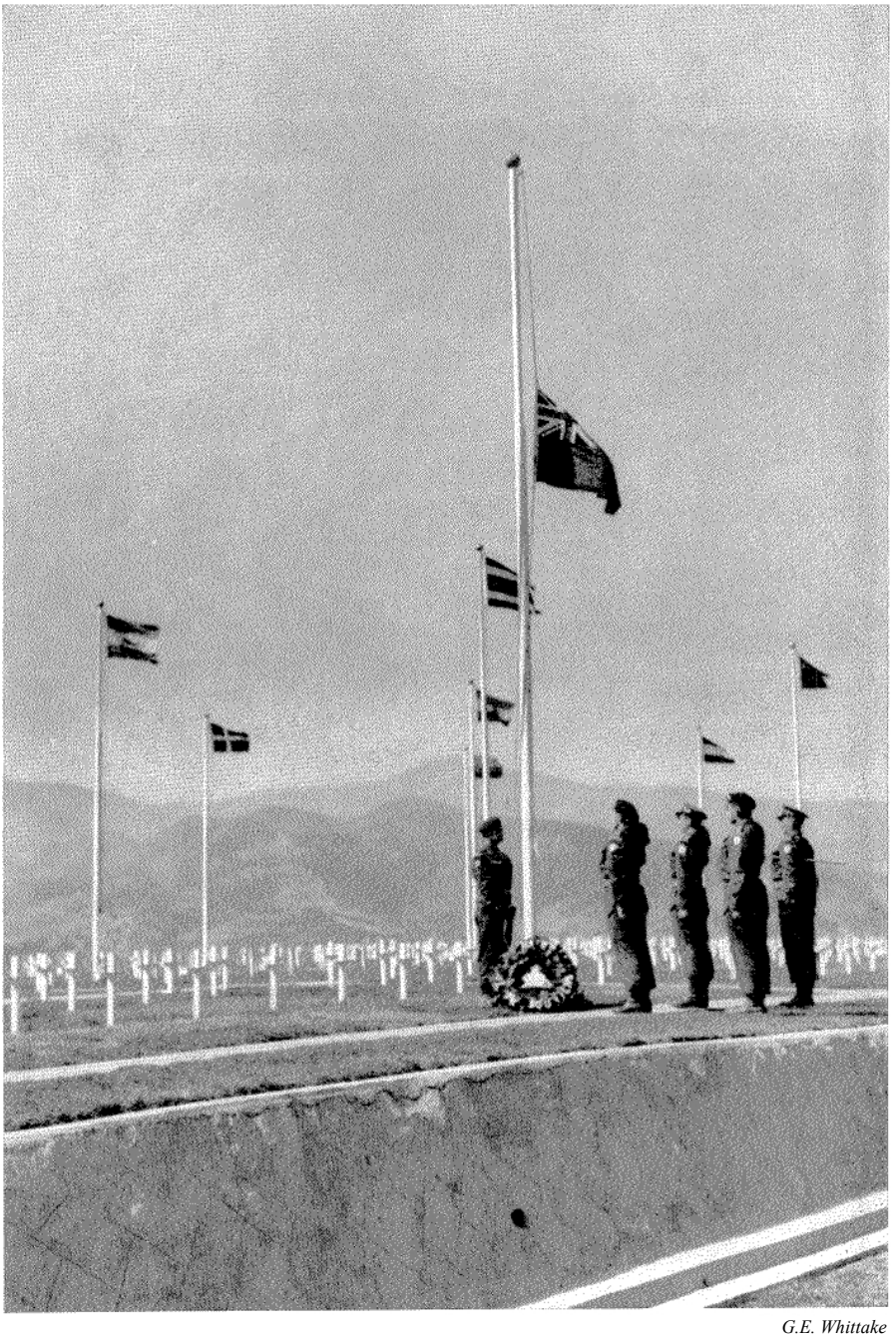
---

*Il y eut encore deux relèves en mai et en juin. Le 14 mai, le 3e bataillon du R. 22e R. remplaça le 3e bataillon du *P.P.C.L.I.* à la droite du front de la brigade; le 8 juin, le 3e bataillon du *P.P. C.L.I* releva le 3e bataillon du *R.C.R.* dans la zone du bataillon de gauche de la brigade.



"LETTRE D'APPRÉCIATION"

Parchemin présenté au 81e régiment de campagne de l'Artillerie royale du Canada par la 1re Division d'infanterie de la République de Corée, après les violents combats de juillet 1953.



G.E. Whittake

L'ENVOI

Le cimetière des Nations Unies à Pusan. Des officiers de la 25e brigade font leurs adieux aux camarades tombés au champ d'honneur, avant de rentrer au Canada, le 23 avril 1953.

CHAPITRE XVII

DERNIERS ENGAGEMENTS DES CANADIENS

Difficultés à la défensive

LE CALME QUI AVAIT régné en avril devait être de courte durée. L'activité déployée par les patrouilles ennemies durant les derniers jours du mois présageait la reprise du combat; en effet, durant la nuit du 2 au 3 mai, l'ennemi s'attaquait en nombre à la compagnie «C» du 3e bataillon du *R.C.R.* (lt-col. Campbell). Bien qu'une seule compagnie ait participé directement à l'action, le récit des événements dont cette action était l'aboutissement fournit une occasion appropriée d'expliquer assez en détail le dispositif de défense de la Division du Commonwealth à la veille de l'armistice.

Le terrain occupé par le bataillon était caractéristique de la plus grande partie du territoire où s'étendait la ligne «Jamestown». Le secteur faisait face à la Sami-ch'on; son point le plus élevé, la cote 187, en marquait le coin nord-est. Trois élévations irrégulières ayant la forme de doigts partaient de cette position en direction du nord-ouest, de l'ouest et du sud-ouest. De la cote 159, sortie de la dernière de ces trois crêtes, trois autres doigts se détachaient vers l'ouest, suivant tous les trois une ligne à peu près parallèle à la crête qui débouche vers l'ouest à partir de la cote 187. De la cote 166, du côté de la vallée occupée par l'ennemi, on pouvait apercevoir les deux plus septentrionales de ces quatre crêtes qui s'étendent vers l'ouest.

Toutes ces crêtes et collines étaient escarpées et leurs pentes étaient sillonnées de ravins et de plis de profondeurs diverses. À cause de ces dépressions du terrain, le feu direct des armes portatives pouvait rarement, sinon jamais, couvrir les pentes qui dévalaient d'une position donnée. Des mitrailleuses moyennes nichées dans des positions avoisinantes auraient pu atteindre cet objectif difficile mais aucune n'y avait été installée à cette fin. De plus, à moins que le tireur ne se découvre dangereusement au-dessus du rebord de sa travée de tir, l'escarpement des collines limitait sensiblement le champ d'action des armes portatives. Le problème était d'autant plus compliqué que les collines étaient recouvertes de broussailles et de longues herbes qui, même en hiver, pouvaient servir d'excellent couvert à un homme accroupi. Ce problème de défense n'avait rien d'inusité; la plus grande partie de la ligne «Jamestown» répondait aux normes de la doctrine tactique courante, mais la position du *R.C.R.* n'y satisfaisait pas; cependant, il était indispensable de la tenir pour assurer la sécurité du reste de la ligne. Pour cette position du moins, il semble qu'une variante de la tactique américaine

qui consistait à s'installer plus bas que le sommet des collines eût représenté une amélioration.

Entre les crêtes et les collines, la configuration du sol variait depuis des ravins étroits étouffés par les broussailles jusqu'à des vallées à fond plat recouvertes de rizières. À l'intérieur de la zone du bataillon, trois vallées à peu près parallèles séparaient les quatre doigts de terrain élevé dont nous avons déjà parlé. La nuit, ces vallées ouvraient l'accès au coeur même de la zone du bataillon, tandis que les ravins et les rigoles qui débouchaient sur les versants, offraient un abri couvert le long des côtés des «doitgs». Dans les vallées, le sol était riche, profond et noirâtre. Vers le sommet des crêtes, il était mêlé de schistes argileux qu'on pouvait rompre sans peine mais dans lesquels il était difficile de creuser. A ce niveau, le sol était d'un rouge jaunâtre; parce qu'argileux, il devenait spongieux après la pluie mais, même sans revêtement, il avait l'avantage d'être raisonnablement solide sur les rebords des excavations. Même au sommet des collines, le sol était étonnemment épais. On pouvait y creuser des tranchées d'une profondeur d'au moins six pieds sans atteindre le roc solide.

La zone du bataillon, comme les autres zones du secteur du Commonwealth, était aménagée dans des positions défendues, en conformité de la doctrine exposée au chapitre VI de la brochure britannique, *The Infantry Division in Battle, 1950.* Les Américains avaient tellement apprécié cette doctrine que, nous dit le maj.-gén. West, ils avaient fait tirer une édition spéciale de ce chapitre en vue de sa distribution générale au 1er Corps d'armée[1]. Les compagnies du *R.C.R.* étaient disposées de la façon suivante: «A», sur une élévation aux alentours de la cote 187; «D», sur la crête qui s'élève au sud-ouest; «C», compagnie sur laquelle porte en particulier la présente partie de notre récit, dans la moitié occidentale de la crête qui débouche de la cote 187 en direction de l'ouest. Les pelotons de la compagnie «B» étaient répartis entre les deux crêtes du côté sud. À l'intérieur de la compagnie «C», le peloton n° 7 occupait l'extrémité du doigt, dans le voisinage de la cote 97. Le n° 8 était à deux ou trois cents yards à l'arrière et le n° 9, de même que le Q.G. de la compagnie, tenaient la cote 123 à 400 yards environ à l'est. Une route pour jeep longeait le versant nord de la crête de la cote 97-123, et montait vers le nord à travers la vallée entre les deux crêtes; on avait camouflé de toile le côté ouest de ce tronçon pour dissimuler la route à la vue de l'ennemi.

La dispersion était l'un des aspects les plus caractéristiques de ce déploiement. Même entre les pelotons de la compagnie «C», les distances étaient assez grandes, mais les deux pelotons de la compagnie «B», postés sur la crête immédiatement au sud de la compagnie «C», se trouvaient à 700 yards au moins plus loin, et les troupes les plus rapprochées, celles du *P.P.C.L.I.*, étaient cantonnées à mille yards au nord-est. De même, le peloton avancé de la compagnie «A» se trouvait à environ huit cent yards derrière le peloton de queue de la compagnie «C» sur la cote 123. Ces distan-

ces excluaient tout soutien mutuel efficace par les équipes de fusiliers ou de mitrailleurs légers, bien qu'il fût impossible de faire intervenir les mitrailleuses moyennes.

Un des faits saillants de ce déploiement sur la cote 187, c'est qu'il a bien peu changé au cours de quelque dix-sept mois d'occupation. Les archives n'indiquent pas clairement comment les troupes étaient disposées en octobre et novembre 1951, pendant la période de transition durant laquelle la 25e Brigade a enlevé ce secteur aux Chinois et y a consolidé ses positions. En décembre, cependant, lorsque la situation fut devenue plus stable, on avait mis au point un système fixe de défense. Un tracé communiqué par le Q.G. de la 1re Division du Commonwealth le 14 décembre 1951 indique que trois compagnies du 2e bataillon du *R.C.R.* étaient postées dans la zone de la cote 187, soit: trois pelotons échelonnés en direction est-ouest sur la crête dominée par la cote 97; un peloton cantonné sur la crête qui s'élève au sud; trois pelotons disposés sur une ligne nord-sud, le peloton du centre occupant la cote 187; un peloton sur la cote 159 et un autre immédiatement au sud.[2] Cet alignement est resté le même pendant dix mois jusqu'à ce qu'il soit modifié légèrement en octobre 1952, alors que trois pelotons furent placés sur les deux plus élevées des trois crêtes qui vont de la cote 159 vers l'ouest, et que les pelotons occupant le secteur des cotes 187 et 159 furent disposés en une ligne à peu près continue. On a eu recours à ce même agencement en avril lorsque la 1re Division du Commonwealth retourna à «Jamestown». Les changements que les Américains avaient apportés pour adapter ce déploiement à leur propre organisation et à leur doctrine tactique n'ont pas été retenus par la Division du Commonwealth, car, dans le secteur de la cote 187, le R. 22e était encore disposé de la façon indiquée pour octobre 1952. Cet alignement a été maintenu jusqu'au 10 juillet 1953 et, tout probablement, suppose-t-on, jusqu'à l'armistice, bien qu'on ne possède pas de tracés pour les dix-sept derniers jours. Donc, au cours d'une période de dix-sept mois, la Division du Commonwealth n'a eu recours qu'à deux agencements différents. En outre, le déploiement des pelotons sur la crête occupée par la compagnie «C» du 3e bataillon du *R.C.R.* (point qui fut attaqué pendant la nuit du 2 au 3 mai 1953) n'avait pas varié du tout durant cette période.

Les tranchées, les travées de tir, les trous de tirailleurs, les abris, les postes de commandement et les postes d'observation, dans le secteur de la compagnie «C», ressemblaient passablement à ceux qu'on avait aménagés un peu partout le long du front divisionnaire avant octobre 1962. Une tranchée de communication, sans revêtement et sans caillebotis, suivait la ligne de faîte vers l'ouest entre les cotes 187 et 97, et reliait les positions des trois pelotons de la compagnie «C». Sa profondeur variait de cinq à sept pieds; la partie qui s'étendait vers l'avant sur le versant de la cote 187 était couverte d'un réseau de barbelés entremêlé de toile d'hessiau. Le but de ce camouflage n'était pas tant de dissimuler la tranchée que d'empêcher l'ennemi d'y

repérer les déplacements; aucune tentative n'avait été faite pour masquer les déblais empilés sur le rebord de la tranchée, sur toute sa longueur.

Dans toutes les positions de peloton, les défenses étaient semblables. Un fossé, plus profond que la tranchée de communication, entourait les deux-tiers de la circonférence de la position occupée, un peu plus bas seulement que le sommet. Sauf pour le peloton n° 7, la sortie de la tranchée, dans chaque position, donnait du côté est (c'est-à-dire du côté protégé contre les observations ennemies). Des travées de tir aménagées à l'avant, à intervalles réguliers, étaient reliées à la sortie. Dans les quelques travées recouvertes, la structure s'élevait assez haut au-dessus du sol pour qu'il soit possible à l'ennemi de repérer la position mais pas assez pour la protéger contre les lourds bombardements. Dans certains cas, ces travées étaient de simples trous creusés dans le sol; dans d'autres cas, les côtés avaient été revêtus et bordés de sacs de terre; dans d'autres, on avait empilé des sacs de terre le long du rebord antérieur. On peut se faire une idée de la complexité de ce réseau de tranchées en lisant le récit de l'historien officiel de la brigade qui dit s'être égaré dans ce labyrinthe lorsque, par accident, il s'est trouvé séparé du groupe qu'il accompagnait.[3]

Pendant une attaque ennemie, les Chinois qui réussissaient à pénétrer dans les positions se précipitaient directement vers ces tranchées pour se mettre à l'abri du feu de l'artillerie. Après l'attaque contre la compagnie «C», le brig. Allard donna ordre de garnir le sommet de ces défenses de barbelés simples, entrecroisés immédiatement au-dessous du rebord de la tranchée. Il voulait évidemment que l'ennemi reste à découvert pour qu'on puisse l'attaquer plus efficacement par des concentrations de fusées de proximité.

Les casemates-abris étaient groupées du côté le moins exposé de chacune des trois positions, au niveau ou au-dessous des sorties des tranchées qui entouraient le sommet. Voici une description de ces installations:

> Lorsque je suis entré dans le secteur de la compagnie, j'ai été étonné du nombre de casemates mais ce nombre s'explique très facilement quand on sait que chacune ne peut abriter que trois ou quatre hommes. Quelques-unes étaient de construction fort peu solide. Les poutres latérales n'étaient que des billes de quatre pouces, et celles du toit étaient des piquets d'acier soudés ou attachés avec du fil métallique de transmission. Ces abris étaient recouverts d'un filet et de trois ou quatre épaisseurs de sacs de terre. On n'y avait pas aménagé d'embrasures pour le tir mais, dans certains cas, l'entrée aurait pu être utilisée à cette fin pourvu qu'on voulût bien se passer de couverture. Je ne suis pas sûr des dimensions des casemates mais j'imagine qu'elles mesuraient six pieds de côté. Des piquets métalliques soudés ou attachés avec du fil de fer formaient l'armature tandis que la «suspension» était assurée par des fils de transmission réunis en un réseau servant de soutien. L'abri supérieur variait d'environ deux pieds dans les cas où la casemate surplombait la colline, à quatre pieds dans les cas où elle était creusée à l'intérieur.[4]

Les postes de commandement sur les versants de l'arrière et les postes d'observation sur les pentes de l'avant étaient plus solidement construits.

> Lors de ma première visite à la cote 123, le 17 mai, seuls les postes d'observation et de commandement étaient construits assez solidement. L'abri supérieur était d'environ cinq pieds pour le poste de commandement de la compagnie, de six pieds pour le poste d'observation de l'officier observateur d'artillerie (poste qu'utilisait le commandant de la compagnie) et de sept pieds pour la casemate de l'officier observateur d'artillerie. Une unique tunnel, d'une longueur d'environ six pieds, reliait la tranchée de communication au poste d'observation.[5]

Nous possédons peu de renseignements sur l'emploi de mines et de barbelés dans le secteur qui nous occupe. Cependant, le *War Office* ayant reçu des rapports qui laissaient planer des doutes quant à la solidité des défenses de campagne de la 1re Division du Commonwealth, on avait procédé à une étude soigneuse de l'ensemble du front divisionnaire entre décembre 1952 et février 1953. Bien qu'il soit impossible de déterminer dans quelle mesure exactement tous les faits énumérés dans le compte rendu de cette étude peuvent s'appliquer au 3e bataillon du *R.C.R.*, il est probable qu'ils donnent une bonne idée de la situation qui existait dans ce secteur au mois d'avril 1953. Les renseignements accessibles sur les défenses du secteur confirment cette impression.

Le gros du fil métallique utilisé autour des positions du peloton était du fil protecteur double à panneau. Il était disposé en ceintures à peu près concentriques, le cercle intérieur étant à quinze ou vingt yards (soit la portée d'une grenade) des cinq travées de tir, chacun des autres cercles étant à 10 ou 20 yards du précédent. Le nombre de cercles était habituellement de trois ou quatre à l'avant d'une position de peloton et de deux ou trois à l'arrière. La plus grande partie de ce fil métallique était en place depuis longtemps déjà; il s'était sensiblement ramolli et la végétation l'avait envahi. De plus, les collines étant sillonnées de rigoles et de ravins, le feu des armes portatives, dirigé des postes que ce réseau protégeait, pouvait difficilement atteindre dans toute sa longueur ne fût-ce que le cercle intérieur. On a tenté parfois de poser du fil métallique tant tactique que défensif mais, comme nous l'avons dit, la plus grande partie du fil utilisé était du fil protecteur. En 1952, on a pu se procurer du fil à boudin à raison de 2,000 bobines par mois (pour toute la division). Cette quantité limitée, répartie sur un très vaste front où la priorité allait aux flancs droit et gauche, était loin d'être suffisante pour qu'on puisse améliorer sensiblement le secteur central.

Dans une certaine mesure du moins, la négligence apparemment inexcusable que cet état de choses révèle tient sans doute à ce que la 2e Division américaine n'avait pas utilisé toutes ces positions durant son long séjour sur cette ligne, préférant, comme on l'a déjà signalé, occuper les pentes à l'avant des collines.

À l'avant du périmètre de chaque localité, on avait aussi aménagé un champ de mines dont le contour était délimité par un barbelé simple. Un certain nombre de mines étaient abîmées au point d'être inutilisables; dans beaucoup de ces champs, il n'y en avait qu'une à toutes les sept yards. En

conséquence, ce moyen de défense donnait aux troupes un faux centiment de sécurité. Les archives ne renferment aucune définition tout à fait exacte de leurs limites et il a fallu beaucoup de travail pour déterminer le périmètre des champs connus. On ne possède pas de renseignements sur les pertes que ces mines ont occasionnées aux Chinois mais on sait que, jusqu'à novembre 1952, 11.5 p. cent des morts au sein de la Division du Commonwealth étaient attribuables aux mines mêmes de la division. Ces champs de mines ont eu une autre conséquence néfaste en ce qu'ils gênaient la mobilité. A cause d'eux, il n'était pas possible de modifier la route suivie par les patrouilles qui entraient dans ces positions ou en sortaient. En conséquence, toutes les patrouilles sont passées par la même brèche sans interruption pendant des mois; les Chinois en ont profité en plaçant des équipes d'embuscade dans le voisinage ou en bombardant copieusement les patrouilles à leur retour.

Le lt-col. Poulin déclare que son unité s'est servi de napalm pour accroître l'efficacité des champs de mines.[6] Des contenants de quatre gallons étaient remplis de napalm et munis d'un détonateur relié électriquement au poste de commandement du peloton. On les enfouissait à un pied dans le sol à intervalles de vingt yards devant la position avancée du peloton. Une fois allumées, ces bombes pouvaient propager le feu sur une superficie de 50 yards. Jamais, cependant, leur efficacité n'a été mise à l'épreuve au combat.

Le feu défensif protégeant les positions était organisé suivant les règles habituelles. Les abords immédiats étaient couverts par le feu direct des armes portatives, dirigé de la position elle-même et de ses flancs. Pour intensifier ce feu, on avait distribué à chaque section une mitrailleuse *Bren* supplémentaire et chaque peloton possédait au moins une *Browning* de calibre .30. On avait repéré le mort-terrain à proximité des postes pour y choisir des cibles possibles pour les mortiers de 60mm et de 81mm. Des groupes de feu défensif d'artillerie entouraient chaque localité; plus loin, le territoire était copieusement émaillé de cibles pour les canons, les mortiers lourds, les chars et les mitrailleuses moyennes.

Ce plan de tir, cependant, avait ses inconvénients. En premier lieu, parce que les travées de tir n'avaient pas de couverture, les troupes qui y étaient habituellement en service devaient chercher refuge dans les casemates, à l'arrière de la localité, durant les bombardements préliminaires ennemis. Comme ces casemates se trouvaient à 50 ou 75 yards des travées de tir, il n'était pas toujours possible aux soldats de retourner à leurs postes à temps pour empêcher l'ennemi, qui suivait toujours de près son feu de soutien, de pénétrer dans les tranchées et de transformer l'engagement en un corps à corps. Le feu d'appui des compagnies de flanc, que la distance limitait habituellement au tir des mitrailleuses moyennes, en était également gêné bien qu'à un moindre degré peut-être puisque les mitrailleuses légères étaient protégées, règle générale, par un abri supérieur quelconque. Comme nous l'avons vu, l'efficacité du tir en provenance des flancs, du moins pour

la compagnie «C», était limitée par les replis et les ravins des collines qui servaient d'objectif.

Pour ce qui est du soutien mutuel entre pelotons (sous forme de tir direct des armes portatives), essentiel à ce mode de défense, il n'était possible que dans la mesure où le terrain occupé s'y prêtait. L'agencement des trois pelotons de la compagnie «C» (sur une ligne allant vers l'est à partir du bout du «doigt») aurait limité tout appui mutuel efficace, au moins dans l'éventualité d'une attaque venant de l'ouest le long de la crête. Ce fait, auquel il faut ajouter les limitations découlant fatalement de l'escarpement et de l'irrégularité des pentes, réduisait appréciablement l'efficacité générale des armes portatives, postées tant dans les positions de flanc que dans la position centrale, dans l'éventualité d'une attaque. De l'avis du brig. Allard, on a fini par trop tabler sur le feu d'artillerie, avec ce résultat que la liberté de mouvement des canons et des mortiers lourds en a été gênée. Les programmes de contre-batterie et de contre-mortier n'avaient réussi que dans une mesure limitée à empêcher les feux de concentration qui ont si largement contribué au succès des attaques ennemies.

C'est ainsi que le feu indirect des mortiers du bataillon d'infanterie et des canons et des mortiers lourds de l'artillerie représentait la plus grave menace pour l'ennemi; pendant les longs mois d'occupation, un nombre formidable de cibles avaient été repérées en face du front divisionnaire. Chaque parcelle de mort-terrain, chaque point possible de formation et chaque ligne d'accès, aussi bien que toutes les routes les plus praticables de la vallée en face du secteur, avaient été désignées comme des cibles contre lesquelles des concentrations meurtrières pouvaient être rapidement dirigées. Au besoin, les concentrations d'artillerie pouvaient être accompagnées de fusées de proximité, dispositif qui s'était révélé très utile pour arrêter l'infanterie ennemie. L'intervention des groupes de feu défensif rapproché ne pouvait être efficace que si elle se produisait au bon moment. Les Chinois, cependant, réussissaient parfois à pénétrer à l'intérieur du secteur de ces groupes avant qu'ils entrent en action et leurs mitraillettes leur conféraient un avantage immédiat sur le fusil *Lee-Enfield* à culasse des défenseurs.

Plus tard, au cours d'une interview, le lt-col. Campbell déclarait:

> Lorsque le 3e bataillon du *R.C.R.* s'est rendu dans son secteur, la position était dans un état pitoyable. Il n'y avait pas assez de barbelés et les tranchées n'étaient pas assez profondes. Il y avait des trouées dans les tranchées de communication. Les travées de tir avaient été mal conçues et étaient insuffisamment recouvertes. Les casemates étaient trop élevées, trop parcimonieusement boisées et manquaient d'abris supérieurs. Elles étaient également trop loin des positions de combat. J'ai dressé un programme pour renforcer les barbelés, améliorer les tranchées de communication, les travées de tir et les casemates. J'ai aussi affecté un peloton de la compagnie de réserve aux défenses de la compagnie avancée de droite (compagnie «C»). Mais le feu de l'ennemi était tel que les hommes pouvaient à peine réparer la nuit les dégâts causés durant le jour[7].

On pourrait ajouter que, très probablement, l'ennemi savait tout cela. Ses patrouilles avaient été actives dans les vallées qui débouchent dans ce secteur; de la cote 166, il pouvait observer à loisir, du moins les positions avancées. Cette observation, n'aurait-elle servi qu'à celà, dut lui donner un aperçu du contour de la position, d'après les entassements de déblais. Le fait que l'agencement n'avait guère varié depuis de longs mois lui conférait un avantage de plus, celui d'avoir eu beaucoup de temps pour étudier le secteur. Les événements devaient démontrer qu'il n'avait pas perdu son temps.

L'attaque contre la compagnie «C» du 3e bataillon du *R.C.R.*, nuit du 2 au 3 mai 1953

Lorsqu'il occupa son nouveau secteur, le 20 avril, le 3e bataillon du *R.C.R.* trouva le *no-man's-land* dominé par l'ennemi[8]. L'unité en était à ses premières armes et les inconvénients de son inexpérience étaient aggravés par la topographie de la campagne coréenne et par les tactiques chinoises. Il était manifeste qu'il faudrait préparer avec le plus grand soin tout effort pour enlever à l'ennemi la domination du *no-man's-land.* En conséquence, le lt-col. Campbell commença par envoyer en grand nombre des patrouilles de reconnaissance pour habituer ses officiers et ses hommes au terrain et à l'ennemi. Après une semaine de ces exercices, il décida d'envoyer dans la vallée de plus fortes patrouilles, des patrouilles de combat. Il en arrivait à cette phase du programme lorsque l'ennemi attaqua.

Les troupes du Commonwealth ont discuté interminablement des «raisons» qui avaient motivé le choix des objectifs par l'ennemi; la guerre s'étant terminée sans victoire décisive, l'énigme ne sera peut-être jamais résolue. Il n'y a pas de généraux chinois qu'on puisse interroger, pas d'archives ennemies qu'on puisse consulter, par de rapports des Communistes qu'on puisse analyser. Du point de vue tactique, la capture d'un terrain d'une importance aussi capitale que la cote 355 et le «Crochet» a du sens. Mais le raid contre les positions du 3e bataillon du *R.C.R.* est inexplicable. Il aurait été impossible de conserver ces positions; l'ennemi n'avait pas besoin de prisonniers et une opération aussi isolée ne pouvait avoir aucun effet sur les pourparlers de paix de Panmunjom. On a supposé que les commandants chinois voulaient simplement exercer leurs troupes à la guerre moderne; étant donné que l'O.N.U. en faisait autant, cette explication a semblé contribuer à démêler l'écheveau des intentions ennemies. Les Communistes devaient-ils endurcir leurs troupes contre les lignes de l'O.N.U. que protégeaient des canons, afin qu'elles conservent leur enthousiasme au combat? L'O.N.U. devait-elle, elle aussi, prendre cette précaution? Ces problèmes se présentent rarement durant les guerres «ordinaires» où, par la force des choses, chaque côté se voue à la destruction d'autant d'ennemis qu'il en peut atteindre. Mais cette guerre n'était pas comme les

autres. Chaque côté, tout en négociant des règlements politiques, s'efforçait d'utiliser ses armes pour les tenir prêtes, au besoin. A ce moment-là, la Corée était devenue une arène où des armées s'affrontaient, non pas pour vaincre mais pour conserver leur efficacité. Dans ce contexte, une attitude froide, professionnelle et détachée était obligatoire; les pertes ne faisaient que renforcer les chances de l'ennemi dans une joute où sa supériorité numérique sur les défenseurs était énorme.

Chaque fois qu'on a oublié cette conception de la guerre en Corée, on a eu à le regretter et des vies humaines ont été sacrifiées dans de malheureuses opérations. Aux commandants du Commonwealth qui avaient en face d'eux un ennemi supérieur en nombre, la guerre de Corée a démontré une fois de plus que les victoires achetées au prix de nombreuses victimes sont des victoires inutiles. Tout engagement qui se soldait par des pertes égales des deux côtés tournait à l'avantage des Chinois.

Au niveau du bataillon, durant les jours qui ont précédé l'attaque, on n'avait observé aucun signe évident qui permît de conclure que la nuit du 2 au 3 mai serait différente de celles qui l'avaient précédée. Il est vrai que les rapports sur la présence de patrouilles ennemies sur le front et le flanc nord de la compagnie «C» devenaient de plus en plus nombreux. Beaucoup de ces rapports, cependant, pouvaient être attribués à la trop vive imagination de troupes novices; les autres ne fournissaient aucune preuve concrète d'une attaque imminente. Le repérage dont la compagnie «C» du R. 22e avait été l'objet n'avait apparemment pas créé une très forte impression chez les unités qui lui ont succédé. De plus, cette attaque, à l'encontre des assauts antérieurs, n'avait pas été précédée, semble-t-il, d'une augmentation graduelle du feu ennemi, bien que la compagnie «C» eût été la principale cible des mortiers et de l'artillerie. En cette occasion, les Chinois avaient très habilement aligné leurs canons et mortiers supplémentaires afin de dissimuler autant que possible tout accroissement de la puissance du tir qu'ils pourraient concentrer sur la compagnie «C».

Ce n'est pas ce qu'on pensait au Q.G. de la brigade. Le brig. Allard avait entrepris immédiatement une enquête sur les particularités du combat en Corée; un rapport, soumis par l'officier divisionnaire de contre-bombardement après une visite au R.C.R., était inquiétant. Le maj. D. MacRae-Brown avait recueilli dans le secteur de la compagnie «C» plusieurs éclats d'obus et de mortier attestant que l'ennemi s'était servi de toute une gamme d'armes différentes au cours du récent bombardement. Il s'agissait donc d'une opération de repérage plutôt que d'un feu de harcèlement et il fallait conclure que l'ennemi préparait une attaque.

L'intérêt que l'ennemi commençait de manifester pour les barbelés de la compagnie «C» était un autre signe avant-coureur. Pendant plusieurs nuits avant le 2 mai, on avait signalé la présence de patrouilles dans le ravin qui séparait la compagnie «C» du 3e bataillon du *P.P.C.L.I.* Allard, que le gén. Ridgway avait invité à dîner au Q.G. de la 8e Armée, était tellement

convaincu, le soir du 2 mai, qu'une attaque était imminente, qu'il s'excusa immédiatement après le repas pour retourner en toute hâte à son poste de commandement. Agissant de concert avec le lt-col. H. W. Sterne (commandant du 81e Régiment de campagne récemment arrivé et conseiller d'artillerie du brigadier), il alerta l'état-major des opérations et attendit les événements.[9]

Dans les positions du *R.C.R.*, les consignes de patrouille pour la nuit du 2 au 3 mai suivirent le processus habituel. Des patrouilles tant de reconnaissance que permanentes devaient se porter à l'avant des compagnies de tête et explorer les vallées séparant ces unités. De plus, une patrouille de combat, composée d'un officier (le lt G. B. Maynell) et de 15 hommes de la compagnie «A», devait détruire l'équipe ennemie qui s'était attaquée aux barbelés sur le flanc nord de la compagnie «C». La patrouille de soutien de la compagnie «C» devait se composer cette nuit-là d'une section du 8e peloton sous le commandement du commandant du peloton, le lt W. D. Banton*.

L'attaque contre la compagnie «C» (cap. M. J. Mullin) a été précédée d'un engagement de patrouille auquel ont participé les patrouilles de combat et de soutien. D'après le plan, la patrouille de combat de la compagnie «A» devait quitter le secteur de la compagnie «C» à 8 h. 30 du soir par un sentier traversant une brèche du champ de mines. À partir de ce point, le groupe devait se diriger vers un endroit de la vallée où il pouvait se tenir à l'affût des ennemis qui s'étaient infiltrés dans la vallée entre le *RC.R.* et le *P.P.C.L.I.* Strictement parlant, toutefois, il ne s'agissait pas d'une patrouille d'embuscade puisqu'elle était libre de se déplacer à la recherche de l'ennemi.

La patrouille se rendit à l'endroit désigné, à 110 yards à l'ouest et à quelque 100 à 300 yards au nord de la brèche. Puis elle s'y installa à l'affût. Cependant, un groupe ennemi ayant été au moment même repéré à l'arrière, l'équipe se retourna pour lui faire face, se dissimulant en même temps derrière les digues d'une rizière. Le chef de la patrouille demanda une fusée éclairante qui lui fut fournie par les mortiers de 60 mm de la compagnie «C». Lorsque la fusée éclata, un violent échange de feu s'engagea entre les deux patrouilles qui se trouvaient à portée de grenade l'une de l'autre. Le lt Maynell fut blessé à la tête pendant l'engagement; on croit que c'est de cette blessure qu'il est mort.

Le caporal J. C. McNeil prit alors le commandement de la patrouille qui, à ce moment-là, était sur le point de manquer de munitions et qui devait livrer bataille non pas à une mais à deux et peut-être à trois patrouilles en-

---

*Chaque compagnie de fusiliers devait maintenir chaque nuit une patrouille d'alerte prête à explorer le secteur de la compagnie ou devant se tenir dans un rayon de trois à quatre cents yards du périmètre, pour y engager les troupes ennemies repérées par les patrouilles de reconnaissance ou permanentes mais trop nombreuses pour être attaquées par ces petits détachements.

nemies. Le caporal demanda donc l'autorisation de retourner aux lignes de l'unité et il dirigea sa patrouille le long du sentier menant à la brèche du champ de mines. Juste avant d'y parvenir, cependant, les survivants furent de nouveau assaillis par le feu nourri d'un groupe de Chinois installés près du sentier. Une mêlée générale s'ensuivit durant laquelle les Canadiens furent séparés, certains d'entre eux se frayant un chemin à travers le champ de mines jusqu'à la position du peloton n° 7.

Pendant ce temps, on avait envoyé la patrouille de soutien prêter main-forte à la patrouille de la compagnie «A». Le lt Banton et sa section rencontrèrent certains des survivants au moment où ils passaient par le champ de mines; c'est alors qu'on l'informa de la présence de Chinois près de la brèche. En dépit de cet avertissement, la patrouille de soutien continua sa route vers la vallée mais, à peine avait-elle parcouru 125 yards à partir de la position de la compagnie «C» qu'elle aussi tomba dans une embuscade chinoise. Le lt Banton fut tué et les survivants de sa patrouille furent dispersés. À ce moment-là donc, les débris de deux patrouilles se trouvaient sur les pentes et dans la vallée au nord de la compagnie «C», en même temps qu'un nombre formidable d'ennemis. On ne tarda pas à se rendre compte que les Chinois préparaient fiévreusement leur travail de la nuit.

Les Chinois avaient minutieusement dressé leurs plans. Les effectifs qui devaient prendre part au raid étaient répartis en cinq groupes dont le premier était un détachement de contre-patrouille composé de trois patrouilles et chargé d'engager le combat et de se rendre maître de la périphérie du secteur contre lequel porterait l'attaque. Venaient ensuite des groupes de section dont la mission était de couper les barbelés. Trois équipes de démolition des casemates et des tranchées, d'une quinzaine d'hommes chacune, devaient passer par les brèches suivis de deux groupes «d'enlèvement de prisonniers» comptant chacun l'équivalent d'un peloton. Enfin, on gardait en réserve l'équivalent des effectifs d'une compagnie pour renforcer l'attaque ou pour en exploiter le succès.

Pour le service divisionnaire de renseignements, il a semblé que l'attaque se déroulât suivant les plans, du moins à ses premières étapes. Nous l'avons vu, les patrouilles dominaient le secteur jusqu'aux barbelés installés sur le flanc nord de la zone de la compagnie «C», en particulier dans le voisinage des pelotons n°s 7 et 8*. Pendant ce temps, les groupes chargés de couper les barbelés étaient à l'oeuvre et les deux autres équipes se dirigeaient vers leur destination le long de routes soigneusement recon-

*Du moins, c'est l'interprétation qu'on donna aux engagements de patrouille dont fait mention implicitement le récit préparé par le service divisionnaire de renseignements. D'autres, cependant, ont cru que nos patrouilles étaient entrées en contact avec l'un des principaux groupes d'assaillants et qu'en engageant le combat elles avaient dans une certaine mesure bouleversé les plans de l'ennemi. Les renseignements que nous possédons sur les opérations ennemies ne sont pas assez détaillés pour nous permettre d'opter définitivement pour l'une ou l'autre de ces deux interprétations.

nues. Lorsque tout fut prêt, l'ennemi ouvrit un feu nourri d'artillerie et de mortiers sur l'objectif et les assaillants se ruèrent à l'attaque en direction du point où leurs propres obus éclataient; le tir fut alors allongé et dirigé vers l'arrière de la position. À ce moment, les assaillants se mirent à lancer des grenades à concussion dans toutes les directions pour donner l'impression que le feu chinois continuait de tomber sur l'objectif et pour que les défenseurs baissent la tête jusqu'à ce que les assaillants parviennent jusqu'à eux. Une fois rendus dans les tranchées, les groupes de démolition se mirent en frais de détruire les ouvrages de campagne pendant que les équipes «d'enlèvement de prisonniers» qui les suivaient de près attrappaient des prisonniers et les faisaient passer à l'arrière. Tout cela, évidemment, se fit très rapidement, sans résistance organisée. Soudainement, toutefois, les assaillants se virent menacés par des concentrations de feu d'artillerie accompagnées de fusées de proximité qui pleuvaient sur l'objectif. Les Canadiens, retirés dans leurs casemates, dirigeaient leur propre feu directement sur la position.

Le mérite de ces représailles efficaces revient au sous-lt E. H. Hollyer, commandant du peloton n° 7, et au lt L.-G. Côté. Ce dernier était un officier du service des transmissions attaché au *R.C.R.* qui s'était rendu à l'avant jusqu'à la position du peloton pour surveiller le fonctionnement d'un poste de transmission de relais qui assurait la communication entre la patrouille de la compagnie «A» et le poste de commandement du bataillon. Dès que commença le bombardement final ennemi, peu avant minuit, le lt-col. Campbell mit en branle l'opération «Parasol», plan de tir de contre-mortier. Il demanda ensuite l'intervention des groupes de feu défensif rapproché. Un certain nombre d'ennemis, cependant, firent leur apparition dans les tranchées vers le moment où ce feu s'abattit sur l'objectif, sans doute parce qu'ils étaient déjà dans le périmètre de chute de ces concentrations. Dès qu'il vit les Chinois dans ses tranchées, Hollyer demanda que des concentrations de fusées de proximité soient dirigées sur sa propre position.

On se rendit immédiatement à sa demande et l'initiative passa graduellement des assaillants aux défenseurs. A ce moment-là, les détachements ennemis étaient assaillis par le feu combiné de l'artillerie, des mortiers, des chars et des mitrailleuses moyennes qui pleuvait sur l'objectif chinois. Au Q.G. de la brigade, Allard et Sterne dirigeaient le tir de tous les canons moyens et lourds disponibles, en direction des approches et des points probables de formation, des routes traversant la vallée et des canons et mortiers ennemis qui soutenaient l'attaque. Mais, en dépit de lourdes pertes, les Chinois persistaient dans leurs efforts, remontant la tranchée de communication en direction du peloton n°8 et jusque dans la position même du peloton. Là, ils se heurtèrent à une résistance énergique dirigée par le caporal W. D. Pero, qui avait assumé le commandement du peloton après la mort du lt Banton. Comme le racontait plus tard Hollyer:

> A un certain moment durant le bombardement, j'ai demandé que le tir soit al-

> longé pour que je puisse faire le point. L'ennemi avait subi de lourdes pertes; les tranchées étaient littéralement jonchées de ses cadavres. Les Chinois roulaient leurs morts et leurs blessés au-dessus de la saillie de la colline où des brancardiers les évacuaient. Je retournai pour communiquer un rapport sur la situation mais je fus incapable d'établir les communications. S'il avait été possible de renseigner le Q.G. du bataillon à ce moment-là, une contre-attaque aurait probablement réussi et on aurait pris plusieurs prisonniers. Un signaleur fut dépêché de la casemate avec mission de tenter d'établir le contact . . . [10].

Pendant ce temps, Hollyer et Côté procédaient à une rapide vérification de leur position. Constatant qu'il ne restait que cinq ou six hommes, ils demandèrent l'autorisation de se retirer à l'emplacement du peloton n° 8 et cette permission leur fut accordée. Par la suite, le lance-caporal G.-P. Julien, qui avait dirigé sa section avec la plus grande bravoure pendant toute la durée de l'engagement, arriva accompagné de huit hommes. A 1 h. du matin, le maj. J. S. Roxborough, commandant de l'escadron «B» du *Lord Strathcona's Horse*, rallia le poste de commandement du bataillon. Le brig. Allard l'avait envoyé à l'avant avec une autre troupe de chars pour ajouter de la profondeur à la défense.

Entre-temps, le lt-col. Campbell avait songé à reprendre la position. Le brig. Allard avait alerté le 3e bataillon du R. 22e et avait ordonné à l'une de ses compagnies de se porter à l'avant vers le secteur du *R.C.R.* Campbell reçut la permission d'utiliser cette unité pour relever la compagnie «D» afin que celle-ci puisse s'avancer jusqu'à la position de la compagnie «C». Lorsque Hollyer atteignit le poste de commandement de la compagnie «C», cependant, il fit rapport au capitaine Mullin qu'à son avis la position pouvait être réoccupée par une patrouille puisque les Chinois s'en retiraient. En conséquence, on donna ordre à la compagnie «A» de fournir une patrouille de combat composée d'un officier et de dix hommes, de même qu'une équipe de brancardiers de dix hommes pour évacuer les blessés de la position. Ce détachement fut assaili par un feu meurtrier de mortiers lorsqu'il pénétra dans le secteur du peloton n° 7 et il ne lui fut possible de compléter sa tâche que quelques instants après la pointe du jour le 3 mai.

Durant cet engagement, Allard recevait des renseignements de la division sur les desseins de l'ennemi. Immédiatement avant le lever du jour, on apprit qu'une force ennemie dont l'effectif était inconnu avait été repérée par l'artillerie dans la vallée séparant la compagnie «C» du 3e bataillon du *P.P.C.L.I.* Comme pour confirmer ce fait, les Chinois couvrirent le secteur d'un écran de fumée pour préparer leur retraite. Un des chars de Roxborough se mit en position et fit feu sur la vallée enfumée. A ce moment-là, la compagnie «D» avait relevé la compagnie «C» (après avoir été elle-même remplacée par la compagnie «D» du 3e bataillon du R. 22e) mais elle n'occupa que les positions des pelotons nos 8 et 9, Campbell ayant conclu que la position n° 7 avait été dévastée au point d'être intenable. Un poste d'écoute fut installé à l'avant de la compagnie «D» et demeura dans l'ancienne position du peloton n°7 durant la journée du 3 mai. Cette nuit-là,

la compagnie envoya un peloton à l'avant pour réoccuper et restaurer la position.

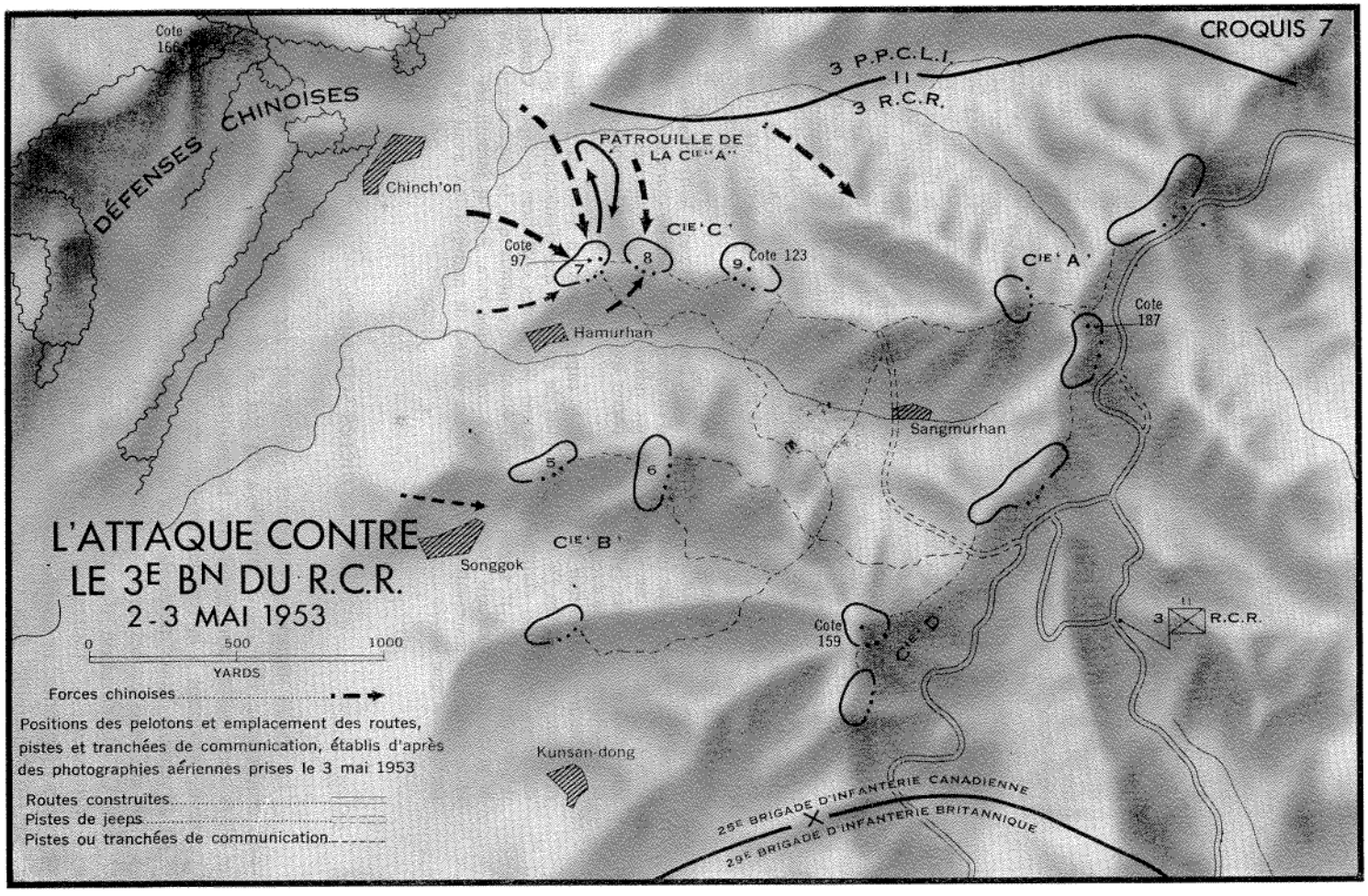
Sans plus de renseignements sur les intentions des Chinois, il est impossible de dire dans quelle mesure cet engagement a réussi ou échoué. Peu après minuit, une force ennemie, qui était en. voie, croit-on, de se grouper en vue d'une attaque contre la cote 159, fut surprise à découvert et dispersée par le feu de l'artillerie.[11] Si cette opération faisait partie de l'attaque contre le R.C.R., le succès des Chinois n'a pas été complet. Cependant, le brig. Allard était convaincu que l'engagement se soldait par un échec pour les Canadiens en ce que les Chinois avaient atteint leurs objectifs, lesquels consistaient à nous causer des pertes, à prendre des prisonniers, à détruire nos défenses et à-évacuer leurs morts et leurs blessés.[12]

Les pertes canadiennes furent assez lourdes: 26 tués, 27 blessés et 7 prisonniers*[13]. De plus, 4 soldats coréens avaient été tués, 14 avaient été blessés et 4 manquaient à l'appel.[14] Les chefs avaient fait preuve de bravoure dans des circonstances vraiment pénibles. Le caporal MacNeil reçut la Croix militaire pour l'habileté et le courage qu'il avait manifestés en commandant la patrouille de la compagnie «A» après la mise hors de combat du It Maynell. On décerna également la Médaille militaire au caporal Pero pour sa participation à la défense du peloton n° 8 après la mort du lt Bantou. Le lance-caporal Julien, qui avait dirigé sa section avec la plus grande bravoure pendant tout l'engagement et l'avait ramenée avec les survivants d'autres sections, mérita lui aussi la Médaille militaire; le lt Côté et le sous-lt Hollyer gagnèrent la Croix militaire pour leur sang-froid sous le feu de l'ennemi et pour la détermination et l'habileté avec lesquelles ils avaient dirigé la défense du peloton n° 7. Par la suite, le lt G. E. M. Ruffee, officier observateur d'artillerie du 81e Régiment de campagne en service auprès du *R.C.R.*, reçut la Croix militaire; on louait, dans la citation, la détermination et l'adresse dont il avait fait preuve durant cet engagement.

Coup d'oeil sur l'ennemi

Le récit d'un des Canadiens capturés pendant l'engagement nous permet de jeter un coup d'oeil sur le côté ennemi.[15] C'est un des rares aperçus que nous ayons sur les conditions qui régnaient dans le labyrinthe de fourmilières qui faisait face au secteur canadien, de l'autre côté de la vallée. Le caporal J.-J.-A. Pelletier avait été fait prisonnier dans la position du peloton n° 8, après avoir été blessé. Il fut escorté à travers la vallée par un groupe de 30 Chinois dont la moitié portaient des blessés sur leurs épaules. Une fois la vallée traversée, l'équipe entière escalada l'une des collines occupées par

*Ces chiffres représentent en tout cas les pertes subies par le *R.C.R.* les 2 et 3 mai 1953. La plupart étaient directement attribuables à l'attaque contre la compagnie «C»; ce sont les chiffres les plus sûrs qui nous soient accessibles.


CROQUIS 7
L'ATTAQUE CONTRE
LE 3E BN DU R.C.R.
2-3 MAI 1953
0
500
1000
YARDS
Forces chinoises
Positions des pelotons et emplacement des routes, pistes et tranchées de communication, établis d'après des photographies aériennes prises le 3 mai 1953
Routes construites
Pistes de jeeps
Pistes ou tranchées de communication
DÉFENSES CHINOISES
Cote 166
Chinch'on
Cote 97
Hamurhan
Songgok
Kunsan-dong
PATROUILLE DE LA CIE "A"
CIE "C"
Cote 123
CIE "A"
Cote 187
Sangmurhan
CIE "B"
Cote 159
CIE "D"
3 P.P.C.L.I.
3 R.C.R.
3 R.C.R.
25E BRIGADE D'INFANTERIE CANADIENNE
29E BRIGADE D'INFANTERIE BRITANNIQUE

l'ennemi et pénétra dans les tunnels chinois à mi-chemin du sommet.

... Après avoir parcouru une douzaine de yards, ils descendirent une échelle de dix pieds pour s'engager dans une galerie tortueuse. Les passages et les pièces donnaient sur le corridor principal. Enfin, on fit faire halte au groupe de prisonniers ... dans l'un des passages latéraux. On les fouilla et on leur enleva leurs documents, leurs portefeuilles, etc. Les Chinois ne prirent ni les montres ni les bagues et remirent tous les portefeuilles et l'argent qu'ils contenaient à leurs propriétaires. Les prisonniers sont restés une heure dans ce passage puis on les a conduits de nouveau à l'extérieur. Comme ils ont quitté la «caverne» par un autre chemin, le caporal, qui y perdit son orientation, est incapable d'indiquer quelle route on a suivie. Tout ce qu'il sait c'est qu'on l'a acheminé vers une autre colline et une autre caverne.

Y compris le trajet jusqu'à la première caverne, le caporal a couvert une distance d'environ sept cents yards dans les tranchées ennemies. Le mot «tranchée» est, de fait, inexact; ces ouvrages variaient de deux à six pieds en profondeur et avaient été tellement bombardés qu'ils ressemblaient plutôt à des ravins. Il n'y avait pas de travées de tir, mais à toutes les vingt yards environ, un Chinois montait la garde. Derrière la sentinelle, dans le flanc de la tranchée, on avait pratiqué un trou de trois pieds, qui pouvait être une entrée donnant sur la caverne ou simplement un abri contre nos bombardements. Tous les Chinois étaient armés de mitraillettes. Le caporal n'en vit pas un seul qui portait un fusil. II n'a aperçu qu'une seule installation de mitrailleuses, au point de rassemblement de l'ennemi, près des positions de la compagnie «C».

L'entrée de la deuxième caverne ressemblait elle aussi à celle d'une mine mais, cette fois, elle se trouvait presque au sommet de la position. Le tunnel avait dix yards de long et aboutissait à une échelle de dix pieds qu'il fallait descendre; puis venait un tunnel d'environ vingt-cinq yards, une autre échelle et, enfin, une troisième échelle. Tous les tunnels étaient aménagés en pente et, au moment où le caporal pénétra dans le corps principal de la caverne, il eut l'impression de se trouver à une centaine de pieds au moins au-dessous du niveau du sol. Pendant que le caporal était là, la position fut bombardée par nos canons (ou par nos mortiers?). On ne ressentait qu'une très légère vibration à l'intérieur; le bruit faisait penser à un homme qui tape du doigt sur une table.

Les tunnels ou passages et les pièces étaient étayés de poutres comme dans une mine. Entre les poutres, les murs étaient faits de terre. Un assemblage continu de billes de trois ou quatre pouces de diamètre formait le toit. Plus encore que la première, la deuxième caverne était un fouillis de passages latéraux et de pièces. Les passages n'avaient que cinq pieds de hauteur et les pièces trois ou quatre pieds seulement dans certains cas. La chambre principale ressemblait à une salle des ordres; elle avait environ vingt pieds de côté mais seulement cinq pieds de hauteur elle aussi. Les murs étaient revêtus de toile, et des peaux de chèvre et de mouton étaient étendues sur le parquet. Dans cette salle principale, il y avait un râtelier où les Chinois déposaient leurs fusils à l'entrée pour les reprendre à la sortie. Le caporal a vu cinq de nos mitrailleuses *Bren,* récemment nettoyées, et un certain nombre de nos fusils. Il y vit également un lance-fusée de 3.5" et un engin ressemblant à notre mortier de 3". Mais les Chinois n'apportaient jamais ces armes avec eux quand ils sortaient. Ils ne portaient que des mitraillettes. Les femmes en avaient elles aussi. Elles étaient habillées comme les hommes, portaient les cheveux longs et semblaient des soldats réguliers. Le caporal ignore au juste quelles étaient leurs réserves de munitions. A divers endroits, il vit des amas de matériel recouverts de nattes de riz; il pensa que c'était peut-être les munitions. Il ne s'agissait sans doute pas de vivres puisque les sacs de pommes de terre et de riz étaient laissés à découvert.

La «caverne» était sèche, propre (les Chinois enlevaient leurs chaussures en entrant) et bien ventilée (par des trous d'environ deux pieds de diamètres pratiqués vers l'extérieur); elle ne dégageait aucune odeur (les déchets humains étant déposés

dans les enveloppes cylindriques de papier qui recouvrent les bombes de mortier et détruits de quelque façon).

L'endroit fourmillait de Chinois et le caporal croit en avoir vu 500 dans la deuxième caverne. On l'a traité avec plus de curiosité que d'animosité. La plupart du temps, le caporal était couché dans une des petites chambres de repos. Quand il ouvrait les yeux, il voyait un grand nombre d'ennemis qui le regardaient par la porte comme s'il eût été un spécimen zoologique rare. Puis il fermait les yeux et le groupe se dispersait mais lorsqu'il les ouvrait de nouveau il y avait là autant de Chinois que jamais ...

Les dernières semaines

Le beau temps printannier qui avait accompagné l'attaque contre la compagnie «C» du 3e bataillon du *R.C.R.* dura jusqu'au début de juillet alors que, selon son habitude, la mousson fit son apparition au moment prévu, inondant à la fois les troupes et la campagne. Cette période se passa relativement sans incidents. La principale préoccupation du brig. Allard était de réparer les erreurs qui, selon lui, avaient été commises en mai dans la préparation des, plans de défense. Il convoqua une réunion des commandants de toutes les armes de soutien de la brigade, jusqu'aux mitrailleuses moyennes, et réorganisa complètement et coordonna toute la puissance de tir disponible. Les groupes de tir défensif postés à l'avant du *R.C.R.* avaient été installés trop loin dans la vallée; durant l'engagement du 3 mai, les Chinois avaient pu se mouvoir librement sur le terrain qui séparait ces groupes de la position. On remédia à cette erreur. Deux ou trois jours après la bataille, le brig. et le lt-col. Sterne descendirent les pentes à l'avant des postes jusqu'au *no-man's-land* pour examiner de près les abords tels qu'ils apparaissaient à l'ennemi. À la suite de cette reconnaissance, le brigadier ordonna que des postes d'observation de deux hommes, munis de sans-fil, soient installés tous les soirs dans des positions assez éloignées des endroits où passerait vraisembablement l'ennemi mais d'où il serait possible de surveiller les voies d'accès. Ces postes d'observation «avancés» étaient chargés de diriger le feu sur toute patrouille ennemie qui aurait pu s'approcher de la position.

Il fallait ensuite déloger l'ennemi des pentes avancées, du côté opposé de la vallée, d'où il pouvait observer à loisir les positions de la brigade. Allard fit venir du Japon un très gros et très puissant télescope et installa le service de renseignements de la brigade dans le poste d'observation de la brigade, pour y relever toutes les tranchées-fissures et les postes d'observation chinois qui pouvaient être aperçus. Cela fait, il déplaça un certain nombre de chars, qui occupaient des positions protégées par des sacs de terre sur le sommet des collines, et les achemina de nuit vers la vallée où ils furent pointés individuellement, chacun d'eux étant muni d'une photo aérienne oblique des défenses ennemies où les trous de tirailleurs étaient indiqués comme cibles. Lorsque le brouillard du matin se dissipa, les chars ouvrirent le feu et menèrent avec le plus grand succès un raid destructeur.

Puis, ils se replièrent vers des positions dissimulées, qu'on avait choisies d'avance. Il fallut environ 45 minutes aux Chinois pour réagir et leur première tentative de riposte fut dirigée contre le secteur d'où les chars avaient ouvert le feu. Après quelques minutes de ce bombardement inutile, ils allongèrent leur tir vers le sommet des collines que les chars avaient occupées jusqu'à la nuit précédente. Par la suite, tous les mouvements chinois et toutes les nouvelles positions que le télescope permettait d'observer furent bombardés, quotidiennement, par chacun des canons, des mortiers et des mitrailleuses lourdes qui n'étaient pas affectés à d'autres tâches. Cet effort spécial, joint à des patrouilles audacieuses et agressives, empêcha les Chinois de traverser la rivière. Le brig. Allard crut avoir découvert la formule d'une défense victorieuse en Corée.[16]

Les deux derniers mois du conflit coréen ont été relativement calmes pour l'infanterie canadienne, bien que les artilleurs aient été fort occupés. Au début de juillet, le maj.-gén. West déplaça les brigades de sa division et, le 12, les Canadiens étaient chargés une fois de plus de défendre la cote 355. Cette fois, c'était le 3e bataillon du *P.P.C.L.I.* qui occupait la position, le 3e bataillon du *R.C.R.* étant à sa gauche et le 3e bataillon du R. 22e étant en réserve. Les déplacements furent complétés pour le 12 mais, ce jour-là, West informa Allard que la 1re Division de la République de Corée, à droite, s'attendait que l'ennemi attaque l'une de ces positions durant la nuit. On ordonna à la 25e Brigade d'occuper deux postes de compagnie de la division coréenne, à la droite de la cote 355, afin de renforcer sa réserve. Le 3e bataillon du R. 22e envoya les compagnies «B» et «C», de même que des détachements de mitrailleuses moyennes et de mortiers, ainsi qu'un poste d'observation du 81e Régiment de campagne.

Pour aider efficacement le Régiment de la République de Corée, sur le flanc de la brigade, le maj. J.-E.-Y. Thériault, commandant de la batterie «P», passa les quelques nuits suivantes auprès du bataillon américain d'artillerie qui soutenait le régiment.

L'attaque contre les troupes coréennes survint durant la nuit du 13 juillet alors qu'un puissant assaut fut lancé contre leur poste avancé «Betty». Les Coréens, appuyés par les canons du Commonwealth, repoussèrent les assaillants mais, presque chaque nuit par la suite, jusqu'au cessez-le-feu, on se disputa «Betty»; des milliers d'obus canadiens de 25 livres soutinrent les troupes assiégées de la Corée du Sud. Lorsque vint le cessez-le-feu, elles tenaient encore leur avant-poste dévasté.

Ls 120,000 obus tirés par le 81e Régiment de campagne donnent une idée de son activité pendant les trois mois qu'il passa sur le front. Un rapport trimestriel publié par la Huitième Armée après l'armistice et déclarant que le réseau du commandement régimentaire (qui, comme tous les autres réseaux de transmission de l'armée, a été vérifié pour le dépistage des erreurs de procédure et aux fins de la sécurité) était à tous égards le plus efficace de toute la formation[17], atteste que ce régiment était le digne succes-

seur des unités qui l'avaient précédé.

Sauf pour quelques engagements mineurs de patrouille et pour les déplacements stratégiques motivés par la topographie de la ligne, il ne reste pas grand-chose à dire de l'activité canadienne. Au niveau divisionnaire, les événements les plus marquants ont été l'enrayement, plus tard en mai, d'une attaque contre le «Crochet» par des effectifs équivalant à ceux d'une compagnie, et la défaite, par les forces combinées du 1er bataillon du *King's* et du 1er bataillon du *Duke of Wellington's Regiment,* d'un autre assaillant, beaucoup plus puissant, qui se rua sur cette même position vers la fin du mois.[18]

En juin et juillet, les Chinois concentrèrent leurs efforts sur les formations sud-coréennes et américaines. Vers le milieu de juillet, le saillant de Kumsong fut réduit par de très puissantes attaques chinoises, les plus meurtrières depuis avril 1951.[19] Puis, immédiatement avant la signature de l'armistice, des effectifs équivalant à ceux d'une division furent lancés contre la 1re Division de fusiliers marins américains, à la gauche de la Division du Commonwealth; l'ennemi ayant gagné du terrain à la gauche immédiate du «Crochet», il fallait craindre que cette éminence importante ne fût débordée et enlevée.[20] Aucune de ces attaques ennemies contre les formations sud-coréennes ou américaines n'a entraîné la participation active des Canadiens au combat.

Pour améliorer davantage les patrouilles de sa formation, le brigadier ouvrit une école de patrouille de brigade le 25 mai, sous le commandement du maj. W. H. Pope, du R. 22e. En juin, cet officier écrivit un mémoire[21] où il exposait ce qu'il jugeait être les erreurs de la ligne de conduite suivie jusque-là par la brigade et où il recommandait des changements propres à éliminer ces faiblesses. Puisque cet officier avait été choisi pour cette tâche, on peut conclure que ses vues n'étaient pas incompatibles avec celles du brig. Allard. On a d'autant plus de respect pour les opinions du maj. Pope qu'il a à son crédit de longs états de service sur le front de Corée (après avoir complété son tour de service avec le 1er bataillon du R. 22e il a demandé un prolongement pour servir dans le 3e bataillon) et qu'il est décoré de la Croix militaire*.

De l'avis de Pope, l'ennemi avait conservé l'initiative tactique dans le *no-man's-land* depuis un an ou plus: il avait organisé à volonté des raids contre les postes et les positions avancés de même que des patrouilles d'embuscade. Cela tenait dans une certaine mesure, selon lui, à une attitude trop prudente de la part des commandants (et, en conséquence, à un manque d'agressivité chez les troupes) qui voulaient éviter de sacrifier inutilement des vies humaines à un moment où un armistice pouvait d'un instant à

*Il y a lieu de faire observer, cependant, que les généralisations du maj. Pope se fondent, en grande partie, sur son expérience d'officier régimentaire. A défaut d'une preuve plus circonstanciée, l'application de toutes ses déclarations à d'autres unités ne serait probablement pas valide.

l'autre mettre fin aux hostilités. Pour ce qui est des patrouilles permanentes, il estimait qu'elles comptaient trop d'hommes et qu'elles avaient occupé des positions immuables dont l'emplacement était connu de l'ennemi.

Les moyens qu'il proposait pour accroître l'efficacité des raids et des embuscades peuvent se dégager de l'analyse qu'il a faite des erreurs commises au cours de patrouilles antérieures de cette catégorie**:

> L'embuscade était exécutée par un officier subalterne ou un sous-officier et par une équipe de cinq à vingt hommes. Règle générale, on opérait même si des patrouilles de reconnaissance n'avaient repéré aucun signe d'une présence ennemie. Autrement dit, le programme prévoyait des patrouilles d'embuscade et, en conséquence, on les envoyait régulièrement aux endroits où il nous serait le plus facile d'intercepter l'ennemi, pourvu qu'il voulût bien passer par là. On se préoccupait rarement de prévoir des renforts pour le cas où l'embuscade atteindrait son but, c'est-à-dire pour le cas où l'on réussirait à surprendre l'ennemi. Évidemment, comme ces opérations étaient généralement confiées à des compagnies avancées, les commandants ne pouvaient absolument pas fournir de renforts suffisants sans courir le risque impossible de dégarnir complètement la position de la compagnie. Par conséquent, dans les rares occasions où nos embuscades ont été les premières à ouvrir le feu, l'initiative est passée rapidement à l'ennemi qui seul était en mesure de lancer rapidement des renforts dans la mêlée. Il ne faut pas oublier non plus l'importance du moral: nos hommes savaient que les patrouilles ennemies étaient expressément dressées pour ces tâches et qu'elles seraient rapidement renforcées tandis que, pour eux, il s'agissait simplement d'une petite excursion de routine dans la vallée qui échouait à leur peloton une nuit sur trois en même temps que d'autres tâches habituelles comme monter la garde, nettoyer les armes, déblayer la zone, poser des fils et creuser des trous. Autrement dit, «le sens aigu d'une mission à remplir» leur faisait défaut.

Il y a lieu de rappeler qu'aucun changement radical ne fut apporté aux opérations générales de patrouille, du moins si l'on s'en remet aux rapports quotidiens sur les opérations communiqués par le Q.G. de la 1re Division du Commonwealth en juin et juillet. Il était peut-être trop tard pour que l'esprit d'agressivité dont parle le maj. Pope dans ses recommandations puisse s'affirmer*.

Durant tout ce temps, la vie continuait son cours normal sur la ligne de combat, pendant que les rumeurs qui circulaient à propos des événements de Panmunjom ravivaient ou dissipaient tour à tour les espoirs d'armistice. Les bataillons de la 25e Brigade continuaient leurs efforts pour dominer le *no-man's-land;* le 3e bataillon du R. 22e R. en particulier faisait preuve de beaucoup d'imagination dans ses tentatives pour attirer l'ennemi dans des pièges et des embuscades. Le lt-col. Poulin a évoqué cette activité dans les termes suivants:

> Nous avions acheté des mannequins à Séoul et les avions revêtus d'uniformes canadiens; nous les avions ensuite placés dans un poste très avancé, munis d'armes

---

**Le maj. Pope a expressément déclaré que ces critiques ne s'appliquaient pas à la patrouille «d'enlèvement de prisonniers» du lt Gardner.

*Vers la fin de mai ou au début de juin, le brig. Allard ordonna que les patrouilles ne dépas sent pas la ligne de la rivière en face des positions canadiennes.[22]

> et bien camouflés, dans l'espoir que les Chinois les repéreraient, les prendraient pour des troupes et tenteraient de les enlever. Évidemment, notre artillerie faisait mine de les protéger.[23]

Les Chinois ne sont pas tombés dans le panneau mais, chaque jour, des engagements de patrouille fauchaient des vies des deux côtés, tant chez les Canadiens que chez les Chinois.

Le 11 avril, nous l'avons vu, un accord touchant l'échange des prisonniers malades et blessés avait été conclu. Le 2 juin, la Division du Commonwealth célébra le couronnement de la Reine Élisabeth II par une prise d'armes à laquelle assista M. Syngman Rhee. La brigade canadienne reçut une ration supplémentaire de rhum et le 81e Régiment de campagne fit éclater trois fusées éclairantes aux couleurs rouge, blanche et bleue. Le chroniqueur de l'unité rapporte que «les Chinois sortirent de leurs tranchées pour regarder ce spectacle». Le 7 juin, le plus grave obstacle à l'armistice était levé par la conclusion d'un accord sur un plan de rapatriement des prisonniers de guerre. Cependant, le 18 juin, environ 25,000 prisonniers anticommunistes étaient relâchés par leurs gardes sud-coréens et les Chinois lançaient de furieuses attaques contre les formations sud-coréennes et américaines. Enfin, le 17 juillet, l'accord d'armistice était signé.

L'armistice

À l'armistice, la brigade occupait la droite du front divisionnaire, dans un secteur où elle s'était installée le 10 juillet durant l'opération «Emperor». Cette dernière opération prévoyait le déplacement vers la droite des 29e et 25e Brigades et un mouvement de gauche à droite, le long du front divisionnaire, de la 28e Brigade. A l'issue de l'opération «Emperor», la 28e était à cheval sur la Sami-ch'on et la 29e occupait la droite[24]. Dans le secteur canadien, les *Patricias* se trouvaient à droite, dans la zone de la cote 355; les compagnies du *R.C.R.* étaient alignées de l'est à l'ouest sur la colline qui s'élève au sud-ouest. Le R. 22e était en réserve le long de la limite droite de la division.[25]

Entre le 12 et le 20 juillet, nous l'avons vu, les compagnies «B» et «C» du 3e bataillon du 22e R., de même que les pelotons de mortiers et de mitrailleuses légères, occupaient des positions à la droite du 3e bataillon du *P.P.C.L.I.,* ayant relevé les compagnies nos 1 et 2 du 11e Régiment de la République de Corée de façon que la formation sud-coréenne puisse concentrer ses effectifs afin de repousser les attaques contre son secteur. Les deux compagnies canadiennes n'ont participé à aucune bataille mais elles ont été gênés par les lourdes pluies de la mousson.[26] Comme au cours des années précédentes, ces pluies ont détruit une grande partie des casemates et des abris le long du front de la brigade.[27]

Le 27 juillet, à 10 h. du soir, les canons et les mortiers qui, depuis si longtemps, pulvérisaient le sol coréen le long de la ligne «Jamestown» se

turent tout à coup. L'armistice était entré en vigueur. L'événement fut célébré sans cérémonie et brièvement; il restait beaucoup à faire durant les 72 heures accordées à chacun des adversaires pour se retirer de la zone démilitarisée.[28]

Au point du jour, le 28 juillet, les Canadiens qui occupaient les collines de la ligne «Jamestown» furent témoins d'une scène étonnante. Les collines chinoises «fourmillaient d'hommes». Comme le rapportait le cap. C. A. Kemsley du 3e bataillon du *P.P.C.L.I.*

> Dans la vallée, immédiatement au-dessous de nous, les Chinois avaient dressé une tribune, avec hauts-parleurs et bannières, pour annoncer «la paix». Des hommes et des femmes y dansaient et y chantaient. Toutefois, ce qui impressionna le plus les troupes, ce furent les Chinois, en face d'elles, qui semblaient se compter par millions. Personne n'oubliera jamais le choc psychologique que créa cette «mer humaine» aperçue pour la première fois.

Les Canadiens, sur la ligne de combat, furent témoins d'un autre spectacle exceptionnel, de leur propre côté des collines. Venus de milles à la ronde, dans des jeeps et des camions, des centaines de «touristes» militaires de l'arrière convergeaient vers les lignes de combat, armés d'appareils photographiques et d'une curiosité insatiable. Le maj.-gén. West, qui faisait l'inspection des travaux de démolition des défenses, coupa court à ce pèlerinage dont on n'entendit plus parler par la suite.[29]

La ligne de démarcation avait été tracée le long de la ligne réelle de contact. Dans le secteur de la 1re Division du Commonwealth, elle longeait la vallée de l'affluent de la Sami-ch'on, puis s'orientait presque directement vers le sud à son extrémité sud-ouest, coupant en deux l'immense vallée de la Sami-ch'on. A son extrémité nord-est, la ligne passait à l'est de la cote 227 et remontait vers le nord en s'inclinant légèrement vers l'est jusqu'à son point d'intersection avec la ligne divisionnaire. A deux milles yards au sud-est, la limite sud de la zone démilitarisée était parallèle à cette ligne de démarcation.[30] La 25e Brigade, comme les autres formations de l'O.N.U. en Corée, devait terminer son retrait vers des positions au sud de la zone démilitarisée avant 10 h. du soir le 30 juillet. La brigade se proposait d'effectuer ce repli en deux étapes. La première consistait, pour quelques-unes des unités du moins, à se rendre immédiatement à des positions provisoires au sud de la zone démilitarisée; la deuxième étape devait conduire la brigade aux positions «permanentes» prévues par l'armistice. En quittant un territoire si longtemps défendu, la formation se proposait d'apporter avec elle ses magasins et son équipement, toutes ses munitions et tout le matériel qui pouvait être récupéré des ouvrages de campagne.[31]

Le plan fut exécuté méthodiquement, certaines des unités se rendant directement à leurs positions permanentes. L'infanterie de la 25e Brigade, cependant, occupa des positions temporaires le long d'une ligne de «passage interdit» immédiatement au sud de la limite de la zone démilitarisée. Ici, ses fonctions consistaient à installer des affiches et à bloquer les routes

pour empêcher toute pénétration dans la zone démilitarisée. Peu de temps après, le déplacement vers les quartiers permanents était terminé et on entreprenait de les aménager[32].

On a nettement l'impression que la guerre de Corée s'est terminée en queue de poisson, comme si un arbitre avait rendu un verdict nul en séparant deux boxeurs qui se sont talochés furieusement. Les troupes continuèrent de participer à la «présence» de l'O.N.U. en Corée mais leur nombre diminua graduellement jusqu'à ce que la dernière grande unité s'embarquât pour le Canada en avril 1955. Il ne nous reste qu'à résumer ces vingt-et-un mois et à tenter de mesurer le contrecoup de l'expérience coréenne sur l'Armée canadienne.

CHAPITRE XVIII
L'ARMISTICE ET SES SUITES

Les négociations d'armistice, décembre 1951 - juillet 1953

IL IMPORTE, lorsqu'on considère les pourparlers d'armistice, de se rappeler que l'accord signé à Panmunjom ne représente qu'une réussite limitée. Il a mis fin aux opérations actives, mais il a laissé les adversaires face à face de part et d'autre dans la zone démilitarisée, tous deux pleinement en mesure de reprendre le combat après un bref délai. On n'était pas arrivé à un règlement général du conflit et il existait de fortes raisons de croire qu'on n'y parviendrait jamais, ou que, si l'on y arrivait, ce ne serait qu'une solution éphémère, si ce n'est dans le cadre d'un règlement général des autres questions entre les deux blocs rivaux. D'autre part, pour le soldat canadien en Corée, l'armistice fut à vrai dire d'une importance capitale. A partir de cette époque, il fut libéré des tâches difficiles et pénibles.

On se souvient qu'à la fin de 1951 la conférence avait abordé l'article 3, – dispositions concrètes en vue d'un cessez-le-feu et de la surveillance de l'armistice, – mais que l'étude de cet article avait tôt abouti à une impasse. Les représentants de l'O.N.U. proposèrent alors que l'on examine l'article 4, – mesures relatives aux prisonniers de guerre, – en même temps que l'article 3 afin de gagner du temps. On tomba finalement d'accord là-dessus et un sous-comité se mit à étudier l'article 4. Cependant, ni ce sous-comité, ni celui qui étudiait l'article 3, ne firent guère de progrès; le commandement des forces de l'O.N.U. proposa de nouveau que l'on accélère les négociations, cette fois en abordant l'article 5, – recommandations aux gouvernements en cause. Cette proposition fut également acceptée, et les pourparlers commencèrent le 6 février 1952. Chose étonnante, on tomba d'accord dix jours plus tard sur le texte suivant:

> Afin d'assurer le règlement pacifique de la question coréenne, les commandements militaires des deux parties recommandent par les présentes aux gouvernements des pays en cause dans les deux camps que, au plus tard trois (3) mois après la signature et l'entrée en vigueur de l'accord d'armistice, une conférence politique à un échelon supérieur des deux côtés soit tenue par des représentants nommés par chacune des deux parties, en vue de régler par voie de négociations la question de l'évacuation de toutes les forces étrangères de Corée, celle d'assurer le règlement pacifique de la question coréenne, etc.*[2].

*La délégation de l'O.N.U. précisait qu'à ses yeux le terme «forces étrangères » englobait les troupes chinoises et que le terme «etc.», ne s'appliquait pas aux problèmes extérieurs à la Corée. Puisque les Chinois tenaient absolument à aborder au moins deux problèmes non-coréens (la représentation de la Chine à l'O.N.U. et l'action des États-Unis à Formose), il y a gros à parier qu'ils n'attachaient pas tout à fait la même interprétation à ces termes. Cependant, les deux parties ayant recommandé la convocation d'une conférence, ils estimaient sans doute qu'il valait mieux

A la cinquième séance plénière de la conférence d'armistice, qui eut lieu le 7 mai 1952, on annonça qu'on s'était entendu sur tous les problèmes sauf le sort des prisonniers de guerre (article 4)[4]. La difficulté que posait cet article provenait de ce que force prisonniers détenus par les Nations Unies ne désiraient pas être renvoyés dans leur pays d'origine. La Chine et la Corée du Nord soutenaient qu'il fallait renvoyer tous les prisonniers à leur pays d'origine. Le commandement des Nations Unies, d'autre part, déclarait que les prisonniers devaient être libres d'accepter ou de refuser leur rapatriement. A partir du 11 décembre 1951, date à laquelle on aborda l'étude conjointe des articles 3 et 4, le sort des prisonniers récalcitrants donna lieu à des discussions violentes et parfois orageuses. Puis, le 8 octobre 1952, on ajourna indéfiniment les négociations, à la demande du commandement de l'O.N.U.[5].

La septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies débuta le 14 octobre 1952, et au cours de cette session les débats reprirent sur les moyens de mettre fin au combat en Corée. L'Assemblée avait suspendu les débats sur le cessez-le-feu le 1er février 1951 (après avoir qualifié la Chine d'agresseur en Corée) en attendant les résultats des efforts entrepris par la Commission des bons offices en vue de faire amorcer des négociations. Par la suite, en juillet 1951, la Conférence militaire avait commencé à siéger, et l'on estimait que si l'Assemblée générale étudiait le règlement de la question de Corée, cela risquait de compromettre le succès de ces négociations. C'est pourquoi près de deux ans s'écoulèrent avant que l'Assemblée recommençât à étudier activement le problème de l'arrêt des hostilités.

Lorsqu'on reprit cette question, l'intérêt se concentra sur le rapatriement des prisonniers, seul problème non encore réglé. On consacra en tout quatre résolutions à ce problème. Vingt et un pays, dont le Canada, préconisèrent la première. Ce texte demandait à la Chine et à la Corée du Nord de consentir à un armistice fondé sur le principe du rapatriement volontaire. Les troisième et quatrième résolutions visaient certains aspects particulier de la question, alors que la quatrième, présentée par l'U.R.S.S., rejetait la première et réclamait la création d'une commission chargée de résoudre le problème coréen par des moyens pacifiques. Cette commission devait se composer des représentants de 11 États, dont quatre situés dans la sphère d'influence de l'U.R.S.S., et les décisions devaient être prises à la majorité des deux tiers.

Afin de concilier les deux points de vue, M. Krishna Menon, de l'Inde, présenta une nouvelle résolution, que le Canada et le Royaume-Uni appuyèrent d'emblée. Les États-Unis en vinrent aussi à l'appuyer plus tard, après qu'on eut modifié quelque peu le projet primitif. L'Assemblée générale adopta la résolution le 3 décembre 1952. Le texte adopté créait une commission du rapatriement, à laquelle on remettrait tous les prisonniers.

---

remettre l'ordre du jour et le choix des participants à une autorité supérieure.[3]

La commission rapatrierait tous ceux qui désiraient regagner leur pays d'origine. La conférence dont l'article 5 réclamait la convocation étudierait le sort des autres. Si cette conférence ne réussissait pas à s'entendre sur la question dans un délai de trente jours, les Nations Unies se chargeraient des prisonniers. Les Chinois, cependant, rejetèrent cette solution, et les Nations Unies, semble-t-il, s'acheminaient vers une impasse tout comme les négociateurs de l'armistice.

Le 22 février 1953, le commandement des Nations Unies déclara qu'il était disposé à rapatrier les prisonniers blessés et malades, conformément à la Convention de Genève. Le 30 mars, sur les ondes de Radio-Pékin, Chou en-Laï, premier ministre de la Chine, consentit à discuter. Il poursuivit assez longuement sa déclaration, d'un ton conciliant, et proposa la reprise des négociations sur le champ de bataille; tout en exigeant le rapatriement de tous les prisoniners, Chou en-Laï offrait un compromis:

> ... le gouvernement de la République populaire de Chine et le gouvernement de la République démocratique de Corée proposent que les deux parties aux négociations s'engagent à rapatrier, dès la cessation des hostilités, tous les prisonniers de guerre sous leur garde qui insistent pour se faire rapatrier, et à remettre les autres prisonniers de guerre à un État neutre, afin d'assurer une solution équitable du problème de leur rapatriement.[6]

Les réunions subséquentes furent fructueuses, et on approuva, le 11 avril, un plan visant le rapatriement des prisonniers de guerre blessés et malades. Quinze jours plus tard, les négociations plénières en vue de l'armistice reprenaient. Le 7 juin, on tomba d'accord sur un plan visant à régler le sort des prisonniers qui restaient et, le 27 juillet, comme nous l'avons vu, on signait l'accord d'armistice. Cependant, le 18 juin, une grave menace à leur succès surgit lorsque le président Rhee, de la Corée du Sud, fit libérer environ 25,000 prisonniers coréens qui s'opposaient à leur rapatriement (voir ci-dessus, p. 270). Ce geste, contre lequel les Communistes protestèrent énergiquement, semble avoir été fait délibérément pour empêcher l'armistice, mais il n'eut pas cet effet.

L'article 1er de l'accord d'armistice était consacré à l'établissement d'une ligne de démarcation militaire et d'une zone démilitarisée.[7] L'article IV renfermait des recommandations aux gouvernements des deux camps. Le texte de ces deux articles résultait d'accords conclus au début des négociations, et qui sont résumés ci-dessus. La ligne de démarcation suivait la ligne de contact dans l'état où elle se trouvait à la fin de juillet; la zone démilitarisée serait constituée quand chacune des deux parties retirerait ses troupes à deux kilomètres de la ligne de démarcation. De même, le texte de l'article IV reproduisait fidèlement celui de l'accord antérieur, y compris les termes «forces étrangères» et «etc.»

L'article II énonçait les dispositions concrètes visant le cessez-le-feu et l'armistice. Les hostilités devaient cesser à 10 h. du soir le 27 juillet 1953, douze heures après la signature de l'armistice. L'évacuation de la

zone démilitarisée devait être terminée au plus tard 72 heures après l'entrée en vigueur de l'armistice. On autorisait le remplacement des troupes et de l'armement «homme par homme» et «pièce par pièce». En d'autres termes, aucune des deux armées ne devait s'accroître pendant l'armistice.

Une Commission militaire de l'armistice, composée de dix officiers supérieurs (chaque partie en nommant cinq) fut chargée de surveiller l'armistice. Dix Équipes mixtes d'observateurs devaient aider la Commission militaire de l'armistice à surveiller la zone démilitarisée et l'estuaire du fleuve Han. La Commission de contrôle des États neutres (composée de quatre officiers nommés par la Suède, la Suisse, la Pologne et la Tchécoslovaquie) devait surveiller les mouvements de troupes et de matériel dans les ports d'entrée autorisés, avec l'aide de vingt équipes d'inspection des États neutres. A la demande de la Commission militaire de l'armistice, la Commission de contrôle des États neutres devait voir à l'inspection des localités sises hors de la zone démilitarisée, où l'on aurait pu signaler des infractions à la trêve.

L'article III portait sur le rapatriement des prisonniers de guerre et le retour des civils déplacés. La remise des prisonniers qui acceptaient le rapatriement au camp auquel on les avait pris aurait lieu à Panmunjom, sous la surveillance d'un Comité du rapatriement des prisonniers de guerre. De même, un Comité chargé d'aider le retour des civils déplacés devait organiser le voyage des civils déplacés qui désiraient réintégrer leur domicile.

On adopta des mesures plus complexes pour régler le cas des prisonniers de guerre qui refusaient leur rapatriement. On prévoyait la création d'une Commission des États neutres pour le rapatriement. L'Inde devait lui fournir les troupes et les cadres administratifs nécessaires. Cet organisme devait se charger de tous les prisonniers non rapatriés directement, organiser les «explications» que leur ferait le camp auquel ils avaient d'abord appartenu, rapatrier ceux qui désiraient regagner leurs foyers, et régler le cas des autres selon la formule suivante:

> A l'expiration d'un délai de quatre-vingt-dix (90) jours après la remise des prisonniers de guerre à la garde de la Commission des États neutres pour le rapatriement, le droit d'accès des représentants aux captifs, que prévoit l'alinéa 8 ci-dessus pendra fin, et le cas des prisonniers qui ne se seront pas prévalus de leur droit au rapatriement sera soumis à la Conférence politique dont l'alinéa 60 du projet d'accord d'armistice recommande la convocation; cette Conférence s'efforcera de régler cette question dans un délai de trente (30) jours, pendant lequel la Commission des États neutres pour le rapatriement conservera la garde des prisonniers de guerre. La Commission des États neutres pour le rapatriement statuera sur la promotion de l'état de prisonnier de guerre à la condition civile de tout prisonnier qui n'aura pas exercé son droit au rapatriement et au sujet duquel la Conférence politique n'aura adopté aucune autre mesure au plus tard cent vingt (120) jours après que la Commission des États neutres les aura pris en charge. Après, selon la demande que fera chaque prisonnier, ceux qui désirent se rendre en pays neutre recevront l'aide de la Commission de rapatriement des États neutres et de la Société de la Croix-Rouge de l'Inde. Cette opération devra se terminer en moins de trente (30) jours et, aussitôt après, la Commission des États neutres pour le rapatriement

> cessera immédiatement ses fonctions et prononcera sa propre dissolution. Après la dissolution de la Commission des États neutres pour le rapatriement, quels que soient l'époque ou le lieu où l'un des susdits prisonniers de guerre libérés de la condition de prisonnier de guerre désirera regagner sa patrie, les autorités du lieu où il se trouve auront l'obligation de l'aider à regagner sa patrie.[8]

Cinq pays faisaient partie de cet organisme: la Tchécoslovaquie, l'Inde, la Pologne, la Suède et la Suisse, sous la présidence du lt-gén. K. S. Thimayya, de l'Inde. Le 6 septembre 1953, les Communistes avaient remis environ 12,750 prisonniers (dont 32 Canadiens). Le commandement des Nations Unies avait remis aux Communistes 75,000 prisonniers chinois et nord-coréens.

Les prisonniers qui ne désiraient pas regagner leur pays étaient pris en charge par la Commission de rapatriement pour les quatre mois suivants; la Commission en confia le soin à une force de tutelle spéciale, la 190e brigade d'infanterie de l'Inde. Les représentants des deux camps avaient le droit de rencontrer les prisonniers de leur nationalité pour leur expliquer leurs droits. et «les renseigner sur les questions relatives à leur rapatriement, et spécialement de l'entière liberté qu'ils avaient de revenir chez eux pour y mener une vie pacifique». Cela a entraîné l'échange de 620 prisonniers chinois ou nord-coréens de plus (sur 22,600) et de neuf des 360 prisonniers de l'O.N.U. et de la Corée du Sud. En janvier 1954, la conférence politique qui devait régler définitivement le cas des autres captifs qui restaient n'avait pas encore eu lieu, et il ne semblait pas probable qu'elle se réunisse avant la dissolution de la Commission de rapatriement. C'est pourquoi, vers la fin du mois, le gén. Thimayya restitua les «non-rapatriables» à leurs détenteurs, qui leur accordèrent l'état civil et les libérèrent. La majorité des Chinois furent admis à Formose; la plupart des Coréens du Nord demeurèrent en République de Corée. En juillet 1955, à leur propre demande, on remit aux États-Unis 3 des 21 Américains qui avaient choisi de vivre en régime communiste.

La Commission de rapatriement et la force de tutelle indienne quittèrent la Corée en février 1954, comme il avait été convenu. Mais la libération des prisonniers de guerre n'était pas tout à fait terminée. Un Canadien demeura aux mains des Communistes seize mois après le cessez-le-feu: le chef d'escadrille A. R. Mackenzie de l'A.R.C. sortit de prison en novembre 1954 et franchit la frontière à Hong-Kong le 5 décembre.[9] Quinze aviateurs américains demeurèrent captifs jusqu'à l'été de 1955.

Les prisonniers de guerre canadiens

On a fait grand état des conditions dans lesquelles les prisonniers de guerre de l'O.N.U. furent détenus. Au début, la Chine et la Corée du Nord ne cherchèrent pas à se conformer aux dispositions de la Convention de Genève, qu'elles n'avaient pas signée. Comme le déclare un ouvrage bri-

tannique: «Les Chinois prétendaient que tous les prisonniers de l'O.N.U. capturés au cours de cette guerre «injuste» étaient des criminels de guerre et que ceux qui les avaient capturés avaient le droit de les tuer[10].» Cette thèse était-elle fondée sur des convictions, ou n'était-ce qu'une explication commode de la manière dont ils traitaient les prisonniers? C'est difficile à dire; mais il est certain que leurs prisonniers souffrirent considérablement, surtout au début de l'intervention chinoise. On n'observa aucun des articles de la Convention de Genève concernant l'hygiène, l'assistance médicale, l'alimentation, le logement et la surveillance; mais, étant donné les conditions de vie primitives des Chinois, cela les aurait obligés à préférer leurs prisonniers à leurs soldats. Si l'on veut essayer de mesurer la sévérité des camps chinois, il faut tenir compte de l'énorme décalage entre l'alimentation, l'assistance médicale et les conditions de vie dont bénéficiaient les forces opposées. Un soldat canadien qui passait brusquement de son régime riche à un peu de soupe claire et de riz, une fois par jour, ne pouvait qu'en souffrir; mais il est difficile de déterminer à quel point ses souffrances étaient inévitables et à quel point elles provenaient de la férocité des Chinois. Quoi qu'il en soit, bien que la malnutrition et l'insuffisance du logement aient à elles seules déterminé force maladies et force décès dans les camps du Yalou, les prisonniers canadiens échappèrent à nombre de ces maux.

En outre, on s'efforçait de convertir les prisonniers au communisme. On promettait aux prisonniers de les traiter avec «douceur» s'ils signaient des pétitions de paix, s'ils participaient à des émissions de propagande ou s'ils aidaient à convertir leurs camarades de captivité. On sanctionnait normalement le refus par l'emprisonnement solitaire, l'imposition de travaux supplémentaires ou (quelquefois) par des sévices physiques.

Il semble que le sort des prisonniers canadiens ait été plus doux que celui de leurs camarades américains, sans qu'il soit facile d'expliquer cette différence avec certitude. Cela semble tenir en partie à ce que l'on n'ait capturé aucun Canadien au début de l'intervention chinoise, époque à laquelle on n'avait encore mis en place au delà du 38e parallèle aucune installation, même rudimentaire, pour les prisonniers de guerre*. Comme nous l'avons vu, 32 Canadiens furent capturés au cours de leur service en Corée, et ils étaient tous rapatriés à l'automne 1953. A leur libération, ils subirent un interrogatoire poussé pour déterminer tout soupçon de collaboration active avec l'ennemi. Plusieurs d'entre eux avaient signé des pétitions pour la paix, dans l'espoir de faire connaître leur présence dans les camps, et tous avaient été obligés, à un moment donné, de suivre des cours d'endoctrinement et de lire livres et journaux communistes. Aucun Cana-

*Les trois premiers prisonniers canadiens, membres du 2e bataillon du R. 22e R., furent capturés dans la nuit du 24 novembre 1951. A cette époque, la situation s'était améliorée sensiblement dans les camps.

dien ne tenta de s'évader, et la plupart des troupiers n'opposèrent qu'une faible résistance aux interrogatoires, mais on ne réussit à en convertir qu'un seul au communisme. Voici ce que l'on a noté au sujet de deux soldats canadiens-français qui ont passé 21 mois aux mains de l'ennemi:

> L'internement a nettement marqué leur personnalité. Ils ne s'émeuvent guère en racontant les exemples de peur, de haine et de ressentiment qu'ils relatent à propos de la vie dans les camps. Cette «léthargie» émotive, si contraire à leur tempérament français, s'explique par la méfiance profonde qu'ils nourissaient à l'égard tant de leurs gardiens chinois que de leurs camarades d'emprisonnement.
>
> On peut expliquer la résistance victorieuse qu'ils ont opposée à l'endoctrinement par le réconfort moral qu'ils se sont apporté mutuellement, par la barrière linguistique qui restreignait le nombre de leurs relations, et enfin par leurs convictions religieuses qui leur faisaient détester les séances d'«autocritique »[11].

Les interrogateurs chinois portèrent une attention spéciale aux prisonniers du 1er bataillon du *R.C.R.*, qui auraient pu avoir participé à l'incident de l'île de Kojé; ceux dont on réussit à établir la participation à cet incident furent menacés d'emprisonnement s'ils ne donnaient pas de précisions sur les «atrocités» américaines dans l'île. Ils déclarèrent tous ne connaître absolument rien de la situation à Kojé avant leur arrivée, et ils semblent avoir convaincu leurs geôliers.

Il reste encore à noter ceci au sujet du cas des prisonniers de guerre: les Chinois n'avaient guère intérêt à convertir les Canadiens. Dans la guerre des cerveaux, les citoyens convertis des principales puissances occidentales, comme les États-Unis ou la Grande-Bretagne, pouvaient rendre des services de tout ordre, depuis la propagande jusqu'à la subversion, mais il faut remarquer que lorsque les prisonniers turcs se sont ligués pour résister, on les a vite laissés tranquilles. Les Chinois estimaient évidemment que c'était perdre leur temps qu'essayer de les convertir. On ne peut nier les épreuves que les prisonniers canadiens ont subies; il est bel et bien prouvé qu'ils ont été mal nourris et mal logés. Mais les Canadiens n'ont aucune raison de se sentir supérieurs aux quelques victimes américaines et britanniques du «lavage de cerveau» qui ont débouché en titubant dans le soleil à Panmunjom au cours de l'été 1953. Si les Chinois avaient trouvé avantage à infliger le même traitement aux prisonniers canadiens, pouvons-nous en toute honnêteté affirmer qu'ils n'auraient pas réussi? Les anciens prisonniers ne peuvent nous l'assurer.

Les bruits fallacieux et contradictoires qui coururent après la fin du rapatriement obligèrent toutes les armées en cause à examiner le problème à fond. En 1955, l'Armée des États-Unis tint compte de sa gravité en publiant un *Code de conduite* à l'intention de ses soldats. Le Canada suivit cet exemple en 1960 avec une brochure intitulée *La Conduite après la capture,* afin d'empêcher la «conversion» des prisonniers. Aucun des deux pays n'avait jusqu'alors jugé nécessaire de publier un ouvrage de ce genre. Les deux textes se fondaient sur la thèse que les soldats n'ont pas cessé de combattre simplement parce qu'on les a capturés. Les Britanniques consacrèrent

un film d'instruction à la question, ainsi qu'une brochure pour aider le soldat à résister aux pressions analogues à celles que les Chinois et les Coréens du Nord leur avaient imposées dans les camps d'internement. On n'a encore mis à l'épreuve aucun des essais de solution de ce programme, et l'on discute encore de la véritable nature de ce qui s'est passé dans les camps d'internement de la Corée du Nord*.

Les lacunes du système de renforts

Comme le vice-chef de l'état-major l'avait souligné à une réunion du Conseil de l'Armée le jour de l'armistice, «rien n'est changé quant à la nécessité de conserver à la 25e Brigade canadienne d'infanterie son efficacité opérationnelle». Cependant, le programme d'instruction que l'on appliqua dès l'Armistice ne ressemblait guère à celui que l'on avait suivi au début du printemps. On s'était surtout attaché alors, nous l'avons vu, à entraîner unités et formations aux combats mobiles; désormais, on mit l'accent sur la formation individuelle, notamment quant au maniement des armes et au combat sur le terrain, ainsi qu'aux manoeuvres de compagnie et de peloton.

Ce changement s'explique, évidemment, par le roulement général qui venait de modifier presque entièrement la composition du contingent spécial. Le degré d'instruction des troupes de renfort est une autre explication. Au début de mai 1953, le Directeur général de l'instruction militaire, le brig. G. Walsh, demandait au brig. Allard des rapports détaillés sur l'état des futurs contingents.[14] L'un de ces rapports, soumis à la mi-juin au brig. Allard par le commandant du Détachement canadien près de l'École de combat de la division, confirmait nettement ce que l'on n'avait affirmé jusqu'alors qu'en termes généraux: la compétence des troupes de renfort qui arrivaient dans le secteur était bien inférieure à la normale. L'auteur affirmait, en signalant en détail des cas individuels, que la majorité des soldats de renfort avaient besoin de recevoir l'instruction de base dans le maniement de toutes les armes, – fort peu d'entre eux en avaient reçu quant à la *Sten,* – et que leurs faibles connaissances du combat sur le terrain étaient surtout théoriques. Cependant, la plupart d'entre eux assimilaient bien l'instruction et tenaient à rejoindre leur unité sur la ligne de feu.

Pendant toute la campagne, on reçut de Corée des plaintes portant que les troupes de renfort venant du Canada n'étaient pas bien formées. C'était là une vieille doléance, que l'on avait répétée pendant toute la seconde guerre mondiale. Elle n'était même pas particulière aux Canadiens. Mar-

---

*Eugene Kinstead, dans son ouvrage *In Every War But One,* publié en 1959, prétend que «force prisonniers ont succombé à l'endoctrinement communiste». Cet ouvrage a reçu l'approbation du ministère de la Défense des États-Units. Cependant, en 1963, un chercheur américain, A. D. Biderman, a écrit une réplique intitulée *March to Calumny* où il réfute avec soin nombre des arguments de Kinkead.

mont raconte que, pendant la bataille de Champaubert, en 1814, il rencontra un jeune soldat appuyé sur son mousquet. Comme Marmont lui ordonnait de tirer, celui-ci répondit: «Je pourrais tirer aussi bien qu'un autre, mon général, si l'on me montrait comment charger mon fusil.»

On peut apporter diverses explications à ces accusations: il se pourrait notamment qu'elles soient nullement fondées. Des troupes de renfort qui atteignent une zone d'opérations après une longue traversée ne peuvent pas paraître aussi aguerries que celles qui combattent depuis plusieurs mois. Il se pourrait même que les renforts nouvellement arrivés aient retardé leur entrée en action en feignant d'être ignorants. Cela est cependant invraisemblable de la part de volontaires; il existe des preuves trop nettes d'un manque d'instruction pour qu'on puisse les attribuer à un «snobisme du champ de bataille».

Quelques semaines après l'armistice, le brig. Allard organisa un groupe pour étudier le problème de «l'instruction des troupes de renfort», dans le cadre duquel on invitait tous les officiers de la brigade, à partir du grade de capitaine, à exprimer leur avis. Le chroniqueur de la brigade note que le brigadier réussit à maintenir «cette question très controversée» dans «les limites de la courtoisie», mais que seul un excellent déjeuner put apaiser «les vives colères» soulevées par la question. Puisque tous les responsables se rendaient compte de la situation et que nombre de témoignages en provenance de la zone signalaient les lacunes des troupes de renfort, pourquoi n'avait-on rien fait? La faute semble en être au système.

Pendant toute la durée de la campagne, les troupes de renfort d'infanterie reçurent leur instruction du bataillon de leur régiment posté au Canada. Les recrues commençaient donc leur instruction d'emblée dans l'atmosphère qu'ils devaient connaître en Corée. Méthode admirable à bien des égards, mais qui présentait un inconvénient: son inflexibilité. Si l'on recevait une demande de troupes que l'on ne pouvait satisfaire au moyen de soldats complètement formés, il n'existait pas d'autres sources; c'est pourquoi on envoyait ceux qui étaient le mieux formés. Les spécialistes de l'instruction estimaient à l'époque qu'il fallait sept mois d'instruction pour qu'une nouvelle recrue puisse combattre dans une unité de campagne sur la ligne de feu quatre mois pour apprendre les techniques fondamentales de son arme, deux pour recevoir une formation de spécialiste (chauffeur ou servant de mortier, par exemple) et au moins un mois d'entraînement collectif.[16] Cependant, on ne se conformait que rarement à ces programmes, qui ne tenaient pas compte du temps affecté aux travaux d'entretien, permissions, défilés spéciaux et sanctions pour les manquements au règlement.

Toute maladie ou toute absence sans permission au cours de l'instruction occasionnait évidemment des retards supplémentaires dans certains cas d'espèce. Puisqu'il est impossible de prévoir le nombre d'engagements volontaires, alors que les demandes de renforts entraînés sont prévisibles, il était impossible dans le cadre de ce système de garantir

que chaque soldat reçût de dix à douze mois d'instruction avant d'être affecté aux troupes de renfort. Voilà l'une des conséquences du volontariat en temps de paix, et l'on ne voit guère de solution dans le cadre de ce système. Si les engagements avaient toujours été assez nombreux pour permettre l'application intégrale du programme d'instruction, il y aurait eu moins de plaintes.

Instruction et loisirs

Au cours de l'été et de l'automne, l'instruction d'officiers et d'unités fut remplacée par les manoeuvres de formations, dont la plus intéressante eut lieu à la mi-novembre 1953. Dès le premier jour de l'exercice, connu sous le now de «Shake-up», la brigade canadienne prit sa position de rideau de la division; les troupes de combat se chargèrent de la ligne «Wyoming», tandis que les troupes et les véhicules non essentiels passaient au sud de l'Imjin. Le deuxième jour, on replia vers les positions de réserve sur la ligne «Kansas» toutes les troupes, sauf celles des postes d'observation et d'autres affectations spéciales. Les 28e et 29e brigades réussirent, au cours des deux journées suivantes, à repousser les forces ennemies imaginaires. L'exercice «Shake-up» se poursuivit, avec de nouvelles menaces et de nouveaux revers fictifs, auxquels on para en transportant à la hâte sur des chars, un bataillon de l'aile gauche pour protéger l'aile droite. Le brig. Allard fit observer qu'on n'utilisa pas correctement, au cours de l'exercice, les communications de première ligne. «Le chargement, l'organisation en convois et la dispersion des véhicules furent mal faits[17].» Les commandants de compagnie et de peloton, induits en erreur par de fausses crêtes, eurent peine à déterminer avec sagesse et fermeté quelles étaient les zones essentielles. Puisqu'en général il fallait effectuer de longues montées pour atteindre les meilleures positions, «il fallait que les membres de tout grade d'une brigade de combat se tiennent parfaitement en forme». Cependant, ces remarques ne visaient pas à donner l'impression que l'exercice fut un échec. «Les troupiers sont pleins d'allant. Leurs chefs sont excellents et possèdent sans doute mieux la technique de leur profession que ce n'a jamais été le cas dans l'Armée canadienne, sauf en temps de guerre de grande envergure[18].»

Une circulaire de la brigade engloba l'instruction, les loisirs et la discipline en stipulant que tout soldat devait avoir subi avec succès toutes les épreuves de l'instruction de base avant d'obtenir une permission pour le Japon; tout soldat en détention ou frappé d'une sanction moins grave devait perdre sa place normale sur la liste d'attente des permissions; toute infraction commise en permission devait entraîner le retour immédiat à l'unité; tout soldat qui contractait une maladie vénérienne risquait de ne plus avoir de permission.[19] Pas plus après qu'avant l'armistice, les permissions ne constituèrent le principal aspect du programme de loisir. L'essentiel fut, comme toujours, le programme de cinéma auquel s'ajoutaient à l'occasion

des spectacles de variétés, «mais les initiatives des unités conservèrent leur importance, et le moral fut meilleur dans celles qui ajoutèrent aux réalisations officielles des manifestations sportives, soirées de bingo et jeux qui leur étaient propres». La même source ajoute[20] «qu'on ne pouvait arracher aux cantines une minorité convaincue, et qu'il faut donc inclure l'absorption de bière parmi les distractions». Tant que les hommes ne buvaient que de la bière, et uniquement dans les cantines d'unité, il ne se produisit guère d'incidents. Cependant, la consommation ailleurs de boissons interdites entraîna souvent de plus graves infractions: utilisation irrégulière des véhicules et sortie hors des zones consignées.[21]

A compter de mars 1954, la brigade canadienne disposait d'un centre de loisirs, au nord de l'Imjin. M. Louis St-Laurent, alors premier ministre, l'inaugurait le 8 en dévoilant un monument de pierre orné d'une plaque de bronze. On y trouvait un auditorium, un gymnase, un centre de la Croix-Rouge et des cantines sèche et alcoolique de la *NAAFI.* Il valait mieux restreindre l'usage de la bière aux cantines d'unité, comme on le constata par une série de désordres «qu'il faut sans doute attribuer à l'excès de la fierté régimentaire»; le brig. Allard finit par fermer la cantine alcoolique du centre.[22]

M. St-Laurent, qui faisait alors le tour du monde, arriva en Corée le 7 mars et il y passa deux journées entières. Le 18, il déclarait à la Chambre des communes:

> ... Le moral de tous nos hommes est splendide. J'ai constaté avec plaisir que, depuis la fin des combats, ils ont réussi, grâce à leurs propres efforts, à pallier nombre des inconvénients qui nuisaient à leur bien-être matériel dans le milieu où ils se trouvent. Il faut ajouter que l'on constate nettement que c'est en grande partie à cause de l'humanité des officiers que règne cet esprit de famille qui, on le sent, unit les officiers aux hommes de troupe, ainsi que la conviction qu'a chacun d'être Canadien et de travailler pour le Canada ... en participant à l'effort conjoint pour prouver que l'agression n'est pas rentable.

Roulement et «épuisement»

En octobre 1953, le 3e bataillon du *P.P.C.L.I.* était prêt à rentrer au pays; le bataillon qui le remplaçait était le 2e du *Black Watch (Royal Highland Regiment) of Canada.* Le 14, les *Patricias* montraient à l'avant-garde du *Black Watch* avec quelle rapidité et avec quelle aisance leurs compagnies pouvaient occuper leurs postes de combat. Le gros des *Highlanders* débarqua à Inch'on du navire américain *Marine Lynx* le 29, et les *Patricias* s'embarquèrent sur le même navire au cours de l'après-midi.[23]

Plusieurs unités de la brigade reçurent de nouveaux titres au cours des semaines suivantes. Le 81e régiment de campagne devint le 4e régiment de la *Royal Canadian Horse Artillery*[24]. Le 59e escadron de campagne indépendant du Génie royal canadien devint le 4e escadron de campagne[25]. La

56e compagnie de transport canadienne devint la 5e, et la 38e Ambulance de campagne, la 4e. Le 23e atelier de l'infanterie du Génie électrique et mécanique royal canadien devint le 40e[26].

Vers la fin de janvier 1954, les Canadiens passèrent à un état spécial de préparation au cas où la Chine eût décidé de rouvrir les hostilités par suite d'une évolution défavorable de la conférence politique, ou encore où l'Inde eût libéré des prisonniers non rapatriables, si la conférence n'avait pas lieu.[27] Nous l'avons vu, la conférence n'eut pas lieu, on libéra les prisonniers et il ne se produisit aucun incident. La brigade canadienne se consacra alors à un programme d'instruction «axé davantage sur la formation à long terme que sur la préparation active aux hostilités immédiates[28]». La Huitième Armée avait ordonné que l'on affecte aux postes de combat 25 p. 100 de l'effectif normal; si l'on avait exécuté cet ordre à la lettre, cela aurait nui beaucoup au programme d'instruction; mais le commandant de la Division du Commonwealth (le maj.-gén. H. Murray depuis octobre 1953) persuada les autorités américaines de permettre une certaine latitude d'interprétation.[29]

Le troisième roulement général eut lieu au printemps de 1954. La brigade, que le brig. Allard devait commander encore jusqu'à la mi-juin, époque à laquelle le brig. F. A. Clift devait le remplacer, se composait alors de l'escouade «D» du *Royal Canadian Dragoons,* du 3e régiment de la *R.C.H.A.*, du 4e bataillon des *Canadian Guards*,* du 2e bataillon du *Queen's Own Rifles of Canada,* et du 2e bataillon du *Black Watch.*

Les unités de soutien étaient les suivantes:

3e escadron de campagne du Génie royal canadien
3e compagnie de transport de l'intendance royale canadienne
3e ambulance de campagne du Corps de santé royal canadien
25e unité de pansement de campagne du Corps de santé royal canadien
25e unité dentaire de campagne du Corps dentaire royal canadien
42e atelier d'infanterie du Génie électrique et mécanique royal canadien.

Les forces armées coréennes continuèrent d'augmenter leurs effectifs au point de pouvoir, au besoin, mener avec succès une guerre défensive, ce qui permit au Commandement de l'O.N.U. de réduire ses propres forces. C'est pourquoi il fut prévu que la Division du Commonwealth devienne en réalité un groupe de brigade, appelé cependant «Nouvelle Division du Commonwealth». Le ministre de la Défense nationale, M. Ralph Campney, annonçait le 13 septembre 1954 que «quant au Canada, il a été décidé qu'on réduira les effectifs canadiens des deux tiers environ et que l'élément canadien qui restera se composera d'un bataillon d'infanterie, d'une ambulance de campagne et des éléments nécessaires à leur administration». Les effec-

---

*Cette unité fut détachée du 2e bataillon d'infanterie canadien en octobre 1953. Au début de 1954, on affecta les non-parachutistes du 3e bataillon du *R.C.R.* et du 3e bataillon du *P.P.C.L.I.* (tous deux licenciés par la suite) à ce qui devinrent les 1er et 2e bataillons des *Canadian Guards,* respectivement.

tifs qui restaient seraient rapatriés «dès qu'on aura réglé les détails nécessaires de transmission des pouvoirs et de transport». M. Campney espérait que la majorité fût «rapatriée ou en voie de l'être à la fin de 1954[30]».

Au début de novembre, on remit à la 28e division de la République de Corée** le secteur droit de la Division du Commonwealth ainsi que la position-écran du Canada. Le brig. G. R. D. Musson, officier britannique, prit le commandement de la force réduite à compter du 16 novembre 1954. Les troupes canadiennes qui demeuraient dans le secteur relevaient, bien qu'elles ne fissent pas partie du nouvel ordre de bataille, de la division de l'arrière en attendant le retour au système créé par l'Unité des bases canadiennes en Extrême-Orient.[31]

La participation de la brigade canadienne aux opérations prit fin le 8 novembre, et le quartier général du brig. Clift cessa son activité en Corée le 2 décembre. Le commandant de la Mission militaire du Canada à Tokyo devint le principal officier canadien en Extrême-Orient. Au début de février 1955, le quartier général de la 25e brigade recommença à fonctionner à Camp Borden (Ont.) en qualité de Q.G. de la 4e brigade d'infanterie.

La Brigade du Commonwealth britannique quitta la Corée à peu près en même temps que la brigade canadienne, tandis que le quartier général de la 29e brigade britannique se transformait en quartier général «divisionnaire» intégré. La nouvelle force comprenait un régiment de campagne de l'Artillerie royale, un escadron de campagne indépendant du Corps royal du Génie, un atelier d'infanterie du Génie électrique et mécanique royal, trois bataillons d'infanterie: le *1st Dorset Regiment*, le 2e bataillon du *Queen's Own of Canada,* le *1st Royal Australian Regiment,* ainsi qu'une compagnie de transmission de la Nouvelle-Zélande et que la 3e ambulance de campagne du Canada. Les vices-chefs d'état-major du Commonwealth étudièrent, à leur réunion tenue à Londres le 23 septembre, l'emploi que l'on continuait à faire du terme «Division». Malgré l'avis du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, la Grande-Bretagne estima que, jusqu'au départ effectif de toutes les autres troupes du Commonwealth «dans un délai de trois ou quatre mois», il «n'est probablement pas opportun de discuter de ce problème avec les Américains[32]». Comme nous le verrons, cependant, la force a continué de porter le nom de division, même après que ses effectifs furent de nouveau réduits.

«Nous aimerions évidemment retirer nos troupes de Corée le plus tôt possible», déclarait M. Campney à la Chambre des communes le 28 janvier 1955. «Les troupes qui restent relèvent des Nations Unies et sont liées aux autres forces du Commonwealth, de sorte que nous ne pouvons vraiment pas les retirer brusquement.» C'est pourquoi le *Queen's Own Rifles* ne ren-

---

**L'Armée de la Corée du Sud ne comportait pas autant de divisions que pourrait le faire croire ce matricule, mais elle en comptait vingt, ce qui en faisait la quatrième armée du monde après celles de la Russie, de la Chine communiste et des États-Unis.

tra au pays qu'en avril de cette année-là, sans qu'on le remplaçât; les unités canadiennes suivantes demeurèrent en Corée, bien qu'on en eût remplacé le personnel:

> 3e ambulance de campagne (et renforts)*
> Section canadienne du Q.G. de la 1re Division du Commonwealth
> Détachements du Corps des magasins militaires, du Corps des ingénieurs mécaniciens et électriciens, du Corps royal de Génie et de la Prévôté
> Section canadienne de Radio-Commonwealth.

À la fin de mai, le personnel de l'ambulance de campagne et des détachements annexes comprenait 15 officiers et 180 hommes de troupe; celui des autres unités, 140 officiers et soldats.

À la base du Commonwealth se trouvaient l'Unité administrative n° 2 du Canada, y compris le personnel du Service de réduction et d'affectation, et des éléments divers, par exemple des soldats hospitalisés, qui portaient l'effectif total de l'Armée canadienne sur le théâtre de Corée** à 500 hommes.[33]

On réduisit graduellement la force du Commonwealth du niveau de la brigade à celui du bataillon («Contingent du Commonwealth en Corée») et l'élément canadien à une quarantaine de membres des Corps médical et dentaire. On annonçait cette nouvelle le 16 février 1956[34], et le 13 mars l'ambulance de campagne fut remplacée par le Détachement médical du Canada en Corée. Un an plus tard, époque à laquelle sa dissolution complète était imminente, le Contingent du Commonwealth se composait de 1,628 Britanniques, 74 Néo-Zélandais, 69 Australiens et 33 Canadiens, de tous grades.[35]

Le Détachement médical du Canada cessa officiellement d'exister le 25 juin 1957*;* la plupart de ses membres s'embarquaient à Inch'on le 28. L'Ambassade de Grande-Bretagne à Séoul reçut de M. Rhee, président de la République, le message suivant, adressé «aux offiicers et aux hommes du Contingent du Commonwealth britannique»

> C'est avec une profonde reconnaissance pour leurs services exceptionnellement méritoires ... que la nation coréenne fait ses adieux au Contingent du Commonwealth britannique.
>
> ... Je tiens à déclarer que nous regrettons vraiment votre départ ... Vous laissez derrière vous 1,133 camarades, sous la croix, là où jamais un seul Britannique n'avait combattu. Nous savons que vous désirez aussi ardemment que nous mener le bon combat pour la cause de la liberté et que vous continuerez à servir les idéaux et à poursuivre les objectifs que nous chérissons tous ...[36].

Les conséqences de la guerre de Corée

---

*C'est-à-dire ambulance motorisée, détachements des hôpitaux, services dentaires, de solde et de l'aumônerie.

**A l'exclusion de la mission militaire de Tokyo.

Depuis le débarquement du premier soldat canadien jusqu'à la signature de l'armistice, 21,940 membres de l'Armée canadienne servirent en Corée et au Japon**. C'est en janvier 1952 que l'effectif de l'Armée canadienne était le plus considérable: 8,123 hommes de tous grades.

A la signature de l'Armistice, 7,134 Canadiens servaient sur le théâtre.[37] C'est un apport appréciable, qui équivaut, relativement à la population du Canada, à quatre divisions des États-Unis, qui comptaient en 1950 onze fois la population du Canada. Cependant, d'autres chiffres donnent une idée plus juste des efforts respectifs: l'Armée des États-Unis envoya environ 1,153,000 hommes en Extrême-Orient.[38]

Bref, le rôle du Canada fut important, même assez supérieur à celui d'autres membres plus populeux de l'O.N.U., mais il reste que la 25e Brigade ne représenta qu'une parcelle de l'effort fourni par l'ensemble de l'O.N.U.

La courbe des effectifs de tous les belligérants atteignit son sommet juste avant le cessez-le-feu. On estime que les forces communistes comprenaient 1,155,000 hommes, dont 858,000 Chinois. Environ 10,000 militaires soviétiques occupaient divers postes non combattants, croit-on.

L'effectif des Nations Unies comprenait 272,000 Coréens du Sud et 266,000 ressortissants des 16 autres pays représentés dans la formation. En outre, plusieurs milliers d'autres servaient sur les lignes de communication ou occupaient des fonctions para-militaires.[39] Pendant la majeure partie de la présence des Canadiens en Corée, la guerre fut statique, ce qui explique que le nombre de victimes ait été fort peu considérable par rapport aux deux guerres mondiales. C'est ainsi que la 2e Brigade d'infanterie canadienne subit plus de pertes en deux jours, les 15 et 16 août 1917, que la 25e Brigade au cours de toute la durée de sa présence au feu.[40] L'Armée canadienne a subi en tout 1,543 pertes en Corée: 11 officiers et 298 hommes sont morts au combat ou à la suite de leurs blessures ou ont été portés officiellement disparus; 59 officiers et 1,143 hommes ont été blessés au combat, 2 officiers et 30 hommes survécurent en tant que prisonniers de guerre. A titre de comparaison, signalons que 2,289 personnes sont mortes au Canada en 1950 par suite d'accidents de la circulation.[41]

C'est l'infanterie qui a surtout subi des pertes. Les autres corps n'ont enregistré que 15 morts; les armes autres que l'infanterie n'ont subi que moins de 7 p. 100 des pertes. Cela s'explique incontestablement par le caractère statique de la guerre, la supériorité aérienne absolue de l'O.N.U. et l'absence de tout tir efficace de contre-batterie du côté chinois.

Lors de la signature de l'armistice, M. Pearson présidait l'Assemblée générale des Nations Unies. Dans sa déclaration du 26 juillet 1953, il avait rappelé que la conclusion de l'armistice ne représentait qu'un début. «C'est

---

**On n'a compté qu'une seule fois les 484 hommes qui servirent plus d'une fois.

la fin d'un épisode marqué par l'effusion de sang et le combat. Mais ce n'est que le début d'un épisode nouveau et difficile: l'édification de la paix.» Il demanda à toutes les parties en cause de travailler en vue d'un règlement politique, tout en reconnaissant les difficultés qui se dressaient dans cette voie. Trois ans plus tard, on n'avait pas du tout réussi à instaurer la paix, mais il n'y avait pas eu de nouveaux combats. La présence militaire du Canada en Corée se réduisait à un officier et à un sous-officier.

Le principal résultat de la participation du Canada aux opérations de l'O.N.U. en Corée, a été l'établissement d'un précédent: il n'a plus été question de s'abstenir lorsque de nouvelles crises internationales ont éclaté. On a abandonné en 1950 la mentalité isolationniste qui avait marqué la politique étrangère du Canada en temps de paix.

Au cours des deux dernières années de la campagne de Corée, le contingent du Canada ne comprenait que des soldats de métier. C'était une nouveauté au Canada: au cours des deux guerres mondiales, l'Armée canadienne se composait de soldats citoyens qui s'étaient engagés pour la durée des hostilités. Si le Canada a échappé aux conséquences de son manque de préparation en 1950 (comme en 1914 et en 1939, du reste), c'est parce que ses grands alliés ont encaissé les premiers coups. Espérer que cela se reproduise toujours, ce serait être bien optimiste, voire malhonnête. Quoi qu'il en soit, le Canada possédait pour la première fois de son histoire, en 1955, un corps expéditionnaire de métier; les chefs de tous grades qui ont réintégré camps et casernes en 1953 possédaient l'expérience du combat. Au cours des trois années d'hostilités, 146 officiers canadiens se sont mérité une décoration ou une citation dans les dépêches, et 151 hommes de troupe ont bénéficié de ces récompenses.

L'opinion canadienne a attaché beaucoup moins d'intérêt que celle des États-Unis à la guerre de Corée. L'aspect quantitatif de la participation a confirmé la thèse du gouvernement, d'après laquelle il s'agissait d'une opération de police; la rareté des pertes a corroboré cette opinion. Il n'a jamais semblé nécessaire de recourir au service obligatoire; après la libération des recrues du Contingent spécial ou leur intégration dans la Force active, ce sont des soldats de métier qui ont agi en Corée; ils s'étaient sans doute enrôlés en connaissance de cause. Le Canadien moyen pouvait poursuivre son existence normale en se réjouissant de la prospérité créée par les nouvelles dépenses, tout en éprouvant un plaisir de tout repos à apprendre par la presse que des régiments canadiens illustres prenaient part à des combats mouvementés, dans des contrées lointaines. Voilà qui ressemble fort, bien sûr, aux campagnes coloniales du XIXe siècle; mais, au Canada, cela ne s'était jamais vu, exception faite de la courte guerre des Boers.

Les circonstances de la guerre de Corée ont forcé le gouvernement à changer son attitude et sa politique. Comme le dit un économiste, «cette guerre a eu pour but, non pas de réunir la Corée sous l'autorité de Syngman Rhee, mais de créer le principe de la résistance collective à l'agression; on a

atteint ces objectifs quand les envahisseurs coréens du Nord et chinois ont été repoussés de la République de Corée[42]».

Quant à l'Armée, «l'opération de police» lui a été fort profitable du point de vue de l'efficacité technique. Rien ne peut remplacer l'expérience des combats. Quand on a constaté que les souffrances que les troupes avaient endurées au cours du premier hiver à cause de leur formation insuffisante, de leur habillement inadapté et de leur manque de discipline, on a redonné leur véritable importance aux fameuses horreurs de l'hiver coréen, qui n'ont plus suscité de véritables problèmes. Après la stabilisation du front, les civils n'ayant plus accès aux zones de combat, on a assisté à une nette diminution des maladies qui provenaient des rizières, où l'on utilisait des engrais fort primitifs. Les militaires ont continué de résister aux pluies de la mousson, et à pester contre les chaleurs de juillet et d'août, mais on a accueilli l'hiver presque comme un soulagement.

Il y avait encore les Chinois, bien sûr. Vers l'été de 1952, ils avaient réussi à amener dans la région du front l'artillerie et les munitions dont ils manquaient à l'époque des premiers combats plus fluides. Bien que l'aviation ait souvent et fortement rendu inutilisables leurs lignes de communication régulières, ils ont réussi à organiser avec quelque succès des attaques massives contre les lignes de l'O.N.U., même s'ils le faisaient la nuit. Les militaires canadiens ont acquis une précieuse expérience au cours de ces combats de nuit, sans parvenir toutefois à égaler l'habileté de l'ennemi.

Le Gouvernement affirmait, par sa nouvelle ligne de conduite dont nous avons parlé, que le Canada était décidé à agir dans le cadre des Nations Unies quand ce serait possible; par conséquent, le Canada a participé à d'autres opérations de paix de l'O.N.U., ce qui a entraîné l'affectation de troupes canadiennes aux équipes d'armistice, commissions de paix et force d'urgence dans le monde entier, ce qu'on n'aurait pu prévoir en 1945. Mais dès 1945, les forces armées étaient en mesure de remplir ces obligations internationales. On avait compris la leçon des événements, au moins pour le moment.

Il faut faire preuve de prudence avant d'établir des comparaisons entre la campagne de Corée et les autres guerres auxquelles le Canada a participé. On ne trouvera dans ces pages rien de comparable à l'immolation tragique et glorieuse du *Newfoundland Regiment* à Beaumont-Hamel. Il n'y a eu ni Somme, ni Passchendaele, ni Cent-Jours, ni Dieppe, ni Ligne Hitler, ni Hochwald, ni Victoire. Guerre calme, si l'on ose employer ce terme, où l'on ne cherchait pas à détruire l'ennemi totalement. Tous les commandants déploraient amèrement la mort d'un seul de leurs hommes et estimaient qu'on ne pourrait jamais compenser ces pertes simplement en tuant des Chinois.

Voilà une situation dans laquelle les généraux des frontières coloniales se sont souvent trouvés, loin des renforts et ne disposant que d'une petite armée. Dans ce contexte, le soldat doit subir sans défaillance tout le poids

de l'attaque ennemie, sachant qu'il n'obtiendra jamais l'ivresse de la victoire pour récompenser son endurance. Il faut tenir compte de ce facteur lorsqu'on étudie la dernière phase de l'action des Nations Unies et du Canada, en Corée. Le soldat canadien qui se glissait avec précaution à travers une brèche dans les barbelés et qui dévalait dans la nuit les pentes des collines ravagées sous le feu des énormes projecteurs de Panmumjom n'avait pas conscience de repousser une menace contre sa patrie; on le payait pour appliquer la politique de son gouvernement: dans l'espèce, il devait empêcher quelque Asiatique, pas plus coupable que lui, de s'emparer de sa colline. Son gouvernement et ses alliés avaient décidé que l'ennemi ne devait pas pénétrer au delà de la colline et c'est lui qui devait appliquer cette décision. C'était un technicien qui connaissait son métier, et qui affrontait les techniciens d'un pays auquel le sien n'avait pas déclaré la guerre. Un psychologue, après avoir relevé le caractère insolite des circonstances de la guerre: négociations d'armistice, manque volontaire d'agressivité, a noté ce qui suit: «Le désir d'approbation sociale, d'être toujours accepté par ses égaux, voilà une raison capitale qui porte le soldat à affronter un danger malgré la peur. Lorsqu'on peut être approuvé par la société sans déployer un effort total, il ne faut pas s'étonner de constater que ... l'on ne s'est pas engagé à fond[43].» A la lumière de ces faits, les multiples actes d'héroïsme des soldats du Commonwealth, malgré ces facteurs, n'en paraissent que plus remarquables.

Il s'agissait d'une situation sans précédent dans l'histoire militaire du Canada, de sorte qu'il est essentiel, évidemment, que quelqu'un détermine quelles sont les attitudes et techniques nécessaires que doit acquérir l'armée de type classique pour être en mesure d'y faire face.

APPENDICE «A»

RAPPORT DU BRIG. FLEURY, SUR SA PREMIÈRE ENTREVUE AVEC LE GÉN. MacARTHUR LE 4 OCTOBRE 1950

Le gén. MacArthur s'est montré très affable. Ses observations ont porté sur une grande variété de sujets, et elles ont été faites, semble-t-il, avec franchise et spontanéité. Il s'est dit heureux de l'arrivée prochaine des troupes canadiennes ...

En réponse à une question directe, le commandant en chef a écarté la possibilité d'une intervention armée des communistes russes et/ou chinois à partir de la Mandchourie. A propos de la Russie, il s'est étendu longuement sur les concentrations de forces soviétiques en Sibérie, que rapportent les bulletins de renseignements, et il a fait ressortir d'une manière particulière les moyens navals et aériens éventuels dont l'U.R.S.S. pourrait disposer dans cette région. A son avis, les forces navales sont négligeables, et la puissance aérienne, bien que formidable, ne saurait rivaliser avec celle qu'il pourrait faire intervenir immédiatement de ce théâtre d'opérations. En ce qui concerne les Chinois, il a fait valoir leur manque de puissance aérienne et s'est dit très confiant de pouvoir détruire les forces qu'ils seraient actuellement en mesure de lancer au delà de la frontière mandchoue.

Le commandant en chef estime que si la Russie ou la Chine ont jamais eu l'intention d'intervenir, elles ont bel et bien «laissé échapper l'occasion». Quelques semaines plus tôt, les forces de l'O.N.U. auraient pu être expulsées complètement de la Corée, mais cela n'est plus possible maintenant et, affirme le général, la Russie et la Chine le savent fort bien. Il est persuadé que l'idée de soutenir une cause perdue ne doit sourire ni aux Russes ni aux Chinois, et il est d'avis que la situation en Corée du Nord représente justement une cause de ce genre ...

Le gén. MacArthur m'a déclaré que même si les forces terrestres canadiennes n'étaient pas présentes en Corée, il se devait néanmoins d'exprimer sa gratitude au Canada. Il a parlé assez longuement du débarquement à Inch'on, étroitement lié, a-t-il dit, «au souvenir très net» qu'il a gardé de la campagne de Wolfe contre Montcalm. Il a développé ce thème de manière assez détaillée et a ajouté qu'il s'était servi de cet exemple historique, en traitant avec «les gens de Washington», pour s'en tenir à sa décision de déclencher l'opération d'Inch'on. Il m'a donné à entendre que les conseillers militaires avaient condamné à l'unanimité le projet de débarquement à Inch'on, et que lui seul avait été convaincu de sa réussite et avait décidé de le réaliser.

Le gén. MacArthur a exprimé l'espoir qu'il allait pouvoir renvoyer sa Force d'occupation ... au Japon, très peu de temps après la cessation des combats. Il a ajouté qu'il n'était pas de sa compétence de dire à quel moment toutes les forces de l'O.N.U. seraient retirées de la Corée, mais il a exprimé ses sentiments à ce sujet sans aucune contrainte. Résumées sommairement, ses idées sur la question sont les suivantes:

a) des élections devraient avoir lieu en Corée, au plus tard un ou deux ans après la cessation des combats;
b) ces élections ne devraient pas avoir lieu à l'ombre des baïonnettes étrangères;
c) toutes les forces de l'O.N.U. devraient quitter la Corée dans environ un an;
d) l'immense tâche de nourrir et de réadapter la population doit commencer dès la cessation des combats;
e) il espère que les Coréens, tant du Nord que du Sud, seront traités avec une certaine magninimité; il ne devrait pas, selon lui, y avoir de «chasse aux sorcières», de procès interminables pour crimes de guerre, etc. «Nettoyons ce qu'il y a à nettoyer et partons aussi vite que possible ... cela sera une preuve de notre

bonne volonté»;

f) il peut entraîner et équiper au moins dix ou quinze divisions coréennes, qui devraient suffire à assurer la sécurité de la Corée, à moins que la péninsule ne tombe «comme un fruit mûr» entre les mains des communistes, par suite de la propagation de leur idéologie ...

... le commandant en chef a laissé clairement comprendre, – par induction du moins, – qu'il n'était pas question de s'arrêter au 38e parallèle. Il n'a fait aucune allusion aux récents rapports selon lesquels la question faisait l'objet d'une discussion sur le plan international.

J'ai constaté que le commandant en chef est un homme doué d'une forte personnalité, très énergique, et qui semble avoir un penchant pour les phrases bien tournées. Parsemés de boutades et de plaisanteries, ses commentaires devenaient parfois des déclarations sérieuses ou pompeuses, faites sur un ton énergique et à la manière d'un tribun. Il a vraiment le sens de l'histoire et, selon toute vraisemblance, il ne serait pas indifférent à la possibilité de se tailler une niche dans l'histoire contemporaine. Il a souvent le don, par ses réparties amusantes et ses expressions presque argotiques, de faire disparaître ou diminuer considérablement la tension produite par l'une ou l'autre de ses harangues un peu trop violentes.

On me dit que le gén. MacArthur aura soixante et onze ans en janvier prochain mais, en regardant les traits de son visage, on ne lui donne certainement pas cet âge. Si ses traits sont peu expressifs et font penser parfois à un masque de cire, il a par contre le regard froid et perçant. Il a très peu ou presque pas de cheveux gris, est très bien soigné de sa personne, et est affligé de deux tics qui m'ont particulièrement frappé durant l'entrevue: il allonge ses longues jambes et tambourine le parquet avec ses talons, ou remue continuellement ses doigts l'un après l'autre. Je pense qu'il essaie ainsi de réduire au minimum un léger tremblement des mains; celles-ci sont les seules preuves visibles de son âge.

Je crois que les constatations suivantes résument de façon assez précise la teneur de l'entretien:

a) le gén. MacArthur est très satisfait de la manière dont les opérations en Corée se sont déroulées jusqu'ici;

b) il s'attend à ce que ces opérations soient, à toutes fins pratiques, complétées avec succès dans un mois;

c) il ne croit pas à une intervention armée de la part de la Chine ou de la Russie;

d) il se propose de lancer incessamment des forces de l'O.N.U., – à l'exclusion de celles de la Corée du Sud, – au delà du 38e parallèle;

e) la Brigade canadienne, selon lui, n'arrivera pas à temps pour combattre en Corée, mais elle devrait y être envoyée quand même;

f) il envisage une courte «occupation» de la Corée;

g) des élections devraient avoir lieu en Corée, au plus tard un ou deux ans après le retrait des forces de l'O.N.U.;

h) le gén. MacArthur n'a pas une très haute opinion des «gens à Washington».

APPENDICE «B»

INSTRUCTIONS DE COMMANDEMENT AU BRIG. ROCKINGHAM LE 13 AVRIL 1951

Au: Brigadier J. M. Rockingham, CBE, DSO, ED,
Commandant du 25e Groupe de brigade d'infanterie canadienne

Généralités

1. La présente instruction remplace les instructions relatives au commandement (HQTS 1681-151/25 TD (DMO & P 1) du 14 novembre 1950).

2. Le 25e Groupe de brigade d'infanterie canadienne se rendra en Corée sous votre commandement en vue de participer aux opérations avec les Forces des Nations Unies.

Composition

3. La composition exacte de votre commandement vous sera notifiée séparément. Aux termes des dispositions qui vous seront notifiées par le Q.G. du Commandement des Nations Unies, le 2e bataillon du *Princess Patricia's Canadian Light Infantry* reviendra sous votre commandement à l'arrivée en Corée du 25e Groupe de brigade d'infanterie canadienne.

Rôle

4. Votre rôle consistera à participer à des tâches opérationnelles ou d'occupation dans les limites territoriales de la Corée relevant du commandant des Forces des Nations Unies en Corée.

5. Avant d'engager vos troupes dans des opérations autres que défensives, vous devrez vous assurer qu'elles ont, eu le temps d'être convenablement endoctrinées et qu'elles sont prêtes à participer aux opérations.

Statut officiel

6. Aucune mesure juridique n'a encore été prise en vue d'établir le statut officiel des forces canadiennes par rapport à l'ensemble des Forces des Nations Unies, et il vous sera nécessaire par conséquent de consulter le commandement de ces Forces dès votre arrivée sur ce théâtre d'opérations afin de conclure un arrangement satisfaisant à cet égard.

7. Le principe de l'existence distincte de la Force canadienne devra cependant être toujours maintenu. Bien que le groupement des forces soit une question qui relève uniquement du commandement opérationnel, on prévoit que dans le cours normal des opérations, ou autres activités des Forces des Nations Unies, vos tâches et entreprises seront réparties ou déterminées, compte tenu de l'importance de la Force canadienne, de manière à préserver facilement son identité distincte.

8. Alors que l'étendue et le degré d'intégration entre les forces canadiennes et celles des Nations Unies, ou de leurs éléments respectifs, seront déterminés par les circonstances et conditions locales, il a été considéré qu'en dépit de leurs nationalités différentes, ces forces devraient être en mesure de s'associer et de participer ensemble à l'effort commun avec souplesse et un minimum de difficultés d'adaptation.

Discipline et Administration

9. Vous serez l'officier le plus élevé en grade de l'Armée canadienne sur le théâtre d'opérations d'Extrême-Orient. Le commandant de la Mission militaire canadienne en Extrême-Orient sera votre représentant auprès du Q.G. du Commandement des Nations Unies et du Q.G. des forces d'occupation du Commonwealth britannique. Le commandant de la Mission militaire canadienne en Extrême-Orient sera chargé d'obtenir et d'exposer à ces Q.G. vos points de vue sur toutes les questions qui pourront se poser.

10. Vous serez chargé du maintien de la discipline et de toutes les questions administratives concernant le personnel du 25e Groupe de brigade d'infanterie canadienne. Des détails ultérieurs au sujet de ces pouvoirs et d'autres, spéciaux, concernant le maintien de la discipline, vous parviendront séparément. L'administration de la Force se conformera aux instructions actuellement en vigueur et à celles qui pourront vous être communiquées de temps à autre.

Modes de Communication

11. Aucune restriction ne gênera vos communications directes sur n'importe quelle question avec le chef de l'état-major général.

12. Diverses autres questions, dont l'envoi des rapports et journaux de marche, ainsi que les procédés à suivre en ce qui concerne les honneurs et distinctions, seront traitées dans des instructions administratives subséquentes.

13. Voici les modes de communications à employer:

(a) La correspondance administrative courante du Q.G. de l'Armée sera envoyée directement à la 2e Unité administrative canadienne.

(b) La correspondance autre que celle mentionnée ci-dessus sera envoyée au Q.G. du 25e Groupe de brigade d'infanterie canadienne. Cependant, des copies des lettres du Q.G. de l'Armée, à Ottawa, qui traitent de la ligne de conduite à suivre, seront envoyées en même temps au Commandant de la Mission militaire canadienne en Extrême-Orient.

G. G. Simonds
lieutenant-général
Chef de l'état-major général

APPENDICE «C»

HONNEURS ET DISTINCTIONS
CORÉE, 1951-1953

La liste ci-dessous indique tous les honneurs et distinctions, autres que les citations, reçus par les membres de l'Armée canadienne en raison de leur service pendant la campagne de Corée. Il n'est pas précisé que les grades indiqués sont effectifs ou intérimaires.

COMPAGNON DE L'ORDRE TRÈS HONORABLE DU BAIN

Brigadier	J. M.	Rockingham, CBE, DSO, ED

COMMANDEUR DE L'ORDRE TRÈS EXCELLENT DE L'EMPIRE BRITANNIQUE (OBE)

Brigadier	M. P.	Bogert, DSO, OBE, CD
Brigadier	F.-J.	Fleury, MBE, ED
Colonel	G. L. M.	Smith, OBE, CD

ORDRE DU SERVICE DISTINGUÉ (DSO)

Lieutenant-colonel	P. R.	Bingham
Major	J. H. B.	George
Major	V. W.	Jewkes, MC
Lieutenant-colonel	E. M. D.	Leslie*
Major	R.	Liboiron
Lieutenant-colonel	J.-L.-G.	Poulin, CD
Lieutenant-colonel	H. W.	Sterne, MBE, CD
Lieutenant-colonel	N. G.	Wilson-Smith, MBE

2e AGRAFE À L'ORDRE DU SERVICE DISTINGUÉ

Lieutenant-colonel	J. R.	Stone, DSO, MC

OFFICIER DE L'ORDRE TRÈS EXCELLENT DE L'EMPIRE BRITANNIQUE (MBE)

Lieutenant-colonel	E. A. C.	Amy, DSO, MC
Lieutenant-colonel	A. J. B.	Bailey, DSO, MBE, ED
Lieutenant-colonel	E. G.	Brooks, DSO, CD
Lieutenant-colonel	B.-L.-P.	Brosseau, MC
Lieutenant-colonel	J. R.	Cameron
Lieutenant-colonel	K. L.	Campbell, MBE, CD
Lieutenant-colonel	C. B.	Caswell, MC
Lieutenant-colonel	G. C.	Corbould, DSO, ED
Lieutenant-colonel	E. D.	Danby, DSO
Lieutenant-colonel	J.-A.	Dextraze, DSO
Lieutenant-colonel	J. D.	Galloway
Lieutenant-colonel	R. A.	Keane, DSO
Lieutenant-colonel	M. F.	McLachlan, MC, CD

*Jusqu'au 20 mars 1952, McNaughton.

Major	D. H.	Rochester
Lieutenant-colonel	P. F. L.	Sare
Lieutenant-colonel	L.- F.	Trudeau, DSO, CD
Lieutenant-colonel	J.-A.-A.-G.	Vallée, CD

MEMBRE DE L'ORDRE TRÈS EXCELLENT DE L'EMPIRE BRITANNIQUE (OBE)

Major	A.J.	Abbott
Major	J. C.	Allan, DSO, CD
Major	A. J.	Baker, CD
Major	H. W.	Ball
Major	J. P.	Beer
Major	R. M.	Black
Capitaine	G. S.	Blake, CD
Major	H B.	Brodie
Major	R. F.	Bruce, CD
Capitaine	S. L.	Campbell
Major	J. A.	Clancy, MC
Capitaine	J. R.	Connell, CD
Capitaine	D. R.	Copcutt
Major	R. A.	Couche, CD
Major	G. R.	Covey, CD
Major	J. I.	Dolan
Capitaine	A.	Dubois
Major	J. R.	Ferris
Capitaine	J. A.	Filshie
Capitaine	G.-R.	Fortin
Major	E. T.	Galway, MC, GM
Major	D. H.	George, MC
Major	C. J. A.	Hamilton
Capitaine	R. J.	Hauser, CD
Major	E. G.	Hession
Major	J. S.	Hitsman
Major	B. D.	Jaffey
Capitaine	H. W.	Johnson
Major	F.	Klevanic
Major	R. C. D.	Laughton
Major	Q. E.	Lawson, CD
Major	J. E.	Leach, CD
Lieutenant	A. C.	Leonard
Major	T. M.	MacDonald, CD
Capitaine	J. H.	MacGregor
Major	C. E. C.	MacNeill, ED
Major	P. A.	Mayer, CD
Major	J. R.	McLarnon
Capitaine	H. E.	McLaughlin
Major	I. M.	McLaughlin
Major	J. S.	Orton, MC
Major	C. A.	Pilley, CD
Major	W. R.	Preston
Major	A.	Robinson, MC
Major	J. S.	Roxborough
Major	J.-G.	Sévigny, DSO

Lieutenant-colonel	R. A.	Smillie
Capitaine	H. C.	Stevenson
Capitaine	N. G.	Trower
Major	L.R.-P.-G.	Turcotte
Capitaine	W. E.	Wheeler, CD
Lieutenant	M. B.	Wood
Sergent-major d’escadron	E. J.	Armer
Sergent-major régimentaire	R. V.	Armishaw
Sergent-major régimentaire	J. M.	Fernets
Sergent-major régimentaire	P.	Hache, CD
Sergent-quartier-maître régimentaire	W. H.	Hardon
Sergent -major régimentaire	W. T.	Seed

CROIX ROUGE ROYALE

Capitaine (Infirmière-major)	E. B.	Pense, ARRC, CD

CROIX MILITAIRE (MC)

Capitaine	E.-W.	Berthiaume
Capitaine	D. S.	Caldwell, CD
Lieutenant	C. D.	Carter
Lieutenant	J.	Clark
Capitaine	H.-G.	Cloutier, CD
Lieutenant	L.-G.	Côté
Capitaine	J. E.	deHart
Major	W. H.	Ellis, CD
Lieutenant	F. R.	Freeborn
Lieutenant	H. R.	Gardner
Sous-lieutenant	E. H.	Hollyer
Capitaine	G. H.	Howitt
Capitaine	J. G.	Jenkins, CD
Lieutenant	A. M.	King
Capitaine	R.	Leclerc
Lieutenant	D. G.	Loomis
Lieutenant	E. J.	Mastronardi
Lieutenant	J. G. C.	McKinley
Sous-lieutenant	H. O.	Merrithew
Lieutenant	D. A.	Middleton, MM
Capitaine	J. G. W.	Mills
Lieutenant	M. T.	O’Brennan
Lieutenant	A. A. S.	Peterson
Lieutenant	H. C.	Pitts
Major	W. H.	Pope
Sous-lieutenant	J. B.	Riffou
Sous-lieutenant	W. C.	Robertson
Lieutenant	G.E. M.	Ruffee
Major	L. E. C.	Schmidlin, MBE, CD
Sous-lieutenant	C. B.	Snider
Major	G. G.	Taylor, ED
Lieutenant	J.-P.-A.	Therrien
Capitaine	J.-P.-R.	Tremblay

CROIX DU SERVICE DISTINGUÉ (DFC)

Capitaine	P. J. A.	Tees

ASSOCIÉE DE LA CROIX ROUGE ROYALE

Lieutenant (Infirmière)	J. I.	MacDonald

MÉDAILLE DE CONDUITE DISTINGUÉE (DCM)

Soldat	R. E.	Bauer
Sergent	R. G.	Buxton
Lance-caporal	J. P. A.	Harvey
Sergent	D. A.	McCuish
Soldat	W. R.	Mitchell
Caporal	E. W.	Poole
Sergent	J. H.	Richardson

AGRAFE À LA MÉDAILLE DE CONDUITE DISTINGUÉE

Caporal	L.	Major, DCM

MÉDAILLE GEORGE (GM)

Lance-caporal	S. L.	Sinnott

MÉDAILLE MILITAIRE (MM)

Sergent	T.	Allen
Sergent d'état-major	P.	Anderson
Soldat	E.	Asselin
Soldat	L.	Barton
Soldat	K. F.	Barwise
Sergent	A.	Beaudin
Soldat	C. O.	Bell
Sergent	B.	Bergeron
Soldat	D. W.	Carley
Sergent	J.-R.	Champoux
Sergent d'état-major	V. D.	Cole
Caporal	D.	Cormier
Caporal d'artillerie	T. E.	Dearden
Caporal suppléant	A.	Dion
Caporal Suppléant d'artillerie	F. M.	Dorman
Caporal suppléant	S.	Douglas
Caporal	J. G.	Dunbar
Sergent	K. J.	Dunphy
Sergent	G. E. P.	Enright
Caporal	V. L.	Fenton
Caporal	K. E.	Fowler
Sergent d'état-major de compagnie	G. M.	Fox
Soldat	R.	Gagnon
Canonnier	A. M.	Garauhty
Caporal suppléant	J.-R.	Gingras
Sergent	W. G.	Graveline
Soldat	J.-G.	Guay
Soldat	J. D.	Johnson
Sergent d'état-major de		

compagnie	L. A.	Johnson
Soldat	G.-P.	Julien
Caporal suppléant d’artillerie	A. O.	King
Caporal	D.-G.	Lemoine
Caporal	G. A.	McKinney
Caporal	J. C.	McNeil
Caporal	K. V.	McOrmond
Caporal	J.-G.	Ostiguy
Caporal	J. P. R.	Pearce
Caporal	C. W. H.	Pelley
Caporal	W. D.	Pero
Sergent	R. A.	Prentice
Sergent	M.	Prociuk
Soldat	W. D.	Pugh
Caporal	J. E.	Rimmer
Soldat	G. G.	Rowden
Soldat	J. A.	Sargent
Caporal	A. A.	Scott
Sergent	S.	Sommerville
Sergent	L.	Steadman
Cavalier	R. C.	Stevenson
Caporal	A .I.	Stinson
Caporal suppléant	P. C.	Thompson
Soldat	O. M.	White
Canonnier	K. W.	Wishart

MÉDAILLE DE L’EMPIRE BRITANNIQUE (BEM)

Sergent	J.	Bourdeau
Sergent	B.-I.	Charland
Sergent d’état-major	B.C.	Clouston
Caporal	W. M.	Downs
Caporal suppléant	P.	Dugal
Sergent	G. W.	Elliott
Sergent d’état-major	D. F.	Eveleigh
Sergent	L. P.	Gardiner
Sergent	M. S.	Haynes
Bombardier	H. E.	Long
Sergent d’état-major de compagnie	P. A.	Lynch
Caporal suppléant	H. J.	McCreary
Caporal suppléant	M. J.	Nixon
Sergent	J. W.	Parker
Sergent	R. L.	Ross
Sergent	C. A.	Stewart
Sergent	A. E.	Thompson
Sergent	P. J.	Tomelin
Sergent	K. G.	Tutte
Sergent	W. E.	Walters
Cavalier	H.	Wyatt

DISTINCTIONS AMÉRICAINES

LEGION OF MERIT – DEGRÉ D’OFFICIER

Brigadier	J.-V.	Allard, CBE, DSO, ED
Brigadier	M. P.	Bogert, CBE, DSO, CD
Brigadier	F.-J.	Fleury, CBE, ED
Brigadier	J. M.	Rockingham, CB, CBE, DSO, ED

LEGION OF MERIT – DEGRÉ DE LÉGIONNAIRE

Colonel	G. L. M.	Smith, CBE, CD
Lieutenant-colonel	E. D.	Danby, DSO, OBE

MÉDAILLE DE BRONZE ÉTOILÉE AVEC «V»

Major	E. J.	Williams

MÉDAILLE DE BRONZE ÉTOILÉE

Lieutenant-colonel	E. A. C.	Amy, DSO, OBE, MC
Major	C. O.	Huggard
Major	R. D.	Medland, DSO
Capitaine	R. J.	Staples
Bombardier	G. I.	Reid

CROIX DU SERVICE DISTINGUÉ (DFC) (É.-U.)

Lieutenant	A. G.	Magee
Lieutenant	J.-F.-O.	Plouffe
Lieutenant	W. E.	Ward
Capitaine	J. R. P. P.	Yelle

MÉDAILLE DE L'AVIATION (AM)

Lieutenant	A. P.	Bull
Capitaine	L.-R.	Drapeau, DCM
Capitaine	J. H.	Howard
Lieutenant	D. G.	MacLeod
Sous-lieutenant	W. C.	Robertson

DISTINCTIONS BELGES

OFFICIER DE L'ORDRE DE LÉOPOLD II AVEC PALME
ET LA CROIX DE GUERRE 1940 AVEC PALME

Capitaine	M.-H.	Marchessault, CD
Major	J. C.	Stewart
Major	J.-E.-Y.	Thériault, MC

CHEVALIER DE L'ORDRE DE LÉOPOLD II AVEC PALME
ET LA CROIX DE GUERRE 1940 AVEC PALME

Lieutenant	J.	Gagné

CHEVALIER DE L'ORDRE DE LA COURONNE AVEC PALME
ET LA CROIX DE GUERRE 1940 AVEC PALME

Lieutenant	R. W.	Bull

DÉCORATION MILITAIRE 2e CLASSE AVEC PALME
ET LA CROIX DE GUERRE 1940 AVEC PALME

Caporal	R.	Portelance

APPENDICE "D"

FONCTIONS DE COMMANDEMENT ET D'ÉTAT-MAJOR

La liste ci-dessous s'ouvre avec la formation de la 25e Brigade d'infanterie canadienne. Il n'est pas précisé que les grades indiqués sont effectifs ou intérimaires. Les grades intérimaires sont indiqués seulement s'il s'agit de grades qui ne sont pas d'un caractère courant. Les décorations sont omises.

SECTION CANADIENNE
QUARTIER GÉNÉRAL PREMIÈRE DIVISION (COMMONWEALTH)

Officier d'état-major général, classe I:

Lieutenant-Colonel E. D. Danby ..... 27 juin 51 – 30 avril 52
Lieutenant-Colonel N. G. Wilson-Smith ..... 1 mai 52 – 15 août 52
Lieutenant-Colonel E. A. C. Amy ..... 16 août 52 –3 août 53
Lieutenant-Colonel M. R. Dare ..... 10 sept. 53 – 21 août 54
Lieutenant-Colonel R. E. Hogarth ..... 22 août 54 – 16 nov. 54

Officier d'état-major général, classe II (Renseignements):

Major E.-A. Blais ..... 13 déc. 51 – 9 juin 52
Major K. G. McShane ..... 10 juin 52 – 25 avril 53
Major P. A. Mayer ..... 26 avril 53 – 21 sept. 53
Major G. B. Greene ..... 23 oct. 53 – 14 oct. 54

Sous-quartier-maître général adjoint:

Major H. B. Brodie ..... 27 juin 51 – 31 mai 52
Major J.-A.-R. Rochefort ..... 1 juin 52 – 19 avril 53
Major W. W. Coward ..... 20 avril 53 – 26 mars 54
Major D. D. Ledingham ..... 28 mars 54 – 5 déc. 54
Major H. B. Gow ..... 15 déc. 54 – 25 juif. 55
Major A. H. Smedmor ..... 26 juil. 55 – 8 fév. 56
Major P. E. Gower ..... 9 fév. 56 – 15 mai 56

Directeur adjoint du service de santé:

Colonel G. L. M. Smith ..... 10 mai 52 – 24 avril 53
Colonel J. S. McCannel ..... 25 avril 53 – 21 avril 54
Colonel E. J. Young ..... 22 avril 54 – 24 nov. 54

Aumônier en chef (catholique):

Major J.-A.-R. Lupien ..... 11 août 51 – 8 fév. 52
Major G.-J. Bineau ..... 27 mars 52 – 13 mai 52
Major J. Ménard ..... 14 mai 52 – 6 avril 53
Major J.-J. Vallely ..... 7 avril 53 – 22 mars 54

QUARTIER GÉNÉRAL 25e BRIGADE D'INFANTERIE CANADIENNE

Commandant, Section canadienne:
(Chargée d'administrer l'élément canadien réduit)
Major H. B. Gow ..... 13 janv. 55 – 25 juil. 55
Major A. H. Smedmor ..... 26 juil. 55 – 8 fév. 56

Major P. E. Gower..... 9 fév. 56 – 15 mai 56

Commandant:

Brigadier J. M. Rockingham ..... 9 août 50 – 27 avril 52
Brigadier M. P. Bogert .....28 avril 52 – 20 avril 53
Brigadier J.-V. Allard.....21 avril 53 – 14 juin 54
Brigadier F. A. Clift .....15 juin 54 – 7 déc. 54

Major de brigade:

Major H. F. Wood .....17 août 50 – 28 janv. 51
Major L. V. Perry .....29 janv. 51 – 1 nov. 51
Major D. H. George..... 2 nov. 51 – 28 avril 52
Major J. C. Allan .....29 avril 52 – 1 juil. 52
Major J. E. Leach ..... 2 juil. 52 – 8 mars 53
Major T. M. MacDonald .....9 mars 53 – 1 oct. 53
Major P. A. Mayer..... 2 oct. 53 – 7 mai 54
Major D. S. MacLennan ..... 8 mai 54 – 5 nov. 54
Major G. H. Sellar .....8 nov. 54 – 26 août 56

Sous-adjudant et quartier-maître général adjoint:

Major J.-P.-L. Gosselin ..... 17 août 50 – 21 fév. 51
Major C. J. A. Hamilton .....22 fév. 51 – 28 avril 52
Major A. J. Baker ..... 29 avril 52 – 7 mars 53
Major D. E. Harper.....8 mars 53 – 1 oct. 53
Major H. E. Trimble .....2 oct. 53 – 29 mars 54
Major A. E. Lawrence ..... 30 mars 54 – 7 déc. 54

Officier chargé de l'administration:
(Poste aboli le 10 février 1953)

Colonel W. J. Moogk ..... 14 juil. 52 – 10 fév. 53

LORD STRATHCONA'S HORSE (ROYAL CANADIANS)
(2e RÉGIMENT BLINDÉ)

Escadron « C» (4 mai 1951 – 8 juin 1952):

Major J. W. Quinn..... 1 sept. 50 – 20 juil. 51
Major V. W. Jewkes .....21 juil. 51 – 28 juin 52

Escadron «B» (2 juin 1952 – 24 mai 1953):

Major J. S. Roxborough ..... 1 fév. 52 – 8 juin 53

Escadron «A» (20 mai 1953 – 24 mai 1954):

Major W. H. Ellis .....20 déc. 52 – 24 mai 54

THE ROYAL CANADIAN DRAGOONS
(1er RÉGIMENT BLINDÉ)

Escadron «D» (24 mai 1954 – 14 nov. 1954):

Major A. L. MacDonald ..... 1 nov. 53 – 14 nov. 54

ARTILLERIE

2e Régiment de campagne, RCHA (5 mai 1951 – 6 mai 1952):
(rebaptisé: 2e Régiment, RCHA, le 18 juin 1951)

Lieutenant-Colonel A. J. B. Bailey .....17 août 50 – 1 oct. 51
Major J. S. Orton (Intérimaire).....2 oct. 51 – 22 oct. 51
Lieutenant-Colonel E. G. Brooks .....23 oct. 51 – 24 août 53

1er Régiment, RCHA (3 mai 1952 – 22 avril 1953):
Lieutenant-Colonel E. M. D. McNaughton .....21 mars 51 – 31 oct. 55
(Nom changé en celui de Leslie, le 20 mars 1953)

8e Régiment de campagne, RCA (11 avril 1953 – 9 mai 1954):
(rebaptisé: 4e Régiment, RCHA, le 16 octobre 1953)

Lieutenant-Colonel H. W. Sterne ..... 4 nov. 52 – 26 mai 54
Lieutenant-Colonel T. R. Gemmell ..... 27 mai 54 – 24 fév. 57

3e Régiment, RCHA (9 mai 1954 – 27 novembre 1954):
Lieutenant-Colonel J. W. D. Symons ..... 14 déc. 53 – 14 août 57

GÉNIE

57e Escadron canadien indépendant de campagne (4 mai 1951 – 3 mai 1952):

Major D. H. Rochester .....23 août 50 – 15 oct. 51
Major H. W. Ball..... 16 oct. 51 – 15 juin 52

23e Escadron de campagne (3 mai 1952 – 28 mars 1954):

Major E. T. Galway.....7 déc. 51 – 22 oct. 53

59e Escadron indépendant de campagne (23 mars 1953 – 26 mars 1954):
(rebaptisé: 4e Escadron de campagne, le 16 octobre 1953)

Major L. E. C. Schmidlin .....18 sept. 51 – 23 juin 54

3e Escadron de campagne (26 mars 1954 – 27 novembre 1954):
Major M. O. Rollefson .....17 janv. 54 – 2 oct. 54
Major K. L. Cameron ..... 3 oct. 54 – 27 fév. 56

TRANSMISSIONS

Escadron des Transmissions de la 25e Brigade d’infanterie canadienne
(3 mai 1957 – 27 novembre 1954):
(rebaptisé: Troupe des Transmissions de la 25e Brigade d’infanterie canadienne, le 13 décembre 1957)

Major D. H. George.....30 août 50 – 1 nov. 51

Capitaine W. E. Wheeler.....21 déc. 51 – 27 avril 52
Capitaine J. R. Connell.....28 avril 52 – 18 avril 53
Capitaine R. R. Ulrich.....19 avril 53 – 16 avril 54
Capitaine G. W. Garnett.....17 avril 54 – 18 déc. 55

INFANTERIE
THE ROYAL CANADIAN REGIMENT

2e *Bataillon (5 mai 1951 – 25 avril 1952):*

Lieutenant-Colonel R. A. Keane .....17 août 50 – 2 janv. 52
Lieutenant-Colonel G. C. Corbould .....3 janv. 52 – 31 août 57

1er *Bataillon (20 avril 1952 – 25 mars* 1953):

Lieutenant -Colonel P. R. Bíngham .....16 déc. 48 – 31 juil. 53

3e *Bataillon (23 mars 1953 – 27 mars 1954):*

Lieutenant-Colonel K. L. Campbell ..... 3 janv. 51 – 15 avril 54

PRINCESS PATRICIA'S CANADIAN LIGHT INFANTRY

2e *Bataillon (18 décembre 1950 – 4 novembre 1951):*

Lieutenant-Colonel J. R. Stone.....18 août 50 – 4 oct. 53

1er *Bataillon (29 octobre 1951 – 4 novembre 1952):*

Lieutenant-Colonel N. G. Wilson-Smith.....16 sept. 50 – 20 avril 52
Lieutenant-Colonel J. R. Cameron ..... 1 mai 52 – 1 l avril 55

3e *Bataillon (29 octobre 1952 – 29 octobre 1953):*

Lieutenant-Colonel G. C. Corbould .....30 nov. 50 – 15 mars 51
Lieutenant-Colonel H. F. Wood.....19 mars 51 – 4 mai 53
Major C. E. C. MacNeill (intérimaire) ..... 5 mai 53 – 15 mai 53
Lieutenant-Colonel M. F. MacLachlan .....16 mai 53 – 8 janv. 54

ROYAL 22e RÉGIMENT

2e *Bataillon (4 mai 1951 – 24 avril 1952):*

Lieutenant-Colonel J.-A. Dextraze..... 17 août 50 – 15 déc. 51
Lieutenant-Colonel J.-A.-A.-G. Vallée ..... 16 déc. 51 – 26 août 56

1er *Bataillon (20 avril 1952 – 21 avril 1953):*

Lieutenant-Colonel L.-F. Trudeau.....14 janv. 50 – 21 nov. 54

3e *Bataillon (16 avril 1953 – 15 avril 1954):*

Lieutenant-Colonel H. Tellier .....3 janv. 51 – 14 oct. 51
Lieutenant-Colonel J.-J.-G. Poulin.....15 oct. 51 – 31 août 54

THE BLACK WATCH (ROYAL HIGHLAND REGIMENT) OF CANADA

2e *Bataillon (29 octobre 1953 – 3 novembre 1954):*

Lieutenant-Colonel R. M. Ross .....23 mai 52 – 23 oct. 55

THE QUEEN’S OWN RIFLES OF CANADA

2e *Bataillon (26 mars 1954 – 6 avril 1955):*

Lieutenant-Colonel W. H. V. Matthews..... 9 mai 52 – 31 août 56

THE CANADIAN GUARDS

4e Bataillon (15 avril 1954 – 26 novembre 1954):

Lieutenant-Colonel V. Leduc .....28 avril 52 – 14 juin 55

COMPAGNIES DE TRANSPORT DE L’INTENDANCE ROYALE CANADIENNE

54e Compagnie de transport canadienne (4 mai 1951 – 11 avril 1952):

Major R. C. D. Laughton..... 24 août 50 – 11 avril 52

23e Compagnie de transport (10 avril 1952 – 27 mars 1953):

Major J. I. Dolan .....21 janv. 52 – 24 août 53

56e Compagnie de transport (22 mars 1953 – 15 avril 1954):

Major E. G. Hession.....21 janv. 52 – 31 mai 54

3e Compagnie de transport (26 mars 1954 – 27 novembre 1954):

Major J. H. Littlehales.....2 fév. 54 – 12 juin 55

PRINCIPALES UNITÉS DU SERVICE DE SANTÉ

25e Ambulance canadienne de campagne (4 mai 1951 – 27 avril 1952):

Lieutenant-Colonel B.-L.-P. Brosseau ..... 23 août 50 – 30 sept. 52

37e Ambulance de campagne (10 avril 1952 – 30 avril 1953):

Lieutenant-Colonel C. B. Caswell..... 19 mai 49 – 19 fév. 53
Lieutenant-Colonel R. A. Smillie.....20 fév. 53 – 30 avril 53

38e Ambulance de campagne (1 mai 1953 – 15 avril 1954):
(rebaptisée: 4e Ambulance de campagne 16 décembre 1953)
Lieutenant-Colonel R. A. Smillie..... 1 mai 53 – 1 juin 53

Lieutenant-Colonel J. D. Galloway .....2 juin 53 – 14 avril 54

3e Ambulance de campagne (26 mars 1954 – 7 mai 1956):

Lieutenant-Colonel R. A. Smillie..... 17 nov. 53 – 14 avril 54
Lieutenant-Colonel J. D. Galloway ..... 15 avril 54 – 21 mai 54
Lieutenant-Colonel A. G. McLaren..... 15 juif. 54 – 13 juil. 55
Lieutenant-Colonel W. R. I. Slack ..... 14 juil. 55 – 4 fév. 56
Major W. E. Watson..... 5 fév. 56 – 7 mai 56

25e Poste de secours canadien de campagne (20 juillet 1951 – 9 novembre 1954):

Major W. R. Dalziel ..... 5 juin 51 – 6 janv. 52
Major R. C. Hardman .....7 janv. 52 – 15 mai 52
Major J. S. Hitsman.....16 mai 52 – 12 oct. 52
Major J.-R. Arsenault ..... 13 oct. 52 – 28 juil. 53
Major L. S. Glass ..... 29 juil. 53 – 7 janv. 54
Major L. H. Edwards..... 8 janv. 54 – 28 juin 54
Major G. L. Stoker ..... 29 juin 54 – 9 nov. 54

Détachement médical canadien, Corée (1er avril 1956 – 10 juillet 1957):

Major F. Malcolm .....1 avril 56 – 3 juil. 57

SERVICE DENTAIRE

20e Détachement dentaire canadien de campagne (7 septembre 1951 – 27 novembre 1954):
(rebaptisé: 25e Unité dentaire canadienne de campagne, le 5 janvier 1952)

Major H. S. Lankin.....3 déc. 50 – 15 fév. 51
Lieutenant-Colonel G. E. Schragge.....16 fév. 51 – 18 juil. 52
Major G. R. Covey .....19 juil. 52 – 27 avril 53
Major A. R. Smith..... 28 avril 53 – 20 mai 53
Lieutenant-Colonel B. P. Kearney..... 21 mai 53 – 11 mai 54
Lieutenant-Colonel W. M. Sinclair ..... 12 mai 54 – 27 nov. 54

PRINCIPALES UNITÉS DES MAGASINS MILITAIRES

25e Compagnie des magasins militaires de brigade d'infanterie canadienne (4 mai 1957 – 2 janv. 1952):

Major L. V. Patrick ..... 27 sept. 50 – 1 mars 51
Major H. R. Ferris ..... 2 mars 51 – 10 déc. 51

(Cette unité a été licenciée, à compter du 2 janvier 1952, tout son personnel ayant été «rayé des contrôles», à compter du 10 décembre 1951, pour être versé aux Eléments des magasins militaires de l'Armée canadienne, Première division (Commonwealth).)

Eléments des magasins militaires de l'Armée canadienne, Première division (Commonwealth) (26 septembre 1951 – 20 janvier 1955);

Major H. R. Ferris .....11 déc. 51 – 16 avril 52
Major G. F. Pinfold ..... 16 avril 52 – 5 mars 53
Major W. R. Preston.....6 mars 53 – 10 mars 54
Major A. E. Allen.....11 mars 54 – 16 janv. 55

(Cette unité a été formée en Corée avec le personnel de la 25e Compagnie des magasins militaires de brigade d’infanterie canadienne, en tant que partie intégrante d’un Parc des magasins militaires de campagne intégré. Son commandant commanda également l’unité ainsi intégrée.)

ATELIERS DU GÉNIE ÉLECTRIQUE ET MÉCANIQUE ROYAL CANADIEN

25e Atelier canadien de soutien (débarqué le 5 mai 1951):
(licencié le 2 janvier 1952)

Major W. A. Down ..... 2 nov. 50 – 8 mai 51
Major R. C. Lane ..... 14 juin 51 – 15 déc. 51

191e Atelier d’infanterie canadienne (4 mai 1951 – 11 avril 1953):
Major A. H. R. Lewis ..... 30 août 50 – 6 oct. 50
Major R. E. Hallam ..... 7 oct. 50 – 23 nov. 51
Major R. C. Lane ..... 16 déc. 51 – 25 avril 52
Major I. M. McLaughlin ..... 26 avril 52 – 29 nov. 52
Major D. D. Campbell ..... 30 nov. 52 – 19 avril 53

23e Atelier d’infanterie (15 avril 1953 – 15 avril 1954):
(rebaptisé: 40e Atelier d’infanterie, le 16 décembre 1953)

Major V. W. Bethel ..... 3 déc. 52 – 20 oct. 53
Major H. McManus ..... 21 oct. 53 – 5 avril 54

42e Atelier d’infanterie (26 mars 1954 – 1 février 1955):

Major F. Coultish ..... 21 nov. 53 – 3 sept. 56

PRÉVÔTÉ

25e Détachement de la prévôté canadienne (4 mai 1951 – 25 décembre 1954):

Major R. I. Luker ..... 9 sept. 50 – 14 mars 52
Major E.-J. Amirault ..... 15 mars 52 – 5 déc. 52
Major Q. E. Lawson ..... 14 déc. 52 – 18 nov. 53
Major A. R. Ritchie ..... 19 nov. 53 – 27 nov. 54

(Le commandant du Détachement canadien commanda également la Compagnie de la prévôté de la Division du Commonwealth, au sein de laquelle le Détachement canadien formait une section.)

25e Camp de punition de campagne canadien (5 mai 1951 – 16 novembre 1954):
(rebaptisé: 25e Caserne de détention de campagne, le 20 sept. 1951)

Capitaine V. H. Richardson ..... 20 mars 51 – 18 oct. 51
Capitaine C. A. Breakey ..... 19 oct. 51 – 19 déc. 51
Capitaine E.-J. Amirault ..... 22 déc. 51 – 14 mars 52
Capitaine J. B. McNeill ..... 15 avril 52 – 26 juil. 52
Capitaine D. S. Patterson ..... 2 sept. 52 – 7 avril 53
Capitaine E. O. Snelgrove ..... 8 avril 53 – 16 août 53
Capitaine G. A. Kyle ..... 17 août 53 – 1 déc. 53
Sous-Lieutenant J. H. Turner ..... 2 déc. 53 – 18 mars 54

Capitaine R. J. Stinson .....19 mars 54 – 16 nov. 54

RENSEIGNEMENTS

1re Section de sécurité de campagne canadienne (4 mai 1951 – 31 déc. 1951):

Capitaine M.-G. Corbeil.....20 août 50 – 14 déc. 51

DIVERS

Élément administratif affecté au 2e bataillon du P.P.C.L.I.:

Lieutenant-Colonel L. R. Crue ..... 5 mars 51 – 25 sept. 51

25e Unité canadienne de relations extérieures (4 mai 1951 – 17 janv. 1955):

Major C. C. McDougall.....18 oct. 50 – 20 déc. 51
Capitaine P. Plastow.....21 déc. 51 – 14 avril 52
Capitaine C. H. Bowering .....15 avril 52 – 4 nov. 52
Capitaine G. E. McElroy ..... 5 nov. 52 – 9 mai 53
Major G. W. Pearce..... 10 mai 53 – 27 mai 54
Major J. F. Taylor..... 28 mai 54 – 16 nov. 54
Capitaine E. C. Luxton.....17 nov. 54 – 14 janv. 55

UNITÉS AU JAPON

Mission militaire canadienne en Extrême-Orient
Commandant:

Brigadier E.-J. Fleury .....22 sept. 50 – 23 août 51
Brigadier J.-P.-E. Bernatchez .....24 août 51 – 15 nov. 51
Brigadier A. B. Connelly.....16 nov. 51 – 25 août 52
Brigadier R. E. A. Morton.....26 août 52 – 31 oct. 54
Brigadier C. B. Ware.....1 nov. 54 – 1 juil. 55
Colonel E. D. Elwood .....2 juil. 55 – 18 juil. 57
Colonel N. H. Ross.....19 juil. 57 – 31 juil. 57

Adjudant-général adjoint:

Lieutenant-Colonel P. F. L. Sare .....22 sept. 50 – 26 juil. 51
Lieutenant-Colonel D. A. Kellough ..... 27 juil. 51 – 1 oct. 53
Lieutenant-Colonel R. B. McDougall ..... 2 oct. 53 – 1 fév. 55

Quartier-maître-général adjoint:

Lieutenant-Colonel L. R. Cure .....22 sept. 50 – 20 fév. 51

Sous-quartier-maître-général adjoint:

Major G. P. Hartling..... 10 mars 51 – 17 avril 52
Major F. N. Clifford .....18 avril 52 – 9 juil. 55

QUARTIER GÉNÉRAL DES UNITÉS DE BASE CANADIENNES EN EXTRÊME-ORIENT

Commandant:

Colonel W. J. Moogk ..... 11 fév. 53 – 9 juil. 53
Colonel J. B. Allan ..... 10 juil. 53 – 2 août 54
Colonel E. D. Elwood ..... 3 août 54 – 14 mai 55

Sous-adjudant et quartier-maître-général adjoint:

Major J. C. Laidlaw ..... 10 fév. 53 – 15 déc. 53
Major K. C. Pennie ..... 16 déc. 53 – 25 nov. 54

Section canadienne, troupes des lignes de communication et de base, Forces du Commonwealth britannique en Corée (formée le 26 septembre 1951):
(rebaptisée: Détachements de zone des communications canadiennes, Forces du Commonwealth britannique en Corée (10 février 1953).

Commandant:

Lieutenant-Colonel L. R. Cure ..... 26 sept. 51 – 10 fév. 53
Major J. M. Mulligan ..... 27 déc. 53 – 1 déc. 53
Major J. Smith ..... 8 déc. 53 – 8 nov. 54

Sous-adjudant et quartier-maître-général adjoint:

Major H. V. Davies ..... 8 déc. 51 – 1 déc. 52
Major J. C. Laidlaw ..... 19 déc. 52 – 9 déc. 53

(Tokyo)
Major K. W. Eagan ..... 21 août 52 – 2 avril 53
Major A. S. Christian ..... 3 avril 53 – 12 mars 54
Major A. H. Frazer ..... 16 mars 54 – 8 nov. 54

57e Compagnie de transport général:
(rebaptisée: 58e Compagnie de transport général, le 27 février 1953)
Major R.-A. Labelle ..... 1 déc. 52 – 23 janv. 54
Major A. J. Pullen ..... 27 janv. 54 – 19 nov. 54
Capitaine G. S. Weatherall ..... 20 nov. 54 – 25 fév. 55

2e *Groupe canadien de contrôle du mouvement:*

Major J. I. Dolan ..... 7 oct. 50 – 10 déc. 50
Capitaine L. W. Garen ..... 11 déc. 50 – 29 mars 51
Major E. A. C. Reynolds ..... 30 mars 51 – 17 sept. 52
Major W. B. T. Gillis ..... 18 sept. 52 – 29 août 53
Major A. Egarton ..... 30 août 53 – 28 fév. 54
Major D. R. McKay ..... 1 mars 54 – 4 janv. 55

Section canadienne, Hôpital du Commonwealth britannique.

Lieutenant-Colonel J. E. Andrew ..... 27 juin 51 – 11 déc. 51
Major A. B. C. Powell ..... 12 déc. 51 – 21 fév. 52
Lieutenant-Colonel N. H. McNally ..... 22 fév. 52 – 4 nov. 52
Lieutenant-Colonel E. H. Ainslie ..... 5 nov. 52 – 6 juil. 53
Lieutenant-Colonel W. H. R. Croskery ..... 10 juil. 53 – 28 juin 54
Lieutenant-Colonel A. F. Nancekivell ..... 29 juin 54 – 20 nov. 54

25e Groupe de renfort canadien:

Major W. F. Johnston ..... 5 oct. 50 – 17 oct. 50
Lieutenant-Colonel G. C. Corbould ..... 18 oct. 50 – 29 nov. 50
Major W. F. Johnston ..... 30 nov. 50 – 15 mars 51
Lieutenant-Colonel G. C. Corbould ..... 16 mars 51 – 26 déc. 51
Lieutenant-Colonel J. R. Cameron ..... 27 déc. 51 – 30 avril 52
Lieutenant-Colonel G.-O. Taschereau ..... 21 avril 52 – 3 mai 53

Lieutenant-Colonel N. M. Gemmell..... 4 mai 53 – 20 mai 54
Lieutenant-Colonel L. H. Young.....21 mai 54 – 15 janv. 55

2e *Unité administrative canadienne:*

Lieutenant-Colonel T. H. Carlisle .....2 sept. 50 – 11 juin 51
Lieutenant..Colonel R. M. Campbell.....12 juin 51 – 19 juin 52
Lieutenant-Colonel R. R. Taylor.....20 juin 52 – 24 mai 53
Lieutenant-Colonel J. A. K. Rutherford ..... 25 mai 53 – 17 mai 54
Lieutenant-Colonel J. R. Allen..... 18 mai 54 – 4 oct. 54
Major J. G. MacMurdo.....5 oct. 54 – 10 déc. 54
Capitaine P. Robertson.....11 déc. 54 – 15 janv. 55
Major A. F. Mitchell .....16 janv. 55 – 5 juil. 55
Major N. P. Nedved..... 6 juil. 55 – 5 déc. 55
Major D. A. Carmichael.....6 déc. 55 – 15 août 56

Élément canadien, Organisation chargée de la désaffectation et de la mutation du personnel, FCBC:

Lieutenant-Colonel J. R. Allen.....20 déc. 54 – 1 avril 55

ABRÉVIATIONS

ARC ..... Aviation royale du Canada
Alb. ..... Alberta
BCOF ..... Forces d'occupation du Commonwealth britannique *(British Commonwealth Occupation Forces)*
Brig. ..... Brigadier
btn ..... bataillon
C.-B. ..... Colombie-britannique
cie ..... compagnie
CJATC ..... Centre interarmes canadien d'entraînement aérien *(Canadian Joint Air Training Centre)*
CN ..... Canadien National
CP ..... Conseil privé
Cpl ..... Caporal
Cpl sup. ..... Caporal suppléant
DCA ..... Défense contre avions
DCM ..... Médaille pour conduite distinguée *(Distinguished Conduct Medal)*
É.-U. ..... États-Unis
EUSAK ..... Huitième Armée américaine en Corée *(Eighth United States Army, Korea)*
Gén. ..... Général
H ..... Heure
"Katcoms" ..... Incorporation des soldats coréens aux unités de la Div. Du Commonwealth *(Korean Augmentation to Commonwealth)*
KSLI ..... *King's Shropshire Light Infantry*
Lb. ..... Livre (poids)
Lt ..... Lieutenant
Lt-col. ..... Lieutenant-colonel
Lt-gén. ..... Lieutenant-général
Maj. ..... Major
Maj.-gén. ..... Major-général
MRC ..... Marine royale du Canada
NAAFI ..... Institut britannique des armées de terre, de mer et de l'air *(Navy, Army and Air Force Institute)*
ONU ..... Organisation des Nations Unies
OTAN ..... Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord
PC ..... Poste de commandement
PPCLI ..... *Princess Patricia's Canadian Light Infantry*
QG ..... Quartier général
QMG ..... Quartier-maître général
RAF ..... *Royal Air Force*
RCHA ..... *Royal Canadian Horse Artillery*
RCR ..... *Royal Canadian Regiment*
R & R ..... Repos et Récréation
R 22 R ..... Royal 22e Régiment
SEPE ..... *Seattle Pori of Embarkation*
Sgt ..... Sergent
Sgt-major ..... Sergent-major
Sous-lt ..... Sous-lieutenant
TSF ..... Télégraphie sans fil
URSS ..... Union des républiques socialistes soviétiques
USNS ..... Navire américain
YMCA ..... *Young Men Christian Association*

RÉFÉRENCES

CHAPITRE I

1. Secrétariat d'État des États-Unis, *Selected Documents on American Foreign Policy, (Washington, 1951),* 10.
2. G. M. McCune, *Korea Today,* (Cambridge, 1950), 23.
3. Roy E. Appleman, *U.S. Army in the Korean War, South to the Naktong, North to the Yalu, June-November 1950.*
4. Harry S. Truman, *Memoirs, Vol. I, Year of Decisions* (New-York, 1955), 444.
5. *Ibid.,* Vol. II*, Years of Trial and Hope,* 325.
6. Renseignements tirés des archives des Affaires extérieures.
7. Secrétariat d'État des États-Unis, *Moscow meeting of Foreign Ministers,* 16-26 décembre 1945, 14-16.
8. *U.S. Military Government in Korea. Summation of Activities,* (août 1946), 101.
9. Carl Berger, *The Korea Knot,* (Philadelphie, 1957), 73.
10. Truman, *Year of Decisions,* 317.
11. Compte rendu officiel de l'Assemblée générale, deuxième session, Résolution du 14 novembre 1947.
12. 81e Congrès, *Rapport à la Chambre,* Comité des Affaires étrangères, n° 962.
13. Truman, *Years of Trial and Hope,* 325. Compte rendu des séances du Comité des services armés et du Comité des relations étrangères du Sénat des États-Unis, 82e Congrès, première session, 242, ci-après désigné sous le titre Compte rendu du Sénat.
14. Compte rendu du Sénat, 2009, 2010.
15. Compte rendu officiel de l'Assemblée générale, quatrième session, Supplément n° 9. Rapport de la Commission des Nations Unies sur la Corée. Vol. I, 33.
16. Imprimerie du gouvernement des États-Unis, *Military Situation in the Far East,* 1990-2.
17. Compte rendu officiel de l'Assemblée générale, cinquième session, Supplément n°16. Rapport de la Commission des Nations Unies sur la Corée. Vol. II.
18. Compte rendu officiel du Conseil de sécurité, cinquième année, 473e réunion. Résolution du 25 juin 1950.
19. Secrétariat d'État des États-Unis, *Communiqué aux journaux no 702,* 30 juin 1950.
20. *Débats de la Chambre des communes,* 1950, IV, 4236.
21. Lettre de John Holmes à l'Auteur, 15 janvier 1963.
22. *Débats de la Chambre des communes,* 1950, IV, 4250.
23. CJS(L)M-152, 28 juin 1950.
24. *Ibid.,* par. 7.
25. JIS 383, «Korea», 29 juin 1950.
26. Truman, *Years of Trial and Hope,* 333.
27. *Background Information on Korea,* 45, 46.
28. *Débats de la Chambre des communes,* 1950, deuxième session, 99.
29. Compte rendu officiel du Conseil de sécurité, cinquième année, 474e réunion. Résolution du 27 juin 1950.
30. *Débats de la Chambre des communes*, 1950, IV, 4375.
31. *Ibid.,* 4509.
32. *Royal Canadian Navy in Korean Waters, 1950-55.* Manuscrit gardé par l'Historien de la marine royale canadienne (Paraîtra bientôt en francais).
33. *Débats de la Chambre des communes,* 1950, IV, 4585.
34. WA 1548, 15 juillet 1950.
35. R. A. Gugeler, *Combat Actions in Korea,* (Washington, 1954), 3-4.
36. *Mémoire* du Directeur des opérations militaires et des plans au Directeur du Renseignement militaire, 2 août 1950, MO 47-E-1.
37. *Ibid.*

CHAPITRE II

1. *The Gazette,* Montréal, 8 août 1950.
2. *Débats de la Chambre des communes,* 1949, II, 1703.
3. *Défense du Canada,* (Ottawa, 1947), 10.
4. *Débats de la Chambre des communes,* 1948, VI, 5959.
5. Procès-verbal d'une réunion spéciale du Ministre de la Défense nationale et des chefs d'é.-m., 25 juin 1945.
6. Réunion spéciale du Ministre de la Défense nationale et des chef d'é.-m. Résumé du plan d'après-guerre de l'Armée «G».

7. Cameron au chef d'é.-m. gén., 27 septembre 1945, BDF, DCGS (AB) 16-1-17.
8. Chesley au Directeur des services d'é.-m., 28 septembre 1945, *ibid.*
9. Extraits du compte rendu d'une réunion du Cabinet, 19 décembre 1945, *ibid.*
10. Mémoire du Directeur de la Recherche technique au Directeur juridique, 8 mai 1963, 960-15 (DTRO).
11. Emploi de la Force mobile d'intervention, 24 juil. 1950, HQTS 2250-150/0 (HGAF Bde Gp).
12. Procès-verbal de la conférence hebdomadaire n° 72 du chef d'é.-m. gén., 16 septembre 1949.
13. Procès-verbal de la 46e réunion du Conseil de la défense, 13 février 1950.
14. Lettre sur les «Normes de l'enrôlement. (aucun numéro de dossier), en date du 2 août 1950, adressée à tous les commandements. Effectifs, dépôts de personnel en général.
15. *Programme de défense du Canada, 1951-1952* (Ottawa 1951), 17.
16. HQTS 2250-151 /0 RD 1 (DMO & P (2)), 14 juillet 1950.
17. Procès-verbal d'une réunion spéciale du Comité des chefs d'é.-m., 18 juillet 1950.
18. Bulletin mensuel du ministère des Affaires extérieures, août 1950, 319.
19. Voir réf. 17.
20. Provès-verbal d'une réunion spéciale des chefs de divisions, 17 juillet 1950.
21. Voir réf. 17.
22. 65e réunion du Conseil de la défense du Canada, 19 juillet 1950.
23. *The Citizen,* Ottawa, 4 août 1950.
24. Bulletin mensuel du ministère des Affaires extérieures, août 1950, 323.
25. Procès-verbal de la conférence n° 82 du chef d'é.-m. gén., 19 juillet 1950.
26. Procès-verbal d'une réunion spéciale du Comité des chefs d'é.-m., 28 juillet 1950.
27. Instruction de l'adjudant général, n° 380/1950, 1er août 1950.
28. Renseignement fourni par W.E.D. Halliday, registraire du Conseil privé, 10 novembre 1959.
29. Voir réf. 26.
30. Extraits du Journal quotidien du chef d'é.-m. gén. concernant le contingent spécial de l'Armée canadienne, juillet-septembre 1950, 3.
31. *Ibid.*
32. *Ibid.,* 4.
33. Procès-verbal de la conférence n° 88 du chef d'é.-m. gén., 31 juillet 1950.
34. *The Gazette,* Montréal, 8 août 1950.
35. *Débats de la Chambre des communes,* 1950, deuxième session, 97.
36. Lettre de Gruenther à Foulkes, 11 août 1950, CGS BDF 15-1-25 CIB, Vol.I.
37. Journal quotidien des événements, Direction de l'organisation, 7 août 1950, Division de l'adjudant général, Archives historiques.
38. Mémoire du chef d'é.-m. gén. au ministre, 1er août 1950, HQS 2135-151/0 (CGS).
39. *Débats de la Chambre des communes,* 1950, IV, 3438.
40. Mémoire du juge-avocat général aux chefs d'é.-m., 2 août 1950, CGS 15-1/25 CIB Vol. I, et commentaires du vice-chef d'é.-m. gén. Archives personnelles du lt-gén. H. D. Graham.
41. Mémoire du juge-avocat général au chef d'é.-m. gén., 4 août 1950.
42. C.P. 3860, 7 août 1950.
43. Mémoire de l'adjudant général au ministre, 30 août 1950, App. A-8 aux archives historiques de l'adjudant général.
44. *Ibid.*
45. Mémoire du chef d'é.-m. gén. au ministre, 1er août 1950.
46. Procès-verbal de la conférence n° 89 du chef d'é.-m. gén., 8 août 1950.

CHAPITRE III

1. Tél. GS 196. Chef d'é.-m. gén. au chef d'é.-m. conjoint, Londres, 8 août 1950.
2. Appendice «A» à HQTS 2264-1, 4 août 1950.
3. Tél., Org 272, 7 août 1950.
4. *Ibid.*
5. Journal quotidien des événements, D org, 4-5 août 1950.
6. Archives historiques du commandement central, août 1950.
7. Tél. Org 331, 12 août 1950.
8. Lt-Col. A.S.A. Galloway, "Recruiting for Special Force in Central Command".
9. Archives historiques du commandement central, août 1950.
10. Mémoire du ministre au chef d'é.-m., AG, 11 août 1950.
11. *Ibid.*
12. Télégrammes de l'adjudant général: 1631, 11 août 1950; 1632, 11 août 1950; 1635, 12 août 1950.
13. Tél. AG 1647, 23 août 1950.
14. Tél. Org 514, 25 août 1950.
15. Archives historiques du commandement

central, août 1950.
16. Rapport historique annuel, Dépôt du personnel n° 6, 1950-1951.
17. Recrutement du Contingent spécial de l'Armée canadienne.
18. Rapport historique annuel, Dépôt du personnel n° 11, 1950-1951.
19. *Ibid.,* Dépôt du personnel n° 3.
20. Tél. Org 332, 12 août 1950.
21. Interview, col. P. R. Bingham, ancien commandant du 1er bataillon du *RCR.*
22. Archives historiques de l'adjudant général, août 1950.
23. *Rapport* «préparé par le Groupe de recherche opérationnelle, Conseil de recherches pour la défense, à la demande de l'adjudant général », sans date.
24. Extraits du journal du chef d'é.-m., 6.
25. Tél. Org 455, 19 août 1950.
26. Directeur des services d'é.-m. au vice-chef d'é.-m. gén., 18 août 1950; HQS 3120-151/25.
27. Chef d'é.-m. gén. 15-1/25 CIB Vol. 1.
28. Commentaires sur l'avant-projet du chapitre par le gén. C. Foulkes.
29. Tél. Org 433, 19 août 1950.
30. Major J. W. F. Bryan; souvenirs personnels de Petawawa; HQS 1454-151/25, 25 août 1952.
31. Effectifs des unités du Contingent spécial de l'Armée canadienne, 26 août 1950, Appendice «E» 16 aux archives historiques de l'adjudant général, août 1950.
32. HQS 1454-151/25 (AG), 12 septembre 1950, par. 5 (i).
33. Adjudant général au ministre de la Défense nationale, app. A-3 aux archives historiques de l'AG, sept. 1950.
34. Lettre de liaison n° 11 de l'adjudant général, Archives historiques de l'AG, mars 1951, Appendice « A »7.
35. *Statistiques vitales de la Grande guerre de 1914-1919;* Ministère des Affaires des anciens combattants, Statistique des déserteurs de l'armée, 1939-1945. Sommaire des licenciements, septembre 1939 à juillet 1941. Enrôlements, HQC 5393-31.
36. *Débats de la Chambre des communes,* 1950, deuxième session, 549.
37. Mémoire de l'adjudant général au ministre; HQC 3065-151/25 (Org 4); 8 septembre 1950.
38. Extraits du journal du chef d'é.-m. gén. », 4.
39. Interview, maj.-gén. J. M. Rochingham, mars 1960.
40. Commentaires sur l'avant-projet du chapitre par le gén. C. Foulkes.
41. Suppléments aux OAC, n° 200 de 1950, 9.
42. Journal quotidien des événements, directeur général du personnel de l'Armée, 11 août 1950.
43. *Ibid.*
44. HQC 2264-1 (DGAP); 14 août 1950.
45. Tél., Org 297, sans date.
46. Tél. Org 579, 6 septembre 1950.
47. Journal quotidien des événements, bureau de l'adjudant général, 25 septembre 1950.
48. Archives au Directeur de la Section historique, 28 août 1952; HQS 1454-151/25. Vol. 3. Directeur de l'organisation au Directeur de la Section historique, 27 août 1952, *Ibid.*
49. Journaux de marche: 2e *R.C.R.*, septembre 1950; 2e *P.P.C.L.I.,* novembre 1950; 2e R. 22e R., octobre 1950.
50. Services d'é.-m. 1, lettre n° 4141, 15 décembre 1950. HQS 2001-601/25 (SD 1).
51. Chesley au chef d'é.-m. gén., 12 septembre 1950.
52. Rodger au vice-chef d'é.-m. gén. 15 septembre 1950, HQS 6001-151/25. Vol 4. Delcellier au vice-quartier-maître général, 26 septembre 1950; Rodger au vice-chef d'é. -m. gén., 3 octobre 1950.
53. Plumptre à Drury, 13 janvier 1950. CGS BDF 5-1, Vol. I.
54. Foulkes au ministre, 29 novembre 1948, *ibid.*
55. Réunion interministérielle sur l'exportation des armes, 26 janvier 1950, *ibid.*
56. Conférence n° 99 du chef d'é.-m. gén., 25 septembre 1950, *ibid.*
57. Extrait de la conférence n° 93 du chef d'é.-m. gén., août 1950. HQS 6001-151/25, Vol. I.
58. Rodger au chef d'é.-m. gén., 16 août 1950, *ibid.*
59. Lettre de Foulkes à Collins, 21 août 1950, *ibid.*
60. Chesley au sous-ministre, 7 septembre 1950, *ibid.*
61. Tél. CAS (W) au chef d'é.-m. gén., 29 août 1950.
62. Lettre du col. F. J. Graling au maj.-gén. H. D. Graham, 19 septembre 1950.
63. Lettre du chef d'é.-m. gén. au sous-ministre, 18 septembre 1950.
64. Lettre du sous-ministre au chef d'é.-m. gén., 18 septembre 1950.
65. Mémoire du vice-chef d'é.-m. gén. au chef d'é.-m. gén., 22 septembre 1950.

CHAPITRE IV

1. HQTS 2304, (Trg Plans), 4 août 1950.
2. Procès-verbal de la conférence n° 89 du chef d'é.-m. gén., 8 août 1950.
3. *Ibid.*
4. Trg 2620, 8 août 1950.
5. Vokes au Q.G. de l'Armée, 1er septembre 1950. HQS 3201-151/25, Vol. I. Tél. GOC 666 Armée Edmonton à Armée Ottawa, 6 septembre 1950. PSC C 2980 151/25.
6. Tél., Org 237, 3 août 1950.
7. Tél., Org 499, 24 août 1950.
8. Mémoire du Directeur du personnel à l'adjudant général, 28 novembre 1950, HQ 2500-1 (pers RF).
9. Sommaire mensuel n° 1 de l'officer historien de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 31 octobre 1950.
10. Rapport du Directeur de l'administration, 1er novembre 1950. HQS 2505-151/25.
11. Interview, major-gén. Rockingham; mars 1960.
12. Conférence n° 89 du chef d'é.-m. gén.
13. *Ibid.,* n° 93.
14. *Ibid.,* n° 94.
15. Lettre, Foulkes à Collins, 21 août 1950, Appendice « O »au journal quotidien du chef d'é.m. gén.
16. Collins à Foulkes, 8 septembre 1950.
17. Tél. GS 234, Foulkes à Collins, 11 septembre 1950.
18. Rapport n° 1 de l'Armée canadienne en Extrême-Orient, 27 septembre 1950.
19. Rapport n° 2 de l'officier de liaison de l'Armée canadienne en Extrême-Orient, 4 octobre 1950. Tél. C.M.M. 1, Fleury au chef d'é.-m. gén., 3 octobre 1950.
20. Tél., C.M.M. 17, Fleury au chef d'é.-m. gén., 17 octobre 1950.
21. *Ibid.,* C.M.M. 18.
22. Note relative au mémoire, chef d'é-m. gén. du quartier-maître général, 20 octobre 1950. HQS 6001-151/25 (QMG).
23. Archives historiques du chef d'é.-m. gén., décisions du vice-chef d'é.-m. gén., 26 octobre 1950.
24. Tél. G1574, 2 novembre 1950.
25. Tél. G546, 4 novembre 1950.
26. Secrétaire d'État aux Affaires extérieures au haut-commissaire du Canada à Londres, 24 août 1950.
27. Haut-commissaire au secrétaire d'État, 28 août 1950.
28. Mémoire, secrétaire d'État au Comité de défense du Cabinet, 30 novembre 1950.
29. Leland M. Goodrich, *Korea, Collective Measures Against Aggression,* (New-York, 1953) 171.
30. Tél. GS270, vice-chef d'é.-m. gén. à Fleury, 24 octobre 1950.
31. Interview, maj.-gén. J. M. Rockingham, mars 1960.
32. Lettre de R. M. Keith, secrétaire financier, services militaires de l'Armée canadienne à la Division de l'aide étrangère de l'Armée des États-Unis, 18 juin 1951. CAS (W) 116-6, Vol. II.
33. Liste des frais applicables au soutien logistique des États-Unis, 3 juillet 1951. Lettre de Paul L. Morrison, adjoint spécial aux affaires financières étrangères auprès du commandant, 3 juillet 1951, *ibid.*
34. HQS 6083-151/25 (ST 2C), 26 octobre 1950.
35. Journal de marche, QG, 25e Brigade d'infanterie canadienne, novembre 1950.
36. Ordre administratif n° 3 du quartier-maître général, 27 septembre 1950.
37. HQC 5990-151/25-1, Vols. 1-3.
38. HQ 2659-1 (AG), 29 août 1950.
39. HQC 5990-151/25-1 à 151/25-22.
40. *Ibid.,* 151/25-4.
41. *Ibid.,* 151/25-1 à 22.
42. *Ibid.,* 151/25-18.
43. Commission des Transports du Canada, «Enquête sur un accident sur la voie du N.-C., près de Canoe River, C.-B., le 21 novembre 1950», HQC 2510-2, Vol. 2.
44. Journal de marche du 2e bataillon du *P.P.C.L.I.* 19-25 novembre 1950. Services d'é.-m. 1, Lettre n° 4116, 13 novembre 1950.
45. Mémoire du Directeur de l'instruction militaire au Directeur général, 20 novembre 1950. HQS 3201-151/25. Vol. 1.

CHAPITRE V

1. Compte rendu du Sénat, 246.
2. Sommaire quotidien de renseignements du Commandement de l'Extrême-Orient, nos 2953 et 2963.
3. *Ibid.,* n° 2954; commandement de l'O.N.U., « One Year in Korea », 8.
4. Trumbell Higgins, *Korea and the Fall of MacArthur.* (New-York, 1960) 64.

5. Compte rendu du Sénat, 1833.
6. Allen S. Whiting, *China Crosses the Yalu* (New-York, 1960) 30-33.
7. Appleman, *South to the Naktong, North to the Yalu,* 765-766.
8. Sommaire quotidien de renseignements, n 2956, 14 octobre 1950.
9. *Ibid.,* n° 2971, 27 octobre 1950.
10. Rapport n° 8, de la Mission de l'Armée canadienne en Extrême-Orient, 31 octobre 1950.
11. Sommaire quotidien de renseignements, n° 2982, 8 novembre 1950.
12. Rapport n° 9 de la Mission militaire canadienne en Extrême-Orient, 9 novembre 1950.
13. *Ibid.*
14. Commandement de l'O.N.U., Rapport opérationnel n° 141, G-3.
15. Compte rendu du Sénat, 20-21, 3197.
16. « One Year in Korea», 9-11.
17. Appendice «A» au rapport n° 13 de la Mission militaire canadienne en Extrême-Orient, 7 décembre 1950.
18. «One Year in Korea», 12.
19. « Rapport opérationnel G-3 », n°s 164 et 173.
20. Rapport n° 14 de la Mission militaire canadienne en Extrême-Orient.
21. Journal de marche du détachement d'avant-garde du Contingent spécial de l'Armée canadienne, janvier 1951.
22. État des troupes lors du débarquement du navire américain *Pvt. Joe. P. Martinez,* T-AP 187-A3, 18 décembre 1950.
23. Crue à Fleury, 3 décembre 1950. HQ 1750-1930/29. Vol. 1.
24. Tél. CMM 287. Mission militaire canadienne à Tokyo au chef d'é.-m. gén., 18 décembre 1950.
25. Tél. GS 310. Defensor à Mission militaire canadienne, Tokyo, 18 décembre 1950.
26. Tél. GS 313. Defensor à Mission militaire canadienne, Tokyo, 20 décembre 1950. Mémoire du chef d'é.-m. gén., 20 décembre 1950, portant les initiales du sous-ministre.
27. Interview, col. J. R. Stone, 30 novembre 1954.
28. Journal de marche du 2e bataillon du *P.P.C.L.I.*, décembre 1950.
29. 2 PP-5-0, 23 décembre 1950.
30. Commentaires sur la première rédaction du manuscrit, par le lt-col. C. V. Lilley.
31. Journal de marche du 2e bataillon du *P.P.C.L.I.*, 23 décembre 1950.
32. Tél. CMM 233. Mission militaire canadienne, Tokyo, au quartier-maître général, 11 décembre 1950;
HQS 6001-151/25, Vol. 5.
33. *Ibid.*
34. GO 215 HQ EUSAK; 26 décembre 1950, publié dans le Bulletin quotidien n° 95, HQ 2 du commandement logistique, décembre 1950.
35. Sommaire quotidien de renseignements, n° 3037, 2 janvier 1951.
36. Journal de marche du 2e bataillon du *P.P.C.L.I.*, janvier 1951.
37. *Ibid.*
38. *Ibid.*
39. Fleury à Foulkes, Mission militaire cana dienne en Extrême-Orient. 1-2-0 (G). Vol. 1, Appendice « A », 22 janvier 1951.
40. *Ibid.*
41. Rapport n° 19 de la Mission militaire canadienne en Extrême-Orient, 8 février 1951.
42. Journal de marche du 2e bataillon du *P.P.C.L.I.,* 2 au 15 février 1951.
43. Tél. GO 42, brig. Brodie pour le col. Stone, 8 février 1951.
44. Rapport n° 19 de la Mission militaire canadienne en Extrême-Orient, 8 février 1951.
45. Journal de marche du 2e bataillon du *P.P.C.L.I.,* 12 au 17 février 1951.

CHAPITRE VI

1. «Cdn Army Int Review », février 1951, 3, 4.
2. Rapport opérationnel G-3, numéros 236 à 238.
3. Sauf indication contraire, toutes les références du présent chapitre sont au Journal de marche du 2e bataillon du *P.P.C.L.I.*
4. Journal de marche du Q.G. de la 27e Brigade d'inf. du Commonwealth, février 1951.
5. *Ibid.,* 3 au 6 mars 1951.
6. Rapport sur les opérations à ce jour, 2e bataillon du *P.P.C.L.I.* en Corée, 9 mars 1951. CGS 15-1/25 CIB Vol. 4.
7. Rapport n° 25 de la Mission militaire canadienne en Extrême-Orient, 29 mars 1951.
8. Tél. CMM 217. Fleury au vice-adjudant général, 30 janvier 1951.
9. Mémoire de l'adjudant général au chef d'é.-m. gén., 6 mars 1951.
10. Tél. AG 1804.

11. Rapport opérationnel G-3, n° 265.
12. «Cdn Army Int Review», mars 1951, 2.
13. *Ibid.*
14. Archives du Royaume-Uni.
15. «La crise en Corée», Affaires extérieures, février-avril 1951.
16. *Débats de la Chambre des communes,* 1951, II, 1475.
17. Truman, *Years of Trial and Hope,* 419, 421.
18. *Compte rendu du Sénat:* Opinions personnelles de certains membres du Comité mixte du Sénat des États-Unis, 5 septembre 1951.
19. *Years of Trial and Hope,* 442.
20. *Ibid.*
21. Journal de marche du Q.G. de la 27e Brigade d'inf. du Commonwealth, 24-25 avril 1951.
22. Rapport opérationnel G-3, nos 274, 275.
23. *Ibid.,* 277.
24. «Commentaires sur la première rédaction du rapport n° 62 de la Section historique, par le brig. J. M. Rochingham, 1er juillet 1953», référence désignée ci-après «Commentaires Rockingham».
25. Rapport opérationnel G-3, nos 282 et 283.
26. Journal de marche du Q.G. de la 27e Brigade d'inf. du Commonwealth, 1er au 16 avril 1951.
27. Rapport opérationnel G-3, n° 299.
28. Sommaire de renseignements du G.Q.G., n° 3142, 17 avril 1951.
29. Tiré du Rapport périodique du service de renseignements du 1er Corps américain, n° 101, 11 avril 1951.
30. *Ibid.*
31. Archives du Royaume-Uni, Rapport opérationnel G-3, n° 302.
32. Rapport opérationnel G-2, n° 303, et «Cdn Army Int Review» avril 1951.
33. Rapport opérationnel G-3, nos 303 et 304.
34. *Ibid.,* nos 303 à 308.
35. Sommaire de renseignements du G.Q.G. n° 3147, 22 avril 1951.
36. *Ibid.,* nos 3151, 3152; 26 et 27 avril 1951.
37. Rapport opérationnel G-3, nos 303 à 308.
38. *Ibid.,* nos 304 à 306.
39. Journal de marche du Q.G. de la 27e Brigade d'inf. du Commonwealth, 30-31 mai 1951.
40. Rapport opérationnel G-3, n° 304.
41. Commentaires sur l'avant-projet du chapitre par le lt-col. C. V. Lilley.
42. « Pertes subies à la guerre de Corée ».
43. «Citation, 2e bataillon du *P.P.C.L.I.*, Coréen, et Ordre général 47 des États-Unis, autorisé par l'Ordre exécutif 9396.
44. Rapport opérationnel G-3, nos 304 et 306.
45. *Ibid.,* nos 302 à 312.
46. *Ibid.,* n° 307.
47. *Ibid.,* n° 311.
48 *Ibid.,* n° 302.
49. *Ibid.,* nos 302 à 311.

CHAPITRE VII

1. HQTS 2000-2/1 (SD 1), 10 novembre 1950.
2. *Ibid.*
3. «Instructions pour la visite du ministre de la Défense nationale à Fort Lewis, les 14 et 15 avril 1951 », (document gardé par le secrétaire de la Défense).
4. Journal de marche du Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 24 novembre 1950.
5. «Rapport de fin d'année sur l'entraînement du Contingent spécial de l'Armée canadienne.» 1er janvier 1951 HQS 3640-151/25, Vol.1.
6. *Ibid.,* Journal de marche du 2e régiment de la *R.C.H.A.*, 17 décembre 1950 et 21 janvier 1951. «Instruction d'entraînement n° 3 du Contingent spécial de l'Armée canadienne», 11 décembre 1950, app, n° 12 du Q.G. de la 25e brig. d'inf. can.
7. Commentaires sur l'avant-projet du chapitre par le brig. A. J. B. Bailey.
8. Journal de marche du Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, décembre 1950.
9. Commentaires sur l'avant-projet du chapitre par le brig. J: A. Dextraze.
10. Journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 27 novembre 1950.
11. « Rapport de fin d'année sur l'entraînement du Contingent spécial de l'Armée canadienne».
12. Commentaires Rockingham.
13. «Essor de l'Armée en 1950-1955».
14. Procès-verbal de la 478e réunion du Comité des chefs d'é.-m., 27 décembre 1950.
15. Col. C. P. Stacey, *Six années de guerre,* Ottawa, 1955, 533.
16. Journal de la 68e réunion, Commission mixte permanente de défense, 11-12 octobre 1949.
17. Vice-chef d'é.-m. gén. au sous-ministre, 4 août 1950, CGS BDF 15-1/25 CIB, Vol. 1.
18. Directeur du budget de l'Armée au chef d'é.-m. gén., 18 août 1950, *ibid.,* Vol. 1a.

19. Lettre de R. M. Keith, secrétaire financier CAS (W), à la Division de l'aide militaire étrangère, Armée des États-Unis, 18 juin 1951, CAS (W) I16-6, Vol. II.
20. Procès-verbal de la conférence n° 100 du chef d'é.-m. gén., 4 octobre 1950.
21. *Ibid.*
22. *Ibid.,* n° 104, 7 décembre 1950.
23. *Débats de la Chambre des communes,* 1951, I, 1.
24. Procès-verbal de la conférence n° 108 du chef d'é.-m. gén., 7 mars 1951.
25. Extraits, 488e réunion du Comité des chefs d'é.-m., 3 avril 1951.
26. Voir réf. 24.
27. Procès-verbal de la conférence n° 109 du chef d'é.-m. gén., 31 mars 1951.
28. Voir réf. 25.
29. «Contribution du Canada aux forces in tégrées», HQTS 2000-1 (SD 7), 14 avril 1951.
30. *Débats de la Chambre des communes,* 1951, III, 2763.
31. Communiqué aux journaux 151-51 8 juin 1951.
32. Voir réf. 23.
33. Téls., Org 42 et 43, 9 décembre 1950.
34. Archives historiques de l'adjudant général, janvier 1951, Appendices A3, A4, A17 et C3. *Ibid.,* mars 1951: App. C-2.
35. Archives statistiques du Q.G. de l'Armée.
36. *Ibid.*
37. Journal de marche du Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, janvier 1951.
38. *Ibid.,* février 1951.
39. Quartier-maître général au vice-chef d'é.-m. gén., 12 février 1951, HQTS 5800-151/25, Vol. 2: TD 9.
40. *Débats de la Chambre des communes,* 1951, I, 574.
41. SD 1, Lettre n° 4196, HQS 2001-151/25, Vol. 3, 19 mars 1951.
42. Journal de marche, 25e FDS canadien, 8 juillet 1951.
43. Journal de marche du 20e Détachement dentaire canadien en campagne, 21 août 1951.
44. Voir réf. 41.
45. Journal de marche de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, mars et avril 1951.
46. *Ibid.*
47. *Ibid.,* 19, 20 et 21 avril 1951; «Sommaire hebdomadaire» de l'officier historien n° 27.
48. Interview avec le brig. Rockingham, le 17 novembre 1952.
49. C. P. Stacey, *La Campagne de la victoire,* (Ottawa, 1960), Appendice « A », 648.
50. Journal de marche, Q.G. du Groupe de remplacement de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, mai 1951.
51. Prévisions budgétaires du ministère de la Défense nationale, 1949-1953.

CHAPITRE VIII

1. Journal de marche du Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 4 et 5 mai 1951.
2. Journal de marche du Groupe de renforts de la 25e Brigade, 6 mai 1951; Appendice 3, – « Plan de débarquement pour le 6 mai 1951, navire américain *President Jackson.»*
3. Sommaires hebdomadaires de l'officier historien, nos 28 et 29.
4. Souvenirs du lt-col. C. J. A. Hamilton, 16 août 1963.
5. Sommaires hebdomadaires de l'officier historien, nos 20 à 28.
6. *Ibid.,* nos 20 et 30.
7. Rapport opérationnel G-3, nos 315 à 325.
8. Interview avec le brig. Rockingham, 17 novembre 1952.
9. *Sommaire hebdomadaire* n° 30. Journal de marche du Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 6 mai 1951.
10. *Ibid.,* n° 30.
11. Journal de marche du 2e régiment de la *R.C.H.A.*, 17 mai 1951.
12. Mouvement vers la zone de concentration, et Mouvement par rail, Instruction canadienne n° 1, app. n° 11 au Journal de marche du Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, mai 1951.
13. Rapport opérationnel G-3, nos 325 à 335.
14. *Ibid.*
15. *Ottawa Journal,* 12 avril 1951.
16. *Compte rendu du Sénat,* 1379.
17. Journal de marche du Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 15 au 17 mai 1951.
18. Interview avec le brig. Rockingham, 17 november 1952. Commentaires Rockingham.
19. Rapport opérationnel G-3, n° 329.
20. Journal de marche du Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 19 mai 1951.
21. Voir réf. 19.

22. Rapport opérationnel G-3, 333 et 334.
23. «Cdn Army Int Review», juin 1951, 1.
24. Journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, juin 1951 Appendice «5», A.M.S., L 552, (deuxième édition) Corée, 1:250,000, feuille NJ 52-9 (SEOUL). «Lignes de démarcation des corps d'armée et des divisions et lignes de rapport»; *ibid.,* Appendice «8», Instruction opérationnelle n°170, 24 mai 1951.
25. Journal, de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 24 mai 1951.
26. «Rapport périodique des opérations», 26e Div., nos 40, 43, 44 et 48, appendice 8 au Journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, mai 1951.
27. Instruction opérationnelle n° 170, de la 25e Div.
28. Journal des opérations, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 24 2200 et 24 2210, mai 1951.
29. *Ibid.*
30. Journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 24 mai 1951.
31. *Ibid.*
32. Journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 24 au 28 mai.
33. *Ibid.*
34. Souvenirs du maj. R. Ringma, 22 août 1963.
35. L'officier historien, 25e brig. d'inf. can., «Rapport sur la bataille de Chail-li».
36. *Ibid.*
37. Commentaires Rockingham.
38. Journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 30 mai 1951.
39. Rapport opérationnel G-3, nos 340 et 341.
40. Journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 1er juin 1951.
41. «Pertes subies à la guerre de Corée».
42. Rapport opérationnel G-3, n° 328.
43. *Ibid.,* n° 330.
44. *Ibid*., nos 330 et 335; Journal de marche du 2e bataillon du *P.P.C.L.I.*, 24-26 mai 1951.
45. Journal de marche du 2e bataillon du *P.P.C.L.I.,* 20 au 26 mai 1951.
46. *Ibid,* 27 mai au 2 juin 1951.
47. Rapports opérationnels G-3, nos 339 et 340.
48. *Ibid,* n° 344.
49 *Ibid.,* nos 344 à 359.
50. Journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 2-19 juin 1951.
51. Rapports opérationnels G-3, nos 342 à 371.
52. *Ibid.,* n° 344.
53. Journal de marche du 2e bataillon du *P.P.C.L.I.*, 1er au 6 juin 1951; Appendice «11», «Instruction opérationnelle de la 28e Brigade du Commonwealth», 9 juin 1951.
54. Journal de marche du 2e bataillon du *P.P.C.L.I.*, *4* et 6 juin 1951.
55. *Ibid.,* 9 juin 1951.
56. *Ibid.,* 7 au 11 juin 1951.
57. Journal de marche du 2e battaillon du R. 22e R., 11 au 19 juin 1951.
58. Commentaires sur l'avant-projet du chapitre par le brig. J.-A. Dextraze.
59. Rapport opérationnel G-3, n° 359; Journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne 18 juin 1951.
60. Journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 18 juin 1951.
61. *Ibid.,* 19 juin 1951.
62. Journal de marche du 2e bataillon du R. 22e R., 19 juin 1951.
63. Commentaires Rockingham.
64. Journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, juin 1951; Appendice «6» «Dispositions du 25e Groupe de brigade d'infanterie canadienne», 19 2115 K juin 1951.
65. Rapport opérationnel G-3, nos 359 à 370.
66. *Ibid.,* nos 359 et 360.
67. Voir réf. 64.
68. Journal de marche du 2e bataillon du R. 22e R., juin 1951.

PAGE 606–

69. Journal de marche, Q.G. de la 25e Brig. d'infanterie canadienne, 4 juillet 1951.
70. *Ibid.,* 10 juillet 1951.
71. *Ibid.,* 2e bataillon du R. 22e R., 9 juillet 1951.
72. Lettre de A. R. Menzies au sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada, 25 mai 1951, Q.G. 2001-120/178 Armée Vol. 1.
73. Mémoire du chef des opérations au chef d'é.-m. gén., 17 juillet 1951, *ibid.*
74. *Ibid.,* Tél. n° 957. Secrétaire d'État aux Relations du Commonwealth au Haut-Commissaire du Royaume-Uni (au Canada), 12 octobre 1951.

CHAPITRE IX

1. *Compte rendu officiel de l'Assemblée générale:* Supplément de la cinquième session, n° 20(A/1775), New-York, 15.
2. *Ibid*
3. *Ibid.; Compte rendu sommaire des réunions du premier comité,* 417e réunion, 446, 447.
4. Ministère des Affaires extérieures, bulletin

n° 73, «Le Canada et le problème de Corée», 18.
5. *Bulletin mensuel des Affaires extérieures,* janvier 1951, 5.
6. *Ibid.,* février 1951, 47.
7. *Débats de la Chambre des communes,* 2 février 1951, 60.
8. Le récit de cette seconde tentative d'entamer des négociations avec les Chinois est fondée sur le *Bulletin mensuel des Maires extérieures,* février 1951, p. 47-57; sur les *Débats de la Chambre des communes,* 1951, p. 58-64 et sur le bulletin n° 73 des Affaires extérieures «Le Canada et le problème de Corée», p. 17-22.
9. «Le Canada et le problème de Corée», 22.
10. *Bulletin mensuel des Affaires extérieures,* juillet 1951, 235.
11 *Ibid.,* octobre 1950 p. 403-407 et avril 1951, 118.
12. *Ibid.,* mai 1951 p. 150-153 et juillet 1951, p. 234-237.
13. *Ibid.,* août 1951, 278.
14. *Ibid.,* p. 278, 279.
15. « Korean Truce Material », chronologie de la conférence de l'armistice militaire, 10 juillet 1951.
16. *Compte rendu officiel du Conseil de sécurité,* Supplément pour juillet, août et septembre 1951: Texte du message du gén. Matthew D. Ridgway radiodiffusé aux communistes le 13 juillet 1951, 21-2.
17. *Ibid.,* Texte du communiqué du gén. Ridgway annonçant que les négociateurs du cessez-le-feu s'étaient entendus sur un ordre du jour.
18. *Ibid.*
19. Mémoire de C. M. Drury au chef d'é.-m. gén., 15 décembre 1950.
20. Tél. GS 73, Simonds à Moncel, 13 mars 1951.
21. Tél. G 162, Moncel au chef d'é.-m. gén., 15 mars 1951.
22. *Ibid.,* G 170 16 mars 1951.
23. Tél. GS 231, chef d'é.-m. gén. à Fleury, 16 juillet 1951.
24. Journal de marche de la section canadienne des Hôpitaux du Commonwealth britannique, 1er juillet 1951.
25. Journal de marche de la Mission militaire canadienne en Extrême-Orient, 8 juin 1951.
26. Journal de marche de la section canadienne du Q.G. de la 1re Division du Commonwealth, 28 juillet 1951.
27. *Suppléments aux OAC,* n° 245 (Partie B), 1951.
28. «Comptes rendus et Rapports de la 1re Division du Commonwealth», HQS 1750-121-1, Vol. 1, Journal des opérations de la 1re Division du Commonwealth, 24 juin 1951.
29. Interview avec le brig. Rockingham, 17 novembre 1952.
30. *Ibid.*
31. Journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 27 juillet 1951.
32. Rapport périodique de la 1re Division du Commonwealth, 2 mai au 15 octobre, par. 5.
33. «Instructions opérationnelles du 25e Groupe de Brigade», 26 juillet 1951, Appendice 9 au Journal de marche du Q.G.
34. Interview avec le brig. Rockingham, 17 novembre 1952.
35. Rapport périodique de la 1re Division du Commonwealth, par. 9.
36. Raimondo, comte de Montecucculi, *Memorie della guerra.*
37. Journal des opérations de la 1re Division du Commonwealth, 28 juil. 1951.
38. Rapport opérationnel G-3, n° 402.
39. Voir réf. 37.
40. Instruction opérationnelle n° 1 du 25e Groupe de brigade d'inf. can., 31 juillet 1951, Appendice 9 au Journal de marche.
41. Instruction opérationnelle n° 2 du 25e Groupe de brigade d'infanterie canadienne pour l'opération «Horatius», 10 août 1951, Appendice 7 au Journal de marche du Q.G., août 1951.
42. Journal de marche, Q.G. de la 25e brig, d'inf. can., 27 au 31 juillet et 10 août 1951.
43. Instruction opérationnelle n° 4 du 25e Groupe de brigade d'inf. can., 28 août 1951, voir réf. 41.
44. Journal des opérations de la 1re Division du Commonwealth, 1-13 août 1951, Journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 2-8 août 1951.
45. Journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 12 au 25 août 1951.
46. Commentaires sur l'avant-projet du chapitre par le maj. L. W. G. Hayes.
47. *Affaires extérieures,* septembre 1951, 306.
48. Journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 8 septembre 1951.
49. *Ibid.,* 8 au 11 septembre 1951, Journal des opérations de la 1re Division du Commonwealth, 8-12 septembre 1951.
50. Rapport opérationnel G-3, n° 445.
51. « Pertes subies à la guerre de Corée ».
52. Journal de marche, Q.C. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 9-11-12 septembre 1951, Situation de la brigade, 12 septembre 1951, à *ibid.*

53. Commentaires sur l'avant-projet du chapitre par le brig. J.-A. Dextraze.
54. Journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 9-11-12 septembre 1951, Appendice «3», Opérations de la 25e Brigade, 12 septembre 1951, Journal de marche du 2e bataillon du R. 22e R., 12 septembre 1951.
55. Journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 13 et 14 septembre 1951 et du 2e bataillon du R. 22e R., 13 septembre 1951.
56. *Ibid.,* 17 et 18 septembre 1951.
57. Capitaine G. D. Corry, Rapport sur l'opération «Snatch».
58. «Journal des opérations de la 1re Division du Commonwealth, 1951», 9.
59. Ordre opérationnel n° 3 de la 1re Division du Commonwealth, par. 2 (b), (c), (d) et 15.
60. Journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 27 et 28 septembre 1951, Appendice «11», Tracé, « Phase opérationnelle, Osmosis ».
61. Rapport opérationnel G-3, n° 464.
62. Instruction opérationnelle n° 13 de la 1re Division du Commonwealth, par. 5 (a).
63. Voir réf. 58.
64. Journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 29 septembre 1951.
65. «Instruction opérationnelle n° 13 de la 1re Division du Commonwealth», par. 7 (c).
66. Journal des opérations de la 1re Division du Commonwealth, 1951, 9.
67. *Ibid.*
68. « Instruction opérationnelle n° 13 de la 1re Division du Commonwealth », par. 9.
69. Journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 29 septembre 1951.
70. « Instruction opérationnelle n° 13 de la 1re Division du Commonwealth », par. 10.
71. Journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 29 septembre 1951, Appendice «11», « Confirmation des ordres verbaux du commandant de la brigade pour l'opération commando », 1er octobre 1951.
72. Voir réf. 70.
73. Journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 4 octobre 1951.
74. *Ibid.*
75. Journal des opérations de la 1re Division du Commonwealth, 4 au 8 octobre 1951.
76. *Ibid.*
77. « Pertes subies à la guerre de Corée ».
78. Rapport périodique du 15 octobre 1951 au 15 février 1952, par. 3.

CHAPITRE X

1. *Logistical Support of 25CIB in Korea,* par le lt-col. L. R. Crue, 18 octobre 1955.
2. Archives du Royaume-Uni.
3. Interviews avec le lt-col. Crue, Kuré, Japon, 18, 22 et 25 juillet 1952.
4. Appendice B, Rapport n° 72, Section historique, Q.G. de l'Armée.
5. Brig. C. N. Barclay, *The First Commonwealth Division,* (Aldershot, 1954) 169.
6. *Ibid.,* 167.
7. *Logistical Support of 25 CIB in Korea.*
8. Rapport n° 26 de la Mission militaire canadienne en Extrême-Orient, 19 avril 1951.
9. Déclaration du maj. S. G. Mackness, 30 octobre 1962.
10. *Ibid.*
11. Tél. G935. Canawash à Armée, Ottawa, pour le Directeur des renseignements militaires, 25 avril 1951.
12. Déclarations personnelles: mémoire non numéroté de I.D. Manning au lt-col. Laurin, 21 décembre 1954.
13. Mémoire de l'adjudant général au chef d'é.-m, gén., HQTS 2501-S (VAG).
14. «Sommaire des décisions prises à une conférence entre le commandant de la 25e Brigade d'infanterie canadienne et DGAP le 27 septembre 1951, en campagne en Corée».
15. C. P. Stacey, *Six années de guerre,* 439, Mémoire de l'adjudant général au sous-ministre, 22 novembre 1951, HQ 3126-33/29, Vol. 1.
16. Mémoire de l'adjudant général au secrétaire de la Défense, 1er septembre 1950, HQ 3125-33/29, Vol. 1.
17. *Ibid.*
18. Mémoire de l'adjudant général au chef d'é-m. gén, 16 octobre 1950, HQ 3126-33/29, Vol. 1.
19. «Effectifs – Officiers du bien-être», 3 octobre 1951, HQ 3125-33/29, Vol. 1.
20. Interview de l'officier historien de la 25e Brigade d'infanterie canadienne avec le maj. J.Y.W. Brathwaite, 10 mars 1953.
21. Tél. CMM 1304, Mission militaire canadienne, Tokyo, au Q.G. de l'Armée, 11 juin 1951, HQ 3125-33/29, Vol. 1.
22. Rapport du lt-col. D.S.F. Bult-Francis sur

sa visite au Japon et en Corée, 2 juillet au 4 août 1951.
23. *Ibid.*
24. *Ibid.,* notes sur une discussion avec le commandant du 2e bataillon du *P.P.C.L.I.,* Ottawa, 6 juin 1951.
25. Rapport du lt-col. Bult-Francis.
26. *Ibid.*
27. Lt-col. R. H. Ramsay, «Talk with Capt. Fenny on Welfare in Far East», Ottawa 21 mai 1952, HQ 3125-33/29, Vol. 1.
28. Rapport du lt-col. Bult-Francis.
29. «Talk with Capt. Fenny»; Rapport du chef de la mission de liaison canadienne à Tokyo au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, 31 octobre 1951.
30. Rapport au ministère des Affaires extérieures. – voir réf. 29.
31. *Débats de la Chambre des communes,* 1951, deuxième session, I, 297.
32. Tél., Rockingham à l'adjudant général, 31 octobre 1951, extrait des dossiers de l'adjudant général adjoint et quartier-maître général de la 25e Brigade d'infanterie canadienne.
33. *Débats de la Chambre des communes,* 1951, deuxième session, I, 1099.
34. *Ibid.,* 1248-1249.
35. *Ibid.,* 1952, I, 1149.
36. Richard Glover, «War and Civilian Historians», dans *Journal of the History of Ideas,* (New-York, 1931).
37. Journal de marche du 1er Détachement de liaison médicale canadienne, avril 1951.
38. Journal de marche du 1er Groupe canadien de contrôle des mouvements, octobre 1950 à avril 1951.
39. Journal de marche du 1er détachement postal canadien, octobre 1950 à avril 1951.
40. Journal de marche de la batterie « G » de la *R.C.H.A.,* janvier à mars 1951.
41. Journal de marche du 3e bataillon du *P.P.C.L.I.,* décembre 1950 à mars 1951.
42. Journal de marche du 3e bataillon du R. 22e R., et Journal de marche du 3e bataillon du R.C.R., janvier 1951.
43. Conférence n° 108 du chef d'é.-m. gén., 7 mars 1951.
44. Journal de marche du 3e bataillon du *P.P.C.L.I.*, mars 1951.
45. Journal de marche, Groupe de renfort de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, mai 1951.
46. «Discipline et punitions, troubles et mauvaise conduite à Wainwright, Alberta», HQC 2659-W5, Volumes 1 et 2.
47. Journal de marche, Groupe de renfort de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, avril 1951.
48. Journal de marche du 3e bataillon du *P.P.C.L.I.*, août 1951.
49. *Ibid.*
50. Journal de marche, Groupe de renfort de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, septembre 1951.
51. Journal de marche du 3e bataillon du R. 22e R., octobre 1951.
52. Journal de marche, Groupe de renfort de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, novembre 1951.
53. Journal de marche du 3e bataillon du *R.C.R.*, octobre 1951; Journal de marche du 3e bataillon du *P.P.C.L.I.,* octobre 1951; Journal de marche du 3e bataillon du R. 22e R., octobre 1951.
54. Journal de marche, Groupe de renfort de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, décembre 1951.
55. Conférence n° 131 du chef d'é.-m. gén. 16 novembre 1951.
56. Journal de marche du 3e bataillon du *P.P.C.L.I.*, décembre 1951.

CHAPITRE XI

1. Journal de marche du 1er bataillon du *P.P.C.L.I.*, 3-7 octobre 1951.
2. Commentaires sur l'avant-projet du chapitre par le lt-col. E. J. Williams.
3. Journal de marche du 2e bataillon du *P.P.C.L.I.*, 14 octobre 1951.
4. *Ibid.,* 16-17 octobre 1951.
5. Journal de marche du 1er bataillon du *P.P.C.L.I.,* 30-31 octobre, 4 novembre 1951.
6. Journal de marche du 25e Détachement historique de campagne, 5 novembre 1951.
7. *Ibid.;* Journal de marche du 1er bataillon du *P.P.C.L.I.*, 5 novembre 1951.
8. Interview du lt-col. N.G. Wilson-Smith avec l'officier historien de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 19 juin 1952.
9. *Ibid.*
10. Journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, octobre 1951. Appendice n° 7, Notes confirmant des ordres verbaux.
11. *Ibid.;* Journal de marche de l'escadron «C» Ld. S. H., 23 octobre 1951.
12. Journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne et des unités, 23 octobre 1951.
13. Journal de marche du 2e bataillon du

R.C.R., 23 octobre 1951. Mémoire de la compagnie «D» à l'officier des renseignements, 3 novembre 1951, Appendice n° 4 à *ibid.*
14. Commentaires par le lt-col. Williams.
15. Journal de marche du 2e bataillon du *P.P.C.L.I.* et de l'escadron «C», Ld. S.H., 23 octobre 1951.
16. Journal de marche du 2e bataillon du *P.P.C.L.I.,* 23 octobre 1951.
17. Journaux de marche, Ld. S.H., Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne et du 2e R. 22e R., 23 octobre 1951.
18. Journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 23 octobre 1951.
19. Commentaires Rockingham sur le rapport historique n° 62.
20. *Ibid.;* Journaux de marche de l'escadron «C», Ld. S.H. et du 2e régiment de la *R.C.H.A.,* 23 octobre 1951.
21. Commentaires Rockingham.
22. Journal de marche du 2e bataillon du *P.P.C.L.I.,* 23 octobre 1962, et commentaires du lt-col. E. J. Williams.
23. Journal opérationnel du Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 23 octobre 1951.
24. Journal de marche du 25e Détachement historique de campagne, 2-3 novembre 1951.
25. Journal de marche du 2e bataillon du *R.C.R.,* 2 novembre 1951.
26. Journal opérationnel de la brigade, 3 novembre 1951.
27. *Ibid.;* Journal de marche du 2e bataillon du *R.C.R.,* 3 et 5 novembre 1951.
28. Journal des opérations de la 1re Division du Commonwealth, 4-8 novembre 1951.
29. Journal de marche du 1er bataillon du *P.P.C.L.I.*, 5 novembre 1951.
30. *Ibid.;* Journal opérationnel de la brigade, 5 novembre 1951.
31. *Ibid.*
32. Journal opérationnel de la brigade, et Journal de marche du 1er bataillon du *P.P.C.L.I.*, 6 novembre 1951.
33. Déclaration du maj. J. H. B. George.
34. Journal opérationnel de la brigade novembre 1951.
35. Robert Frank Futrell, *The U.S. Air Force in Korea, 1950-1953,* (New-York, 1961), 126.
36. Journal opérationnel de la brigade, 6 novembre 1951.
37. Journal de marche du 1er bataillon du *P.P.C.L.I.*, 7-8 novembre 1951.
38. Rapport sur l'opération «Toughy»; Appendice n° 9 au Journal de marche du 2e bataillon du R. 22e R., novembre 1951.
39. *Ibid.;* Journal opérationnel de la brigade, 10 novembre 1951.
40. Rapport sur l'opération « Toughy ».
41. Journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 21 novembre 1951.
42. Journal quotidien des opérations de la 1re Division du Commonwealth, 21-23 novembre 1951.
43. Conférence du commandant, 19 novembre 1951; Appendice 6 au Journal de marche du 2e bataillon du R. 22e R., novembre 1951.
44. Journal de marche du 2e bataillon du R. 22e R., 22 novembre 1951.
45. Notes de l'officier historien sur une interview avec le maj. R. Liboiron et les lts R. McDuff, W. Nash et T. R. Webb de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 1er décembre 1951, ci-après désignées dans le présent chapitre par «Interview du 1er décembre 1951».
46. Journal de marche du 2e bataillon du R. 22e R., 23 novembre 1951.
47. *Ibid.;* Journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 23 novembre 1951.
48. Interview du 1er décembre 1951.
49. Journal des opérations de la brigade, 22 novembre 1951.
50. Récit des opérations du 7e Régiment d'infanterie américaine, novembre 1951.
51. Rapport du commandant de la 3e Division américaine, novembre 1951, section II.
52. Lettre du commandant de la 3e Division américaine aux commandants des régiments, 19 novembre 1951, citée dans le récit des opérations de la division.
53. Récit des événements et opérations tactiques du 15e Régiment d'infanterie américaine, novembre 1951.
54. Journal de marche du 2e régiment de la *R.C.H.A.* et de l'escadron «C», Ld. S.H., 23 novembre 1951.
55. Interview du 1er décembre 1951.
56. *Ibid.,* Journal des opérations du Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne. Journaux de marche du 2e régiment de la *R.C.H.A.* et du 2e bataillon du R. 22e R., 23 novembre 1951.
57. Journal des opérations de la brigade, 23 novembre 1951.
58. Journaux de marche du 2e bataillon du R. 22e R. et du 2e régiment de la *R.C.H.A.*, 23-24 novembre 1951.
59. Journal des opérations de la Brigade, 24 novembre 1951. Récit des événements par le 15e Régiment d'infanterie américaine.
60. *Ibid.;* Interview du 1er décembre 1951.

61. Interview du 1er décembre 1951.
62. Journal de marche du 2e régiment de la *R.C.H.A.*, et Journal des opérations de la brigade, 24 novembre 1951.
63. Journal de marche du 2e bataillon du R. 22e R., 24 novembre 1951.
64. Journal de marche de l'escadron «C», Ld. S.H., 23-24 novembre 1951.
65. *Ibid.*
66. Journal de marche du 2e régiment de la *R.C.H.A.*, 24 novembre 1951.
67. Journal des opérations de la Brigade, 24 novembre 1951.
68. Récit des événements par le 15e Régiment d'infanterie américaine.
69. Journaux de marche du 2e bataillon du R. 22e R. et du 1er bataillon du *P.P.C.L.I.*, 24 novembre 1951.
70. Journal des opérations de la Brigade, 24 novembre 1951. Journal de marche de l'escadron «C», Ld. S.H., 24 novembre 1951.
71. Interview du 1er décembre 1951.
72. *Ibid.*
73. *Ibid.;* Journal de marche du 2e bataillon du R. 22e R., 24 novembre 1951.
74. Commentaire sur l'avant-projet du chapitre par le brig. Dextraze.
75. Interview du 1er décembre 1951.
76. *Ibid.*
77. Récit du 7e Régiment d'infanterie américaine.
78. Sommaire de renseignements de la 3e Division d'infanterie américaine pour novembre 1951. Section III du rapport du commandant.
79. *Ibid.*
80. Journal des opérations de la Brigade, 25 novembre 1951.
81. « Contre-attaque par le peloton d'éclaireurs », Appendice n° 8 du Journal de marche du 2e bataillon du R. 22e R., novembre 1951.
82. Citation pour une agrafe à la Médaille de conduite distinguée, caporal L. Major.
83. Journal des opérations de la brigade, 25 novembre 1951.
84. Commentaires par le brig. Dextraze.
85. Journal des opérations de la brigade, 25 novembre 1951. Rapport de la section d'état-major G-3 du 1er Corps américain, novembre 1951.
86. Journaux de marche, Q.G., 25e Brigade d'infanterie canadienne, et du 2e bataillon du R. 22e R., 25 novembre 1951.
87. Interview du 1er décembre 1951.
88. *Ibid.*
89. *Ibid.*
90. Rapport périodique de la 1er Division du Commonwealth, 15 octobre 1951 au 15 février 1952. «Aspects du service de renseignements», par. 4.
91. Voir réf. 78,
92. Bureau du chef de l'histoire militaire, *Korea 1951-1953,* (Washington, n.d.), 205.
93. Journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 27-28 novembre 1951.
94. Journal de marche du 25e Détachement historique, 27 novembre 1951.
95. Rapport périodique de la 1re Division du Commonwealth, Appendice «B».

CHAPITRE XII

1. AGI 522, Plan de roulement des troupes en Extrême-Orient, 11 décembre 1951.
2. Robert Leckie, *Conflict: The History of the Korean War 1950-1953,* (New-York, 1962), 368.
3. Ordre administratif n° 13 de l'adjudant général, 7 avril 1952.
4. Mémoire du sous-adjudant général au sous-chef d'é.-m. gén., 5 mars 1952.
5. Conférence n° 136 du chef d'é.-m. gén., 25 février 1952.
6. Statistiques de la Direction du personnel.
7. Mémoire du directeur des opérations militaires et des plans au ministre. Journal de marche de la division de l'é.-m. gén., août 1951.
8. Commentaires sur l'avant-projet du chapitre par le lt-col. E. J. Williams.
9. SD 1, Lettres 4298, 13 août 1951; 4355, 16 octobre 1951; 4418, 19 février 1952; 4460, 23 avril 1952; 4473, 4474, 30 mai 1952.
10. Tél. QG 78, quartier-maître général à la Mission militaire canadienne à Tokyo, 30 août 1951.
11. Déclaration du 28 mai 1952, dossier HQS 6001-151/25 (Q).
12. Ordre administratif n° 13 de l'adjudant général.
13. Lettre de liaison de l'adjudant général, 12 mai 1952.
14. Ordre administratif n° 10 de l'adjudant général, 29 novembre 1951.
15. Rapport historique annuel du 2e bataillon du *P.P.C.L.I.*; 1er janvier au 31 mars 1952. Tél. Org 777, 5 mars 1952.

16. Rapport historique annuel du 2e bataillon du *P.P.C.L.I.,* 1er janvier au 31 mars 1952.
17. *Ibid.,* 1er avril 1952 au 31 mars 1953.
18. Règlement 260-15 de l'Armée américaine.
19. Procès-verbal du Comité des Honneurs et Décorations (britannique); procès-verbal de la 16e réunion, 28 mai 1951.
20. Tél., Moncel à l'adjudant général, 29 juin 1951.
21. Tél., Lister à Murchie, 9 novembre 1945.
22. Tél. G34, Rockingham à l'adjudant général, 28 juin 1951.
23. *Ottawa Evening Journal,* 30 septembre 1953.
24. Tél., Fleury à l'adjudant général, 27 juin 1951.
25. Lettre de l'adjudant général à l'officier général commandant la Région de l'Ouest, 21 février 1956.
26. *Vox Pat,* Calgary, juin 1956.
27. Mémoire de l'adjudant général au chef d'é.-m. gén., 26 décembre 1951. Tél. Org 479, 20 décembre 1951.
28. Tél. Org 682, 14 février 1952.
29. Journal de marche du 1er bataillon du R. 22e R., février 1952.
30. Ordre courant de l'Armée canadienne, 3309, 16 juin 1943.
31. Tél. Org 538, 10 janvier 1952; Org 596, 26 janvier 1952.
32. Conférence n° 135 du chef d'é.-m. gén. 4 janvier 1952.
33. Journal de marche du 1er bataillon du *R.C.R.*, mars 1952; du 1er bataillon du R. 22e R., mars 1952.
34. *Ibid.*
35. Journal de marche du 1er régiment de la *R.C.H.A.*, février-avril 1952.
36. Journal de marche, Groupe de renfort de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, janvier 1952.
37. *Ibid.,* février 1952.
38. Instruction d'entraînement n° 1, Groupe de renfort de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 27 février 1952.
39. *Ibid.,* n° 4, 3 mai 1952.
40. Rapport de liaison sur la visite aux unités de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 8 avril 1952.
41. Journal de marche du 3e bataillon du R. 22e R., avril 1952.
42. Journal de marche, Groupe de renfort de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, mai et juin 1952.
43. Journal de marche du 3e bataillon du *R.C.R.*, mai 1952.
44. Conférence n° 106 du chef d'é.-m. gén., 31 janvier 1951.
45. Conférence n° 135 du chef d'é.-m. gén., 14 janvier 1952.
46. Tél., Directeur des Travaux et du Logement à l'ingénieur commandant, Région de l'ouest, 19 mai 1952, HQC 5115-W5/28. Conférence n° 142 du chef d'é.-m. gén., 11 août 1952.
47. Journal de marche du 3e bataillon du *R.C.R.*, mai 1952.
48. Journal de marche, Groupe de renfort de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, mai-août 1952.
49. Tél., dir. des services du matériel au dir. du perfectionnement des armes, 13 juil. 1951.
50. Tél., Chef des magasins militaires de région, Région de l'Ouest, au dir. des services du matériel, 20 août 1951.
51. Tél., Dir. des services du matériel aux chefs des magasins militaires de région, Régions du Centre et de l'Ouest, 23 et 25 janvier 1952.
52. Truman, *Years of Trial and Hope*, 477.
53. Mémoire du directeur des services du matériel au quartier-maître général, 29 décembre 1951.
54. *Wainwright Warrior,* 15 juin 1952.
55. Journal de marche du 3e bataillon du *P.P.C.L.I.,* juin 1952.
56. Lettre du lt-col. J. R. Cameron, au lt-col. H. F. Wood, 29 août 1952.
57. Journal de marche du 3e bataillon du *P.P.C.L.I.*, octobre 1952.

CHAPITRE XIII

1. Journaux de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 29 novembre 1951, et du 1er bataillon du *P.C.P.L.I.,* 1er décembre 1951.
2. Journal des opérations de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 6 décembre 1951.
3. *Ibid.,* 7 décembre 1951.
4. Journal de marche du 1er bataillon du *P.P.C.L.I.*, 9 décembre 1951.
5. Journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 8 décembre 1951.
6. Journal de marche du 1er bataillon du *P.P.C.L.I.,* décembre 1951, Appendice «P». Ordre opérationnel pour «Janus III», 10 décembre 1951.
7. Journal de marche du 1er bataillon du *P.P.C.L.I.,* 10 décembre 1951.
8. Commentaires sur l'avant-projet du chapi-

tre par le maj. J. H. B. George.
9. Journal de marche du 1er bataillon du *P.P.C.L.I.*, 10 décembre 1951.
10. *Ibid.*
11. Rapport périodique de la 1re Division du Commonwealth, 15 octobre 1951 au 15 février 1952, Appendice B, par. 10.
12. Journal de marche du 2e bataillon du *R.C.R.*, 11 décembre 1951.
13. Rapport périodique de la 1re Division du Commonwealth, par. 4.
14. Bureau du chef de l'histoire militaire, *Korea 1951-1953,* 206.
15. *Ibid.*
16. Journal de marche du 25e Détachement historique de campagne, 19 décembre 1951.
17. Journal des opérations de la 1re Division du Commonwealth, 9 au 16 décembre 1951.
18. Journal de marche du 1er bataillon du *P.P.C.L.I.,* 15 janvier 1952.
19. Instructions opérationnelles nos 19 et 20 de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 8 janvier 1952; Appendice n° 5 du journal du Q.G.
20. Journal de marche du 25e Détachement historique de campagne, 23, 25 janvier 1952.
21. *Korea, 1951-1953,* 207-208.
22. Rapport périodique de la 1re Division du Commonwealth, par. 6.
23. Journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 14-16 février 1952.
24. *Ibid.,* 29 février 1952.
25. Journaux de marche, compagnie «B» du 2e bataillon du *R.C.R.*, 8 mars 1952, et du 2e bataillon du R. 22e R., 26 mars 1952.
26. Journal de marche du 2e bataillon du R. 22e R., 4-8 mars 1952.
27. Journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 9-10 mars 1952.
28. *Ibid.,* 18 mars 1952.
29. Rapport du service de renseignements de la 25e Brigade sur l'attaque contre le 1er bataillon du *P.P.C.L.I.,* 30 mars 1952. Appendice «B», ci-après désigné dans le présent chapitre «Rapport de renseignements de la brigade».
30. Interview avec le cap. G. C. Short et le sgt R. G. Buxton, 27 mars 1952, ci-après désignée « Interview du 27 mars 1952 ».
31. Rapport de renseignements de la brigade et Appendice «A».
32. Interview du 27 mars 1952.
33. Rapport de renseignements de la brigade.
34. Journal de marche du 2e bataillon du *R.C.R.*, 26 mars 1952 et Appendice 12, Journal de la compagnie «C».
35. Interview du 27 mars 1952.
36. Journal de marche du 1er bataillon du *P.P.C.L.I.,* 26 mars 1952.
37. Rapport de renseignements de la brigade.
38. Journal de marche du 1er bataillon du *P.P.C.L.I.*, mars 1952; Appendice 32, Rapport sur la situation.
39. Journaux de marche du 2e bataillon du *R.C.R.*, 2 mars 1952, et du 2e bataillon du R. 22e R., 2 mars et 6 avril 1952.
40. Journal de marche du 25e Détachement historique de campagne, 13 mars 1952.
41. Sommaire hebdomadaire n° 74 de l'off. historien de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 12-18 mars 1952.
42. E/RCEME/2/4 Atelier d'infanterie RCEME, 1er novembre 1951, SD Lettre no 807.
43. Journal de marche de l'atelier d'infanterie canadienne n° 191.
44. Analyse par le lt-col. R. H. Hodgson, historien de la direction du Génie électrique et mécanique, 3-34.
45. *Ibid.*
46. Interviews de l'officier historien avec le lt-col. P. R. Bingham, 14 mai 1952, et avec le lt-col. L.-F. Trudeau, 15 août 1952.
47. Interview avec le lt-col. Bingham. Journal de marche du 1er bataillon du *R.C.R.*, 13-18 avril 1952.
48. Interview avec le lt-col. Trudeau.
49. Interview de l'officier historien avec le cap. R. R. Doddridge, 27 mars 1953.
50. Interview de l'officier historien avec le lt-col. E.M.D. McNaughton, 16 février 1953.
51. Interview de l'officier historien avec le cap. J. D. Atkinson, 1er mai 1953.
52. Journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 20 avril 1952.
53. Futrell, *U.S. Air Force in Korea,* 92, 96, 344.
54. *Ibid.,* 345.
55. *Ibid.,* 331.
56. Supplément n° 2 (1959) de la Section historique de l'Air, Journal de l'Aviation royale du Canada (Ottawa, 1949).
57. Le lt d'aviation H. A. Halliday, *In Korean Skies, Roundel,* janvier-février 1964.
58. Déclaration du maj. P.J.A. Tees, 8 août 1963.
59. Mémoire du commandant de la 25e Brigade d'infanterie canadienne au général commandant la 5e Force aérienne, 27 avril 1952. Citation accordant le MBE au maj. D. H. George.
60. Futrell, 663.
61. Rapport du brig. J.-V. Allard, « Commandement de la 25e Brigade d'infanterie ca-

nadienne, 21 avril 1953 au 15 mai 1954, Partie I », par. 4-7.

CHAPITRE XIV

1. Rapport opérationnel G-3, n° 647. Document « I ».
2. Disposition et emplacements des unités de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 14 mars 1952. Rapport périodique de la 1re Division du Commonwealth, n° 448, Tracé « P ».
3. Rapport périodique de la 1re Division du Commonwealth, nos 498 et 500.
4. Journal de marche du 2e bataillon du R. 22e R., 8-9 avril 1952.
5. Rapports opérationnels G-3, nos 661, 665. Journal des opérations de la 1re Division du Commonwealth, 7 au 19 avril 1952.
6. Rapport périodique des opérations de la 1re Division du Commonwealth, n° 516, Tracé « P ».
7. Rapport n° 62, Carte « 8 » du Q.G. de l'Armée. Rapport périodique des opérations de la 1re Division du Commonwealth, n° 516, Tracé « P ».
8. *Ibid.;* Rapport périodique de la 1re Division du Commonwealth, 15 février au 30 juin 1952, Carte « A ».
9. *Ibid.*
10. Journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 28 avril 1952.
11. *Ordre de l'Armée canadienne,* 128-129.
12. Rapport périodique de la 1re Division du Commonwealth, 15 février au 30 juin 1952, par. 6, 7.
13. *Ibid.,* par. 9. Journal de marche du 1er bataillon du *P.P.C.L.I.*, 1er mai 1952.
14. Appendice 59 au journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, février 1953. Extraits des dossiers de la 25e brigade d'inf. can. contenant une instruction opérationnelle concernant son plan de retraite (instruction n° 54, 9 octobre 1952), ainsi que plusieurs listes d'instructions mentionnant l'opération « Buckingham ».
15. Les instructions opérationnelles suivantes de la 25e Brigade d'infanterie canadienne sont annexées au journal de marche, Q.G., n° 9, opération « Waterloo », 21 septembre 1951; n° 10, opération Waterloo», 16 octobre 1951; n° 12, opération « Buckingham », 2 décembre 1951; n° 18, opération «Buckingham», 8 janvier 1952; no 22, opération « Buckingham », 26 janvier 1952; n° 27, opération « Buckingham », 10 mars 1952; n° 33, opération « Buckingham », 23 avril 1952.
16. Journaux de marche du 1er bataillon du *R.C.R.*, du 1er bataillon du *P.P.C.L.I.* et du 1er bataillon du R. 22e R., 24 avril au 30 juin 1952.
17. Sauf indication contraire, la présente documentation est fondée sur les sources suivantes: Journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, mai-juin 1952; Tableau des patrouilles et rapports et tracés des patrouilles, appendices 4-A et 11 au journal de marche de la brigade pour juin; journaux de marche des bataillons, mai et juin; rapport de patrouille pour la nuit du 23 au 24 juin 1952, appendice n° 14 au journal de marche du 1er bataillon de R. 22e R., juin 1952; Rapports périodiques des opérations de la 1re Division du Commonwealth, 527-588.
18. Journal des opérations de 1re Division du Commonwealth, 16 au 25 mai 1952.
19. Rapport périodique de la 1re Division du Commonwealth du 15 février au 30 juin 1952, par. 10 et 11.
20. Journal de marche du 1er bataillon du *R.C.R.*, mai 1952, aussi Appendice X.
21. Journal de marche du 1er bataillon du R. 22e R., mai 1952, aussi Appendice VI.
22. Journal de marche du 1er bataillon du *P.P.C.L.I.*, 20 et 29 mai, aussi Appendices 47 et 58.
23. Journal de marche du 1er bataillon du R. 22e R., 15-16 mai 1952.
24. *Ibid.,* 6-7 mai 1952.
25. Journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, juin 1952, Appendice 6: «Rapports sur les mouvements de l'ennemi».
26. La relation du raid contenue dans le présent paragraphe et les paragraphes subséquents est fondée sur le «Rapport de patrouille du *R.C.R.*, 31 mai 1952».
27. Journal des opérations de la 1re Division du Commonwealth, 26 mai au 15 juin 1952.
28. Commentaire sur l'avant-projet du chapitre par le maj. A.A.S. Peterson.
29. Instruction opérationnelle n° 37 de la 1re Division du Commonwealth, 14 avril 1952.
30. Esquisses du plan de l'opération « Jehu », 14 juin 1952.
31. Journal des opérations de la 1re Division du Commonwealth, 17 juin 1952.
32. Mark W. Clark, *From the Danube to the Yalu,* (New-York, 1954), 36.

33. *Ibid.,* 54.
34. C. Turner Joy, *How Communists Negotiate,* Chapitre V.
35. Leckie, *Conflict, 335.*
36. Chronologie; supplément à *The World Today,* Vol. VIII, n° 5, 144.
37. Tél. G229, commandant de la 25e Brigade au chef d'é.-m. gén., 22 mai 1952.
38. Tél. EX-1155, 22 mai 1952, du secrétaire d'État aux Affaires extérieures à l'ambassadeur du Canada à Washington, répété à Londres.
39. *Ibid.*
40. Tél. G187, du chef d'é.-m. gén. au brig. Connelly, s.d.
41. Tél. G189, du chef d'é.-m. gén. au chef d'é.-m. impérial, 28 mai 1952.
42. Tél. G212, du chef d'é.-m. gén. à Moncel, 6 juin 1952.
43. *Débats de la Chambre des communes,* mai 1952, Vol. III, 2723.
44. Tél. WA 1409, de l'ambassadeur du Canada au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, 24 mai 1952.
45. Tél. WA 1616, de l'ambassadeur du Canada au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, 17 juin 1952.
46. *Débats de la Chambre des communes,* juin 1952, IV, 3638.
47. *Ibid.,* 3707.
48. Clark, *Front the Danube to the Yalu,* 227.
49. *Ibid.*
50. *Débats de la Chambre des communes* (Grande-Bretagne), 26 mai 1952.
51. «Rapport des opérations sur Koje-do», KB 1073 – 4G, Appendice «A».
52. Journal de marche de la compagnie «B» du 1er bataillon du *R.C.R.*, 22 mai au 14 juillet 1952.
53. Rapport périodique des opérations de la 1re Division du Commonwealth, n° 587.
54. Clark, 69-70.
55. Futrell, *U.S. Air Force in Korea,* 451-453.
56. Rapport du commandant de la Mission militaire canadienne en Extrême-Orient, 3 juillet 1952.
57. *Débats parlementaires,* (Grande-Bretagne), 24 juin 1952.
58. *Débats de la Chambre des communes,* 1952, IV, 4006.
59. Clark, 73-4.

CHAPITRE XV

1. Archives des Affaires extérieures, Histoire chronologique, Campagne bactériologique.
2. *Débats de la Chambre des communes,* 1952, II, 2241.
3. *Ibid.,* Vol IV, 3778.
4. *Ibid.,* 4117.
5. Journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 9 août 1952.
6. Sommaire des opérations de la 1re Division du Commonwealth, n° 19, Tracé «P».
7. Journal de marche, Q.G. de la 25e brig. d'inf. can., 4, 12 et 31 juillet 1952. Instruction n° 9 du 1er bataillon du *P.P.C.L.I.* concernant l'opération «Noah's Ark», appendice 42 au journal de marche, juin 1952.
8. Journal des opérations de la 1re Division du Commonwealth, 23 août au 21 septembre 1952.
9. Rapport périodique de la 1re Division du Commonwealth, 1er juillet au 31 octobre 1952, par. 5, 6 et 8.
10. Journal des opérations de la 1re Division du Commonwealth, 25 au 31 octobre 1952.
11. Rapport périodique de la 1re Division du Commonwealth, 1er juillet au 31 octobre 1952, par. 9 à 11.
12. «Revue de renseignements», octobre 1952, 9-10.
13. Rapports opérationnels C-3, nos 800 à 829.
14. *Ibid.* Sommaires opérationnels de la 1re Division du Commonwealth, nos 57 à 69.
15. Sommaire opérationnel de la 1re Division du Commonwealth, n° 24. Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne aux unités, 7 et 20 août 1952, appendice n° 13 au journal de marche.
16. Journal de marche, Q.G. de la 25e brig. d'infanterie canadienne, 10 au 31 août 1952.
17. *Ibid.,* 17 août 1952.
18. Sommaire de renseignements, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 1er septembre 1952.
19. Journal de marche du 1er bataillon du R. 22e R., septembre 1952. Appendice 3: Rapport sur les effectifs de l'unité, 6 septembre 1952.
20. Commentaires sur l'avant-projet du chapitre par le maj. W. H. Pope.
21. Journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 7 septembre 1952.
22. Journal de marche du 1er bataillon du R. 22e R., septembre 1952. Appendice 6; Rapport de patrouille, 6 septembre 1952.
23. Rapport intérimaire, 1er bataillon du *R.C.R.*, patrouille de surveillance, 12 sep-

tembre 1952, appendice 18 au journal de marche de la brigade.
24. Sommaire des opérations et des renseignements de la 1re Division du Commonwealth, n° 72.
25. Journal des opérations de la 1re Division du Commonwealth, 2 juillet au 6 octobre 1952.
26. *Ibid.,* 1-13 octobre 1952. Ordre opérationnel n° 27, « Apostle », 11 octobre 1952, appendice 11-F au journal de marche du 1er bataillon du *R.C.R.* Renseignement de patrouille de la Cie « B » du 1er bataillon de *R.C.R.*, 12-13 octobre 1952, appendice n°35 au journal de marche de la brigade.
27. Rapport de patrouille de combat du 1er bataillon du *P.P.C.L.I.*, 15 et 16 octobre, appendice 34 au journal de marche de l'unité.
28. Commentaires sur l'avant-projet du chapitre par le lt-col. J. H. Cameron.
29. Cette description des dispositions du 1er bataillon du *R.C.R.* et du combat livré par cette unité est fondée sur le « Rapport du 1er bataillon du *R.C.R.* sur l'action des 23 et 24 octobre 1952» et sur les interviews de l'officier historien avec les membres du bataillon.
30. Interview du cap. R. R. Doddridge, 27 mars 1953.
31. Commentaires sur l'avant-projet du chapitre par le maj. D. G. Loomis.
32. Commentaires sur l'avant-projet du chapitre par le lt-col. D. Holmes.
33. « Pertes subies à la guerre de Corée ».
34. Sommaires des opérations et des renseignements de la 1re Division du Commonwealth, nos 93 à 101.
35. Journal de marche, Q.G. de la 25e brigade d'inf. can., 28 octobre 1952.
36. Sommaires des opérations et des renseignements de la 17e Division du Commonwealth, nos 96 et 97.

CHAPITRE XVI

1. Journal de marche du 3e bataillon du *P.P.C.L.I.*, 1er novembre 1952.
2. Interview avec le maj. C.E.C. MacNeill, 12 mai 1953.
3. Journal des opérations de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 3 novembre 1953.
4. Journal de marche du 3e bataillon du *P.P.C.L.I.,* 4 et 5 novembre 1952.
5. *Ibid.,* 18 novembre 1952.
6. « La Division du Commonwealth et la bataille défensive, 1951-1953 », par 17.
7. Journal de marche du 3e bataillon du *P.P.C.L.I.,* novembre 1952. Appendice «D»: Instruction n° 1 relativement à l'opération « Ipperwash », Tracé « P ».
8. *Ibid.*
9. Journal de marche du 3e bataillon du *P.P.C.L.I.,* 22 et 24 novembre 1952.
10. *Ibid.,* 22 au 30 novembre 1952.
11. Journal des opérations de la 1re Division du Commonwealth, 26 novembre 1952 au 3 décembre 1952.
12. Rapport périodique de la 1re Division du Commonwealth, 1er novembre 1952 au 1er avril 1953, par. 15 et Carte « A ».
13. *Ibid.*
14. Journal de marche du 1er bataillon du *R.C.R.*, 2 novembre 1952.
15. Sommaire des opérations et des renseignements de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 3 décembre 1952, Tracé «P». Rapport de renseignements n° 229 de la 28e Brigade d'infanterie du Commonwealth, Appendice 10A au journal de marche du Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, décembre 1952.
16. Journal des opérations de la 1re Division du Commonwealth, 1er décembre 1952 au 30 janvier 1953.
17. La relation de ces travaux est fondée sur le journal de marche du 23e escadron du génie, janvier 1953; Rapport sur les ouvrages de défense de la région du «Crochet», appendice 9 à *ibid.,* février 1953; Tracés, appendice 14*, ibid.;* journal de marche du 1er bataillon du *R.C.R.*, janvier 1953 et appendice 35, notes remises; journal de marche du 3e bataillon du *P.P.C.L.I.* décembre 1952.
18. Rapport périodique de la 1re Division du Commonwealth, 1er novembre 1952 au 1er avril 1953, par. 18 et 19.
19. *Ibid.,* Appendice . A
20. Sommaire des opérations et des renseignements de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, décembre 1952 à janvier 1953.
21. Voir réf. 16.
22. Journal de marche du 3e bataillon du *P.P.C.L.I.*, 28 décembre 1952.
23. *Ibid.,* 22 décembre 1952.
24. Journal de marche du 1er bataillon du *R.C.R.*, janvier 1953.
25. Sommaire des opérations et des renseignements de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 31 janvier 1953.

26. Journal des opérations de la 1re Division du Commonwealth, 30 janvier, 1952.
27. Journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 23 décembre 1952, 29 janvier 1953.
28. Tél. G343, Bogert au chef d'é.-m. gén., 20 juillet 1952.
29. Mémoire au dossier, juillet 1952; HQS 2715-151/25(178) (SD2)
30. Mémoire du chef d'é.-m. gén. au chef des opérations combinées et au sous-ministre, 4 novembre 1952. HQS 2715-42/178.
31. Comité des chefs d'é.-m.: 7.10.12, Vol. 3(D/CJS) 20 novembre 1952.
32. Instruction opérationnelle n° 54,« Katcom », appendice 28 au journal de marche, Q.G. de la 25e brigade d'infanterie canadienne, mars 1953.
33. Journal de marche du 3e bataillon du *P.P.C.L.I.,* 28 mars 1953; Journaux de marche des compagnies « A », « B » et « D » du 3e bataillon du *R.C.R.*, 1er et 2 avril 1953.
34. Interview avec le lt-col. L.-F. Trudeau, 21 avril 1953, par. 11.
35. Commentaires sur l'avant-projet du chapitre par le maj. W. H. Pope.
36. Interview avec le lt-col. E. A. C. Amy, 12 juin 1953, par. 18.
37. Interview avec le lt-col. K. L. Campbell. 27 juin 1953, par 39. Journal de marche du 3e bataillon du R. 22e R., avril 1954. Appendice 5C: Sommaire de l'expérience acquise en Corée, par. 4 (1).
38. *Suppléments aux ordres courants de l'Armée canadienne,* n° 245 (Partie B) de 1951.
39. *Ibid.,* 283 et 288 (Partie B) de 1952; SD 1 Lettre n° 4451 du 22 avril 1952.
40. Journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 21 avril 1953.
41. *Suppléments aux ordres courants de l'Armée canadienne,* n° 328.
42. Journal des opérations de la 1re Division du Commonwealth, 6 au 8 avril 1953, Sommaires des opérations et des renseignements de la 1re Division du Commonwealth, nos 201 et 202.
43. Sommaire des opérations et des renseignements, nos 201-202. Positions de compagnies de la ligne «Jamestown» du 1er bataillon du R. 22e R., appendice 12 au journal de marche de l'unité, avril 1953 Tracé des positions du 3e bataillon du *P.P.C.L.I.*, avril 1953, appendice 26 au journal de marche. Rapport historique n° 62 du Q.G.A., carte 8. Journal des événements opérationnels de la 1re Division du Commonwealth, 1er avril – 1er août 1953, cart «B».
44. Journal de marche du 1er bataillon du R. 22e R., 20 avril 1953. Ordre d'opération n° 5, appendice 5 à *ibid.,* par. 3.
45. Journal des opérations de la 1re Division du Commonwealth, 19 au 25 avril 1953.

CHAPITRE XVII

1. Rapport périodique de la 1re Division du Commonwealth, 1er avril au 1er août 1953, par. 18.
2. Rapport périodique n° 272 de la 1re Division du Commonwealth.
3. Journal de marche du 25e Détachement historique canadien, 16 avril au 31 mai 1953.
4. Souvenirs du cap. J. R. Madden, l'officier historien de la brigade, par. 16, 21.
5. *Ibid.,* par. 18.
6. Journal de marche du 3e bataillon du R. 22e R., avril 1954, Appendice 5C: Sommaire de l'expérience acquise en Corée.
7. Interview avec le lt-col. Campbell, par. 12.
8. Ce récit est fondé sur des interviews avec le lt-col. Campbell, le sous-lt E. H. Hollyer et d'autres membres du 3e bataillon du *R.C.R.*; journal de marche du 3e bataillon du *R.C.R.* 2 et 3 mai, et journaux des compagnies, mêmes dates; journal des opérations du 3e bataillon du *R.C.R.*; récit des attaques du 81e Régiment d'artillerie de campagne et de la 1re Division du Commonwealth sur le front du 3e bataillon du *R.C.R.*; et patrouille de la Cie «A» du 3e bataillon du *R.C.R.*, 2 mai 1953, et tableau des patrouilles de la 25e Brigade d'infanterie canadienne.
9. Commentaires sur l'avant-projet du chapitre par le maj-gén. J.-V. Allard.
10. *Ibid.,* cap. E. H. Hollyer.
11. Interview avec le lt-col. Amy, par, 16.
12. Journal de marche du 25e Détachement historique de campagne, décembre 1953, Appendice 4: Notes sur la conférence du brig. Allard «Phases de la guerre», 22 décembre 1953, par. 12 à 15.
13. Statistiques des pertes au combat de la 25e Brigade d'infanterie canadienne.
14. Journal de marche du 3e bataillon du *R.C.R.*, mai 1953, Appendice 12: Rapport sur l'engagement des 2-3 mai, 4.
15. Interview avec le caporal Pelletier du 3e

bataillon du *R.C.R.*, 8 août 1953.
16. Commentaires sur l'avant-projet du chapitre par le maj-gén. J.-V. Allard.
17. *Ibid.,* brig. H. W. Sterne.
18. Journal des opérations de la 1re Division du Commonwealth, 1er avril au 1er août 1953, 5, 8.
19. Revue de renseignements, juillet 1953, 311.
20. Journal des opérations de la 1re Division du Commonwealth, 1er avril au 1er août 1953, 13.
21. *Patrouilles en Corée.*
22. Journal de marche du 25e Détachement historique de campagne, 18 juin 1953.
23. Commentaires sur l'avant-projet du chapitre par le col. J.-L.-G. Poulin.
24. Journal des opérations de la 1re Division du Commonwealth, 10-12.
25. Journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, juillet 1953, Appendice «23»: Ordre de bataille et dispositions des unités; Sommaire de renseignements de la 25e Brigade, 11 juillet 1953, Tracé «P».
26. Journal de marche du 3e bataillon du R. 22e R., 12-20 juillet 1953.
27. Journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, juillet 1953.
28. Journal de marche du 25e Détachement historique de campagne, 27 juillet 1953.
29. Souvenirs du maj. C. A. Kemstey, 23 août 1963.
30. *Ibid.*
31. Rapport périodique de la 1re Division du Commonwealth, 1er avril au 1er août 1953, Carte «A».
32. Journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, juillet 1953, Appendice 37: Instruction opérationnelle n° 64 de la Brigade.

CHAPITRE XVIII

1. *Canada and the Korean Problem,* 21.
2. *Ibid.*
3. *Ibid.*
4. *Chronologie de la Conférence de l'armistice militaire,* 7 mai 1952.
5. *Canada and the Korean Problem,* 21 et 22; *Chronologie de la Conférence de l'armistice militaire,* 11 décembre 1951 et 7 octobre 1952.
6. Déclaration de Chou-En-Lai, 30 mars 1953; texte radiodiffusé, HQS 9250-34/178.
7. Ce sommaire est fondé sur le « texte officiel de l'accord d'armistice en Corée ».
8. *Ibid.;* Annexe « Instruction à la Commission de rapatriement des Nations neutres», par. 11.
9. Déclaration du cdt d'aviation MacKenzie.
10. Bureau des Impressions de Sa Majesté: *Traitement des prisonniers de guerre britanniques en Corée, (1955)*, 1.
11. Rapports d'interrogation des prisonniers de guerre canadiens rapatriés.
12. Réunion du Conseil de l'Armée, n° 163, 27 juillet 1963.
13. Instruction d'entraînement n° 2 de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 8 août 1953, HQS 3201-151/25, Vol. 3.
14. Mémoire du Directeur de l'instruction militaire au commandant de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 7 mai 1953, HQS 3201-1903/25 DGMT.
15. Détachement canadien de l'école de combat de la 1re Division du Commonwealth au commandant de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 15 juin 53, accompagnent la lettre du vice-chef d'é.-m. à tous les commandants généraux, 12 août 1953, dossier du chef d'é.-m. 15-1/25 CIB, Vol. 8.
16. Instruction des renforts du *P.P.C.L.I.,* HQS 3201-151/25 (D Inf).
17. Rapport du brig. J.-V. Allard sur le commandement de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, avril 1953-mai 1954, Partie « D », par. 7.
18. *Ibid.,* par. 7 et 8.
19. Mémoire du Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne 6-3-3, 10 septembre 1953, par 7.
20. Mémoire de l'officier historien, 25e Brigade d'infanterie canadienne en Corée, 27 juillet 1953-23 mai 1954.
21. Interview avec le cap. E. D. Snelgrove, commandant du camp de détention de campagne n° 25, 1er août 1953.
22. Voir. réf. 20.
23. Journal de marche du 3e bataillon du *P.P.C.L.I.*, 14 octobre 1953, et 2e R.H.C., 29 octobre 1953.
24. Appendice n° 12 au journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, novembre 1953.
25. Journal de marche, Q.G. de la 25e Brigade d'infanterie canadienne, 24 novembre 1953.
26. *Ibid.,* janvier 1954: Appendice n° 20.
27. Instruction n° 77 de la 25e Brigade

d'infanterie canadienne, «Watch Dog II», 13 janvier 1954, Appendice n° 1 au journal de marche, «25e Brigade d'infanterie canadienne en Corée, 27 juillet 1943, 23 mai 1954», Appendice «A».

28. Rapport du brig. Allard, Partie «D», par.12.
29. Allocution du maj.-gén. H. Murray aux officiers du Q.G. de l'Armée, Ottawa, 16 décembre 1954.
30. Déclaration de l'hon. Ralph O. Campney, 13 septembre 1954, PN 218-54.
31. SD 1, Lettre n° 54.155, 22 novembre 1954.
32. Tél. État-major canadien conjoint, Londres, aux chefs de l'é.-m. combiné, Ottawa, 23 septembre 1954.
33. Effectifs canadiens en Corée et au Japon, Appendice «A», Armée canadienne à Mission militaire canadienne, 1er juin 1955.
34. *Débats de la Chambre des communes,* 1956, II, 1277.
35. Mémoire du chef d'é.-m. gén. au ministre, 2 avril 1957.
36. Copie, *Ibid.*
37. Sauf indication contraire, tous les chiffres proviennent du Directeur de la statistique du personnel, Q.G. de l'Armée.
38. Lettre de B. C. Mossman (Bureau du chef de l'histoire militaire de l'Armée américaine) au lt-col. H. F. Wood, 11 avril 1963.
39. Chiffres compilés par la Direction des renseignements militaires d'après les données fournies par le Commandement d'Extrême-Orient.
40. Sir Charles Lucas, *The Empire at War, II* (Oxford, 1932), 198.
41. Bureau fédéral de la statistique.
42. B. S. Kierstead, *Canada in World Affairs, September 1951 to October 1953,* 234.
43. Commentaires sur les avant-projets des chapitres par le maj. A. B. Laver.

INDEX

A

Acheson, M. Dean: 7; 224.
Activité des guérillas, l',: 64.
Aéronavale canadienne, l': 18.
Affaires extérieures, le ministère des: 217; 247.
Afrique du Sud, l': 16.
Allan, le maj. J.C.: 198.
Allard, le brig. J.V.: donne des instructions très précises afin d'assurer que les anciens combattants soient en tenue convenable, 182; commentaires portant sur notre camouflage, nos ouvrages de campagne, et sur les vols de nos observateurs aériens, 202; succède au brig. Bogert, 248; déclare qu'on a fini de trop tabler sur le feu de l'artillerie, 257; et l'attaque de l'ennemi, la nuit du 2 au 3 mai 1953, 259, 262-3; la puissance de tir disponible de la Brigade, 266-7; changement des tactiques de défense, 267; une école de patrouille de brigade, 268-9; restreint l'activité des patrouilles, 270 (renvoi); l'exercice "Shake Up", 281-2; la cantine du centre *(Maple Leaf'Park),* 283; est remplacé par le brig. F. A. Clift, 284.
Alexander de Tunis, le comte: 100; 219; 221-2.
Almond, le maj.-gén. E. M.: 46; 54.
Alston-Roberts-West, le maj-gén. M.M.: visite les troupes à Wainwright, Alb., 188; succède au maj.-gén. Cassels, 225; décide de simplifier son nom à "West", 226; expose les avantages d'un redéploiement, nov. et déc. 1952, 240; la politique à observer au sujet des patrouilles, 244; déplace les brigades, juif. 1953, 267; le problème des "touristes", 271.
Aménagements hydro-électriques du Yalou, les: 220.
Amy, le lt-col. E.A.C.: 225; 247.
Anderson, le sous-lt E.R.N.: 239.
Andrew, le lt-col. J. E.: 150.
Appui aérien: assaut imprécis contre la cote 444, 71; bombardement aérien contre la cote 532, 73; attaque aérienne guidée au radar, 169, 169 (renvoi); une intervention aérienne aide à repousser les attaques de l'ennemi, nov. 1951, 174; l'apport du Canada à l'effort aérien, 200-1, 201 (renvoi); méthode employée pour diriger l'appui aérien tactique, 201; à l'appui d'une patrouille de combat 212-3.
Appui d'artillerie: et les attaques contre la cote 419, 71; et la cote 532, 73; et la 6e Div. de la République de Corée, 80; et le *Royal Australian Regiment,* 84-5; l'appui de la 2e batterie de la *R.C.H.A.* à la 28e Brigade, 105; et le 2e bataillon du R.C.R. à Chail-li, 116; le 65e rég. d'inf. américaine, 117-8; l'opération "Dirk", 136; l'opération "Snatch", 142-3; l'opération "Pepperpot", 166; les attaques de l'ennemi sont repoussées, nov. 1951, 167; 172-3; 176; 197; et les avions observateurs de tir, 201; patrouille de combat exécutée par le 1er bataillon du *P.P.C.L.I.* contre la cote 113, 212-3; attaque de l'ennemi repoussée, contre la cote 355, 235; et la 2e Div. américaine, 245; tactique employée par les Chinois, 2-3 mai 1953, 261; le 81e rég. de campagne appuie la 1re Div. de la République de Corée, juil. 1953, 268; autre réf., 82.
Armée canadienne, 1': le premier ministre s'adresse au pays par la radio, 17; l'effectif d'après-guerre, 18; participe à la défense du Canada, janv. 1947, 19; sa participation à la défense du Canada, janv. 1947, 19; porter les unités de campagne de. la Forcé active à leur plein effectif total et accroître l'élément antiaérien, 22-3; la contribution du Canada, réduite à un bataillon, 47; effectif de, juil. 1950 et juin 1951, 95; transformation clans l'effectif et l'affectation, 98-9; le principe de l'entité séparée des forces canadiennes, 101; effectif, le QG de la 1re Div. du Commonwealth, 130; a "atteint la limite des effectifs qu'elle peut affecter au front de Corée", 131; l'insuffisance des effectifs formés, 1952, 180; publie une brochure intitulée *La Conduite après la capture,* 279; effectif le plus considérable, en Extrême-Orient, 286; les pertes subies en Corée, 287; précieuse expérience acquise au cours des combats de nuit, 288; les unités de, voir les Formations, les Unités etc.
Armée populaire de la Corée du Nord, l': les patrouilles franchissent le 38e parallèle, 7-8; les effectifs et le matériel de guerre de, 11; capture Séoul et atteint le fleuve Han, 11; débouche de la tête de pont sur le Han, 13; identifiée parmi les troupes qui combattent, 14; les troupes reçoivent leur instruction des communistes chinois, en Mandchourie, 55; les visées de, avril 1951, 80-1; les prisonniers de guerre nord-coréens, à Koje-do, 214-5; la courbe des effectifs, 286.
Asselin, le sdt E.: 178.
Athabascan, l': 14 (renvoi); 21.
Attitude et politique, du gouvernement: 287-288.
Attlee, M. Clement: 219.
Attributions, les: 133-134.

Australie, le gouvernement de l': envisage la possibilité d'une contribution, 16; offre une unité de l'armée, 24; est appelé à fournir sa part des effectifs pour le personnel du QG de la 1re Div. du Commonwealth, 131.
Aviation, l': type et effectif de, de la Corée du Nord, 11; l'ONU s'assure la maîtrise des airs au-dessus de la Corée, 15; les troupes chinoises disposent de *MIG-15,* 200; *C 119,* 87; *Auster VI*, 201; *T-6*, 201.
Aviation de la Corée du Nord, l': 11: 200.
Aviation royale du Canada, l': crédits affectés en 1948, 18; les effectifs demandés dans l'après-guerre, 18; le Cabinet approuve cette demande, 19; des transformations dans l'effectif et l'affectation, 98-9; l'apport du Canada à l'effort aérien de l'ONU, 15; 200-1.

B

Bailey, le lt-col. A.J. B.: 93, 110.
Baker, le sdt A.: 250.
Baker, le maj. A.J.: 198.
"Balmoral", l'opération: 207.
Banton, le lt D.W.: 260, 261, 262.
Barton, le sdt L.: 73.
Base du Commonwealth britannique en Corée, la: 62, 149.
Barwise, le sdt K.F.: 87.
Baxter, le sdt (2e btn du *P.P.C.L.I.):* 87.
Bell, le sdt C.O.: 138.
"Benton", la ligne: 78, 79.
Bernatchez, le brig. J.-P.-E.: 150, 180.
Berthiaume, le cap. J.-E.-W.: 166.
Bethel, le maj. V.W.: 248.
"Betty" le poste avancé: 268.
Biderman, A.D.: 279 (renvoi).
"Big Switch", l'opération: 276-7.
Bien-être, le: les premiers problèmes posés par l'organisation du Contingent spécial, 37-38; la controverse du, 154-158.
Bingham, le lt-col. P.R.: révèle certaines lacunes dans sa compagnie de soutien, 185-6; arrive en Corée avec des unités d'avant-garde, 198; est blessé, 198-9; revient de l'hôpital, 199; est responsable de la partie la plus active du front de la brigade, 228.
Bishop, le brig. J.W.: 181, 227.
Blindés, les gilets: 211.
Blindés, les: voir les Chars, voir aussi Unité blindée sous Grande Unité et Unité.
Boates, le maj. H.B.: 113, 116.
Boatner, le brig-gen. H.L.: 216, 219.
Boehm, le col. C.R.: 50.
Bogert, le brig. M.P.: vient tout près d'être blessé, 199-200; relève le brig. Rockingham, 200; 206; permet aux unités de discontinuer les patrouilles de combat, 211 ; rapport au chef de l'é.-m. relativement à l'île de Koje, 216; visite à l'île de Koje, 219-20; et l'opération "Ipperwash", 239; les "Katcoms", 246; est remplacé par le brig. Allard, 248.
Bowie, le cap. J. M.: 67.
Bridgeford, le lt-gén. W.: 151, 216-7.
Brigadier d'état-major général (Plans), le: 19.
Britannia, le camp: le régime du roulement général, 1952, 198; le 1er btn du *R.C.R* s'entraîne, 198.
Brodie, le brig. T.: 67.
Brooks, le lt-col. E.G.: 59, 66, 150, 173.
"Buckingham", l'opération: 207.
"Buffalo III" l'exercice: 188.
Bult-Francis, le lt-col. D.S.F.: 155, 156 (renvoi).
Burke, le brig. B.A.: 78; 85.
Buxton, le sgt R.G.: 197.

C

Caire, la Déclaration du: 3.
Canada, le gouvernement du: et la sécurité des ressortissants canadiens en Corée, 10; se préoccupe uniquement "d'honorer ses engagements envers les Nations Unies", 12; annonce l'affectation de la 426e escadrille de transport, 15; les objectifs, en matière de défense, 17; la ligne de conduite du, relativement à la défense, nov. 1949, 18; la défense aérienne en 1948, 18; les destroyers canadiens, à la disposition du commandant en chef des forces de l'ONU, 21; l'opinion des journaux et du public, juillet 1950, 23-25; août 1950, 26; n'est pas prêt, 32-3; la recherche dans l'Arctique, 39; la politique du, sa participation en Corée, 48-9; attitude du, le 2e btn *P.P.C.L.I.,* 59-60; s'abstient de voter, résolution par la Commission des questions politiques, 127; et la résolution américaine qualifiant la Chine d'agresseur en Corée, 127; accepte le groupement des troupes du Commonwealth mais s'oppose à toute augmentation des forces de l'Armée, 130; demande d'effectif pour le QG de la 1re Div. du Commonwealth, 130; a "atteint la limite d'effectifs qu'il peut affecter au front de Co-

rée", 131; l'incident sur l'île de Koje, 216; texte d'une note adressée au Département d'État à Washington, 218; et un examen rétrospectif sur l'incident de Koje, 220; réaction du, le bombardement des centrales hydro-électriques du Yalou, 220; les accusations de guerre bactériologique, 223; réduction des effectifs canadiens en Corée, 284.
Caldwell, le cap. D.S.: 235.
Cameron, le lt-col. J.R.: 206.
Camouflage, le: 202; manque de, 257.
Campbell, le lt-col. K.L.: officier commandant 3e btn *R.C.R.*, 92; 248; les positions sont dans un état pitoyable, la cote 187, 257; des patrouilles de reconnaissance, 258; attaque de l'ennemi contre la cie "C", 3e btn *R.C.R.*, 2-3 mai 1953, 262-263.
Campbell, le lt-col. R.M.: 150.
Campney, M. Ralph: annonce la réduction des effectifs canadiens en Corée, 284.
Canoe, la rivière (C.-B): 52.
Canons, les: *Bofor,* 165; de 90 mm, 95; les autocanons antichars *M10,* 105.
Canons sans recul, les: de 75 mm, 105.
Capitation, le coût du programme appelé,: 49.
Carlisle, le lt-col. T.H.: 150.
Carter, le lt C.D.: 240 (renvoi).
Casemates, les: 254; 256.
Cassels, le maj-gén. A.J.H.: arrivée en Corée, et l'organisation de la Div. du Commonwealth, 124; et les membres de l'é.-m., Kuré, Japon, 132; difficultés avec le QG du 1er Corps américain, 133; son rapport à l'égard du contrôle de la division, 133-4; l'opération "Commando", 143-4; incapacité de la division, 147; redéploiement, novembre 1951, 170; plan de raids et de patrouilles, 193, 209; ses objections à l'opération "Snare", 195; l'ordre visant la cessation des raids, 211 ; l'incident de l'île Koje, 217; est remplacé par le maj.-gén. Alston-Roberts-West, 225.
Caswell, le lt-col. C.B.: 199.
Cayuga, le: 14 (renvoi); 21.
Cessez-le-feu, le: partiel, 178; unilatéral et très passager, 191.
Ceylan: 16.
Chabot, le maj. M.-L.A-.: 92.
Chail-li: 113; 116-7; croquis, 114.
Champ d'aviation "K9" (de Pusan), le: 105.
Champoux, le sgt J.-R.: 228 (renvoi).
Changgo-ri: 112.
"Charley Horse", l'exercice: 105.
Chars, les: *les nôtres;* à l'appui du 2e btn *P.P.C.L.I.,* la cote 532, 73; le 72e rég. américain, à Kap'yong, 84-5; 88; l'escadron antichars est transformé en escadron blindé doté de chars *Sherman,* 105; patrouille mixte de, et d'inf., 112; et l'attaque contre Chail-li, 116; l'opération "Minden", 140; l'opération "Pepperpot", 165; attaque de l'ennemi repoussée, les cotes 227 et 355, 174; à l'appui d'une patrouille de combat, la cote 113, 213 (renvoi); l'opération "Jehu", 214; de faux chars, 227; à l'appui de la 29e Brigade, 239; à l'appui du 3e btn *R.C.R.*, 2-3 mai 1953, 263-4; "rôle de canardeur", 267; *ennemis:* nombre de chars, la Corée du Nord, 11; employés très rarement, 105; repérés à Chail-li, 113.
Cheatley, le maj. J.D.: 50.
Chilliwack, C.-B.: 161.
Chine nationaliste, la: 12; 77.
Chodo-ri: 120.
Chohyon: 70.
Chojong, la rivière: 78.
Ch'orwon: 80, 121.
Ch'orwon, la plaine de: 117.
Chou-En-laï: 55-6; 275.
Ch'unch'on: 76.
Churchill, Winston S.: 3; 221.
Citation d'unité distinguée, la (U.S. *Distinguished Unit Citation):* 88; 164; 183.
Civils déplacés, les: le Comité chargé d'aider le retour des, 276.
Clark, le lt J.: 232-5.
Clark, le gén. Mark W.: l'île de Koje, "le plus grand fiasco de toute la guerre", 214-5; répudie la décision d'accéder aux demandes des prisonniers à l'île Koje, 215-6; décide que les gardes du camp de prisonniers de Koje-do devraient être fournis par les Nations Unies plutôt que par les forces américaines seules, 217; est étonné des objections du gouvernement canadien, 218-9; le bombardement des aménagements hydro-électriques du Yalou, 220-222.
Clark, le maj.gén. S.F.: 10.
Claxton, l'hon. Brooke: et les crédits de la défense, 10; à la lumière des graves nouvelles reçues de la Corée, 10; expose les deux rôles de l'Armée, le 24 juin 1948, 17; la ligne de conduite relativement à la défense, le 11 nov. 1949, 18; devient ministre de la Défense nationale le 12 déc. 1946, 19; annonce que les trois Armes ne recruteraient que 75 p. 100 des effectifs précédemment autorisés, 19; visite le 6e Dépôt du personnel, 30-1; sa réaction devant les formalités de l'enrôlement, 30-31; décide d'expédier la 25e Brigade en Corée, 98; 99; la formation de la 27e Brigade pour l'Europe, 98; fait une visite d'adieu, à Fort Lewis, 100; soumet des propositions relativement à la Div. du Commonwealth, 131; se rend en Corée et au Japon et parcourt la zone de la brigade et les installations de base, 157-8.
"Claymore", l'opération: 136, 138.

Clift, le brig. F. A.: 284.
Cloutier, le cpl (2e *P.P.C.L.I.*): 87.
Cloutier, le cap. H.-G.: 234-5.
Coad, le brig. B.A.: 67; 71; 78; 89.
Cohen, le maj. E.L.: prend le commandement du 1er btn *R.C.R.* lorsque le col. Bingham est blessé, 199; à Koje-do, 219; et une attaque de l'ennemi, la cote 355, 23-24 oct. 1952, 231-34.
"Coin du Vent", le ("Windy Corner"): 242; 243 (renvoi).
Colson, le brig.-gén. C.F.: 216.
Comité chargé d'aider le retour des civils déplacés, le :276.
Comité de la défense à Melbourne, le: 125.
Comité de la défense du cabinet, le: la recommandation du 28 sept. 1948, 18; décide de ne pas envoyer de force terrestre pour l'instant, 22; décide de porter les unités de la Force active à leur effectif total et d'accroître l'élément antiaérien de l'Armée, 22-3; le projet des "Katcoms", 247.
Comité du rapatriement des prisonniers de guerre, le: 276
Commandement suprême des puissances alliées, le: mentionne certains indices d'importants mouvements de troupes au nord du 38e parallèle, 10 mars 1950, 7; l'autorisation d'utiliser des troupes de terre pour prêter main-forte aux forces sud-coréennes, 13; les forces nord-coréennes ont été identifiées, 14. Voir aussi MacArthur, le gén. d'armée Douglas.
"Commando", l'opération: 143-148.
Commission des États neutres pour le rapatrienient, la: 276-7.
Commission militaire de l'armistice, la: 275-6.
Commission mixte permanente de la défense, la :95.
Communications, les: commentaires du brig. Rockingham, 121.
Conduite après la capture, La. 279.
Conférence de Moscou, la: 4.
Conférence sur un armistice militaire, la: la 1re séance, 129; l'ordre du jour au complet, 129-30.
Connelly, le brig. A.B.: est nommé commandant de la Mission militaire du Canada en E.-O., 150; et la décision d'employer les troupes du Commonwealth dans l'Ile Koje, 216.
Contingent du Commonwealth en Corée, le: 285.
Contingent spécial de l'Armée canadienne, le: le chef d'é.-m. recommande le recrutement pour le, 24; la décision de recruter est annoncée par le premier ministre, 25; le recrutement pose des problèmes d'ordre juridique, 26-7; en service actif, 26; la question de la solde et de l'indemnité, 28; l'autorisation d'établir le, 7 août 1950, 29; la campagne de recrutement, 30-35; le recrutement est au complet, 18 août 1950, 33; l'instruction du, 33-4; 92-3; la sélection des officiers, 36; les officiers de l'Active, 37; l'expression "Contingent spécial "est synonyme de 25e Brigade d'inf. can., 37; les armes, 40; le transport. 40-41; problèmes, en oct. 1950, 49; l'expression "Contingent spécial de l'Armée canadienne" est rarement utilisée, 52; des recrues sont blessées, 75; le coût de l'expansion, 96; demandes d'effectifs, 97; les transformations qui ont des répercussions sur la situation du, 98; le programme de conversion à la Force active, 99; la discipline, 98-9; l'expiration de l'enrôlement de dix-huit mois, 154; la durée d'engagement complique la situation, 179; passé à l'Armée active, 182.
Conseil de recherches pour la défense, le: 32.
Convention de Genève, la: la Chine et la Corée du Nord ne se conforment pas aux dispositions de la, 277.
Corbould, le lt-col. G.C.: commandant du 3e btn *P.P.C.L.I.*, 92; reprend son commandement, 25; Groupe de renfort canadien, 100; principal officier canadien de la zone à Kuré, 150; remplace le lt-col. Keane, 194; autre réf., 197.
Corée, la: la Déclaration du Caire, 3; le désarmement des forces japonaises en 1945, 3-4; une tutelle de quatre puissances, 4; la situation en Corée, lourde d'appréhension, 49; l'attitude de l'ONU et des É.-U., relativement à la, 107-8.
Cormier, le cpl D.:196.
Corporation commerciale canadienne, la: 41.
Corps postal canadien, le: 159.
Cotes, les:
613: 210.
75: 210.
97: 252.
113: 210-11.
121: 238.
123: 252.
132: 196.
133: 211.
146: 238, 242.
152: 137.
156: 165-6.
159: 146-7, 169, 208, 251.
162: 113.
163: 197 (renvoi).
166: l'opération "Pepperpot", 165-6; l'opération "Toughy", 170, 210, 251.
187: l'opération "Dirk", 136-7; l'opération "Claymore", 138; est capturée par le 3e btn *P.P.C.L.I.*, 145; description du

secteur de la cote, 251; description du système de défense, 253.
194: 120.
208: 138.
210: 171.
217: 147, 167.
222: 142.
227: Les *Shropshires* au cours de l'opération "Commando", 146; est désormais un *no man's land,* 171 (renvoi); les Chinois, deux par deux, sur le flanc oriental, 171-2; est d'importance, 172; l'ennemi attaque la cote, 173; l'artillerie remplace les chars de combat, 174; une patrouille de la cie "A" du R. 22e R. trouve la cote réoccupée par les Chinois, 174; l'ennemi se retire, 175-6; les éléments du 568e régiment attaquent de nouveau la position installée sur l'ensellement, 176; un raid, la cie "D"du 1er btn *P.P.C.L.I.*, 191-3; description du terrain sur lequel la Div. du Commonwealth doit opérer, 208; une patrouille de combat du 1er btn *R.C.R.*, 227; la cie "B" du *R.C.R.* lance une attaque sur la cote, 229; les patrouilles de la 28e Brigade ont plusieurs accrochages sanglants, 244.
269: 113.
317: 147, 167.
355. est capturée, l'opération "Commando", 144-45; passe à la 3e Div. américaine, 170; tactique de la défense américaine, 172; est d'importance, 171; les Chinois attaquent, 22-26 nov. 1951, 171-78: contre-attaque par les Américains, 173; est recapturée, 174; les Chinois se retirent, 176; l'opération "Westminster", 204-5; description du terrain, 208; l'opération "Trojan", 227; attaque de l'ennemi, 23-24 oct. 1952, 230-236; description de la cote, 230; les pertes subies, le 1er btn *R.C.R.*, 235; les patrouilles de la 28e Brigade ont plusieurs accrochages sanglants, 244; le 3e btn *P.P.C.L.I.*, occupe cette position en juil. 1953, 267; à l'armistice, 271; autre réf., 175-6.
404: 69.
410: 73.
419: 71-2.
444: 71.
504: 84-5.
532: 73.
614: 71.
677: 84-5.
685 (Kalgi-san): 74.
719: 79.
794: 84.
795: 80.
826: 80.
834: 79.
929: 79.
974: 79.
1036: 79.
1250: 79.
Coté, le lt L.-G.: 262-4
"Cotswold", l'opération: 248-9.
Coût, le: 96; 103.
Cowan, le lt J. A.: 116.
Crerar, le lt-gén. H.D.G.: 101.
"Crochet", le: la 1re Div. de fusiliers américains est obligée d'abandonner des avantpostes 226; l'ennemi attaque 26-27 oct. 1952, 236; la cie "B" du R. 22e R. est placée sous le commandement du *Black Watch* dans la zone du, 237; description de la zone du, 237-8; la construction d'ouvrages de défense, et la tactique employée pour la défense, 240243; postes d'observation, 242; le 1er btn *R.C.R.* remet ses positions à un bataillon de la 2e Div. d'inf. américaine, 245; les attaques de l'ennemi sont repoussées en mai 1953, 268.
Croix-Rouge, la: 155; 158; 163; 223; 282.
Cross, le maj. R.E.M.: 163.
Crue, le lt-col. L.R.: 104; 151.
Curmi, le lt C.E.S.: 145.
Currie, les casernes: 19; 183.
Curtis, le maréchal de l'Air W.A.: 21.

D

Dagenais, le sgt-maj. G.: 171; 174 (renvoi).
Daily Star, (de Toronto) le: 30.
Daly, le brig. T.J.: 206.
Danby, le lt-col. E.D.: 132.
Dean, le maj.-gén. W.: 15.
Déclaration du Caire, la: 3.
Défenses antiaériennes, les: 85.
Dépôts de personnel, les: 3e, 31; 6e, 30-1; 11e, 31.
Déserteurs, les: comparaison, la première guerre mondiale et la seconde, 34.
Devlin, le lt E.H.: 143.
Dextraze, le lt-col. J.-A.: l'opération"Minden", 140; la cote 227, 176; rentre au Canada, 193; autre réf., 171.
Diefenbaker, M. J.G.: 224.
Directeur de l'instruction militaire, le: 43.
"Dirk", l'opération: 136.

Discipline, la: nombre de soldats sous le coup de sentences, le 28 mars 1951, 34; la comparaison avec les deux grandes guerres mondiales, 34; taux anormalement élevé d'absences sans permission, 45; la répercussion du changement de programme sur la, 49; au cours des mouvements de troupes de soldats dans les trains, 51; les pertes "hors-combat", 75-6; à Nipponbara, Japon, 152; la tentation de troquer du matériel militaire contre les frais de subsistance, 153; une petite émeute à Wainwright, 160.
Division du Commonwealth, la: le chef d'é.-m. en recommande la formation, 21; voir aussi sous Formations.
Dodd, le brig.-gén. F.T.: 215.
"Dolvin", le groupe opérationnel: 111-112.
Dolvin, le lt-col. W.G.
Dorman, le cpl-sup. F. M.: 146.
Drew, M.G.: 9-10.
Drury, M. C. M.: 42.
Dubé, le maj. Y.: 124 (renvoi).
Dugal, le cpl-sup. P.: 211; 250.
Dunbar, le cpl J.G.: 210.
Duncan, le maj. D.G.: 113.
Durée du service, la: 27; 185 (renvoi).

E

École de combat, l': 1re Div. du Commonwealth, 151-2; la div. can. 280-1.
École d'instruction de l'Armée canadienne, 1': 180-1.
École royale canadienne d'Artillerie, l': 186.
Écran de fumée, 1': l'opération "Pepperpot", 166.
Édimbourg, le duc d', H.R.H., le prince Philip: 161.
Edmonton, Alb.: 161.
Effectif de liaison de l'Armée canadienne, l': 130.
Effectifs, les: et le matériel de guerre des deux armées de la Corée du Nord et de la Corée du Sud, juin 1950, 11; récapitulation des, le 31 mars 1951, 34; estimation des, des forces communistes chinoises en Corée du Nord, oct. 1950, 55-6; relatifs, en décembre 1950, 63, avril 1951, 81; de la Force active, juillet 1950 et juin 1951, 95; la courbe des, de tous les belligérants en Corée, 286.
Effectif, l': l'insuffisance de l'effectif formé, 180.
Eisenhower, Dwight D.: 243.
Élisabeth 11, sa Majesté la Reine: 161; 270.
Ellis, le maj. W.H.: 248.
"Emperor", l'opération: 270-1.
Endicot, Dr J.G.: 223-4.
Enright, le sgt G.E.P.: 232.
Entezan, M. Nasrollah: 126.
Entité séparée des forces canadiennes, l': 101.
État-major du camp d'étape canadien, l': 50.
États-Unis d'Amérique, les:
Aviation, l', s'assure la maîtrise des airs au-dessus de la péninsule, 15; assaut imprécis au moyen de bombes incendiaires contre la cote 444,71; voir aussi Puissance aérienne, Appui aérien et *U. S. Fifth Air Force.*
Forces armées, les. en général, la mise sur pied en Corée, 14; les divisions américaines se préparent à l'embarquement, 14; les pertes "hors combat", 76; voir aussi les Formations, les Unités, etc.
Forces terrestres, les, en général, sont lancées dans la lutte indistinctement, 15; effectifs des, le 2 août 1950, 16.
Gouvernement, le, le partage de la responsabilité et le choix du 38e parallèle, 3-4; et l'Union soviétique se font alors face de part et d'autre de plusieurs lignes de démarcation artificielles dans le monde, 4; annonce son intention de soumettre la question aux Nations Unies, 6; les rênes du gouvernement sont remises à la "République de Corée", 6; retire graduellement ses forces, 7 ; informé de l'invasion par son ambassadeur, 8; demande de convoquer le Conseil de sécurité, 8; le président Truman fait une déclaration relativement à une intervention en Corée, 11-12; l'attitude du, 12; remet au Canada une note demandant un groupe de brigade pour la force de l'ONU, 24; attitude adoptée sur la question coréenne, 107; puissance nécessaire pour une guerre, 108; présente une résolution qualifiant la Chine d'agresseur en Corée, 127; l'autorisation des chefs de l'é.-m. mixte est accordée pour le bombardement des aménagements hydro-électriques à Sui-ho, 220; et les accusations de guerre bactériologique, 223; l'Armée publie un "Code de conduite", 279.
Département d'État, le, et les menaces d'intervention des communistes chinois, 54; le texte d'une note canadienne relativement à l'île Koje, 218; réponse à la note canadienne, 218.
Conseillers militaires, les, :7.
Forces navales, les, ordre est donné d'empêcher toute attaque contre Formose, 12; ordre est donné à la Septième Flotte de cesser les patrouilles par lesquelles elle neutralisait Formose, 243; voir aussi la Septième Flotte.
Équipe américaine de contact aérien, 1': 137.

Équipe de combat du 10e btn d'inf. du Corps expéditionnaire des Phíllipines en Corée, l': 110-1; 117.
Équipes mixtes d'observateurs, les: 276.
Exercices, les:
"Buffalo 111": 188.
"Charley Horse": 105.
"Finale": 94.
"Ignes Bellum": 94.
"Scramble": 94.

F

Facilités, les: à Pusan, 104-5.
Far Eastern Newsletter, le: 223.
Farnsworth, le col. E.E.: 216 (renvoi).
"Finale", l'exercice d'entraînement: 94.
Finances, les: 96; 103; 151.
Fleury, le brig. F.-J.: est nommé commandant de la Mission militaire du Canada, en E.-O. et est promu brig. à cette fin, 46; rédige un rapport, les disponibilités d'Okinawa, 46; après un entretien avec le gén. Douglas Mac-Arthur, 46-7; résume ses impressions sur son entrevue, 47-8; appendice "A", 290; fait rapport au comité des chefs d'é.-m., service des renseignements de Tokyo, 56; accueille le 2e btn *P.P.C.L.I.* en E.-O., 58; s'occupe de l'approvisionnement, 62; et le commandement et le contrôle du travail administratif du 2e btn *P.P.C.L.I.*, 65-6; et les pertes "hors combat" du 2e btn *P.P.C.L.I.*, 75; et la ligne de communication, 125; revient au Canada et est remplacé par le brig. J.-P.-E. Bernatchez, 150.
"Followup", l'opération: 112.
Formations, les, unités, les, etc.:
Administration, l', la 2e unité administrative canadienne, 104; 150; 285.
Armées, les,
la Huitième armée (américaine) a consolidé le périmètre de Pusan, 46; débouche du périmètre de Pusan, 46; pénètre sur la côte ouest de la Corée du Nord, 54; ne peut déceler les vastes mouvements des forces communistes chinoises en Corée du Nord, 55; l'offensive du 24 nov. 1950, 57; retraite sur la riv. Imjin, 58; le déploiement de fév. 1951, 69; au nord du 38e parallèle, 81-2; la reprise de l'offensive en mai 1951, 110-111; les positions sont occupées, le 3 juin 1951, 119; l'opération "Snare", 195; changement dans le commandement, 61; 77; 245.
Aviation, l',
la *U.S. Fifth Air Force,* 200-201.
la 426e escadrille de transport de l'Aviation royale du Canada, 15 et renvoi; 201.
la 1903e escadre d'observation aérienne de l'ARC, 201.
Forces communistes chinoises, les: 1re armée de camp., 2e, 3e, 81; 4e, 55, 81; 20e, 26e, 27e, 63; 38e, 39e, 40e, 42e, 50e, 55; 64e, 167; 66e, 55.
Artillerie, l'
la 1re Div. du Commonwealth repousse les attaques de l'ennemi, les cotes 227 et 355, nov. 1951, 172-3; un raid de l'ennemi, repoussé par le 1er btn *P.P.C.L.I.*, 26 mars 1952, 196-7; appui au 1er btn *R.C.R.*, la cote 355, 23-24 oct. 1952, 234-5; appui à la 2e div. d'inf. américaine, 245.
Royal Canadian Horse Artillery, la:
1er rég., l'emplacement et l'effectif, 19; l'instruction en vue de son départ pour la Corée, fév. et mars 1952, 186; la bat. "A" s'embarque le 29 mars 1952, 186; la bat. "C" et le QG régimentaire partent le 14 avril 1952, 186; la bat. "A" fut radiée de l'effectif en faveur de l'École royale canadienne d'artillerie, 186; la bat. "B" sera formée avec les artilleurs du 2e rég. de la *R.C.H.A.*, 186; pénurie de matériel pour les renforts, 188; relève le 2e rég. de la, 199; appui au 1er btn *R.C.R.*, la cote 355, 23-24 oct. 1952, 235; appui à la 2e Div. d'inf. americaine, 245; est remplacé, le 22 avril 1953, 248.
2e reg., la désignation, 37; accident de train à Canoe River (C.-B.), 52; les pertes subies, 52; l'entraînement à Yakima, (Washington), 93; le programme d'entraînement va bon train, 94; l'appui de ses canons à la 28e Brigade d'inf. du Commonwealth britannique, 105; rejoint la 25e Brigade d'inf. can., 110; à l'aide du 2e btn *R.C.R.*, à Chail-li, 117; l'opération "Dirk", 136; l'opération "Snatch", 142; à l'appui du 65e rég. d'inf. américaine, 118; est remplacé, une batterie à la fois, 180; les artilleurs n'ayant pas complété leur engagement formeront la bat. "B" du 1er rég. de, 186; est remplacé par le 1er rég. de, 199; tire son dernier obus contre l'ennemi le 6 mai 1952, 199; remet la charge de l'unité au 1er rég. de la, 206.
3e rég., 159 (renvoi); 284.
4e rég., voir le 81e rég. de campagne, ARC.
11e bat. légère de DCA, Artillerie royale: 165.
16e rég. de camp., de l'Artillerie royale de la Nouvelle-Zélande, les pertes subies lors d'attaques de guérillas, 64-5; à l'aide du

2e btn *P.P.C.L.I.*, la cote 419, 71; et la cote 532, 73; appui à la 6e Div. de la République de Corée, 80-1; couvre le retrait du 3e rég. du *R.A.R.*, 85.
79e rég. de camp., Artillerie royale du Canada, 159 (renvoi); voir aussi le 3e rég. de la *RCHA*.
81e rég. de camp., Artillerie royale du Canada, la concentration, à l'été 1952, Wainwright, 187; remplace le 1er rég. *R.C.H.A.*, en Corée, 248; la bat. "P" vient appuyer le 1er rég. de la République de Corée, 268; 120,000 obus sont tirés, 268; les célébrations du Couronnement, 270; devient le 4e rég. de la *R.C.H.A.*, 283.
120e bat. légère, l'Artillerie royale: 172.
205e bat. de camp., DCA, 180.
Batterie "G", R.C.H.A.: est organisée, 92; doit être versée dans une nouvelle formation, 100, 159; son rôle, 159; le licenciement, 159 (renvoi).
École royale canadienne d'Artillerie, 1': 186.
Blindés, les:
Lord Strathcona's Horse, le, l'organisation, le matériel et l'emplacement, 19; concentration à Wainwright, l'été de 1952, 186; l'escadron "A", 248; l'escadron "B" et le roulement de l'escadron "C", 180, 199; la 29e Brigade demande une troupe de chars, 239; appui à la cie "C" du 3e btn *R.C.R.*, 2 au 3 mai 1953, 262-4; l'escadron antichars est transformé en escadron blindé doté de chars *Sherman,* 105; et est nommé l'escadron "C", *Lord Strathcona's Horse,* 112; patrouille mixte, 112; la récupération des chars, l'attaque de Chail-li, 116-7; l'opération "Minden", 139-40; l'opération "Pepperpot", 165; attaques de l'ennemi repoussées, les cotes 227 et 355, nov. 1951, 174; le roulement, 180; 199.
Royal Canadian Dragoons, le, l'organisation, le matériel et l'emplacement, 19; l'escadron "D", 284.
5th Royal Innskilling Dragoon Guards, le, 214; escadron "A", 1 et 2 Rég. blindé canadien; voir Escadron "C" du *Lord Strathcona's Horse (Royal Canadians).*
Brigades, les:
25e Brigade d'inf. can., la, est synonyme de "Contingent spécial", 37; le groupe d'unités qui s'étaient concentrées à Fort Lewis et constituaient la, 52; le coût de l'expansion, 96; la décision de l'expédier en Corée, 98; l'incertitude de sa destination, 99; vue rétrospective de Fort Lewis, 101; sous la direction opérationnelle du 1er Corps américain, 109; le 2e btn du 65e rég. d'inf. américaine est placé sous le contrôle opérationnel de, 116; est relevée par le 65e rég., 117; est placée en réserve, 117-8; mouvement de concentration en vue de la formation de la 1re Div. du Commonwealth, 118-9; dans la région de Ch'orwon, le 20 juin 1951, 122; le QG de la 1re Div. du Commonwealth assume le commandement, 134-5; placée en réserve, 135; les opérations "Slam", "Dirk" et "Claymore", 135-6; le problème de l'insuffisance des effectifs en 1952, 180; formation de la réserve de la div. sur la ligne "Wyoming", 194; exécution de diverses patrouilles avant le retour au front en mars 1952, 195-6; la relève de la 29e Brigade, à cheval sur la Sami-ch'on et des positions de "Kansas" correspondantes, 196; positions occupées en avril 1952, 204; l'opération "Westminster", 204; la composition est entièrement différente une fois le roulement terminé, 206; retour au front (à la ligne avancée), 10 août 1952, 225; un flot continu de blessés, août 1952, 227; placée en réserve, nov. 1952, 237; possède une quantité renversante de bagages, 245; les "Katcoms",246; l'opération "Cotswold", 248-9; occupe des positions temporaires le long d'une ligne de "passage interdit", 272; la participation aux opérations de, prend fin le 8 nov. 1954, 284; recommence à fonctionner à Camp Borden (Ont.), 284.
27e Brigade d'inf. can., la, le coût, 97; sa formation est annoncée, 98; le recrutement, 98; le roulement des hommes mariés, à l'automne 1952, 179; la durée du service, 179 (renvoi).
27e Brigade du Commonwealth britannique, la, couvre la retraite de Séoul, janv. 1951, 63; le 2e btn *P.P.C.L.I.* est placé sous le commandement de, 67; était en lice, le 16 fév. 1951, 69; l'ordre de retourner au front et le changement de commandement, 77-8; sous le commandement du 9e Corps américain, 79; remonte la vallée de Kap'yong, 79; est remplacée par la 6e Div. de la République de Corée, 18 avril 1951, 80; le *War Office* est désireux de la renvoyer à Hong-Kong, 131; le gén, MacArthur ne consent pas à *la* libérer, 131.
28e Brigade d'inf, du Commonwealth britannique, la, remplace la 27e, 89; sous la direction opérationnelle de la 24e Div. américaine, 89; la 2e bat. de la *R.C.H.A.* apporte l'appui de ses canons à, 105; est laissée en arrière, le 20 mai 1951, 118; la formation de la 1re Div. du Commonwealth, 118; traverse l'Imjin et établit

une tête de pont, 139; le plan de l'opération "Commando", 144; la 1re Phase, 145; l'ennemi attaque en nov. 1951, 1678; le redéploiement en nov. 1951, 170; l'opération "Snare", 195; positions occupées en avril 1952, 204; en réserve sur la ligne "Wyoming", 205; 229; secteur occupé lors du redéploiement de la div., déc. 1952, 240; des accrochages sanglants, les cotes 227 et 355, 244; l'opération "Cotswold", 249; autre réf., 225.

29e Brigade d'inf. britannique, la, l'ordre de se retirer au sud de la riv. Han, 63; se replie sur des positions situées dans la péninsule de Kimpo, 90; et la formation de la 1re Div. du Commonwealth, 118-9; le redéploiement ennov. 1951, 170; constitue la réserve de la Div., avril 1952, 204; l'opération "Westminster", 204-5; remplace la 28e Brigade, 229; le redéploiement de la Div., déc. 1952, 240; l'opération "Cotswold", 249; se transforme en QG "divisionnaire" intégré, 285.

190e Brigade d'inf. de l'Inde, la: 277.

Chars, les: le 72e btn américain de chars lourds, 84-85; 88.

Corps, les:

Corée du Nord, la: 1er, 81; 2e, 81; 5e 81.

Corée du Sud, la (République de Corée): 1er, 106; 120; 2e, 57; 3e, 106.

États-Unis, les:

1er Corps, au nord du 38e parallèle, 80; positions occupées, mai 1951, 89-90; la 25e Brigade d'inf. can. est placée sous la direction opérationnelle du, 109; l'extrémité est du front avance jusqu'aux abords de Ch'orwon, 120; le maj.-gén. Cassels a des difficultés avec le, 133; la politique à observer au sujet des patrouilles de mai et juin 1952, 208; et en janv. 1953, 244.

9e Corps, le, progresse à partir du sud de Séoul, 57; l'offensive, le 21 fév. 1951, 70; la 27e Brigade du Commonwealth (britannique) est placée sous le commandement du, 79; au nord du 38e parallèle, 80; l'attaque du 20 mai 1951, 118.

10e Corps, le, pénètre sur la côte est de la Corée du Nord, 54; l'offensive du 24 nov. 1950, 57; est évacué du port de Hungman, 58; étend sa ligne de front pour colmater la brèche causée par l'écrasement du 3e Corps coréen, 106; la 3e Div. d'inf. américaine est placée sous le commandement du, 106.

Corps dentaire, le:

Le Détachement dentaire de campagne n° 20 100; 198; 284.

La 25e unité dentaire de campagne, voir le Détachement dentaire de campagne n° 20.

Dépôts du personnel, les: 3e, 31; 6e, 30-31; 11e, 31.

Divisions, les:

Forces communistes chinoises, les, 60e Div., 82; 117e, 82; 124e, 71; 125e, 71; 190e, 167; 175 (renvoi); 191e, 175 (renvoi); 192e, 175 (renvoi); 195e, 213.

Commonwealth, le, la 1re Div., une désignation est proposée, 48; on se prépare à la formation de la 1re Div., 118; au camp Seaforth à proximité de Pusan, 132; dispositions prises à l'égard du contrôle de la, 133; l'opération "Commando", 143; un sens de cohésion et un esprit de corps, 148; la tournure des futures opérations, 203; positions occupées, avril 1952, 203-4; le redéploiement, 240; l'opération "Thames", 245; l'opération "Cotswold", 248-9; le dispositif de défense à la veille de l'armistice, 251; description des défenses de campagne, 253-4; le pourcentage de nos pertes attribuables aux mines, 256; célébrations du Couronnement et le défilé, 270; "Nouvelle Division du Commonwealth", 284; la 29e Brigade britannique se transforme en QG "divisionnaire" intégré, 285; section canadienne, 132, 285. *Corée du Sud (République de Corée),* la, 1re Div., capture du premier prisonnier chinois, 55; Séoul fut libérée par la 1re div., 76; occupe Munsan, 23 mai 1951, 110; repousse une attaque, 17-18 mars 1952, 196; est appuyée par les Canadiens, juillet 1953, 267-8; autre réf., 229; la 3e Div., 54; la 6e Div., dans la vallée de la Kap'yong, 79; relève la 27e Brigade, 81; attaque de l'ennemi, 22 avril 1951, 81-2; les troupes chinoises à l'attaque sont identifiées, 82; en déroute, dans la vallée de la Kap'yong, 82; reprend place sur la ligne de feu, 90; la 28e Div., 284.

États-Unis, les: (Div. américaines)

1re div. de cavalerie, se prépare à s'embarquer pour la Corée, 14; occupe Pyongyang, 54; la retraite de Séoul, 63; les chars de la, appuient le 2e btn *P.P.C.L.I.,* 73; la capture de Hongch'on, 76; au nord d'Uijongbu, 110; la 25e Brigade d'inf. can., sous le commandement de la, 121.

1re div. de fusiliers marins, la, fait partie de la force d'assaut à Inchon, 46; la contre-offensive chinoise, nov. 1950, 57-8; la capture de Hongch'on 76; l'ennemi brouille la t.s.f., 197; l'opération "Westminster". 204-5; attaque de l'ennemi, 26-27 oct. 1952, 236; attaques de l'ennemi, juin et juillet 1953, 268; autre réf., 90.

2e div. d'inf.: 57; 226; 245; 255.

3e div. d'inf.: 106; 117; 226.
7e div. d'inf.: 14; 46.
24e div. d'inf.: est dépêchée en Corée, 13; débarque à Pusan, 14; son commandant est capturé, 15; la retraite de Séoul, 63; la 27e Brigade est placée sous la direction opérationnelle de la, 78; et la vallée de Kap'yong, 79; la 28e Brigade est placée sous la direction opérationnelle de la, 89.
25e Div. d'inf.: se prépare à embarquer pour la Corée, 14; la contre-offensive chinoise repousse l'avance de la, nov. 1950, 57; l'avance progresse, 24 mai 1951, 111 ; le plan des opérations pour le 25 mai 1951, 111; l'org. du groupement opérationnel "Dolvin", 111.
Équipes de combat, les: 5e équipe régimentaire de combat (É.-U.), 78; 10e btn d'inf. (Philippines), 110-111; 117; 19e équipe rég. (É.-U.), 78; 21e équipe rég. (É.-U.), 78; 24e équipe rég. (É.-U.) 111.
Génie, le:
1re Div. du Commonwealth, 133 (renvoi); 199.
3e esc. de camp., 284.
4e esc. de camp., voir le 59e esc. de camp. indépendant.
23e esc. de camp., 161; 199; 241-2; 248.
28e rég. du génie de camp., 132.
57e esc. de camp. indépendant, 122; 133(renvoi); 171; 199.
59e esc. de camp. indépendant, 248; 283.
Génie électrique et mécanique, le:
23e atelier d'inf., 198; 248; 283.
40e atelier d'inf., voir le 23e.
42e atelier d'inf., 284.
191e atelier d'inf., 198; 248.
Infanterie, l'
Argyll and Sutherland Highlanders (Princess Louise's), l': 1er btn, 72;
Black Watch (Royal Highland Regiment), le: 1er btn, 206; 237-39;
Black Watch (Royal Highland Regiment), le: 2e btn, 283;
Canadian Guards, le: 1er btn, 284 (renvoi); 2e btn, 284 (renvoi); 4e btn, 284;
Duke of Wellington's Regiment, le, *(West Riding):* 1er btn, 225; 268;
Durham Light Infantry, le: 1er btn, 225;
King' Own Scottish Borderers, le: 1er btn, 89; 144-5; 194; 204;
King's Regiment (Liverpool), le: 1er btn, 225; 229; 268.
King's Shropshire Light Infantry, le: 1er btn, 142; 145; 171 (renvoi); 219.
Middlesex Regiment (Duke of Cambridge's Own), le: 1er btn, 72; 84; 85.
Princess Patricia's Canadian Light Infry, le:
1er btn, l'emplacement, 19, méthode employée, l'instruction du Contingent spécial, 44-5; l'ordre de relever le 2e btn, 154; l'arrivée de deux cies en Corée, 163; programme d'entraînement en Corée, 163; remplace le 2e btn, 163-4; le relèvement du 2e btn est complet, 164; l'ennemi attaque, nov. 1951, 167; démonstration de "vie hivernale", 169; les pertes, les attaques de, nov., 169; le commandant est avisé du départ du btn pour la Corée, 181-2; d'un btn de parachutistes il devient un btn spécial d'inf., 182; un raid, la cote 227, la cie "D", 191-2; les pertes, janv. 1952, 193; attaque de l'ennemi, 26 mars 1952, 7e pel. de la cie "C", 196-7; les pertes subies, 197; raids effectués contre l'ennemi, mai 1952, 210; raid, la cote 133, 211; retourne à la ligne avancée, 10 août 1952, 225; l'opération "Noah's Ark", 225; patrouille au cours de la nuit, 15-16 oct. 1952, dirigée par le sgt J. H. Richardson, 229-30; remplacé par le 3e btn, 237.
2e btn, la désignation, 37; choisi pour servir en Corée, 49; arrive à Fort Lewis, 51; s'embarque pour la Corée, 52; est accueilli par le brig. Fleury, 58; à Pusan, 58, 61; pas d'engagement de participation avant d'avoir terminé la période d'instruction requise, 59-61; pénurie de matériel et de fournitures, 61-2; l'entraînement en Corée, 63-66; la capture de la cote 532, 74; occupe la cote 685, 74; les pertes subies, 74; le moral et l'instruction, 74-5; les pertes "hors combat", 75; l'anniversaire de leur colonel en chef, 77-8; relève le 3e btn, la 19e équipe régimentaire de combat, 78; demeure en réserve de la Brigade (27e), 79; les cotes 719 et 826, 79-80; franchissement du 38e parallèle, 79; les positions à Kap'yong, 84; le parachutage de vivres et de munitions, 87-8; les pertes à Kap'yong, 88; attribution de citations, 88; près du village de Nongol, 89; dans la région de Tokso-ri, 90; détaché de la 28e Brigade, 118; et rejoint la 25e, 118; établissement d'une "base de patrouille", le saillant de l'lmjin, 120; remplacé par le R. 22e R, 120; l'opération "Claymore", 138; l'opération "Commando", la capture de la cote 187, 144-45; se retranche à la cote 159, 147; la grande période de croissance, on doit dresser des plans en vue de la participation du Canada à une base d'opérations élargie du Commonwealth, 150; les unités administratives partent pour Kuré, 150; remplacé par le 1er btn, 154; l'instruction des parachutistes (volontaires), 154; un "centre de roulement",

163; le 1er Groupe de roulement, 164; la citation du Président, 164; le gén. Van Fleet, 164; la relève est complète, 164; la Force mobile d'intervention, retour au Canada, 180; à la caserne Currie, 183; instruction des parachutistes à Rivers, 183; et la Citation américaine d'unité distinguée, 183-4.

3e btn, l'autorisation et l'organisation, 92; versé dans une nouvelle formation, 100, 159; les renforts et l'instruction militaire, 159; mouvement incessant des troupes, nuisible au moral et à la norme d'instruction, 161; au camp Borden, 161; au Camp Ipperwash, 161; les officiers et les sous-officiers subalternes, effectif incomplet, 187; au Camp Wainwright, 187; pénurie de matériel d'instruction, 188; l'instruction pour opérer en Corée, 189-90; s'embarque sur le *USNS Marine Adler,* 190; remplace le 1er btn dans l'ordre de combat de la 25e Brigade, 237; répétition de l'opération "Ipperwash", 238; déclenche l'opération "Ipperwash" sous une forme modifiée, 238-9; sous le commandement du *Black Watch,* 238-9; le redéploiement de la Div, et la zone du "Crochet", 240-1; change de positions, 28 déc. 1952, 244; l'opération "Cotswold", 248-9; les relèves, avril à juin 1953, 249-50; la cote 355, 267-8; positions occupées lors de l'armistice, 271; est remplacé, 283; rentre au pays, 283; est licencié par la suite, 284 (renvoi).

Queen's Own Rifles of Canada, le: le 2e btn, 284-5.

Royal Australian Regiment, le:

1er btn, 206.

3e btn, la cote 523, 71; s'empare de la cote 614, 71; et la montée de la vallée du Kap'yong, 79; les positions occupées à Kap'yong, 84; attaque de l'ennemi, 23 avril 1951, 84; ordre de se replier, 85; les pertes, 85; attribution de citations, 88; l'opération "Commando", la cote 199, 145; capture de la cote 317, 147.

Royal Canadien Regiment, le:

1er btn, l'emplacement, 19; les nouveaux venus sont incorporés à une compagnie spéciale de renfort, 44; fournit des sous-off. btés et des SQM au 2e btn, 45; manque de soldats entraînés, 185; appel au 3e btn pour des renforts, 185; le moral et l'état d'esprit sont excellents, 185; incorporé au Contingent spécial, 185; des lacunes dans la compagnie de soutien, 186; le roulement avec le 2e btn, 197-199; au Camp Britannia, 198; sous le commandement du maj. Klevanic lors du relèvement du 2e btn, 199; raids exécutés, les cotes 75 et 113, 210; raid, la cote 113, 21-22 juin 1952, et les pertes subies, 211; une patrouille de combat, 31 mai au 1er juin 1952, 212-14; l'ordre d'envoyer la cie "B" dans l'île Koje, 216; à Koje-do, 219; retour à la ligne de front, 10 août 1952, 225; la cie "E", improvisée avec des hommes prélevés sur d'autres compagnies, 228; raid, la cote 227, 12-13 oct. 1952, 229; description des positions occupées, la cote 355, 230; l'ennemi déclenche une attaque sur la zone 11, 231; les retranchements sont fort endommagés, 231; aucun moyen de communication, la cote 355, 232; les pertes subies, la cote 355, 235; change de positions avec le 3e btn *P.P.C.L.I.,* 244; patrouille vers "Seattle", 244; quitte le "Crochet", et remet ses positions à un btn de la 2e Div. d'inf. des É.-U., 245; l'opération "Cotswold", 249; remplacé par le 3e btn, 249; les interrogateurs chinois portent une attention spéciale aux prisonniers du, (l'incident de Koje), 279.

2e btn, la désignation, 37; l'opération "Initiate", 110-11; attaque contre Chail-li, 113; abandonne une partie de son matériel, 116-7; et la 1re patrouille chargée de pénétrer en zone neutre, 122; l'opération "Dirk", 136; l'opération "Snatch", 142; l'opération "Osmosis", 143; L'opération "Commando", 143-47; l'opération "Pepperpot", 165; l'ennemi attaque l'éperon de Songgok et la cote 187, nov. 1951, 167; une patrouille de combat, la cote 166, 193; une patrouille de combat, 19-20 mars 1952, et le cpi K.V. McOrmond mérite la Médaille militaire, 196; raid de l'ennemi, la cote 163, 197; le roulement avec le 1er btn, 197-8; est relevé par le 1er btn, 206.

3e btn, la formation du début,44; est organisé, 92; est constitué, 159; est versé dans une nouvelle formation, 100, 159-60; au Camp Wainwright, 160; au Camp Petawawa, 161; "appel" lancé au 1er btn pour des renforts, 185; fort excédent de nouvelles recrues et de subalternes, 187; les dernières recrues du Contingent spécial sont relâchées, 187; le roulement avec le 1er btn, 248; des relèves sont effectuées, avril à juin 1953, 249; l'ennemi attaque la cie "C", 2-3 mai 1953, 251; dispositif de défense, 251-2; difficultés à la défensive, la ligne "Jamestown", 251; description des défenses de campagne de la cie "C", 254; la position est dans un état pitoyable, la cote 187, 257; raid de l'ennemi, 2-3

mai 1953, 258-9; les pertes, 263; les positions occupées, à l'armistice, 271; licencié par la suite, 284 (renvoi).
Royal Fusiliers (City of London Regiment), le:
1er btn, 225; 234.
Royal Leicestershire Regiment, le:
1er btn, 205-206.
Royal Norfolk Regiment, le: 205.
Royal Northumberland Fusiliers, le:
1er btn, 147.
Royal 22e *Regiment,* le:
1er btn, l'emplacement, 19; méthode utilisée pour l'instruction du Contingent spécial, 44; manque de soldats entraînés pour assurer le roulement, 185 "appel" lancé au 3e btn pour des renforts, 181; le moral et l'état d'esprit sont excellents, 185; incorporé au Contingent spécial, 185; roulement avec le 2e btn, 197-8; le relèvement du 2e btn, 199; raid contre la cote 613, et les pertes subies, 210; raid dans la nuit du 23 au 24 juin 1952, et les pertes subies, 211; retour au front, 10 août 1952, 225; à court de renforts, 227-8; il lui manque près de 300 officiers et soldats, 228; patrouille d'embuscade, la nuit du 5-6-sept. 1952, 228; la cie "B" est placée sous le commandement du *Black Watch* (*R.H.R.*), 237; est installé sur le système "Yongdong", dans le cadre du redéploiement de la Div., 240; les défenses qui lui sont nécessaires, sur le système "Yongdong", 241; est remplacé par le 3e btn, 248; l'opération "Cotswold", 248.
2e btn, la désignation, 37; reçoit des mortiers de 81 mm, 94 (renvoi); l'opération "Initiate", 111-12; l'opération "Follow-up", 112; relève le 2e btn *P.P.C.L.I.*, au cours de l'une de ces "bases de patrouilles", le saillant de la rivière Imjin, 120; vient rejoindre la 25e Brigade, 121; l'opération "Claymore", 138; l'opération "Minden", 140; l'opération "Osmosis", 143-4; l'opération "Commando", 144-5; l'opération "Toughy", 169-70; le redéploiement et les positions occupées, 22 nov. 1951, 170-171; les pertes lors des attaques de l'ennemi, 22 au 25 nov. 1951, 177-178; une patrouille d'embuscade est attaquée par l'ennemi, 8-9 avril 1952, et les pertes subies, 204; remplacé par le 1er btn, 206.
3e btn, l'org., 92; versé dans une nouvelle formation, 100, 159; la formation de l'unité, 159; à Valcartier, 161; un nouveau commandant, 161; le 1er btn demande des renforts, 185; les dernières recrues du Contingent spécial sont relâchées, 187; au Camp Wainwright, 187; le roulement avec le 1er btn, 248; des relèves sont effectuées, avril à juin, 1953, 249; l'ennemi attaque la cie "C" du 3e btn, *R.C.R.*, 2-3 mai 1953, 263; envoie les cies "B" et "C" pour aider la 1re Div. de la République de Corée, juillet 1953, 268; positions occupées, à l'armistice, 271.
Royal Ulster Rifles, le:
1er btn 147.
Royal Welch Regiment, le:
1er btn, 205.
Intendance, l':
1er Groupe canadien de contrôle des mouvements, le: 158;
2e Groupe canadien de contrôle des mouvements, le: 150;
3e Cie de transport, la: 284;
5e Cie de transport, la: voir la 56e Cie de transport;
23e Cie de transport, la: 198; 248;
38e Cie ambulancière motorisée, la: 198;
54e Cie de transport, la: 198;
56e Cie de transport, la: 248; 283.
Magasins militaires, les:
Compagnie des mag. mil. de la brigade d'inf. can. n° 25, la: 112.
Marine, la:
Septième Flotte, la (É.-U.): 12; 243; voir aussi les navires désignés par leur nom.
Régiments, les:
États-Unis:
187e Régiment aéroporté, le: 76;
5e Régiment de cavalerie, le: 85;
Infanterie, l': 1er btn du 7e rég., 176: 2e btn, 171-173, 282; 2e btn du 15e rég., 172, 173-75; 38e rég., 245; 2e btn du 65e rég., 116;
Fusiliers marins, les: 1er rég., 205;
Forces communistes chinoises, les:
le 350e rég., 82; le 351e, 82; 562e, 196; 568e, 167, 176; 569e, 175 (renvoi); 570e, 167, 169; 571e, 175 (renvoi); 574e, 175 (renvoi); 584e, 213.
Renforts les:
25e Groupe canadien de renforts, le: est reconstitué, 100; débarque à Kuré, Japon, 104; les unités canadiennes de base au Japon s'accroissent, 150; une compagnie additionnelle afin de faciliter une certaine célébration de Noël, 194; Groupe de renfort de la 25e Brigade d'inf. can., le: est formé, 100; de Fort Lewis revient au Camp Wainwright, 101, 160; l'incertitude règne au sein du Groupe, août 1951, 161; le brig. Pangman est nommé commandant, 161; à Edmonton, 161; épreuves et ennuis, 186; les plans en vue de l'instruction au cours de l'été, 186-7; à

Wainwright, 187; la concentration d'été, 1952, 187-188.
Service de santé, le:
Groupe canadien, l'Hôpital du Commonwealth britannique, 132; 150;
Ambulances de campagne, les: 3e, 284-5; 4e, voir la 38e; 25e, 101, 199; 37e, 199, 248; 38e, 248, 283;
Poste de secours n° 25; 100, 198;
25e unité de pansement de campagne; 100, 198, 284;
Équipe chirurgicale de campagne n° 26; 100;
Détachement médical du Canada en Corée; 286;
1er détachement de liaison médical canadien; 158.
Service postal, le: 285 (renvoi).
1er Bureau de poste canadien de base, 142.
Transmissions, les:
1er régiment des transmissions de la 1re Div. du Commonwealth, 132.
Unités de base, les:
Unité des bases canadiennes en Extrême-Orient, 1', 284.
Section canadienne, Troupes de la ligne de communication et de base, Forces du Commonwealth britannique en Corée, 151.
Force active, la (l'Armée canadienne): les enrôlements dans la, en 1949-1950, 20; l'effectif total à compter du 30 juin 1950, 20; les normes d'enrôlement sont relevées, 20; n'est pas en mesure de fournir une force expéditionnaire, 20; porter les unités de campagne de la, à leur effectif total et accroître l'élément antiaérien, 22-3; les restrictions applicables (aux effectifs) sont supprimées, 23; a besoin de 4,000 hommes, 23; on décide de lever le Contingent spécial dans le cadre de la, 27; des membres de la, complètent leur revenu par un second salaire, 28; en service actif, 35; des officiers pour le Contingent spécial, 37; la tâche d'instruire le Contingent spécial, 43; les bataillons "régionaux" instruisent les renforts d'inf., 43; l'effectif en juillet 1950 et en juin 1951, 95; des transformations sont intervenues dans l'effectif et l'affection, 98; le principe de l'entité séparée des forces canadiennes, 101; les membres du Contingent spécial passent à la, 182.
Forces communistes chinoises, les: l'intervention en Corée du Nord, 54; estimation de l'effectif, 54-5; entrent en Corée du Nord, 63; l'offensive de janv. 1951, 63; la logistique, 63; le repliement de mars 1951, 73-4; la déclaration du lt-col. Stone, 74; les visées des, avril 1951, 80-81; l'org., 81-2; pertes subies à Kap'yong, 86-7; la tactique employée par les, à Kap'yong, 88; le ravitaillement, 90; manque de chars, d'artillerie et d'avions, 108; l'attitude, la stratégie et la tactique des, 108; les représentants des négociations, 129; un raid, la cote 132, 26 mars 1952, 196-7; la défense en mai et juin 1952, 209-210; prisonniers de guerre et déserteurs, 210; la défense, la cote 113, 212-213; les prisonniers de guerre à Koje, 215; au cours de l'été 1952, des raids avec l'appui du feu de ses mortiers et de l'artillerie, 226; une plus grande activité à l'automne 1952, 226; attaque contre la cote 355, 23-24 oct. 1952, 230-236; la tactique, lors de l'attaque contre la cie "C", 3e btn *R.C.R.*, 2-3 mai 1953, 261; les conditions, des prisonniers de guerre, 264-66; la manière d'agir envers les prisonniers de guerre, 264-66; les défenses de campagne des, telles qu'elles ont été vues par un Canadien fait prisonnier, 264; concentrent leurs efforts contre les formations sud-coréennes et américaines, juin et juillet 1953, 268; effectif le plus considérable en Corée, 286; l'artillerie, 288; voir aussi les Formations
Force constabulaire de la Corée du Nord, la: effectif et matériel de guerre, 11.
Force de réserve, la: 19; 44.
Forces du Commonwealth britannique, les (en Corée): 131; 151.
Force du Pacifique de l'Armée canadienne, la: 95.
Force mobile d'intervention, la: org. 19; difficulté pour le Canada de fournir des effectifs à l'ONU, 24-5; la nécessité de maintenir l'effectif de, au Canada, 179; l'instruction aux sauts en parachute, 179; le 2e btn est intégré à la, après avoir été remplacé par le 1er btn, 180.
Force régulière, la: voir la Force active de l'Armée canadienne.
Formose: 12; 77; 243.
Fort Lewis, (Washington): l'instruction sera. probablement reçue à, 47; sert de zone d'étape au 2e btn, *P.P.C.L.I.* 49; la décision de transférer la 25e Brigade à, 50; le transfert à, 50-52; la description du Camp de, 92-3; le bilan de l'expérience de, 102.
Foulkes, le lt-gén. C.: demande un rapport sur le nombre d'hommes qui se présentent pour servir en Corée, 21; recommande le recrutement d'une force spéciale pour la Corée, 21; recommande la création d'une Div. du Commonwealth, 22; l'impression que l'apport du Canada se limiterait à un groupe de bataillon spécialement organisé, 24; continue à recommander le recrutement d'une force spéciale, 24; adresse un mé-

moire au ministre, (l'indemnité et la solde), 28; déclare que le Contingent spécial a été recruté au complet, 33; conseille de poursuivre le recrutement, 33; est profondément conscient de l'expérience acquise en 1944-1945, 33; recommande Rockingham comme nouveau commandant, 35-36; l'importance d'avoir plus d'usines d'armements en producttion que de posséder des stocks considérables d'armes, 39-40; le matériel canadien et le matériel américain, 40-41; l'ordre de rédiger un rapport sur les problèmes d'instruction d'une telle mobilisation, 43; réduction de la contribution canadienne, 47; est nommé président des chefs d'é: m. canadiens, 97; vue rétrospective de Fort Lewis, 102; prévient M. Claxton relativement à la cie "B" du 1er btn *R.C.R.* et l'île Koje, 216.
Fowler, le cpl K.E.: 229.
Fulton, M. E.D.: 157.
Fusées de proximité, les: 257; 261.

G

Gagnon, le sdt R.: 142.
Galeries, les: 240; 243.
Galway, le maj. E.T.: 199.
Gardner, le lt H.R.: 228; 232-4; 269 (renvoi).
Garson, l'hon. Stuart S.: 224.
General William M. Black, le USNS: 186.
General Edwin D. Patrick, le USNS: 100; 104.
General Nelson M. Walker, le USNS: 186.
George VI, sa Majesté le Roi: 186.
George, le maj. D.H.: 104; 198; 201.
George, le maj. J.H.B.: la chasse aux guérilleros, 65; les attaques chinoises, 2-6 nov. 1951, 167; avait appris le mandarin, 169 (renvoi); raid exécuté par une compagnie, la cote 227, 191-3; est blessé, 193; se voit décerner l'Ordre du service distingué (DSO), 193.
Gilets, "blindés", les: 211.
Gillis, M. Clarence: 157.
Gingras, le cpl sup. J.-R.: 228 (renvoi).
Glover, M. Richard: 158.
Gosselin, le maj. J.-P.-L.: 124.
Graham, le maj.-gén. H.D.: 27; 42.
Grande-Bretagne, la: voir Royaune-Uni.
Grève des chemins de fer, la: 33-34.
Gromyko, M. Andrei A.: 129.
Groupe du cessez-le-feu, le: 126.
Gruenther, le lt-gén. A.M.: 25.
Guay, le sdt J.-G.: 211.
Guerre bactériologique, la: 223.
"Guerre limitée", la: 77.

H

Haech'on: 110.
Haislip, le gén. W.H.: 42.
Halahan, le lt J.L.: 239.
Hamilton, le maj. C.J.A.: 104 et renvoi; 198.
Han, la rivière: les assaillants atteignent la, 11; l'ONU se replie au sud de la, 63; le pont de la, emporté par les fortes pluies, 23 fév. 1951, 71.
Haramura, Japon: 152.
Harvey, le cpl sup. J.P.A.: 178.
Hayes, le cap. L.W.G.: 136-7.
Hees, M. George: 218.
Hession, le maj. E.G.: 248.
Hill, le lt A.: 80.
Hoge, le maj.-gén. W.F.: 109.
Holligan, le sgt (2e btn *P.P.C.L.I.*): *87*
Hollyer, le sous-lt E.H.: 261-64.
Holmes, le maj. D.E.: 211; 232; 235.
Holmes, M. J.: 10.
Hongch'on: 76.
Honneurs et distinctions: le 2e btn est l'objet d'une citation, 88; remise d'une citation par le gén. Van Fleet, 164; difficulté relativement au genre de marque distinctive qu'on porterait comme insigne, 183; l'ambassadeur des É.U. décore les drapeaux de la banderole et présente l'insigne d'unité distinguée, 184; attribution de la *Distinguished Flying Cross* à un pilote observateur canadien, 201; l'approbation royale relativement à la Médaille de Corée, 206; nombre de Canadiens qui ont mérité une décoration ou une citation, 287; liste des distinctions des membres, appendice "C", 294.
Houghton, le c.-am. F.L.: 21.
Hungman: 58.
Hwach'on: 80.

I

"Ignes Bellum", l'exercice: 94.
Imjin, la rivière: 58; 119-120; 225.

Imch'on: 46.
Incorporation des soldats coréens aux unités de la Div. du Commonwealth, l': 246; les "Katcoms" *(Korean Augmentation to Commonwealth), 246.*
Inde, l': accorde son appui aux résolutions du Conseil de sécurité, 9; promet une ambulance de campagne, 16; fournit les troupes et les cadres administratifs nécessaires à la Commission des États neutres pour le rapatriement, 276.
Infantry Division in Battle 1950, The: 252.
"Initiate", l'opération: 112.
Insigne d'unité distinguée, l': 184.
Institut britannique des armées de terre, de mer et de l'air, l' *(NAAFI):* 155; 282.
Instruction, l': ordre au Directeur de l'instruction militaire de rédiger un rapport sur les problèmes de l'instruction que posait une telle mobilisation, 43; les renforts recevront l'instruction des écoles de corps, 43-44; "appel" lancé aux soldats des Forces de réserve pour "instruire et administrer" les renforts du Contingent spécial, 44; l'instruction des officiers, 44; les problèmes de l'instruction, l'hiver 1950, 45; le Contingent spécial recevra probablement son instruction à Fort Lewis, 47; aucun ralentissement de l'instruction n'est envisagé ou autorisé, 48; la répercussion du changement de programme, 49; "capitation" pour la période d'instruction à Fort Lewis, 49; un rapport du lt-col. Stone portant sur, 2e btn *P.P.C.L.I.,* 74-5; les problème des pertes "hors combat", 75; à Fort Lewis, 93-4; leçons d'hygiène et de santé sont données, 101 ; vue rétrospective de Fort Lewis, 101; unité d'instruction du Commonwealth à Haramura, 152; les volontaires du 2e btn *P.P.C.L.I.* à l'instruction de parachutistes seront ramenés par avion au Canada, 154; à Wainwright, au cours de l'été 1951, 160-1; le 1er btn *P.P.C.L.I.* à leur arrivée en Corée, 163; l'instruction aux sauts en parachute, 179; le rôle de la Force mobile d'intervention comporte l'instruction aux sauts en parachute, 179; le 2e btn *P.P.C.L.I.,* à Rivers, 183; le rythme de, 1er btn *R.C.R.*, 1er btn R. 22e R, est accéléré avant le roulement, 185; de la compagnie de soutien du 1er btn *R.C.R.* est médiocre, parce qu'on manque de munitions, 185-6; à Wainwright, été 1952, 187; le commandement de l'ONU entreprend de former des nationaux coréens à titre de renforts d'inf., 246; après l'armistice, 280-281; les lacunes du système de renforts, 280; et l'exercice "Shakeup", 281-2.
Instructions relatives au commandement, les: 100-101; 109-110; appendice "B", 292.
Intendance coréenne, l': 70; 247.
Interception d'un message-radio, l': un interprète coréen intercepte un message venant du nord-est de la cote 227; 191.
"Ipperwash", l'opération:238-239.

J

"Jamestown", la ligne: l'opération "Commando", 143; l'opération "Buckingham", au cas où il eût fallu se retirer de la, 207-8; dispositif de défense du 3e btn *R.C.R.* mai 1953, 251.
Japon, le: la défaite de 1945, 3-4; l'occupation du, 13; les lois du pays qui se rapportent aux mariages, 153; les nationaux du, sont considérés comme des étrangers ennemis, 153; les épouses japonaises de guerre, 153; la réaction des journaux, le bombardement des centrales hydro-électriques du Yalou, 221.
"Jehu", l'opération: 214.
Jewkes, le maj. V.W.: 174 (renvoi).
Joy, le v.-am. C.T. : 129.
Julien, le cpl-sup.: 262.

K

"K9", le champ d'aviation (de Pusan): 105.
Kaesong: l'ennemi consent à rencontrer les négociateurs de l'ONU à, 125; la 1re séance de la Conférence sur un armistice militaire, 129; le gén. Ridgway exige que la région soit neutralisée au début des pourparlers de trêve, 129.
Kaï-check, Tchang: 3.
Kakhul-bong: 112; 116.
Kalgi-san (cote 685): 74.
"Kansas", la ligne: l'objectif de la 27e Brigade mars 1951, 79; la 25e Brigade retourne à, mars 1952, 195-6; l'opération "Buckingham", 207; le 25e Brigade s'occupe à renforcer les positions de, 225.
Kap'yong: le combat à, 80-81; la rivière de, 79; la ville de, 84.
"Katcoms", les: l'incorporation des soldats coréens aux unités de la Div. du Commonwealth, 246; la réaction du QG de l'Armée canadienne, 246; pertes subies au cours de l'attaque de la cie "C" du 3e btn *R.C.R.* 2-3

mai 1953, 263.
Keane, le lt-col. R. A.: l'attaque contre Chail-li 113; agit comme commandant de la Brigade, 136; dans un avion de reconnaissance, au cours de l'opération "Dirk", 137; rentre au Canada afin d'assumer un emploi à l'é.-m., 193-4.
Kemsley, le cap. C.A.: 271.
"Killer", l'opération: 70.
Kim 11 Sung: 6.
Kimmitt, le Dr P.J.E.: 52.
King, le lt A.M.: 231 (renvoi).
King, le très bon. W.L.: 4; 22.
Kinkead, Eugene: 279 (renvoi).
Klevanic, le maj. F.: 199: 234-5.
Koje-do (l'île de): les troubles de, 214; les actes de violence éclatent, 215; l'ordre d'envoyer la cie "B" du 1er btn *R.C.R.* dans l'île de, 216; le gén. Clark décide que les gardes du camp des prisonniers de, devraient être fournis par l'ONU plutôt que par les forces américaines seules, 217; l'opinion publique au Canada, 217-8; la cie "B" du 1er btn *R.C.R.* débarque dans l'île de, 219; un examen rétrospectif, 220.
Kumsong, le saillant: 268.
Kowang-san, voir cote 355.
Kuré, Japon; 104; 132; 149-150.

L

Larkin, le lt-gén. T.B.: 41.
Lawson, le brig. W.J.: 26-7; 101.
Lernoine, le cpl D.-G.: 210 (renvoi).
Leslie, le lt-col. E.M.D.: l'instruction du 1er rég. de la *R.C.H.A.* pour la Corée, 186; le roulement du 1er rég. et du 2e rég. de la *R.C.H.A.*, 199; plan de tir afin d'appuyer le 1er btn *R.C.R.* au cours de l'attaque ennemie, cote 355, 23-24 oct. 1952, 235; change de nom, 248.
Levy, le lt M.G.: 87.
Liboiron, le maj. R.: 171; 173; 175-6; 178.
Lie, M. Trygvie: 224.
Lilley, le maj. C.V.: 64-5; 71; 74; 86.
Ligne de démarcation, la: 271 ; 275.
Lim, le gén. Piao: 55.
Liston, le cap. J.M.: 201.
Lithgow, le maj. C.H.: 136.
"Little Gibraltar", voir cote 355.
"Little Switch", l'opération: 250; 270-271; 275.
Loomis, le lt D.G.: 233; 245 (renvoi).
Loi sur la défense nationale, la: 27.
Loi sur les forces canadiennes, la: 35.

M

M10, autocanons antichars, les: 105.
MacArthur, le gén. Douglas: accepte la capitulation de la totalité des troupes japonaises au sud du 38e parallèle en 1945, 4; acquiesce à un retrait général en 1948, 7; est autorisé à utiliser des troupes de terre, 13; doute qu'il fût de bonne politique d'instruire les forces de l'ONU au Japon, 45; entretien avec le brig. Fleury et le Dr E.H. Norman, 46-7; considère la guerre comme terminée, 48; porte ses opérations au nord du 38e parallèle, le 7 oct. 1950, 54; ordonne la reprise de l'avance sur la côte occidentale, 57; déclenche une nouvelle offensive, 24 nov. 1950, 57; se déclare partisan d'une victoire complète, 77; son rappel par le président des É.-U., 77; est remplacé par le lt-gén. Matthew B. Ridgway, 77; ne consent pas à libérer la 27e Brigade, 131.
MacDuff, le lt R.: 175.
MacKay, le Dr R.A: 42.
MacKenzie, le chef d'escadrille A.R.: 277.
MacLachlan, le lt-col. M.F.: 248.
Maclean, M. Fitzroy: 221.
MacLean, le lt J.P.: 143.
Macklin, le maj.-gén. W.H.S.: les décisions concernant les détails d'org. de la campagne de recrutement, 26; mobilise l'aide du Conseil de recherches pour la défense, 32; la menace d'une grève des chemins de fer, 34; la discipline à bord des trains, 51; le problème des pertes "hors combat" et comment le solutionner, 75-6; la controverse du bien-être, 155; la crise des effectifs, 1952,180; le nombre de recrues qui s'engagent dans l'inf. est faible, 180; et la citation au 2e btn *P.P.C.L.I.,* 184.
MacNeil, le maj. C.E.C.: 249.
MacRae-Brown, le maj. D.: 259.
Major, le cpl L.: 175-6.
Malenkov, M. George: 245.
Malik, M. Jacob L. 128.
Malkin, le cmdt d'esc. H.: 13 (renvoi).
Mandchourie, la: 77.
Manoeuvres, sud-coréens, les (compagnies de): 241.
Mao Tsé-toung: 54-55.
"Maple Leaf Park", le: un centre de loisirs, 282-3.
Mariages, les: contractés d'après les lois japo-

naises, 153.
Marine Adder, le USNS: 100; 104; 190.
Marine Lynx, le USNS: 283.
Marine royale canadienne, la: voir Marine royale du Canada.
Marine royale du Canada, la: trois destroyers sont placés sous le contrôle de l'ONU, 14 (renvoi); demande d'effectif et de matériel, dans l'après-guerre, 18; le Cabinet approuve la demande, 19; transformation dans l'effectif et l'affectation, 98-99; voir aussi les navires désignés par leur nom.
Martin, M. Joseph: 77.
Mastronardi, le lt E.J.: 167 (renvoi)
Marvin, le lt D.M.: 239.
Maynell, le lt G.B.: 260.
Matériel, le: le problème du ravitaillement, au début, 39; du matériel canadien pour le Contingent spécial, 40; les longues bottes américaines remplacent les bottes canadiennes, 64; l'achat de camions et d'autochenilles américains, 93; la décision de remplacer le matériel britannique par du matériel américain, 95; déclaration des autorités portuaires sur la quantité, 105 (renvoi); matériel ennemi, nov. 1951, 169, 175; certaines lacunes sont signalées dans l'instruction, parce qu'on n'avait pas de munitions, 186, 188-190; les casques d'acier américains sont distribués à l'inf. can. pour l'opération "Trojan", 227; l'article 11 de l'accord d'armistice traite du remplacement des troupes et de l'armement, 275.
McIntyre, le sdt G.L.: 138.
McKinley, le lt J.G.C.: 168-9.
McNaughton, le lt-col. E.M.D., voir Leslie, le lt-col. E.M.D.
McNeil, le cpl J.C.: 260; 263.
McOrmond, le cpl K.V.; 196.
McPhail, le maj. E.D.: 239.
Médaille de Corée, la: 207.
Medland, le maj. R.D.: 113.
Megill, le brig. W.J.: 100; 160.
Menon, Krishna: 274.
Menzies, A.R.: 157.
Merchant, M. Livingston T.: 184.
Méthodes américaines, les: 102.
Middleton, le lt D.A.: 210.
Milburn, le lt-gén. F.: 109.
Mills, le cap. J.G.W.: 86-7.
"Minden", l'opération: 139.
Ministre de la Défense nationale, le, voir Claxton, l'hon.Brooke.
Miryang, la rivière: 62.
Mission de liaison au Japon, la: 46.
Mission militaire du Canada, E.-O.: est approuvée et postée à Tokyo, 46; changement dans le commandement, 1951, 150.
Mitchell, le sdt W.R.: 86.
Moncel, le brig. R.W.: 131.
Moral, le: 2e btn *P.P.C.L.I.*, en Corée, 75; mouvement incessant de troupes, 3e btn *P.P.C.L.I.*, nuisible aussi bien au moral qu'à la norme d'instruction, 161; le roulement est bon pour le, 179; l'efficacité de nos forces aériennes, encourage nos troupes et démoralise l'ennemi, 200; les pourparlers de trêve refrènent toute tendance à courir des risques, 203, 269; déclaration de M. St-Laurent à la Chambre des communes relativement au, de nos troupes, 283.
Mortiers, les: 2 pouces, 213; 4.2 pouces, 173-174; 60 mm., 249; 81 mm., 86, 94 (renvoi); 174, 176.
Mullin, le cap. M.J.: 260; 263.
Munitions, la pénurie des: pénurie de matériel d'instruction, touchant les armes de modèles américains, au Canada, 186-190; pénurie des courroies sans bandes métalliques pour la mitrailleuse *Vickers* de.303 pouce, 189.
Munsan: 110.
Murray, le maj.-gén. H.: 283.
Musson, le brig. G.R.D.: 284.
Mutations, les: du Contingent spécial à la Force active, 182.
Mutual Defence Assistance Act, la (Loi sur l'assistance mutuelle de défense): 41.

N

Naech'on (région de Kap'yong): 85.
Naech'on (secteur de la cote 355): 145-6.
Nam 11, le lt-gén.: 129; 200.
Napalm, le: 70-71; 200.
Nations Unies, les (l'ONU):
Puissance aérienne, la, les lignes d'approvisionnement de l'ennemi étaient dominées par notre aviation, 63; la maîtrise absolue des airs, 200; les bombardiers, 200; l'efficacité des attaques aériennes, 200-201; oblige l'ennemi à étendre et à camoufler ses positions, 202; les attaques aériennes contre les centrales hydro-électrique du Yalou, 221;
Assemblée générale, l', la délégation américaine lui demande d'intervenir en Corée, 1947, 6; une Commission provisoire se rend en Corée pour y surveiller la tenue des élections, 6; la Commission doit procéder à des élections en Corée du Sud, 6; le Conseil de sécurité porte le débat à, 46; une résolution des Américains qualifiant la Chine

d'agresseur en Corée, 127, 274; les débats sur les moyens de mettre fin au combat en Corée, 274; la déclaration de M. Pearson, le 26 juil. 1953, 287;
Commission des questions politiques, la, le groupe du cessez-le-feu, 126; les propositions canadiennes, 127; une résolution demandant la convocation d'une conférence de sept nations, 127; le Canada s'abstient de voter, 127; la résolution est rejetée, 127; la résolution des Américains qualifiant la Chine d'agresseur en Corée, 127; la résolution, modifiée, est acceptée, 128;
Commandement, le, en retraite, 15; prend l'initiative et se lance à la poursuite de l'ennemi, en direction du 38e parallèle, 46; la position du gouvernement canadien relativement à sa participation, 48; s'inquiète sérieusement de l'intervention communiste chinoise, 56; doute de l'exactitude des effectifs des forces communistes chinoises, 57; le franchissement du 38e parallèle, avril 1951, 79; le manque de renseignements, 81; satisfait de dominer le saillant de la rivière Inijin, 82; accélère les offensives, 139; dans l'attente d'un prochain cessez-le-feu, nov. 1951, 178; la formation des nationaux coréens, 246; le rapatriement des prisonniers blessés, 275; l'effectif le plus considérable en Corée, 286; autre réf., 134;
Commission en Corée, et la guerre civile, 7: le Conseil de sécurité prend connaissance d'un rapport de la, 8-9, 12; un rapport sur l'invasion, à l'appui du Conseil de sécurité, 9; demande d'observateurs militaires canadiens à la, 13;
En général, difficile à savoir ce que l'ONU attendait du Canada, 24; la question de franchir le 38e parallèle, 76; l'attitude des, en Corée, 107; est disposée à accepter un cessez-le-feu, le 38e parallèle, 128; autre réf., 7;
Commission des bons offices, la, 128;
Secrétaire-général, le, demande au Canada de fournir des forces de combat, 21;
Conseil de sécurité, le, se réunit le 25 juin 1950, 8; prend connaissance du rapport de la Commission, 8-9; et une demande d'assistance de la Corée du Sud, 8; la lecture d'un projet de résolution, le représentant des É.-U., 8-9; les délégués soviétiques mettent le Conseil au défi d'intervenir en leur absence, 9; les membres du, juin 1950, 8 (renvoi); libéré des entraves du veto, 9; les pays neutralistes décident d'accorder leur appui aux résolutions, 9; résultat du vote, sur la résolution, 10 (renvoi); la résolution du 27 juin 1950 est adoptée, 12; le représentant soviétique réussit à entraver tout nouvel effort constructif, 46;
Commission provisoire, la, et la surveillance de la tenue d'élections libres et secrètes, 6; la Corée du Nord refuse de communiquer avec la, 6; reçoit instruction de procéder à des élections en Corée du Sud, 6; est remplacée par la Commission des Nations Unies en Corée, 7.
Négociations d'armistice, les: l'ennemi consent à rencontrer les négociateurs, 125; rupture, reprise et suspension des, 139; les entretiens reprennent à Panmunjon, 148; l'accord d'armistice est signé le 27 juil. 1953, 270; les négociations et l'accord d'armistice, 273-277; la Commission militaire de l'armistice, 275-6; équipes mixtes d'observateurs, 276; la Commission des États neutres, 276; le Comité du rapatriement des prisonniers de guerre, 276; le Comité chargé d'aider le retour des civils déplacés, 276; la Commission des États neutres pour le rapatriement, 276.
Nehru, M. Shri Jawaharlal: 127.
Nipponbara, Japon: 152.
Nixon, le cpl-sup. M.J.: 235.
"Noah's Ark", l'opération: 225.
Noël-Baker, M. Philip: 221.
Nongol: 89.
Norman, le Dr E.H.: 46; 49.
Normes de recrutement, les: la décision d'abaisser les normes d'instruction au niveau du temps de guerre, 23; l'âge minimum permettant de bénéficier des indemnités conjugales est supprimé, 28.
Nouvelle-Zélande, la: 16; 24; 131.

O

O'Brennan, le lt M.T.; 146.
O'Daniel, le lt-gén. J.W.: 169-170.
O'Dell, le cap. R.J.: 165.
Opérations, les:
"Balmoral", 207; "Big Switch", 276-7; "Buckingham", 207; "Claymore", 136, 138; "Commando", 143; "Cotswold", 248; "Dirk", 136; "Emperor", 270; "Followup", 112; "Initiate", 112; "Ipperwash", 238; "Jehu", 214; "Killer", 70; "Little Switch", 250, 270, 275; "Minden", 139; "Noah's Ark", 225; "Osmonis", 143; "Pepperpot", 165; "Ripper", 73; "Slam", 135; "Snare", 195; "Snatch", 142 "Switch, Big", 276; "Switch, Little", 250, 270, 275; "Thames", 245; "Toughy", 160-170; "Trojan", 227; "Waterloo", 207;

"Westminster", 205; "Windsor", 207.
Opinion publique, l': au Canada et le recrutement au Québec, 180-181; et l'emploi des Canadiens à la garde des prisonniers de guerre, 216; et les crédits de la défense, *(aux É.-U.),* 14; la résolution qualifiant la Chine d'agresseur en Corée, 127; et l'île de Koje, 216.
Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord, l': appuie sans réserve les mesures prises par les É.-U. en Corée, 10; les navires canadiens sont affectés à, 21; offre canadienne de fournir l'armement et le matériel auxiliaire, à la réunion du Conseil de, 40; la formation de la 27e Brigade d'inf. can., pour servir dans le cadre de, (son coût et son recrutement), la nouvelle formation de la 27e Brigade d'inf. can. est annoncée, les dépenses et le recrutement, en service avec, 96-98; autre réf. 96.
"Ortona", la position: 142-3.
"Osmosis", l'opération: 143.
Ostiguy, le cpl J.-G.: 142.

P

Pakistan, le: 16.
Pangman, le brig. J.E.C.: 161; 187.
Pangnipko-ch'i: 79.
Panmunjom: les négociateurs reprennent les entretiens à, 25 oct. 1951, 148; les négociations progressent toujours, 203; un accord d'échange de prisonniers (malades ou blessés) est signé, à, 250, 270, 275; la remise des prisonniers a lieu à, 276.
Parallèle, le 38e: la responsabilité partagée de désarmer les forces japonaises en 1945 et le choix du, 3-4; des patrouilles nord-coréennes franchissent le, 7; l'invasion, par le nord du, 7; les forces américaines franchissent le, et filent vers le nord, 48; les communistes se replient sur des positions fortifiées au nord du, 76; la question de franchir le et les membres de l'ONU, 76; le 2e btn *P.P.C.L.I.* franchit le, 8 avril 1951, 79; et la 3e avance vers le, 107; amorce des pourparlers relativement au retrait des forces armées du, 128; l'ONU est disposée à accepter un cessez-le-feu de part et d'autre du, 128.
Patrouilles, les: des "bases de patrouille", selon les directives du QG du 1er Corps sur la rive opposée de 1'Imjin, 119, 121; pénètrent profondément, 121; des "patrouilles de routine", 142; plan de raids et de, 193; l'ennemi organise un raid très bien coordonné, 26 mars 1952, 196; des patrouilles très actives, selon les directives du QG du 1er Corps américain, mai et juin 1952, 208; nouvelle méthode, la 25e Brigade, 211; patrouilles exécutées par la 1re Div. du Commonwealth, 211-212; les patrouilles "stationnaires", de "surveillance", de "frousse", 211-212; de combat 1er btn *R.C.R.*, la cote 113, 31 mai au 1er juin 1952, 212; la Div. du Commonwealth préfère maintenir des patrouilles stationnaires, 226; de reconnaissance et de combat par le 3e btn *R.C.R.*, avril et mai 1953, 258; le brig. Allard ouvre une école de patrouille de brigade, 268-9; l'attitude adoptée, nos patrouilles et celles de l'ennemi, 269; l'analyse du maj. Pope, les erreurs commises au cours de patrouilles antérieures, 269.
Pays du Commonwealth, les: appui sans réserve aux mesures prises par les É.-U. en Corée, 10.
Pearson, l'hon. L.B.: répond à M. George Drew et donne lecture de la résolution adoptée par le Conseil de sécurité, 10; la sécurité des ressortissants canadiens en Corée, 10; souligne que le Canada se doit "d'honorer ses engagements envers l'ONU", 13; une note du gouvernement américain demandant un groupe de brigade pour l'ONU, 24; fait partie du groupe du cessez-le-feu, 126; un programme à soumettre aux Chinois, 127; texte d'une note adressée au Département d'État à Washington, 218; le Département d'État répond à la note canadienne, 218; réaction au bombardement des centrales hydroélectriques du Yalou, 221; et les accusations de guerre bactériologique, 223; déclaration du 26 juil. 1953, 287.
Pelletier, le cpl J.-J.-A.: 264.
Penhale, le maj.-gén. M.H.S.: 44.
"Pepperpot", l'opération: 165.
Pero, le cpl W.D.: 262-3.
Pertes, les: 23; des recrues sont blessées, (pertes "hors-combat"), 75; estimation du taux des pertes, sept. 1952, 180.
Pertes, les:
britanniques et du Commonwealth, 3e btn *R.A.R.*, à Kap'yong, 84-85; le pourcentage des, attribuables aux mines, 255-256;
canadiennes,
25e Brigade, à Chail-li, 118; par des éclats ou des bombes de mortiers, août 1952, 277; Opérations "Minden", 139; "Pepperpot", 166; "Toughy", 169-170;
P.P.C.L.I., 1er btn, attaques de l'ennemi, nov. 1951, 169; le 15 janv. 1952, 194; le

26 mars 1952, 197; la cote 133, 211;
2e btn, les recrues, mars 1951, 75; à Kap'yong, 88;
R.C.H.A., 2e rég., à Canoe River (C.-B.), 52;
R.C.R., 1er btn, la cote 113, 211; la cote 355, oct. 1952, 235;
3e btn, 2 au 3 mai 1953, 263;
R 22e R, 1er btn, 26 au 27 mai 1952, 210; la cote 169, 211; au cours d'une patrouille d'embuscade, 5 au 6 sept. 1952, 228;
2e btn, par les mines, 124; l'opération "Toughy", 169; 22 au 25 nov. 1951, 177; 8 au 9 avril 1952, 204;
Autres réf., le problème des pertes "hors-combat", 75-76; totalité des pertes subies par le Canada en Corée, 286-287;
Ennemies, la cote 532, 74; à Kap'yong, 86-87; après une attaque de la cie "B", du 2e btn R 22e R, sept. 1951, 140-142; l'opération "Snatch", 143; la cote 187, 145; l'opération "Pepperpot", 166; les attaques de nov. 1951, 167-168; 178; lors de l'attaque contre la 1re Div. de la République de Corée, mars 1952,196; raid contre le 1er btn *P.P.C.L.I.*, 26 mars 1952, 197; attaque contre une patrouille d'embuscade du 2e btn R 22e R, avril 1952, 204.
Peterson, le lt A.A.S.: 212-3.
Peterson, le maj. J.F.: 113.
Petit Gibraltar, le: voir cote 355.
Philip, son Altesse royale le prince: voir Edimbourg, le duc d', son Altesse royale le prince Philip.
"Pintail", le pont: 139; 225.
Pitts, le lt H.C.: 243 (renvoi).
Plimsoll, le col. J.: 64.
Politique, la: du gouvernement canadien, notre participation en Corée, 48-9; des É.-U., à partir du 27 juin 1950, 11-12; un appel télévisé au peuple américain, 11 avril 1951, par le président Truman, 107.
Pologne, la; 276.
Poole, le cpl E.W.: 146.
Pope, le maj. W.H.:249, 269.
Porteurs sud-coréens, les: 79.
Poulin, le lt-col. J.-L.-G.: 161, 248, 256, 270.
Pourparlers de trêve, les: l'ennemi consent à rencontrer les négociateurs à Kaesong, 125; rupture, reprise et suspension des, 139; les entretiens reprennent à Panmunjom, 148.
Président des chefs d'é.-m. canadiens, le: 97.
President Jackson, le USNS: 100, 104.
Prisonniers de guerre, les:
Ennemis, le premier est capturé par la 25e Brigade, 112; l'insuffisance de, 193 (renvoi); en mai 1952, 210: sont gardés à Kojedo, par l'ONU, 215; les soulèvements sont organisés et dirigés de la Corée du Nord, 215; 25,000 sont relâchés, 271;
En général, les pourparlers de trêve, au stade de la discussion du rapatriement des, 215; l'opinion du gouvernement canadien, l'autorité sur l'île de Koje, 217-218; 1er btn *R.C.R.,* à Koje-do, 219; échange de prisonniers malades ou blessés, l'opération "Little Switch", 250, 270, 275; accepter ou refuser le rapatriement, 274; l'article III de l'accord d'armistice, 276-7; Comité du rapatriement, 276; Commission des États neutres pour le rapatriement, 276; refusent leur rapatriement, 276; l'opération "Big Switch" 276-7; dispositions définitives, 277;
Les Nations Unies, les prisonniers de guerre canadiens, 277-279; les conditions dans lesquelles ils furent détenus, 277-8; les Chinois prétendent que tous les prisonniers de guerre sont des criminels de guerre, 277; on s'efforce de les convertir au communisme. 278; aucun Canadienne tente de s'évader, 278; une attention spéciale aux prisonniers du 1er btn *R.C.R.*, 279*;* les prisonniers turcs, 279.
Private Joe P. Martinez, le USNS: 52.
Production de défense, la: 39-40.
Programme de défense, le: les objectifs, juin 1948, 17; du 11 nov. 1949, 18; l'accent sur la defense aérienne, 18; la part de l'Armée, janv. 1947, 19; déclaration du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, août 1950, 25.
Projecteurs, les. 168.
Pugh, le sdt W.D.: 146.
Puissance aérienne, la: les opérations au-delà des frontières de la Corée, 77; l'ONU possède la maîtrise absolue des airs, 200; les bombardiers tactiques, 200; l'efficacité des attaques aériennes, 200; encourage nos propres troupes et démoralise l'ennemi, 200; la supériorité aérienne de l'ONU oblige l'ennemi à étendre et à camoufler ses positions, 202; la destruction des centrales hydro-électriques du Yalou, 220-221.
Pusan: le périmètre de, 15; consolidé par la 8e Armée, 46; la 8e Armée débouche du périmètre de, 46; le 2e btn *P.P.C.L.I.* s'installe près de, 58; les facilités du 2e btn *P.P.C.L.I.*, 61; la ligne "Radar", 65; les QG de la 1re Div. du Commonwealth sont établis au camp Seaforth, 132.
Pyongyang:54.

Q

Quartier général des forces d'occupation du Commonwealth britannique, le: 57; 149.
Québec, la province de: 180-181.
Quinn, le maj. J.W.: 140.

R

Radar, le: 95; 201-202.
Raids, les: la cie "D", 1er btn *P.P.C.L.I.*, 10 déc. 1951, 191; méthode nouvelle de raids et de patrouilles, 193-4; raids exécutés par les unités de la 25e Brigade, mai et juin, 210-211; l'ordre du maj.-gén. Cassels visant la cessation des, 211; retour à la méthode des, 211.
Radio-Commonwealth, Section canadienne: 285.
Rankine, le lt A.P.: 137.
Rapatriement, le: des prisonniers de guerre, 273-279; les "non-rapatriables"; 277.
Ravitaillement, le: les stocks nécessaires, 38-39; les premiers problèmes du, 39; entente avec les autorités américaines, les véhicules, 40-41; l'équipement initial du *P.P.C.L.I.*, 62; et le pont de la riv. Han est emporté, 71; le 2e btn *P.P.C.L.I.*, à Kap'yong, par le parachutage et par la route, 87-88; des forces communistes chinoises, 90; remplacement du matériel britannique par du matériel américain, 95; l'ampleur du problème du, 149; le problème de l'eau et l'entreposage des légumes à Nipponbara,152.
Ravitaillement aérien, le: 87; 136.
Rau, Sir Benegal Rama: 126.
Récréation,: "R & R" (Repos et Récréation), 156; l'inauguration d'un centre de loisirs par le premier ministre St-Laurent, 282.
Recrutement, le: recourir de nouveau à la publicité pour le, 23; pose des problèmesd'ordre juridique, 26-27; le Contingent spécial de l'Armée canadienne, 30-33; le résumé du, à partir du 31 mars 1951, 34-35; méthode pour se débarrasser des fruits du recrutement hâtif, 2e btn *P.P.C.L.I.*, 75; l'insuffisance de recrues de langue française, 181-182; l'opinion publique du Québec, 181.
"Regina", la position: 142-143.
Région du Centre, la: 30.
Région du Québec, la: 99.
Renforts, les: la poursuite du recrutement, 33; le "taux d'épuisement", 33; pas d'insuffisance de, à compter du moment où la brigade entre en campagne 33; "appel" lancé afin d'instruire et administrer les, le Contingent spécial, 44; l'effectif du 2e btn est complété par les, 75; le coût de l'expansion, 96; mouvement incessant de troupes en Corée est nuisible, 3e btn *P.P.C.L.I.*, 161; et le problème du roulement, 179; l'accroissement des effectifs d'unité, 180-181; la formation de nationaux coréens à titre de, 246; les lacunes du système d'instruction, 280.
Renseignement, le: d'importants mouvements de troupes au nord du 38e parallèle, 7-8; estimation des effectifs et des ressources des forces en présence en Corée, 10-11; l'intervention des communistes chinois et le département des É.-U., 54; le service de, de la 8e Armée, 55; le haut commandement des Nations Unies, 56; le lt-col. Sare écrit à Ottawa, 56; un déserteur nord-coréen fait des déclarations, (la cote 419) 71; les rapports révèlent les effectifs des forces communistes chinoises et des nord-coréens, 81; l'insuffisance de, 81-82.
République de Corée, la (du Sud): est envahie par la Corée du Nord, 3; les autorités américaines remettent les rênes du gouvernement à la coalition Rhee, 6; les élections de 1950, 8; le gouvernement des É.-U. est informé de l'invasion par son ambassadeur auprès de, 8; effectif le plus considérable de, 286. Armée, l' de, le matériel en 1948, 7; l'effectif et le manque d'équipement, 11; est repoussée au-delà de la riv. Han, 27 juin 1950, 11; les forces sud-coréennes, en pleine désintégration, 15; les délégués de la, aux pourparlers de trêve, 129; unités et formations de la, voir sous Formations, Unités, etc.
République populaire de Chine, la: ordre à la 7e Flotte américaine d'empêcher toute attaque contre Formose, 12; décide d'intervenir en Corée du Nord, 54-55; refuse de négocier avec le Groupe du cessez-le-feu de l'ONU, 126; la résolution qualifiant la Chine d'agresseur en Corée, 127; les accusations de guerre bactériologique, 223-224.
République populaire démocratique de Corée, la: les forces armées pénètrent par le sud, 3 ; le refus de communiquer avec la Commission provisoire, 6; constituée par l'Union soviétique et dirigée par Kim Il Sung, 6; composition de l'aviation nord-coréenne, 11; les opérations de l'ONU en, 54; les forces communistes chinoises interviennent en, 54; les troupes de l'ONU franchissent le 38e parallèle, avril 1951, 79; les délégués de la,

aux pourparlers de trêve, 129; les pertes subies par l'aviation de la, 200; résultat des attaques aériennes de l'ONU contre les centrales hydro-électriques, Yalou, 220-221.
Reynolds, le maj. E.A.C.: 150.
Rhee, M. Syngman: les É.-U. décident de miser sur, 5; les É.-U. font confiance à, 5; lance un appel aux Nations Unies, 5; demande aux troupes américaines de rester sur les lieux, 7; publie un décret retardant les élections, 8; annule le décret, 8; assiste à la prise d'armes de la Div. du Commonwealth lors du Couronnement, 270; la libération de 25,000 prisonniers (nord-coréens), 270, 275; adresse un message de reconnaissance, 286.
Richardson, le sgt J.H.: 229-230.
Ricketts, le brig. A.H.G.: 239.
Ridgway, le lt-gén. M.B.: remplace le gén. Walker, la 8e Armée, 61; remplace le gén. MacArthur, commandant suprême, 77; exige que la région de Kaesong soit neutralisée, 129; et les pourparlers de trêve, 139; et le changement de commandement à Koje, 215; est remplacé par le gén. Clark, 215.
"Ripper", l'opération: 73.
Roberts, le maj. J.R.; 238.
Robertson, le lt-gén, Sir H.: 151.
Rockingham, le brig. J.M. accepte le commandement de la Brigade d'inf. can, pour servir sous les ordres de l'ONU, 35; la tâche de choisir les officiers pour le Contingent spécial, 36; rend visite au 2e btn *P.P.C.L.I.*, en Corée, 79; passe à l'Active, 99; visite la Corée, 100; la remise d'instructions relatives au commandement, 100, appendice "B", 292; à la rencontre des troupes débarquées à Pusan, 104; assiste à une conférence d'instruction, 17 mai 1951, 109; difficultés avec les commandants américains, 109-110, 133-134; l'opération "Initiate", 111-112; le 2e btn du 65e Rég. d'inf. can. est placé sous son commandement, 116; et le déplacement dans la région de Ch'orwon, 121; le commandement et le contrôle lors de la formation de la 1re Div. du Commonwealth, 132; son plan lors de l'opération "Commando", 144; l'opération "Pepperpot", 165-6; l'opération "Toughy", 169-170; citation américaine, 2e btn *P.P.C.L.I.,* 184; visite le 25e Groupe de remplacement à Wainwright, 187-188; prend des dispositions afin de faciliter la célébration de Noël, 194; est remplacé par le brig. Bogert, 199; un dîner d'adieu en son honneur, 206.
Rodger, le maj-gén. N.E.: 41.
Rommel, le feld-maréchal Erwin: 158.
Roosevelt, le président F.D.: 3.
Ross, le lt H.T.: 64.
Roulement, le: le régime du, des troupes du Commonwealth, 89; la question du, se pose d'une façon urgente, 153-154; le 1er Groupe de roulement, 2e btn *P.P.C.L.I.*, 164; de nouveau le problème du roulement,179; par unités et sous-unités, 180; le 2e roulement général, 248; l'article 11 de l'accord d'armistice, 275; le 3e roulement général, des troupes canadiennes, 283-4.
Rowden, le sdt G.G.: 137.
Roxborough, le maj. J.S.: 199; 262.
Royaume-Uni, le: le transfert en Corée d'une petite brigade d'inf., de Hong-Kong, 16; offre d'unités de l'Armée aux Nations Unies, 24; la réaction au bombardement des aménagements hydro-électriques du Yalou, 221.
Ruffee, le lt G.E.M.: 264.

S

St-Laurent, le très hon. Louis: discours à la Chambre, 30 juin 1950, 13-14 ; s'adresse au pays par la radio, l'état des forces armées du Canada, 7 août 1950, 17; la mort de l'hon. King, 22; annonce le recrutement, le Contingent spécial, 29; suggère à M. Nehru d'obtenir des éclaircissements sur l'attitude chinoise, 127; et l'incident de l'île Koje, 216; inaugure le centre de loisirs, *(Maple Leaf Park),* en Corée, 282; sa déclaration à la Chambre portant sur le moral des troupes canadiennes en Corée, 283.
Sandok: 163.
Sare, le lt-col. R.F.L.: 56.
Sargent, le sdt J. A.: 117.
Schmidlin, le maj. L.E.C.: 248.
"Scramble", l'exercice: 94.
Seaforth, le camp de: 132.
"Seattle", la zone: 244.
Seattle, Washington: 49.
Section canadienne de Radio-Commonwealth, la :285.
Séoul: la capture de, par l'Armée populaire, 27 juin 1950, 11; la reprise de, par le 10e Corps américain, 46; est évacuée par la 8e Armée, 63; est libérée par la 1re Div. de la République de Corée, 76; et la route d'approvisionnement venant de, 119-120.
Services auxiliaires, les: 154.
Service avancé des eaux, le: 58; 61; 99; 104.
Shore, le sgt H.J.D.: 213.
Short, le cap. G.C.: 197.
Silverman, M.S.: 221.
Simonds, le lt-gén. G.G.: succède au lt-gén.

Foulkes, 97; visite la 25e Brigade à Fort Lewis, 100; visite le 3e btn *P.P.C.L.I.,* camp Borden, 161; le roulement par unités et sous-unités, 180; et la citation américaine, le 2e btn *P.P.C.L.I.* 183; les familles des hommes envoyés outre-mer ne seront pas obligées d'évacuer les logements des soldats mariés, 185; visite à la 25e Brigade en Corée, aux unités, au Japon, janv. 1952, 195; et l'incident de l'île Koje, 216-218; et le programme des "Katcoms", 247.
Sioux, le: 14 (renvoi); 21.
"Slam", l'opération: 135.
Smallman, le lt W.D.: 143.
Smillie, le lt-col. R.A.: 248.
Smith, le lt-col. C.:14.
Smith, le brig. J.D.B.: 99.
Smith, le col. G.L.M.: 206.
"Smith", le groupement opérationnel: 14.
"Snare", l'opération: 195.
"Snatch", l'opération: 142.
Sohaktong: 166.
Songgok: 167.
Solde et indemnités, : l'âge minimum permettant de bénéficier des indemnités conjugales est supprimé: 28.
Sorakkae:79.
Sparling, le maj.-gén. H.A.: 59; 131; 280.
Staline, Joseph: 245.
Sterne, le lt-col. H.W.: 248; 259; 262; 267.
Stevenson, le sdt R.C.: 214 (renvoi).
Stinson, le cpl A.I.: 212-213.
Stone, le lt-col. J.R.: dirige le 2e btn *P.P.C.L.I.,* à Fort Lewis, 49; discussion avec le gén. Walker, 60-61; et l'entraînement du 2e btn *P.P.C.L.I.,* 63-64; la chasse aux guérillas 65; le commandement et le contrôle du travail administratif, 66; et la petite vérole à Wol-li, 70; l'attaque contre la cote 419, 71; et la cote 532, 73; les recrues sont blessées, 75; atteint par la petite vérole, 78; rejoint son unité, 84; seconde agrafe, à sa médaille de l'Ordre du service Distingué (DSO), 87-88; rentre au Canada, pour raisons de famille, 91; "jouer la carte du mandat", 134; rentre du Canada et reprend son commandement, 136; le gén. Van Fleet lui remet la citation du Président, 164; l'opération "Pepperpot", 165; instruction des parachutistes à Rivers, 183.
Suède, la: 276.
Sui-ho: 221-222.
Suisse, la: 276.
Swinton, le maj. R.K.: 80; 145.
"Switch", l'opération: "Big", 277; "Little", 250, 270, 275.

T

Taber, le brig. H.E.: 42; 47.
Tabokch'on:78.
Tactique, la: comparaison avec la seconde guerre mondiale, 72; 117; *canadienne,* première expérience avec la tactique des forces communistes chinoises, 113-114; à Chail-li, 117; l'opération "Pepperpot", 166; des raids et des patrouilles, mai et juin 1952, 209-210; ouvrages de défense, sur le "Crochet", 240; *Commonwealth,* au cours des raids et des patrouilles, mai et juin 1952, 209-210; à l'encontre de la tactique américaine, 226; 241 ; ouvrages de défense, sur le "Crochet", 240; en conformité de la doctrine exposée au chapitre VI de la brochure britannique, *The Infantry Division in Battle, 1950,* 252;
Forces communistes chinoises, les, à Kap'yong, 88; groupes d'embuscade ennemis, 105; à Chail-li, 113-116; avance, à travers un barrage de leurs propres pièces de soutien, 177; attaque, contre la cote 355, 23-24 oct. 1952, 232; assaut, 235; raid, 261; attaque, feu d'artillerie, 261 *Nations Unies,* les, les opérations tactiques ressemblent à celles des campagnes de l'Armée britannique sur la frontière nord-ouest de l'Inde, 108; l'emploi d'un groupe opérationnel, 111.
États-Unis, les, défensive, la cote 355, 172; à l'encontre de la, du Commonwealth, 226, 241.
Taegu: 58.
Taylor, le brig. G.: 89, 120.
Taylor, le lt-gén. M.: 245.
Tchécoslovaquie, la: 276.
"Teal", le pont: 139, 225.
Tees, le cap. P.J.A.: 201.
Tellier, le lt-col. H.: 92, 161.
"Thames", l'opération: 245.
Thériault, le maj. J.-E.-Y.: 268.
Therrien, le lt J.-P.-A.: 140.
Thimayya, le lt-gén. K.S.: 276.
Tighe, le maj. H.D.P.: le déplacement dans la région de la riv. Miryang, 62; assume le commandement par intérim, 78, 91; et l'avance le long de la ligne "Benton", 78; l'établissement des "bases de patrouilles", au saillant de la riv. Imjin, 120.
"Toughy", l'opération: 160.
Transport, le: la décision d'employer des véhicules de modèles américain, 41; une entente portant que l'Armée des É.-U. devait fournir les véhicules et les pièces de rechange, 41.
Tremblay, le cap. J.-P.-R.: 140.

"Trojan", l'opération: 227.
Trudeau, le lt-col. L.-F.: 199, 227.
Truman, Harry S.: déclare que son pays doit s'interposer en Corée et ordonne à la 7e Flotte d'empêcher toute attaque contre Formose, 11-12; ordonne aux unités aériennes et navales américaines de protéger et d'appuyer les troupes sud-coréennes, 13; préfère accepter la stabilisation, 77; remplace le gén. MacArthur par le lt-gén. Ridgway, 77; dans un appel télévisé au peuple américain, le 11 avril 1951, 107.
Turnbull, le cap. J.G.: 71.

U

Un-gol: 174.
Uniforme, 1': la substitution est réclamée, 39; les longues bottes de l'armée américaine remplacent les bottes canadiennes, 64.
Union soviétique, 1': le partage de la responsabilité et le choix du 38e parallèle, 3-4; et les É.-U. se font face de part et d'autre de plusieurs lignes de démarcation artificielles dans le monde, 4; réagit lorsque le gouvernement américain annonce son intention de soumettre la question aux Nations Unies, 6; une "République populaire démocratique de Corée", dans la Corée du Nord, 6; le retrait de toutes ses troupes de la Corée du Nord, 7; met le Conseil de sécurité au défi d'intervenir en leur absence pour arrêter l'invasion, 9; est absente du Conseil de sécurité, 10 (renvoi); son représentant réussit à entraver tout nouvel effort constructif au Conseil de sécurité, 46; déclaration de M. Jacob Malik, 128; la politique officielle de l', est exposée avec exactitude, 129; ne sait pas ce que le régime communiste chinois pense, 129; l'importance des centrales hydro-électriques du Yalou pour le bloc communiste, 221; et les accusations de guerre bactériologique, 223; nombre de militaires soviétiques en Corée, 286.
Unités administratives, les: comparaison de la "charge" administrative, avec la seconde guerre mondiale, 38; accroissement de l'effectif des, 38; "appel" lancé aux soldats des Forces de réserve, 44; les détachements administratifs d'avant-garde des, à Fort Lewis, 50-51; la base britannique de Taegu est déménagée à Kuré, Japon, 149.

V

Vallée, le lt-col. J.-A.-A.-G.: 194.
"Vancouver", le poste: 231, 235.
Vandenberg, le gén. H.: 107.
Van Fleet, le lt-gén. J.A.: succède au lt-gén. Ridgway à titre de commandant de la 8e Armée, 77; dresse des plans en vue du retour sur la ligne "Kansas", 90; et l'engagement de la 25e Brigade, 109; remet la citation du Président au 2e btn *P.P.C.L.I.*, 164; publie dans ses ordres la citation accordée au 2e btn, 183; remet le commandement de la 8e Armée au lt-gén. Maxwell Taylor, 245.
Véhicules, les: l'achat de camions et d'autochenilles américains, 93.
Vickers, la mitrailleuse: utilisée par l'ennemi, 115.
Vokes, le maj-gén. C.: 44.

W

Wainwright, Alb.: le Groupe de Renfort de la 25e Brigade se rend à, 100, 101; description du camp et de la région, 160; une petite émeute, 18 juin 1951, 160; concentrations d'été (1951), 160; (1952), 187.
Walker, le gén. W.H.: 54, 59-61.
Walsh, le brig. G.: 280.
"Waterloo", l'opération: 207.
War Office, le: 131.
Wells, le lt-gén. H.: 151.
West, le maj. gén. M.M. Alston-Roberts, voir Alston-Roberts-West, le maj. gén. M. M.
"Westminster", l'opération: 205.
White, le lt-col. F.E.: 13 (renvoi).
Whiticar, le maj. C.M.: 104.
Whiting, le Dr A.S.: 55.
Wildfang, le cap. E.K.: 137, 142.
Williams, le maj. E.J.: 163, 166.
Wilson-Smith, le lt-col. N.G.: et la relève du 2e btn *P.P.C.L.I.* est complétée, 164; attaque de l'ennemi, nov. 1951,167; mis au courant de la décision de remplacer le 1er btn *P.P.C.L.I.* par le 2e, 18 août 1951, 181; est nommé chef de l'é.-m., 206; est remplacé par le lt-col. J.R. Cameron, 206; est remplacé par le lt-col. E.A.C. Amy, 235.

"Windsor", l'opération: 207.
"Windy Corner": 242, 243 (renvoi).
Wishart, le cannonnier K.W.: 117.
Wol-li: 70.
Wonsan: 54.
Wood, le lt-col. H.F.: 237, 240, 248.
Wrong, H.H.:
"Wyoming", la ligne: la 25e Brigade à, 121; l'opération "Minden", 139; la 25e Brigade occupe des positions de réserve sur, 194; l'opération "Buckingham", 207; le renforcement des positions par la 25e Brigade, 225.

Y

Yakima, Washington: 93.
Yalou, la rivière: les soldats chinois traversent la, 56; le bombardement des aménagements hydro-électriques du, 220; la réaction chez les nations amies, 221.
"Yongdong", le système: 240-241.
Yougoslavie, la: 10 (renvoi).

Z

Zone démilitarisée, la: 271, 275.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PAGE

I. MALAISE EN CORÉE
- L'invasion ... 3
- Les origines du conflit ... 3
- Division de la péninsule de Corée ... 4
- Progrès vers le gouvernement autonome ... 5
- Réaction devant l'invasion ... 8
- Les États-Unis interviennent ... 11
- Le dilemme canadien ... 13
- Accroissement des forces des Nations Unies ... 16

II. LE CANADA FACE À L'EXTRÊME-ORIENT
- État de l'Armée canadienne en 1950 ... 17
- Le choc de la crise ... 20
- Demandes insistantes d'envoi de forces terrestres ... 23
- Autorisation du contingent spécial ... 25

III. DOULEURS DE CROISSANCE
- Formation et organisation du contingent ... 32
- La situation dans la Région du centre ... 33
- On accélère le recrutement ... 34
- Les officiers du contingent spécial ... 38
- L'ordre de bataille et le problème du ravitaillement ... 40

IV. PRÉPARATION AU COMBAT
- Plans d'instruction ... 46
- Problèmes de l'instruction d'hiver ... 48
- Le transfert à Fort Lewis ... 53

V. LES CANADIENS SE PRÉPARENT AU COMBAT
- Intervention de la Chine ... 57
- Arrivée des Canadiens en Corée ... 61
- La Huitième Armée demande une action immédiate ... 64
- La nouvelle offensive chinoise ... 68
- La chasse aux guérillas ... 70
- Problèmes de commandement et de contrôle ... 71
- Le *P.P.C.L.I.* part pour le front ... 72

VI. LES PREMIERS COMBATS
- Avance et contact, du 19 au 28 février ... 74
- Reprise de l'avance, du 7 au 13 mars 1951 ... 77
- La crise des pertes «hors combat» ... 81
- De nouveau le trente-huitième parallèle ... 82
- À la poursuite d'un ennemi en retraite, du 29 mars au 19 avril ... 84
- Le combat à Kap'Yong, du 23 au 25 avril ... 89
- L'offensive chinoise est enrayée ... 97

VII. LE CONTINGENT SPÉCIAL À FORT LEWIS ET L'ARMÉE AU CANADA
- Changements apportés à la 25e brigade ... 102
- Entraînement au combat ... 102
- Expansion de l'Armée canadienne, août 1950 – avril 1951 ... 105
- Coût de l'expansion ... 106
- Formation de la brigade destinée à l'Europe ... 107
- Tentative en vue de convertir le contingent spécial en force active ... 108
- L'avenir de la 25e brigade ... 109
- Vue rétrospective de Fort Lewis ... 112

VIII. TROISIÈME AVANCE DE L'O.N.U. JUSQU'AU 38e PARALLÈLE
Arrivée de la 25e Brigade 114
Le déplacement vers le front 116
La Huitième Armée reprend l'offensive 117
Difficultés avec le Quartier général 119
Avance continue du 21 au 30 mai 120
La 25e Brigade en action 121
L'attaque contre Chail-Li 123
Concentration des forces du Commonwealth 129
Combat sur la rivière Imjin en juin 1951 130
En patrouille à Ch'orwon 131

IX. L'ENNEMI PARLE DE PAIX AU MOMENT OÙ SE FORME LA DIVISION DU COMMONWEALTH
Premiers pas vers un cessez-le-feu 139
Début des pourparlers de trêve 142
Organisation de la Division du Commonwealth 143
Problèmes d'adaptation 145
Sur les bords de l'Imjin – août 1951 149
Passage définitif de l'Imjin – opération «Minden» 152
Opération «Commando» – 3 au 8 octobre 1951 156

X. 1951 EN RÉTROSPECTIVE
Évolution administrative 162
Les unités canadiennes au Japon 163
La question du roulement des troupes 166
La controverse du bien-être 167
Unités auxiliaires du contingent spécial 173
Le Groupe de relève de la 25e Brigade d'infanterie canadienne 174

XI. LES OPÉRATIONS, D'OCTOBRE À DÉCEMBRE 1951
Premier roulement d'automne, octobre-novembre 1951 178
L'opération «Pepperpot» 180
Attaques chinoises, 2-6 novembre 182
«Pas de repli, pas de panique» 185

XII. LE SECOND HIVER
De nouveau le problème du roulement 195
La crise des effectifs 196
La citation américaine 199
Préparatifs pour le combat 201
Épreuves et ennuis – Le groupe de remplacement 202

XIII. LES OPÉRATIONS, DE DÉCEMBRE 1951 À AVRIL 1952
Raid exécuté par une compagnie 209
La Brigade en réserve 212
Retour au front 214
Le roulement en 1952 216
Appui aérien 218

XIV. LA GUERRE STATIQUE, I
Sur la Sami-Ch'on, du 1er au 19 avril 1952 222
L'opération «Westminster», du 15 au 19 avril 1952 223
Opération «Buckingham» 225
Patrouilles de mai et juin 1952 227
Une patrouille de combat, le 31 mai 1952 231
Opération «Jehu», 17 juin 1952 233
Les troubles de Koje-Do 234
Le bombardement des aménagements hydro-électriques du Yalou 241

XV. LA GUERRE STATIQUE, II
Accusations de guerre bactériologique 244
La lutte contre les éléments 246
Combats dans la zone neutre, du 10 août au 23 octobre 1952 247
Attaque de la cote 355, 23 et 24 octobre 1952 251
XVI. GUERRE DE POSITIONS
Le second roulement d'automne, novembre 1952 259
Sur le «Crochet» 262
Les «Katcoms» 269
Roulement de 1953 271
XVII. DERNIERS ENGAGEMENTS DES CANADIENS
Difficultés à la défensive 276
L'attaque contre la compagnie «C» du 3e bataillon du *R.C.R.*, nuit du 2 au 3 mai 1953 283
Coup d'oeil sur l'ennemi 289
Les dernières semaines 292
L'armistice 296
XVIII. L'ARMISTICE ET SES SUITES
Les négociations d'armistice, décembre 1951 – juillet 1953 299
Les prisonniers de guerre canadiens 303
Les lacunes du système de renforts 306
Instruction et loisirs 308
Roulement et «épuisement» 309
Les conséquences de la guerre de Corée 312

APPENDICES

«A» Rapport du brig. Fleury sur sa première entrevue avec le gén. MacArthur, le 4 octobre 1950 317
«B» Instructions de commandement au brig. Rockingham, le 13 avril 1951 319
«C» Honneurs et distinctions, Corée 1951-1953 321
«D» Fonctions de commandement et d'état-major 327
Noms géographiques coréens 1
Abréviations 337
Références 338
Index 359

CARTES
(*en couleurs)*

Le front en Corée ..... (garde de tête)
1. Invasion et riposte, 25 juin – 26 novembre 1950. Intervention des communistes chinois, octobre 1950 .....
2. Opérations, 27e Brigade d'infanterie britannique, 19 février – 11 mars 1951 80
3. Opérations, 27e Brigade d'infanterie britannique, 29 mars – 16 avril 1951 85
4. Opérations « Minden » et « Commando », 11 septembre – 5 octobre 1951 .....

5. Front de la 1re Division du Commonwealth, 31 mars 1952 221
6. Attaque contre la Cie «B» du 1er bataillon du R.C.R., 23 octobre 1952 256
7. Défenses du «Crochet», décembre 1952.....263

CROQUIS
(en noir et blanc)

1. Le combat de Kap'yong, 24-25 avril 1951 91
2. Le combat de Chail-Li, 30 mai 1951 124
3. Fronts de la Huitième Armée des États-Unis, 5 janvier – 24 juin 1951 135
4. La 25e Brigade le long de l'Imjin, opérations « Dirk» et « Claymore», août 1951 154
5. Cotes 227 et 355, 23-25 novembre 1951 192
6. Plan de l'opération « Janus III », 10-11 décembre 1951.....210
7. L'attaque contre le 3e bataillon de *R.C.R.*, 2-3 mai 1953.....290

ILLUSTRATIONS

Singulier champ de bataille .....Page frontispice
1. À l'instruction aux casernes Currie 27
2. Gare à vous!..... 27
3. Le servant n° 2 de 1a *Bren*..... 28
4. « Libération » à la coréenne..... 62
5. Kap'yong 62
6. Le maintien des communications 63
7. Prisonniers ennemis 99
8. Le champ de bataille le soir sur l'Imjin 99
9. La 25e brigade se joint à la Division du Commonwealth..... 100
10. Ironie inconsciente..... 133
11. Base ferme 133
12. Réfugiés..... 134
13. L'artillerie en action 168
14. Mission accomplie..... 168
15. Territoire ennemi 169
16. Épilogue..... 169
17. Sol vital..... 203
18. Passe-temps d'hiver..... 203
19. Travail épuisant 204
20. Changement de commandement..... 238
21. Vérification ultime..... 238
22. Chefs de patrouilles 239
23. Village de la liberté..... 239
24. « Lettre d'appréciation »..... 274
25. L'envoi 275